



HAL
open science

**Coordination et conflits dans le mouvement
altermondialiste européen : l'expérience de trois réseaux
thématiques dans le cadre du Forum Social Européen
(2005-2010).**

Loïc Moissonnier

► **To cite this version:**

Loïc Moissonnier. Coordination et conflits dans le mouvement altermondialiste européen : l'expérience de trois réseaux thématiques dans le cadre du Forum Social Européen (2005-2010).. Science politique. Université de Grenoble, 2011. Français. NNT : 2011GRENH011 . tel-00657709

HAL Id: tel-00657709

<https://theses.hal.science/tel-00657709>

Submitted on 9 Jan 2012

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

THÈSE

Pour obtenir le grade de

DOCTEUR DE L'UNIVERSITÉ DE GRENOBLE

Spécialité : **Science politique**

Arrêté ministériel : 7 août 2006

Présentée par

Loïc Moissonnier

Thèse dirigée par **Sabine Saurugger**

préparée au sein du **Laboratoire PACTE**
dans l'**École Doctorale Sciences de l'Homme, du Politique et du Territoire (SHPT)**

Coordination et conflits dans le mouvement altermondialiste européen. L'expérience de trois réseaux thématiques du Forum Social Européen (2005-2010).

Thèse soutenue publiquement le **23 novembre 2011** devant le jury composé de :

Mme Sophie BEROUD

Maître de conférences, Université Lumière Lyon 2, Membre du jury

M. Christophe BOUILLAUD

Professeur des Universités, IEP de Grenoble, Président du jury

Mme Donatella DELLA PORTA

Professeure, Institut Universitaire Européen Florence, Rapporteure

M. Pierre FAVRE

Professeur émérite des Universités, IEP de Grenoble, Membre du jury

M. Marco GIUGNI

Professeur ordinaire, Université de Genève, Rapporteur

Mme Sabine SAURUGGER

Professeure des Universités, IEP de Grenoble, Directrice de thèse



Résumé

Cette thèse porte sur le mouvement altermondialiste dans sa déclinaison européenne, en s'intéressant en particulier au processus du Forum Social Européen tel qu'il a été initié à Florence en novembre 2002. Plus spécifiquement, nous nous intéressons à des réseaux thématiques qui se sont constitués au fil des éditions du Forum Social Européen avec l'objectif de renforcer la coordination entre les différents participants au Forum, sur des thèmes économiques et sociaux liés à l'intégration européenne. Ces réseaux ont été constitués dans le sillage des grandes manifestations altermondialistes de portée européenne qui se sont développées dans les années 90-2000. Rapidement après leur création, ces réseaux ont cependant réuni de moins en moins de participants et ont finalement disparu en tant qu'espaces d'organisation collective. Cette thèse vise principalement à expliquer l'échec de ces réseaux.

La mise en relation de la création de nos réseaux thématiques avec les mobilisations de l'altermondialisme européen, qui semblent s'essouffler au milieu des années 2000, nous incite à les analyser dans le cadre d'un processus de démobilitation au niveau européen. Celui-ci se traduit par des conflits entre les participants restant sur les modes de fonctionnement collectif au sein des réseaux ou sur les stratégies collectives à mettre en œuvre, et finalement à de nouveaux retraits de participants. La distinction de plusieurs phases entre 2005 et 2010 nous permet par ailleurs d'envisager cette combinaison entre démobilitation et conflits à plusieurs niveaux. Tandis que la fin de campagnes altermondialistes en Europe nous permet d'observer des conflits entre les acteurs sur le rôle de réseaux thématiques comme structures potentielles d'action collective, la baisse de la participation dans le cadre spécifique du Forum Social Européen fait naître des conflits sur le rôle que devraient endosser ces réseaux dans ce processus. Finalement, le fort déclin de la participation dans le FSE d'Istanbul en 2010 aboutit à la disparition des réseaux thématiques étudiés. Au-delà de leur échec, ce travail s'achève sur la mise en évidence des apports de ces expériences sur la constitution d'un groupe d'acteurs à l'échelle européenne entretenant des objectifs proches.

Mots-clés : action collective, mouvements sociaux, altermondialisme, syndicalisme, réseaux, Europe.

Remerciements

Mes remerciements s'adressent en premier lieu à Sabine Saurugger, pour avoir suivi mon travail depuis mon année de Master 2 à l'IEP de Grenoble. Sa disponibilité et ses lectures attentives ont grandement contribué au bon déroulement et à l'achèvement de cette thèse.

Je remercie ensuite les institutions au sein desquelles ce travail a été effectué : l'IEP de Grenoble, le laboratoire PACTE, l'école doctorale Science de l'Homme du Politique et du Territoire, et leur personnel.

J'ai également durant cette thèse effectué deux séjours académiques à l'étranger de trois mois en 2009 et en 2010. Je remercie Dieter Rucht ainsi que toute l'équipe du groupe de recherche « Société civile, Citoyenneté et Mobilisations Politiques en Europe » du Wissenschaftszentrum Berlin für Sozialforschung (WZB), pour leur accueil et leurs suggestions. Je remercie l'Institut Universitaire Européen (IUE) et notamment Donatella della Porta pour le soutien à ma candidature en tant que *visiting student*, et pour ses lectures et conseils.

Ce travail repose en grande partie sur les informations qui m'ont été fournies par les personnes rencontrées en entretien, et celles avec qui j'ai pu échanger lors de mes observations de terrain, de manière ponctuelle ou prolongée. Qu'ils en soient ici remerciés.

Je remercie l'ensemble des personnes qui, dans les derniers mois de cette thèse, ont participé au bon déroulement de sa rédaction, dans la salle des doctorants de l'IEP de Grenoble ou ailleurs. Merci à mes collègues et/ou relecteurs de dernière minute: Rodica, Atif, Guillaume, Simon, Ouassim, Jessica, Alexia, Clément, Renaud, Audrey, Maxime, et surtout, à ceux que j'oublie ici.

Merci à ma famille et à mes amis pour tout ce qui n'est pas la thèse, et qui l'ont néanmoins rendue possible. Enfin, pour avoir supporté tous mes changements d'humeur, et pour l'essentiel, merci à Anne-Sophie.

Sommaire

<i>Liste des sigles</i>	11
<i>Liste des tableaux et figures</i>	13
<i>Introduction générale</i>	15
Intérêt du sujet : mouvement altermondialiste et mobilisations contestataires en Europe	16
Constitution de notre objet de recherche	22
Architecture générale de la thèse.....	28
<i>Chapitre 1 : Construction du cadre d'analyse</i>	31
Introduction	31
Le concept de réseaux en sciences sociales et en science politique.....	32
L'hétérogénéité des participants comme frein à l'action collective.....	44
La prise en compte du contexte de l'action collective : opportunités politiques et cycles de mobilisation	62
Construction du cadre d'analyse	72
Conclusion du Chapitre 1	82
<i>Chapitre 2 : Démarche de l'enquête de terrain et choix méthodologiques</i>	85
Introduction	85
Construction de la démarche de recherche : de la conception de la causalité à la construction de la comparaison entre trois réseaux thématiques.	86
Méthodes de l'enquête de terrain.....	102
Conclusion du chapitre 2.....	117
<i>Chapitre 3 : La constitution des réseaux thématiques dans une dynamique de déclin des mobilisations de l'altermondialisme européen</i>	119
Introduction	119

Cycle de mobilisations européennes, fin de mobilisations et la constitution des réseaux thématiques.....	121
Conflits internes aux réseaux et retrait de participants dans un contexte de démobilisation.	141
Conclusion du chapitre 3.....	166
<i>Chapitre 4 : Le maintien de réseaux thématiques actifs dans l'objectif du FSE de Malmö (2007-2008)</i>	<i>169</i>
Introduction	169
Des divergences persistantes dans une dynamique contestataire affaiblie.	171
La préparation du Forum de Malmö : la valorisation du rôle des réseaux comme ressort de leur dynamisme.....	191
Au-delà de l'objectif commun comme ressort du dynamisme: le fonctionnement interne des réseaux dans la préparation du FSE de Malmö.	205
Conclusion du Chapitre 4	222
<i>Chapitre 5 : Les réseaux thématiques dans la préparation du FSE d'Istanbul (2008-2010) : source de conflits ou signe du déclin du processus ?</i>	<i>225</i>
Introduction	225
Des évaluations différenciées du rôle des réseaux dans un contexte de déclin du Forum Social Européen.....	227
De Malmö à Istanbul : vers la fin des réseaux thématiques du FSE ?.....	247
Conclusion du chapitre 5.....	268
<i>Chapitre 6 : Après Malmö, la fin des espaces de coopération au niveau européen?</i>	<i>271</i>
Introduction	271
Des stratégies divergentes dans le contexte de déclin du processus du Forum Social Européen.	273
Le maintien des espaces communs : de nouvelles initiatives de coopération dans une dynamique de déclin des mouvements sociaux.	294

Conclusion du chapitre 6.....	321
Conclusion générale	323
Hétérogénéité et conflits dans un contexte de démobilisation : comment les réseaux thématiques ont échoué ?	323
De l'hétérogénéité des acteurs à la dynamique des mouvements sociaux : pourquoi les réseaux ont échoué?	331
La dynamique du mouvement altermondialiste en Europe : état des lieux et perspectives pour un mouvement social européen.....	336
Sources primaires.....	341
Bibliographie	347
Annexes.....	367
Table des matières.....	419

Liste des sigles

ADEDY : Ανώτατη Διοίκηση Ενώσεων Δημόσιων Υπαλλήλων (Confédération des Syndicats des Fonctionnaires Publics – Grèce)

AEP : Assemblée Européenne de Préparation

AGCS : Accord Général sur le Commerce des Services

AITEC-IPAM : Association Internationale de Techniciens, Chercheurs et Experts – Initiatives Pour un Autre Monde

APRIL : Anti-PrivatisierungsInitiative Leipzig

Attac : Association pour la Taxation des Transactions financières et l’Aide aux Citoyens

CDSR : Confederatia Sindicatelor Democratice din Romania

CES : Confédération Européenne des Syndicats

CGIL : Confederazione Generale Italiana del Lavoro

CGT: Confédération Générale du Travail (France)

CIFS : Comité d’Initiative français pour les Forums Sociaux

Cobas : Confederazione dei Comitati di Base

CSC : Confédération des Syndicats Chrétiens (Belgique)

CSC-CNE : Centrale Nationale des Employés (fédération de la CSC)

CSI : Confédération Syndicale Internationale

ELA : Eusko Langileen Alkartasuna (Solidarité des Ouvriers Basques)

FGTB : Fédération Générale des Travailleurs de Belgique

FIOM : Federazione Impiegati Operai Metallurgici (fédération de la CGIL)

FMI : Fond Monétaire International

FSE : Forum Social Européen

FSM : Forum Social Mondial

FSU : Fédération Syndicale Unitaire

GUE/NGL : Gauche Unitaire Européenne/Nordic Green Left

IG Metall : Industriegewerkschaft Metall (fédération de la métallurgie de la confédération des syndicats allemands DGB)

OMC : Organisation Mondiale du Commerce

ONG : Organisation Non Gouvernementale

PDS : Partei des Demokratischen Sozialismus

REDS : Réseau Européen pour les Droits Sociaux

S2B : Seattle to Brussels network

SdL : Sindacato dei Lavoratori Intercategoriale

SOMO : Stichting Onderzoek Multinationale Ondernemingen (Centre de Recherche sur les Entreprises Multinationales – Pays-Bas)

TCE : Traité Constitutionnel Européen

TUC : Trade Union Congress

UE : Union européenne

UGFF-CGT : Union Générale des Fédérations de Fonctionnaires (fédération de la fonction publique d'Etat CGT).

Verdi : Vereinte Dienstleistungsgewerkschaft (fédération des services de la Confédération des Syndicats Allemands DGB)

WEED : World Economy, Ecology and Development

Liste des tableaux et figures

Tableau 1: Typologie des conceptions de la démocratie dans le mouvement altermondialiste, d'après Andretta et della Porta.....	56
Figure 1: Les effets de la structure organisationnelle sur la capacité d'action d'un groupe, d'après Beyers.....	51
Figure 2: Schéma explicatif du déclin et de la fin des réseaux thématiques	81
Figure 3: Schéma explicatif des conflits entre acteurs hétérogènes dans un contexte de fin de mobilisations européennes.	120
Figure 4: Retraits de participants et improbabilité de l'action collective à la suite de conflits internes aux réseaux	170
Figure 5: Schéma explicatif des conflits sur le rôle des réseaux dans le FSE après 2008	226
Figure 6: Schéma explicatif de l'hypothèse de la fin des expériences de coopération entre acteurs des réseaux dans un contexte de déclin du FSE.....	272

Introduction générale

Au moment du sommet européen d'Amsterdam en juin 1997 qui avait vu converger des dizaines de milliers de manifestants protestant contre la faible prise en compte du chômage et de la question de l'emploi dans les politiques économiques et sociales de l'Union européenne, certains auteurs voyaient cet épisode comme une étape vers la nécessaire émergence d'un mouvement social européen¹. La mobilisation des citoyens et des travailleurs pour s'opposer collectivement, au niveau européen, aux politiques menées par les institutions communautaires apparaissait ainsi comme le moyen d'infléchir l'action publique de l'UE vers une plus grande attention portée à la cohésion sociale et à la réduction des inégalités plutôt qu'à la promotion de la compétitivité, de la concurrence et du libre marché.

Plus de dix ans après le sommet d'Amsterdam, si on définit un mouvement social comme « une campagne soutenue de revendication, par des performances répétées visant à en faire la publicité, basée sur des organisations, des réseaux, des traditions et des solidarités qui soutiennent ces activités »², l'existence d'un tel mouvement ne correspond pas aujourd'hui à une réalité tangible.. Ainsi, la mobilisation massive et régulière des groupes susceptibles de contester les politiques de l'UE n'apparaît plus de façon aussi nette que pendant les années 1997-2002, qui avaient vu se succéder plusieurs contre-sommets de l'Union européenne à Amsterdam (1997), Cologne (1999), Nice (2000), Göteborg, Bruxelles-Laeken (2001) ou encore Barcelone (2002). De la même façon, le grand succès du premier Forum Social Européen (FSE) à Florence en 2002, qui avait réuni 60 000 personnes et jusqu'à 500 000 lors de la manifestation de clôture³, et encore 50 000 personnes et 100 000 à la manifestation à Paris l'année suivante⁴, n'a pas été renouvelé et le processus ne parvient plus à réunir autant de militants que lors de ses premières éditions: ils n'étaient plus que 3 000 inscrits au Forum et 5 000 à la manifestation au FSE d'Istanbul en juillet 2010⁵.

¹ Bourdieu, Pierre, *Contre-feux 2 – Pour un mouvement social européen*, Paris, Raisons d'Agir, 2001.

² Notre traduction : “a sustained campaign of claim making, using repeated performances that advertise the claim, based on organizations, networks, traditions and solidarities that sustain these activities”, Tilly, Charles, Tarrow, Sidney, *Contentious Politics*, Boulder, London, Paradigm Publishers, 2007, p.8.

³ Timms, Jill (compiled by), “Chronology of Global Civil Society Events”, in Kaldor, Mary, Anheier, Helmut, Glasius, Martin, *Global Civil Society Yearbook 2003*, Oxford, Oxford University Press, p.408.

⁴ Timms, Jill (compiled by), “Chronology of Global Civil Society Events”, in Kaldor, Mary, Anheier, Helmut, Glasius, Martin, *Global Civil Society Yearbook 2004-5*, Oxford, Oxford University Press, p.358.

⁵ Ces chiffres sont ceux qui ont été donné par les organisateurs turcs en clôture du Forum.

Pour autant, l'absence de mouvement social de masse nous incite à rechercher les raisons qui peuvent expliquer le moindre dynamisme de la contestation politique et sociale au niveau européen par rapport au début des années 2000, et les obstacles à son développement. Pour ce faire, il convient de s'intéresser à des expériences de coopération plus modestes dans leur portée, mais qui apparaissent en amont de l'émergence d'un mouvement social. Dans ce travail, nous nous intéressons donc à des réseaux thématiques constitués au sein du Forum Social Européen sur des thèmes économiques et sociaux, et qui ne parviennent pas à déboucher sur des initiatives de plus grande ampleur entre les participants. Il s'agit de comprendre les facteurs qui peuvent expliquer les difficultés à mettre en œuvre des activités communes au delà du Forum Social Européen, alors même que le FSE constitue un lieu important permettant l'émergence d'initiatives de mobilisations au niveau européen et international⁶. À ce stade de notre travail, nous posons l'hypothèse selon laquelle ces réseaux thématiques créés dans le cadre du Forum Social Européen réunissent des acteurs trop hétérogènes pour pouvoir engager de façon continue des activités communes de contestation des politiques économiques et sociales de l'Union européenne. Cette hypothèse, qui sera expliquée et développée dans le premier chapitre de cette thèse, constitue l'angle par lequel nous nous confrontons ensuite au terrain de recherche. Avant d'entrer dans l'élaboration de cette hypothèse centrale, l'objectif de cette introduction est de présenter l'intérêt pour la science politique et la sociologie de l'action collective d'étudier des réseaux altermondialistes du Forum Social Européen, avant d'aborder la définition de l'objet de notre recherche puis l'architecture générale de ce travail.

Intérêt du sujet : mouvement altermondialiste et mobilisations contestataires en Europe

Dans cette thèse, il s'agit de s'intéresser au mouvement altermondialiste dans sa déclinaison européenne, qui s'incarne dans les Forums Sociaux Européens, processus initié en 2002 à Florence dans le sillage du Forum Social Mondial de Porto Alegre. Cette recherche se situe donc à la croisée de deux champs de recherches distincts : les analyses sur le mouvement

⁶ En témoignent l'appel à la journée de manifestations mondiales lancées au FSE de Florence en 2002, ou encore la campagne européenne contre la directive Bolkestein et la journée d'action du 19 mars 2005 qui avait été lancée au FSE de Londres en 2004.

altermondialiste et l'étude des mobilisations contestataires dans le contexte d'intégration européenne.

Analyses du mouvement altermondialiste en Europe

Notre recherche s'inscrit d'abord dans la lignée des recherches menées sur le phénomène de l'altermondialisme. Par ce terme, on entend l'ensemble des organisations qui cherchent à se faire entendre lors de grands événements internationaux afin d'exprimer leur opposition à la mondialisation dite néolibérale, c'est-à-dire, si on la définit brièvement et telle que l'entendent les militants altermondialistes : l'abolition des régulations économiques à l'intérieur et entre les Etats, la domination de la finance internationale et des multinationales, l'enrichissement des pays développés au détriment de nombre de pays en voie de développement. De façon générale, l'altermondialisme cherche à promouvoir une plus grande régulation de l'économie mondiale, une véritable solidarité Nord-Sud, un respect de la diversité culturelle, etc⁷. On peut parler du mouvement altermondialiste en ce sens qu'il renvoie à une dynamique de mobilisations de grande ampleur, qui met en mouvement des organisations, des réseaux et des militants venus de pays et de traditions militantes diverses qui se coordonnent afin de satisfaire des revendications communes contre des cibles identifiées comme étant des acteurs majeurs de la mondialisation néolibérale (OMC, FMI, G8, Union européenne)⁸.

Médiatiquement, le mouvement altermondialiste est apparu à la faveur de deux grands événements fondateurs, qui ne sauraient toutefois être considérés comme les premiers épisodes de résistance au fonctionnement globalisé de l'économie mondiale⁹ : en décembre 1999, 50 000 personnes défilent à Seattle contre le « cycle du Millenium » de l'OMC, après

⁷ Voir par exemple : Aguiton, Christophe, *Le monde nous appartient – Porto Alegre, Florence, Evian, les acteurs d'une autre mondialisation*, Paris, 10/18, 2003 ; Ramonet, Ignacio, « Protestataires unissez-vous ! », *Manière de voir*, n°75, juin-juillet 2004.

⁸ On se rapproche ici de la définition qu'en donne Donatella della Porta : « un réseau lâche d'organisations et d'autres acteurs engagés dans des actions collectives de différentes sortes, sur la bases d'objectifs communs en faveur de la cause de la justice (économique, sociale, politique, et environnementale) parmi et entre les peuples à travers le monde », della Porta Donatella, "The Global Justice Movement : An Introduction", in della Porta, Donatella (ed.), *The Global Justice Movement : Cross-National and Transnational Perspectives*, New York, Paradigm Publishers, 2007, p.6 (notre traduction).

⁹ A l'évidence, d'autres épisodes de mobilisation peuvent être retenus pour rendre compte de l'émergence de l'altermondialisme: la rébellion zapatiste des Indiens du Chiapas au Mexique contre l'entrée en vigueur de l'Accord de Libre-Échange Nord-Américain (ALENA) le 1^{er} janvier 1994, la lutte contre l'Accord Multilatéral sur les Investissements en France au cours de l'année 1998, la campagne pour l'annulation de la dette des pays du Sud qui culmine la même année par une grande manifestation à Birmingham sont autant de réactions à la mondialisation néolibérale, mais qui ne furent pas identifiés dans les grands médias comme l'apparition d'un nouveau mouvement de protestation global contre la mondialisation néolibérale.

un appel lancé par 1200 associations venues de 87 pays¹⁰. Puis en janvier 2001 a lieu le premier Forum Social Mondial à Porto Alegre sous l'impulsion de militants brésiliens et français principalement¹¹. Conçu à l'origine comme un contre-sommet au Forum économique mondial qui réunit chaque année en janvier à Davos en Suisse les principaux dirigeants économiques et politiques de la planète, l'idée de départ consistait à opposer à cette rencontre annuelle une rencontre à vocation sociale. La dynamique altermondialiste s'est par la suite ritualisée à la faveur de la multiplication des grands rendez-vous altermondialistes.

Les premières études portant sur le mouvement altermondialiste ont cherché à comprendre son émergence au niveau mondial dans le sillage de l'opposition au sommet de l'OMC à Seattle en décembre 1999 et des premiers Forums Sociaux Mondiaux de Porto Alegre à partir de 2001¹². Dans le même temps, le continent européen est apparu comme un cadre d'action privilégié pour ces acteurs. Cette nébuleuse est en effet parvenue à organiser des épisodes de mobilisation et à faire converger des acteurs divers, se rendant visible au niveau européen. Elle regroupe alors, entre autres, des associations d'éducation populaire (Attac), des organisations syndicales, des groupes d'activistes locaux, des groupes d'action directe (Globalize Resistance, Reclaim the Streets), des ONG¹³ (environnementales, de

¹⁰ Barlow, Maude, Clarke, Tony, *La bataille de Seattle : sociétés civiles contre mondialisation marchande*, (trad. de l'anglais par Pierre Martin), Paris, Fayard, 2002.

¹¹ Cassen, Bernard, *Tout a commencé à Porto Alegre...Mille Forums Sociaux!, Mille forums sociaux !*, Paris, Mille et une nuits, 2003.

¹² Buttel, Frederick, Gould, Kenneth, "Global Social Movement(s) at the Crossroads: Some Observations on the Trajectory of the Anti-Corporate Globalization Movement", *Journal of World-Systems Research*, Vol.10, N°1, 2004, p.37-66; della Porta, Donatella, Andretta Massimiliano, Mosca Lorenzo, Reiter Herbert (eds.), *Globalization from Below: Transnational Activists and Protest Networks*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2006; della Porta, Donatella, Tarrow Sidney (eds.), *Transnational Protest & Global Activism*, Oxford, Rowman & Littlefield Publishers, 2004 ; Khagram Sanjeev, Riker, James, Sikkink, Kathryn, *Restructuring World Politics : Transnational Social Movements, Networks and Norms*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2002 ; Mertes, Tom (ed.), *A Movement of Movements: Is Another World Really Possible?*, New York, Verso, 2003 ; Podobnik Bruce, Reifer Thomas (eds.), *Transforming Globalization. Challenges and Opportunities in the Post 9/11 Era*, Leiden, Brill Academic Publishers, 2005 ; Sommier, Isabelle, *Le nouveau des mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*, Paris, Champs-Flammarion, 2003.

¹³ L'usage du terme « Organisations Non Gouvernementales » peut apparaître problématique au regard de la diversité des usages qui en ont été fait, non seulement dans les études sur l'action collective, mais également dans la sphère de l'action publique à l'échelle internationale ou dans la sphère militante. (A ce sujet, voir Saunders, Clare, Andretta, Massimiliano, « The organizational dimension. How organizational formality, voice, and influence affect mobilization and participation », in della Porta, Donatella (ed.), *Another Europe. Conceptions and Practices of democracy in the European Social Forum*, New York, Oxon, Routledge/ECPR Studies in European Political Science, 2009, p.128-148.) Néanmoins, nous conservons ce sigle afin de désigner, au sein du mouvement altermondialiste, des organisations professionnalisées et spécialisées sur un thème précis (droits de l'homme, environnement, aide au développement, etc.), utilisant des modes d'actions institutionnels (visant à influencer directement les détenteurs du pouvoir : *lobbying*, production d'expertise) ou plus contestataires (visant à attirer l'attention des médias et du public). Sur la participation des ONG au mouvement altermondialiste, voir Mayer Nonna, Siméant, Johanna (dir.), « Les ONG face aux mouvements altermondialistes », numéro spécial, *Revue Française de Science Politique*, Vol.54, N°3, 2004.

développement, humanitaires, etc.) et des participants individuels. Depuis la fin des années 90, l'altermondialisme européen s'est donné à voir à l'occasion de contre-sommets de l'Union européenne, de Forums Sociaux Européens et au travers de campagnes de mobilisations sur des thèmes en lien avec l'action publique européenne comme, par exemple, la directive Services (appelée directive Bolkestein¹⁴) entre 2004 et 2006. Ce dynamisme apparent se traduit dans le domaine de la recherche par des publications qui privilégient des études de cas européens de développement de la contestation altermondialiste¹⁵.

Les apports de ces différents travaux convergent pour affirmer que l'altermondialisme, qu'il soit mondial ou européen, ne trouve ses racines que dans les recompositions des champs militants nationaux au cours des années 90 (dans les relations entre partis et mouvements contestataires, ou entre syndicats et associations que l'on retrouve dans les Forums Sociaux internationaux). Cela accrédite l'idée selon laquelle il y a autant de configurations de l'altermondialisme qu'il y a de pays représentés dans les grands événements internationaux de cette dynamique. Dès lors, la compréhension des origines de l'altermondialisme passe par une série d'études de cas nationaux dont les auteurs cherchent à déceler les différences et les similarités¹⁶. Cette analyse permet de réfuter l'appellation de « société civile mondiale », ou à l'échelle continentale, de « société civile européenne » qui serait préexistante au développement des mobilisations altermondialistes¹⁷. Dans le même temps, elle permet de remonter, de manière généalogique, aux sources du mouvement altermondialiste, afin de ne pas verser dans le simple constat de la nouveauté de la résistance globale à la mondialisation.

¹⁴ Du nom du Commissaire européen chargé du Marché intérieur Frits Bolkestein, qui a porté publiquement la proposition de la Commission lors de son émission en janvier 2004.

¹⁵ Agrikoliansky Éric, Sommier Isabelle (dir.), *Radiographie du mouvement altermondialiste – Le second Forum Social Européen*, Paris, La Dispute, 2005 ; Andretta, Massimiliano, della Porta, Donatella, Mosca Lorenzo, *Global, No Global, New Global. La protesta contro il G8 a Genova*, Roma, Bari, Laterza, 2002 ; della Porta, Donatella, « Démocratie en mouvement. Les manifestants du Forum Social Européen, des liens aux réseaux », in *Politix*, volume 17 n°68, décembre 2004, p.49-77; Fillieule et al., "L'altermondialisme en réseaux : Trajectoires militantes, multipositionnalité et formes de l'engagement: les participants du contre-sommet du G8 d'Evian (2003)", *Politix*, vol. 17, n°68, Décembre 2004, p. 13-48 ; Sommier Isabelle, Fillieule Olivier et Agrikoliansky Eric, *Généalogie des mouvements altermondialistes en Europe – Une perspective comparée*, Paris, Karthala, 2008.

¹⁶ Agrikoliansky Éric, Fillieule Olivier, Mayer Nonna (dir.), *L'altermondialisme en France – Longue histoire d'une nouvelle cause*, Paris, Flammarion, 2005 ; della Porta, Donatella, Mosca Lorenzo, "In Movimento : 'Contamination' in action and the Italian Global Justice Movement", *Global Networks*, Vol.7, N°1, 2007, p.1-27 ; della Porta, Donatella, *The Global Justice Movement: Cross-national and Transnational Perspectives*, op. cit ; Giugni Marco, Bandler, Marko, *L'Altermondialisme en Suisse*, Paris, L'Harmattan, 2008 ; Sommier Isabelle, Fillieule Olivier et Agrikoliansky Eric, *Généalogie des mouvements altermondialistes en Europe – Une perspective comparée*, Paris, Karthala, 2008.

¹⁷ Agrikoliansky Éric, Sommier Isabelle (dir.), *Radiographie du mouvement altermondialiste – Le second Forum Social Européen*, op. cit., p.10.

Pour autant, l'altermondialisme s'incarne bien au travers de ces grands rendez-vous internationaux et européens que constituent les contre-sommets et les Forums Sociaux, ou par le biais de campagnes spécifiques (contre l'OMC, la guerre, etc.). Sans remettre en cause les fondements domestiques et la diversité des réalités recouvertes par l'altermondialisme selon les pays, il est utile d'en étudier la dimension transnationale : il s'agit de ne pas négliger les espaces au sein desquels se définissent des revendications et des modes d'actions portés par des acteurs venus de pays divers, dans des espaces politiques variés¹⁸. Ainsi, on peut affirmer que la répétition des événements internationaux de ce mouvement a permis de consolider une dynamique transnationale qui renvoie à des acteurs, des espaces et des modes d'organisation spécifiques¹⁹. Par exemple, le processus du Forum Social Mondial continue dix ans après sa création, de réunir régulièrement des représentants d'organisations venus du monde entier : dans ce cadre, des débats spécifiques ont émergés, et des innovations organisationnelles ont été introduites²⁰. De même, à l'échelle européenne, l'organisation de contre-sommets de l'Union européenne et de Forums Sociaux Européens a donné naissance à des espaces de rencontres et de coordination propres au niveau européen, entre des acteurs préexistants à l'échelle nationale. Les réunions régulières des Assemblées Européennes de Préparation (AEP) du FSE constituent ainsi des lieux de rencontres et de coordination internationale qui permettent d'identifier les principaux acteurs de l'altermondialisme européen.

Les mouvements contestataires dans le contexte d'intégration européenne

Dans le contexte d'intégration communautaire, l'étude de la dimension européenne de l'altermondialisme nous apparaît particulièrement stimulante au regard des débats qui portent sur la contribution des acteurs non gouvernementaux à la construction de l'Union européenne. Bien qu'ils soient intégrés dans des analyses désormais classiques de l'intégration

¹⁸ della Porta, Donatella, Tarrow, Sidney, "Transnational Processes and Social Activism : An introduction", in della Porta, Donatella, Tarrow, Sidney, *Transnational Protest and Global Activism*, op. cit., p.1-17 ; Siméant, Johanna, « La transnationalisation de l'action collective », in Fillieule, Olivier, Agrikolianski Eric, Sommier Isabelle (dir.), *Penser les mouvements sociaux – Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, Paris, La Découverte, 2009, p.138 ; Teune, Simon, "Introduction : Protest in the Transnational Condition", in Teune Simon (ed.), *The Transnational Condition. Protest dynamics in an entangled Europe*, New York, Oxford, Berghahn Books, 2010, p.1-19.

¹⁹ Pianta, Mario, Marchetti, Rafaele, "The Global Justice Movement: the Transnational Dimension", in della Porta, Donatella (ed.), *The Global Justice Movement: Cross-national and Transnational Perspectives*, op. cit., p.29-51.

²⁰ Que ce soit pour permettre une meilleure organisation des travaux pendant le Forum ou pour favoriser la participation du plus grand nombre aux débats. Sur ce point, voir Haeringer, Nicolas, « Dix ans de Forum Social Mondial : quelques enseignements et quelques pistes pour repenser l'espace altermondialiste », *Mouvements*, n°63, 2010/3, p.11-19.

européenne, leur rôle reste souvent limité à la prise en compte de la représentation institutionnalisée des intérêts²¹. Celle-ci fait ainsi l'objet d'une abondante littérature, centrée notamment sur la pratique du lobbying par la représentation institutionnalisée des intérêts de groupes économiques (firmes, banques, etc.)²², et sur leur participation au processus de décision à travers le concept de gouvernance²³. En revanche, l'étude des modalités de la contestation au niveau européen est longtemps restée dans l'ombre de ces travaux sur les groupes d'intérêts à l'échelle européenne. Les mobilisations à portée européenne de 1997, que ce soient les Marches européennes contre le chômage lors du sommet d'Amsterdam, ou la coordination des salariés européens de Renault pour protester contre la fermeture de l'usine de Vilvorde, ont incité certains chercheurs à s'intéresser à ces épisodes de contestation²⁴. Parallèlement à ces études de cas, quelques ouvrages ont commencé, au tournant des années 2000, à poser la question de l'action collective contestataire dans le système politique de l'Union européenne, parfois en lien avec la représentation institutionnalisée des intérêts²⁵,

²¹ Par exemple, les théories néofonctionnalistes voyaient dans les groupes d'intérêts organisés au niveau supranational l'un des moteurs poussant à l'expansion des domaines de l'intégration par le biais du spill over (Haas, Ernst, *The Uniting of Europe. Political, Social, Economic Forces. 1950-1957*, Stanford, Stanford University Press, 1958 ; Sandholtz Wayne, Zysman John, « Recasting the European Bargain », *World Politics*, Vol.42, N°1, octobre 1989, p. 95-128). A l'opposé, les théories intergouvernementalistes ont minimisé cette influence pour mettre en avant le rôle décisif des Etats dans les avancées ou les coups d'arrêt de l'intégration, sans nier pour autant l'organisation de certains groupes d'intérêts sectoriels auprès des institutions européennes (Hoffmann, Stanley, *The European Sisyphus. Essays on Europe 1964-1994*, Boulder, Westview, 1995). Par la suite, l'intergouvernementalisme renouvelé par Andrew Moravcsik, qualifié de libéral, a redonné aux groupes d'intérêts toute leur importance dans la formation des préférences étatiques transposées au niveau européen dans le cadre des conflits et débats publics internes.

²² Wallace Helen, Young Alasdair R. (eds), *Participation and Policy-Making in the European Union*, Oxford, Oxford University Press, 1997; Greenwood, Justin, *Interest representation in the European Union*, New York, Palgrave MacMillan, 2003 ; Grossman, Emiliano, « Les groupes d'intérêt bancaires face à l'intégration européenne. Le cas du secteur bancaire », *Revue Française de Science Politique*, Vol.53, N°5, 2003; Greenwood Justin, *Inside EU Business Associations*, Basingstoke, Palgrave, 2002 ; Saurugger, Sabine, *Européaniser les intérêts ? Les groupes d'intérêt économiques et l'élargissement de l'Union européenne*, Paris, L'harmattan, 2003 ; Greenwood, Justin, "Review Article. Organized Civil Society and Democratic Legitimacy in the European Union", *British Journal of Political Science*, Vol.37, Issue 2, 2007; Woll, Cornelia, *Firm Interests: How Governments shape Business Lobbying on Global Trade ?*, Ithaca, New York, Cornell University Press, 2008; Beyers, Jan, Eising, Rainer, Maloney William (eds.), *Interest Group Politics in Europe*, Routledge, 2010.

²³ Grande, Edgar, "The State and Interest Groups in a Framework of Multi-level Decision Making: The Case of the European Union", *Journal of European Public Policy*, Vol.3, Issue 3, 1996; Kohler-Koch, Beate, « Catching up with Change : the Transformation of Governance in the European Union », *Journal of European Public Policy* Vol.3, N°3, 1996, p.359-380; Kohler-Koch Beate, Eising Rainer, *The Transformation of Governance in the European Union*, London, Routledge, 1999; Eising Rainer, "Multilevel Governance and Business Interests in the European Union", *Governance*, Vol.17, Issue 2, April 2004, p.211-245.

²⁴ Voir les monographies sur ces épisodes: Chabanet, Didier, « Les Marches européennes contre le chômage, la précarité et les exclusions » in Balme Richard, Chabanet Didier, Wright Vincent (dir.), *L'action collective en Europe*, Paris, Presses de Sciences Po, 2002, p. 461-493 et Lagneau Éric, Lefébure Pierre, « La spirale de Vilvorde: politisation et médiatisation de la protestation », *Cahiers du CEVIPOF*, n°22, 1999.

²⁵ Balme Richard, Chabanet Didier, Wright Vincent (dir.), *L'action collective en Europe*, Paris, Presses de Sciences Po, 2002.

parfois en s'intéressant spécifiquement aux mouvements sociaux²⁶. De la même façon que les mouvements sociaux ont participé à la construction des Etats-nations²⁷, il s'agit dans cette perspective de considérer que les mobilisations contestataires participent à la consolidation de « l'espace sociopolitique européen », telle que l'hypothèse a pu être posée au tournant des années 2000²⁸. Dans le même temps, on n'observe pas, sur le plan quantitatif, de déplacement de l'action collective contestataire du niveau national vers le niveau européen²⁹. Le fait que les mobilisations protestataires continuent à se développer principalement dans le cadre national nous incite alors à poser la question des conditions de possibilité et des obstacles à la contestation à l'échelle de l'Union européenne. Cette thèse entend précisément contribuer à y répondre, en s'insérant dans le champ de l'étude des mouvements sociaux dans le contexte d'intégration européenne.

Constitution de notre objet de recherche

Si l'on revient à notre interrogation générale qui consiste à tenter de comprendre dans quelle mesure les altermondialistes sont susceptibles de se structurer en tant qu'acteur européen influent dans le débat politique à l'échelle de l'Union européenne, l'objet de notre questionnement doit encore être précisé. Pour cela, il convient d'explicitier l'angle à travers lequel nous cherchons à saisir le mouvement altermondialiste européen, celui des réseaux thématiques du FSE. Cela nous conduit à développer le problème central qui se pose dans ce travail, à savoir l'explication de l'échec des réseaux que nous étudions.

²⁶ Imig, Doug, Tarrow, Sidney (eds.), *Contentious Europeans Protest and Politics in an Emerging Polity*, Lanham, Rowman and Littlefield Publishers, Inc., 2001; della Porta, Donatella, Caiani, Manuela, *Social movements and Europeanization*, Oxford, Oxford University Press, 2009.

²⁷ Tilly, Charles, *From Mobilization to Revolution*, Reading (Mass.), Addison-Wesley, 1978; Tilly Charles, *La France conteste: de 1600 à nos jours*, Paris, Fayard, 1986.

²⁸ Guiraudon, Virginie, « L'espace sociopolitique européen, un champ encore en friche? », *Culture et conflits*, n°38-39, 2000, p.2-18.

²⁹ Imig, Doug, Tarrow, Sidney (eds.), *Contentious Europeans*, op. cit., Chapter 2, p.27-50 ; Imig, Doug, Tarrow, Sidney, "La contestation politique dans l'Europe en formation", in Balme Richard, Chabanet Didier, Wright Vincent (dir.), *L'action collective en Europe*, Paris, Presses de Sciences Po, 2002, p.195-223 ; Rucht, Dieter, "The EU as a Target of Political Mobilisation: Is there a Europeanisation of Conflict?", In *Ibid.*, p.163-194.

Saisir le mouvement altermondialiste européen : des Forums Sociaux aux réseaux thématiques

Les mobilisations altermondialistes européennes recouvrent deux éléments. D'une part, les grands événements de l'altermondialisme visent à mobiliser les citoyens du pays d'accueil (et au-delà), et à attirer l'attention des médias de l'ensemble des pays européens. D'autre part, le processus de préparation du Forum Social Européen constitue l'aspect non médiatique de l'altermondialisme européen, et renvoie aux Assemblées Européennes de Préparation qui se réunissent de façon régulière dans différentes villes européennes. Ces Assemblées ont pour but de discuter de l'organisation du prochain Forum, mais également d'échanger des informations et des points de vue sur la situation politique du moment, ou encore de se coordonner pour organiser des activités avant le prochain FSE.

Si les contre-sommets et les Forums Sociaux Européens ont indubitablement contribué à identifier une nébuleuse d'organisations et de militants altermondialistes, ces événements ne renvoient qu'à une réalité occasionnelle et non permanente. De plus, après le succès médiatique et populaire des premiers Forums Sociaux Européens de Florence et de Paris (cf. *supra*), l'ampleur du FSE de Londres était restée beaucoup plus limitée³⁰. Quant aux contre-sommets de l'Union européenne, leur fréquence est moindre que pendant les années 2000-2002, durant lesquelles chaque Conseil européen (tous les six mois donc) était l'occasion de démontrer l'opposition des altermondialistes à l'orientation générale des politiques de l'Union européenne. Quelles que soient les explications de cette moindre ampleur des grands événements altermondialistes, l'indicateur de la taille des mobilisations reste insuffisant pour analyser ce mouvement contestataire, et il convient également de comprendre comment ces événements se construisent au quotidien. Il s'agit donc d'aller à la rencontre des acteurs qui font vivre l'altermondialisme entre les Forum Sociaux Européens. A cet égard, c'est le processus de préparation et de suivi des Forums qui constitue la réalité tangible et permanente de l'altermondialisme européen.

L'organisation d'une édition du FSE demande ainsi une longue préparation impliquant de nombreuses associations et syndicats. Inventée lors de la préparation du FSE de Florence

³⁰ Un an après le FSE de Paris, le FSE de Londres n'atteignait plus que 20 000 participants et était globalement perçu comme un échec en raison, notamment, des divisions au sein de la gauche radicale britannique et de la très forte implication des autorités locales dans le déroulement du Forum. Reyes, Oscar, "Exception or rule? The Case of the London European Social Forum 2004", in Kaldor, Mary, Anheier, Helmut, Glasius, Martin, *Global Civil Society Yearbook 2005-6*, Oxford, Oxford University Press, 2006, p.221-222.

en 2002, la méthode d'organisation repose sur une Assemblée Européenne de Préparation (AEP) qui se réunit trois à quatre fois par an et un Comité d'initiative ouvert à tous ceux qui souhaitent y participer, provenant majoritairement du pays d'accueil du prochain FSE³¹. En faisant reposer l'organisation du Forum sur les « mouvements sociaux » plutôt que sur un collectif d'organisations reconnues, le projet du FSE visait explicitement à constituer un large front commun de résistance aux politiques menées à l'échelle européenne³². Dans cette perspective, les AEP se sont également révélées propices à l'organisation des altermondialistes en réseaux thématiques : développant des contacts relativement soutenus, les participants aux Assemblées de préparation se sont peu à peu réunis en groupes thématiques, le jour précédant le début des AEP proprement dites. Cette mise en réseaux thématiques nous semblait, au départ de notre recherche, la part la plus active de la dynamique altermondialiste européenne, tout en étant la moins médiatisée.

En débutant cette recherche, en 2007, le rôle des réseaux thématiques apparaissait d'autant plus déterminant qu'ils avaient été intégrés au processus préparatoire pour le Forum Social Européen d'Athènes en mai 2006. Une quinzaine de réseaux avaient ainsi participé à l'élaboration des propositions de séminaires et d'ateliers, autour des différents axes thématiques du programme³³. Intervenant après le semi-échec du Forum Social Européen de Londres en 2004 marqué par un fort recul de la participation, la promotion de ces réseaux thématiques fut alors perçue comme un moyen de relancer le processus. Il s'agissait de faire reposer l'élaboration du programme non plus sur le comité d'organisation décidant de manière centralisée quels seraient les meilleurs orateurs pour intervenir sur tel ou tel thème dans les séances plénières, mais sur les participants au Forum Social Européen, par le biais d'une consultation Internet³⁴. Dans ce cadre, les réseaux ont été constitués pour permettre aux

³¹ Pour une analyse du fonctionnement de la préparation du FSE, voir Agrikolianski et alii (dir.), *Radiographie du mouvement altermondialiste*, op. cit. ; Haug Christoph, Haeringer Nicolas, Mosca Lorenzo (2009), "The ESF organizing process in a diachronic perspective", in della Porta Donatella (ed.), *Another Europe. Conceptions and Practices of democracy in the European Social Forum*, op. cit., p.26-45.

³² Ce mode d'organisation s'opposait à l'époque au mode d'organisation des premiers FSM qui étaient issus de l'initiative d'un petit collectifs d'organisations dont l'objectif était principalement d'ouvrir un espace de discussion et de confrontation face au Forum économique mondial tenu annuellement à Davos en Suisse.

³³ Ventura, Christophe, « Forum social européen 2006 : éléments de bilan et de réflexion », compte-rendu pour Attac France, 12 mai 2006, disponible en ligne à l'adresse : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article2186>, page consultée le 30 septembre 2011.

³⁴ A cet égard, cette évolution doit également être rapprochée des évolutions observées dans le cadre du Forum Social Mondial. Suite aux accusations de centralisme des premières éditions du FSM, qui ont culminé en 2003, la technique utilisée pour préparer le programme du Forum à partir de 2005 fut celle de l'agglutination, c'est-à-dire de la coordination au niveau du Conseil international du FSM des propositions d'activités et de thèmes venues des organisations (par le biais d'une consultation Internet), afin de déterminer à la fois les axes

acteurs intéressés de se coordonner en amont de cette consultation afin de proposer collectivement des activités pour le prochain Forum. En se réunissant régulièrement entre les Forums, les participants ont ainsi la possibilité de mieux préparer leurs activités à l'intérieur du Forum lui-même. Au-delà de cette idée de mieux s'organiser pour le prochain Forum, on trouve également un objectif lié à la volonté d'avancer vers un renforcement du travail en commun. Une meilleure préparation du Forum est ainsi destinée à en extraire des propositions communes, des projets d'activités en commun, voire des appels à des épisodes de mobilisation aux niveaux local, national ou européen.

L'intégration des réseaux thématiques au processus de préparation du Forum Social Européen d'Athènes semblait donc répondre à une volonté de relancer le processus en s'appuyant sur une préparation des activités structurée autour de ces espaces thématiques lors des Assemblées Européennes de Préparation, permettant éventuellement de prendre des initiatives communes à la fin de chaque Forum dans le cadre de ces réseaux. Dans cette perspective, la création et l'intégration des réseaux thématiques au processus du Forum Social Européen nous semblait *a priori* susceptible de produire des effets sur la capacité des participants au mouvement altermondialiste européen à renforcer leur coopération, et éventuellement à organiser des activités communes afin de faire valoir leurs revendications auprès des institutions de l'Union européenne et des gouvernements nationaux.

Ces observations étaient à la base de notre idée de départ, au moment où ce travail de thèse fut lancé. A ce titre, nous postulions que les réseaux thématiques constituaient une étape vers une plus grande structuration des altermondialistes au niveau européen à travers le renforcement de la coordination entre les acteurs participant. Le fait de s'intéresser spécifiquement à des réseaux thématiques conçus comme des structures potentielles de mobilisation renvoie alors à l'amont de l'émergence des mouvements sociaux et aux modalités de la coordination entre des organisations permettant éventuellement de définir des revendications et des propositions alternatives et un agenda commun visant à promouvoir ces revendications.

thématiques du Forum mais également les séminaires et ateliers finalement organisés. Sur ce point, voir Aguiton, Christophe, Cardon, Dominique, « Le Forum et le Réseau. Une analyse des modes de gouvernement des forums sociaux », communication pour le colloque « Cultures et pratiques participatives : une perspective comparative », AFSP/LAIOS, Paris, 20-21 janvier 2005.

Comme nous l'avons affirmé au début de cette introduction, ce travail de thèse repose sur l'analyse des réseaux thématiques portant spécifiquement sur les politiques économiques et sociales de l'Union européenne. A cet égard, nous nous intéressons en particulier à trois réseaux thématiques qui ont été constitués dans le courant des années 2000, dans le prolongement de campagnes menées à l'échelle européenne et visant à maintenir ou à relancer la coopération entre des acteurs divers participant au processus du Forum Social Européen.

Le premier de ces réseaux, celui de la Charte des principes pour une autre Europe, a été constitué en prolongement de la victoire du Non aux référendums sur le Traité constitutionnel européen en France et aux Pays-Bas, en mai et juin 2005. Ce réseau a produit une « Charte des principes pour une autre Europe » qui a été rendue publique en juin 2007. Le second réseau, dénommé réseau Services publics, a été constitué officiellement durant le Forum Social Européen d'Athènes en 2006 avec un certain enthousiasme des participants après le succès relatif du mouvement d'opposition à la directive Bolkestein à l'échelle européenne dans les années 2004-2006. Enfin, le réseau Travail et mondialisation a été fondé au niveau mondial pendant le Forum Social Mondial de Nairobi en janvier 2007. Quelques mois plus tard, il a été créé dans sa version européenne pendant l'AEP Préparation du Forum de Malmö qui s'est tenue à Lisbonne en mars 2007.

Sans entrer dans les critères de sélection qui nous ont amené à choisir ces trois réseaux comme cas d'étude, qui seront abordés dans le chapitre méthodologique de ce travail, nous pouvons affirmer ici que ces trois réseaux sont ceux qui sont parvenus à réunir les principales organisations travaillant, de près ou de loin, sur les politiques de l'Union européenne en matière économique et sociale : associations de la gauche antinéo-libérale (en particulier le réseau des Attac d'Europe, mais également des grandes ONG actives à l'échelle européenne), grandes confédérations syndicales membres de la Confédération Européenne des Syndicats (CES), syndicats contestataires issus des recompositions syndicales des années 80 (notamment en France – Solidaires - et en Italie – Cobas, SdL³⁵), ou encore centres de recherche de la gauche radicale altermondialiste (Fondation Rosa Luxemburg, Fondation Copernic, réseau Transform !), etc.

³⁵ Sindacato dei Lavoratori Intercategoriale

De la structuration de l'altermondialisme à l'explication de l'échec des réseaux thématiques

Surtout, après quelques années d'existence, nous avons constaté que ces réseaux n'ont pas permis de déboucher sur des campagnes de mobilisation communes à l'échelle européenne ou coordonnées entre les pays, ni de renforcer durablement la coopération effective entre les organisations participant à ces réseaux. Limitées au cadre du Forum Social Européen, ces expériences ne sont d'abord pas parvenues à renforcer le travail en commun entre ces différents acteurs. Ainsi, les objectifs ambitieux affichés à la constitution des réseaux pour être en mesure de peser dans la décision politique au niveau européen n'ont pas été atteints. Par exemple, le réseau Services publics, qui voulait organiser un Forum Social Européen sur les Services publics lors de sa création en 2006, avait finalement transformé cet événement en réunion européenne réunissant une trentaine de personnes à Bruxelles en décembre 2007. Au même moment, la Commission européenne rendait publique une Communication refusant l'idée d'une directive-cadre sur les Services publics³⁶, revendication centrale du réseau depuis sa constitution en 2006. De la même façon, le réseau Charte des principes pour une Autre Europe a rendu public un document seulement repris par quelques journaux proches de certaines organisations participantes en Italie et en Allemagne, mais pas au-delà. Fixant des orientations générales défendues par les participants concernant leur conception de la construction européenne, le document final de la Charte est donc resté confiné aux cercles militants. Enfin, l'idée d'organiser une conférence spécifique du réseau Travail et mondialisation (en dehors des AEP et du FSE), lancée dans les premiers mois après sa création, ne s'est pas réalisée, faute d'un investissement suffisant de la part des organisations participantes.

Plus globalement, ces réseaux ont ensuite rencontré de grandes difficultés à continuer leurs activités, alors même que, progressivement, le Forum Social Européen n'apparaissait plus comme un espace pertinent de participation pour une partie de ces organisations. Plutôt que de nous intéresser à la manière dont ces réseaux thématiques pouvaient constituer une opportunité de renforcement de la structuration de l'altermondialisme européen, il a fallu nous pencher sur les raisons de l'échec des réseaux thématiques, et leur incapacité à déboucher sur des actions communes.

³⁶ Commission européenne, « Les services d'intérêt général, y compris les services sociaux d'intérêt général: un nouvel engagement européen », COM (2007) 724, 20 novembre 2007.

C'est de cette question de recherche que ce travail tire son originalité, au regard des travaux habituellement menés en sociologie de l'action collective. Dans ce domaine, les études portant sur des mouvements sociaux cherchent à expliquer comment des mobilisations ont émergé et dans quelle mesure elles sont parvenues à atteindre leurs objectifs. Pour cela, plusieurs facteurs peuvent être pris en compte, tels que l'environnement politique et institutionnel, les ressources mobilisables par les entrepreneurs de la mobilisation ou encore les modalités de construction de revendications et d'une identité commune partagée par tous les participants au mouvement³⁷.

Pour ce qui concerne notre objet de recherche, les réseaux thématiques sont bien parties prenantes d'un mouvement social plus large - le mouvement altermondialiste incarné à travers le Forum Social Européen. Mais en tant que tels, ils n'ont pas été en mesure d'organiser des épisodes de mobilisation qui auraient permis aux altermondialistes de contester les politiques de l'Union européenne par des mobilisations dans les différents Etats membres ou au niveau européen. Notre perspective nous conduit alors à renverser le questionnement classique sur les mouvements sociaux, pour nous demander pour quelles raisons des structures collectives qui étaient conçues comme des préalables à des actions communes de plus grande ampleur n'ont pas été en mesure de remplir leurs objectifs.

Architecture générale de la thèse

Pour examiner dans le détail les raisons de l'échec des réseaux thématiques du Forum Social Européen à déboucher sur des actions plus larges, cette thèse s'organise autour de six chapitres qui nous permettront, en conclusion, de synthétiser les éléments observés sur ce terrain précis afin de clarifier les apports de notre travail pour la sociologie de l'action collective et des mouvements sociaux.

³⁷ On fait référence ici aux outils désormais classiques de la recherche sur les mouvements sociaux, qui renvoient aux dimensions structurelles, organisationnelles et culturelles des mobilisations contestataires. Apparus séparément dans les années 70 et 80 aux Etats-Unis, la structure des opportunités politiques, la mobilisation des ressources et les processus de cadrage cognitif ont ensuite été pensés en relations les uns avec les autres (McAdam, Doug, Mc Carthy, John, Zald, Mayer N. (eds.), *Comparative perspectives on social movements: political opportunities, mobilizing structures and cultural framings*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996). La synthèse de ces trois types de facteurs explicatifs des mobilisations constitue aujourd'hui une grille de lecture classique du développement des mouvements sociaux, mais également de la présentation des recherches sur les mouvements sociaux. On se reportera par exemple aux manuels sur les mouvements sociaux, qui consacrent des chapitres aux opportunités, aux ressources et aux processus de cadrage, notamment : Neveu, Eric, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 4^e édition, 2005 (1996) ; Snow David, Soule Sarah, Kriesi Hanspeter (eds.), *The Blackwell Companion to Social Movements*, Oxford, Blackwell Publishing, 2004. Nous revenons également sur notre usage de ces éléments dans le premier chapitre.

Le premier chapitre de cette thèse est consacré à l'élaboration théorique et à la construction des hypothèses de recherche. Notre point de départ est celui de la littérature sur les réseaux et de son usage dans les sciences sociales, et en particulier la science politique et la sociologie de l'action collective. Les apports mais aussi les limites de ces travaux nous conduisent à conceptualiser la question de l'hétérogénéité d'abord, puis du contexte et de la dynamique des mouvements sociaux ensuite, afin de construire notre schéma d'analyse autour de deux hypothèses distinctes. D'une part, un contexte de recul des mobilisations à l'échelle européenne combinée à l'hétérogénéité des participants aux réseaux est vu comme un obstacle à l'activité des réseaux. D'autre part, un contexte de déclin du Forum Social Européen combiné à des acteurs hétérogènes au sein du processus du FSE tend à remettre en cause le statut des réseaux.

Le second chapitre porte sur la méthodologie de cette recherche menée depuis quatre ans. Il se divise en deux parties qui donnent une cohérence d'ensemble à ce travail, et en assurent les conditions de validité. D'abord, il s'agit de revenir sur la construction de la démarche de recherche (*research design*) en partant de notre conception de la causalité recherchée, de la méthodologie employée pour aboutir à la construction de la comparaison entre nos trois réseaux. Ensuite, nous revenons sur les méthodes de recueil des données, adaptées à l'objectif de la recherche, que nous détaillons successivement : l'analyse de documents, les entretiens semi-directifs et l'observation directe de réunions des réseaux et de grands événements de l'altermondialisme européen.

Les quatre chapitres suivants présentent les résultats de l'enquête proprement dite. Ils s'organisent autour d'une progression chronologique qui nous permet de saisir les différentes étapes de la création et de l'évolution des trois réseaux thématiques que nous étudions, en lien avec les acteurs participants et la dynamique du mouvement altermondialiste en Europe. Dans chaque chapitre, un aspect du processus causal général est examiné, selon les acteurs (des réseaux ou du FSE en général) et la dimension du contexte (général ou lié au processus du FSE) qui sont analysés. Au début de chacun d'entre eux, un schéma résume l'hypothèse centrale qui leur est liée.

Le chapitre 3 se focalise sur les origines de la création des réseaux thématiques en remontant aux mobilisations européennes depuis la fin des années 90, jusqu'à la période qui suit immédiatement le FSE d'Athènes en 2006 (moment de création et de renforcement des réseaux dans le FSE). Sur le plan des variables d'analyses, ce chapitre envisage l'hétérogénéité des participants à chacun de nos réseaux, dans une dynamique générale de fin de campagnes

communes à l'échelle européenne. Créés à la fin de campagnes de mobilisation ou dans l'objectif de relancer la coopération entre des acteurs ayant auparavant participé à ces campagnes, nous montrons que nos réseaux débouchent sur des conflits en raison de ce contexte de démobilitation.

Malgré ces conflits qui surviennent dans la première année d'existence des réseaux, nos trois réseaux restent, au moins jusqu'à l'édition de Malmö, des acteurs majeurs du Forum Social Européen. Ainsi, le chapitre 4 cherche à expliquer pourquoi, malgré les retraits de participants observés dans le chapitre précédent, ces réseaux restent très dynamiques dans la préparation du FSE de Malmö (2007-2008). Sur le plan des variables, nous envisageons l'hétérogénéité des participants aux réseaux thématiques, en envisageant le contexte sous l'angle limité de la préparation du prochain Forum. Tandis que des divergences restent présentes, l'approche du FSE de Malmö fournit un objectif commun clair et délimité favorisant la coopération au sein des réseaux, qui ne doit pas masquer cependant un fonctionnement peu collectif de ces derniers.

Dans le chapitre 5, nous continuons notre analyse chronologique en nous demandant si la tendance au déclin du processus du FSE après Malmö (en termes de participants et de visibilité médiatique) ne débouche pas sur une remise en cause du rôle des réseaux thématiques par les acteurs du processus dans son ensemble (2008-2010). L'hétérogénéité est envisagée au prisme de l'ensemble des acteurs des Assemblées préparatoires du FSE (et non seulement des participants à nos trois réseaux), et la variable contextuelle est celle d'un déclin du Forum Social Européen comme espace de construction de mobilisations. Nous montrons alors que l'hétérogénéité, si elle donne lieu à des divergences, ne suffit pas à expliquer la fin de nos réseaux thématiques. En fait, la prise en compte par l'ensemble des acteurs du FSE du fait que le processus est en crise les conduit à se recentrer sur des questions transversales et à abandonner les réseaux thématiques.

Le chapitre 6 nous permet enfin de nous demander si la fin de nos réseaux thématiques signifie la fin des expériences de coopération à l'échelle européenne entre les acteurs de nos réseaux ou la fin de l'espace dans lequel ces derniers s'étaient développés (le FSE). L'analyse porte là encore sur la période qui suit le FSE de Malmö (2008) à aujourd'hui. Malgré des stratégies divergentes des différents types d'acteurs vis-à-vis du FSE en déclin, l'analyse de deux initiatives aux objectifs convergents nous permet de montrer que malgré leur hétérogénéité, les acteurs de la contestation économique et sociale en Europe cherchent toujours à discuter et à approfondir leur coopération à l'échelle européenne.

Chapitre 1 : Construction du cadre d'analyse

Introduction

Les réseaux thématiques du Forum Social Européen ne sont pas une innovation totale des acteurs de ce processus qui auraient décidé subitement que le fait de constituer un réseau leur permettrait d'être plus efficaces s'ils voulaient défendre collectivement leur point de vue dans la sphère publique. Avant eux, des acteurs divers, privés ou publics, locaux ou transnationaux, ont dénommé leurs modes de coordination par le terme de réseau, ce qui a nourri de nombreuses analyses de sciences sociales sur ces formes d'organisation. A leur tour, celles-ci ont vraisemblablement favorisé l'émergence de nouveaux réseaux dans des domaines divers de la vie sociale.

Dans cette perspective, la première étape de ce travail consiste à examiner la littérature existante portant sur des objets se rapprochant du nôtre, afin d'en tirer des hypothèses qui pourront être ensuite confrontées au terrain sur lequel nous effectuons notre enquête. Ainsi, les recherches portant sur les réseaux, sous toutes leurs formes, nous permettent de mieux définir les réseaux qui nous intéressent ici. Il convient également de tirer profit des champs de recherche constitués par la sociologie de l'action collective et la sociologie des mouvements sociaux, qui concerne plus particulièrement l'action collective mobilisatrice et plutôt contestataire de l'ordre existant. Cette littérature nous offre des outils pour appréhender les mécanismes qui favorisent ou empêchent le déclenchement d'une action concertée entre des acteurs divers.

En sélectionnant les travaux les plus adaptés à la compréhension du problème posé par notre objet, l'objectif de ce chapitre est de proposer un modèle d'analyse cohérent. Comme il permet de poser les bases théoriques et conceptuelles de ce travail, précisons d'emblée que le mode de présentation des résultats de notre recherche retenu ici tend à dissimuler le fait que ce chapitre est également le fruit d'une exploration approfondie du terrain, qui nous a permis de dégager les variables pertinentes pour notre analyse. Ainsi, sur le plan chronologique, l'enquête de terrain (dont les étapes sont retracées dans le chapitre suivant) a été menée de façon concomitante à la construction de ce cadre d'analyse présenté ici.

Avant d'arriver à nos hypothèses de recherche, nous passons en revue les travaux de sciences sociales portant sur les réseaux, afin de préciser la réalité recouverte par les réseaux thématiques, qui renvoie une structure organisationnelle souple et horizontale de coordination entre des organisations. Néanmoins, les faiblesses de ces analyses nous amènent à conceptualiser la première variable déterminante de la capacité des réseaux thématiques à engendrer l'action collective, à savoir l'hétérogénéité des participants. L'examen du contexte dans lequel évoluent les mouvements sociaux (seconde variable) à travers les concepts d'opportunités politiques et de cycle de protestation nous conduit ensuite à prendre en compte l'évolution et la dynamique du mouvement altermondialiste européen. Enfin, nous proposons un cadre d'analyse unifié en établissant le lien entre les deux variables examinées successivement.

Le concept de réseaux en sciences sociales et en science politique

Au-delà de l'usage répandu du terme de réseau pour désigner les transformations globales de la société, le dépassement des structures hiérarchiques ou encore l'essor de l'information dans un contexte de mondialisation³⁸, on peut donner une définition du concept de réseau dans les sciences sociales, qui nous permette de spécifier l'usage que nous en ferons par la suite dans notre recherche. On peut définir un réseau comme une série de nœuds, reliés entre eux par une certaine forme de relation, et délimité par certains critères spécifiques³⁹. Cette définition reste floue, car elle ne précise en rien : la nature des liens dans les réseaux, la nature des nœuds (individus, groupes ou organisations), ou encore le caractère ouvert ou fermé du réseau. Néanmoins, son caractère général nous permet, à ce stade, de bien saisir le trait distinctif du réseau qui est de mettre des points multiples en relation les uns avec les autres. Du fait notamment de cette définition relativement floue, l'utilisation du concept de réseau en sciences sociales renvoie à une grande variété de types d'analyses qui ne portent pas forcément sur les mêmes objets dans la réalité, ni ne cherchent à expliquer les mêmes phénomènes. Dans cette première partie, nous passons en revue différents champs ayant pris

³⁸ Et dont relève en particulier l'ouvrage à succès de Manuel Castells, *La société en réseaux*, Paris, Fayard, 2001.

³⁹ Diani Mario, „Introduction: Social Movements, Contentious Actions, and Social Networks: „From Metaphor to Substance?“, in Diani, Mario, Mc Adam Doug (eds.), *Social Movements and Networks. Relational Approaches to Collective Action*, Oxford, New York, Oxford University Press, 2003.

pour objet d'analyse des réseaux pour mieux mettre en avant notre propre approche des réseaux thématiques, qui consiste à les considérer comme des structures organisationnelles au sein desquelles se posent la question de la coordination entre les participants. L'analyse de réseaux en sciences sociales (a), les réseaux de politiques publiques (b), et les réseaux comme ressource pour l'action collective (c) sont abordés successivement, afin de mettre en avant leurs apports et leurs limites pour notre question de recherche.

a) L'analyse de réseaux dans les sciences sociales

En premier lieu, les réseaux en sciences sociales font référence à un type d'analyse qui consiste à prendre pour objets d'étude les liens entre des individus afin de comprendre les actions des individus et des groupes. Dans cette perspective, les réseaux permettent de mettre en application une sociologie de type relationnelle qui ne s'intéresse ni principalement aux individus comme opérateurs de choix stratégiques, ni aux structures sociales qui pèsent sur les choix des individus, mais sur les interactions entre les acteurs qui ont des effets sur les structures et les choix individuels. L'étude des réseaux sociaux, inventée par l'anthropologue britannique John A. Barnes dans les années 50⁴⁰, reprend des éléments de la sociologie relationnelle de Simmel, et cherche à se distinguer à la fois de l'individualisme méthodologique et du structuralisme. La sociologie des réseaux sociaux contribue donc au développement d'une perspective mésosociologique qui a pour ambition de comprendre à la fois comment la structure des réseaux influe sur les comportements individuels, mais également comment les stratégies individuelles produisent des effets sur la structure des réseaux⁴¹. A cet égard, l'analyse en réseaux s'attache à mettre en évidence la nature des relations existantes au sein d'un réseau, en identifiant les relations de hiérarchie, les acteurs centraux et les acteurs périphériques, etc. Surtout, l'analyse de réseaux constitue une technique de sciences sociales qui utilise des représentations graphiques et/ou des modélisations mathématiques permettant de cartographier ou de schématiser l'ensemble des liens existant entre l'ensemble des nœuds du réseau.

On peut envisager de mettre en œuvre une analyse de réseaux se focalisant sur la nature des liens entre les nœuds d'un réseau pour comprendre comment des individus

⁴⁰ Barnes, John A., "Class and committees in a Norwegian Island Parish", *Human Relations*, 7, 1954, p.39-58.

⁴¹ Voir Mercklé, Pierre, *Sociologie des réseaux sociaux*, Paris, La Découverte, Coll. Repères, 2004.

viennent à participer à un épisode d'action collective, ou encore pour déterminer quelles organisations sont déterminantes dans le déclenchement de l'action collective au regard de leur centralité dans tel ou tel réseau.

Au niveau individuel, Mark Granovetter, dans un article fondateur de la sociologie des réseaux sociaux, explique que c'est d'abord l'existence de liens faibles plutôt que le fait de disposer de relations proches avec un grand nombre d'individus qui détermine le degré d'intégration d'un individu donné dans la société et le monde du travail⁴². A partir de cette analyse, on peut affirmer que l'existence de ponts entre différents réseaux de liens forts permet de favoriser le développement d'une action collective au-delà des cercles d'individus proches. Pour autant, les liens directs avec des individus proches déjà investis dans une action collective apparaissent déterminants pour favoriser l'engagement dans des activités risquées, telles que la participation au *Freedom Summer* de 1964 étudiée par Doug McAdam⁴³. Pour ce qui est des mécanismes à travers lesquels ces réseaux favorisent la participation individuelle, Florence Passy en distingue trois: la socialisation des membres du réseau (et leur sentiment d'appartenir à un collectif), la connexion structurelle (qui permet de transformer des prédispositions en action potentielle) et la formation de la décision (chacun se décidant à participer en fonction de ce que font les autres)⁴⁴.

Au niveau de la structure, Mario Diani retient deux éléments qui permettent de distinguer différentes formes de réseaux et d'en schématiser les modèles: le caractère hiérarchisé ou horizontal d'une part, et le caractère centralisé ou réticulaire d'autre part⁴⁵. Cette typologie lui permet de définir un programme de recherche qui cherche à expliquer les formes prises par différents réseaux, ou encore les positions respectives de différents acteurs dans ces réseaux. On peut également envisager de mettre en œuvre une analyse de réseaux pour le mouvement altermondialiste en particulier, ainsi que cela a été fait à partir du Forum Social Européen: il s'agissait, en partant des affiliations multiples déclarées par les participants interrogés par questionnaire à l'édition d'Athènes, de mettre en évidence des liens entre différentes formes d'organisations afin d'analyser le niveau d'intégration (*embeddedness*)

⁴² Granovetter, Mark, "The Strength of Weak Ties", *American Journal of Sociology*, Vol.78, N.6, 1973, p.1360-1380.

⁴³ Plus précisément, McAdam distingue trois facteurs favorisant la participation: le nombre d'affiliations organisationnelles, l'engagement passé dans des épisodes contestataires, et les liens directs avec les autres participants. Cf. McAdam, Doug, "Recruitment to High-Risk Activism: The Case of Freedom Summer", *American Journal of Sociology*, Vol. 92, N°1, 1986, p.64-90.

⁴⁴ Passy, Florence, "Social networks matter. But how?", in Diani, Mario, Mc Adam Doug (eds.), *Social Movements and Networks. Relational Approaches to Collective Action*, Oxford, New York, Oxford University Press, 2003, p.21-48.

⁴⁵ Diani Mario, "Networks and Social Movements: A Research Programme" in Diani, Mario, Mc Adam Doug (eds.), *Social Movements and Networks*, op. cit., p.299-319.

de ces dernières les unes par rapport aux autres⁴⁶. Ici, l'analyse se concentre sur des liens informels entre organisations, en ce sens qu'ils passent par les affiliations des membres à plusieurs organisations simultanément.

Pour revenir à l'objet de notre recherche, notre ambition n'est pas principalement d'effectuer ce type d'analyse consistant à décortiquer la nature des liens qui constituent le réseau, mais bien plutôt de considérer les réseaux thématiques comme une structure organisationnelle évoluant dans un environnement donné. Il ne s'agit donc pas de prendre pour point de départ la structure interne des réseaux afin de comprendre en quoi différents types de relations (horizontales ou hiérarchiques, réticulaires ou centralisées) reflètent des configurations d'acteurs variées et comment elles peuvent être expliquées. Notre objectif global étant de comprendre pourquoi les réseaux thématiques ne sont pas parvenus à devenir un outil de coordination et d'action collective entre les participants, nous les envisageons plutôt en tant que structures collectives qui évoluent dans un contexte particulier, celui des mouvements sociaux à l'échelle européenne et du Forum Social Européen. Ainsi, on peut affirmer que les objets de notre recherche sont plus les réseaux en tant que structures plus ou moins formalisées qui cherchent à développer des activités communes, alors que l'analyse de réseaux prend pour objet les types de relations qui se développent entre les acteurs d'un réseau.

Cependant, cela ne signifie pas pour autant que nous ne discutons pas, de manière ponctuelle, certains apports de ce type d'analyse. Ainsi, les travaux de Mario Diani⁴⁷ peuvent nous être utiles pour repérer dans quelle mesure nos réseaux thématiques permettent effectivement d'entretenir des relations soutenues entre des organisations différentes dirigées vers un objectif commun. Toutefois, il ne s'agit pas de faire de la structuration interne des réseaux un élément explicatif de leur échec à déboucher sur des actions communes.

Le fait de ne pas retenir l'analyse de réseaux comme moyen d'approche de nos réseaux thématiques du Forum Social Européen nous conduit à nous intéresser à d'autres champs de recherche dans lesquels le concept de réseau a été utilisé. A cet égard, le concept de réseau dans l'analyse des politiques publiques peut nous être utile pour comprendre comment il

⁴⁶ Andretta Massimiliano et alii, "Novel characteristics of the GJM: a (latent) network analysis approach", in della Porta, Donatella (ed.), *Another Europe...*, op. cit., p.149-172.

⁴⁷ Et notamment sa réflexion sur les positions de leadership et de courtage au sein des réseaux : Diani, Mario, "Leaders or brokers? Positions and influence in Social Movement Networks", in Diani, Mario, Mc Adam Doug (eds.), *Social Movements and Networks*, op. cit., p.105-122.

permet à des acteurs divers d'exercer collectivement une influence sur la décision politique, en laissant cependant de côté la question de la coordination entre les acteurs au sein de cette structure organisationnelle.

b) L'analyse des réseaux de politiques publiques :

Le principal champ de recherche qui érige les réseaux comme des acteurs qui permettent de mettre en action collective des individus ou des organisations d'origines variées renvoie à la littérature sur les réseaux de politiques publiques. Ce concept est apparu aux Etats-Unis dans le cadre du débat sur la compréhension de la nature des relations existant entre l'Etat et les groupes d'intérêts. Il s'agissait au départ de remettre en cause le postulat pluraliste selon lequel les groupes d'intérêts, très nombreux et de taille limitée, sont en compétition constante pour avoir accès aux instances autonomes de décision politique et exercer leur influence⁴⁸. Dans les années 60 et 70, contre le postulat de base du pluralisme, certains chercheurs mettent en évidence l'existence de relations stables entre des membres du Congrès, des fonctionnaires de l'administration fédérale et des représentants de groupes défendant certains intérêts privés (au détriment d'autres intérêts) dans certains champs de l'intervention publique⁴⁹. Néanmoins, ces travaux restent focalisés sur la mise en évidence de relations interpersonnelles. La littérature européenne des années 80 et 90 s'est elle penchée sur les liens entre organisations à travers notamment les travaux de Rhodes et Marsh⁵⁰ qui précisent le concept de réseaux de politique publique en définissant cinq types de réseaux selon la densité des relations entre les membres du réseaux. Alors que les communautés de politiques publiques se caractérisent par des relations très denses au sein d'une communauté limitée en nombre dont l'accès est relativement limité aux nouveaux entrants, les réseaux thématiques (*issue networks*), à l'autre extrémité, sont marqués par des relations beaucoup plus lâches entre des acteurs plus nombreux et un degré d'ouverture plus grand. Entre les deux se trouvent le réseau de professionnels, le réseau intergouvernemental et le réseau de producteurs. L'avantage de cette typologie est de proposer un dépassement de la controverse

⁴⁸ Voir à ce sujet les classiques du pluralisme: Arthur Bentley, *The Process of Government: a Study of Social Pressures*, Chicago, The University of Chicago Press, 1908; Dahl, Robert A., *Who governs? Democracy and power in an American City*, New Haven, Yale University Press, 1961; Truman, David, *The governmental process, Political interests and public opinion*, New York, Knopf, 1971 (1951).

⁴⁹ Cf. notamment le concept de relations triangulaires de: Lowi, Theodore, *The End of Liberalism*, New York, Norton, 1969 et celui de *subgovernment* de: Ripley Randall and Franklin Grace, *Congress, the Bureaucracy and public policy*, Homewood, Dorsey, 1980.

⁵⁰ Marsh David and Rhodes R. A. W. (Roderick Arthur William), *Policy networks in British government*, Oxford, Oxford University Press; New York, Clarendon Press, 1992.

entre le pluralisme et le néo-corporatisme, qui, en opposition à ce dernier, définit les relations entre l'Etat et les groupes d'intérêts par une sélection des acteurs ayant accès aux sphères de décisions par l'Etat et des processus de négociations stabilisés entre ces acteurs (en nombre limité) et l'Etat⁵¹. A cet égard, les communautés de politiques publiques se rapprochent du modèle néo-corporatiste tandis que les réseaux thématiques renvoient plus directement au modèle pluraliste⁵².

On retrouve cette même caractéristique dans les analyses portant sur des réseaux de politiques publiques envisagés dans le cadre des évolutions contemporaines des formes de gouvernement. Ce type d'analyse est lié au constat selon lequel l'Etat n'est plus forcément le décideur majeur des choix de politiques publiques, ainsi que le postulent les modèles pluraliste et néo-corporatiste, mais que ceux-ci se définissent de façon processuelle et moins hiérarchisée qu'auparavant, en faisant intervenir à la fois des acteurs privés et publics. Ces éléments définissent un modèle de gouvernance qui, succédant au modèle du gouvernement, peut se définir par trois facteurs : une multiplication des acteurs, publics et privés, qui participent à la décision publique, une multiplication des niveaux de décision, et la recherche de la performance dans l'application des décisions⁵³. L'Union européenne semble alors être un terrain particulièrement fertile pour l'étude la gouvernance multi-niveaux⁵⁴. Dans cette perspective, la métaphore des réseaux est un outil particulièrement utile pour mettre en avant le caractère plus dilué et moins hiérarchisé de la décision publique: il s'agit de démontrer le rôle de ces réseaux de politique publique dans la structure de gouvernance multi-niveaux qui caractérise le système politique de l'Union européenne⁵⁵.

L'analyse en termes de réseaux de politiques publiques constitue à l'évidence un apport essentiel pour mieux comprendre la nature des relations entre l'Etat et les groupes d'intérêts, et plus spécifiquement dans un contexte de fragmentation du pouvoir entre les

⁵¹ Schmitter Philippe C., "Still the Century of Corporatism?", *The Review of Politics*, Vol. 36, no.1, January 1974, p.85-131; Schmitter Philippe C. and Lehbruch Gerhard, *Trends toward corporatist intermediation*, London, Sage Publications, 1979.

⁵² Hassenteufel Patrick, "Do policy networks matter? Lifting descriptif et analyse de l'État en interaction", in Le Gales P., Thatcher M. (dir.), *Les réseaux de politiques publiques. Débat autour des policy networks*, Paris, L'Harmattan, 1995, p. 91-108.

⁵³ Leca, Jean, « Sur la gouvernance démocratique : entre théorie et méthode de recherche empirique », *Politique européenne*, n°1, 2001, p.108-129.

⁵⁴ Conzelmann, Thomas, Randall Smith (eds.), *Multi-level governance in the European Union : Taking Stock and Looking Ahead*, Baden-Baden, Nomos, 2008 ; Kohler-Koch Beate, Eising Rainer, *The Transformation of Governance in the European Union*, op. cit. ; Kohler-Koch, Beate, Rittberger Berthold, "The 'Governance Turn' in EU Studies", *Journal of Common Market Studies*, Vol.44, 2006, p.27-49 ; Kohler-Koch, Beate, Larat, Fabrice, *European Multi-level Governance – Contrasting Images in National Research*, Cheltenham, Edward Elgar Publishing Ltd, 2009

⁵⁵ Börzel, Tanja A., "What's So Special About Policy Networks? An Exploration of the Concept and Its Usefulness in Studying European Governance". *European Integration online Papers*, Vol. 1, No. 16 1997.

différents acteurs, publics ou privés, mais également entre les différents niveaux de décision. Avec ce concept, on se rapproche bien de nos réseaux thématiques du Forum Social Européen, puisqu'il s'agit de prendre en compte le rôle de certains acteurs non gouvernementaux dans les processus de décision publique. A ce titre, nos réseaux thématiques se constituent autour de problèmes publics sur lesquels les participants souhaiteraient exercer leur influence.

Néanmoins, alors que les réseaux de politiques publiques sont généralement constitués d'organisations privées représentant des intérêts particuliers, mais également d'acteurs publics issus de l'administration, des cercles gouvernementaux et/ou parlementaires, nos réseaux thématiques sont essentiellement composés d'organisations privées. De plus, l'analyse en termes de réseaux de politiques publiques cherche à comprendre le rôle des groupes d'intérêt dans le système de gouvernement des Etats et/ou des organisations internationales. Il s'agit d'un outil d'analyse du processus de décision de politiques publiques. En revanche, notre question de recherche a pour objectif de comprendre en quoi la constitution de réseaux change la capacité des participants à mieux coordonner leurs activités, sans poser la question de leur influence sur la décision publique. En d'autres termes, l'approche des réseaux de politiques publiques s'inscrit dans une analyse macrosociologique cherchant à conceptualiser le rôle des groupes d'intérêts dans la sphère publique, tandis que nos réseaux thématiques posent la question de l'apport de cette structure sur la capacité à agir en commun, dans une perspective limitée au niveau de la structure organisationnelle.

Cette prise en compte des apports des réseaux comme structure organisationnelle favorisant la coopération entre les participants se retrouve alors dans la sociologie de l'action collective, qui s'intéresse de façon générale aux modalités de coordination entre des acteurs distincts.

c) Les réseaux dans la sociologie de l'action collective

Pour nous rapprocher du questionnement qui anime cette recherche, nous pouvons faire appel à des travaux faisant intervenir le concept de réseau qui se sont attachés à comprendre les éléments qui font de l'organisation en réseaux une ressource pour les participants leur permettant d'agir de façon concertée. On en arrive là au cœur de notre

perspective, qui vise à rendre compte de l'apport des réseaux en tant que structures organisationnelles.

Par définition, la sociologie de l'action collective traite de la mise en action concertée de multiples acteurs afin de poursuivre un objectif commun. Alors que l'existence d'un intérêt commun ne suffit pas à déclencher l'action collective, ainsi que l'a montré Olson, les groupes se dotent d'une organisation dont l'objectif premier est de fournir des incitations sélectives, matérielles ou symboliques, au membre du groupe pour prendre part à l'action collective⁵⁶. A la suite des travaux d'Olson, des auteurs se sont intéressés aux ressources qui sont mobilisées par les groupes pour être en mesure de se faire entendre dans la sphère publique. Pour être influent, un groupe a besoin d'agréger un certain nombre de ressources matérielles et immatérielles, et de les utiliser à travers une organisation complexe ou formelle afin de poursuivre les objectifs communs aux membres du groupe, ainsi que l'ont montré les travaux de sociologie de l'action collective sur la mobilisation des ressources⁵⁷. Ces travaux portaient empiriquement sur la professionnalisation des organisations des mouvements sociaux aux Etats-Unis. De ce fait, ils ont été remis cause pour leur caractère trop fortement centré sur les mécanismes formels d'organisation au détriment de la prise en compte de réseaux de connaissances interpersonnelles ou de configurations locales informelles. Dès lors, la recherche sur les structures de mobilisation a évolué vers la prise en compte de la diversité des configurations organisationnelles, de plus informelles au plus formelles, des plus locales au plus globales, dans l'émergence de différents types d'action collective⁵⁸.

Dans cette perspective, les réseaux sont une des diverses formes organisationnelles que peut revêtir l'action collective. Au croisement de la sociologie de l'action collective et de la sociologie des organisations, la recherche sur les formes de l'action collective transnationale a mis en évidence une forte progression du nombre de réseaux composés d'acteurs non étatiques afin d'être en mesure de développer une capacité d'action au niveau

⁵⁶ Olson, Mancur, *The Logic of Collective Action: Public Goods and the Theory of Groups*, Harvard, Harvard University Press, 1971 (1965).

⁵⁷ Mc Carthy, John, Zald Mayer N., *The Trend of Social Movements in America. Professionalization and Resource Mobilization*, Morristown, N.J., General Learning Corporation, 1973; McCarthy, John D., and Mayer N. Zald, "Resource Mobilization and Social Movements: A Partial Theory.", *The American Journal of Sociology*, Vol.82, N.6, 1977, p.1212-1241.

⁵⁸ Mc Carthy, John D., "Constraints and opportunities in adopting, adapting, and inventing", in McAdam, Doug, Mc Carthy, John, Zald, Mayer N. (eds.), *Comparative perspectives on social movements: political opportunities, mobilizing structures and cultural framings*, op. cit., p.141-151.

transnational pour répondre aux déplacements de pouvoir lié à la mondialisation⁵⁹. Les travaux portant sur ces réseaux d'organisations semblent alors proches de notre question de départ, qui consiste à se demander dans quelle mesure les réseaux thématiques du FSE permettent aux organisations participantes de mieux se coordonner. Ainsi, il s'agit dans ces approches de considérer les réseaux comme des structures organisationnelles favorisant l'action collective et le succès de celle-ci. L'argument central de ce type d'analyse consiste à affirmer qu'un réseau composé de plusieurs organisations permet d'augmenter les ressources disponibles et la capacité d'action de chaque organisation prise isolément, dans la droite ligne de la théorie sur la mobilisation des ressources. Dans cette perspective, les réseaux inter-organisationnels sont considérés comme une infrastructure favorisant la préparation et le déclenchement de campagnes plus larges⁶⁰.

Plus précisément, on peut distinguer les effets de la structure en réseau au niveau interne, c'est-à-dire sur les membres et sur le groupe des participants en lui-même, et au niveau externe, c'est-à-dire en ce qui concerne les gains d'efficacité potentiels lorsque le réseau est actif dans la sphère publique⁶¹. Sur le plan interne, les apports des réseaux sont de trois sortes. D'abord, ils permettent l'échange et la mise en commun de ressources, en particulier de savoir et d'informations, mais également de ressources matérielles telles que des ressources financières et de personnel, qui permettent de diminuer le coût de l'action pour chaque organisation et de favoriser l'action collective⁶². Ensuite, le réseau, en étant considéré avant tout comme une structure peu formalisée qui regroupe des acteurs divers, permettrait de respecter l'autonomie et la diversité des organisations participantes tout en favorisant les échanges et la construction d'une vision commune du thème sur lequel les participants cherchent à se coordonner⁶³. Enfin, les réseaux, à travers l'échange d'informations et

⁵⁹ Sikkink, Kathryn, Smith, Jackie, "Infrastructures for Change: Transnational Organizations, 1953-1993", in Khagram Sanjeev, Riker, James, Sikkink, Kathryn, *Restructuring World Politics*, op. cit., p.24-44; Smith, Jackie, "Globalization and Transnational Social Movements Organizations", in Davis, Gerald F., McAdam, Doug, Scott, W. Richard, and Zald, Mayer N., *Social movements and organization theory*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005, p.226-248.

⁶⁰ Katz, Hagai and Anheier, Helmut, "Global Connectedness: The Structure of Transnational NGO Networks", in M. Glasius, M. Kaldor and H. Anheier (eds), *Global Civil Society 2005/6*, London, Sage, 2006, p. 240-265.

⁶¹ Bendell Jem and Ellersiek Annkathrin, "Noble Networks? Advocacy for Global Justice and the 'Network Effects'", UNRISD Programme Paper, Civil Society and Social Movements, 2009.

⁶² Curtis Russel L., Jr. and Zurcher Louis A., Jr., "Stable resources of social movements: The Multi-Organizational Field", *Social Forces*, Vol.52, N°1, 1973, p.53-61; Diani, Mario, *Green Networks. A Structural Analysis of the Italian Environmental Movement*, Edinburgh, Edinburgh University Press, 1995.

⁶³ Keck Margaret, Sikkink Kathryn, *Activists Beyond Borders*, Ithaca, New York, Cornell University Press, 1998. Cette dimension permet également de distinguer le réseau producteur d'une vision commune de la coalition dont les objectifs seraient uniquement instrumentaux: cf. Lemieux, Vincent, « Réseaux et coalitions », *L'année sociologique*, Vol.47, 1997, p.55-71.

l'apprentissage mutuel, peuvent également permettre de générer des solutions et des activités innovantes par rapport à celles habituellement utilisées par les participants⁶⁴.

Sur le plan externe, de façon générale, les réseaux permettent d'être plus flexible et de mieux s'adapter à l'environnement politique dans lequel ils évoluent. Ainsi, plusieurs organisations fonctionnant de façon coordonnée sont susceptibles de choisir rationnellement les lieux (incarnés par une institution politique) les mieux adaptés pour faire entendre de manière efficace leurs revendications (concept de *venue shopping*)⁶⁵. Par ailleurs, les réseaux transnationaux étudiés par Keck et Sikkink leur permettent de mettre en évidence la capacité des organisations à activer leurs contacts à l'étranger lorsqu'un Etat A reste muet aux revendications d'un groupe, ce qui leur permet de faire pression sur un autre Etat ou une institution tiers, qui en retour fera pression sur l'Etat A (concept de *boomerang pattern*)⁶⁶. Ainsi, ces deux exemples nous montrent que les réseaux permettent de gagner en flexibilité afin de s'adresser aux cibles les mieux à même de satisfaire les revendications des membres du réseau.

Certains travaux sur des réseaux issus de l'altermondialisme s'inscrivent précisément dans le cadre de cette littérature. Ainsi, Pianta et Marchetti synthétisent les différents apports des réseaux en démontrant qu'ils constituent une « ossature des mouvements sociaux transnationaux », en facilitant la construction et la diffusion de revendications communes et en créant des espaces transnationaux favorisant la coordination entre des acteurs issus d'horizons divers⁶⁷.

L'ensemble de ces travaux sur les apports de l'organisation en réseau dans la capacité à déclencher l'action collective des membres se rapproche bien de notre question de départ, puisqu'ils nous permettent d'envisager les éléments concrets qui favorisent une meilleure coordination entre les participants et le déclenchement éventuel de campagnes communes de grande ampleur. Au sein du Forum Social Européen, on pourrait dans cette même perspective

⁶⁴ Bendell Jem and Ellersiek Annkathrin, "Noble Networks? Advocacy for Global Justice and the 'Network Effect'", article cité ; Hibbert, P. and C. Huxham, "Collaboration, knowledge and learning: Integrating perspectives.", In T. Goessling, L. Oerlemans and R. Jansen (eds.), *Inside Networks: A Process View on Multi-Organisational Partnerships, Alliances and Networks*, Cheltenham, Edgar Elgar Publishing, Cheltenham, 2009, p.117-139.

⁶⁵ Baumgartner, Frank R., Jones, Bruce D., *Agendas and Instability in American Politics*, Chicago and London, University of Chicago Press, 1993, p.57 et suiv.

⁶⁶ Keck Margaret, Sikkink Kathryn, *Activists Beyond Borders*, op. cit., p.13.

⁶⁷ Pianta, Mario, Marchetti, Raffaele, "Understanding Networks in Global Social Movements", Paper presented at the ECPR Pisa General Conference, September 2007.

supposer que les réseaux thématiques constituent une ressource pour l'action collective et le développement de campagnes européennes.

Cependant, cette idée se heurte au constat d'échec des réseaux thématiques que nous avons effectué dans l'introduction générale : quelques années après leur création, nos réseaux n'ont pas débouché sur des campagnes communes entre les participants. Ce décalage entre les analyses voyant les réseaux comme une ressource pour l'action collective et les réseaux thématiques du FSE nous amène alors à souligner la différence entre ces deux types d'organisations en réseaux. De façon générale, les travaux abordés ici renvoient à des réseaux composés d'ONG actives à l'échelle internationale, tel que nous entendons ce terme, à savoir des associations professionnalisées et spécialisées sur des thèmes variés⁶⁸. Or, en mettant en évidence deux périodes dans l'activisme transnational, Lance Bennett établit une distinction entre une ère marquée par la constitution de coalitions d'ONG sur des objectifs précis faisant directement pression sur les gouvernements et une ère voyant la mobilisation d'un grand nombre de militants, sur des thèmes généraux tels que la « justice globale », contestant l'ordre politique international dans son ensemble⁶⁹. Cette deuxième période se caractérise par la multiplication des contre-sommets et la montée en puissance des Forums Sociaux, notamment Mondiaux et Européens. A ces deux ères correspondent deux types de réseaux. Les premiers, ceux qui correspondent aux réseaux analysés dans cette partie, apparaissent plutôt centralisés, plutôt concentrés sur des revendications précises. Les seconds, qui se développent notamment dans le cadre des Forums Sociaux, reposent sur la participation du plus grand nombre d'acteurs, de manière décentralisée et en vue de la défense de revendications générales. A cet égard, issus du Forum Social Européen, les réseaux thématiques sont plutôt à rapprocher, dans leur mode de fonctionnement, des réseaux décentralisés favorisant la participation du plus grand nombre, plutôt que des réseaux spécifiques centralisés autour de l'action de quelques organisations.

Les apports des analyses portant sur les réseaux transnationaux dans la sociologie de l'action collective apparaissent donc ambigus. En montrant que les réseaux d'organisations

⁶⁸ Ce point a d'ailleurs été critiqué en raison du fait que l'analyse de ces réseaux transnationaux a, entre la fin des années 90 et le début des années 2000, constitué le prisme principal à travers lequel était envisagé l'activisme au-delà des frontières nationales, ce qui induisait une distorsion de la réalité en faveur de l'action collective plutôt centralisée, et utilisant des modes d'actions plutôt institutionnalisés (production d'expertise, *lobbying* auprès des institutions internationales, campagnes médiatiques). Siméant, Johanna, « Des mouvements nouveaux et globaux? Sur les mouvements sociaux « transnationaux » dans quelques ouvrages récents », communication présentée au 8e Congrès de AFSP, Table ronde *Où en est la sociologie des mouvements sociaux?*, 15-18 septembre 2005 ; Tarrow Sidney, "Transnational Politics: Contention and Institutions in International Politics", *Annual Review of Political Science*, Vol.4, 2001, p.1-20.

⁶⁹ Bennett, Lance, "Social Movements beyond Borders: Understanding Two Eras of Transnational Activism", in della Porta, Donatella, Tarrow Sidney (eds.), *Transnational Protest and Global Activism*, op. cit., p.203-226.

constituent une ressource pour l'action collective, on se rapproche bien de l'objet de notre recherche, sans que ce dernier ne corresponde aux résultats qui seraient attendus à la suite de ces travaux. Dans le même temps, la distinction opérée entre deux formes de réseaux nous conduira, dans la partie suivante, à tenter d'expliquer l'échec de nos réseaux thématiques à partir de leur spécificité sur le plan de leur mode de fonctionnement et de leur composition hétérogène.

Conclusion de la première partie : les limites de ces analyses pour notre questionnement de recherche

Ce passage en revue du traitement du concept de réseau par la sociologie de l'action collective nous amène à nous interroger sur le statut du concept de réseau dans les études menées jusqu'à présent. En règle générale, les analyses portant sur des réseaux, formels ou informels, composés d'individus ou d'organisations, visent à comprendre le rôle du réseau dans le déclenchement d'une action collective entre ses participants, les formes que prend l'action collective, ou encore le résultat de celle-ci. En s'attardant sur des cas qui fonctionnent et qui produisent des effets observables sur les activités concrètes des participants, la littérature sur les réseaux comme forme d'organisation collective nous donne une image essentiellement positive des réseaux, comme une ressource essentielle pour agir de façon concertée dans un but commun.

L'augmentation du nombre de réseaux de toutes formes depuis une trentaine d'années mais également le succès constant de ce concept dans les analyses en sciences sociales nous incite néanmoins à la prudence quant aux effets supposés de l'organisation en réseau sur la capacité à déclencher des activités communes. La société civile, les mouvements sociaux et spécifiquement le mouvement altermondialiste sont de grands producteurs de réseaux du fait de la souplesse et des apports supposés de cette forme d'organisation. Cependant, si la littérature en sociologie de l'action collective s'intéresse souvent à la variable « réseau » dans l'analyse des conditions ayant favorisé le déclenchement de campagnes de revendication, de nombreux réseaux naissent et disparaissent sans forcément avoir produit d'activités concrètes entre leurs participants.

Cette prudence sur les effets des réseaux nous est également dictée par les caractéristiques de notre objet d'étude. Apparus comme un produit du Forum Social

Européen, les réseaux thématiques ont été perçus comme un pas en avant du mouvement altermondialiste vers une plus grande structuration interne et un Forum Social mieux organisé. Cependant, ils n'ont jusqu'à présent pas débouché sur des activités communes et ne se sont pas accompagnés d'un plus grand nombre de participants au Forum Social Européen. Plus encore, les réseaux thématiques sont au fil du temps de moins en moins parvenus à réunir des participants dans les Assemblées Européennes de Préparation mais également à organiser des activités dans le cadre du Forum Social Européen. Pour nos cas d'étude, il semble que les effets organisationnels liés à la forme réseau sur la capacité à agir de façon concertée ne se soient pas réalisés, ce qui constitue le cœur du problème que nous cherchons à élucider dans ce travail. Ainsi, au-delà de la question de départ qui consistait à se demander si les réseaux thématiques permettent aux altermondialistes de mieux se coordonner et d'agir en commun au niveau européen, notre questionnement consiste alors à chercher à comprendre les raisons pour lesquelles les apports généralement pointés par la littérature sur les réseaux ne se réalisent pas dans le cas du Forum Social Européen.

Pour cela, nous détaillons dans les deux parties suivantes la construction de nos hypothèses de recherche, en discutant les effets potentiels de l'hétérogénéité comme aspect problématique de l'action collective, avant de s'intéresser au contexte dans lequel évoluent les réseaux thématiques.

L'hétérogénéité des participants comme frein à l'action collective

L'action collective, qu'elle passe plutôt par des pratiques de lobbying direct auprès des décideurs ou plutôt par des modes d'actions contestataires, consiste par définition à faire coopérer des individus ou des groupes distincts dans le but de poursuivre un objectif commun. Dès lors, la question de la gestion de la diversité peut se poser à tout groupe latent (c'est-à-dire tout groupe dont l'intérêt collectif n'est pas desservi à travers une forme d'organisation commune, pour reprendre ici la terminologie d'Olson), dont les membres cherchent à défendre collectivement un intérêt commun. Ici, nous utilisons indistinctement les termes de diversité et d'hétérogénéité. Par ces termes, nous entendons le fait que les membres d'un groupe sont dotés de caractéristiques différentes concernant leurs orientations idéologiques, le mode d'organisation et les stratégies qu'ils privilégient pour poursuivre leurs intérêts.

L'hétérogénéité renvoie donc à la fois à des valeurs plus ou moins partagées par les membres de l'organisation (conception du fonctionnement démocratique dans la société en général et au sein du groupe, conception de la justice sociale et degré de radicalité des revendications par rapport à l'ordre existant) qui s'expriment dans des pratiques concrètes à la poursuite d'intérêts bien définis (choix internes du mode d'organisation, plus ou moins hiérarchique ou horizontal, stratégies privilégiées pour obtenir la satisfaction de leurs revendications). A ce titre, nous ne distinguons pas au cours de l'analyse le rôle propre des normes et des valeurs d'une part, et celui des intérêts matériels d'autre part, au regard de leur enchevêtrement à la base de l'action des agents sociaux. Nous considérons que ces éléments ne sont que des facettes distinctes, mais inextricablement liées dans le fonctionnement organisationnel et les stratégies menées par les acteurs⁷⁰. Nous nous limitons donc à les intégrer dans la variable de l'hétérogénéité.

Après avoir examiné la question de l'hétérogénéité dans le mouvement altermondialiste (a), nous réfléchissons aux problèmes qu'elle pose dans les organisations telles que les réseaux thématiques (b), avant d'en distinguer deux dimensions qui nous permettront d'opérationnaliser ce concept dans la partie empirique de ce travail (c).

a) L'hétérogénéité dans le mouvement altermondialiste européen et dans les réseaux thématiques

Comme tout groupe composé d'éléments divers qui se coordonnent pour agir ensemble, les mouvements sociaux n'échappent pas à cette caractéristique de l'hétérogénéité. Dès lors, il s'agit de se demander dans quelle mesure le mouvement altermondialiste et les réseaux thématiques que nous étudions peuvent eux-mêmes être considérés comme hétérogènes.

⁷⁰ Notre position vis-à-vis du débat entre la conception matérialiste et la conception idéaliste du ressort de l'action humaine ne consiste donc pas à choisir les intérêts contre les valeurs (ou l'inverse), pour des raisons principalement empiriques : dans les faits, les justifications de l'action apportées par les acteurs relèvent toujours simultanément de visions du monde et d'intérêts calculateurs, dont il serait illusoire de quantifier le poids respectifs dans les choix de ces derniers. Cette précision nous semble d'importance au regard des débats contemporains en science politique, notamment dans le cadre du néo-institutionnalisme, entre les tenants du rôle des intérêts (institutionnalisme du choix rationnel) et ceux des idées (institutionnalisme sociologique). Contre cette perspective, notre travail s'inscrit plus dans une tradition purement sociologique, qui s'intéresse aux pratiques des acteurs en tant que stratégies orientées de manière interdépendante vers la poursuite de fins et la recherche de moyens. Sur ces questions appliquées aux études européennes, voir Jenson, Jane, Mérand, Frédéric, « Sociology, Institutionalism and the European Union », *Comparative European Politics*, Vol.8, 1, p.74-92.

L'hétérogénéité au sein du mouvement altermondialiste

Depuis les manifestations de Seattle en décembre 1999, le mouvement altermondialiste a fait l'objet de nombreux travaux académiques cherchant à en définir les contours afin de mieux comprendre les différentes traditions militantes qui se sont investies dans ce nouveau cycle de contestation dans le contexte de mondialisation. Ainsi, les enquêtes menées par questionnaire lors du contre-G8 de Gênes en 2001 et au Forum Social Européen de Florence en 2002 avaient mis en évidence une grande diversité des origines organisationnelles des participants à ces événements fondateurs de l'altermondialisme en Europe. D. della Porta et alii distinguent alors trois grands types de réseaux informels de groupes et d'organisations divers qui forment des groupes distincts dans le mouvement altermondialiste: le réseau des Attac et de la gauche antinéo-libérale (qui comprend également des syndicats, des associations, des ONG), le réseau des écopacifistes (composé d'ONG environnementales et de développement, certaines en lien avec le mouvement chrétien) et le réseau des anticapitalistes (groupes d'action directe et Centres sociaux)⁷¹. Plus encore, la perspective généalogique et comparative développée par I. Sommier, O. Fillieule et E. Agrikoliansky nous invite à considérer la grande diversité des configurations nationales (les acteurs majeurs de l'altermondialisme ne sont pas les mêmes selon les pays), les héritages militants du passé (les organisations et groupes participants au mouvement altermondialiste ont généralement été constitués avant l'émergence médiatique de ce mouvement, dans le cadre de mouvements sociaux anciens et divers), et finalement la grande hétérogénéité recouverte par le terme « mouvement altermondialiste »⁷².

A cet égard, il n'y a pas de consensus parmi les spécialistes de l'altermondialisme pour parler d'un mouvement social au singulier. En effet, certains mettent en avant les valeurs communes à l'ensemble des acteurs qui se réclament de ce mouvement, que ce soit dans les revendications à formuler, ou dans la conception du fonctionnement interne de l'altermondialisme (ouverture, décentralisation, etc.)⁷³. D'autres, au contraire, nous mettent en

⁷¹ Della Porta Donatella, Andretta Massimiliano, Mosca Lorenzo, Reiter Herbert, *Globalization from Below. Transnational Activists and Protests Networks*, op. cit., p.31.

⁷² Sommier Isabelle, Fillieule Olivier et Agrikoliansky Eric, "Les altermondialismes entre national et global", in Sommier Isabelle, Fillieule Olivier et Agrikoliansky Eric, *Généalogie des mouvements altermondialistes en Europe*, op. cit., p.11-39.

⁷³ Della Porta, Donatella, "Multiple belongings, tolerant identities, and the construction of 'another politics': between the European Social Forum and the local social fora", in della Porta, Donatella and Tarrow Sidney (eds.), *Transnational protest and global activism*, Oxford, Rowman and Littlefield, 2005, p.175-202; della Porta,

garde contre les visions homogénéisantes que nous offrent les participants aux mouvements sociaux eux-mêmes, qui cachent des lignes de clivages irréductibles au sein des altermondialistes⁷⁴. A cet égard, on retrouve bien ici l'idée selon laquelle l'altermondialisme est issu de la reconversion et de l'agrégation occasionnelle et souvent conflictuelle d'une série de mouvements sociaux plus anciens et forcément diversifiés. Se donnant à voir au moment des Forums Sociaux, l'altermondialisme reste un espace particulièrement hétérogène par rapport à d'autres formes de mobilisations sociales.

Le Forum Social Européen n'échappe pas à cette caractéristique puisqu'il a été marqué par de nombreux conflits internes lors de précédentes éditions du Forum. Faisant référence au Forum Social Européen tenu à Londres en octobre 2004, Juris explique que deux traditions se sont opposées lors de cette édition, en particulier sur la façon dont l'événement devait être organisé⁷⁵. La première relevait d'une logique verticale hiérarchique traditionnelle, plutôt issue du mouvement ouvrier. La seconde était basée sur la décision au consensus sur une base horizontale entre des parties autonomes et égales, plutôt caractéristique des nouveaux mouvements sociaux (mouvement écologiste, féministe, etc.), mais également des mouvements anarchistes refusant tout mécanisme de délégation et toute pratique majoritaire. Ici, on constate que la diversité des traditions organisationnelles des participants au Forum Social Européen de Londres induit des conflits sur la structure organisationnelle du Forum en lui-même⁷⁶. Ces conflits s'appuient sur des conceptions de la démocratie différentes, dont nous verrons qu'elles constituent une dimension essentielle de la diversité des acteurs de l'altermondialisme et des réseaux thématiques⁷⁷. A partir de cette analyse portant spécifiquement sur l'organisation du FSE à Londres, on voit donc que le mouvement

Donatella, "Social movement studies, transnationalization and the Global Justice Movement", paper presented at the ECPR General Conference, Potsdam, September 2009.

⁷⁴ Rucht, Dieter, "Un movimento di movimenti? Unità e diversità fra le organizzazioni per una giustizia globale", *Rassegna Italiana di sociologia*, Vol.46, No.2, 2005, p.1-31.

⁷⁵ Juris Jeffrey S., "Social Forums and their Margins: Networking Logics and the Politics of Autonomous Space", *ephemera*, Vol.5, N°2, 2005, p.253-272.

⁷⁶ L'éclatement de ce conflit à Londres s'explique notamment par le rôle important tenu dans l'organisation et le financement du Forum par les autorités locales du Grand Londres, les syndicats traditionnels du *Trade Union Congress* (TUC) ou encore le *Socialist Workers Party* (SWP) britannique de tendance trotskiste, plutôt partisans d'une organisation hiérarchisée, ayant rendu le Forum moins inclusif pour les mouvements « de base » (*grassroots*). En conséquence de ce conflit, le Forum Social de Londres a été marqué par la multiplication des espaces alternatifs, autogérés par les militants de base, et contestant l'autorité des principaux acteurs sur le Forum. Voir Maeckelbergh, Marianne, "Perhaps We Should Just Flip a Coin: Macro and Microstructures of the European Social Forum Processes", in Oscar Reyes, Hilary Wainwright, Mayo Fuster I. Morell, and Marco Berlinguer (eds), 'The European Social Forum: Debating the Challenges for its Future', *Euromovements Newsletter 1*, 2004.

⁷⁷ cf. *infra*, p.53 et suiv.

altermondialiste européen est marqué par des divergences fortes entre des groupes hétérogènes.

La mise en évidence de la diversité des acteurs de l'altermondialisme et du Forum Social Européen nous incite alors à explorer la composition des réseaux thématiques qui nous intéressent. En tant que réseau du FSE, ces derniers sont en effet susceptibles de rassembler une grande diversité d'acteurs travaillant sur les questions économiques et sociales dans l'Union européenne.

L'hétérogénéité au sein des réseaux thématiques

La diversité des participants aux trois réseaux qui nous intéressent mérite également d'être abordée ici, à partir de l'ensemble des acteurs de l'altermondialisme. Dans l'ensemble, les acteurs des réseaux Travail et mondialisation, Services publics et Charte des principes pour une Autre Europe sont généralement issus du groupe de la gauche antinolibérale identifié par della Porta et alii à l'occasion du G8 de Gênes et du Forum Social Européen de Florence. Ils ne réunissent par exemple que marginalement les acteurs des mouvements de base qui étaient au cœur de la contestation du déroulement du Forum officiel à Londres en 2004. Ainsi, ils rassemblent à première vue des acteurs moins divers que les Forums Sociaux dans leur ensemble, ce qui ne signifie pas pour autant qu'ils ne sont pas porteurs de caractéristiques différentes pouvant expliquer l'émergence de conflits.

Plus précisément, la population de nos réseaux thématiques est principalement constituée d'organisations actives à l'échelle nationale et européenne, envoyant des représentants chargés de suivre le déroulement du Forum Social Européen. Parmi elles, on trouve, de manière centrale :

- des associations d'éducation populaires, telles que les associations Attac ;
- des syndicats dits de base, organisés de façon faiblement hiérarchique, peu intégrés dans les mécanismes de négociations institutionnelles au niveau national et européen, tels que les syndicats Solidaires en France, SdL ou Cobas en Italie⁷⁸ ;

⁷⁸ Souvent issus de scissions au sein des grandes confédérations syndicales nationales à partir de la fin des années 80, ces syndicats se distinguent par des pratiques moins hiérarchiques et des positions généralement plus radicales que leurs organisations d'origine dans les luttes sociales.

- des syndicats traditionnels, membres de la Confédération européenne des syndicats, intégrés dans les mécanismes de négociations au niveau national et européen ;
- des centres de recherche nationaux ou européens, plus ou moins directement associés à des partis politiques de la gauche européenne (proches du réseau européen Transform !).

De manière plus limitée, des ONG ou groupes d'ONG actifs à l'échelle européenne (les Amis de la Terre sur les questions environnementales, les coordinateurs du réseau Seattle to Brussels sur les questions commerciales⁷⁹) participent également, de même que des groupes locaux, mobilisés dans leur ville ou leur région sur le thème lié au réseau. Dans le même temps, cela ne signifie pas que seuls les acteurs participants régulièrement aux réseaux thématiques sont déterminants dans la capacité des réseaux thématiques à devenir des structures d'action collective. Ainsi, on suppose par ailleurs que les participants au processus du Forum Social Européen qui participent de façon moins centrale à ces réseaux interviennent dans la conception du rôle que ces réseaux doivent avoir dans le Forum, ainsi que nous le verrons plus bas.

Bien que la population plus spécifique qui nous intéresse dans le cadre des réseaux apparaisse moins diversifiée que l'ensemble des acteurs de l'altermondialisme, la question de leur hétérogénéité reste essentielle, en raison des caractéristiques organisationnelles et stratégiques différentes qu'ils entretiennent. Surtout, cette question apparaît également problématique si on la met en relation avec le mode d'organisation dans le cadre des réseaux thématiques.

b) Le problème de l'hétérogénéité dans les organisations et dans les réseaux

Si la diversité et les conflits internes au mouvement altermondialiste semblent relativement vifs, la sociologie des mouvements sociaux s'est globalement peu intéressée à

⁷⁹ Constitué après le contre-sommet de Seattle en 1999 comme articulation européenne du réseau Our World Is Not For Sale, ce réseau regroupe des ONG spécialisées dans des domaines connexes, une partie des Attac européennes, des centres de recherches ou réseaux d'experts. Une présentation du réseau est disponible sur son site Internet : <http://www.s2bnetwork.org/>

cette question dans l'analyse des mobilisations contestataires⁸⁰. L'une des raisons pour lesquelles la prise en compte de l'hétérogénéité des mouvements sociaux est restée marginale renvoie certainement au fait que ce champ de recherche s'est avant tout consacré à l'étude de mouvements qui ont effectivement fonctionné et sont parvenus à mobiliser un grand nombre de militants et/ou à influencer directement les décideurs politiques. Dès lors, les cas étudiés sont généralement ceux pour lesquels les acteurs du mouvement en question sont parvenus à gérer la diversité des participants et à éviter l'éclatement de conflits entre les différentes factions.

Pour autant, les mouvements sociaux font face ici à un problème que l'on retrouve dans d'autres sphères de l'action collective. Ainsi, la littérature sur les groupes d'intérêts organisés peut nous aider à intégrer la question de la diversité des participants dans l'analyse de la capacité d'un groupe à agir collectivement. Selon Philippe Schmitter et Wolfgang Streeck, les groupes d'intérêts sont animés par une logique d'influence (*logic of influence*) (prenant en compte le contexte dans lequel les interactions avec les autorités étatiques et les autres acteurs du même domaine se déroulent), mais également par une logique d'adhésion (*logic of membership*), qui renvoie aux caractéristiques des membres du groupe et au format organisationnel privilégié par le groupe⁸¹. Reprenant cette distinction, Jan Beyers retient deux dimensions qui influent sur la capacité des groupes à être actifs collectivement dans la sphère publique⁸². D'une part, le caractère inclusif ou spécialisé du groupe d'intérêt joue sur la capacité à définir des positions communes: plus le groupe cherche à inclure largement, plus il est considéré comme pertinent politiquement, puisqu'il parle pour un grand nombre de membres. Mais, dans le même temps, plus il est hétérogène, et plus il est alors difficile pour les membres de s'accorder et de définir des positions communes. Dans ce cas, la recherche de l'inclusion privilégie la logique d'adhésion au détriment de la logique d'influence.

D'autre part, le degré de délégation des décisions à la structure centrale du groupe est prise en compte : plus elle est autonome, moins l'effet de l'hétérogénéité du groupe se fait

⁸⁰ Pour quelques exceptions, voir: Balser, Deborah, "The Impact of Environmental Factors on Factionalism and Schism in Social Movements Organizations", *Social Forces*, Vol.76, N°1, p.199-228 ; Epstein, Barbara, "What happened to the Women's Movement?", *Monthly Review*, Vol.53, N°1, 2001 (reproduit dans Goodwin Jeff, Jasper, James, *The Social Movements Reader. Cases and Concepts*, Malden, Oxford, Wiley & Blackwell, 2nd edition, 2009 (2003), p.376-382); Tarrow Sidney, *Democracy and Disorder. Protest and Politics in Italy 1965-1975*, Oxford, Clarendon Press, 1989

⁸¹ Schmitter, Philippe C. and Streeck Wolfgang, "The Organization of Business Interests: Studying the Associative Action of Business in Advanced Industrial Societies", Discussion Paper, Köln, Max Planck Institute for the Study of Societies, 1999.

⁸² Beyers, Jan, "Policy issues, organizational format and the political strategies of interest organizations", in Beyers Jan, Eising Rainer, Maloney William, *Interest group politics in Europe*, New York, N.Y., Routledge, 2010, p. 86-109.

sentir, car les membres du groupe ont une capacité plus faible à modifier la position du groupe dans son ensemble en raison de l'autonomie des structures de décision. Dans ce cas, l'autonomie de la structure centrale du groupe favorise la logique d'influence au détriment de la logique d'adhésion.

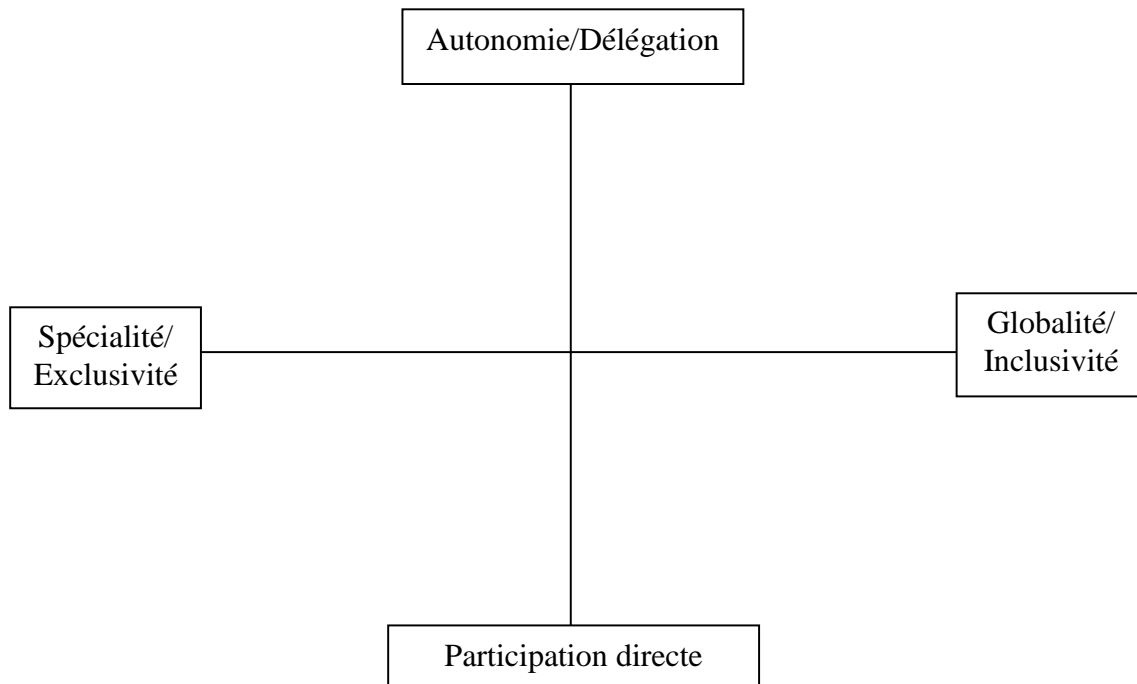


Figure 1: Les effets de la structure organisationnelle sur la capacité d'action d'un groupe, d'après Beyers⁸³.

Dans son analyse, Jan Beyers fait implicitement référence à des structures organisationnelles relativement formalisées. Toutefois, sa proposition d'analyse peut nous être utile pour analyser la capacité des réseaux thématiques du Forum Social Européen à déboucher sur de l'action collective entre les participants. Ainsi, dans l'espace à quatre dimensions constitué par la prise en compte des deux éléments proposés par Beyers, les réseaux thématiques se situent plutôt dans la partie combinant un fort caractère inclusif avec une très faible autonomie des structures centrales de décision. En effet, s'ils sont limités par le champ thématique qu'ils recouvrent et les intérêts respectifs des participants au Forum Social Européen, les réseaux thématiques sont par nature inclusifs dans le sens où n'importe quelle organisation, réseau, groupe ou individu peut y participer. Ensuite, intégrés dans la structure du Forum Social, les réseaux ne sont pas destinés à se doter d'une structure autonome qui serait en mesure de prendre des décisions au nom du réseau, mais restent des lieux au sein

⁸³ Ibid.

desquels les décisions éventuelles se prennent au consensus entre tous les membres. Ces deux principes, qui se résument au principe d'ouverture des réseaux et à celui de la participation de tous à la décision, sont directement issus des principes de fonctionnement des Forums Sociaux, tels que définis dans la Charte des principes du Forum Social Mondial⁸⁴. Considérée comme la « constitution » du processus du Forum Social, la Charte promeut en effet l'ouverture du Forum à l'ensemble des acteurs qui en acceptent les règles et l'absence de porte-paroles désignés pour parler au nom de tous les participants (refus de tout mécanisme de délégation). Dès lors, les réseaux thématiques fonctionnent sur les mêmes principes⁸⁵.

Ces précisions sur le mode de fonctionnement des réseaux thématiques du FSE nous renvoient alors à la distinction effectuée plus haut entre ces derniers et les réseaux transnationaux de défense de causes spécifiques, relativement centralisés et composés d'ONG professionnalisées. A ce titre, la spécificité du mode de fonctionnement de nos réseaux thématiques nous conduit à poser l'hypothèse d'une plus grande difficulté à favoriser la coordination entre les participants, et donc à constituer une ressource pour l'action collective. A l'aide de l'analyse de Beyers sur les effets de la forme organisationnelle pour permettre l'action collective, on peut en effet supposer que nos réseaux thématiques du FSE sont particulièrement exposés aux effets de l'hétérogénéité des participants sur la capacité à agir collectivement.

De cette proposition découle notre première hypothèse: *en tant que forme d'organisation inclusive et décentralisée, les réseaux thématiques du Forum Social Européen sont fortement hétérogènes et susceptibles d'être en incapacité d'agir collectivement.*

Cette hypothèse nous conduit néanmoins à examiner concrètement comment l'hétérogénéité des participants est susceptible d'empêcher les réseaux thématiques de favoriser l'action collective.

⁸⁴ Conseil International du Forum Social Mondial, « Charte des principes du Forum Social Mondial », juin 2002, disponible sur le site Internet du FSM : http://www.forumsocialmundial.org.br/main.php?cd_language=3&id_menu=4, page consultée le 30 septembre 2011.

⁸⁵ Ce qui ne signifie pas, comme nous en posons l'hypothèse dans la section suivante, que ce mode de fonctionnement n'est pas susceptible de déboucher sur des conflits concernant les modalités de la prise de décision au sein des réseaux entre les différents acteurs qui y participent, en vertu de conceptions et pratiques de la démocratie différentes parmi eux. Cf. *infra*, p.55 et suiv.

c) Les dimensions de l'hétérogénéité des participants aux réseaux thématiques

On peut affirmer que l'hétérogénéité constitue un obstacle à la décision au sein d'un groupe à partir du moment où elle est la cause du déclenchement de conflits entre les participants, sur des questions diverses : les stratégies à mener, les objectifs à poursuivre, les revendications à formuler, etc. Pour autant, il ne suffit pas d'affirmer que l'hétérogénéité est créatrice de conflits, il est également nécessaire de voir autour de quels déterminants s'articulent ces conflits.

Précisons d'emblée que l'hétérogénéité peut s'apprécier à l'aune de facteurs très divers : les thèmes sur lesquels les organisations travaillent, l'époque à laquelle elles ont été constituées, leur taille (nombre de salariés et/ou nombre d'adhérents), leur degré de formalisation, le niveau de hiérarchisation des tâches, les modes d'actions principalement utilisés, le pays ou la région d'origine, l'idéologie politique qui sous-tend leur action, etc. Etant donnée la diversité des facteurs de l'hétérogénéité que nous retrouvons potentiellement dans les réseaux thématiques, il s'agit ici d'organiser notre analyse autour de deux dimensions qui apparaissent déterminantes dans l'apparition de divergences, à savoir les conceptions de la démocratie et les répertoires d'actions classiques des organisations participantes.

Le choix de ces deux dimensions répond à deux exigences principales. D'une part, il nous semble combiner la plupart des facteurs de la diversité énumérés ci-dessus. Ainsi, derrière les conceptions de la démocratie, on entend évidemment des postures idéologiques concernant la meilleure façon de prendre des décisions collectives, mais on renvoie aussi concrètement à la taille des organisations, au degré de hiérarchie interne, ou encore à leur degré de formalisation. Pour ce qui concerne les répertoires d'actions, ceux-ci sont liés à l'époque à laquelle sont apparues différentes organisations⁸⁶, aux modes d'actions privilégiés, mais aussi à des choix idéologiques plus ou moins en rupture avec l'ordre existant⁸⁷. D'autre part, ces deux facteurs d'articulation de l'hétérogénéité mettent bien l'accent sur les problèmes principaux qui sont apparus au sein des réseaux thématiques dans le cadre du Forum Social Européen, en distinguant les problèmes d'organisation interne (comment

⁸⁶ Certains modes d'actions sont fortement liés au mouvement ouvrier apparu dès la fin du XIXe siècle, tandis que d'autres sont plutôt caractéristiques des nouveaux mouvements sociaux, issus des vagues de contestation des années 60-70.

⁸⁷ Nous revenons sur ces éléments dans les pages suivantes, en reprenant successivement ces deux dimensions.

prendre des décisions?) et les questions de stratégies collectives à mener vis-à-vis de l'extérieur⁸⁸.

Avant de détailler ces deux dimensions principales, il convient de nous arrêter sur la question de l'origine nationale des participants comme facteur d'hétérogénéité et de conflit potentiel, ce qui nous permet d'illustrer la façon dont nous réduisons l'hétérogénéité des participants à deux dimensions principales. Il est d'autant plus nécessaire de s'arrêter sur cette dimension qu'elle constitue l'une des caractéristiques majeures du mouvement altermondialiste. En effet, sous cette dénomination unique, on peut repérer autant de configurations que de pays dans lesquels il est représenté, même en se limitant à l'espace européen⁸⁹. Comme nous l'avons expliqué en introduction, notre recherche ne s'inscrit pas dans une analyse des ancrages nationaux du mouvement altermondialiste à l'échelle européenne. Cependant, dans les tentatives de coordination que constituent les réseaux thématiques du Forum Social Européen, on pourrait penser que la diversité des origines nationales des participants est susceptible d'être une source de conflits. D'ailleurs, certains travaux ont montré que dans les Assemblées Européennes de Préparation, la logique de délégations nationales est largement présente et structure en partie les discussions, les participants originaires d'un même pays cherchant souvent à coordonner leur position afin de la défendre collectivement à cette échelle⁹⁰.

Cependant, pour les réseaux thématiques que nous analysons, nous considérons que cette dimension n'est jamais une source de conflit à elle seule, en ce sens qu'elle se cristallise autour de questions relatives aux modalités de la décision collective ou aux stratégies collectives à mener ensemble. Ainsi, le fait de ne pas retenir cette dimension comme source de l'hétérogénéité des participants nous incite à aller plus loin que le constat d'une divergence entre des acteurs qui serait liée, de façon générale, à une culture politique nationale ou à un mode de fonctionnement adapté aux institutions politiques nationales auxquelles ces acteurs sont généralement confrontés. Ces précisions nous amènent à détailler chacune des deux

⁸⁸ A cet égard, le choix de ces deux dimensions illustre bien le fait que la construction du cadre théorique et l'enquête empirique ont été menées effectuées simultanément (cf. Introduction de ce chapitre, p.31).

⁸⁹ Pour rappel, voir Della Porta, Donatella, *The Global Justice Movement: Cross-national and Transnational Perspectives*, op. cit.; Sommier Isabelle, Fillieule Olivier et Agrikoliansky Eric, *Généalogie des mouvements altermondialistes en Europe*, op. cit.

⁹⁰ Haug, Christoph, Haeringer, Nicolas, Mosca, Lorenzo, "The ESF organizing process in a diachronic perspective", In Donatella della Porta (Ed.), *Another Europe...*, op. cit., p. 30; Pleyers Geoffrey, *Forums Sociaux Mondiaux et Défis de l'Altermondialisme*, Louvain-La-Neuve, Bruylant-Academia, 2007, p.164.

dimensions que nous retenons afin de voir dans quelle mesure elles peuvent déboucher sur des conflits entre des participants hétérogènes à nos réseaux thématiques.

La diversité des conceptions de la démocratie : des visions diverses de l'organisation interne des réseaux thématiques

La question de la démocratie constitue notre première dimension de l'hétérogénéité autour de laquelle s'organisent les conflits à l'intérieur des réseaux thématiques. Ce thème a récemment été placé au centre de travaux portant sur les mouvements sociaux, que ce soit en tant que promoteurs de la démocratie à différentes échelles, ou sur le plan de leur organisation interne⁹¹. Pour ce qui concerne le mouvement altermondialiste, la forte attention portée aux processus de décision et à la prise en compte des différents points de vue dans la préparation des contre-sommets et des Forum Sociaux a incité certains chercheurs à s'intéresser aux modes de gestion de la démocratie au sein de ce mouvement⁹². Alors que le mouvement altermondialiste est apparu comme un mouvement remettant en cause les modalités de la prise de décision au sein des grandes organisations internationales⁹³, il s'est également affirmé comme promoteur de nouvelles pratiques démocratiques en son sein. Il s'agit de favoriser à la fois la participation du plus grand nombre (caractère ouvert et inclusif des réunions altermondialistes) et la délibération (mis en avant de la prise de décision au consensus, au terme d'un échange d'arguments rationnels, dans une perspective habermassienne)⁹⁴. On retrouve ici le fonctionnement des réseaux thématiques, tel que nous l'avons replacé dans l'espace à deux dimensions que propose Jan Beyers : l'objectif est à la fois de favoriser la participation directe des membres du groupe à la décision, tout en cherchant à inclure le plus grand nombre de participants (cf. *supra*).

⁹¹ Par exemple : Giugni, Marco, McAdam Doug, Tilly, Charles, *From Contention to Democracy*, Lanham, Rowman and Littlefield, 1998; Ibarra Güell Pedro, *Social movements and democracy*, New York, Palgrave McMillan, 2003; Polletta Francesca, *Freedom Is an Endless Meeting: Democracy in American Social Movements*, Chicago, University of Chicago Press, 2002; Smith, Jackie, *Social movements for Global Democracy*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 2008.

⁹² della Porta Donatella, "Making the Polis: Social Forums and Democracy in the Global Justice Movement", *Mobilization*, Vol.10, N°1, 2005, p.73-94; della Porta, Donatella, *Democracy in Social Movements*, London, Palgrave McMillan, 2009; Doerr, Nicole, "Listen carefully – Democracy Brokers at the European Social Forums", PhD Thesis, European University Institute, Florence, 2009.

⁹³ Que l'on pense aux négociations interétatiques dans le cadre de l'OMC ou encore à la dénonciation d'un déficit démocratique de l'Union européenne lié à son opacité ou à son éloignement des citoyens européens.

⁹⁴ Della Porta, Donatella, "Organizational Structures and Visions of Democracy in the Global Justice Movement: An Introduction", in Della Porta, Donatella, *Democracy in Social Movements*, op. cit., p.1-15.

Pour autant, derrière cette exigence de renouvellement démocratique, on peut distinguer des modèles différents de fonctionnement démocratique des organisations de l'altermondialisme. Deux éléments peuvent être retenus dans les conceptions de la démocratie dans la galaxie des organisations participant à l'altermondialisme : d'une part la question de la participation des membres du groupe, directe (participation) ou indirecte (délégation), qui est liée à la question de l'existence de mécanismes hiérarchiques internes ou au contraire d'une organisation horizontale ; d'autre part le mode de décision, au consensus, ou à la règle majoritaire. On peut alors construire une typologie des modèles basiques de fonctionnement interne, en croisant ces deux éléments⁹⁵. Ainsi, le modèle associatif correspond à une organisation dans laquelle les membres délèguent leurs pouvoirs à un organe exécutif central et dont les décisions sont prises à la majorité. Le modèle de représentation délibérative signifie lui que les décisions sont prises au consensus, mais toujours par délégation. Ensuite, le modèle d'assemblée signifie que les décisions sont prises par tous les membres (sans délégation), et à la règle de la majorité. Enfin, le modèle de la participation délibérative implique une décision au consensus avec une participation directe des membres du groupe.

	Participation	Délégation
Décision au consensus	Modèle de la participation délibérative	Modèle de représentation délibérative
Décision à la majorité	Modèle d'assemblée	Modèle associatif

Tableau 1: Typologie des conceptions de la démocratie dans le mouvement altermondialiste, d'après Andretta et della Porta⁹⁶.

À l'évidence, cette typologie nous fournit une image simplificatrice de la réalité du fonctionnement des organisations altermondialistes. Néanmoins, elle permet de bien comprendre les déterminants de la diversité en ce qui concerne les conceptions de la démocratie et les modalités d'organisation interne. Ainsi, si on se limite aux organisations participant aux réseaux thématiques, on peut dire que les syndicats traditionnels se rapprochent du modèle associatif (délégation et majorité), tandis que les groupes locaux se situent plutôt du côté du modèle de la participation délibérative (participation et consensus).

⁹⁵ Cette typologie est directement tirée de Andretta, Massimiliano, della, Porta, Donatella, "Models of democracy. How activists see democracy in the movement", in della Porta, Donatella (ed.), *Another Europe...*, op. cit., p.65-85.

⁹⁶ Ibid.

Les associations comme Attac ou encore les syndicats de base sont eux susceptibles de fournir des modes hybrides d'organisation, combinant la délégation avec la participation des membres (plus importante que dans les grandes confédérations syndicales). Dès lors que l'on reconnaît l'existence de différentes conceptions et de différents modes d'organisation parmi les participants aux réseaux thématiques, celles-ci sont susceptibles de donner lieu à des conflits à la fois sur le mode d'organisation interne des réseaux (quel degré de formalisation et de hiérarchisation des tâches ? quel mode de décision collective ?), mais également sur le rôle des réseaux dans le Forum Social Européen (quelle autonomie des réseaux thématiques dans le processus ? quelle capacité à prendre des décisions en tant que structure interne du Forum Social Européen ?) Dans notre analyse empirique, il s'agira alors de se concentrer sur les manifestations de cette diversité des conceptions et de pratiques démocratiques à l'intérieur des organisations participantes afin de voir comment elles se répercutent sur la conception du fonctionnement des réseaux thématiques que ces acteurs défendent.

Dans cette perspective, l'hypothèse liée à cette première dimension de l'hétérogénéité est la suivante : *Différents modes de décision au sein des organisations sont susceptibles de produire des divergences sur le fonctionnement du réseau et sur le fonctionnement du Forum Social Européen.*

La diversité des stratégies d'action : les activités externes des réseaux thématiques

Ensuite, la seconde dimension de la diversité sur laquelle notre analyse se concentre est celle des stratégies externes des organisations. Là encore, elles sont liées à des conceptions idéelles du rôle des mouvements sociaux ou de la radicalité des revendications par rapport à l'ordre existant, mais également à des pratiques permettant selon ces différents acteurs de répondre au mieux à la poursuite de leurs intérêts. Ici, on distingue *a priori* deux dimensions majeures dans la diversité des stratégies d'action défendues par les participants aux réseaux thématiques.

D'une part, on s'intéresse au niveau auquel les organisations cherchent à influencer la décision politique dans le thème concerné par le réseau thématique en question. Comme nous étudions des réseaux européens portant sur des politiques de l'Union européenne, nous distinguons trois niveaux principaux : le niveau local, national et européen. Ceux-ci peuvent

évidemment être menés de front par certaines organisations participantes (en particulier les mieux dotées en ressources matérielles et financières, telles que les grands syndicats). Le fait pour des organisations de se concentrer sur des niveaux différents peut donner lieu à des divisions sur les activités qui devraient être menées par le réseau. Par exemple, des divergences peuvent apparaître entre les syndicats traditionnellement actifs au niveau national (et seulement indirectement au niveau européen à travers la CES pour les plus importants d'entre eux), et les associations comme Attac qui se sont constituées avec l'objectif de peser dans la définition des politiques directement décidées ou promues par les organisations internationales. Dans le même temps, des groupes principalement engagés au niveau local sont susceptibles de ne pas envisager leurs activités au niveau européen de la même façon que des représentants d'organisations mandatés pour mener les activités internationales de leur structure. Dans cette perspective, *la question du niveau d'action privilégié par les différents acteurs des réseaux thématiques est susceptible de déclencher des conflits au moment de définir des stratégies communes concernant le thème du réseau étudié.*

D'autre part, on considère que le répertoire d'action des organisations peut donner lieu à des conflits dans la définition de stratégies communes. La question des formes d'action disponibles pour les acteurs engagés dans l'action collective fait référence au concept de répertoire d'action, qui a permis d'envisager les évolutions historiques des modalités de la contestation en France, en Grande-Bretagne, ou aux Etats-Unis, concomitamment à la formation de l'Etat moderne⁹⁷. Originellement défini par Tilly dans le cadre d'une analyse portant sur la formation des Etats modernes démocratiques en Europe occidentale, le répertoire d'action a été défini comme une caractéristique générale partagée par les acteurs de la protestation politique et sociale dans un pays donné⁹⁸.

⁹⁷ Tilly, Charles, *From Mobilization to Revolution*, op. cit. ; Tilly, Charles, "Repertoires of contention in America and Britain, 1750–1830", in: Zald Mayer N., McCarthy, John, (eds.), *The Dynamics of Social Movements*, Cambridge, MA, Winthrop Publishers, 1979, p.126–155; Tilly Charles, *La France conteste : de 1600 à nos jours*, op. cit. Prenant récemment en compte son caractère dynamique et interactif, Tilly a introduit la notion de « performance » pour désigner les modes d'interaction entre les protestataires et leurs cibles, contraignant l'action des contestataires à un moment donné, mais changeant de manière incrémentale au gré des innovations introduites lors d'épisodes spécifiques : voir Tilly, Charles, *Contentious Performances*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008. Pour une synthèse des apports et des débats autour de ce concept, voir : Fillieule, Olivier, « Tombeau pour Charles Tilly – Répertoires, performances et stratégies d'action », in Fillieule et alii, *Penser les mouvements sociaux*, op. cit., p.77-99 et Tarrow, Sidney, "Charles Tilly and the Practice of Contentious Politics", *Social Movement Studies*, Vol.7, Issue 3, 2008, p.225-246.

⁹⁸ A cet égard, le débat sur l'émergence d'un répertoire d'action de nouvelle génération, marqué par le recours à l'expertise et à la dimension symbolique des formes d'action dans un contexte d'internationalisation de la contestation, renvoie à cette idée de mettre à jour l'apparition d'un répertoire à l'échelle de la structure sociale dans son ensemble (qu'elle soit nationale ou internationale). Voir Neveu, Erik, « Répertoire d'action des

Cependant, si on envisage la diversité des mouvements dans un espace politique donné, on peut considérer que différents acteurs sont porteurs de répertoires d'action différents. De la manifestation à la pétition, les déclarations de presse, le lobbying direct auprès des institutions, la grève, l'action directe violente, non violente, le champ des possibles est vaste. Toutefois, toutes les organisations ne disposent pas de l'ensemble des modes d'action existants dans leur propre répertoire, qui est le fruit de facteurs internes et externes à ces dernières (ressources disponibles, culture propre à une organisation, histoire des mouvements sociaux dans un espace politique donné, etc.)⁹⁹. Un élément de distinction classique renvoie à la conventionalité des pratiques, c'est-à-dire à leur degré d'acceptation par la société comme mode légitime d'action collective¹⁰⁰. Sur une échelle des diverses pratiques envisageables, Dalton distingue quatre niveaux différents de participation politique, selon leur degré de rupture avec le fonctionnement normal de la démocratie représentative. Tandis que le lobbying, la pétition ou la manifestation encadrée apparaissent plutôt conventionnelles, l'action violente (dégradation, attentats, etc.) se situe à l'opposé. Entre les deux, on trouve l'action directe (boycott, sit-in, etc.) ou encore l'action illégale non violente (occupations, grèves sauvages, etc.)¹⁰¹. Selon leur culture, leur histoire ou leur position dans un système politique donné, différentes organisations se définissent ainsi par un répertoire plus ou moins conventionnel, plus ou moins disruptif par rapport à l'ordre existant.

Le fait que des groupes distincts disposent de répertoires d'action différents nous permet alors d'envisager les conflits entre les acteurs des réseaux qui peuvent apparaître sur le plan stratégique. Si l'ensemble des modes d'action cités ci-dessus sont présents au sein du mouvement altermondialiste¹⁰², on peut d'ores et déjà affirmer qu'ils ne figurent pas tous parmi les répertoires d'action des participants à nos réseaux thématiques. En particulier, on

mobilisations », in Lacroix Bernard, Cohen Antonin, Riutort Philippe, *Nouveau manuel de science politique*, Paris, La Découverte, 2009, p. 495-509.

⁹⁹ Della Porta, Donatella, Diani Mario, *Social movements: An introduction*, Oxford, Blackwell Publishing, 2006 (1999), p.181; Tilly, Charles, "Contentious Repertoires in Great Britain. 1758-1834", in Traugott Mark (ed.), *Repertoires and Cycles of Collective Action*, Durham, Duke University Press, 1995, p. 15-42.

¹⁰⁰ Dalton, Russell, *Citizen Politics in Western Democracies*, Chatham, Chatham House, 1988.

¹⁰¹ Ibid., p.65. De son côté, Tarrow construit trois catégories seulement: les formes contrôlées (*contained*) d'action collective, les formes disruptives ou de confrontation et les formes violentes (Tarrow, Sidney, *Power in movement*, Cambridge, Cambridge University Press, 3rd edition, 2011 (1993), p.99). Quel que soit le nombre de catégories retenues, le critère de classification reste cependant le même, à savoir le degré de rupture avec l'ordre politique existant.

¹⁰² Si à la diversité des organisations du mouvement altermondialiste correspond une diversité dans les formes d'action, on note cependant une forte inclinaison parmi les acteurs de ce mouvement à choisir des formes modérées, plutôt conventionnelles d'action collective, en combinaison ou pas avec des formes de confrontation. Cf. Rucht, Dieter, Teune, Simon, "Forms of Action of Global Justice Movement Groups: Do Conceptions and Practices of Democracy Matter?", in Della Porta, Donatella, *Democracy in Social Movements*, op. cit., p.171-193.

peut exclure les modes d'action violents, qui semblent plutôt réservés aux groupes réunis sous l'appellation « Black Blocks » et visibles lors de certains grands événements de l'altermondialisme. Cependant, on peut supposer que les modes d'actions utilisés par les participants à nos réseaux restent relativement diversifiés. Recherchant les facteurs qui influencent les formes d'action choisies par les groupes altermondialistes, Rucht et Teune montrent par exemple que l'organisation autour de structures horizontales et décentralisées tend à favoriser le choix de formes d'action de confrontation plutôt que conventionnelles¹⁰³. Dans le même temps, les groupes professionnalisés (comme les ONG ou les grands syndicats disposant de nombreux employés permanents) ont tendance à choisir des modes d'action modérés, plutôt conventionnels. Enfin, l'origine nationale¹⁰⁴ influe : tandis que les groupes espagnols, français et italiens ont une inclinaison à la confrontation, les Allemands, Suisses et Britanniques utilisent plutôt des formes conventionnelles. Quant aux groupes transnationaux, ils font preuve de la tendance la plus marquée à utiliser des formes conventionnelles modérées.

A partir de ces éléments, on peut penser que nos acteurs diffèrent sur le choix des formes d'actions. Ainsi, les groupes locaux, peu hiérarchisés et peu structurés, auront plutôt tendance à utiliser des formes d'action disruptives, reposant sur des actions symboliques n'utilisant pas la force du nombre mais plutôt l'aspect symbolique de l'action (sit-in, blocage, occupation). A l'opposé, les grandes organisations syndicales, plus hiérarchisées, seront plus modérées dans leurs formes d'action, ce qui ne veut pas dire qu'elles n'utilisent pas de formes de confrontation (telles que la grève au niveau national). Cependant, le fait que la représentation syndicale à l'échelle européenne passe par une structure internationale incarnée par la Confédération européenne des Syndicats semble renforcer le choix de modes d'action conventionnels à l'échelle européenne. Fortement insérée dans les mécanismes de consultation auprès de la Commission européenne, impliquée dans le Dialogue Social Européen, la CES utilise des modes d'action plutôt conventionnels, alors même qu'elle est l'instance de représentation des grandes confédérations qui participent à nos réseaux¹⁰⁵. Enfin, les syndicats contestataires, issus des recompositions syndicales des années 80, notamment en France et en Italie, sont certainement plus orientés vers la confrontation dans leurs modes

¹⁰³ Ibid., p.190-192.

¹⁰⁴ Et la couleur politique du gouvernement en place: un gouvernement conservateur favorisant l'usage de formes d'action de confrontation.

¹⁰⁵ Gobin Corinne, *L'Europe syndicale – Entre désir et réalité*, Bruxelles, Labor, 1997 ; Martin Andrew and Ross Georges, « Trade Unions Organizing at the European Level », in D. Imig et S. Tarrow (dir.), *Contentious Europeans Protest and Politics in an Emerging Polity*, op. cit., p. 53-76.

d'action. Apparus en rupture avec un syndicalisme majoritaire perçu comme trop modéré, des syndicats comme Solidaires ou les Cobas apparaissent plus radicaux, à la fois dans leur opposition aux politiques menées, mais également dans leurs modes d'action. Pour cette raison, la confrontation est susceptible d'y être plus favorisée que dans les grandes confédérations syndicales nationales.

Dans la partie empirique de ce travail, il ne s'agit pas seulement de constater que les différents participants à nos réseaux disposent de répertoires d'actions divergents, plutôt conventionnels ou plutôt disruptifs. L'objectif est plutôt de voir dans quelle mesure cette question des formes d'action est à l'origine de conflits entre les membres des réseaux concernant la façon dont ils pourraient être en mesure de peser collectivement face aux politiques économiques et sociales de l'UE et des Etats. L'hypothèse liée consiste alors à supposer que : *la diversité des répertoires d'action parmi les participants aux réseaux thématiques est susceptible de faire naître des conflits sur les stratégies collectives à mettre en œuvre.*

Prenant en compte les niveaux de l'action politique des acteurs considérés ainsi que leur répertoire d'action, la dimension des stratégies d'action à l'intérieur des réseaux thématiques est donc perçue comme un obstacle potentiel à l'action collective en raison des divergences qui peuvent apparaître sur la stratégie à mener face aux politiques européennes et nationales, sur le thème du réseau considéré.

Conclusion de la deuxième partie

Que ce soit sur la question des conceptions de la démocratie ou des stratégies d'action, nous avons donc défini deux dimensions principales de l'hétérogénéité des acteurs. Pour chacune d'entre elles, nous tentons dans l'analyse empirique de voir comment elles se reflètent à travers des conflits observables, auxquels les réseaux thématiques ont été confrontés au cours de leurs quelques années d'existence.

En identifiant le mouvement altermondialiste comme un mouvement social particulièrement hétérogène, nous avons donc pu nous concentrer sur l'importance de la forme organisationnelle « réseau » comme obstacle possible à l'action collective. En tant que structures inclusives et participatives, les réseaux sont exposés à l'apparition de conflits entre

des membres hétérogènes. Dès lors, nous avons décliné cette hétérogénéité autour de deux dimensions qui apparaissent déterminantes. Toutefois, ce cadre d'analyse reste insuffisant en l'absence de prise en compte du contexte politique dans lequel évoluent les réseaux.

La prise en compte du contexte de l'action collective : opportunités politiques et cycles de mobilisation

Considérer la question de l'hétérogénéité dans les mouvements sociaux de façon isolée ne nous permet pas de comprendre les effets de celle-ci comme obstacle au développement d'activités communes. En effet, les mouvements sociaux sont par nature composés de factions idéologiques et organisationnelles distinctes. Pourtant, nombreux sont les cas où ils sont parvenus à mener des campagnes mobilisant un très grand nombre d'individus et d'organisations et à exercer une certaine influence sur les choix effectués par les détenteurs du pouvoir politique. De plus, si on considère que l'altermondialisme serait un mouvement social plus hétérogène que les parties qui le constituent (mouvement ouvrier, écologiste, féministe, etc.), il reste que des campagnes se sont développées à partir des Forums Sociaux, y compris le Forum Social Européen. Ainsi, la campagne contre la guerre a été en partie amorcée lors du FSE de Florence qui avait permis de fixer la date du 15 février 2003 comme journée internationale de mobilisation contre l'intervention militaire américaine pressentie contre le régime irakien¹⁰⁶. De même, la manifestation européenne du 19 mars 2005 contre la directive Bolkestein qui avait réuni 60 000 personnes à Bruxelles avait été lancée à l'occasion de l'Assemblée des mouvements sociaux qui s'était réunie en clôture du Forum Social Européen de Londres en octobre 2004.

A cet égard, l'existence de cas de mobilisations altermondialistes qui ont été en partie initiées dans le cadre du Forum Social Européen nous incite à dépasser la seule question de la diversité des acteurs participants. Pour cela, nous envisageons dans cette partie le rôle de l'environnement politique au sein duquel les réseaux thématiques et les acteurs participants évoluent. Cet élément a d'abord été conceptualisé à travers la « structure des opportunités politiques », dont il convient de souligner les limites (a). Dès lors, nous nous déplaçons vers la succession de cycles de protestation qui permet de prendre en compte les évolutions et la dynamique interne des mouvements sociaux (b).

¹⁰⁶ Verhulst, Joris, "February 15, 2003: The World Says No to War", in Walgrave Stefan, Rucht Dieter, *The World Says No to War: Demonstrations against the War in Irak*, Minneapolis, London, University of Minnesota Press, 2010, p.1-20.

a) Les insuffisances du concept des opportunités politiques

Origine et définition du concept

En sociologie de l'action collective, la prise en compte du contexte politique et institutionnel s'est développée à partir des années 80, en réaction à la prédominance des analyses économiques de l'action collective incarnées par la mobilisation des ressources¹⁰⁷. Certains auteurs ont éprouvé le besoin de réintégrer dans leur analyse les aspects extérieurs aux mouvements sociaux, en remarquant que certaines configurations politiques apparaissaient plus favorables que d'autres à l'action collective, ou à certains types d'action collective¹⁰⁸. A partir de ce constat, le concept de structure des opportunités politiques a été défini¹⁰⁹, dans le but d'analyser le rôle de l'environnement institutionnel et politique dans lequel évoluent les mouvements sociaux et les groupes d'intérêts.

L'apport principal de ce concept est donc de faire le lien entre l'action collective et le système politique au sein duquel elle se développe. Plusieurs éléments ont été identifiés au sein de la structure des opportunités politiques, tels que le degré d'ouverture du système politique vis-à-vis des groupes d'intérêts et des mouvements sociaux, le degré de stabilité des alliances à l'intérieur du système politique, l'existence d'alliés politiques à des positions stratégiques (élus, hauts fonctionnaires), la capacité à mettre en œuvre des politiques publiques répondant aux demandes des groupes mobilisés, la propension de l'Etat à réprimer les actions collectives¹¹⁰.

On distingue deux traditions dans la façon de prendre en compte les opportunités politiques dans la sociologie de l'action collective. La première tradition est essentiellement statique, et consiste à comprendre en quoi certaines configurations institutionnelles et

¹⁰⁷ Cf. *supra* : Mc Carthy, John, Zald Mayer N., *The Trend of Social Movements in America*, op. cit.; McCarthy, John D., and Mayer N. Zald, "Resource Mobilization and Social Movements: A Partial Theory.", article cité.

¹⁰⁸ C'est notamment le cas de Doug McAdam, que sa conceptualisation de la mobilisation des ressources ne satisfaisait pas à comprendre pleinement le développement du mouvement des droits civiques aux Etats-Unis : *Political Process and the Development of Black Insurgency*, University of Chicago Press, Chicago, 1982.

¹⁰⁹ Le concept fut originellement utilisé par P.Eisinger pour comparer les mouvements protestataires dans une quarantaine de villes américaines à la fin des années 60 en fonction du degré d'ouverture institutionnelle et de la possibilité offerte aux groupes défendant un intérêt ou une cause commune d'avoir accès au pouvoir et d'influencer la prise de décision politique, Eisinger, Peter K., „The Conditions of Protest Behaviour in American Cities“, *American Political Science Review*, 67, 1973, p. 11-28.

¹¹⁰ Voir aussi McAdam, Doug, "Clarifying the concept of political opportunities", in McAdam, Doug, Mc Carthy, John, Zald, Mayer N., *Comparative perspectives on social movements : political opportunities, mobilizing structures and cultural framings*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996.

politiques sont plus favorables que d'autres à l'émergence de groupes d'intérêts ou de mouvements sociaux visant à défendre des causes ou des intérêts. Typiquement, il s'agit de mener des études comparatives entre différents pays pour voir quelles conditions favorisent le développement de mouvements sociaux¹¹¹. L'approche dynamique consiste à analyser les changements dans le temps de certains éléments de la structure des opportunités politiques qui peuvent favoriser le développement d'épisodes de contestation¹¹². Avant de nous arrêter sur les limites théoriques de ce concept envisagé isolément, nous en illustrons les apports pour le cas du système politique européen, qui nous intéresse en particulier ici, pour comprendre ses effets sur les possibilités et les formes de l'action collective.

La structure des opportunités politiques à l'échelle européenne

Comme la plupart des outils de la sociologie de l'action collective, le concept de structure des opportunités politiques a été développé avant tout dans le cadre de l'Etat-nation. Notre étude se situant avant tout au niveau de la coopération entre des acteurs divers sur le mode transnational et plus spécifiquement au niveau européen, il convient de nous arrêter sur sa transposition dans le cadre de l'Union européenne.

Du fait de la prolifération et du renforcement de lieux de pouvoirs internationaux, certains chercheurs ont émis l'hypothèse selon laquelle « les institutions internationales fournissent les ressources, les opportunités et la motivation grâce auxquelles [des acteurs non-étatiques] peuvent s'organiser et se mobiliser à l'échelon transnational »¹¹³. Parmi la diversité des institutions internationales existantes, l'Union européenne apparaît comme étant la plus intégrée, au regard du champ de ses compétences et de la supériorité juridique du droit communautaire par rapport au droit interne. On pourrait alors penser que les institutions de l'UE fournissent à la fois des motivations à contester l'action publique qu'elles mènent, tout en offrant des espaces favorisant l'expression de ces revendications.

¹¹¹ Kitschelt Herbert P., "Political opportunity structures and political protest: anti-nuclear movements in four democracies", *British Journal of Political Science*, Vol.16, No.1, p.57-85; Kriesi Hanspeter, Koopmans, Ruud, Duyvendak Jan Willem, Giugni, Marco G., *New Social Movements in Western Europe: A Comparative Analysis*, London, UCL Press, 1995.

¹¹² Koopmans, Ruud, "The Dynamics of Protest Waves: West Germany, 1965 to 1989", *American Sociological Review*, 58, p.637-658; McAdam, Doug, *Political Process and the Development of Black Insurgency*, op. cit.; Tarrow, Sidney, *Democracy and Disorder. Protest and Politics in Italy 1965-1975*, op. cit.

¹¹³ Tarrow, Sidney, „La contestation transnationale“, *Culture et Conflits*, n°38-39, 2000, p. 187-223.

Pourtant, depuis la fin des années 90, les chercheurs qui se sont intéressés à l'action collective dans le contexte d'intégration européenne ont mis en évidence une faible fréquence des épisodes de mobilisation contestataire comparativement aux mobilisations contestataires au niveau national¹¹⁴. Dans le même temps, l'Union européenne semble être un lieu relativement ouvert à la représentation institutionnalisée des intérêts, c'est-à-dire aux groupes d'intérêts qui déploient des stratégies d'influence directe auprès des décideurs par le biais du lobbying, de la production d'expertise. Certains auteurs ont mis en avant comme facteur explicatif la structure des opportunités politiques au niveau européen qui tendrait à défavoriser les mouvements sociaux dont les principales ressources sont la mobilisation du nombre et l'accès aux médias¹¹⁵. Ainsi, si on reprend les éléments de la structure des opportunités politiques énumérés plus haut, on peut affirmer :

- que le système politique de l'Union européenne est peu ouvert aux demandes des mouvements sociaux ;

- que la stabilité des alliances entre les élites politiques autour du projet économique européen d'achèvement du marché intérieur et de réalisation effective de la concurrence n'incite pas celles-ci à rechercher des alliances avec des acteurs marginaux ;

- que la fragmentation interne du pouvoir dans l'Union européenne et la nécessité de réunir une coalition largement majoritaire pour la décision¹¹⁶ ne favorisent les changements de politiques de grande ampleur demandés par les altermondialistes ;

- que ce mouvement ne dispose objectivement que de peu d'alliés au sein du système politique européen pour relayer leurs revendications.

Ces opportunités politiques défavorables aux mouvements sociaux et par conséquent au mouvement altermondialiste ont conduit Chabanet et Balme à distinguer des *insiders* et *outsiders* qui cherchent à influencer les décisions communautaires. Pour les premiers, l'accès au système politique communautaire est encouragé par la Commission, qui tire ainsi profit des

¹¹⁴ Voir en particulier: Imig, Doug, Tarrow, Sidney, "La contestation politique dans l'Europe en formation", in Balme Richard, Chabanet Didier, Wright Vincent (dir.), *L'action collective en Europe*, op. cit., p.195-223 ; Rucht, Dieter, "The EU as a Target of Political Mobilisation: Is there a Europeanisation of Conflict?", In Ibid., p.163-194.

¹¹⁵ Marks, Gary & McAdam, Doug, "On the relationship of political opportunities to the form of collective action: The case of the European Union", In della Porta Donatella, Hanspeter Kriesi, & Dieter Rucht (Eds.), *Social movements in a globalizing world*, New York: St. Martin's, 1999, p. 97-111; Balme Richard, Chabanet Didier, *European governance and democracy: power and protest in the EU*, New York, Rowman and Littlefield, XVII-267, 2008.

¹¹⁶ Ainsi, non seulement les règles de l'unanimité et de la majorité qualifiée régissent le fonctionnement du Conseil, mais l'accord du Parlement est désormais nécessaire dans la plupart des domaines de compétences de l'Union, ainsi que le soutien politique de la Commission qui reste à l'initiative des directives et règlements mais est surtout chargée de leur application.

informations et de la capacité d'expertise des groupes d'intérêts institutionnalisés. Pour les seconds, leur capacité d'influence reste aléatoire, étant données leurs difficultés à faire accéder leurs demandes aux sphères de décision¹¹⁷. Ces conclusions relèvent manifestement d'une analyse statique des opportunités politiques au niveau européen, celles-ci apparaissant comme structurellement et durablement plus favorables aux groupes d'intérêts institutionnalisés qu'aux mouvements sociaux contestataires.

Si on en reste à cette dimension statique, on court néanmoins le risque de ne pas saisir les épisodes de mobilisation qui ont eu lieu au niveau européen, et notamment la succession régulière de contre-sommets de l'Union européenne entre 1997 et 2003¹¹⁸. De même, elle ne nous permet pas de comprendre l'influence des opportunités politiques pour expliquer le développement de la campagne contre la directive Bolkestein entre 2004 et 2006, marquée par plusieurs manifestations au niveau national et européen. Pour cela, il convient de considérer les aspects dynamiques de la structure des opportunités politiques. Par exemple, on peut penser que la mobilisation des chômeurs en juin 1997 à Amsterdam a été rendue possible par le fait que la Conférence intergouvernementale (CIG) qui débutait à Turin en mars 1996 pour préparer le traité d'Amsterdam visait à donner un nouvel élan à l'Union européenne en intégrant sa dimension sociale. Ce changement représentait une ouverture du système vers la prise en compte de certaines revendications, incitant un petit nombre de militants allemands, français, belges, italiens, espagnols, à se mettre en mouvement pour organiser des marches afin de porter la question des chômeurs et de la précarité au niveau communautaire¹¹⁹. De même, la campagne de mobilisation contre la directive Bolkestein a en partie été favorisée par le fait que la Commission européenne, habituée à consulter les groupes d'intérêts institutionnalisés avant de proposer un projet de directive, était restée relativement fermée lors de la préparation de son projet de directive sur les Services, incitant les groupes en désaccord avec le texte à se tourner vers le Conseil et le Parlement, moins ouverts au lobbying et favorisant donc les stratégies contestataires¹²⁰.

¹¹⁷ Balme Richard, Chabanet Didier, *European governance and democracy*, op. cit., p.241.

¹¹⁸ D'Amsterdam en juin 1997 à Barcelone en juin 2002, les réunions bisannuelles du Conseil européen voyaient converger entre des milliers et des dizaines de milliers de manifestants pour exprimer leur opposition aux politiques communautaires.

¹¹⁹ Chabanet, Didier, « Les Marches européennes contre le chômage, la précarité et les exclusions » in Balme Richard, Chabanet Didier, Wright Vincent (dir.), *L'action collective en Europe*, op. cit., p. 461-493.

¹²⁰ Parks, Louisa, "In the corridors and in the Streets: A Comparative Study of the Impacts of Social Movement Campaigns in the EU", PhD Thesis, European University Institute, 2008, p.225.

Remises en causes du concept des opportunités politiques : l'absence de prise en compte de la dynamique interne des mouvements

Qu'elle soit envisagée de façon statique ou dynamique, la variable des opportunités politiques nous permet donc de comprendre la « faiblesse » des mouvements sociaux ou l'émergence de certaines protestations au regard du contexte institutionnel dans lequel elles apparaissent. Malgré son utilité pour comprendre certains aspects du développement de l'action collective, ce concept a cependant été largement contesté. En raison de son orientation trop structuraliste et objectiviste, il fait ainsi des mouvements sociaux (et plus globalement de l'action collective) un objet complètement déterminé par la structure politique, qui opposerait contraintes et opportunités aux agents, au détriment de la logique et de la dynamique interne des mouvements¹²¹.

Dans les années 90, les principaux chercheurs sur les mouvements sociaux et l'action collective, y compris les représentants du modèle des opportunités politiques, ont souligné le fait que celle-ci devait être envisagée en interaction avec les processus de cadrage¹²². Ceux-ci renvoient aux aspects culturels des mouvements et à la définition (cadrage) par le groupe de son identité, de ses valeurs, et de ses frontières. En envisageant ces deux concepts simultanément, il s'agit de comprendre comment les opportunités (objectives) sont saisies (subjectivement) par les groupes et définies comme des opportunités d'action. De même, elles doivent être reliées à la question des ressources mobilisées par les mouvements : les opportunités ne sont rien s'il n'existe pas de mode d'organisation, de structure, formelle ou informelle, qui permet au groupe de saisir ces opportunités¹²³. Certains sont allés plus loin en proposant de dépasser ces modèles théoriques pour se concentrer sur les mécanismes et les processus qui expliquent comment une multitude de facteurs structurels et individuels interagissent pour produire de l'action collective à un moment donné¹²⁴. Il s'agit de rendre de compte de manière dynamique de la succession d'événements qui produisent des interactions

¹²¹ Mathieu, Lilian, « Rapport au politique, dimensions cognitives et perspectives pragmatiques dans l'analyse des mouvements sociaux », *Revue française de science politique*, Vol.52, N°1, 2002, p.75-100.

¹²² Snow D., Rochford B., Worden S., and Benford R., "Frame Alignment Processes, Micromobilization, and Movement Participation", *American Sociological Review*, Vol.51, N4, 1986, p.464-481; Snow D. and Benford R., "Ideology, Frame Resonance, and Participant Mobilization", *International Social Movement Research*, Vol.1, 1988, p.197-217.

¹²³ McAdam, Doug, John D. McCarthy, and Mayer N. Zald. *Comparative perspectives on social movements*. Cambridge, Cambridge University Press, 1996. (sur les opportunités politiques: Part I, p.21-139)

¹²⁴ McAdam, Doug, Tarrow, Sidney, Tilly, Charles, *Dynamics of Contention*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001; Tarrow Sidney, Tilly, Charles, *Contentious Politics*, Boulder, London, Paradigm Publishers, 2006.

contestataires entre des groupes mobilisés et les cibles visées, et non plus de se concentrer sur un facteur en particulier, que ce soit les ressources, les processus de cadrage ou les opportunités politiques. L'intégration de ces différents concepts au sein d'une même approche théorique des mobilisations permet de mettre fin à des oppositions parfois stériles sur la prédominance de telle ou telle variable. De plus, elle permet de penser les processus de mobilisation comme une série d'interactions dans le temps et dans l'espace, réintégrant dans l'analyse les dynamiques internes des mouvements.

Ainsi, la prise en compte classique du contexte dans lequel évoluent les mouvements sociaux et l'action collective n'est pas à elle seule satisfaisante pour saisir pleinement la relation entre certaines configurations politiques et le développement d'épisodes d'action collective. En prenant en compte les critiques apportées à la structure des opportunités politiques, nous nous référons au concept de cycle de protestation pour mieux appréhender la dynamique du mouvement altermondialiste à l'échelle européenne.

b) Des opportunités politiques à la dynamique des mouvements: un usage du concept de cycle de protestation dans le cadre européen

Le concept de cycle de protestation

Défini avant ces tentatives de dé-segmentation de la théorie en sociologie de l'action collective, le concept de cycle de la protestation (*protest cycle*) a d'abord été conçu comme un prolongement du modèle des opportunités politiques. Cependant, il nous semble participer à la réintégration de la dynamique interne des mouvements dans l'analyse.

Il permet de rendre compte de la succession permanente de périodes de dynamisme et de reflux de l'action collective dans le temps, tout en montrant comment les épisodes de mobilisation sont connectés les uns aux autres, par des liens de personnes et d'organisations, des cibles communes, et l'identification à un même mouvement. Dans *Power in Movement*, Sidney Tarrow définit ce concept comme :

« une phase de conflit soutenu au sein du système social qui se caractérise par: une diffusion rapide des secteurs les plus mobilisés vers les moins mobilisés, un rythme rapide d'innovation dans les formes de la contestation; la création d'un cadre d'action collective nouveau ou transformé; une participation organisée et inorganisée; et des séquences combinant des flux intenses d'information et des interactions entre les

contestataires et les autorités »¹²⁵.

Si le cycle de protestation ne fait pas partie des éléments de la structure des opportunités politiques, son émergence résulte chez Tarrow d'un changement dans celle-ci ou dans la perception qu'en ont les mouvements. Dans son acception originelle, Tarrow se limite à une analyse globalisante des mouvements sociaux, avant tout déterminés par des éléments de structures et non par des interactions entre les acteurs de la protestation, et entre ces acteurs et les cibles qu'ils visent à influencer¹²⁶. L'analyse proposée par McAdam va plus loin, en expliquant qu'un changement dans la structure des opportunités politiques fait naître un premier épisode de contestation (*initiator movement*), qui entraîne l'émergence d'autres épisodes par un processus de diffusion des mouvements dérivés (*spin-off movements*). Ces derniers bénéficient des modèles organisationnels et cognitifs offerts par les initiateurs, diminuant par là le coût de l'action collective et facilitant l'expansion de la mobilisation¹²⁷. La distinction opérée par McAdam permet ainsi de préciser le mouvement d'expansion d'un cycle en intégrant explicitement des facteurs organisationnels et cognitifs et non seulement ceux liés aux changements structurels des opportunités politiques. Ainsi, elle intègre la dynamique propre des mouvements sociaux comme élément explicatif de l'expansion d'un cycle de contestation.

De façon générale, le concept de cycle de protestation permet donc d'envisager la succession des épisodes de contestation de manière dynamique, en considérant les mouvements sociaux dans leur globalité. Pour l'analyse de réseaux thématiques dans le Forum Social Européen, ce concept nous permet donc de prendre en compte la dynamique de mobilisation dans laquelle s'inscrivent ces derniers, mais également la manière dont cette dynamique est susceptible de peser dans la constitution et l'évolution ultérieure des activités de ces réseaux.

¹²⁵ Notre traduction: "a phase of heightened conflict across the social system: with a rapid diffusion from more mobilized to less mobilized sectors; a rapid pace of innovation in the forms of contention; the creation of new or transformed collective action frame; a combination of organized and unorganized participation; and sequences of intensified information flow and interaction between challengers and authorities", Tarrow, Sidney, *Power in movement*, op. cit., p.199.

¹²⁶ La définition de ce concept est ici tirée de la 3^e édition de cet ouvrage, initialement paru en 1993.

¹²⁷ McAdam, Doug, "'Initiator' and 'Spin-off' Movements: Diffusion Processes in Protest Cycles", in Traugott, Mark (ed.), *Repertoires and cycles of collective action*, op. cit., p.217-239.

Liens entre les cycles de protestation et notre perspective explicative

En intégrant la dynamique interne des mouvements sociaux dans la prise en compte du contexte au sein duquel se développe l'action collective contestataire, le concept de cycle de protestation peut nous être également utile pour répondre à notre questionnement.

Défini à l'origine pour comprendre comment se développent et se diffusent des mobilisations qui sont liées entre elles, sur le plan des revendications, des acteurs impliqués et des formes de la contestation, le cycle de protestation nous permet également d'envisager le déclin des mouvements sociaux, dès lors que les épisodes de contestation deviennent moins fréquents et qu'ils ne réunissent plus autant de participants. Cet élément apparaît d'autant plus pertinent que, comme nous l'avons évoqué précédemment, la sociologie des mouvements sociaux et plus généralement celle de l'action collective ne nous offrent que peu d'outils pour comprendre dans quelles circonstances l'action collective ne fonctionne pas, ou ne fonctionne plus. Puisque nous cherchons à comprendre pourquoi des réseaux thématiques ne parviennent pas à déboucher sur des actions communes entre leurs participants, il convient donc de s'intéresser à la façon dont le concept de cycle de protestation nous permet de penser les mécanismes de démobilisation.

En définissant ce concept permettant de comprendre comment se diffusent les épisodes de contestation dans le temps et dans l'espace, Tarrow a dans le même temps envisagé les facteurs explicatifs de la période de démobilisation qui marque les cycles de protestation. Dans *Power in movement*, il distingue trois couples de facteurs opposés qui peuvent conduire à la fin d'un cycle de mobilisation. D'abord, l'épuisement et la division interne. Souvent, la démobilisation est due à une lassitude des participants, en particulier les plus modérés et les moins impliqués (exhaustion), ce qui pose un dilemme pour les leaders du mouvement, qui ont le choix entre modérer leurs demandes pour attirer plus de participants, ou à l'inverse les radicaliser pour intensifier la protestation. Ce dilemme mène souvent à une polarisation interne entre ceux qui restent. Ensuite, cette polarisation peut s'exprimer par la poursuite de stratégie violente par les radicaux (radicalisation) ou, à l'inverse, par l'institutionnalisation du mouvement voulue par les modérés (institutionnalisation). Enfin, la réponse de l'Etat (en fin de cycle) peut également jouer un rôle dans le déclin d'un cycle de

protestation, parce qu'il accède rapidement aux demandes du mouvement (facilitation), et/ou parce qu'il réprime les acteurs de la protestation (répression)¹²⁸.

Si ce modèle général est susceptible de s'appliquer à un très grand nombre de cas extrêmement différents, on retient néanmoins le fait que lors du recul d'un mouvement, il devient plus probable que les divisions sur les stratégies à adopter éclatent. Dans cette optique, on peut établir ici le rapport théorique entre le contexte dans lequel émerge et se déroule l'action collective et l'hétérogénéité des participants à des épisodes de mobilisation. Alors que l'hétérogénéité n'est pas un problème lorsque des mobilisations sont dans leur phase ascendante, celle-ci peut le devenir lorsque les mobilisations ont tendance à décliner : l'émergence de conflits entre les différentes factions d'un mouvement constitue une des dimensions de la dynamique de déclin des mobilisations telle qu'envisagée par Sidney Tarrow.

En ce qui concerne nos réseaux thématiques, cela signifie que l'hétérogénéité des participants (en lien avec leur mode de fonctionnement inclusif et au consensus) est d'autant plus susceptible de devenir problématique qu'elle s'inscrit dans un contexte de fin de mobilisations. Ici, notre hypothèse consiste donc à supposer que *la perception d'un contexte de démobilisation au niveau européen pour les mouvements sociaux permet à l'hétérogénéité des participants aux réseaux de produire ses effets en donnant lieu à des divisions concernant les modalités concrètes de fonctionnement des réseaux ou encore les stratégies à adopter.*

Cette hypothèse constitue le cœur de l'analyse que nous souhaitons développer dans le cadre de cette thèse : de la création à la disparition des réseaux thématiques qui nous intéressent, nous analysons les modalités de la combinaison entre un contexte de démobilisation et l'hétérogénéité des participants, pouvant déboucher sur des conflits et donner lieu à des retraits de participants lorsque ceux-ci éclatent.

Cependant, sans anticiper sur les épisodes empiriques à travers lesquels cette combinaison peut s'effectuer, il convient dans le cadre de ce chapitre de spécifier les conditions concrètes qui nous permettent de poser cette hypothèse. C'est l'objectif de la quatrième partie, qui nous permet de préciser notre cadre d'analyse général.

¹²⁸ Tarrow, Sidney, *Power in Movement*, op. cit., p.206 et suiv.

Construction du cadre d'analyse

Nous avons fait appel à deux éléments distincts pour construire le modèle d'analyse qu'il convient d'appliquer pour comprendre les difficultés des réseaux thématiques à engendrer des activités communes entre les participants. Nous avons d'abord défini l'hétérogénéité, du mouvement altermondialiste en général, des réseaux thématiques du Forum Social Européen en particulier, comme élément explicatif des difficultés des réseaux thématiques à devenir des formes organisationnelles permettant aux participants de coordonner leur action collective. Ensuite, nous avons mobilisé les approches du contexte de développement des épisodes contestataires, afin de pouvoir envisager, à travers le concept de cycle de protestation, les mécanismes de démobilisation et les liens théoriques entre la phase descendante des mouvements sociaux et l'hétérogénéité des acteurs qui y participent. Afin de spécifier notre cadre d'analyse, nous discutons de la possible application du concept de cycle de protestation et de son déclin à l'échelle européenne (a), puis nous détaillons les processus causaux que nous chercherons à analyser (b).

a) Cycle de protestation et mobilisations européennes : notre application du concept

Comme tout concept explicatif à portée générale, le cycle de protestation a été forgé en référence à des cas empiriques pour ensuite se diffuser parmi les analystes de l'action collective sur des terrains nouveaux, qui n'entraient pas du tout dans la réflexion des promoteurs du concept au moment de sa définition. Afin d'éviter de transposer directement ce concept au risque de s'éloigner de la réalité qu'il recouvrait à l'origine, nous réfléchissons dans les pages qui suivent sur ses conditions d'application aux mobilisations de l'altermondialisme européen depuis la fin des années 90. Il s'agit d'abord de questionner l'existence d'un cycle de mobilisations européennes qui serait apparu à la fin des années 90, puis de voir dans quelle mesure on peut parler de son déclin depuis le milieu des années 2000.

Du cycle de contestation italien aux mobilisations altermondialistes européennes : différences et similarités

Nous avons brièvement évoqué dans l'introduction les épisodes de mobilisations qui se sont succédé à partir de la fin des années 90 à l'échelle européenne. Sur le plan des acteurs, des formes d'action ou encore des revendications formulées, on peut mettre en évidence des liens entre ces épisodes qui nous permettent de les rapprocher du concept de cycle de protestation, en étant conscient des écarts qui existent entre ce terrain transnational contemporain et les cas à partir desquels le concept a été défini.

Comme mentionné précédemment, la prise en compte du caractère cyclique des mouvements sociaux renvoie aux travaux de Sidney Tarrow. A l'origine, ce dernier a travaillé sur la contestation politique et sociale en Italie dans les années 60 et 70. En dépouillant les archives d'un journal italien à diffusion nationale, il a pu constater une intensification des épisodes contestataires entre 1966 et 1973, recensant près de 5 000 mobilisations¹²⁹. Voyant dans cette intensification du conflit les effets de changements structurels à l'échelle nationale¹³⁰, il caractérise également ce cycle par une période au cours de laquelle des innovations dans les formes d'action et dans les revendications se diffusent et donnent lieu à des « moments de folie » au cours desquels des changements de grande ampleur peuvent être envisagés par les contestataires¹³¹. Analysant la dynamique permettant de diffuser la contestation des groupes initiateurs vers des groupes suivistes, McAdam fait référence au mouvement des droits civiques aux Etats-Unis à partir des années 50, qui a ensuite essaimé et favorisé la naissance de mouvements plus sectoriels, féministes, étudiants, contre la guerre du Vietnam, etc., culminant également à la fin des années 60 par une forte intensité du conflit dans la société américaine¹³².

Reposant sur une analyse quantitative des épisodes contestataires, le concept de cycle de protestation a donc été forgé par rapport à des cas pour lesquels on peut mettre en évidence une forte intensification du conflit qui s'est peu à peu diffusé et a donné lieu à une période de remises en causes radicales des politiques et de l'ordre social existant. Dès lors, il est possible

¹²⁹ Tarrow, Sidney, *Democracy and Disorder*, op. cit.

¹³⁰ Dans la droite ligne des éléments de la structure des opportunités politiques

¹³¹ Voir également, Tarrow, Sidney, « Cycles of collective action: between moments of madness and the repertoire of contention », in Traugott, Mark (ed.), *Repertoires and Cycles of Collective Action*, op. cit., p.89-116.

¹³² McAdam, Doug, “‘Initiator’ and ‘Spin-off’ Movements: Diffusion Processes in Protest Cycles”, article cité.

de mesurer les écarts existants entre ces cas et nos épisodes contestataires européens de la fin des années 90 au début des années 2000.

Ainsi, sur le plan quantitatif, nous avons fait référence aux travaux de Sidney Tarrow et Doug Imig, mais également à ceux de Dieter Rucht, qui montrent bien au début des années 2000 qu'on ne peut pas parler d'un déplacement quantitatif de la contestation du niveau national au niveau européen (cf. *supra*). Par ailleurs, le fait que des épisodes contestataires transnationaux se soient développés et succédés, y compris après les bornes temporelles délimitées par ces chercheurs, ne saurait nous convaincre de l'existence d'un « moment de folie » au cours duquel les acteurs investis dans la contestation des politiques de l'Union européenne auraient pu envisager une remise en cause radicale du système et des décisions prises dans ce cadre. Il ne viendrait à l'esprit d'aucun spécialiste des mouvements sociaux de faire l'analogie entre les mobilisations altermondialistes en Europe durant cette période à la contestation politique en Italie au tournant des années 60, sur le plan de la diffusion de la revendication et de l'intensité des épisodes contestataires durant ces deux périodes.

Et pourtant, le rapprochement que nous effectuons entre le concept de cycle de protestation et les mobilisations européennes altermondialistes européennes repose, sur le plan qualitatif, sur les liens existant entre chacun de ces épisodes et la façon dont ils se succèdent.

A cet égard, on peut affirmer que la période qui s'ouvre en 1997 semble ouvrir la voie à un certain dynamisme des mobilisations contestataires des politiques économiques et sociales de l'Union européenne. Ainsi, le contre-sommet organisé à Nice en décembre 2000 apparaît comme la continuation directe, sur le plan des acteurs et des revendications, de celui d'Amsterdam, puisqu'il met également en action les Marches contre le chômage, la précarité et les exclusions, mais en élargissant les revendications vers les droits sociaux au niveau communautaire¹³³. Ensuite, les contre-sommets de l'Union européenne qui se succèdent entre 2000 et 2003 sont envisagés comme des épisodes contestataires se réclamant de l'altermondialisme, qui a fait son apparition médiatique entre temps en tant que mouvement anti-mondialisation. Dès lors, les Forums Sociaux Européens à partir de 2002 sont également une suite logique de ces épisodes, qui peuvent être interprétés comme une certaine autonomisation de l'agenda des altermondialistes en Europe¹³⁴. Dans cette perspective, on peut considérer que la fin des années 90 ouvre un cycle de protestation en ce sens que ces

¹³³ Au moment où était adoptée la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.

¹³⁴ Féron, Elise, « Les altermondialistes dans le mouvement social européen : entre participation et retrait », *Critique internationale*, n°27, 2005, p.163-175.

épisodes sont liés entre eux et se caractérisent par des formes d'actions qui sont revendiqués comme spécifiques du mouvement altermondialiste par les acteurs qui y participent¹³⁵. Même s'ils ne se traduisent pas forcément sur le plan quantitatif par un déplacement de l'action collective du niveau national au niveau européen, della Porta et Caiani montrent que ces épisodes de contestation proprement européens peuvent avoir une portée symbolique forte et favoriser le renforcement de réseaux organisationnels, de liens de confiance et de cadres communs entre les activistes¹³⁶.

Il convient également de mentionner le rôle de l'ouverture d'une dynamique mondiale de contestation à partir de la « bataille de Seattle » lors du sommet de l'OMC en 1999, associée à l'émergence médiatique du mouvement altermondialiste. Par exemple, c'est dans le cadre du processus du Forum Social Mondial initié à Porto Alegre en 2001 que fut prise la décision d'organiser les deux premiers Forums européens à Florence et à Paris dès 2002 et 2003, par des représentants d'organisations européennes présents dès le lancement du FSM¹³⁷. Plus globalement, la série d'événements, limités en nombre mais reliés au mouvement altermondialiste, qui s'est déroulée en Europe à partir de la fin des années 90 relève d'une intensification de la fréquence des événements de contestation internationale par les altermondialistes dans la même période¹³⁸. Si on se limite à la déclinaison européenne de cette vague de mobilisations, on peut penser que le cycle qui semble s'ouvrir à la fin des années 90 a permis de consolider les liens entre les organisations, les groupes et les activistes par la répétition de contre-sommets de l'Union européenne et de Forums Sociaux Européens.

Pour ces raisons, les mécanismes proposés par Sidney Tarrow à partir de son analyse des cycles de protestation nous semblent également pertinents pour le cas des mobilisations de l'altermondialisme européen après le sommet d'Amsterdam, même si leur intensité n'est pas la même que dans les années 60 en Italie ou aux Etats-Unis. Dans leur tentative de proposer une compréhension globale du développement de la contestation dans des contextes extrêmement variés (mouvements sociaux, révolutions, guerre civiles, etc.), Tarrow et Tilly reprennent ces mécanismes élaborés à partir du cycle de contestation italien des années 60-

¹³⁵ Ce qui ne veut pas dire pour autant que la formule des contre-sommets, dont les Conseils européens sont le théâtre à partir du sommet d'Amsterdam, est une innovation propre au mouvement altermondialiste tel qu'il se développe au tournant des années 2000. Voir à ce propos : Sommier, Isabelle, « Produire l'événement », in Agrikoliansky Éric, Sommier Isabelle (dir.), *Radiographie du mouvement altermondialiste*, op. cit., p.20.

¹³⁶ Caiani, Manuella, della Porta, Donatella, *Social movements and Europeanization*, Oxford, Oxford University Press, 2009, p.135.

¹³⁷ Cassen, Bernard, *Tout a commencé à Porto Alegre...*, op. cit., p.102

¹³⁸ Pianta Mario and Zola Duccio, « La montée en puissance des mouvements globaux 1970-2005 », in Sommier Isabelle, Fillieule Olivier et Agrikoliansky Eric, *Généalogie des mouvements altermondialistes*, op. cit., p.41-66.

70¹³⁹. Dans le cadre de cette thèse, nous utilisons donc le terme de cycle pour bien marquer les liens entre les mécanismes analysés et le concept de Tarrow, mais également, de manière synonyme pour notre terrain propre, ceux de dynamique ou encore de série de mobilisations pour caractériser les événements liés à l'altermondialisme européen dans la période qui nous intéresse.

Pour notre cas d'étude, l'enjeu est alors de voir dans quelle mesure ces mécanismes de mobilisation, et surtout, pour la question de recherche qui nous anime, de démobilitation peuvent être appliqués à la dynamique des mobilisations altermondialistes à l'échelle européenne.

Le déclin de l'altermondialisme européen : une construction intellectuelle ou une réalité perçue par les acteurs ?

Pour comprendre les raisons pour lesquelles les réseaux thématiques ne parviennent pas à développer des activités communes et des mobilisations au niveau européen, il convient de prendre en considération le fait que ce cycle européen de protestation semble avoir décliné depuis quelques années, entrant dans une phase de démobilitation. Cependant, la notion même de déclin mérite d'être discutée ici.

Après quelques années d'existence du processus du Forum Social Mondial, la question du déclin de l'altermondialisme est devenue un lieu commun du commentaire politique, qui se limite à l'appréciation de l'ampleur médiatique des événements de l'altermondialisme et aux débats et clivages internes qui l'animent. Formulé ici à partir de deux articles se répondant l'un à l'autre en France en 2008¹⁴⁰, ce débat oscille entre un constat de lente disparition du débat public national et international des enjeux posés par les altermondialistes depuis Seattle en 1999 et la thèse d'une reconfiguration de l'altermondialisme, vers des mobilisations plus sectorisées et une relocalisation géographique des lieux moteurs du mouvement à l'échelle mondiale. L'existence même de ce débat nous conduit donc à faire preuve de

¹³⁹ Tilly, Charles and Tarrow, Sidney, *Contentious Politics*, op. cit., Chapter 5, p.89-109.

¹⁴⁰ Voir à ce sujet le débat entre Eddy Fougier et Geoffrey Pleyers en 2008 : Fougier, Eddy, « Où en est le mouvement altermondialiste ? Réflexions sur l'essoufflement », *La vie des idées*, 3 mars 2008, <http://www.laviedesidees.fr/Ou-en-est-le-mouvement.html?>; et : Pleyers, Geoffrey, « L'altermondialisme : essoufflement, ou reconfiguration ? Réponse à Eddy Fougier », *La vie des idées*, 21 mars 2008, <http://www.laviedesidees.fr/L-altermondialisme-essoufflement.html>

prudence dans l'usage du terme de déclin pour caractériser les mobilisations de l'altermondialisme européen.

D'abord, notre constat de démobilitation des altermondialistes à cette échelle repose sur la fréquence des grands événements contestataires et le nombre de participants qu'ils parviennent à rassembler. La période de succession régulière des contre-sommets de l'Union européenne s'est principalement étendue de 1997 (Amsterdam, 50 à 60 000 manifestants) à 2002 (à Barcelone, avec 100 à 200 000 manifestants). Des manifestations plus limitées ont également eu lieu à Thessalonique en juin 2003 et à Bruxelles en décembre 2003. Après cette date, la campagne des altermondialistes et des syndicats européens contre la directive Bolkestein a permis de mobiliser environ 50 000 personnes à Bruxelles en mars 2005, puis en février 2006 lors de deux manifestations réunissant entre 10 000 et 20 000 participants¹⁴¹. Depuis cette campagne ayant abouti à la modification du projet de directive, les thèmes de préoccupations des altermondialistes européens, comme par exemple l'opposition au traité de Lisbonne ou, plus récemment, la crise financière de 2008¹⁴², n'ont pas donné lieu à des campagnes protestataires coordonnées. En ce qui concerne les Forums Sociaux Européens, le niveau de participation a largement décliné après les deux premières éditions (respectivement 60 000 et 50 000 participants), pour atteindre 12 000 participants inscrits au Forum à Malmö en 2008 et seulement 3 000 à Istanbul en 2010. Bien que les facteurs de ce moindre succès des FSE puissent être multiples, et liés au contexte national et à la ville d'accueil de l'événement tout autant qu'à des facteurs globaux, l'essentiel est de constater un niveau de participation qui a largement diminué depuis les premières éditions. Sur le plan numérique, le contexte dans lequel semblent évoluer les réseaux thématiques constitués au sein du Forum Social Européen à partir de 2005 est celui d'un recul des épisodes marquants de contestation des politiques de l'Union européenne.

Par ailleurs, si on se concentre sur le processus emblématique du mouvement altermondialiste, il apparaît que le Forum Social Européen se soit affaibli à cette échelle beaucoup plus qu'au niveau mondial, ou dans d'autres parties du globe. Ainsi, alors que le mouvement altermondialiste en Europe a eu tendance à réunir moins de participants lors des

¹⁴¹ Marquée par une externalisation de la protestation du niveau national au niveau européen, la campagne contre la directive Bolkestein a également été marquée, dans certains pays, par des manifestations de grande ampleur, comme en Italie, en Allemagne ou en Belgique. Voir Caiani, Manuella, della Porta, Donatella, *Social movements and Europeanization*, op. cit., p.82 et suivantes.

¹⁴² Nous ne prenons pas en compte ici les mobilisations qui ont pu se développer au niveau national au printemps 2011 contre l'austérité budgétaire et les plans du FMI dans les pays européens menacés de crise de la dette, tels que la Grèce et l'Espagne en particulier. Si on a pu observer une certaine diffusion du mouvement des Indignés espagnols dans d'autres pays, le mouvement est jusqu'à présent resté limité dans son ampleur et dans le temps.

Forums continentaux après les deux premières éditions de 2002 et 2003, d'autres Forums Sociaux sont apparus, soit sur le plan régional (Forum Social Maghrébin en 2008, Forum Social des Etats-Unis en 2007), soit sur le plan thématique (Forum Social Mondial des migrations, Forum Social Mondial de l'éducation, etc.). Sur le plan mondial, le Forum Social Mondial reste l'événement majeur de l'altermondialisme. Culminant à 155 000 participants en 2005 à Porto Alegre, le Forum Social Mondial est resté un événement de grande ampleur, ainsi qu'en témoigne les 65 000 inscrits à Nairobi en 2007, 133 000 à Belém en 2009 et encore 75 000 à Dakar en 2011. Ces éléments, qui nous incitent à nuancer tout constat de déclin du mouvement altermondialiste dans son ensemble¹⁴³, nous permettent ainsi de constater que le continent européen n'apparaît plus, après le milieu des années 2000, un espace d'impulsion majeur de ce mouvement et de sa visibilité à l'échelle internationale.

Enfin, le troisième élément qui alimente notre constat d'une phase de démobilisation dans laquelle serait entré le mouvement altermondialiste européen a trait à la façon dont les acteurs du Forum Social Européen perçoivent l'évolution de ce processus au moment où nous les avons effectués notre enquête de terrain. En anticipant sur les résultats de l'analyse des données empiriques que nous avons récoltées, nous pouvons affirmer que ce déclin de l'altermondialisme européen est également perçu par les acteurs du mouvement. Que ce soit sur le plan général ou plus spécifiquement sur l'organisation du FSE, nos acteurs ont souvent mentionné, dans les entretiens, le fait que « la société n'est plus aussi mobilisée »¹⁴⁴, ou encore qu'ils font face à une « crise du militantisme en général »¹⁴⁵. En ce qui concerne le Forum Social Européen, un indicateur de la crise traversée par ce processus a par exemple été l'organisation, lors du FSE d'Istanbul en juillet 2010, de deux séminaires successifs sur le sauvetage du Forum, et des possibilités de s'inspirer d'autres expériences de Forum Social dans le monde (comme par exemple, l'expérience américaine) afin de le relancer. Cet aspect de la prise en compte du contexte de déclin des mobilisations de l'altermondialisme européenne nous apparaît d'autant plus important que ce dernier nécessite d'être perçu comme tel par les acteurs pour produire des effets¹⁴⁶.

¹⁴³ Pleyers, Geoffrey, « L'altermondialisme : essoufflement, ou reconfiguration ? », article cité.

¹⁴⁴ Entretien, Participant belge aux Marches européennes contre le chômage, avril 2009

¹⁴⁵ Entretien, Membre du bureau national d'Attac France, novembre 2008.

¹⁴⁶ De la même façon que des opportunités politiques favorables à un mouvement nécessitent d'être perçues comme telles par les acteurs de la contestation éventuelle pour faire naître l'action collective. Cf. *supra* sur les opportunités politiques, p.63.

Ces précisions nous permettent d'affirmer qu'on peut bien distinguer, à partir de la fin des années 90 à l'échelle européenne, une vague de mobilisations qui implique des organisations que l'on retrouve dans la plupart des événements de l'altermondialisme. Surtout, cette dynamique tend à décliner après le milieu des années 2000, ce qui nous intéresse tout particulièrement ici pour analyser le contexte dans lequel les réseaux thématiques que nous étudions ont été constitués puis ont évolué, entre 2005 et 2010. Ces éléments nous amènent maintenant à formuler les processus causaux que nous chercherons à examiner dans le détail dans les chapitres suivants.

b) Processus causaux analysés et schéma théorique général

Nous avons établi sur le plan théorique la relation entre les caractéristiques hétérogènes des acteurs et le contexte de déclin des mouvements et de démobilisation, puis nous avons précisé notre conception des mobilisations altermondialistes européennes et de leur déclin. Ce cheminement débouche dans cette dernière section sur la formulation de notre cadre d'analyse théorique.

Afin de spécifier ce cadre d'analyse, il s'agit de voir concrètement comment le contexte de déclin des mouvements sociaux perçu par les acteurs joue sur la variable de l'hétérogénéité. Pour ce faire, nous proposons de distinguer deux dimensions du contexte de démobilisation qui peuvent aboutir à deux types de conflits entre des acteurs divers concernant les réseaux thématiques, sur le plan de leur fonctionnement ou des stratégies communes qu'il conviendrait de mener. Cette distinction découle de notre appréciation du déclin des mobilisations altermondialistes européennes après le milieu des années 2000 exposée dans la section précédente. Celui-ci peut être envisagé de façon globale, si on considère la tendance au recul des mobilisations contestataires à l'échelle européenne, mais également de façon plus spécifique, si on se concentre sur les difficultés rencontrées par le processus du Forum Social Européen.

D'abord, sur le plan général, si les participants aux réseaux thématiques perçoivent un déclin des mobilisations contestataires au niveau européen, l'hétérogénéité des participants aux réseaux thématiques est susceptible de produire des effets. Autrement dit, dans un contexte de moindre dynamisme des mouvements sociaux au niveau européen, on peut penser

que les participants au réseau seront plus susceptibles d'entrer en conflit, sur la question du mode de fonctionnement du réseau ou sur celle des stratégies collectives éventuelles qu'il conviendrait de mener. Ici, notre hypothèse s'énonce de la façon suivante : *le fait que les mouvements sociaux apparaissent globalement en difficulté au niveau européen fait éclater des conflits entre les acteurs qui sont impliqués dans les réseaux thématiques sur les questions économiques et sociales.*

Ensuite, de façon plus spécifique, on peut envisager le moindre dynamisme du mouvement altermondialiste, qui permet à l'hétérogénéité de créer des conflits autour du rôle des réseaux thématiques dans le Forum Social Européen. Il s'agit ici de la perception par les acteurs de l'altermondialisme européen d'un déclin du FSE au regard du recul du nombre de participants et du plus faible impact médiatique de cet événement après le succès des premières éditions. Nous avons déjà évoqué le fait que les réseaux thématiques ont été constitués comme un moyen de structurer les activités à l'intérieur du Forum et de renforcer la capacité de coordination et d'action des altermondialistes sur des thèmes plus précis. Il s'agit de considérer qu'au-delà de cet objectif, les réseaux thématiques peuvent être contestés à l'intérieur de l'espace du Forum, en tant qu'acteurs impliqués dans la préparation et la tenue du Forum Social Européen. Dans un contexte de déclin du FSE, des conflits sont en effet susceptibles d'apparaître entre les acteurs du Forum concernant les modalités d'organisation de cet événement, et notamment le rôle dévolu aux réseaux. L'hétérogénéité joue ici entre les défenseurs et les opposants aux réseaux thématiques (qu'ils soient investis ou non dans les réseaux thématiques que nous étudions). Ici, la relation de causalité supposée s'énonce de la façon suivante : *alors que le Forum Social Européen semble attirer moins de participants, ceux qui restent impliqués dans sa préparation se divisent autour de la question du rôle à donner à ces formes organisationnelles dans le processus du FSE.*

A partir de ces deux hypothèses, on arrive alors à deux espaces à l'intérieur desquels des conflits sont susceptibles d'apparaître. A l'intérieur des réseaux analysés, on suppose que le contexte de faible dynamisme des mobilisations européennes fait naître des conflits concernant la façon de s'organiser collectivement ou les stratégies à adopter. Au sein du mouvement altermondialiste européen, et en particulier dans son incarnation dans le Forum Social Européen, on suppose que le déclin de l'événement en tant que tel fait naître des conflits concernant le rôle que doivent endosser ces formes d'organisation souple dans le processus en lui-même (au-delà des seuls participants aux réseaux thématiques étudiés).

On peut alors représenter le cadre d'analyse de notre recherche par le schéma suivant :

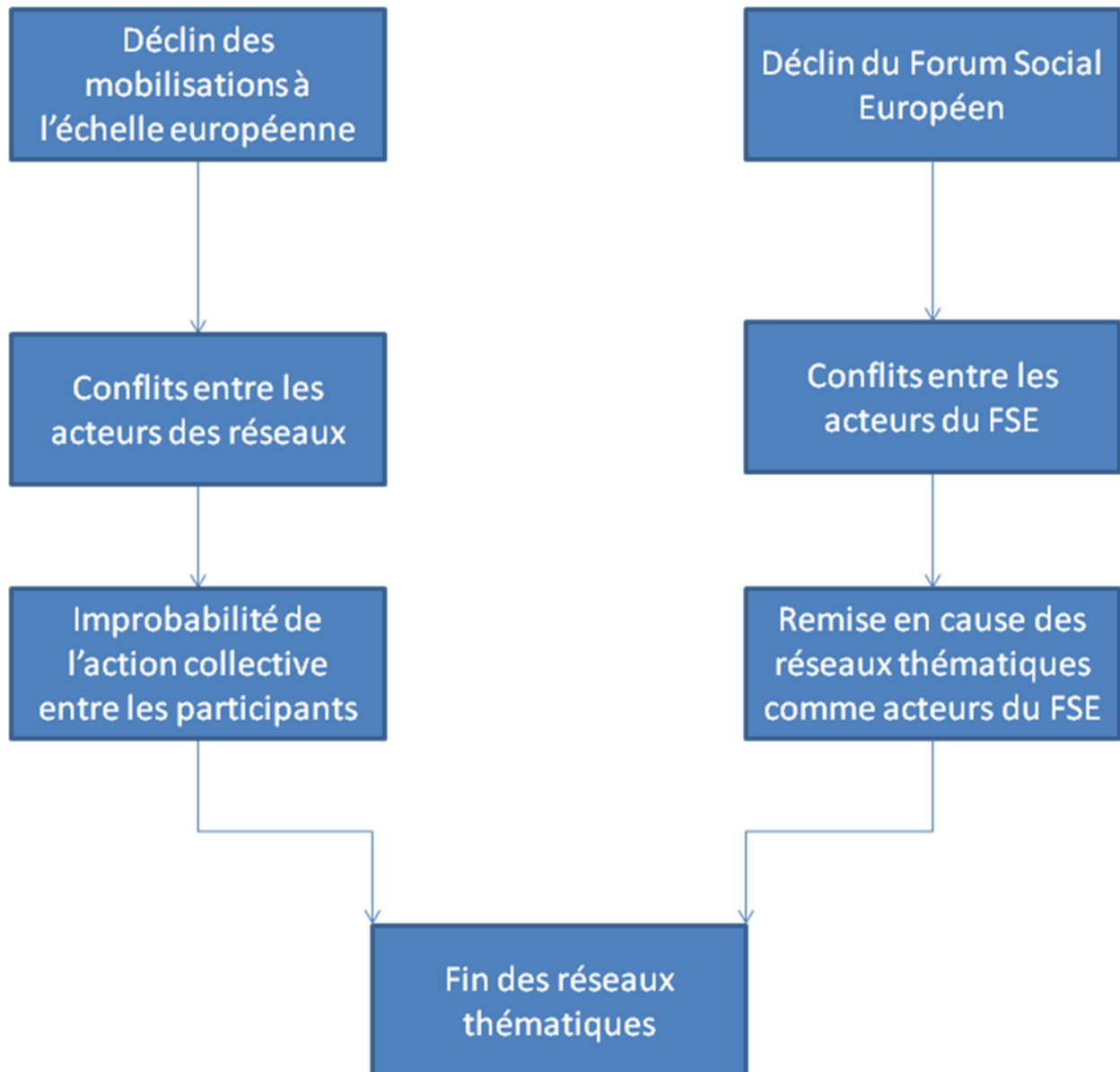


Figure 2: Schéma explicatif du déclin et de la fin des réseaux thématiques

Ainsi, deux processus causaux distincts sont retenus pour expliquer les difficultés des réseaux thématiques à déboucher sur un renforcement de la coordination et de l'action collective entre leurs participants. En premier lieu, la perception d'un déclin des mouvements sociaux au niveau européen conduit les différents participants réguliers aux réseaux étudiés à se diviser sur la question des modalités de l'action collective en tant que réseau. En second lieu, le déclin perçu comme tel du Forum Social Européen débouche sur des conflits entre les participants qui restent impliqués dans le processus de préparation. Ce déclin du FSE met

spécifiquement en question le rôle des réseaux dans le Forum : la question qui se pose pour ces acteurs est alors de savoir si donner un rôle structurant aux réseaux dans la préparation et la tenue du Forum permettrait d'être plus efficace pour peser dans les décisions politiques au niveau européen. L'hétérogénéité intervient ici en particulier sous la forme d'une opposition entre les défenseurs et les opposants aux réseaux thématiques comme acteurs collectifs du Forum Social Européen. Pour chacun de ces processus explicatif du déclin des réseaux thématiques, nous chercherons alors à rendre compte des conflits qui apparaissent à partir de deux dimensions de l'hétérogénéité des acteurs que nous avons retenues.

Conclusion du Chapitre 1

Au terme de cette exploration théorique, nous disposons donc d'un cadre d'analyse à partir duquel il est possible de comprendre les difficultés des réseaux thématiques à devenir des instances d'action collective au sein du Forum Social Européen. Résumé par le schéma d'analyse présenté ci-dessus, il découle de notre examen des nombreux travaux menés autour de la notion de réseau dans les sciences sociales et la science politique. A l'inverse de ces travaux qui considèrent les réseaux comme une ressource pour l'action collective, nous cherchons à comprendre pourquoi nos réseaux issus du Forum Social Européen ne parviennent pas à déboucher sur de l'action collective et finalement disparaissent à la fin des années 2000. Ceci nous amène à conceptualiser la question de l'hétérogénéité qui apparaît particulièrement forte au sein du mouvement altermondialiste, mais peut surtout constituer un obstacle dans les modes d'organisation inclusifs et horizontaux que sont les réseaux thématiques. Les deux dimensions de l'hétérogénéité retenues nous permettent alors d'envisager selon quels critères celle-ci peut aboutir à des conflits dans les réseaux. Néanmoins, comme les mouvements sociaux supposent par définition la mise en action concertée d'une diversité d'acteurs, nous cherchons à prendre en compte la question du contexte. Traditionnellement analysé à travers le concept de structure des opportunités politiques, ce dernier est envisagé de manière plus dynamique avec celui de cycle de mobilisation, qui permet de s'intéresser en particulier aux phases de déclin et de démobilisation dans les mouvements sociaux. Ce cheminement nous a conduit dans la quatrième partie à opérationnaliser la question du déclin de l'altermondialisme européen et à présenter notre schéma d'analyse théorique. Ce schéma résume l'angle à partir duquel les

différentes étapes de l'évolution de nos réseaux seront envisagées dans la partie empirique de ce travail. Avant de présenter les résultats des données recueillies au cours de l'enquête de terrain sur les réseaux thématiques, il convient de s'attarder, dans le chapitre suivant, sur les choix méthodologiques que nous avons effectués.

Chapitre 2 : Démarche de l'enquête de terrain et choix méthodologiques

Introduction

Les contours de toute étude scientifique se constituent progressivement par une succession de choix qui à la fois restreignent le champ de l'analyse menée et en déterminent les conditions de validité. L'objectif de ce chapitre est de rendre explicites l'ensemble de ces choix en éclairant le lecteur sur la démarche d'enquête qui a été mise en œuvre au cours de ce travail de thèse.

Schématiquement, les débats méthodologiques en sciences sociales s'articulent autour de grandes oppositions. Ainsi, la recherche quantitative portant sur un grand nombre de cas se distingue de la recherche qualitative, centrée sur l'étude approfondie d'un petit nombre de cas. Bien évidemment, cette distinction est liée à l'objectif de la recherche, selon que l'on souhaite mettre en évidence une relation systématique entre des variables, valable de façon universelle, ou bien qu'il s'agisse de comprendre comment des événements se sont succédé pour aboutir à une situation donnée. Par ailleurs, le nombre de cas détermine les techniques utilisées pour recueillir les données empiriques : les statistiques apparaissent plus adaptées à une recherche quantitative tandis que l'observation de situations concrètes apparaît liée à la recherche qualitative.

Au-delà de ces oppositions duales, des hybridations sont possibles et chaque étape de la recherche nécessite de réfléchir à la façon dont il convient de procéder par rapport à ses objectifs de recherche. Dans le même temps, un retour général sur l'ensemble de la méthodologie de la recherche nous permet de restituer la cohérence d'ensemble de notre travail, en fonction de notre projet de départ.

Pour ce faire, ce chapitre s'organise autour de deux grandes étapes. En premier lieu, nous abordons la construction de la démarche de recherche. Il s'agit de partir des objectifs de notre recherche, en précisant notre conception des relations recherchées entre les variables pour ensuite construire la comparaison entre trois réseaux thématiques du Forum Social Européen. En second lieu, la mise en œuvre des méthodes de recueil des données est détaillée,

en expliquant notre choix de techniques qualitatives et en revenant concrètement sur les apports et les difficultés de chacune d'entre elles dans le cours de notre enquête de terrain.

Construction de la démarche de recherche : de la conception de la causalité à la construction de la comparaison entre trois réseaux thématiques.

En amont de la recherche de terrain, le chercheur construit la démarche qu'il entend suivre pour confronter ses hypothèses théoriques à la réalité empirique, en déterminant ce qu'il cherche à démontrer et comment il va le faire. En ce qui concerne notre propre recherche, les choix que nous avons effectués peuvent être regroupés autour de deux éléments principaux, à savoir les rapports entre les objectifs de notre recherche et le type de relation entre les variables que nous souhaitons mettre en évidence (question de la causalité) (a), mais également les apports de la démarche comparative pour notre étude empirique menée dans le cadre du processus du Forum Social Européen (b).

a) Objectifs de la recherche et modalités de confrontation au terrain

Dans le processus de construction du *design* de recherche, la première étape est d'envisager la façon dont nous allons être en mesure de répondre aux objectifs de la recherche dans le déploiement de notre enquête de terrain. Cette réflexion implique alors de formuler des choix concernant la façon dont nous envisageons les relations entre les variables que nous avons retenues, ce qui a comme conséquence l'adoption d'une méthodologie d'enquête qualitative.

La mise en évidence des causes d'une situation donnée comme objectif de la recherche

La construction méthodologique de notre recherche de terrain nécessite de partir des objectifs que l'on fixe à notre recherche, afin de déterminer quel type de causalité nous cherchons à mettre en évidence.

Dès lors, il est nécessaire de rappeler ici la question de départ à l'origine de ce travail de thèse. Elle visait à comprendre dans quelle mesure les altermondialistes seraient en capacité de se structurer à l'échelle européenne afin de devenir des acteurs influents à cette échelle. En développant l'intuition selon laquelle les réseaux thématiques du FSE pourraient constituer un outil efficace dans cet objectif, nous avons néanmoins été conduits à formuler une question de recherche inverse par rapport à ces objectifs. Il s'agissait alors de comprendre pourquoi les réseaux thématiques ne sont pas parvenus à déboucher sur des activités communes permettant de développer la capacité de coordination et d'action collective des altermondialistes sur les politiques économiques et sociales menées dans le cadre de l'Union européenne.

D'abord, cet objectif nous permet de préciser d'emblée que nous nous inscrivons dans une démarche globalement positiviste, en ce sens que nous cherchons à mettre en évidence une relation de causalité entre nos variables¹⁴⁷. A ce titre, nous supposons que l'hétérogénéité et le contexte de démobilisation (nos variables indépendantes) constituent des variables nécessaires et suffisantes pour expliquer l'échec des réseaux thématiques du FSE à déboucher sur des actions communes à l'échelle européenne (notre variable dépendante). Cette conception de la causalité s'oppose alors à la conception interprétative qui consiste à « découvrir le sens que les acteurs donnent à leurs comportements et au monde extérieur »¹⁴⁸,

¹⁴⁷ Héritée des travaux d'Auguste Comte et d'Emile Durkheim, cette conception consiste à supposer que la connaissance de la réalité sociale produite par le chercheur a pour objectif de mettre en évidence des lois valables de façon universelle, en traitant « les faits sociaux comme des choses », similaires à des événements observables par les sciences de la nature (Durkheim, Emile, *Les règles de la méthode sociologique*, Paris, Champs/Flammarion, 2003 (1895)). Plus précisément, nous nous inscrivons dans une conception amendée de ce positivisme hérité des fondateurs de la sociologie en reconnaissant les limites de la séparation entre le chercheur et son objet et la portée des relations de causalité mises en évidence, dans la lignée de la conception de la science définie par le Cercle de Vienne dans les années 1920. Dans cette perspective néopositiviste, il s'agit bien de tenter de généraliser les observations effectuées par le chercheur, mais en reconnaissant que ces généralisations seront susceptibles d'être falsifiées par d'autres observations. Voir Corbetta, Piergiorgio, *Social research – Theory, Methods and Techniques*, London, Sage Publications, 2003, p.1-30.

¹⁴⁸ Della Porta, Donatella, Keating Michael, « How many approaches in the social sciences ? », in della Porta, Donatella, Keating Michael (eds.), *Approaches and Methodologies in the Social Sciences*, Cambridge,

sans volonté de produire une connaissance générale applicable dans d'autres contextes ou cas d'étude. Dans le même temps, nous affirmons que la relation entre nos deux variables repose sur les perceptions que les acteurs se font de leur investissement dans les réseaux thématiques que nous étudions. Cela signifie que l'hétérogénéité des acteurs est envisagée sous l'angle des explications fournies par les acteurs de leurs propres conceptions de la démocratie et de leurs stratégies¹⁴⁹. De même, la démobilisation n'est susceptible de produire des effets que si elle est perçue comme telle par les acteurs que nous avons rencontrés, comme nous l'avons expliqué dans le chapitre précédent. Pour ce faire, nous interprétons la parole des acteurs recueillie dans le cours de l'enquête de terrain, pour ensuite mettre au jour une relation de causalité nécessaire et suffisante entre nos variables d'analyses. Ces précisions nous permettent de poser les limites de notre capacité à mettre en évidence des relations causales valables en tout temps et en tout lieu, en raison du travail d'interprétation de la parole et du comportement des acteurs sur lequel elles reposent. Dans cette perspective, nous souhaitons confirmer ou infirmer l'existence de relations causales qui pourront ensuite être mise en évidence dans d'autres situations empiriques, tout en reconnaissant la portée limitée de ces relations et leur caractère provisoire avant réfutation par d'autres analyses.

Notre volonté de vérifier ou infirmer une relation de causalité entre plusieurs variables nécessite doit ensuite être précisée. En effet, on distingue plusieurs procédures permettant de mettre en évidence une relation causale entre des variables¹⁵⁰. Selon que l'on cherche à mettre en évidence les effets d'une variable en particulier afin d'en mesurer le potentiel explicatif, ou que l'on cherche à comprendre pourquoi un événement particulier est advenu en analysant plusieurs variables qui agissent simultanément, la logique de l'explication diffère. Mahoney et Goertz distinguent ainsi l'explication « par les effets d'une cause » de l'explication « par les causes d'un effet »¹⁵¹. Tandis que la première a pour objectif d'estimer les effets moyens d'une variable, avec l'objectif premier de produire une connaissance généralisable à une multitude de cas, la seconde approche vise plutôt à comprendre pour quelles raisons (envisagées simultanément et dans toute leur complexité) un résultat particulier est advenu. Dans le cas

Cambridge University Press, 2008, p.26. Dans cette perspective, la réalité sociale accessible au chercheur ne renvoie pas à des faits objectifs, mais plutôt à la construction subjective par les acteurs de leurs actions dans des situations sociales.

¹⁴⁹ Qui sont les deux dimensions de l'hétérogénéité que nous avons retenues.

¹⁵⁰ Héritier, Adrienne, « Causal Explanation », in della Porta, Donatella, Keating, Michael (eds.), *Approaches and methodologies*, op. cit., p.61-79.

¹⁵¹ Mahoney, James, Goertz Gary, "A Tale of Two Cultures: Contrasting Quantitative and Qualitative Research", *Political Analysis*, Vol.14, N°3, 2006, p.227-249.

qui nous concerne, c'est la seconde approche que nous retenons : notre analyse s'interroge sur les causes d'une situation donnée dans le mouvement altermondialiste européen à partir d'expériences concrètes de coordination (les réseaux thématiques du FSE).

Cette conception nous semble ainsi la plus pertinente, dès lors que nous reconnaissons notre incapacité à mettre au jour des lois causales universelles. Si on met en évidence une relation entre un ou plusieurs facteurs explicatifs et un résultat, cela ne signifie pas que cette relation se répétera de manière similaire dans toutes les situations dans lesquelles ceux-ci se retrouvent¹⁵². En effet, comme l'explique Pierre Favre, l'objectif de la science ne peut se limiter qu'à expliquer ce qui est advenu, mais il lui est cependant impossible de prévoir le futur à partir de la connaissance du passé, en raison de la multitude de déterminations qui caractérisent un système donné¹⁵³. Dans cette même perspective, il s'agit pour nous d'aboutir à un schéma explicatif issu d'une combinaison de causes nécessaires et suffisantes pour expliquer notre résultat, et non d'aboutir à une loi causale universelle, à partir de l'estimation des effets d'une variable en particulier sur notre résultat¹⁵⁴.

Les objectifs de notre recherche nous permettent donc de situer notre étude dans la recherche de relations causales entre des variables (par opposition à la tradition interprétative), conçues comme un faisceau de causes qui a abouti au résultat que nous voulons expliquer (et non comme l'étude des effets d'une cause).

Une analyse qualitative et séquentielle du mouvement altermondialiste européen

Ces quelques précisions sur notre conception de la causalité ne sont alors pas sans conséquences sur la façon dont nous allons confronter notre cadre d'analyse théorique à la réalité de l'altermondialisme européen.

D'abord, la recherche des causes d'une situation donnée tend à s'inscrire dans la tradition qualitative dans les sciences sociales. C'est d'ailleurs l'objectif de l'article de

¹⁵² Cette affirmation s'inscrit précisément en lien avec notre conception limitée et circonscrite du positivisme qui anime cette recherche. Cf. *supra*.

¹⁵³ Ces deux propositions constituent les deux thèses centrales de son ouvrage *Comprendre le monde pour le changer*, Paris, Presses de Sciences Po, 2005.

¹⁵⁴ Notons cependant que cette conception conduit Pierre Favre à abandonner le vocabulaire de la causalité, pour préférer celui des « règles de transformations entre deux états » (Ibid., p.72). Si cette prescription repose sur une analyse fine des multiples usages dont souffrent les termes de « cause » et d'« effet », il ne nous semble pas problématique de l'utiliser ici dès lors que nous en reconnaissons la portée limitée et que nous ne concevons pas une cause comme l'unique explication d'une situation donnée. Plus spécifiquement, nous adoptons le terme de processus causal qui consiste à affirmer que notre situation finale s'explique par une succession d'événements particulière, propre à nos cas empiriques.

Mahoney et Goertz que de distinguer cette approche qualitative de l'approche quantitative en sciences sociales, à partir des deux approches de l'explication évoquées ci-dessus¹⁵⁵. On peut en effet affirmer que l'approche « par les effets d'une cause » est généralement orientée vers la mise en évidence de relations régulières entre des variables sur un très grand nombre de cas. A l'opposé, en partant d'une situation singulière et en cherchant à en déterminer les causes, l'approche « par les causes d'un effet » n'est pas destinée à produire une explication applicable telle quelle à un très grand nombre de cas. Cette différence repose sur le fait qu'une étude qualitative se propose de connaître les causes multiples qui aboutissent à une situation dans un petit nombre de cas complexes tandis qu'une étude quantitative vise principalement à généraliser ses conclusions en estimant la probabilité que telle cause et tel effet soient liés, de façon universelle, indépendamment du contexte lié à chaque cas particulier. A l'évidence, notre approche s'inscrit plus particulièrement dans la tradition qualitative de la recherche en sciences sociales. En cherchant à comprendre pourquoi les réseaux thématiques du Forum Social Européen ne sont pas en mesure de déboucher sur des actions communes, c'est avant tout ce problème particulier que nous cherchons à résoudre¹⁵⁶.

Ensuite, partant de cette approche qualitative, il s'agit d'affirmer que l'objectif n'est pas seulement de montrer que nos variables indépendantes ont été la cause de l'échec des réseaux thématiques à déboucher sur des actions communes. Notre but est en effet d'aller plus loin que le simple constat de la causalité, en mettant en évidence la succession d'événements qui a abouti au résultat constaté dès le départ de notre recherche. En d'autres termes, nous cherchons à répondre à la question du « pourquoi » en nous intéressant à la façon dont les événements se sont déroulés, c'est-à-dire en nous intéressant au « comment ». Le fait de rechercher la séquence d'événements qui a abouti au résultat observé est ainsi directement lié à une analyse qualitative portant sur un seul ou sur un petit nombre de cas. Cela suppose en effet d'étudier de manière détaillée chacun des cas que nous faisons rentrer dans l'analyse, et non de les manipuler à travers des catégories statistiques, qui comportent l'inconvénient d'effacer la complexité propre à chaque cas pris isolément.

¹⁵⁵ Mahoney, James, Goertz Gary, "A Tale of Two Cultures...", article cité.

¹⁵⁶ Cela ne signifie pas pour autant que le souci de la généralisation n'est pas présent dans notre recherche. En utilisant des concepts qui ont été développés dans le champ de la sociologie de l'action collective et des mouvements sociaux, nous cherchons non seulement à les confronter à notre cas d'étude, mais également à en discuter la pertinence pour comprendre les mobilisations collectives à partir de notre enquête de terrain. Le fait d'appliquer des concepts forgés par les sciences sociales nous permet au minimum de rendre intelligible notre explication et sa validité scientifique pour les chercheurs sur l'action collective et les mouvements sociaux, et plus encore d'affiner certains concepts à partir des observations effectuées sur notre terrain. C'est d'ailleurs l'un des objectifs de la recherche qualitative telle que la conçoivent Mahoney et Goertz, article cité.

A cet égard, notre analyse qualitative cherche bien à analyser en profondeur un cas de contestation sociale à l'échelle européenne : le mouvement altermondialiste qui s'est incarné dans les contre-sommets de l'Union européenne et dans le processus du Forum Social Européen. De façon générale, nous inscrivons cette recherche dans la lignée des études de cas, qui ont produit des avancées théoriques majeures dans l'histoire des sciences sociales¹⁵⁷. Pour répondre à notre question de recherche, la relation de causalité et la séquence d'événements nous permettant de la mettre en évidence sont étudiées à travers la technique du *process tracing*. Formulée à l'origine par Alexander George¹⁵⁸, elle se définit comme « une procédure visant à identifier les étapes d'un processus causal menant au résultat d'une variable dépendante donnée dans un cas particulier, dans un contexte historique particulier »¹⁵⁹. Elle permet d'identifier les chaînes et les mécanismes de causalité entre deux variables, en identifiant éventuellement des variables intervenantes et des variables cachées pour chaque cas. Il s'agit de prendre acte du fait que la causalité est généralement plus complexe que la simple relation entre deux variables, en replaçant les variables dans le contexte particulier dans lequel elles sont analysées. Cette technique permet de rester au plus près des cas étudiés sans se lancer dans des généralisations théoriques hâtives qui ne correspondent ensuite qu'imparfaitement à la réalité observée. Concrètement, il s'agit de retracer les processus historiques qui ont amené au résultat présent, avec comme souci constant celui de la théorisation des observations produites (ce qui diffère de la simple explication historique).

Pour ce qui nous concerne, la technique du *process tracing* est donc particulièrement adaptée à notre approche qualitative qui vise à expliquer une situation donnée par une série de causes qui se succèdent ou se combinent. Dans la partie empirique de ce travail, elle transparaît à travers une organisation chronologique des chapitres, qui nous permet de mettre en avant les spécificités propres à chacun de nos réseaux et de retracer dans le temps les

¹⁵⁷ Que l'on pense à la loi d'airain de l'oligarchie de Michels, Roberto, *Les partis politiques : essai sur les tendances oligarchiques des démocraties*, Bruxelles, édition de l'Université de Bruxelles, 2009 (1911), à la théorie pluraliste à partir de l'étude de la structure du pouvoir à New Haven par Dahl, Robert, *Who governs ? Democracy and power in an American city*, New Haven, Yale University Press, 1961, ou encore à notre compréhension des révolutions par Skocpol Theda, *States and Social Revolutions: A Comparative Analysis of France, Russia and China*, Cambridge, Cambridge University Press, 1979. Pour un passage en revue des apports des études de cas dans les sciences sociales, voir Vennesson Pascal, *Case Studies and Process Tracing : theories and practices*, in della Porta, Donatella, Keating, Michael, *Approaches and methodologies...*, op. cit., p.223

¹⁵⁸ George, Alexander L., "Case Studies and Theory Development: The Method of Structured, Focused Comparison", in Gordon Paul Lauren (ed.), *Diplomacy. New Approaches in History, Theory, and Policy*, New York, The Free Press, 1979, p.43-68.

¹⁵⁹ Notre traduction : "A procedure for identifying steps of a causal process leading to the outcome of a given dependant variable of a particular case in a particular historical context", in George Alexander L., Bennett, Andrew, *Case Studies and Theory Development in the Social Sciences*, Cambridge, MA, London, MIT Press, 2004, p.176.

séquences d'événements qui ont abouti à la disparition de ces derniers. Dans le même temps, chaque chapitre est spécifiquement destiné à analyser une partie de notre d'analyse : pour chacun d'entre eux, nous proposons en introduction un schéma analytique qui reprend nos variables d'analyses (en précisant les acteurs et le contexte spécifiques auxquelles elles renvoient à chaque fois) et résume l'hypothèse qui y est particulièrement étudiée.

Si la technique du *process tracing* nous est utile pour retracer les processus causaux qui ont abouti au résultat que nous cherchons à expliquer, elle s'inscrit également dans une démarche comparative entre plusieurs sous cas (incarné par des réseaux thématiques distincts dans le cadre du Forum Social Européen) à l'intérieur de notre objet « mouvement altermondialiste européen ». Les étapes de la construction de cette comparaison font l'objet de la section suivante.

b) Construction de la comparaison : du choix de la démarche à la sélection des cas

Au-delà des objectifs généraux de la recherche qui nous ont conduits à affirmer le caractère qualitatif de notre recherche, cette section nous amène plus concrètement encore à décortiquer les étapes de l'élaboration de notre démarche, en abordant la façon dont nous avons construit la comparaison entre les trois réseaux thématiques qui se situent au centre de ce travail. Cela passe d'abord par la justification de cette démarche pour notre recherche. Ensuite, il convient d'explicitier les critères de sélection de nos cas au regard de la question posée.

Le choix de la démarche comparative

Le caractère comparatif de notre recherche mérite d'être largement explicité ici. En effet, la délimitation de notre thème de recherche paraît à première vue ne pas relever d'une démarche comparative : il n'est ainsi pas question de comparer un même mouvement social se développant simultanément dans plusieurs pays (ce qui est pourtant le cas du mouvement altermondialiste), ni de comparer le mouvement altermondialiste européen avec d'autres mouvements sociaux, contemporains ou passés. Dès lors, nous détaillons ici les raisons et la portée de la démarche comparative que nous mettons en œuvre dans ce travail.

De façon générale, la démarche comparative peut être considérée comme le mode normal d'administration de la preuve en sciences sociales, et non simplement comme le fait de prendre pour objet d'étude plusieurs cas sélectionnés dans des contextes nationaux différents. C'est en tout cas ce que nous apprennent les pères fondateurs de la sociologie, de Tocqueville à Weber, en passant par Durkheim¹⁶⁰. Du fait de la grande complexité à mener des expérimentations valides en sciences sociales¹⁶¹, la démarche de terrain consiste bien souvent à étudier un phénomène en l'observant directement dans son milieu d'origine, en identifiant les liens observables entre les variables. La confrontation entre plusieurs cas (qu'ils soient deux ou un très grand nombre) permet alors d'inférer des relations entre les variables retenues, à partir de leur présence ou de leur absence dans chacun des cas sélectionnés. La comparaison peut alors revêtir différentes formes, s'étaler dans le temps ou dans l'espace, porter sur des comportements individuels ou des systèmes sociaux dans leur ensemble. Elle peut également se décliner sur plusieurs cas dans plusieurs pays, ou sur plusieurs « sous-cas » d'un même fait ou d'une même institution. La diversité des types de démarches comparatives qu'il est possible de mettre en œuvre nous rappelle alors que celles-ci sont avant tout construites par le chercheur, qui détermine à la fois la relation qu'il veut observer et le champ des observations empiriques qu'il compte mener.

A cet égard, le paradoxe de notre recherche comparative portant sur un mouvement social unique n'est qu'apparent, si on considère avec Charles Ragin qu'un cas est issu d'un processus par lequel le chercheur délimite les frontières des objets à observer, en fonction de la question théorique qu'il pose¹⁶². Dans le chapitre précédent, nous avons expliqué que notre intuition de départ voyant dans le mouvement altermondialiste le cadre potentiel du renforcement de la coopération à l'échelle européenne reposait sur des expériences initiées au sein du FSE et incarnées par des réseaux thématiques, qui ont peu à peu été considérés par les participants comme la partie la plus prometteuse de ce processus. La focalisation sur des

¹⁶⁰ Durkheim, Emile, *Les Règles de la méthode sociologique*, op. cit. ; Tocqueville, Alexis, *De la démocratie en Amérique*, Rosny, Bréal, 2002 (1840) ; Weber, Max, *L'éthique protestante et l'Esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 2003 (1905). Pour une histoire de la démarche comparative, voir Vigour, Cécile, *La comparaison dans les sciences sociales*, Paris, La Découverte, 2005.

¹⁶¹ En raison du fait que la réalité observée renvoie à des sujets pensants, qui, même isolés de leur environnement, seront porteurs d'une expérience et d'une réflexivité introduisant des distorsions au processus expérimental

¹⁶² Ce que Ragin appelle le « casing », voir Ragin, Charles, « “Casing” and the Process of Social Inquiry », in Ragin Charles, Becker Howard, *What is a case? Exploring the Foundations of Social Inquiry*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992, p.218, cité par Vennesson, Pascal, “Case Studies and Process Tracing”, op. cit.

réseaux thématiques portant sur les questions économiques et sociales nous amène alors à définir certains d'entre eux comme des sous-cas distincts à l'intérieur du mouvement altermondialiste européen, dont la confrontation pourra nous permettre de comprendre les raisons de l'échec à aboutir à l'émergence de campagnes communes.

En résumé, on peut dire que nous nous intéressons à un seul cas d'activisme transnational (l'altermondialisme en Europe), pour lequel il s'agit de mener une comparaison entre ses différentes composantes, et en particulier entre différents réseaux thématiques qui animent ce mouvement au niveau continental. On peut donc affirmer que la comparaison porte sur différentes configurations de l'altermondialisme européen mobilisé sur la question des politiques économiques et sociales de l'Union européenne. Cette démarche nous permet de mettre en évidence des différences et des similarités entre différents aspects thématiques sur lesquels sont engagés des acteurs se réclamant de l'altermondialisme au niveau européen. L'objectif de la comparaison consiste à comprendre ces différences et similarités afin d'appréhender de manière détaillée la dynamique altermondialiste européenne que par l'analyse de la constitution d'un réseau en particulier, en étudiant plusieurs « sous-cas » de ce mouvement transnational. Ainsi, les conclusions que nous pourrions tirer seront en premier lieu valables pour le mouvement altermondialiste en Europe.

Le mode de confrontation des cas entre eux : une approche par les cas

En ce qui concerne la construction de la comparaison, nous avons déjà abordé, à partir des objectifs de notre recherche, la conception de la causalité que nous recherchons ainsi que la dimension qualitative de l'enquête que nous mettons en œuvre. Ces éléments se répercutent alors sur la façon dont nous allons confronter les cas de réseaux thématiques entre eux.

La question de la construction de la comparaison est liée à la distinction entre l'approche par les variables et l'approche par les cas¹⁶³. Le débat sur cette question a été marqué par l'ouvrage de King, Keohane et Verba¹⁶⁴ paru en 1994. Alors que ces auteurs défendaient l'idée d'une seule et même logique d'inférence dans les comparaisons quantitatives et qualitatives, basée sur la méthode de régression propre à la recherche

¹⁶³ Pour une présentation synthétique de cette distinction, voir : della Porta Donatella, « Comparative Analysis », in Della Porta, Donatella, Keating Michael, *Approaches and methodologies...*, op. cit., p.198-222; Vigour, Cécile, *La comparaison dans les sciences sociales*, op. cit., p.203 et suiv.

¹⁶⁴ King Gary, Keohane Robert and Verba Sidney, *Designing Social Inquiry: Scientific inference in qualitative research*, Princeton, Princeton University Press, 1994.

quantitative, les réactions que cet ouvrage a suscitées¹⁶⁵ par la suite nous permettent au contraire de bien distinguer les deux logiques. Tandis que l'approche par les variables se rapproche de la logique quantitative telle que définie par Mahoney et Goertz (cf. *supra*), la logique de la recherche qualitative est plutôt liée à l'approche de la comparaison par les cas. Dans l'analyse par les variables, l'objectif est ainsi de faire sortir les variables retenues du contexte propre à chaque cas et d'observer les corrélations entre ces dernières, afin de mettre à jour des relations causales universelles et permanentes. A l'opposé, l'approche par les cas vise à faire ressortir la complexité interne des cas étudiés, en insistant sur les spécificités de chacun d'entre eux et sur les différentes combinaisons de variables qui peuvent aboutir à un même résultat¹⁶⁶.

Dans la mesure où notre objectif est avant tout de comprendre pourquoi certaines expériences de coopération menées dans le cadre du Forum Social Européen ne parviennent pas à se pérenniser, il s'agit de retracer pour chacune d'entre elles la succession d'événements (liés par des relations de causalité) qui ont abouti à la disparition des réseaux thématiques étudiés. Dans cette perspective, notre étude est avant tout centrée sur les cas, en ce sens que les relations entre les variables sont envisagées dans leur complexité, mais également contextualisées. Ainsi, notre hypothèse générale suppose que l'hétérogénéité au sein de réseaux thématiques dans une dynamique de démobilisation à l'échelle européenne empêche ces derniers de déboucher sur des activités communes entre les participants. Pour autant, nous ne cherchons pas à mesurer le poids mécanique de ces deux variables sur la capacité à agir en commun, mais plutôt à comprendre comment cette combinaison de variables est devenue problématique pour les réseaux étudiés, aboutissant à leur disparition. Pour cela nous posons les questions suivantes : quelles sont les types d'acteurs qui ne parviennent pas à coopérer plus intensément dans chacun des réseaux ? Quels sont les points de divergences qui peuvent apparaître entre ces derniers ? Comment un contexte de démobilisation peut-il concrètement donner lieu à des retraits de participants du fait de leur hétérogénéité ?

¹⁶⁵ Voir par exemple: Laitin David D, Caporaso James A, Collier David, Rogowski Ronald, Tarrow Sidney, King Gary, et al., "Review Symposium: The Qualitative-Quantitative Disputation: Gary King, Robert O. Keohane, and Sidney Verba's *Designing Social Inquiry: Scientific Inference in Qualitative Research*", *American Political Science Review*, Vol.89, N°2, June 1995, p.454-481; Munck, Gerardo, "Canons of Research Design in Qualitative Analysis", *Studies in Comparative International Development*, Vol. 33, N° 3, 1998, p.18-45; McKeown, Timothy, "Case studies and the statistical worldview," *International Organization* Vol.53, N°1, 1999, p.161-190; Brady Henry, Collier David, *Rethinking Social Inquiry: diverse tools, shared standards*, Lanham, Rowman and Littlefield, 2004; George Alexander L., Bennett Andrew, *Case Studies and Theory Development in the Social Sciences*, op. cit., 2004.

¹⁶⁶ C'est notamment l'approche de George and Bennett, qu'il résument dans George Alexander L., Bennett Andrew, op. cit., p.9-17.

La comparaison de nos réseaux thématiques par les cas nous amène alors à retracer les processus causaux qui ont abouti, pour chacun d'entre eux, à la situation que nous cherchons à expliquer. Cette approche nous permet alors de répondre à la question : comment les réseaux thématiques ont peu à peu décliné pour finalement disparaître ? Cette perspective s'inscrit dans la lignée de la technique du *process tracing* que nous avons abordée dans la section précédente. Ainsi, les objectifs de notre recherche ayant déterminé le choix d'une démarche de recherche qualitative, la comparaison nécessaire entre plusieurs réseaux du Forum Social Européen suppose d'être construite à l'aide d'une approche par les cas permettant d'en retranscrire la complexité. Avant de passer à l'enquête de terrain proprement dite, il reste alors à justifier la sélection des cas que nous étudierons dans la partie empirique de cette thèse.

La sélection des cas : une comparaison entre trois réseaux majeurs du Forum Social Européen

Si notre étude est limitée à un mouvement social transnational incarné dans le Forum Social Européen, nous avons expliqué que nous nous intéressons à plusieurs réseaux distincts qui témoignent de la tentative des participants à ces événements de coopérer afin de peser sur les politiques économiques et sociales de l'Union européenne. La question des modalités de sélection de ces derniers doit donc être abordée ici.

A propos de l'étape de la sélection des cas, les manuels de comparaison font généralement référence à la technique proposée par Adam Przeworski et Henry Teune, qui distinguent les systèmes « *most different* » des systèmes « *most similar* »¹⁶⁷. Dans les premiers, il s'agit de choisir des cas très différents pour se concentrer sur un phénomène commun. Dans les seconds, on sélectionne des cas très proches qui diffèrent uniquement sur le phénomène qu'on cherche à analyser, afin de mesurer l'effet de l'absence ou de la présence des variables d'analyse selon les cas¹⁶⁸. L'intérêt de l'une ou l'autre de ces méthodes est de

¹⁶⁷ Przeworski Adam, Teune Henry, *The logic of comparative social inquiry*, New York, Wiley-Interscience, 1970.

¹⁶⁸ Ils s'inspirent ici des méthodes d'établissement de la preuve définies par John Stuart Mill au XIXe siècle. Adeptes de la comparaison comme substitut à l'expérimentation en sciences sociales, Stuart Mill définit plusieurs méthodes d'administration de la preuve d'une relation entre des variables dans le cadre de la comparaison. Outre la méthode des variations concomitantes qui consiste à postuler l'existence d'une relation lorsque plusieurs phénomènes varient simultanément et dans les mêmes proportions, il explique que la mise en évidence de causes explicatives d'un phénomène peut passer soit par l'identification de cas dans lesquelles toutes les variables sont

faire abstraction du contexte dans lequel évoluent les cas pour ne retenir que les variables explicatives. Cependant, le contrôle de l'ensemble des paramètres autres que les variables d'analyse se heurte parfois à la complexité de la réalité sociale ou à la limitation du nombre de cas disponibles pour répondre à la question de recherche posée.

C'est en particulier le cas pour notre analyse de la capacité de coordination et de structuration des altermondialistes dans le cadre du Forum Social Européen. Ainsi, on dénombre seulement une vingtaine de réseaux thématiques altermondialistes issus du Forum Social Européen. Au FSE d'Athènes en mai 2006, 16 réseaux avaient ainsi rédigé un communiqué final rendu public lors de l'Assemblée des mouvements sociaux, tandis qu'on comptait 21 interventions au nom des réseaux lors de l'Assemblée des mouvements sociaux du Forum Social Européen de Malmö en septembre 2008. Parmi ces réseaux, il convient de préciser que la plupart ne correspondent pas forcément à des réalités tangibles reflétant une volonté forte de coopérer au-delà des activités organisées dans le cadre du Forum Social Européen. Par exemple, le réseau des Forums Sociaux Locaux (plutôt actif au moment du FSE de Londres) ou le réseau des travailleurs de l'industrie aéronautique (apparu au FSE de Malmö) ne sont pas parvenus à se réunir de façon durable et ne se sont en tout cas jamais réunis lors des Assemblées de préparation du FSE entre 2008 et 2010.

Au-delà de la limitation du nombre de réseaux, notre sélection des cas est déterminée par notre projet de recherche, qui porte sur la capacité des altermondialistes à contester les politiques économiques et sociales de l'Union européenne. Or, parmi les réseaux thématiques du Forum Social Européen, certains se sont constitués sur la question de la politique internationale des pays européens (réseau anti-impérialiste), sur la question de la guerre (réseau anti-guerre), ou encore sur la question de relations de genre (réseau féministe). Ces précisions qui réduisent le nombre de réseaux thématiques que nous sommes en mesure d'étudier nous permettent de limiter les réseaux concernés par notre étude à ceux qui portent sur la contestation des politiques économiques et sociales de l'Union européenne.

Le nombre limité de cas disponibles ne nous dispense pas cependant de préciser ici les critères positifs de sélection des trois cas présentés en introduction, à savoir le réseau de la Charte des principes pour une autre Europe, le réseau Services publics et le réseau Travail et

similaires sauf une (cas très proches), soit par la mise en évidence de cas dans lesquels toutes les variables sont différentes sauf une (cas très différents). Voir Mill, John, S., *Système de logique déductive et inductive*, Bruxelles, P. Mardaga, 1988 (1843). Pour une présentation synthétique: Vigour, Cécile, *La comparaison dans les sciences sociales*, op. cit., p.68.

mondialisation. On peut affirmer que notre sélection des cas relève d'un processus d'échantillonnage pragmatique en lien avec la question de recherche posée, qui nous permet à la fois de soulever la question des difficultés d'échantillonnage *a priori*, tout en gardant à l'esprit, au moment d'envisager plusieurs cas simultanément, les variables déterminantes que nous cherchons à étudier¹⁶⁹.

D'une part, ce type d'échantillonnage pragmatique renvoie à la façon dont s'est formée notre interrogation de recherche. En fait, celle-ci provient de l'intérêt porté à un réseau en particulier, constitué dans le processus de préparation du Forum Social européen d'Athènes au printemps 2006, le réseau européen sur les Services publics, et qui semblait constituer un pas en avant des altermondialistes vers une plus grande structuration à cette échelle. La constitution de ce réseau s'est déroulée dans un fort enthousiasme affiché par les participants, dans un contexte d'incertitude quant à la présentation de projets de législation communautaire par la Commission européenne sur la question des services publics. Face à l'atténuation de cet enthousiasme dans les deux années qui ont suivi, il s'agissait désormais de comprendre pourquoi ce réseau ne parvenait pas à aller plus loin que l'organisation de certains séminaires lors du FSE de Malmö en septembre 2008. Rapidement, les premiers éléments empiriques recueillis ont orienté la recherche vers la compréhension plus large de la capacité des divers acteurs travaillant sur ces questions au sein du Forum Social Européen (syndicats, associations diverses, centres de recherche dans la sphère militante et des groupes locaux participant au processus) à constituer un front commun dans le but de contester les orientations économiques et sociales de l'Union.

Dès lors, cette question entrainait en résonance avec d'autres expériences de coordination empruntant la forme « réseau » qui s'étaient constituées dans le Forum Social Européen. Le réseau de la Charte des principes pour une autre Europe, antérieur dans sa création au réseau Services publics, a précisément pour objectif de contester l'orientation néolibérale des politiques économiques et sociales de l'Union européenne. Son objectif est ainsi de promouvoir une série de principes généraux conformes aux revendications des altermondialistes (et s'opposant à l'époque à l'ensemble des changements institutionnels et des politiques communautaires qui étaient inscrits dans le Traité constitutionnel européen en cours de ratification). Le choix de s'intéresser à ce réseau nous permettait d'envisager le problème de la coordination des altermondialistes à l'échelle européenne autour d'un thème plus généraliste que la question spécifique des services publics. Ensuite, le réseau Travail et

¹⁶⁹ Vigour, Cécile, *La comparaison dans les sciences sociales*, op. cit., p.157.

mondialisation est également entré dans notre schéma d'analyse en raison de son caractère central pour les acteurs du Forum Social Européen à l'approche de l'édition de Malmö. Spécifiquement destiné à rapprocher les organisations syndicales et les autres acteurs de l'altermondialisme, ce réseau s'inscrit précisément dans la constitution d'une alliance large, constituée d'acteurs divers et visant à remettre en cause les politiques économiques de l'Union européenne.

D'autre part, ces réseaux constituent les trois principales initiatives menées dans le cadre du FSE pour tenter de renverser les politiques économiques et sociales de l'Union européenne. Pour le réseau Services publics et le réseau de la Charte, leur création s'inscrit dans un contexte de mobilisations des acteurs de l'altermondialisme dans des campagnes communes ayant donné une forte visibilité à ce mouvement en Europe (telle que la période d'adoption et de ratification au TCE et la campagne contre la directive Bolkestein) qui permettaient d'envisager un élargissement des alliances qu'elles ont suscitées¹⁷⁰. Quant au réseau Travail et mondialisation, les objectifs qui lui ont été fixés renvoient, sur le plan des acteurs participant, aux principales organisations de l'altermondialisme en termes d'adhérents, de moyens financiers ou encore d'accès aux médias (syndicats, Attac, etc.). C'est pour cette raison par exemple que le réseau éducation n'a pas été retenu dans notre analyse : constitué de manière informelle dès le FSE de Florence, ce réseau a permis de consolider un groupe d'acteurs issus des syndicats et d'associations d'éducation populaire. Abordant des questions spécifiques (sur le fonctionnement et le financement de l'éducation), il reste néanmoins limité à des acteurs spécialisés sur ces questions, et n'est lié qu'indirectement à l'idée de la constitution d'un large front européen de résistances aux politiques économiques et sociales de l'UE.

A ce stade, nos trois réseaux se présentent comme des expériences proches de coopération entre des acteurs similaires et débouchant sur la même incapacité à déclencher des actions communes. Ce constat nous incite alors à poser la question du « biais de la sélection », qui peut survenir lorsque l'on sélectionne les cas qui nous sont les plus familiers ou qui vont dans le sens d'une théorie de l'homogénéisation entre les cas¹⁷¹. Le fait que nos

¹⁷⁰ Ces origines sont examinées dans le chapitre 3, qui s'intéresse aux campagnes de mobilisations qui ont abouti à la création des réseaux thématiques et aux effets de ces origines sur l'émergence de conflits internes aux réseaux.

¹⁷¹ Peters Guy B., *Comparative Politics: Theory and Methods*, New York, New York University Press, 1998, p.51.

réseaux se concentrent sur des thèmes proches, tout en aboutissant au même résultat (l'absence de campagne lancée à partir des réseaux), pourrait ainsi aller dans ce sens.

Pour éviter de tomber dans un tel biais, certains auteurs préconisent de ne jamais sélectionner les cas en fonction de la variable dépendante, c'est-à-dire des cas qui ne présenteraient aucune variation sur leur résultat¹⁷². La raison de cette mise en garde repose sur le fait qu'une telle sélection pourrait amener à évaluer faussement l'effet d'une variable indépendante, en ne prenant pas en compte les cas dans lesquels la variable dépendante est différente, alors que la variable indépendante est bien présente. Toutefois, ce conseil peut être écarté ici en raison du fait que notre moyen d'administration de la preuve n'est pas la corrélation entre des variables mais la mise en évidence de processus causaux qui nous permettent de voir comment nos variables produisent des effets et se combinent entre elles dans les cas précis qui nous intéressent¹⁷³.

De plus, le choix de ces trois réseaux nous permet d'envisager la portée des variations au niveau des variables indépendantes. Pour ce qui concerne la variable de l'hétérogénéité telle que nous l'avons construite dans le chapitre 1, il semble difficile de classer nos réseaux selon un hypothétique degré d'hétérogénéité. D'une part, cela nécessiterait d'avoir une liste fixe de participants, ce qui n'existe pas pour des réseaux qui se définissent comme ouverts. D'autre part, le groupe des participants à ces derniers apparaît globalement similaire dans nos trois réseaux, en étant issu du réseau de la gauche antineolibérale européenne¹⁷⁴. De façon plus spécifique, on peut toutefois affirmer que la composition de nos réseaux nous fournit des variations qui permettent de voir si l'absence ou la présence de certains acteurs en particulier change la capacité de ce groupe d'acteurs à se coordonner. Par exemple, tandis que les grandes organisations syndicales de la Confédération européenne des syndicats sont présentes de manière centrale dans le réseau Travail et mondialisation, elles sont quasiment absentes du réseau de la Charte, et présentes de manière limitée dans le réseau Services publics (à travers des fédérations sectorielles essentiellement). De même, le réseau Services publics a vu participer des acteurs issus de groupes locaux engagés dans leur défense à l'échelle locale ou régionale, tandis que les deux autres réseaux sont plutôt constitués de représentants d'organisations actives à l'échelle nationale et européenne. Bien que l'établissement des relations de causalité passe principalement par une analyse approfondie de la succession des

¹⁷² King Gary, Keohane Robert and Verba Sidney, *Designing Social Inquiry*, op. cit., p. 130

¹⁷³ Cf. *supra* et: Collier David, Mahoney James, Seawright Jason, « Claiming Too Much: Warnings about Selection Bias », in Brady Henry, Collier David, *Rethinking Social Inquiry: diverse tools, shared standards*, op. cit., p.85-102.

¹⁷⁴ della Porta et alii, *Globalization from below*, op. cit., p.31.

événements dans chacun de nos cas, ces variations sur l'hétérogénéité entre les trois réseaux (parmi le groupe des acteurs travaillant sur les politiques économiques et sociales de l'UE) nous permettent ainsi de contrôler la spécificité de certains conflits entre des acteurs déterminés.

Pour notre seconde variable, celle du contexte et de la dynamique du mouvement altermondialiste européen, nos trois réseaux ne nous offrent à l'évidence pas de variation entre eux. Ainsi, ils sont apparus et ont ensuite évolué durant la même période (de 2005-2006 à aujourd'hui) au sein du même cadre d'action (le Forum Social Européen). En revanche, notre analyse des réseaux thématiques ne s'effectue pas en complète déconnexion d'autres expériences de coopération entre ces mêmes types d'acteurs qui ont pu fonctionner dans les années précédentes. Ainsi, dans le chapitre 3, les campagnes passées des altermondialistes européens (depuis Amsterdam en 1997 à la campagne contre la directive Bolkestein en 2004-2006) sont analysées sous l'angle de leurs effets potentiels sur l'émergence de conflits au sein des réseaux. De la même façon, d'autres expériences de coopération, initiées alors que nos réseaux thématiques apparaissaient moins dynamiques, sont abordées. Elles nous aident à comprendre dans quelle mesure le contexte récent, marqué par une remise en cause du processus du FSE dans son ensemble, influe sur la capacité de ces acteurs à se réunir pour tenter de se coordonner. Une série de réunions de réseaux contre la crise initiée en janvier 2009, ainsi qu'une Conférence sociale conjointe entre syndicats et altermondialistes, lancée en septembre 2009, nous permettent d'envisager nos acteurs après la disparition des réseaux thématiques auxquels ils participaient¹⁷⁵. Puisque notre perspective qualitative suppose de rechercher une compréhension détaillée et contextualisée de l'évolution de nos réseaux, nous faisons entrer dans l'analyse ces expériences passées ou succédant aux réseaux thématiques afin de voir comment nos acteurs se comportent dans d'autres contextes.

En résumé, la sélection des cas proposée ici permet avant tout de répondre à la question de recherche posée, en accord avec notre perspective qualitative. Résultat d'un choix pragmatique au cours de la recherche et non *a priori*, elle permet à la fois d'isoler les principaux cas qui sont liés à notre question, tout en offrant des variations sur nos variables indépendantes, qui nous permettront d'affiner notre compréhension des mécanismes mis en évidence dans la partie empirique de ce travail.

¹⁷⁵ Le chapitre 6 est consacré à l'analyse de ces deux espaces de rencontres européens.

Conclusion de la première partie

Partant de notre conception positiviste des relations entre les variables, nous avons affirmé notre perspective qualitative visant à comprendre les causes d'une situation donnée et en mettant au jour la succession d'événements qui ont abouti à cette dernière. En cherchant à comprendre la capacité de coordination des altermondialistes à l'échelle européenne sous la forme de réseaux thématiques, nous avons également exposé notre choix argumenté de la démarche comparative, mais également de sa mise en œuvre (à travers une analyse par les cas) et du choix des cas retenus dans l'analyse.

Après avoir ainsi défini notre démarche générale de recherche, la seconde étape méthodologique inhérente à la production d'un travail scientifique renvoie aux méthodes employées pour recueillir concrètement et analyser les données que nous utilisons dans la suite de cette thèse. C'est l'objet de la seconde partie de ce chapitre.

Méthodes de l'enquête de terrain

Les analyses présentées dans cette thèse sont le fruit d'une enquête menée auprès des acteurs des réseaux thématiques sélectionnés mais également des participants au processus du Forum Social Européen, principalement menée entre 2008 (à l'approche du FSE de Malmö) et 2010 (après la tenue de celui d'Istanbul). Elle repose sur une combinaison de méthodes classiques des sciences sociales, dont l'usage et l'exploitation que nous en faisons doivent être précisés. L'utilisation de ces méthodes renvoie en premier lieu à des choix préalables à l'enquête, sur la mise en œuvre d'une méthodologie qualitative et les contraintes propres au terrain qu'il s'agit d'étudier (a). Ensuite, nous passons en revue nos trois principales méthodes, à savoir l'étude de documents, les entretiens semi-directifs et l'observation participante, leurs apports et leurs limites (b).

a) Préalables à l'enquête empirique : choix méthodologiques et accès au terrain

Avant d'entamer concrètement le recueil d'une masse d'informations nous permettant de confronter nos hypothèses de départ à la réalité que nous aurons observée, il est essentiel de s'interroger de façon globale sur la stratégie que nous allons adopter. Le but est à la fois d'orienter cette phase vers la poursuite de nos objectifs de recherche et de définir notre stratégie d'accès au terrain en fonction des contraintes et des opportunités qui lui sont propres.

Le choix de méthodes qualitatives envisagées de manière complémentaire

En premier lieu, la question de la stratégie d'enquête renvoie au choix de la palette de méthodes de recueil des données que nous souhaitons mettre en œuvre. Sur ce point, nous appliquons essentiellement des méthodes qualitatives, qui résultent à la fois des caractéristiques propres au terrain d'enquête et des objectifs fixés à notre recherche.

Le choix de méthodes qualitatives repose d'abord sur l'étendue de notre terrain d'enquête. La délimitation de notre objet d'étude nous a en effet conduits à construire comme objet, au sein de ce dernier, trois réseaux thématiques dont les participants réguliers sont limités à quelques dizaines de personnes au maximum, qui parfois prennent part aux activités de plusieurs de ces réseaux. Le public des réseaux est par nature peu nombreux, et il ne s'agit à l'évidence pas de mener de grande enquête par sondage auprès d'un échantillon représentatif¹⁷⁶ (échantillon trop faible), ainsi que cela a été fait pour mieux connaître les participants à certains grands événements du mouvement altermondialiste¹⁷⁷. La production de données statistiques à partir d'un grand nombre d'unités observées pour un cas donné ne semble donc pas vraiment envisageable dans ce travail.

Plus encore, ce choix de méthodes qualitatives est directement lié aux objectifs de notre recherche et à la démarche détaillée dans la première partie de ce chapitre. A partir de

¹⁷⁶ Pour la formalisation de cette méthode appliquée aux manifestants, voir Mayer, Nonna, Favre Pierre, Fillieule Olivier, « La fin d'une étrange lacune de la sociologie des mobilisations. L'étude par sondage auprès des manifestants : fondements théoriques et solutions techniques », *Revue française de science politique*, Vol.47, n°1, 1997, p.3-28.

¹⁷⁷ Agrikoliansky Éric, Sommier Isabelle (dir.), *Radiographie du mouvement altermondialiste*, op. cit.; Della Porta, Donatella, « Démocratie en mouvement. Les manifestants du Forum Social Européen, des liens aux réseaux », article cité ; Della Porta, Donatella, Andretta Massimiliano, Reiter Herbert (eds.), *Globalization from Below*, op. cit. ; Fillieule et al., "L'altermondialisme en réseaux : Trajectoires militantes, multipositionnalité et formes de l'engagement: les participants du contre-sommet du G8 d'Evian (2003)", article cité.

notre conception de la causalité, qui suppose de rechercher les causes d'une situation donnée, nous avons défini une démarche qualitative reposant sur l'analyse approfondie d'un petit nombre de cas. Pour suivre cette démarche, la technique du *process tracing*, qui vise à retracer les processus causaux qui ont abouti à la fin des réseaux thématiques, nous dirige alors vers l'usage de méthodes qualitatives. Tandis que les méthodes quantitatives reposent sur l'agrégation et le dénombrement de faits semblables, permettant de tirer des conclusions à partir de la quantification, les méthodes qualitatives tirent leur analyse de l'interprétation d'un petit nombre de faits observés par leur mise en relation avec le contexte dans lequel ils se déroulent. Puisque notre objectif est toujours de recueillir des informations qui seront saisies dans leur contexte et non de manière désincarnée, il s'agit en effet de saisir des faits précis considérés comme pertinents en les mettant en perspective dans le cadre d'une séquence plus large que l'on cherche à mettre au jour.

Issues des particularités de notre terrain et de notre objectif de recherche, les méthodes que nous utilisons dans ce travail n'en restent pas moins des méthodes classiques des sciences sociales. Trois modalités d'accès aux informations concernant notre sujet ont été utilisées de manière concomitante durant les deux années de l'enquête de terrain : le recueil et l'analyse de documents, les entretiens semi-directifs et l'observation directe. Avant de passer en revue dans la section suivante les spécificités de chacune de ces méthodes pour notre propre enquête, il convient d'affirmer ici que ces dernières sont envisagées de manière complémentaire.

Ainsi, la multiplicité des angles de vue de l'objet étudié est envisagée comme un moyen de reconstruire une image fidèle de la réalité qui nous permettra de tirer des conclusions pertinentes quant à notre questionnement de recherche. En effet, en recourant seulement à la parole des acteurs ou à des documents rédigés par les acteurs des réseaux pour connaître leur mode de fonctionnement, les objectifs de départ, etc., on court le risque de ne recueillir qu'une vision partielle ou approximative de la réalité. Par exemple, il est possible que les acteurs ne se souviennent pas exactement des premières réunions des réseaux sur lesquels on les interroge, ou aient tendance à modifier de façon plus ou moins inconsciente leur rôle et à présenter leurs actes sous un jour essentiellement positif. De la même façon, les documents produits à l'issue de réunions de réseaux sont généralement le fruit d'une discussion approfondie et peuvent constituer des compromis entre des positions opposées. Il convient d'être conscient de ces possibles distorsions de la réalité dans les sources utilisées afin de ne

pas prendre la parole des acteurs ou leurs écrits « pour argent comptant », mais en cherchant constamment à les confronter aux comptes-rendus par d'autres acteurs et aux observations directes que le chercheur est en mesure d'effectuer. Le recoupement des informations sous différents angles est essentiel dans les sciences sociales afin de garantir la scientificité des données recueillies. Dans notre travail, la fiabilité des informations traitées repose à la fois sur la multiplicité des méthodes utilisées et sur la diversité des sources.

Les modalités d'entrée sur le terrain : une stratégie adaptée au terrain

Après avoir défini les méthodes qui seront utilisées pour recueillir les données nécessaires à l'analyse, il convient d'effectuer ici quelques remarques concernant les modalités d'entrée sur le terrain et la facilité à accéder aux informations.

En tant qu'objet d'investigations sociologiques, les mouvements sociaux apparaissent *a priori* comme un terrain facile d'accès. Par définition, les mobilisations contestataires renvoient à des événements qui se déroulent publiquement et qui visent précisément à faire usage de leur publicité pour gagner en influence vis-à-vis des décideurs politiques. Dans le même temps, les acteurs de la contestation apparaissent généralement plus ouverts aux interrogations des chercheurs en sciences sociales que ne peuvent l'être, par exemple, des dirigeants politiques, économiques ou militaires¹⁷⁸. L'expérience des rencontres que nous avons faites avec les acteurs ciblés par notre enquête nous a par la suite montré qu'une partie d'entre eux connaissait plutôt bien les publications universitaires sur le mouvement altermondialiste. L'intérêt qu'ils portaient sur les analyses sociologiques des mobilisations contestataires constituait alors un atout non négligeable dès lors qu'il s'agissait de leur demander de nous consacrer un peu de temps pour réaliser un entretien.

Dans le même temps, la relative facilité avec laquelle les acteurs peuvent accepter les investigations d'un chercheur peu expérimenté à propos de leurs activités ne doit pas masquer les limites de cette ouverture. Sur le plan individuel, la plupart des individus que nous avons rencontrés, issus du monde syndical ou associatif, sont rompus à la prise de parole en public et sont capables de maîtriser leur discours lors de leurs interventions lors de réunions ou assemblées, ou dans les entretiens individuels. Certains entretiens, menés avec des responsables de l'activité internationale d'organisations, voire de porte-paroles nationaux, ont ainsi été marqués par un discours très généraliste et parfois convenu sur l'engagement de leur

¹⁷⁸ Cohen, Samy (dir.), *L'art d'interviewer les dirigeants*, Paris, PUF, 1999.

organisation dans l'altermondialisme, sans qu'il soit très aisé pour l'enquêteur de recentrer la discussion sur le thème précis des réseaux thématiques étudiés. Sur le plan collectif, les acteurs observés font partie d'un groupe finalement assez réduit qui s'est consolidé au fil des années dans le cadre du processus préparatoire du Forum Social Européen. Au-delà des liens personnels qui se sont créés, nous avons été confrontés à un fonctionnement des Assemblées Européennes de Préparation et des réseaux thématiques reposant sur les discussions informelles, entre les acteurs considérés comme les plus importants ou les plus influents dans le processus. Ce fonctionnement, également mis en avant par d'autres chercheurs¹⁷⁹, a fait naître, au moins au départ, le sentiment que tout se passait en dehors de notre présence et que l'observation des véritables facteurs explicatifs recherchés allait être compliquée.

En prenant conscience des facilités et des difficultés liées à l'entrée sur notre terrain, on peut revenir ici sur la stratégie que nous avons adoptée pour nous faire accepter et pouvoir participer aux activités des réseaux thématiques. Bien que celle-ci n'ait pas été pleinement réfléchie en amont de la recherche, un retour sur les modalités d'accès aux acteurs des réseaux et du FSE nous permet d'évaluer son efficacité pour s'adapter aux contraintes propres à ce terrain en particulier. Cette stratégie renvoie également à la complémentarité des méthodes et des sources disponibles pour mener la recherche.

Concrètement, notre recherche empirique a débuté par le recueil de documents propres aux réseaux (déclarations, appels), mais également de comptes-rendus effectués par des acteurs, généralement disponibles sur Internet. Cette première étape nous a permis d'identifier les acteurs clés du réseau et de les contacter pour un entretien. Si l'entretien visait bien à recueillir des informations sur le réseau thématique et les perceptions de l'interlocuteur concernant son fonctionnement, ses objectifs, ses limites, il permettait également d'établir un contact personnel facilitant la prise de contact avec d'autres acteurs du réseau. Par exemple, lors du Forum Social Européen de Malmö, l'animateur du réseau Services publics, rencontré en juillet 2008, nous a présenté à plusieurs autres participants au réseau. Les entretiens préalables à l'observation nous ont ainsi permis d'être rapidement identifié par les acteurs comme un chercheur intéressé par leurs activités¹⁸⁰. A la faveur de cette position de jeune

¹⁷⁹ Haug Christoph, Haeringer Nicolas, Mosca Lorenzo (2009), "The ESF organizing process in a diachronic perspective", in della Porta Donatella (ed.), *Another Europe...*, op. cit., p.30.

¹⁸⁰ Ce qui, sur ce terrain, constitue plutôt un atout qu'un inconvénient. Si dans certaines situations, le secret sur le statut de l'observateur est nécessaire pour permettre l'accès au terrain (comme par exemples, l'étude des groupes identitaires ou de la délinquance), on retrouve ici la facilité d'accès des mouvements sociaux et du mouvement altermondialiste en particulier.

chercheur, novice dans les Assemblées Européennes de Préparation, il devenait plus facile d'aborder certaines personnes, de leur poser des questions sur le déroulement de la réunion, et finalement de fixer un rendez-vous pour un entretien semi-directif. Une fois l'enquête de terrain lancée, nos trois méthodes ont ainsi été menées de front, en conservant à l'esprit leur complémentarité.

Les préalables à la mise en œuvre des méthodes de recueil de données et à l'enquête proprement dite reposent sur des choix conscients, concernant les méthodes employées, orientées vers les objectifs de la recherche, mais également sur une stratégie moins définie a priori, concernant les modalités d'accès au terrain, que nous avons adaptée aux facilités et aux difficultés rencontrées concrètement au début de l'enquête empirique. Une fois ces préalables fixés, il convient de s'intéresser à chacune de nos méthodes, sur le plan de leurs apports et de leurs limites pour l'analyse que nous effectuons.

b) Les méthodes employées : apports et difficultés

Pour la clarté de la présentation, nous suivons ici le déroulement chronologique de la mise en œuvre initiale de chacune de ces méthodes, bien qu'elles aient ensuite été appliquées de manière simultanée (cf. *supra*).

L'analyse documentaire

Concernant l'analyse de documents, nous avons recueilli des informations relatives aux réseaux altermondialistes européens à partir de sources aussi diverses que possible, afin de comprendre comment les altermondialistes et d'autres acteurs parlent de ces réseaux.

Comme nous l'avons expliqué, cette recherche documentaire s'est d'abord déroulée à l'aide d'Internet. A cet égard, il constitue un moyen de communication essentiel pour nos acteurs, qui ont cherché depuis la naissance du FSE à le rendre visible sur la toile, ainsi que, par la suite, les activités des réseaux thématiques. Bien qu'il ne soit pas une organisation, le Forum Social Européen dispose depuis 2003 d'un site Internet¹⁸¹, sur lequel on retrouve les

¹⁸¹ www.fse-esf.org

archives des éditions précédentes. Après le FSE d'Athènes en mai 2006, un site participatif, alimenté par les individus inscrits, a également vu le jour, et a fonctionné jusqu'au courant de l'année 2009¹⁸². Ces deux sites font ou faisaient une place plus ou moins importante aux réseaux. Sur le premier, les réseaux Services publics et Charte disposent d'un espace propre, tandis qu'un espace collaboratif avait été construit pour le réseau Travail et mondialisation sur le second¹⁸³. Par ailleurs, un site spécifique a été conçu pour le réseau de la Charte, au moment de la publication du document en 2007¹⁸⁴.

Sur ces différents sites, notre objectif était avant tout de recueillir des documents propres aux réseaux. Lors de chaque Assemblée Européenne de Préparation, des comptes-rendus des réunions ont été produits afin de diffuser les informations concernant les échanges qui ont eu lieu et les décisions éventuelles qui ont été prises. De même, on peut trouver des déclarations communes rédigées par les acteurs des réseaux à la fin des grands événements de l'altermondialisme (en particulier les Forums Sociaux) qui condensent les résultats des séminaires et ateliers auxquels a participé le réseau dans le cadre du Forum et un agenda des activités et des mobilisations que soutiennent et auxquelles appellent les participants aux activités du réseau considéré. De façon plus générale, nous utilisons également les comptes-rendus des Assemblées Européennes de Préparation, qui figurent généralement sur le site du FSE.

En tant que documents collectifs, les comptes-rendus et les déclarations comportent leurs limites, dont il faut avoir conscience au moment de leur exploitation. Rédigés par une personne volontaire, les comptes-rendus sont parfois incomplets ou imprécis et ne sont que la perception par une personne du déroulement d'une réunion ou d'une assemblée, sans que leur contenu ne soit explicitement ratifié par l'ensemble des participants à la réunion¹⁸⁵. De même, si elles se présentent comme des appels collectifs, les déclarations des réseaux thématiques ne sont pas perçues par les acteurs comme des engagements réels de leur part, nécessairement suivis d'action¹⁸⁶. A cet égard, nous les utilisons plus comme les indicateurs d'une atmosphère générale au moment de leur adoption, et, notamment, des liens qui y sont fait

¹⁸² www.openesf.org

¹⁸³ Ce site était en réalité organisé autour de l'idée de mise en réseau des acteurs du FSE autour de thèmes divers. Chaque inscrit pouvait ainsi suivre les activités d'un ou plusieurs groupes ou réseaux thématiques dans le but de mieux organiser les activités thématiques du prochain FSE.

¹⁸⁴ www.europe4all.org

¹⁸⁵ Cependant, à la suite de certaines AEP, on a pu observer que l'envoi du compte-rendu sur la liste de diffusion du FSE suscitait des réactions, des remarques, des ajouts, de la part de certains autres participants. A cet égard, on peut penser qu'un compte-rendu trop subjectif déclencherait des réactions et des corrections par le biais de la liste électronique.

¹⁸⁶ Notre objectif dans cette thèse est précisément d'expliquer pourquoi les déclarations ambitieuses des réseaux thématiques ne se sont pas traduites dans les faits par des campagnes et des mobilisations communes.

entre le réseau et des mobilisations plus larges, passées ou présentes. Le premier intérêt de ces documents est donc leur caractère factuel : ils nous permettent d'obtenir des données précises sur les dates des réunions, les moments où telle ou telle décision a été prise, mais également parfois sur les acteurs présents lors des réunions des réseaux. Par ailleurs, ils nous ont permis, comme nous l'avons mentionné, d'identifier les acteurs clés des réseaux que nous avons d'abord contactés pour entamer notre enquête auprès des acteurs.

D'autres sources documentaires ont également été utilisées, avec un statut plus proche de la parole subjective des acteurs que les documents « officiels » des réseaux. Il s'agit d'abord des courriels échangés sur les listes de diffusion des réseaux et du Forum Social Européen. Contrairement à nos attentes, les listes de diffusion des réseaux thématiques se sont avérées peu utiles, étant donnée la faible fréquence des messages postés, dans la période de notre enquête. En revanche, la liste de diffusion du Forum Social Européen, plus utilisée, nous a parfois permis de récolter ponctuellement des points de vue d'acteurs concernant le statut des réseaux dans le processus du FSE, mais également la perception de ces mêmes acteurs sur des thèmes tels que le dynamisme du processus du FSE, les solutions à mettre en œuvre pour le relancer. A la marge, certains comptes-rendus et documents ont été récoltés sur cette liste, dont les archives sont disponibles à partir du site du Forum Social Européen¹⁸⁷, en particulier pour la période plus récente¹⁸⁸.

Ensuite, divers articles, tribunes ou comptes-rendus pour le compte d'une organisation ont également été utilisés. Ceux-ci se sont avérés plutôt utiles pour obtenir des informations, soit de la part de personnes que nous n'avons pas rencontrées en entretien, soit en complément d'informations par rapport aux entretiens menés, sur des événements passés. A cet égard, le site francophone www.europe-solidaire.org fournit un nombre important d'articles concernant les luttes et les mobilisations collectives en Europe et au-delà, au sein duquel on trouve une rubrique portant spécifiquement sur le Forum Social Européen. Lorsque des documents sont tirés de ce site, nous le précisons en note de bas de page. Sans entrer dans le cadre d'une analyse systématique comme nous l'avons fait pour les entretiens, certains articles nous permettent de clarifier des éléments liés à la façon dont les acteurs perçoivent leur engagement dans tel ou tel réseau, mais plus largement dans le Forum Social Européen.

¹⁸⁷ A l'adresse : <http://lists.fse-esf.org/pipermail/fse-esf/>

¹⁸⁸ Le site du Forum Social Européen étant de moins en moins régulièrement alimenté

Si les sources documentaires relèvent d'une analyse essentiellement factuelle, et n'ont de ce fait pas été traités de manière systématique, les entretiens nous permettent beaucoup plus d'obtenir des points de vue argumentés d'acteurs, dont il convient d'analyser systématiquement le contenu.

Les entretiens semi-directifs : préparation en amont et analyse de contenu

Coûteuse en ressources et en temps, la réalisation des entretiens n'en constitue pas moins une méthode riche, à la fois sur le plan des contacts noués, réutilisables en situation d'observation, et sur le plan des informations recueillies. Historiquement, l'entretien comme technique d'enquête s'est développée en tant qu'alternative au questionnaire en le délivrant directement auprès des enquêtés, permettant de prendre en compte le contexte de l'énonciation¹⁸⁹. Popularisé par exemple à travers les travaux d'Howard Becker sur la déviance¹⁹⁰, il constitue aujourd'hui une méthode incontournable dans la sociologie¹⁹¹, mais également dans la science politique.

Au delà de la prise de contacts, les entretiens semi-directifs avec des acteurs investis dans les activités des réseaux thématiques du Forum Social Européen a principalement visé à recueillir les points de vue des acteurs qui participent ou qui ont participé aux réseaux en question, en les interrogeant sur leurs objectifs lorsqu'ils prenaient part à des réunions des réseaux et sur leur perception de la façon dont ces derniers fonctionnent. La tenue d'entretiens suppose une préparation en amont, qui porte sur la sélection des interviewés, et la construction de la structure des entretiens, mais également un traitement analytique en aval.

Avant d'effectuer les entretiens, il convient de sélectionner les personnes que nous souhaitons interroger en entretien. Sur ce point, il s'agissait principalement d'interroger les acteurs identifiés comme des participants aux réseaux thématiques. Outre les animateurs qui constituent une ressource essentielle pour nous diriger vers d'autres participants, les participants réguliers aux réunions des réseaux constitue la seconde catégorie d'acteurs visés par la campagne d'entretiens. Les acteurs les plus pertinents à interroger ont alors été sélectionnés à partir de ces premiers entretiens, puis des observations directes que nous avons menées au Forum Social Européen ou dans les Assemblées Européennes de Préparation, selon

¹⁸⁹ Pour une description complète de la technique d'entretien, de laquelle nous nous inspirons ici, voir Blanchet, Alain, Gotman, Anne, *L'enquête et ses méthodes : l'entretien*, Paris, Armand Colin, coll. 128, 2010 (2007).

¹⁹⁰ Becker, Howard, *Outsiders. Etudes de sociologie de la déviance*, Paris, A-M. Métailié, 1985 (1963).

¹⁹¹ Blanchet, Alain, Gotman, Anne, *L'enquête et ses méthodes : l'entretien*, op. cit., p.

la technique de la « boule de neige ». Sans disposer d'une liste fixe d'interlocuteurs, nous nous sommes ainsi concentrés sur environ 40 personnes que nous avons rencontrées directement à leur lieu de travail ou de résidence, ou pendant des réunions de l'altermondialisme européen.

Dès le début de notre enquête, en même temps que nous nous sommes rendus compte du déclin des réseaux thématiques, l'identification des participants s'est parfois avérée difficile. Certains d'entre eux ayant quitté le réseau dès le départ, leur participation passée reposait sur les propos des acteurs identifiés comme tels. Dès lors, il peut être difficile d'obtenir un entretien avec un acteur qui a participé au lancement d'un réseau sans s'être impliqué ensuite, pour diverses raisons. Par exemple, nos tentatives de contact avec un représentant d'Attac Italie n'ont jamais abouti, peut-être en raison de son manque d'intérêt à parler d'un engagement qui n'a pas perduré ensuite. Dans le même temps, le fait de rencontrer certains de ces acteurs s'est avéré très riche en raison de leur regard critique sur le réseau, contrairement par exemple aux animateurs qui peuvent chercher à donner une image positive de leur travail au sein du réseau et des résultats de la coopération entre les participants dans ce cadre.

Enfin, nous avons également rapidement jugé utile de rencontrer directement des participants au Forum Social Européen qui n'ont pas été réellement impliqués dans les activités de l'un ou l'autre des réseaux que nous étudions, tout en étant impliqués dans l'organisation d'un Forum Social Européen de façon globale. L'objectif était de recueillir des points de vue concernant le fonctionnement du Forum Social Européen mais également le rôle dévolu aux réseaux thématiques, nous permettant d'envisager le débat sur le statut de ces derniers dans le processus.

L'ensemble des acteurs interrogés sont ou ont été investis dans le Forum Social Européen, et dans les réseaux que nous étudions. La plupart d'entre eux sont des représentants d'organisations mandatés pour participer au Forum, mais dont la participation au réseau résulte avant tout de leur propre appréciation des thèmes les plus importants et/ou sur lesquels ils souhaitent travailler dans ce cadre. Notons d'ailleurs que certains d'entre eux ont été impliqués dans plusieurs réseaux en parallèle. Nous avons donc effectué des entretiens portant parfois sur plusieurs réseaux thématiques du Forum Social Européen.

Sur le plan du contenu des entretiens, nous avons mené des entretiens à caractère semi-directif. La raison de ce choix renvoie à la liberté de parole des interlocuteurs, qui peuvent ainsi aborder des thèmes qui n'étaient pas forcément prévus dans la discussion, et

faire évoluer le cadre théorique que nous avons construit tout au long de la recherche. Par exemple, si nous supposions bien, au départ de la recherche, que l'hétérogénéité des acteurs pouvait donner lieu à des conflits et à des retraits de participants, on peut affirmer que les dimensions de l'hétérogénéité telles que nous les avons fixées dans le chapitre précédent ont été définies après une première analyse des entretiens effectués. Dans le même temps, le cadre semi-directif nous permettait d'orienter au minimum les propos de la personne, ce qui était parfois nécessaire face à des responsables syndicaux ou associatifs expérimentés : habitués à délivrer des points de vue pour le compte de leur organisation, ces acteurs peuvent en effet nous faire perdre un temps précieux¹⁹² par la longueur de leurs digressions, ou simplement leur envie de nous faire partager leur expérience.

Outre le choix du type d'entretien effectué, il est indispensable de préparer en amont les questions posées afin de les orienter en fonction de la problématique de recherche. De façon générale, les entretiens ont porté sur la discussion de l'engagement de l'organisation de la personne interrogée dans le Forum Social Européen et de sa participation à certains réseaux thématiques dans ce cadre. Pour chacun des réseaux thématiques dans lequel la personne était engagée, les questions portaient sur l'historique de la constitution du réseau, les objectifs du réseau et de l'organisation participante dans ce réseau, la perception de son fonctionnement, la perception de ses réussites éventuelles et enfin sur ses perspectives¹⁹³. En posant ces questions, il s'agissait de partir de questions factuelles pour entraîner ensuite l'interlocuteur sur ses perceptions et ses motivations à participer (ou à ne plus participer) aux réseaux thématiques étudiés.

Comme nous l'avons signalé, la mise en œuvre d'une campagne d'entretiens nécessite d'opérer en aval une analyse systématique du contenu de ces derniers. En raison du nombre d'entretiens (39 entretiens réalisés en juillet 2008 et février 2010), nous avons opté pour un traitement manuel des entretiens et non informatique¹⁹⁴. Comme les personnes rencontrées ne sauraient être considérées comme étant représentatives de l'ensemble des acteurs ayant participé, de près ou de loin, à la création puis au fonctionnement des réseaux thématiques

¹⁹² Par rapport au temps imparti pour l'entretien, fixé par l'interviewé.

¹⁹³ La grille d'entretiens figure en annexe de ce travail.

¹⁹⁴ Les logiciels d'analyse des entretiens tels que NVivo7 ou Lexica sont avant tout utiles pour rechercher les passages correspondant à telle ou telle catégorie, une fois seulement que ces derniers aient été codés. Un nombre moyen d'entretiens ne nous a pas semblé nécessiter l'usage d'un logiciel pour un gain de temps espéré somme toute limité. Pour une comparaison entre traitement manuel et informatique, voir Wanlin, Philippe, « L'analyse de contenu comme méthode d'analyse qualitative d'entretiens : une comparaison entre les traitements manuels et l'utilisation de logiciels », Recherche qualitative, Hors série N°3, 2007.

étudiés, notre analyse se veut qualitative, c'est-à-dire centrée sur l'interprétation des propos des acteurs plutôt que sur la fréquence d'occurrence de certains thèmes, permettant d'effectuer un traitement global à l'ensemble des entretiens.

Pour être manuel et qualitatif, notre traitement n'en est pas moins systématique. Les manuels d'analyse de contenu distinguent généralement trois étapes dans l'analyse des corpus de documents, qu'ils soient des entretiens ou d'autres types de textes. D'abord, il convient de parcourir le corpus de textes en repérant les thèmes principaux en ayant à l'esprit les premiers éléments de catégorisation. Ensuite, il s'agit de construire des catégories d'analyse et de classer différents passages des textes dans ces catégories. Cette étape se traduit généralement par la construction d'un tableau d'analyse. Enfin, vient l'étape de l'analyse proprement dite et de l'interprétation, qui consiste à confronter les éléments contenus dans le corpus avec nos hypothèses, afin de les confirmer, de les infirmer ou de les redéfinir¹⁹⁵.

Ces étapes ont donc été suivies pour l'analyse de nos entretiens. Nous avons d'abord effectué une lecture transversale pour repérer, de façon générale, les grands thèmes abordés par les acteurs et qui nous semblaient pertinents au regard de notre question de recherche. Ensuite, une seconde lecture nous a conduits à souligner, dans les entretiens, les passages considérés comme relevant de notre analyse de l'échec des réseaux thématiques à déboucher sur des actions communes. Pour la seconde étape, nous avons regroupé, dans un tableau Excel, les propos de nos acteurs selon deux types d'analyse : une analyse portant sur chacun des réseaux étudiés (trois tableaux distincts) et une analyse des réseaux dans le processus du FSE en général. Pour l'analyse par réseaux, les acteurs examinés sont les participants ou anciens participants. Les thèmes retenus sont : les objectifs de leur participation au réseau, la conception du travail en réseau, l'appréciation du mode de fonctionnement du réseau, l'état actuel des mouvements sociaux sur le thème du réseau, les conflits ou les divergences internes, et les apports du réseau. Pour l'analyse transversale des réseaux dans le FSE, l'ensemble des entretiens ont été analysés, à partir des thèmes suivants : les raisons de la mise en réseaux thématiques, les attentes générales vis-à-vis des réseaux, le changement de la forme du FSE et du mouvement altermondialiste sous l'impulsion des réseaux thématiques, les problèmes posés par les réseaux thématiques dans le FSE.

Enfin, à partir de ces grilles d'analyses compilant les propos des acteurs correspondant aux thèmes définis, notre interprétation s'est portée sur la signification des passages retenus,

¹⁹⁵ Voir par exemple : Bardin, Laurence, *L'analyse de contenu*, Paris, PUF, 2009 (1977) ; Robert, André, Bouillaguet, Annick, *L'analyse de contenu*, Paris, PUF, coll. Que sais-je ?, 2002 (1997).

sans entrer dans une étude de la forme des phrases ou du champ lexical utilisé¹⁹⁶. Notre mode d'inférence consiste donc de partir des passages d'entretiens retenus (et classés par thèmes) afin d'en décrypter le sens à partir des caractéristiques des acteurs (l'organisation au nom de laquelle ils parlent, leur rôle au sein du réseau, les relations qu'ils entretiennent avec les autres acteurs du réseau, etc.). La confrontation des propos des acteurs entre eux nous conduit ensuite à mettre en évidence des conceptions divergentes ou convergentes qui peuvent être mobilisées dans l'explication de l'évolution de nos réseaux thématiques.

En utilisant l'entretien semi-directif, il s'est donc agi de donner la parole aux acteurs et de leur laisser le temps de s'exprimer dans le détail sur le sens qu'ils donnent à leurs actions dans le cadre du Forum Social Européen. Cependant, comme nous l'avons mentionné plus haut, il faut savoir rester prudent quand à l'usage que peuvent faire les acteurs interviewés de la situation d'entretien, qui peut les conduire à tenir des propos parfois erronés, ou encore à enjoliver leur rôle. C'est la raison pour laquelle le recouplement des propos des acteurs est essentiel afin de renforcer la validité scientifique des données recueillies par cette méthode, notamment par les documents recueillis mais également par les observations directes que nous avons pu mener.

L'observation directe : délimitation du terrain et axes d'observation

L'observation constitue la troisième méthode des sciences sociales à laquelle nous faisons appel dans notre recherche. En effet, l'observation des réunions de réseaux européens et de grands rendez-vous de l'altermondialisme (manifestations, séminaires et assemblées du Forum Social Européen) nous apporte des éléments complémentaires à l'analyse de documents et aux entretiens.

L'observation est une technique ancienne qui remonte aux origines de l'ethnologie et de la sociologie urbaine aux Etats-Unis¹⁹⁷. Après sa relative disqualification face aux

¹⁹⁶ Voir Bardin, Laurence, *L'analyse de contenu*, op. cit., p.169 et suiv.

¹⁹⁷ En ethnologie, l'analyse des sociétés primitives a très tôt consisté à se faire accepter au sein d'un village à l'autre bout du monde afin d'en observer les normes, les valeurs, les coutumes et les pratiques, dans une démarche ethnographique. Malinowski est ainsi le premier à avoir formalisé la méthode de l'observation participante et aussi le premier à avoir produit lui même les données ethnographiques susceptibles d'être analysées par l'ethnologue: Malinowski, Bronislaw, *Journal d'ethnographie*, Paris, Seuil, 1985 (1967). Cet ouvrage correspond à la publication posthume de son journal d'observation en Nouvelle-Guinée dans les années 1920. En sociologie, ce sont les fondateurs de l'Ecole de Chicago (Robert Park puis Everett Huges) qui ont favorisé le développement de l'observation dans le contexte urbain de la ville de Chicago. Le travail de William Foote Whyte sur un quartier de Boston, effectué alors qu'il n'était pas encore enseignant à l'université de

modélisations mathématiques et au succès du behaviorisme, on observe un retour de l'enquête ethnographique dite enquête de terrain¹⁹⁸ en général et de la méthode d'observation en particulier, depuis une vingtaine d'années.

L'observation directe de situations sociales concrètes est particulièrement adaptée pour analyser des interactions, des logiques et des relations de pouvoirs entre acteurs, et des processus sociaux. Dès lors, elle nous permet d'analyser les interactions entre les participants aux réseaux, les débats qui ont lieu entre eux, les positions de chacun, et les points de vue qui semblent l'emporter sur les autres. De plus, l'observation est utile en ce sens qu'en assistant aux réunions des réseaux, on peut assister directement à la façon dont les acteurs défendent leur point de vue, complétant ou rectifiant ainsi ce qu'ils nous en disent dans les entretiens. Si la méthode de l'observation ne peut pas être véritablement décrite avec précision, tel un ensemble d'étapes successives à appliquer, il convient d'en identifier les grandes règles et les « ficelles », c'est-à-dire, selon l'expression d'Howard Becker, les façons de faire, les « petits trucs » du chercheur qui peuvent l'aider à se comporter sur le terrain, à prendre des notes et à analyser les données recueillies¹⁹⁹. Comme la méthode de l'entretien semi-directif, l'observation directe nécessite donc d'être préparée afin d'être menée à bien.

Dans un premier temps, il convient de délimiter le terrain, c'est-à-dire pour notre cas les réunions et les événements auxquels nous participons. Ici, notons d'abord que notre usage de l'observation ne correspond pas à une immersion totale dans l'objet de recherche pendant une période déterminée, comme ce peut être le cas lorsqu'on observe la vie d'un quartier²⁰⁰ ou le fonctionnement d'un service hospitalier²⁰¹. Par essence, notre terrain de recherche n'est véritablement observable qu'en certaines occasions très précises, qui sont principalement : les Assemblées Européennes de Préparation du FSE qui durent trois jours (la première journée étant consacrée aux réunions des réseaux thématiques depuis le FSE d'Athènes, les deux autres à l'organisation générale du Forum), et les Forums Sociaux Européens (qui ont lieu depuis 2004 tous les deux ans et durent quatre jours). Chronologiquement, la période d'observation commence par le FSE de Malmö en septembre 2008 et se clôture par celui d'Istanbul en juillet 2010. Dans cette période nous avons assisté à deux FSE et deux AEP (à

Chicago, fait office de référence en la matière : Whyte, William Foote, *Street Corner Society – La structure sociale d'un quartier italo-américain*, Paris, La Découverte, 1995 (1943).

¹⁹⁸ Beaud, Stéphane, Weber, Florence, *Guide de l'enquête de terrain*, Paris, La Découverte, coll. Repères, 2010 (2003).

¹⁹⁹ Becker, Howard, *Les ficelles du métier*, Paris, La Découverte, coll. Repères, 2002 (1998).

²⁰⁰ Whyte William Foote, *Street Corner Society*, op. cit.

²⁰¹ Peneff, Jean, *L'hôpital en urgence : étude par observation participante*, Paris, Editions Métailié, 1992.

Vienne en juin 2009 et à Berlin en janvier 2010). Nous avons également pris part à des réunions en dehors de ce processus, qui renvoient à des initiatives succédant aux réseaux thématiques que nous étudions : il s'agit de la réunion de divers réseaux thématiques après le FSE de Malmö, à Paris en janvier 2009, et de la « Conférence sociale conjointe » entre « syndicats et mouvements sociaux », organisée par les syndicats belges à Bruxelles en septembre 2009.

Dans les FSE, nous avons principalement assisté aux réunions des réseaux considérés, mais également aux événements plus transversaux : la cérémonie d'ouverture, la manifestation qui a lieu au troisième jour du Forum, l'Assemblée des mouvements sociaux qui se déroule en clôture du Forum, pendant laquelle il est rendu compte des activités des réseaux thématiques. Pour ce qui concerne les AEP, il s'agissait également de participer aux réunions des réseaux étudiés, mais ensuite de participer aux deux jours de débats en plénière pendant lesquels le rôle et la place des réseaux dans le Forum reviennent régulièrement dans les interventions des participants.

Dans un second temps, il est nécessaire de déterminer en amont quoi observer et comment noter les informations recueillies. Dans les événements auxquels nous avons participé, nous avons choisi de prendre des notes de façon chronologique en relatant les interventions et les faits pertinents pour la problématique de recherche. Pour autant, l'observation était toujours guidée par un souci de repérer certains types d'éléments déterminants pour mieux comprendre le fonctionnement des réseaux. De façon générale, sur le terrain d'observation, notre attention s'est orientée vers trois grandes catégories d'informations.

D'abord, les débats sur les activités du réseau renvoient aux questions de fond sur les sujets et les problèmes que les participants souhaitent voir soulevés de manière collective au niveau européen. Ensuite, les débats sur le mode de fonctionnement du réseau sont l'occasion d'observer les points de vue des différents participants sur les objectifs et les modes de décision à l'intérieur du réseau. Enfin, les discussions sur le rôle des réseaux dans le Forum Social Européen ont trait à l'organisation plus générale du Forum Social Européen, mais permettent également de comprendre le statut des réseaux concernant leur capacité à devenir des acteurs collectifs en mesure d'organiser des activités communes. Pour chacun de ces grands thèmes d'observation, il s'agit d'identifier les points de vue des intervenants afin de comprendre de façon générale dans quelle mesure l'hétérogénéité des participants et la prise

en compte du contexte peuvent influencer sur la capacité des réseaux thématiques à engager des activités communes.

L'usage de l'observation dans le cadre de ce travail est donc circonscrit par le fait que notre terrain ne renvoie pas à une réalité observable au quotidien, par une immersion totale du chercheur, mais plutôt à des réunions ponctuelles et régulières à l'échelle européenne. Comme les autres méthodes des sciences sociales utilisées ici, elle est envisagée en complément des autres techniques de recueil des données, que ce soit l'analyse documentaire ou la technique des entretiens.

Conclusion du chapitre 2

Le retour sur les aspects méthodologiques de ce travail nous a permis de restituer à la fois les raisons de nos choix successifs sur le plan de la construction de la recherche et la cohérence d'ensemble de notre démarche par rapport aux objectifs de départ. La construction de la démarche de recherche est en effet intimement liée à notre conception de la causalité, qui vise à comprendre les causes d'une situation donnée. Débouchant sur une méthodologie qualitative, celle-ci se retrouve également dans la manière dont nous avons construit la comparaison entre nos trois réseaux thématiques, du choix de cette démarche, à la sélection des cas, en passant par les modalités de confrontation des cas entre eux. Dans un second temps, cette méthodologie qualitative se répercute également sur les méthodes de recueil des données que nous avons utilisées. L'analyse de documents, la tenue d'entretiens semi-directifs et l'observation directe de certains événements de l'altermondialisme européen constitue le canevas, classique en sociologie et en science politique, de notre recherche empirique. Au final, ce chapitre méthodologique nous a permis de mettre en exergue chaque étape de l'élaboration de notre projet de recherche, en soulignant la manière dont chacune d'entre elles est reliée à nos objectifs de départ. Dans le même temps, en détaillant les modalités à travers lesquelles nous avons conduit notre enquête de terrain, il nous a amené à envisager concrètement les données matérielles sur lesquelles repose notre analyse empirique. Les quatre chapitres suivants sont consacrés à cette analyse proprement dite, en commençant par la période des origines et de la création de chacun de nos trois réseaux thématiques.

Chapitre 3 : La constitution des réseaux thématiques dans une dynamique de déclin des mobilisations de l'altermondialisme européen

Introduction

Les réseaux thématiques ont été constitués dans le double objectif de devenir à la fois des acteurs dans le processus du Forum Social Européen et des structures organisationnelles permettant de favoriser l'action collective sur les thèmes sur lesquels ils ont été constitués. Après quelques années de recul, il apparaît cependant bien que ceux-ci n'ont pas été en mesure de promouvoir des actions collectives ni de participer à l'émergence d'un mouvement social européen de grande ampleur remettant en cause les politiques de l'Union européenne en matières économiques et sociales.

Afin d'arriver progressivement à la compréhension de l'échec des réseaux thématiques que nous étudions et de leur situation actuelle, nous nous concentrons dans ce chapitre sur une première période qui correspond à la première année d'existence de ces derniers. L'analyse de la période 2005-2006 pour le réseau de la Charte, de l'année 2006 pour le réseau Services publics et des années 2007-2008 pour le réseau Travail et mondialisation nous révèle pour ces trois réseaux une incapacité à devenir des structures favorisant le prolongement ou le déclenchement d'activités communes entre les participants. Au-delà de l'enthousiasme initial qui accompagne leur naissance, nos réseaux thématiques s'avèrent rapidement être des espaces de conflits plus que des ressources pour l'action commune.

L'objectif dans ce chapitre est alors de montrer que c'est la combinaison d'un contexte caractérisé par la fin d'une série de mobilisations européennes et d'une composition hétérogène des organisations impliquées dans ces mouvements, puis dans les réseaux thématiques, qui explique l'émergence de conflits entre les participants sur les objectifs et les stratégies à mener en commun. Ici, les réseaux sont donc envisagés en tant que potentielles instances de mobilisations collectives au-delà du processus du Forum, la question du statut et du rôle des réseaux thématiques dans le Forum étant analysée plus en détail dans les chapitres

suivants. Si on rapporte l'hypothèse testée ici à notre schéma théorique initial présenté dans le chapitre 1, il s'agit de s'intéresser spécifiquement à l'enchaînement causal suivant :

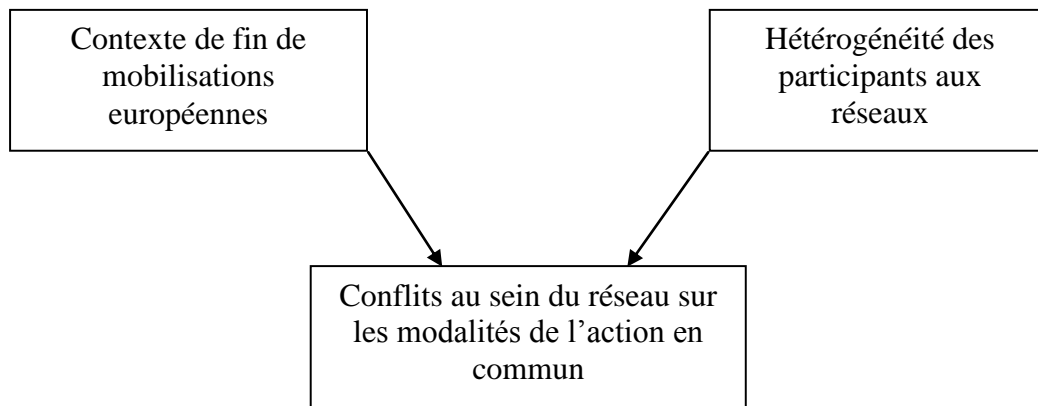


Figure 3: Schéma explicatif des conflits entre acteurs hétérogènes dans un contexte de fin de mobilisations européennes.

L'analyse de cette première période dans le développement des activités de nos trois réseaux thématiques nous conduit donc à envisager de manière analytique la variable du contexte de fin de mobilisations et celle de l'hétérogénéité de façon simultanée, celles-ci se combinant pour donner lieu à des conflits potentiels entre les participants et à des retraits de certains d'entre eux. Pour la clarté de la présentation de nos résultats, la variable contextuelle est ici présentée en premier lieu. Il s'agit de retracer les campagnes et les mobilisations qui ont précédé la constitution des réseaux thématiques, avant de voir dans une deuxième partie comment ce contexte est susceptible de donner lieu à des conflits ou à des retraits de participants, dont les positions sur les stratégies à mener divergent (variable de l'hétérogénéité). Au final, ce chapitre tend à confirmer notre hypothèse selon laquelle la combinaison d'un contexte de déclin des mobilisations à l'échelle européenne et d'une composition hétérogène des réseaux du Forum Social Européen constitue un obstacle majeur à la mise en place d'activités communes pouvant déboucher sur la construction d'un mouvement social européen.

Cycle de mobilisations européennes, fin de mobilisations et la constitution des réseaux thématiques

La question de l'émergence d'un cycle de contestation des politiques de l'Union européenne a déjà été abordée, nous permettant de poser l'hypothèse d'une fin de cycle qui pèserait sur la capacité des altermondialistes regroupés dans les trois réseaux thématiques que nous étudions à se coordonner pour engager des actions communes. Dans cette partie, il s'agit de revenir sur les éléments de ce contexte qui ont à la fois débouché sur la naissance de ces réseaux et sur leur incapacité à devenir des instances de mobilisation collective. Pour ce faire, nous retraçons les épisodes de mobilisations qui se sont développés au niveau européen sur les questions générales des politiques économiques et sociales de l'Union européenne. Il s'agit de mettre l'accent sur l'importance de ces épisodes dans la décision de constituer chacun des réseaux thématiques. La période étudiée court de juin 1997 (sommet d'Amsterdam qui voit se dérouler les premières Marches européennes contre le chômage) à février 2006 (dernier épisode de mobilisation contre la directive Bolkestein, au moment où un compromis abandonnant le principe du pays d'origine est adopté au Parlement européen). Il s'agit ainsi de montrer que, contrairement à l'idée de départ qui animait notre recherche, les réseaux thématiques apparus dans le cadre du Forum Social Européen constituent plus la marque d'une fin d'épisodes de mobilisations que l'initiation de mobilisations futures. Pour ce faire, nous remontons aux premiers épisodes contestataires de l'altermondialisme européen à partir de la fin des années 90, pour mettre en évidence l'émergence d'une vague de mobilisations à laquelle sont liés nos trois réseaux thématiques créés dans le cadre du Forum Social Européen (a). Ensuite, nous montrons que la création de nos réseaux thématiques coïncide plus précisément avec le recul ou le déclin de ces mobilisations. D'abord, nous montrons que les réseaux de la Charte et celui sur les Services publics se constituent sur la base de campagnes altermondialistes au moment où elles se terminent (b). Ensuite, nous retraçons l'origine du réseau Travail et mondialisation, qui renvoie à un sentiment général de coupure entre les grandes organisations syndicales et le reste du mouvement altermondialiste européen (c). Ayant mis en évidence la dynamique de déclin des mobilisations au cours de laquelle apparaissent nos réseaux, nous effectuons un retour sur les mécanismes de démobilitation proposés par Tarrow afin de les rendre opératoires pour les cas qui nous intéressent (d).

a) Du sommet d'Amsterdam au FSE de Paris : les origines des réseaux thématiques dans un cycle de mobilisations altermondialistes

De 1997 à 2003, notre cycle de contestation est marqué par l'émergence des Marches européennes contre le chômage, qui annoncent la vague de contre-sommets de l'Union européenne du début des années 2000. Durant cette période, on observe la montée en puissance de la question des droits sociaux dans l'UE, dont on peut mettre en évidence les liens directs avec la constitution du réseau de la Charte des principes pour une Autre Europe. Ensuite, l'intensification des épisodes de mobilisations et la mise en route du processus du Forum Social Européen à partir de 2002 ouvrent directement la voie à la création de nos trois réseaux thématiques.

Le précédent des Marches européennes contre le chômage : de la question de l'emploi à celle des droits sociaux dans l'Union européenne

Quels que soient les facteurs qui expliquent le succès des Marches européennes contre le chômage lors du sommet d'Amsterdam en juin 1997²⁰², il convient de constater que cet épisode ouvre la voie à une série de mobilisations qui seront rattachées à partir du sommet de Nice en décembre 2000 à la lutte contre la mondialisation néolibérale et au mouvement altermondialiste. Ainsi, le réseau des Marches européennes contre le chômage constitue à la fois dans la mobilisation de Nice mais également ensuite dans l'organisation des Forums Sociaux Européens, l'une des composantes essentielles du mouvement altermondialiste européen, et ce jusqu'à aujourd'hui²⁰³. De plus, sur le plan du mode de fonctionnement, la mobilisation initiée à Amsterdam est par la suite formalisée en un réseau souple de coordination à l'échelle européenne, ouvert à tous, et pluraliste, au sein duquel les décisions

²⁰² Voir à ce sujet : Chabanet, Didier, « Les Marches européennes contre le chômage, la précarité et les exclusions » in Balme Richard, Chabanet Didier, Wright Vincent (dir.), *L'action collective en Europe – Collective Action in Europe*, Paris, Presses de Sciences Po, 2002, p. 461-493 ; Mathers, Andy, *Struggling for a Social Europe : Neoliberal Globalization and the Birth of a European Social Movement*, Aldershot, Ashgate, 2007, Chapitre 3.

²⁰³ Ses animateurs sont ainsi généralement présents dans les Assemblées européennes de préparation du Forum Social Européen, même s'il n'est plus en mesure aujourd'hui de relancer des mobilisations de grande ampleur telles qu'elles ont eu lieu à Amsterdam en 1997 et à Cologne en 1999 : voir Balme Richard and Chabanet Didier, *European governance and democracy: power and protest in the EU*, New York, Rowman and Littlefield, XVII-267, 2008, p.135.

sont prises au consensus plutôt qu'à la majorité²⁰⁴. Ce fonctionnement est en tout point similaire avec les principes de fonctionnement qui constituent l'une des spécificités du mouvement altermondialiste²⁰⁵.

Après les Marches organisées en vue du sommet de Cologne qui avaient réuni 250 activistes puis 30 000 participants à la manifestation finale fin mai 1999, les Marches lancées pour le sommet de Nice ne parviennent pas à réunir autant de participants²⁰⁶. A cette occasion, les Marches européennes sont en effet l'une des parties prenantes de la mobilisation, à côté de la manifestation à l'appel de la CES, qui demande l'amélioration de la Charte des Droits fondamentaux mais salue les avancées qu'elle apporte, mais également du Collectif pour une Charte Alternative, opposé à son adoption. La manifestation du 6 décembre est alors en mesure de réunir environ 70 000 manifestants.

Dans le même temps, entre 1997 et 2000, le cœur des revendications du collectif des Marches européennes contre le chômage avait eu tendance à s'élargir, passant des problèmes spécifiques liés au chômage et à la précarité, à celui plus large de la protection des droits sociaux dans le cadre de l'Union européenne²⁰⁷, non sans débats à l'intérieur du réseau sur les stratégies à poursuivre²⁰⁸. Andy Mathers retrace ainsi la préparation du contre-sommet de Nice et met en évidence le fait que la question des droits sociaux, en lien avec la Charte des droits fondamentaux, soit peu à peu devenue la préoccupation majeure dans les réunions de préparation²⁰⁹. Ainsi, les Marches européennes sont l'une des composantes principales du Collectif pour une Autre Charte qui participe à la manifestation du 6 décembre²¹⁰. A cet égard, il est frappant de constater que c'est à partir de cet élargissement des revendications du réseau, conçu alors comme une plate-forme permettant de promouvoir l'émergence d'un mouvement social européen plus vaste que la mobilisation pour les droits des chômeurs, que certains de ses animateurs se sont ensuite retrouvés dans l'animation du réseau de la Charte des Principes pour une Autre Europe créé en 2005, puis intégré au processus du FSE dans l'optique de l'édition d'Athènes.

²⁰⁴ Mathers Andy, op. cit., p.64.

²⁰⁵ della Porta, Donatella, "Making The Polis: Social Forums and Democracy in The Global Justice Movement", article cité; della Porta, Donatella (ed.), *Democracy in Social Movements*, op. cit.

²⁰⁶ Mathers, Andy, op. cit., p.82.

²⁰⁷ Ibid., p.105 et suivantes.

²⁰⁸ Chabanet, Didier, « Les Marches européennes contre le chômage, la précarité et les exclusions » in Balme Richard, Chabanet Didier, Wright Vincent (dir.), *L'action collective en Europe – Collective Action in Europe*, Paris, Presses de Sciences Po, 2002, p. 461-493.

²⁰⁹ Mathers, Andy, op. cit., p.126 et suivantes.

²¹⁰ En témoigne par exemple l'appel de ce collectif, Collectif pour une Autre Charte, « Sommet de l'Union européenne à Nice: un sommet capital! », décembre 2000.

Un animateur des Marches européennes, devenu co-animateur du réseau de la Charte, fait ainsi remonter l'origine du réseau aux travaux menés depuis 1999 contre la Charte des droits fondamentaux :

« Ce qui est intéressant, c'est qu'officiellement, ce réseau serait né en 2005 à une Assemblée spécifique qui s'était tenue à Florence au mois de novembre pour réunir toutes les organisations européennes du Forum social qui étaient intéressées par cette affaire là. (...) En fait, il a commencé bien avant, puisqu'il a commencé quand l'UE a émis le souhait de rédiger une Charte des droits fondamentaux, et cela date de 1999 au sommet de Cologne où la Charte a été formalisée. À ce moment-là, il s'agissait de commencer l'élaboration à petits pas de ce qu'on allait appeler plus tard le projet de Traité constitutionnel européen dont la Charte devait être le préambule. (...) À partir de là, après Nice, on n'allait pas continuer à fonctionner entre Français au sujet d'une Charte européenne. (...) Il y a eu d'abord le Forum social de Florence en 2002 où on a discuté de cette affaire là. Même avant, en 2001, le Conseil européen de Laeken avait lancé le processus de la Convention sur l'Avenir de l'Europe. Mais tout cela s'est concrétisé le 16 mars 2003 à Bruxelles où on a constitué le réseau REDS, Réseaux européens pour une Carte des Droits Sociaux »²¹¹.

Dans ce large extrait, cet activiste retrace le processus qui a mené le collectif français contre la Charte des droits fondamentaux à intégrer ses revendications dans une dimension européenne, en particulier dans le contexte des travaux menés par la Convention européenne sur l'Avenir de l'Europe, dont la constitution avait été décidée en décembre 2001 au sommet européen de Bruxelles-Laeken. Cette Convention, dont les travaux sont finalement rendus en juin 2003 lors du Conseil européen de Thessalonique, fonctionne alors de façon très insatisfaisante aux yeux des participants au collectif contre la Charte des droits fondamentaux²¹², ainsi que des altermondialistes européens de façon générale²¹³. Pour cette raison, le réseau européen pour les droits sociaux (REDS) est créé en mars 2003 à Bruxelles, et organise par exemple un séminaire au contre-sommet de Thessalonique « Pour une Europe démocratique et des droits sociaux », au moment où était présenté le projet de la Convention, en juin 2003.

En résumé, deux éléments apparaissent déterminants ici. D'une part, on peut bien mettre en évidence, à partir de 1997 et le lancement des Marches européennes contre le chômage, l'émergence d'une série de mobilisations contestataires étroitement liées entre elles, sur le plan des revendications, des cibles visées, des acteurs mobilisés, concernant la question

²¹¹ Entretien, membres de la Fondation Copernic, janvier 2009.

²¹² Ibid.

²¹³ Balme Richard, Chabanet Didier, « Construire l'intérêt public européen : les mobilisations dans les processus conventionnels », in Beaud, Olivier et al. (dir.), *L'Europe en voie de Constitution*, Bruxelles, Bruylant, 2004, p.235.

de l'emploi puis des droits sociaux dans le cadre de l'Union européenne. D'autre part, l'analyse rétrospective de cette période nous permet de déceler les liens entre ces épisodes contestataires et la création d'un de nos trois réseaux, celui de la Charte des principes pour une autre Europe. L'intensification de ce cycle de mobilisations à partir de 2002 et la création du Forum Social Européen nous amène à envisager plus fortement encore le cycle de mobilisations dont sont issus nos trois réseaux thématiques.

La succession des épisodes européens de mobilisations et la naissance du Forum Social Européen : le renforcement des liens à l'échelle européenne

Au début des années 2000, la succession de contre-sommets de l'Union européenne puis de Forums Sociaux Européens tend à faire du niveau européen un cadre pertinent de mobilisation pour le mouvement altermondialiste.

D'abord, après le sommet de Nice, les contre-sommets de l'Union européenne se succèdent au rythme des réunions du Conseil Européen : à Göteborg en juin 2001, à Bruxelles-Laeken en décembre 2001, à Barcelone en mars 2002, à Séville en juin 2002, à Copenhague en décembre 2002, ou encore à Thessalonique en juin 2003²¹⁴. Organisés à chaque fois par des coalitions d'acteurs issus du pays d'accueil, ces événements n'en restent pas moins des épisodes contestataires relevant d'une dynamique commune. Tous orientés vers la remise en cause des orientations générales de l'Union européenne, ces contre-sommets sont clairement identifiés comme relevant du mouvement altermondialiste dans sa dimension européenne. Surtout, ce sont des événements transnationaux : si la part des participants étrangers reste limitée²¹⁵, ils constituent un cadre au sein duquel les organisations les plus impliquées par la suite dans le Forum Social européen et dans nos réseaux thématiques commencent à se rencontrer de façon régulière. A cet égard, la succession de contre-sommets de l'Union européenne au début des années 2000 s'inscrit pleinement dans la dynamique

²¹⁴ Pour un compte-rendu détaillé de cette série de contre-sommets : Caiani Manuela, Della Porta, Donatella, *Social movements and Europeanization*, op. cit., p.129 et suiv.

²¹⁵ Voir par exemple : Bédoyan, Isabelle, Van Aelst Peter, Walgrave Stefaan, "Limitations and Possibilities of Transnational Mobilization: The Case of EU Summit Protesters in Brussels, 2001", *Mobilization An International Journal*, Vol. 9, Issue 1, 2004, p.39-54. L'analyse de la participation dans ce contre-sommet de l'Union européenne est alors cohérente avec les analyses effectuées lors des deux premiers FSE à Florence en 2002 et à Paris en 2003. Voir della Porta, Donatella, « Démocratie en mouvement. Les manifestants du Forum Social Européen, des liens aux réseaux », article cité ; Gobbille, Boris, Uysal Aysen, « Cosmopolites et enracinés », in Isabelle Sommier, Eric Agrikoliansky (dir.), *Radiographie du mouvement altermondialiste*, op. cit., p.105-126.

contestataire qui aboutira notamment à la création des réseaux thématiques qui nous intéressent.

La mise en route du processus du FSE à Florence en 2002 renforce encore cette dimension européenne du mouvement altermondialiste, en autonomisant son agenda par rapport à celui des institutions européennes²¹⁶. A ce titre, l'un des objectifs de la déclinaison de la forme du Forum Social au niveau européen vise bien à contribuer à la constitution d'un mouvement social proprement européen : il s'agit dès le départ de favoriser la mobilisation de militants et d'organisations venus de pays divers sur les politiques menées en commun par les Etats à l'échelle du continent, dans la continuité des contre-sommets européens organisés depuis la fin des années 90²¹⁷. Ainsi, si le premier Forum est largement orienté vers le thème de la guerre (dans un contexte d'intervention militaire américaine imminente en Irak), qui donnera lieu à la journée internationale du 15 février 2003 contre la guerre, l'édition de Paris est consciemment orientée par le Comité d'Initiative Français vers les questions européennes, même si les séminaires directement liés aux politiques de l'UE s'avèrent moins nombreux qu'il n'y paraît²¹⁸.

Dès lors, le Forum Social Européen représente l'espace privilégié d'investissement des activistes se réclamant de l'altermondialisme à l'échelle européenne. Conçu à l'origine comme un événement annuel issu d'une préparation régulière tout au long de l'année, celui-ci voit rapidement les discussions en son sein se spécialiser, pour embrasser des thèmes précis et variés, tels que l'éducation, le féminisme, les migrations, mais également les droits sociaux dans l'Union européenne (notamment à travers le collectif contre la Charte des droits fondamentaux puis le réseau REDS) et les services publics²¹⁹. Chaque année, une partie des mêmes acteurs se retrouvent lors des Forums de Florence, puis de Paris et de Londres, pour aborder des questions importantes au regard de leurs activités quotidiennes. A ce titre, les

²¹⁶ Féron, Elise, « Les altermondialistes dans le mouvement social européen : entre participation et retrait », article cité.

²¹⁷ Objectif qu'on retrouve dans la Déclaration finale adoptée lors de l'Assemblée des mouvements sociaux du FSE de Florence : « Des mouvements de grande ampleur se développent dans toute l'Europe : les mouvements sociaux européens représentent une possibilité nouvelle et concrète de construire une autre Europe pour un autre monde. Nous nous engageons ici à élargir encore nos alliances pour l'année prochaine en organisant des mobilisations et campagnes : contre le néolibéralisme, contre la guerre, contre le racisme, contre le sexisme, pour les droits et l'autre Europe », Déclaration de l'Assemblée des mouvements sociaux, FSE de Florence, 10 novembre 2002.

²¹⁸ Cardon, Dominique, « Un programme en débats : forums, formes et formats » (avec Eric Agrikoliansky), in Agrikoliansky (Eric), Sommier (Isabelle), dir., *Radiographie du mouvement altermondialiste. Le deuxième forum social européen*, Paris, La dispute, 2005, p. 45-74.

²¹⁹ Entretien, Membre de la Fondation Copernic, mars 2009 ; Entretien, Représentante de l'AITEC-IPAM, Animatrice du réseau Services publics, novembre 2008, Entretien, Représentante du SNES-FSU, janvier 2009, Entretien, Représentante d'Attac Suède, juin 2009, Entretien, Représentante de la FIOM-CGIL, février 2010.

futurs réseaux thématiques qui seront formellement intégrés au processus préparatoire du FSE d'Athènes peuvent bien être considérés comme le fruit de ces premières éditions et des axes thématiques du programme.

Alors même que le Forum Social Européen se construit dans la continuité de la vague contestataire qui anime le continent européen depuis le sommet d'Amsterdam, les réseaux thématiques étudiés dans ce travail peuvent donc bien être analysés en lien avec les mobilisations altermondialistes qui se sont développées depuis la fin des années 90. Lancées sur la question de l'emploi en 1997, les thèmes de contestation se déplacent vers ceux des droits sociaux au tournant des années 2000, dessinant les contours du futur réseau de la Charte des principes pour une Autre Europe. Mais ces épisodes de mobilisations européennes s'élargissent, notamment dans le cadre du Forum Social Européen. Centré sur les questions européennes, le Forum permet aux organisations travaillant sur le même thème de se rencontrer. Ayant démontré que nos réseaux thématiques sont issus d'une dynamique contestataire générale, il s'agit maintenant de voir que leur création intervient précisément au moment où cette dynamique collective tend à s'affaiblir. Ce constat passe par l'analyse des campagnes spécifiques dont sont issus les réseaux Charte et Services publics d'abord (b), puis par celle de l'éloignement progressif du syndicalisme et de l'altermondialisme européen pour le réseau Travail et mondialisation (c).

b) Les réseaux thématiques comme aboutissement de campagnes européennes spécifiques

L'objectif est de montrer ici que pour le réseau Services publics comme pour le réseau de la Charte, leur création constitue un point d'aboutissement à la fin de campagnes menées en Europe sur des thèmes spécifiques.

Contre l'AGCS et contre la directive Bolkestein : les campagnes fondatrices du réseau Services publics

Deux campagnes distinctes mais néanmoins liées peuvent être considérées comme étant à l'origine de la volonté de constituer un réseau permanent sur les services publics au niveau européen.

La première campagne renvoie à la négociation dans le cadre de l'OMC d'un Accord Général sur le Commerce des Services (AGCS). Bien que prévu dès la création de l'OMC en 1994, les négociations ne débutèrent à proprement parler qu'à partir de 2001, dans le cadre du cycle de Doha. Il s'agissait alors de libéraliser le commerce des services au niveau mondial, faisant peser des dangers sur le régime protecteur accordé aux services publics, qui pouvait alors être assimilé à des mesures protectionnistes²²⁰. A partir de 2002, en France, sous l'impulsion d'Attac, le mouvement des « zones hors-AGCS » fut lancé, qui demandait aux collectivités locales de déclarer explicitement leur opposition à cet accord. Fin 2004, on dénombrait ainsi 620 collectivités locales hors AGCS en France²²¹. En Belgique, un groupe de travail du Forum Social de Belgique sur l'AGCS fut également constitué en 2002, animé par deux membres d'Attac Wallonie-Bruxelles. La présence de ces animateurs aux Etats généraux des collectivités hors AGCS en novembre 2004 à Bobigny fut alors à l'origine de l'idée d'organiser une Convention Internationale des Collectivités Locales pour la promotion des Services Publics face à l'AGCS, organisée à Liège en octobre 2005²²², réunissant environ 400 participants venus de 15 pays différents, principalement de France, de Belgique, et de Suisse. Il s'agissait donc de donner une dimension européenne à l'opposition à l'AGCS.

Deux remarques sur cette campagne peuvent être formulées. D'abord, si cette campagne peut évidemment être rattachée au mouvement altermondialiste, à la fois par ses thèmes de revendications (dans la droite ligne des mobilisations contre l'OMC, de Seattle en 1999 à Cancún en 2003) et par ses acteurs (elle fut principalement promue par le réseau Attac), il ne s'agit pas néanmoins d'une campagne de grande ampleur visant à influencer la décision politique par la mobilisation de nombreux militants dans la rue²²³ (contrairement aux autres campagnes de notre cycle de contestation), mais plutôt par des canaux plus institutionnalisés tels que le relais de ses revendications par des élus locaux et des liens avec certains partis politiques. Cependant, et c'est notre deuxième remarque, elle est fondatrice du réseau Services publics, qui s'y réfère directement dans l'appel lancé à Athènes pour annoncer sa naissance et ses objectifs : « Nous nous sommes engagé(e)s dans la lutte contre

²²⁰ George, Susan, « Faire monter le mouvement en puissance », *L'Économie politique*, N°25, 1/2005, p. 30-36.

²²¹ Ibid.

²²² Entretien, Membre d'Attac Wallonie-Bruxelles, animateur du groupe OMC/AGCS du Forum Social de Belgique, avril 2009.

²²³ Cela ne signifie pas pour autant que des participants ne participaient pas aux contre-sommets de l'OMC, comme celui de Hong-Kong en 2005, que la Convention de Liège soutenait dans sa déclaration finale : Convention Internationale pour la promotion des Services publics, « Résolution de Liège », 22 et 23 octobre 2005, disponible sur le site : <http://agcs-gats.org/articles.php?lng=fr&pg=10>, page consultée le 30 septembre 2011.

les politiques de l'Organisation Mondiale de Commerce et contre l'AGCS »²²⁴, et qui explique en quelques lignes la portée de cet accord. De plus, une réunion du réseau Services publics fut également organisée après le FSE d'Athènes lors de la seconde réunion de la Convention hors AGCS à Genève en octobre 2006, témoignant des liens existants entre ces deux structures²²⁵.

La seconde campagne fondatrice du réseau européen sur les Services publics est celle liée à l'annonce par la Commission européenne d'un projet de directive sur le commerce des services en janvier 2004. Si la campagne européenne contre la directive Bolkestein semble donner l'image d'un mouvement transnational avec des manifestations européennes voyant converger des militants venus de pays divers face aux institutions européennes, à Bruxelles en mars 2005 et à Strasbourg en février 2006, il convient de voir que l'annonce de la directive a d'abord donné lieu à des réactions au niveau national²²⁶. C'est seulement à la fin de l'année 2004 que la mobilisation est véritablement devenue transnationale²²⁷, sous l'impulsion notamment des acteurs du Forum Social Européen à Londres et de la CES, comme le montre la manifestation du 19 mars 2005, à laquelle chacun de ces différents acteurs appelait. Les préoccupations des altermondialistes et des organisations syndicales renvoyaient en premier lieu aux problèmes posés par le principe du pays d'origine, tels que les risques de dumping social ou les problèmes liés à l'application et au contrôle du respect du droit du travail. Surtout, pour ce qui concerne spécifiquement les services publics, un deuxième problème majeur renvoyait au champ d'application de la directive, qui était conçue comme un texte à portée générale. A cet égard, les services publics, ou services d'intérêt général dans le cadre européen, n'étaient pas clairement exclus du champ d'application de la directive, ce qui était

²²⁴ Réseau européen sur les Services publics, « Déclaration d'Athènes – Une autre Europe avec des Services publics pour tous », Athènes, 7 mai 2006.

²²⁵ Nous revenons sur cette réunion dans la deuxième partie de ce chapitre, p.158.

²²⁶ Pour le détail du déroulement de la campagne contre la directive Bolkestein, voir Crespy, Amandine, « Avec la société civile contre "Bolkestein": le Parlement européen entre idéologie et stratégie institutionnelle », *Revue française de science politique*, 60(5), 2010, p.975-996.

²²⁷ Della Porta et Caiani analysent cette campagne de mobilisations comme un cas d'« externalisation de la contestation », qui correspond au fait de rechercher des alliés au niveau international pour en retour faire pression sur les gouvernements nationaux. Cette interprétation est valable si on considère qu'il s'agissait de presser les gouvernements nationaux à changer leur position en tant que membres du Conseil vis-à-vis du projet de directive. Néanmoins, elles précisent que ce cas a donné lieu à l'activation de réseaux d'acteurs à différents niveaux, aboutissant à une combinaison des niveaux auxquels la contestation s'est exprimée (au niveau national et au niveau européen). Voir della Porta, Caiani, *Social movements and Europeanization*, op. cit., Chapitre 3. Pour les typologies relatives à l'internationalisation de l'action collective, voir celle proposée par Balme, Richard, Chabanet, Didier, « Introduction. Action collective et gouvernance de l'Union européenne », in Balme, Richard, Chabanet, Didier, Wright Vincent, *L'Action collective en Europe*, op. cit., p.21-121 et par : Imig Doug, Tarrow, Sidney, « Mapping the Europeanization of Contention : Evidence from a Quantitative Data Analysis », in Imig Doug, Tarrow, Sidney, *Contentious Europeans*, op. cit., p.27-52.

alors perçu par les syndicats et les mouvements sociaux comme une provocation de la part de la Commission, laquelle se refusait par ailleurs depuis 2002 à proposer une directive cadre sur les services d'intérêt général²²⁸.

Du côté des acteurs du réseau Services publics du Forum Social Européen, le rattachement à la directive Bolkestein est ainsi l'un des principaux points de référence dans la déclaration d'Athènes :

« Nous nous sommes engagés (...) pour le retrait du projet de Directive Services et contre les directives qui vont plus loin dans la libéralisation et la privatisation des services publics. Nous savons que le contre pouvoir que nous avons pu exercer a permis de modifier certains aspects importants inacceptables du projet Bolkestein de directive Services. Nous considérons néanmoins que la majeure partie du « compromis » reste celui de la libéralisation dans de nombreux domaines cruciaux pour l'idée de « bien commun ». Pour cette raison nous continuerons à contester l'agenda néolibéral européen »²²⁹.

En se référant directement à la campagne contre la directive Bolkestein, les participants à la réunion de constitution du réseau Services publics nous permettent de constater le lien direct entre cette mobilisation et l'idée de créer un réseau européen.

Dès lors, si le réseau Services publics est directement issu de cette campagne et de celle contre l'AGCS initiée par Attac, il convient surtout de constater que sa constitution intervient précisément au moment où ces deux campagnes distinctes touchent à leur fin. Ainsi, pour ce qui concerne l'AGCS, le cycle de Doha entamé en 2001 semble piétiner à la fois sur la question des services et sur la question agricole dès le sommet de Cancun en 2003 et le cycle de négociations est officiellement suspendu en juillet 2006. En ce qui concerne la directive Services, les manifestations de février 2006 à Strasbourg ont également lieu dans un contexte de prise en compte de certaines des revendications des acteurs mobilisés, à la fois par certains gouvernements nationaux (dont la France dès le printemps 2005 dans le contexte de la campagne du Traité constitutionnel européen – cf. *infra*) et par les institutions européennes. Ainsi, en février 2006, un compromis supprimant la référence directe au principe du pays d'origine est trouvé au Parlement européen et annonce l'adoption définitive de la directive dans l'année qui suit. A la lumière de ces éléments, on s'aperçoit que le réseau Services publics est né à un moment où viennent de se dérouler des campagnes importantes en Europe

²²⁸ Ibid., p.978.

²²⁹ Réseau européen sur les Services publics, « Déclaration d'Athènes – Une autre Europe avec des Services publics pour tous », document cité.

sur la question. C'est également le cas du réseau de la Charte qui est conçu comme une continuation de la campagne d'opposition au Traité constitutionnel européen.

Contre le Traité constitutionnel européen : une dimension européenne qui débouche sur la création du réseau de la Charte

Nous avons montré que le réseau de la Charte tire ses origines dans les Marches européennes contre le chômage puis dans l'opposition à la Charte des droits fondamentaux. Si la Charte est finalement adoptée en tant que déclaration générale sans valeur juridique à Nice en décembre 2000, la campagne d'opposition trouve son prolongement logique dans le processus de constitutionnalisation de l'Union européenne, et dans la perspective d'adoption du Traité constitutionnel européen. Alors que l'idée d'une Charte alternative fut discutée au Forum Social Européen de Paris en décembre 2003 lors des séminaires organisés par le réseau européen pour les droits sociaux (REDS), c'est cette campagne qui donnera l'impulsion pour transformer ce réseau en un outil pour rédiger une Charte des principes pour une Autre Europe.

Cependant, la campagne des altermondialistes contre le Traité Constitutionnel Européen ne peut pas être assimilée à une mobilisation transnationale de la même façon que la campagne contre la directive Bolkestein. Celle-ci s'est en effet particulièrement développée en France, et dans une moindre mesure aux Pays-Bas²³⁰, en raison de la tenue de référendums dans ces deux pays. Sur le cas de la France, Eric Agrikoliansky montre bien que la campagne référendaire ne correspond en aucun cas au réveil d'une société civile européenne qui se saisirait d'une opportunité d'action dans un des pays membres, mais bien de facteurs internes aux mouvements français, et notamment les conflits internes sur la gestion de l'association Attac-France, que la campagne d'opposition au Traité permettait de reléguer au second plan²³¹. S'il s'agit, pour ces acteurs, de contester les politiques menées par l'Union européenne, cette campagne référendaire correspond plus directement à un cas d'internalisation de la contestation (contestation des politiques européennes dans l'espace

²³⁰ A travers la coalition Grondwet Nee, regroupant une vingtaine d'organisations proches de l'altermondialisme.

²³¹ Agrikoliansky, Eric, « Une autre Europe est-elle possible ? Les altermondialistes français et le TCE : les conditions d'une mobilisation ambiguë », in A. Cohen, A. Vauchez (dir.), *La Constitution européenne. Genèses et usages*, Bruxelles, de Boeck, 2007, p.209-236.

politique national) qu'à une mobilisation transnationale faisant intervenir des acteurs de plusieurs pays contre les politiques européennes²³².

Pour autant, ces éléments ne doivent pas occulter le fait qu'une petite élite d'activistes transnationaux, habitués aux rencontres militantes européennes, en particulier dans le cadre du Forum Social Européen, s'est largement impliquée dans la campagne de rejet du Traité. Cette élite militante, entretenant des relations et développant des activités à l'échelle européenne, mais mobilisant à cette échelle des ressources et des opportunités consolidées au niveau national, renvoie ainsi à la figure des « cosmopolites enracinés » tels que les définit Sidney Tarrow²³³. Ainsi, il s'agit pour la plupart d'entre eux de représentants d'organisations nationales plus ou moins importantes (Attac, think-tanks de la gauche radicale, certains syndicats) ou d'activistes individuels ayant acquis une forte reconnaissance dans des luttes nationales avant de développer des liens à l'échelle européenne, notamment dans le cadre du FSE.

Afin de manifester leur opposition au projet de Traité constitutionnel européen, une conférence réunissant cette élite d'activistes transnationaux européens avait déjà été organisée à Rome en mai 2004 afin de discuter de principes alternatifs communs pour le mouvement altermondialiste européen²³⁴. De même, l'Assemblée des mouvements sociaux au FSE de Londres (2004) avait affirmé son opposition au Traité Constitutionnel Européen signé par les chefs d'Etat et de gouvernement en octobre 2004. De plus, durant la campagne française, des rencontres européennes ont lieu afin d'associer ces militants européens à l'opposition au traité, afin notamment de faire la preuve du caractère pro-européen de la position défendue par les altermondialistes. Ainsi, les 3 et 4 avril 2005, une première réunion est organisée

²³² On fait ici référence aux typologies de l'internationalisation de la contestation citées précédemment : Balme, Richard, Chabanet, Didier, « Introduction. Action collective et gouvernance de l'Union européenne », in Balme, Chabanet, Wright, *L'action collective en Europe*, op. cit. ; Imig Doug, Tarrow, Sidney, « Mapping the Europeanization of Contention... », in Imig Doug, Tarrow, Sidney, *Contentious Europeans*, op. cit.

²³³ Les activistes transnationaux, qui se singularisent par leur engagement dans l'action contestataire, sont considérés comme un sous-groupe des cosmopolites enracinés, qui se caractérisent par un double ancrage national et international pour formuler des demandes en commun avec d'autres acteurs à l'échelle internationale. Cf. Tarrow, Sidney, *The New Transnational Activism*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005, p.40 et suiv. Ce concept a été partiellement remis en cause en ce qui concerne les militants altermondialistes participant au Forum Social Européen de Paris ou encore au G8 d'Evian en 2003, en raison d'un engagement transnational beaucoup moins marqué que l'insertion dans des réseaux et des activités nationales (Voir Agrikoliansky, Eric Gobille Boris et Hajji Ilhame, « Que savons-nous des militants altermondialistes ? Réflexion sur les conditions d'internationalisation d'un mouvement social », *Politique et Sociétés*, vol. 28, n°1, 2009, p.135-166). Néanmoins, dans le cas qui nous intéresse, le concept reste largement opératoire en ce sens que nous limitons son application à l'élite des militants européens impliqués dans le refus du TCE, beaucoup plus régulièrement impliquée dans des activités internationales que l'ensemble des participants aux événements de l'altermondialisme. Cette diversité des degrés d'insertion à l'international est d'ailleurs bien envisagée par Tarrow, *The New Transnational Activism*, op. cit., p.43.

²³⁴ « Compte rendu de la conférence européenne de Rome des 22 et 23 mai 2004 », rédigé par Annick Coupé, juin 2004.

conjointement par la Fondation Copernic, le réseau européen Transform !, et le groupe de la GUE/NGL au Parlement européen, faisant intervenir plusieurs activistes qui seront particulièrement actifs par la suite dans le réseau de la Charte des principes pour une Autre Europe²³⁵. Une seconde réunion a lieu le 30 avril, organisée par Attac, et fait appel à des responsables des autres Attac d'Europe²³⁶. Cette dynamique proprement européenne, bien que limitée dans son ampleur, culmine lors de la rencontre européenne des 24 et 25 juin 2005, qui vise à analyser la portée des résultats des référendums en France et aux Pays Bas et à discuter des suites à donner à ces événements. 200 personnes participent à cette réunion qui se termine sur l'idée de rédiger une Charte affirmant les principes défendus par le mouvement altermondialiste européen dans l'optique du FSE d'Athènes²³⁷.

Deux remarques peuvent être effectuées ici. D'abord, cette réunion constitue bien l'acte de naissance du réseau de la Charte, dont l'objectif premier était la rédaction de ce document. A cet égard, la réunion de Paris permet d'envisager un processus de réflexion sur des principes alternatifs à la construction européenne qui s'élargit à l'ensemble des organisations européennes qui ont soutenu les campagnes française et néerlandaise contre le Traité constitutionnel européen. Dans le même temps, et c'est ce qui est déterminant dans notre perspective, la création du réseau Charte intervient précisément à la fin des campagnes référendaires citées ci-dessus. Cela signifie qu'une partie des acteurs impliqués dans ces campagnes est susceptible de considérer que leurs objectifs sont atteints. On peut ainsi supposer que la période qui s'ouvre en juin 2005 est susceptible de donner lieu à une baisse d'intensité de l'investissement de ces militants européens sur la question des institutions et des droits sociaux dans le cadre de l'UE. A cet égard, le contexte de la création du réseau de la Charte est similaire à celui de la constitution du réseau Services publics, puisqu'elle est directement issue d'une campagne altermondialiste en Europe.

De son côté, le réseau Travail et mondialisation répond à un contexte relativement différent, visant non plus à prolonger certaines campagnes mais plutôt à relancer une coopération entre le syndicalisme européen et le mouvement altermondialiste en Europe.

²³⁵ Programme posté par la Fondation Copernic sur le site Bellacio : <http://bellacio.org/fr/spip.php?article13410>, page consultée le 30 septembre 2011.

²³⁶ Voir le programme sur le site d'Attac-France : <http://www.france.attac.org/spip.php?article4810>, page consultée le 30 septembre 2011.

²³⁷ Déclaration Conférence Européenne, « Une nouvelle époque peut s'ouvrir en Europe », Paris, 25 juin 2005.

c) Le réseau Travail et mondialisation : un contexte d'éloignement progressif du syndicalisme européen du processus du Forum Social Européen

Pour ce qui concerne notre troisième réseau, l'analyse du contexte de sa constitution ne nous permet pas de renvoyer à une campagne européenne particulière dont le réseau serait l'aboutissement. Cependant, on peut bien mettre en relation la création du réseau Travail et mondialisation avec la dynamique contestataire de l'altermondialisme européen au début des années 2000, en s'interrogeant sur les liens entre le syndicalisme européen et l'altermondialisme. Tandis que dans la période de mobilisations soutenues marquées par la succession de contre-sommets et la création du FSE, les sphères syndicales et altermondialistes européennes tendaient à avoir des activités en commun, le contexte de la création du réseau est plutôt celui d'un retrait progressif des grandes organisations syndicales et de la Confédération Européenne des Syndicats des événements liés à l'altermondialisme en Europe.

Des divergences anciennes qui n'empêchent pas des expériences communes entre syndicalisme européen et mouvement altermondialiste

Plusieurs observations peuvent être formulées. D'abord, par rapport au cycle de contestation que nous avons mis en évidence, la création du réseau Travail et mondialisation intervient chronologiquement un certain temps après les dernières manifestations européennes qui ont vu se mobiliser les syndicats européens, précisément dans le cadre de la campagne d'opposition à la directive Services en février 2006. Il n'est donc pas étonnant que ce réseau ne soit pas considéré comme un point d'aboutissement d'une campagne en particulier. Ensuite, la question des relations entre les syndicats membres de la CES et la CES d'une part, et le reste du mouvement altermondialiste²³⁸ d'autre part, renvoie à des conflits anciens, présents dès l'émergence d'un mouvement d'opposition aux politiques de l'Union européenne en marge des activités strictement syndicales de la CES. Ainsi, dès l'organisation des

²³⁸ Nous faisons référence ici de façon générique à l'ensemble des acteurs qui se sont mobilisés à partir de la fin des années 90 sur des terrains auparavant réservés au mouvement syndical majoritaire et à la Confédération européenne des Syndicats au niveau européen. Il s'agit principalement des Marches européennes contre le Chômage, des organisations syndicales qui se sont créées depuis la fin des années 80 sur la base de scissions au sein des grandes confédérations, notamment françaises et italiennes (Sud-Solidaires, Cobas, etc.) ou encore du mouvement Attac créé en juin 1998 en France.

premières Marches européennes contre le chômage, le Secrétaire général de la CES avait mis en garde ses affiliés vis-à-vis de ces groupes opposés à la politique pratiquée par la CES²³⁹. A Nice en 2000, la CES s'était positionnée en faveur de l'adoption de la Charte des droits fondamentaux, tout en proposant son amélioration, alors que les Marches européennes, Attac, ou encore les syndicats non membres de la CES tels que les Cobas, la FSU, le G10-Solidaires étaient opposés à son adoption en l'état. Au contre-sommet de Barcelone en mars 2002, deux manifestations séparées furent organisées, l'une à l'appel de la CES le jeudi 14 mars qui réunit 100 000 personnes, l'autre à l'appel des participants à l'organisation du contre-sommet européen, qui réunit entre 200 et 400 000 personnes le samedi 16 mars²⁴⁰. Les raisons de cette distance entre le mouvement syndical européen incarné par la CES et le reste du mouvement altermondialiste sont diverses et renvoient tant à la conception idéologique des changements politiques et sociaux à revendiquer qu'à la pratique concrète de la représentation des intérêts défendus à l'échelle européenne²⁴¹.

Dans notre perspective, l'essentiel est cependant de constater à présent que ces différences sont anciennes et ont pu s'observer concrètement lors de manifestations et contre-sommets par le passé. Pour autant, malgré ces différences majeures, des épisodes de mobilisation et une certaine coopération entre le mouvement syndical européen et le mouvement altermondialiste ont été possibles, dans le contexte de la dynamique contestataire relativement soutenue à l'échelle européenne entre la fin des années 90 et le milieu des années 2000. Ainsi, l'ampleur de la mobilisation de Nice en 2000 s'explique par un appel conjoint de la CES et des organisations altermondialistes à manifester dans le même cortège, malgré des degrés de revendications différents. De plus, certains syndicats membres de la CES se sont impliqués dans des campagnes altermondialistes dès la fin des années 90, et ces derniers ont eu tendance à se rapprocher des mouvements contestataires, notamment en Italie, en France, en Allemagne²⁴². Surtout, l'initiation du processus du Forum Social Européen a largement

²³⁹ Mathers, Andy, op. cit., p.56.

²⁴⁰ A laquelle s'étaient néanmoins associées au dernier moment les deux confédérations syndicales espagnoles majoritaires membres de la CES, l'UGT et les CC.OO. Spadoni, Patrice, «Entre 3 et 400 000 personnes contre « l'Europe du Capital ! », Marches européennes contre le chômage, mars 2002, <http://euromarches.org/francais/02/barc6.htm>, page consultée le 30 septembre 2011.

²⁴¹ Moissonnier, Loïc, « La participation des syndicats européens aux mobilisations altermondialistes : cohésion renforcée ou miroir de la diversité ? », *Politique européenne*, n°27, Hiver 2009, p.153-176. Les conséquences des divergences entre le syndicalisme européen et le mouvement altermondialiste sont abordées dans la deuxième partie de ce chapitre, en les rapportant à la question des conceptions de la démocratie et des stratégies d'action.

²⁴² della Porta Donatella, « Gewerkschaften als Teil der globalisierungskritischen Bewegung und die Europäisierung politischen Handelns », in *Berliner Debatte Initial*, 16, 2006, p. 53-72.

permis de rapprocher les syndicats du mouvement altermondialiste, en particulier dans le contexte italien qui entourait la préparation de la première édition du Forum en 2002. C'est ainsi l'opposition commune à la politique du gouvernement Berlusconi et l'appel à la grève générale lancée par les syndicats italiens en juin 2002 qui a permis de faire accepter l'implication de la CGIL dans l'organisation du Forums par les groupes les plus opposés à cette organisation parmi les altermondialistes italiens²⁴³, ainsi que celle de la CES en tant que telle²⁴⁴. Par ce biais, des syndicats nationaux membres de la CES se sont également impliqués dans le processus des Forums Sociaux Européens, tels que la CGIL, la CGT française, Verdi et IG Metall en Allemagne, les syndicats belges FGTB et CSC, les Commissions ouvrières espagnoles, la CGT grecque et le syndicat du secteur public Adedy, etc²⁴⁵. Lors du premier FSE de Florence, des discussions avaient eu lieu entre les syndicats et le reste du mouvement altermondialiste, donnant lieu à des perspectives d'action commune sur des thèmes tels que les services publics, et l'introduction d'une taxe Tobin sur les transactions financières²⁴⁶.

Au plus fort de la vague de mobilisations portée par le mouvement altermondialiste à l'échelle européenne, on s'aperçoit donc que des rapprochements entre les organisations syndicales affiliées à la CES et les organisations altermondialistes intervenant sur des thèmes traditionnellement portés par les syndicats ont été possibles. Durant cette période, ces derniers ont pris part ensemble à des discussions communes mais également à des épisodes d'action collective, laissant de côté leurs divergences. On peut interpréter ce constat comme un effet de la dynamique contestataire qui s'est développée à partir de la fin des années 90 en Europe²⁴⁷: dès lors que des mobilisations de grande ampleur ont été organisées et se sont diffusées dans le temps et dans l'espace, la coopération entre ces acteurs divers a parfois pris le pas sur les divergences qui pouvaient par ailleurs les opposer²⁴⁸. Cependant, à mesure que cette dynamique contestataire se développait, les grands organisations syndicales ont eu tendance à

²⁴³ Cette position était justifiée par ces acteurs par la « compromission » de cette dernière dans le partenariat social au niveau national et son acceptation à travers sa position de membre de la CES des orientations économiques libérales des institutions européennes.

²⁴⁴ della Porta, Donatella, "The Unions, the movements, Europe and democracy. Some evidences from the first European Social Forum", European Conference, Organised Labour – An Agent of EU Democracy? Trade Union Strategies and the EU Integration Process, University College of Dublin, October 30th 2004.

²⁴⁵ Moissonnier, Loïc, « La participation des syndicats européens aux mobilisations altermondialistes : cohésion renforcée ou miroir de la diversité ? », article cité.

²⁴⁶ Bieler, Andreas, Morton Adam David, "“Another Europe is Possible”? Labour and social movements at the European Social Forum", *Globalizations*, Vol.1/2, 2004, p.303-25.

²⁴⁷ Alors même qu'au début de cette vague de mobilisations, la CES nourrissait une certaine méfiance vis-à-vis des Marches européennes contre le chômage en 1997.

²⁴⁸ En retour, on peut considérer que la participation conjointe des organisations syndicales et des altermondialistes à l'échelle européenne a vraisemblablement permis d'entretenir la dynamique contestataire du début des années 2000, en favorisant la mobilisation conjointe de militants d'autant plus divers, plutôt proche du syndicalisme ou plutôt proche de l'altermondialisme.

prendre leurs distances avec le mouvement altermondialiste européen, aboutissant à la création du réseau Travail et mondialisation en 2007.

Une réaction à la tendance au retrait des grands syndicats des événements de l'altermondialisme : vers la création du réseau Travail et mondialisation

Nous avons expliqué que le réseau Travail et mondialisation avait été créé dans le but de rapprocher les syndicats et les mouvements sociaux dans le cadre du processus du Forum Social Européen. En fait, cet objectif renvoie au fait qu'après le succès du FSE de Florence, les syndicats membres de la CES et la CES elle-même ont eu tendance à garder leur distance avec le reste du mouvement altermondialiste. Déjà au FSE de Paris en 2003, l'engagement de la CGT dans l'organisation de l'événement était resté plus limité que celui de la CGIL l'année précédente²⁴⁹. A cette occasion, témoignant d'une coupure certaine entre les syndicats et le reste du mouvement, un Forum syndical organisé par la CES s'était tenu en amont du Forum²⁵⁰, mais aucun officiel de la CES n'avait ensuite participé activement à des séminaires ou des plénières du FSE²⁵¹. Après l'engagement de la CES en faveur du Traité constitutionnel européen en 2004-2005, les relations entre ces deux types d'acteurs (syndical et altermondialiste) sont devenues plus compliquées encore. Un autre signe de cette coupure grandissante fut l'organisation de deux manifestations séparées par la CES et la mouvance altermondialiste en février 2006 au moment du vote au Parlement européen sur la directive Bolkestein, sur des mots d'ordres différents.

En fait, ces éléments nous montrent qu'au fil du déroulement de la vague de mobilisations que nous avons identifiée, les divergences entre la sphère syndicale européenne et le mouvement altermondialiste ont eu tendance à refaire surface. Ces observations sont alors convergentes avec l'analyse que fait Sidney Tarrow des cycles de contestation : tandis que la période de diffusion d'un mouvement dans le temps ou dans l'espace se caractérise par la convergence d'acteurs divers²⁵², des secteurs les plus mobilisés vers les moins mobilisés,

²⁴⁹ Bérout Sophie et Ubbiali Georges, « La CGT, entre soutien distancié et refondation », in Agrikoliansky E., O. Fillieule et N. Mayer (dir), *L'Altermondialisme en France – Longue histoire d'une nouvelle cause*, op. cit., p. 291-316.

²⁵⁰ Notons toutefois que l'organisation de cet événement était motivée par le besoin de coordonner les activités des syndicats de la CES dans le cadre du Forum, dans le but de favoriser la cohésion du syndicalisme européen, qui est l'une de ses faiblesses. Voir Moissonnier Loïc (2009), article cité.

²⁵¹ Bieler, Andreas, Morton, Adam David (2004), article cité.

²⁵² Ce qui, par définition, constitue l'une des caractéristiques essentielles d'un mouvement social, c'est-à-dire la mise en action en vue d'un objectif commun d'une grande diversité d'acteurs engagés dans des interactions conflictuelles avec la cible de leur contestation.

cette dynamique finit toujours par s'inverser, à travers des mécanismes divers²⁵³. Parmi ces mécanismes, l'apparition de divergences entre différentes factions d'un même mouvement constitue un des éléments de la démobilisation et du déclin des cycles de contestation. Dans le cas qui nous intéresse ici, il s'agit donc d'affirmer que la réapparition de conflits entre le mouvement syndical et le mouvement altermondialiste européen constitue l'un des vecteurs de l'affaiblissement de la vague contestataire qui a pu être observée à l'échelle européenne dans la période analysée dans ce chapitre²⁵⁴.

C'est dans cette optique qu'il convient de comprendre la naissance du réseau Travail et mondialisation. Créé en mars 2007 à l'échelle européenne, ce dernier s'inscrit bien dans le contexte de fin de mobilisations à l'échelle européenne, marqué par un moindre engagement des syndicats de la CES dans le processus du Forum Social Européen notamment, ainsi que par l'émergence de désaccords profonds entre les organisations syndicales et les autres acteurs de l'altermondialisme européen, à partir des années 2003-2005. Le principal objectif fixé à ce réseau, à savoir le « renforcement des relations entre les syndicats, les mouvements sociaux et les centres de recherches engagés sur le thème du travail »²⁵⁵ semble bien répondre à cette mise à distance de ces différents acteurs, perçue comme dommageable pour le mouvement global d'opposition à l'orientation des politiques de l'Union européenne. Dans la suite de ce travail, il s'agit alors de voir si le contexte de démobilisation dans lequel s'inscrit la création de ce même réseau nous permet d'expliquer son échec à renforcer la coopération entre ces différents types d'acteurs et donc à remplir les objectifs qu'il s'était fixé.

d) Retour sur les mécanismes de démobilisation : quels mécanismes pour les mobilisations altermondialistes européennes ?

L'analyse du contexte de la création du réseau Travail et mondialisation nous amène alors à revenir sur notre schéma causal tel que rappelé en introduction de ce chapitre. En effet, il nous donne un aperçu de la conjonction de la fin d'une série d'épisodes européens de

²⁵³ Tilly, Charles, Tarrow Sidney, *Contentious Politics*, op. cit., p.97 ; Tarrow, Sidney, *Power in movement*, op. cit., p.206.

²⁵⁴ Il ne s'agit pas ici d'affirmer que c'est l'existence de divergences entre ces deux sphères qui explique à elle seule le déclin de notre cycle, celui-ci résultant plus vraisemblablement d'un ensemble de facteurs qui ont convergé pour aboutir à une diminution de l'ampleur des mobilisations de l'altermondialisme européen à partir du milieu des années 2000 (tels que la perte d'attrait du mouvement altermondialiste et de sa nouveauté, la perception de menaces nouvelles au niveau national plutôt qu'européen ou encore la réaction des institutions européennes face aux revendications portées dans ces mobilisations).

²⁵⁵ Compte-rendu, "Report of the meeting of Lisboa EPA", March 2007.

contestation et des effets de l'hétérogénéité des acteurs sur l'incapacité des réseaux thématiques à déboucher sur des activités communes entre les participants.

Avant d'analyser la façon dont l'hétérogénéité des acteurs participants aux réseaux thématiques devient problématique dans un contexte de fin de mobilisations, il convient d'examiner les différents mécanismes de démobilisation, identifiés par Sidney Tarrow²⁵⁶ et de les appliquer à notre cycle de mobilisations au niveau européen, dont l'année 2006 semble marquer un certain reflux. D'abord, le mécanisme de lassitude ou épuisement (*exhaustion*) renvoie à l'idée selon laquelle les participants aux mobilisations finissent par quitter le mouvement, en raison des désillusions de chacun quant aux gains espérés de l'action collective. Ainsi, on peut tout à fait envisager que certains groupes aient moins vu l'utilité de s'impliquer dans les luttes européennes à partir du moment où l'ampleur des changements qu'ils demandaient n'était pas en voie d'être atteinte à l'échelle européenne. Ensuite, la réaction de l'Etat, ou dans notre cas, des Etats et des institutions européennes, vis-à-vis des demandes formulées par les mouvements sociaux est susceptible selon Tarrow de peser dans la fin des mobilisations. Ainsi, la répression peut constituer un mécanisme puissant de démobilisation, en réduisant par la force ou par la sanction la portée de la mobilisation engagée. Son usage dans les contextes démocratiques et dans le cadre du mouvement altermondialiste a bien été étudié²⁵⁷. Elle s'est en particulier exercée lors de sommets de l'UE au cœur de la période de mobilisation que nous étudions²⁵⁸, mais ne nous semble pas avoir joué un rôle déterminant dans la façon dont se sont dénouées à la fois la campagne contre le Traité constitutionnel européen et celle contre la directive Services, qui n'ont pas été marquées par des événements se concluant par une confrontation entre la police et des manifestants. Quant à la facilitation, c'est-à-dire la prise en compte partielle ou totale par les autorités politiques des demandes du mouvement, elle n'est certainement pas étrangère à la fin du mouvement contre la directive Services (à travers le nouveau projet de directive voté au Parlement en février 2006), de même que la victoire du Non aux référendums en France et aux Pays-Bas semble constituer une satisfaction des revendications portées par les

²⁵⁶ Cf. Chapitre 1

²⁵⁷ Voir Fillieule, Olivier, della Porta, Donatella (dir.), *Police et manifestants – Maintien de l'ordre et gestion des conflits*, Paris, Presses de Sciences Po, 2006 (en particulier la troisième partie : « Mondialisation : la fin de la pacification ? ») et Della Porta, Donatella, Peterson Abby, Reiter Herbert, *The Policing of Transnational Protest*, Aldershot and Burlington, Ashgate, 2006.

²⁵⁸ En particulier à Göteborg en juin 2001 et au G8 de Gênes en juillet 2001.

altermondialistes. Il est alors beaucoup plus difficile de mobiliser des masses de militants pour défendre des revendications partiellement satisfaites.

Toutefois, ces mécanismes ne nous semblent pas pouvoir véritablement expliquer l'échec des réseaux thématiques à déboucher sur des actions communes. En effet, le mécanisme de lassitude renvoie avant tout aux militants de base qui participaient au mouvement, puis qui s'en retirent. On peut rappeler ici que nos réseaux thématiques sont principalement composés de représentants d'organisations, mais également qu'ils sont explicitement destinés à renforcer la coopération entre diverses structures organisationnelles. Ils ne sont donc pas le fait d'individus lassés par l'action collective, mais au contraire voulant continuer, renforcer ou relancer des mobilisations. Ensuite, la question de la réaction des institutions européennes et des gouvernements nationaux (répression ou facilitation) peut certes jouer un rôle dans la fin du mouvement, mais ne nous donne pas d'élément sur la façon dont réagissent les différentes factions du mouvement face à cette évolution. Cette observation nous incite à aller plus loin, en considérant que la réaction des autorités étatiques est susceptible de déboucher sur des divisions entre les différents groupes engagés dans l'action collective, selon la stratégie que les uns et les autres adopteront.

C'est ce qui nous amène à prendre en compte la question de l'hétérogénéité des participants aux mobilisations européennes retracées ci-dessus puis aux réseaux thématiques dans l'incapacité de ces derniers à relancer des mobilisations collectives européennes. Chez Tarrow, celle-ci peut déboucher sur des conflits concernant l'usage de la violence ou au contraire l'institutionnalisation du mouvement (au point d'en faire un élément majeur de démobilisation dans les cycles de contestation)²⁵⁹. Dans nos réseaux, la polarisation reste néanmoins à un degré moindre, puisqu'elle porte principalement sur des modes de décision collective, plutôt verticaux ou horizontaux, ou sur des stratégies classiques de l'action collective, que celle-ci soit plutôt mobilisatrice ou plutôt liée à la représentation des intérêts au sein de canaux plus institutionnalisés²⁶⁰. Ces éléments de l'hétérogénéité favorisant la polarisation entre différents groupes d'acteurs au sein de nos réseaux thématiques sont abordés dans la deuxième partie de ce chapitre.

²⁵⁹ Rappelons ici que le concept de cycle de contestation a été forgé notamment par l'étude des mobilisations contestataires en Italie entre 1965 et 1975, qui a vu apparaître ce genre d'opposition. Voir Tarrow, Sidney, *Democracy and disorder*, op. cit.

²⁶⁰ Nous renvoyons ici aux deux dimensions de l'hétérogénéité des acteurs que nous avons retenues dans le chapitre 1.

Conclusion de la première partie

L'analyse de la dynamique des mobilisations collectives à l'échelle européenne dans les années qui précèdent la constitution de nos trois réseaux thématiques dessine un contexte de développement d'épisodes de contestation de certaines politiques économiques et sociales de l'Union européenne, dont les réseaux peuvent être considérés comme le résultat. Le précédent des Marches européennes contre le chômage fait ainsi naître l'idée de rédiger une Charte des Principes pour une autre Europe, propre aux altermondialistes. Des campagnes spécifiques contre l'AGCS, la directive Bolkestein et le Traité constitutionnel européen, débouchent directement sur la création des réseaux Charte et Services publics. En ce qui concerne le réseau Travail et mondialisation, c'est un contexte plus diffus de liens chaotiques entre le syndicalisme européen et le mouvement altermondialiste qui aboutit à la constitution du réseau, dont l'objectif est de ramener les grandes organisations syndicales et la CES vers les mobilisations promues par les altermondialistes. Pour nos trois réseaux, c'est donc un contexte de fin de mobilisations qui se dessine, qu'il soit celui de la fin de campagnes spécifiques ou de la tendance au retrait du syndicalisme européen de ces épisodes de mobilisations. Dès lors, on peut utiliser les mécanismes proposés par Sidney Tarrow pour mieux comprendre la façon dont la création de nos réseaux s'inscrit dans une dynamique de fin de mobilisations. Le mécanisme de la polarisation qui voit apparaître des conflits entre des acteurs hétérogènes apparaît le plus pertinent pour analyser nos trois cas, et nous permet de mettre en relation dans la deuxième partie, la variable du contexte et celle de l'hétérogénéité des participants.

Conflits internes aux réseaux et retrait de participants dans un contexte de démobilisation.

Dans cette seconde partie, nous intégrons la variable de l'hétérogénéité des participants comme explication de l'échec des réseaux thématiques à produire des activités ou des mobilisations communes. Il s'agit de montrer que le contexte de démobilisation fait naître des conflits sur les objectifs des réseaux thématiques. Dans le même temps, nous examinons les dimensions de l'hétérogénéité des participants (telles que nous les avons esquissées dans le chapitre 1), sur lesquelles reposent ces conflits. Pour ce faire, nous mettons en évidence le fait

que la constitution des réseaux thématiques constitue en elle-même un signe de démobilisation par le nombre limité de participants par rapport aux campagnes précédentes (a). Ensuite, nous détaillons les dimensions de l'hétérogénéité qui pèsent sur le fonctionnement des réseaux thématiques étudiés (b). Enfin, nous proposons d'identifier au sein de chaque réseau un conflit structurant en le mettant en relation avec le contexte de sa création, qui explique son incapacité à déboucher sur des actions communes (c).

a) Des réseaux comme indice du déclin des mobilisations : une élite militante européenne au sein d'espaces paradoxalement peu hétérogènes.

Après avoir détaillé le contexte de la constitution des réseaux thématiques et montré que ceux-ci s'inscrivaient dans une dynamique de démobilisation visible à l'échelle européenne, l'analyse porte en premier lieu sur le degré d'hétérogénéité observable dans les réseaux thématiques. Alors que les campagnes européennes du début des années 2000 que nous avons retracées ont vu s'impliquer de nombreuses organisations, réseaux, groupes, actifs à l'échelle nationale et/ou européenne, les réseaux thématiques constituent en fait un rétrécissement de la participation par rapport à ces dynamiques mobilisatrices. Dans cette perspective, c'est au moment où les protagonistes sont paradoxalement les moins hétérogènes que des conflits apparaissent entre des acteurs qui s'opposent sur les stratégies à adopter dans le cadre du réseau.

Des réseaux d'organisations conçus comme une infrastructure de mouvement social

En premier lieu, les réseaux thématiques de la Charte, sur les Services publics et Travail et mondialisation, sont constitués comme des réseaux d'organisations. En ce sens, ils sont conçus comme une infrastructure des mouvements sociaux²⁶¹. Il s'agit ainsi de créer ou de renforcer des liens plus ou moins formels entre des organisations afin de rapprocher leurs points de vue, et éventuellement de définir des stratégies communes, permettant par la suite

²⁶¹ Sur ce concept, voir Zald, Mayer N., McCarthy, John, *Social movements in an organizational society : collected essays*, Transaction Publishers, 1997 (en particulier la deuxième partie).

de favoriser le développement de nouvelles mobilisations à l'échelle européenne sur les thèmes qui sont au centre de leurs préoccupations.

Par exemple, le réseau de la Charte des principes pour une Autre Europe est dès le départ conçu comme un espace de réflexion qui permettra d'offrir aux mouvements sociaux européens un catalogue de principes à défendre dans les années à venir, préparés par une élite de militants actifs au niveau européen. De la même façon, le réseau Services publics constitue un espace de définition de stratégies d'action suite aux attaques contre les services publics et aux campagnes menées en Europe par des organisations syndicales et associatives représentées dans le processus du Forum Social Européen. Enfin, plus que les deux autres réseaux, le réseau Travail et mondialisation est considéré dès son lancement en mars 2007 à l'échelle européenne comme un espace de discussion entre des représentants syndicaux et des représentants d'organisations et de réseaux altermondialistes. Il s'agit clairement de rapprocher les points de vue entre ces différents types d'organisations afin de rendre possible des campagnes mobilisatrices sur les questions sociales liées au travail dans le cadre européen. Si les réseaux thématiques sont bien, dans leurs objectifs, dirigés vers l'action commune et la mobilisation de grands nombres de militants à l'échelle européenne, ils sont avant tout conçus comme des structures permettant de préparer des mouvements. En ce sens, ils traduisent la démobilisation de la masse des activistes qui participaient aux événements de contestation des politiques de l'Union européenne (contre-sommets européens, Forum Sociaux européens, manifestations contre la directive Bolkestein, etc.) dans les années précédant leur création. Puisque les mobilisations ont tendance à refluer, on observe à travers les réseaux thématiques un retour sur les discussions et la préparation de mobilisations au niveau des organisations européennes.

Un rétrécissement de la participation par rapport aux campagnes européennes précédentes

En second lieu, la constitution de nos réseaux thématiques est le fait d'une partie seulement des organisations qui étaient impliquées dans les campagnes européennes des années précédentes. A cet égard, il s'agit d'un rétrécissement du spectre des organisations engagées dans la contestation des politiques économiques et sociales menées par les institutions européennes.

Ainsi, pour ce qui concerne le réseau de la Charte, si la campagne contre le Traité constitutionnel européen semble avoir été un succès pour le mouvement altermondialiste en France et aux Pays-Bas, se répercutant sur l'ensemble de l'Europe, il convient de noter que le mouvement altermondialiste n'a pas été unanime dans le rejet du projet tel qu'il était présenté aux électeurs. Ainsi, Erik Agrikoliansky précise bien que la mouvance altermondialiste en France n'était pas unanimement opposée à l'adoption du Traité²⁶² : derrière les figures de proue du non altermondialiste, on trouvait aussi des journaux tels que Charlie Hebdo ou Alternatives économiques, des intellectuels, mais surtout une grande partie des associations de solidarité internationale regroupées au sein du Crid²⁶³, qui défendaient le oui. Parmi ces organisations, on retrouvait alors des organisations qui étaient auparavant engagées dans la campagne d'opposition à la Charte des droits fondamentaux. Ainsi en est-il de la Ligue des Droits de l'Homme qui était l'initiatrice au niveau français du Collectif sur la Charte des Droits Fondamentaux (CCDF)²⁶⁴, mais qui refusa en 2005 de participer au réseau de la Charte à la suite de la campagne référendaire²⁶⁵. Même si le réseau de la Charte n'était pas par principe fermé aux organisations ayant défendu le projet de Constitution, on observe qu'en pratique, les participants à la rencontre européenne de Paris des 24 et 25 juin 2005 réunissait principalement des opposants au Traité²⁶⁶. En ce qui concerne les grandes confédérations syndicales, si en France la CGT s'était publiquement opposée au Traité constitutionnel contre l'avis de son secrétaire général, la quasi-totalité des confédérations de la CES et la CES elle-même s'était positionnées en faveur du projet. De ce fait, la participation des confédérations syndicales au réseau de la Charte n'était pas véritablement envisageable à la sortie de la campagne référendaire.

C'est également autour de la question de la participation des grandes confédérations syndicales que l'on peut analyser la création du réseau Services publics comme un rétrécissement par rapport aux protagonistes de la campagne d'opposition à la directive Services entre 2004 et 2006. Celui-ci est en particulier lié à la position de la CES à partir de la

²⁶² Agrikoliansky, Eric, « Une autre Europe est-elle possible ? Les altermondialistes français et le TCE : les conditions d'une mobilisation ambiguë », article cité.

²⁶³ Le Centre de Recherche et d'Information pour le Développement regroupe une cinquantaine d'ONG françaises qui travaillent sur les questions de développement, humanitaires ou de solidarité à l'échelle nationale et internationale.

²⁶⁴ CCDF, « Europe : pour vos droits, citoyens ! », Appel à un meeting du 11 octobre 2000 à Paris, document remis (janvier 2009).

²⁶⁵ Entretiens, membres de la Fondation Copernic, janvier 2009 et entretien, représentante d'Espaces Marx, mars 2009.

²⁶⁶ Ainsi, la déclaration finale de la rencontre présente le résultat du référendum en termes très positifs : « La victoire du Non en France est celle du Non de gauche, proeuropéen, alter mondialiste, démocratique et contre le néolibéralisme et la guerre », Déclaration Conférence Européenne, document cité.

fin de l'année 2005 qui affirmait son soutien à une nouvelle mouture de la directive Services si un compromis permettant de supprimer la référence au principe du pays d'origine était trouvé au Parlement européen. Dans le même temps, les participants à la réunion de naissance du réseau Services publics au FSE d'Athènes déclaraient vouloir continuer la lutte contre la directive Services, la nouvelle rédaction ne les satisfaisant pas plus que la version initiale²⁶⁷. Ainsi, dès sa constitution, le réseau Services publics ne pourrait pas compter sur le soutien de la Confédération Européenne des Syndicats.

De même, la position du syndicalisme européen incarné par la CES pèse sur le niveau d'hétérogénéité des premiers participants au réseau Travail et mondialisation. Comme nous l'avons montré, sa création visait à répondre à un certain retrait du syndicalisme européen du travail en commun avec les altermondialistes. Sur une initiative d'une des confédérations membres de la CES impliquée dans le mouvement altermondialiste (la CGIL italienne et plusieurs de ses fédérations sectorielles), avec l'aide de Transform ! Italie, il s'agissait donc de promouvoir un espace de discussion entre « syndicats et mouvements sociaux » afin de rapprocher les positions de ces différents types d'acteurs, mais également de ramener les syndicats dans le processus du Forum Social Européen. Dans cette perspective, le réseau Travail et mondialisation doit être analysé comme une initiative venue d'une partie du syndicalisme européen (la plus impliquée dans l'altermondialisme) et de diverses organisations centrales dans le processus du FSE, dans le but de se rapprocher d'organisations a priori plus éloignées du Forum et de l'altermondialisme, et en premier lieu de la CES.

Ces détours sur les conditions de la constitution de chacun de nos trois réseaux thématiques nous permettent de bien voir que ces derniers ont été créés par une partie seulement de l'ensemble des participants aux campagnes précédentes d'opposition aux politiques de l'Union européenne, que ce soit sur le plan des statuts des participants (principalement des représentants d'organisations), mais surtout sur le plan de la diversité des organisations désirant continuer le travail en commun dans le cadre du réseau. Sur le plan des individus contribuant au fonctionnement concret des réseaux thématiques au moment de leur constitution, on peut ajouter qu'ils font partie d'une élite militante restreinte, se côtoyant à la fois dans les mobilisations que nous avons évoquées précédemment et dans le processus du Forum Social Européen (en particulier les Assemblées Européennes de Préparation). Là

²⁶⁷ Voir la « Déclaration d'Athènes », document cité.

encore, la figure des « cosmopolites enracinés »²⁶⁸ semble bien désigner cette élite de militants du Forum Social Européen : représentant pour la plupart des organisations ou des réseaux actifs au niveau national, disposant de ressources et d'opportunités à ce niveau, ils sont pour la plupart durablement actifs dans le processus du FSE et ont développés des liens soutenus au sein du mouvement altermondialiste.

Ce rétrécissement des organisations et des militants participants doit alors bien être interprété comme le fait que les acteurs de nos réseaux thématiques ne sont pas hétérogènes au sens où leurs objectifs à atteindre grâce au réseau seraient fondamentalement opposés. Au contraire, par rapport à l'ensemble des acteurs qui participaient au cycle d'épisodes de mobilisations à l'échelle européenne au début des années 2000, nos réseaux apparaissent paradoxalement plutôt homogènes. Et pourtant, des conflits ouverts ou des conceptions divergentes sur les stratégies à mener dans le cadre des réseaux peuvent être observés dans les mois qui suivent leur création, donnant lieu à des retraits de participants qui expliquent l'incapacité des réseaux thématiques à être des moteurs de mobilisations européennes. Dans les sections suivantes, nous montrons que c'est le contexte de déclin des mobilisations qui fait naître entre les participants des conflits sur les stratégies à poursuivre, confirmant notre hypothèse de départ concernant l'incapacité des réseaux thématiques à devenir des infrastructures de la mobilisation.

b) Des dimensions de l'hétérogénéité qui pèsent sur la définition de stratégies communes.

Dans le chapitre 1, nous avons défini l'hétérogénéité comme le fait que les membres d'un groupe soient dotés de caractéristiques différentes à la fois sur le plan des valeurs desquelles ils se réclament (orientation idéologique, conception de la démocratie), qui s'expriment dans des stratégies concrètes (modes de décision dans l'organisation, stratégies d'action). Nous avons également montré que cette hétérogénéité était susceptible de devenir un obstacle à la prise de décision commune en raison du caractère à la fois inclusif et participatif des réseaux thématiques qui nous intéressent. Ces différentes dimensions de l'hétérogénéité sont alors susceptibles de déboucher sur des conflits liés d'une part, à la façon dont des décisions collectives éventuelles devraient être prises, et d'autre part, aux stratégies

²⁶⁸ Cf. *supra* et Tarrow, Sidney, *The New Transnational Activism*, op. cit., p.40 et suiv.

d'action communes éventuelles qu'il conviendrait de mettre en œuvre. Dans les pages qui suivent, nous confrontons les hypothèses liées aux effets de ces dimensions de l'hétérogénéité aux trois réseaux thématiques qui nous intéressent. Dans chacun d'entre eux, nous pouvons ainsi repérer à des degrés divers la cristallisation de conflits autour de ces dimensions.

Diversité des conceptions de la démocratie et conflits sur les modes de décision au sein des réseaux thématiques

En premier lieu, la question des modes de décision dans les réseaux thématiques mérite d'être examinée. De façon générale, le mouvement altermondialiste se distingue par une attention forte portée au caractère démocratique des décisions collectives, comme nous l'avons expliqué dans le chapitre 1. Reposant sur une double exigence de participation et de délibération, le processus des Forums Sociaux vise à mettre en application un mode de fonctionnement alternatif à la démocratie représentative. Ces deux éléments se retrouvent alors dans la Charte des principes du Forum Social Mondial, adoptée en 2002 après la deuxième édition à Porto Alegre :

« Le Forum Social Mondial est un espace de rencontre ouvert visant à approfondir la réflexion, le débat d'idées démocratique, la formulation de propositions, l'échange en toute liberté d'expériences, et l'articulation en vue d'actions efficaces, d'instances et de mouvements de la société civile »²⁶⁹.

Constitués comme des structures collectives à l'intérieur du Forum Social Européen, les réseaux thématiques que nous étudions fonctionnent bien sur ces deux mêmes principes, qui visent à favoriser la participation de tous au réseau, quel que soit leur statut (organisation formalisée, réseau, individu) et leur taille (principe de participation), et à promouvoir les décisions au consensus de tous les acteurs présents (principe de délibération). Si ces principes sont globalement acceptés par tous les participants au processus des Forums Sociaux, il est néanmoins probable que des différences émergent quant à la compréhension plus fine des implications de ces deux principes pour la direction et la décision commune au sein du mouvement altermondialiste. En amont de l'analyse empirique, nous avons en effet supposé que des conceptions divergentes de la décision collective dans le cadre des réseaux étaient susceptibles de s'exprimer en raison des diverses conceptions et pratiques de la démocratie que l'on trouve parmi les acteurs qui y participent.

²⁶⁹ Conseil International du Forum Social Mondial, « Charte des principes du Forum Social Mondial », juin 2002, document cité.

Dans les faits, les conflits observables autour de la question des modes de décision collective au sein des réseaux renvoient bien à cette diversité que nous avons mise en évidence dans le chapitre 1. Notre analyse repose ici principalement sur les entretiens menés avec les protagonistes des réseaux. Il en ressort à la fin de notre cycle de mobilisations européennes que le conflit central autour du fonctionnement démocratique des réseaux thématiques est attaché aux différentes conceptions de la démocratie entre les organisations syndicales traditionnelles et les autres acteurs de l'altermondialisme européen, principalement les syndicats de base contestataires (Cobas, Solidaires, etc.), le réseau des Attac, et des think-tanks de la gauche radicale européenne. D'un côté, les grandes organisations syndicales, marquées par une conception traditionnelle et représentative de la décision démocratique, considèrent que les réseaux thématiques ne permettent pas de prendre des décisions collectives au consensus au sein d'un espace ouvert à tous. D'un autre côté, les autres acteurs de l'altermondialisme européen, s'inscrivant dans une conception participative et délibérative, cohérente avec le mode de fonctionnement des réseaux thématiques, considèrent que les réseaux devraient au contraire permettre à ces différents acteurs de s'engager dans des actions communes.

Ce conflit est particulièrement saillant au sein du réseau Travail et mondialisation et dans une moindre mesure au sein du réseau Services publics. Dans le réseau de la Charte, la question du mode de décision n'apparaît pas aussi clairement, bien qu'on puisse déceler des divergences selon que certains acteurs insistent sur la dimension délibérative du réseau tandis que d'autres y voient un instrument de participation du plus grand nombre à l'échelle européenne.

Pour ce qui concerne le conflit entre les confédérations syndicales traditionnelles et les autres acteurs de l'altermondialisme, c'est principalement autour de la question de la participation que se cristallisent les oppositions. Ce conflit a été le plus directement observable au sein du réseau Travail et mondialisation, en particulier du fait que ce dernier est explicitement destiné à favoriser la coopération entre les grands syndicats membres de la CES (et la CES elle-même) avec les organisations les plus fortement impliquées dans le processus du Forum Social Européen. En tant que réseau du Forum Social Européen, il fonctionne par définition sur le principe du consensus entre les participants aux réunions, qui sont ouvertes à tous, que ceux-ci représentent une grande confédération syndicale ou qu'ils ne représentent qu'eux-mêmes en tant qu'individus. La question de l'ouverture sans distinction de taille de

l'organisation pose problème aux grands syndicats, qui ne sont alors pas disposés à prendre des décisions communes avec des acteurs dont la représentativité en termes de militants n'est pas établie (contrairement aux organisations syndicales).

Cette opposition a éclaté en conflit ouvert parmi les participants aux réseaux juste après le Forum Social Européen de Malmö en septembre 2008. Dans l'appel des mouvements sociaux adopté à cette occasion, l'organisation d'un événement commun entre syndicats et mouvements sociaux était explicitement mentionnée : « nous construisons un contre-sommet/conférence large, rassembleur et stratégique de tous les mouvements sociaux européens, à Bruxelles, en mars »²⁷⁰. Lors de l'Assemblée Européenne de Préparation suivante à Istanbul, la question se posait de savoir comment serait organisé cet événement, et la question d'une déclaration du réseau Travail et mondialisation pour organiser cet événement fut posée. Pour autant, une telle décision suscita l'opposition vive des grandes organisations syndicales participant au processus du FSE. Selon les représentants de ces organisations, le réseau ne pouvait constituer un espace de décision d'actions entre des participants qui n'étaient pas clairement identifiés, résultat du principe d'ouverture des réunions du réseau.

Dans les entretiens, il ressort que la position de refus des grands syndicats de se ranger derrière une déclaration du réseau traduit une conception de la décision collective divergente de celle des participants les plus engagés dans la promotion du rôle des réseaux. D'un côté, les participants venant des syndicats alternatifs mais également les membres d'Attac considèrent que le réseau pourrait être un lieu de décisions de mobilisations, en regrettant par exemple que le réseau « n'a[it] pas été capable d'impulser en son sein des débats qui permettent de rapprocher les positions et encore moins d'organiser des mobilisations »²⁷¹. Du côté des grands syndicats, cette réticence est clairement rattachée aux problèmes posés par la question de la représentativité des participants à la prise de décision dans le cadre du réseau. Ce syndicaliste CGT formule ce problème en ces termes :

« Une organisation comme la nôtre qui fait 800 000 adhérents et une organisation de pêcheurs à la ligne qui fait 50 adhérents n'ont pas le même poids. Il faut prendre tout cela en considération, des histoires de démocratie, qui ne peuvent pas se régler autour de signatures de textes qui sont sources de conflits : pourquoi signer, ne pas signer ? »²⁷²

²⁷⁰ Déclaration finale de l'Assemblée des mouvements sociaux, FSE Malmö, 21 septembre 2008.

²⁷¹ Entretien, membre d'Attac France, porte-parole de Solidaires, mars 2009.

²⁷² Entretien, représentant de la CGT, département international, novembre 2008.

Implicitement, il remet en cause l'ouverture et l'horizontalité du réseau comme principe de la décision collective. Sur le plan des concepts, il exprime ici l'importance de la représentativité des parties prenantes (qui pour le cas des représentants syndicaux sont délégués de la voix de centaines de milliers d'adhérents), qui s'oppose alors à la fois au principe de participation horizontale dans les réseaux thématiques et dans les Forums de façon générale : en vertu de ce principe de représentation, il n'est pas envisageable pour la CGT de peser le même poids qu'un réseau d'activistes locaux dans la décision au sein du réseau.

Si le principe participatif se heurte à la question de la représentativité des organisations, il s'oppose également au mode de fonctionnement interne des grands syndicats, fondés, plus que les autres organisations du réseau Travail et mondialisation, sur le principe de la délégation. Cet élément apparaît chez ce syndicaliste belge de la CSC, qui répond à la question de savoir si cette réticence syndicale était liée à un problème de réactivité des grandes organisations :

« C'est donc une question de réactivité des grosses machines... »

Oui, mais pas uniquement parce qu'on serait un peu plus lent ou plus gros, mais parce qu'on a l'ambition d'être des mouvements de masse. Je veux dire que ce ne serait pas compliqué pour la CSC de donner un bureau à trois permanents et de leur donner carte blanche. Cela produirait simplement qu'on aurait une équipe déconnectée des priorités de notre mouvement syndical. Donc la question de la réactivité se pose parce que si on est un mouvement de masse, il faut qu'il y ait une certaine unité entre notre organisation dans le mouvement altermondialiste et notre réalité de terrain. (...) Donc c'est l'aspect de la vie démocratique interne de l'organisation »²⁷³.

Là encore, la conception de la démocratie exprimée par ce représentant apparaît clairement et renvoie au fait que le fonctionnement des grandes organisations syndicales suppose de respecter le principe de la représentation des militants syndicaux, ce qui n'est alors pas compatible avec le fonctionnement horizontal et participatif des réseaux thématiques. Ainsi, afin de respecter leur mandat, les représentants syndicaux dans les Forums sont tenus d'en référer aux instances représentatives capables d'engager l'organisation dans son ensemble dans un processus de mobilisation, ce qui alimente selon lui leur refus de signer des déclarations communes engageant la confédération et l'impression de retrait des grandes organisations syndicales par rapport à d'autres acteurs du mouvement altermondialiste.

Dans le réseau Travail et mondialisation, le conflit qui a éclaté à la suite du FSE de Malmö en 2008 est donc directement lié, dans le discours des représentants des grandes confédérations syndicales, à la question de la représentation qui s'oppose au principe de

²⁷³ Entretien, représentant de la CNE-CSC, avril 2009.

participation, et donc à la conception de la démocratie interne à ces organisations, dont les limites de la compatibilité avec le mode de fonctionnement altermondialiste apparaissent clairement.

Cette même opposition est apparue dans certains entretiens menés avec des acteurs du réseau Services publics, mais de façon plus implicite. Ce syndicaliste de la CGT représentant la fédération des fonctionnaires et ayant participé aux FSE d'Athènes et de Malmö nous explique ainsi :

« A Athènes, il y avait cette idée d'avoir une grande action sur les services publics. Évidemment, une telle action se construit et elle ne peut pas se construire décidée par quelques-uns. (...) Une telle décision suppose forcément un accord des organisations qui comptent, et dans les organisations qui comptent, il y a les syndicats, et dans les syndicats qui comptent, il y a les gros syndicats »²⁷⁴.

Dans ce passage, notre interlocuteur, qui est le seul représentant d'une grande confédération syndicale à être encore présent dans le réseau en 2008, exprime ses doutes à continuer à s'engager dans ce réseau en l'absence de partenaires représentatifs d'un grand nombre de militants, seule condition acceptable pour organiser des mobilisations communes. Plus encore, ce membre d'Attac Wallonie Bruxelles proche des syndicats belges²⁷⁵, animateur du groupe de travail AGCS-Services publics au sein du Forum Social de Belgique, engagé dans la Convention internationale pour la promotion des Services publics (issu de la campagne contre l'AGCS), fustige le caractère non représentatif des militants syndicaux au sein du réseau Services publics :

« Il faut savoir comment ça se passe. On lance des prises de position au nom d'un syndicat, mais ce ne sont pas les têtes du syndicat qui le font, mais des syndicalistes qui mettent le nom de leur organisation »²⁷⁶.

Puisque le Forum Social Européen et le réseau Services publics sont un lieu ouvert à tous, aucune attention n'est portée à la question de la représentativité des participants par rapport à leurs organisations d'appartenance, ce qui constitue une partie de l'explication du conflit entre cet animateur de la convention de Liège issu de l'AGCS et les animateurs du réseau Services publics issu du FSE d'Athènes. Cependant, pour ce réseau, il serait hasardeux

²⁷⁴ Entretien, représentant de l'UGFF-CGT, novembre 2008.

²⁷⁵ Précisons ici que bien que membre d'Attac, cet interlocuteur n'est pas engagé au nom d'Attac sur les services publics, et est à cet égard plus proche des positions des syndicats belges que de celles d'Attac : « Je suis membre d'Attac mais je ne représente pas Attac au sein du groupe AGCS. Parce qu'Attac Wallonie-Bruxelles n'a jamais voulu s'engager dans le travail avec les syndicats. Ils sont au contraire très méfiants à l'idée de dialoguer avec les élus. », Entretien, membre d'Attac Wallonie Bruxelles, animateur du groupe OMC/AGCS du FSdB, avril 2009

²⁷⁶ Ibid.

d'affirmer que c'est la question de la conception de la décision démocratique qui est la dimension principale sur laquelle se sont cristallisées les oppositions dans le contexte de fin de mobilisations, la question du répertoire d'action apparaissant de manière beaucoup plus saillante dans ce conflit, sur lequel nous revenons plus loin dans ce chapitre²⁷⁷.

Si le principe participatif semble aller à l'encontre du principe représentatif des organisations syndicales traditionnelles dans les réseaux Travail et mondialisation et Services publics, il en va différemment dans le réseau de la Charte. Ceci s'explique par le fait que dans ce réseau, les grands syndicats, en tant qu'organisations, sont relativement absents, notamment parce que ce réseau est apparu sur les bases du rejet du Traité constitutionnel européen en 2005. De ce fait, on ne retrouve pas, du point de vue des grandes organisations syndicales, le problème de la représentativité des participants s'opposant au principe d'ouverture et de participation. En revanche, la question des objectifs concrets du réseau et de la façon dont les revendications doivent être portées par les altermondialistes, liés au répertoire d'action, apparaît déterminante.

Diversité des répertoires d'action et divergences sur les stratégies collectives des réseaux.

En second lieu, la diversité des répertoires d'action des participants aux réseaux thématiques nous apporte des éclairages supplémentaires quant aux effets de l'hétérogénéité sur l'émergence de conflits ouverts ou latents expliquant l'incapacité à engager des actions communes. Nous avons défini le répertoire d'action dans le chapitre 1 comme un ensemble limité de modes d'actions à la disposition des groupes qui cherchent à se faire entendre dans la sphère publique, propre à une époque ou à un lieu. Nous avons également vu que ce répertoire était propre à des groupes au sein d'une même époque ou dans un même pays. Le fait qu'une relative diversité d'acteurs ait été impliquée dans la création des réseaux thématiques est ainsi à l'origine d'orientations différentes quant à la meilleure façon de peser sur les politiques de l'Union européenne sur le plan des modalités d'actions. La diversité des répertoires est donc susceptible de créer des divergences au sein des réseaux sur la stratégie collective qu'il conviendrait d'adopter dans le cadre de ces réseaux. Dans les faits, on observe

²⁷⁷ Cf. *infra*, p.158 et suiv.

ainsi que la question des stratégies constitue une facette importante des conflits internes à chacun de nos trois réseaux.

Le cas du réseau de la Charte : réseau de discussion ou réseau de mobilisations ?

D'abord, la question des objectifs du réseau constitue un premier niveau de divergence lié au répertoire d'action portant sur les stratégies. Il prend la forme d'une opposition entre ceux qui privilégient l'idée de mettre en œuvre et d'entretenir un processus de discussion et ceux qui considèrent que ce processus de mise en réseau doit être adossé à la préparation de mobilisations.

Ce clivage est particulièrement présent dès 2005-2006 au sein du réseau de la Charte, dont il constitue la principale explication du retrait des participants, notamment dans sa première année d'existence. La position qui consiste à voir dans le réseau un moyen d'approfondir une discussion théorique au sein du mouvement est parfaitement illustrée par cette représentante de la Fondation Rosa Luxembourg au sein du Forum : « Je pense que le plus grand apport du groupe de la Charte n'est pas ce « stupide » document, mais la discussion et les activités en elles-mêmes »²⁷⁸. L'objectif de la Charte n'était donc pas de donner une vision commune et arrêtée du mouvement altermondialiste, mais bien plus de permettre d'organiser un débat entre organisations afin de faire changer les positions des uns et des autres, voire de les rapprocher. Dans cette optique, la Charte n'est qu'une étape, pleine de défauts, qui doit permettre d'approfondir encore la discussion. Implicitement, elle fait référence au pouvoir des échanges d'idées et de points de vue pour changer la réalité : d'abord au sein des mouvements puis au sein de la société dans son ensemble, l'expansion d'un tel processus de discussion permettra de changer le point de vue des citoyens sur la construction européenne. A l'opposé, cette figure altermondialiste membre d'Attac France exprime après le FSE d'Athènes la nécessité de connecter la production intellectuelle avec des mobilisations :

« La construction d'alternatives n'est pas simplement un processus d'élaboration intellectuelle, les rayons des bibliothèques sont pleins de propositions diverses. Pour qu'une proposition devienne réellement une alternative portée socialement, il faut qu'elle soit coélaborée et appropriée par les différents mouvements »²⁷⁹.

²⁷⁸ Notre traduction: "I think that the biggest achievement of the Charter group is not this "stupid" paper but the discussion and the activities in themselves", Entretien, représentante de la Rosa Luxemburg Stiftung, mai 2009.

²⁷⁹ Khalfa, Pierre, « Forum social européen d'Athènes : un moment charnière pour le mouvement altermondialiste en Europe », 9 mai 2006, disponible à l'adresse <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article2156>, page consultée le 30 septembre 2011.

A cet égard, il précise ensuite que le problème posé au réseau de la Charte est que la discussion n'est pas appropriée par les mouvements, qui par définition supposent des mobilisations. Cette divergence entre ces deux modes d'actions (l'un basé sur la discussion, l'autre sur la mobilisation) mérite d'être précisée au regard du critère de classification retenu dans le chapitre 1. Tandis que le fait d'insister sur la discussion au sein du mouvement altermondialiste peut sembler plus conventionnel et moins confrontationnel que la mobilisation de masse, on peut appliquer un autre critère de classement. Il s'agit plutôt ici d'opposer le pouvoir réel du nombre au pouvoir symbolique des idées²⁸⁰. Tandis que le premier vise à défendre un point de vue en s'appuyant sur le fait que les acteurs mobilisés représentent une part importante de la société, le second repose sur la puissance du message véhiculé, considéré comme légitime en soi, indépendamment du nombre de personnes qui le portent.

Si on s'intéresse aux organisations représentées par ces deux acteurs, on peut alors rapprocher leur opposition au répertoire d'action de ces dernières. En tant que centre de recherche lié au PDS, devenu die Linke en 2007, la fondation Rosa Luxemburg est conçue comme un réservoir d'idées pour ce parti de la gauche radicale allemande. Si elle participe aux Forums Sociaux, son activité principale consiste néanmoins à produire et publier des analyses de la situation économique, sociale et politique, organiser des conférences ou encore financer des recherches académiques²⁸¹. Dans le réseau de la Charte, il n'est donc pas étonnant que sa représentante y voit avant tout un espace de production d'analyses et d'échange d'idées. Quant à Attac, conçue en 1998 comme un mouvement d'éducation populaire, elle associe pleinement la production d'analyses avec l'organisation et la participation à des campagnes qui peuvent passer par des publications mais également par des manifestations. Son répertoire d'action est donc plus large : il s'agit bien de mobiliser les citoyens afin de modifier l'ordre existant. Dès lors, la position exprimée par son représentant est cohérente avec ce projet d'origine.

²⁸⁰ A cet égard, on se rapproche de la distinction entre la logique du nombre et la logique du témoignage proposée par della Porta et Diani : la première repose sur la prise en compte des demandes d'un groupe dès lors qu'il fait la preuve de sa grande taille, alors que la seconde repose sur la force de l'engagement et des exigences portées par les acteurs mobilisés. Voir della Porta, Diani, *Social movements*, op. cit., p.171 et suiv. L'analogie comporte cependant ses limites puisque la rédaction de la Charte ne suppose pas un engagement fort induisant des risques personnels pour les personnes engagées. En même temps, la logique reste bien symbolique : il s'agit de porter des valeurs alternatives en essayant d'élargir progressivement la prise de conscience sur le besoin de changer la forme de l'Union européenne, sans se soucier de l'influence du nombre de personnes participant.

²⁸¹ Voir son site Internet: <http://www.rosalux.de/stiftung.html>

Pour revenir aux participants au réseau de la Charte, il est frappant de constater que les personnes qui se sont retirées des activités du réseau (plus ou moins tardivement) appartiennent toutes à des associations ou à des syndicats de base qui ne voyaient pas l'intérêt de produire un document s'il n'était pas adossé à des mobilisations (Attac²⁸², Solidaires, Cobas, FIOM-CGIL). Ainsi, ce syndicaliste des Cobas (syndicat de base italien) explique son retrait précisément pour cette raison:

« On a participé à la Charte parce qu'on pensait que la Charte devait être un programme de mobilisations pour les mouvements. Quand elle est devenue une chose de discussion à l'intérieur du Parlement européen, à peu près, on a commencé à dire non et on a terminé de participer »²⁸³.

Cet activiste belge des Marches européennes ajoute:

« J'y vais moins parce que c'est un réseau thématique, et on a un peu le même problème avec les Marches européennes, dans lequel on réfléchit aux revendications, à la façon de les faire aboutir. Et plus on discute, plus on se politise, et on devient un mouvement semi-politique, pas un parti mais un mouvement à caractère politique. (...) De plus en plus, cela devient un petit espace restreint de gens très politisés qui s'éloignent de plus en plus des luttes immédiates dans la société »²⁸⁴.

En désignant cet « espace restreint de gens très politisés », il fait alors référence au rétrécissement qui a eu lieu dans le réseau de la Charte, autour de représentants de centres de recherches plutôt portés sur l'élaboration politique que sur les mobilisations. Ainsi, rapidement, les principaux animateurs ont été un membre du parti politique italien Refondation communiste, député à la Chambre de 2006 à 2008, des représentants d'Espaces-Marx, de la fondation Rosa Luxemburg, et de Transform ! Italia, tous membres du réseau Transform ! Europe²⁸⁵, ainsi que de la Fondation Copernic²⁸⁶. D'autres participants autrichien, tchèque, hongrois ou roumain étaient également impliqués en tant qu'individus. Notons ici que cette opposition ne recouvre pas celle observée au sein du réseau Travail et mondialisation portant sur la capacité ou non du réseau à prendre des décisions d'actions communes. Tandis que ce dernier repose plutôt sur les modes de décision, liés aux conceptions de la démocratie (cf. *supra*), les différentes conceptions de l'activité du réseau de la Charte reflètent beaucoup plus des divergences en termes de répertoires d'action des acteurs qui y sont investis. Pour autant, les relations conflictuelles entre les grandes

²⁸² Notamment Attac France mais également Attac Autriche, Attac Allemagne.

²⁸³ Entretien, représentant des Cobas, février 2010

²⁸⁴ Entretien, participant au réseau des Marches européennes contre le chômage, avril 2009.

²⁸⁵ Le réseau Transform ! est ainsi un réseau de think-tanks adossé au Parti de la Gauche européenne. Il produit ainsi des analyses, des conférences et des publications destinées à fournir un réservoir d'idée à ce parti ainsi qu'aux partis nationaux qui y sont affiliés. Voir son site Internet : <http://www.transform-network.net/>

²⁸⁶ Qui possède également le statut d'observateur au sein de Transform !

confédérations syndicales nationales et les autres acteurs du mouvement altermondialiste européen font également intervenir des divergences en termes de répertoire d'action.

Les grandes confédérations syndicales dans le mouvement altermondialiste : entre le répertoire d'action promu par la CES et le répertoire d'action altermondialiste

La question du répertoire d'action pèse en effet directement sur les relations entre les grandes confédérations syndicales nationales et les acteurs du Forum Social Européen, et nous permet de mieux comprendre le clivage sur les modes de décision dans les réseaux Travail et mondialisation et Services publics. Ainsi, dans le réseau Travail et mondialisation, les réticences des grandes organisations syndicales à soutenir l'appel à un contre-sommet européen en mars 2009 doivent être mises en relation avec les activités syndicales au niveau des institutions européennes, qui passent principalement pour ces organisations par la Confédération Européenne des Syndicats. Au niveau européen, les activités de la CES renvoient avant tout à la participation aux activités de consultation auprès de la Commission européenne et au Dialogue Social Européen, initié sous la Commission dirigée par Jacques Delors dans les années 80 et institutionnalisé dans le Traité de Maastricht. Historiquement, le positionnement de la CES dans le système politique européen a toujours consisté à se saisir des opportunités offertes par les institutions européennes pour participer au processus décisionnel afin de gagner en légitimité en tant qu'interlocuteur auprès de ces dernières²⁸⁷. La conséquence de cette stratégie a été marqué par le développement d'un syndicalisme d'expertise, relativement déconnecté des réalités des militants syndicaux de base²⁸⁸. Si des euromanifestations ont régulièrement été organisées par la CES, notamment dans le cadre des mobilisations européennes qui se sont développées à partir de 1997 la stratégie menée au niveau européen passe avant tout par des canaux institutionnalisés²⁸⁹.

²⁸⁷ Debunne Georges, *À quand l'Europe sociale ?*, Paris, Syllepse, 2003 ; Gobin Corinne, *L'Europe syndicale*, op. cit. ; Martin Andrew and Ross Georges, « Trade Unions Organizing at the European Level », in D. Imig et S. Tarrow (dir.), *Contentious Europeans*, op. cit. , p. 53-76.

²⁸⁸ Hyman, Richard, 'Trade Unions and the Politics of European Integration', *Economic and Industrial Democracy*, Vol.26(1), February 2005, p.9-40; Wagner Anne-Catherine, *Vers une Europe syndicale ? Une enquête sur la Confédération Européenne des Syndicats*, Bellecombes en Bauges, Éditions du Croquant, 2005.

²⁸⁹ Alors que les stratégies contestataires font partie du répertoire classique des syndicats d'Europe occidentale et méditerranéenne, ce n'est pas le cas des syndicats d'Europe centrale et orientale et des syndicats scandinaves. Dès lors, la stratégie de représentation institutionnalisée apparaît comme le plus petit dénominateur commun assurant une unité de représentation syndicale à l'échelle européenne. L'explication réside donc dans l'importante diversité du fait syndical en Europe avec laquelle le secrétariat fédéral de la CES est tenu de composer. Voir Gobin, Corinne, op. cit.

Or, dans le mouvement altermondialiste, la CES est souvent critiquée pour sa participation institutionnalisée aux mécanismes décisionnels de l'Union européenne, tandis que les acteurs du Forum Social Européen s'inscrivent majoritairement dans une posture contestataire vis-à-vis des politiques menées à ce niveau. Dans ce cadre, la position des confédérations syndicales membres de la CES au sein du mouvement altermondialiste apparaît ambiguë. Bien que participant aux Forums Sociaux, par définition marqués par une posture contestataire, leurs représentants sont ainsi très attentifs de ne pas s'impliquer dans des activités communes avec les altermondialistes qui pourraient apparaître en contradiction avec la stratégie impulsée par la CES. Ainsi, ce représentant de la CGT explique : « La CES est une grosse machine qui est difficile à mobiliser et à bouger. Et si des initiatives sont cadrées et prises sans elle, c'est le meilleur prétexte pour ne pas bouger. Donc on a dit, si on veut faire quelque chose de masse, on ne le fera pas sans la CES »²⁹⁰. De même, à propos de l'organisation d'une conférence sociale commune avec des acteurs et réseaux altermondialistes à Bruxelles, ce syndicaliste de la CSC exprime également la prudence de son syndicat : « A la CSC, on m'a dit qu'on ne ferait rien sans la FGTB pour rester en bonne entente, et qu'on ne ferait rien que la CES ne désapprouve »²⁹¹.

Dans cette perspective, l'engagement des confédérations nationales CGT, CSC, mais également FGTB ou encore CGIL dans des activités communes avec les altermondialistes européens reste largement limité par la volonté de ne pas empiéter sur les activités de la CES, qui est elle-même limitée dans son répertoire d'action, plutôt institutionnalisé et plutôt peu contestataire. Tels que le présentent les représentants syndicaux rencontrés, le frein principal à l'engagement dans des activités communes avec les altermondialistes n'est donc pas tant leur conception non contestataire des formes d'action qu'ils privilégient, mais plutôt leur souci de ne pas empiéter sur les prérogatives de la CES et la division du travail syndical au niveau européen.

Du côté des autres participants au réseau Travail et mondialisation, cette grande prudence de la part des grandes confédérations nourrit une grande méfiance, voire une certaine hostilité : « Je pense qu'il y a des syndicats qui sont présents pour regarder ce qu'il se passe, faire en sorte que tout cela ne bouscule pas trop ce qu'ils peuvent penser par ailleurs »²⁹². Cette méfiance peut être formulée en termes de relation de pouvoir, liée à la taille des organisations :

²⁹⁰ Entretien, représentant de la CGT département international, novembre 2008.

²⁹¹ Entretien, représentant de la CSC-CNE, avril 2009.

²⁹² Entretien, membre d'Attac France et porte-parole de Solidaires, mars 2009.

« Les grands syndicats trouvent quand même que eux sont le mouvement le plus important, ils ont la capacité de mobiliser, ce qui est vrai, et donc c'est un peu la question de l'hégémonie: ils pensent que ce ne sont pas eux qui s'associent à des propositions de mobilisation des mouvements, parce que eux sont des syndicats »²⁹³.

Alors que les confédérations CGT, FGTB, CSC, CGIL ou encore les syndicats Ver.di ou IG Metall en Allemagne sont parmi ceux au sein de la CES qui ont le plus recours à des formes d'action contestataires²⁹⁴, ils apparaissent alors aux yeux des autres acteurs de l'altermondialisme européen comme des freins majeurs au déclenchement de mobilisations protestataires européennes.

Diversité des répertoires d'action dans le réseau Services publics

Cette question de l'incompatibilité entre les stratégies d'action européennes de la CES et celles des altermondialistes peut également être mobilisée en ce qui concerne le réseau Services publics. Dans le cadre de la campagne contre la directive Bolkestein, la stratégie de la CES avait été marquée par l'organisation de manifestations de contestation, dont celle du 19 mars 2005 à Bruxelles, mais également par sa participation aux négociations visant à réécrire un nouveau projet de directive, en lien avec le Parlement européen²⁹⁵. Sa participation au compromis atteint explique ainsi la position de soutien affichée en février 2006 lors de son vote par les parlementaires. En revanche, les altermondialistes se sont eux inscrits dans une perspective exclusivement contestataire, se concentrant sur les mobilisations de masse.

En mai 2006, le réseau Services publics constitué à Athènes affichait alors parmi ses objectifs la poursuite de la lutte contre la nouvelle directive Services, considérant le compromis atteint comme insuffisant. Dans ce contexte, des syndicats membres de la CES mais désireux de s'investir dans le travail en commun dans le FSE avaient participé à la constitution du réseau Services publics. C'est le cas de la CGT, de la CGIL ou encore de la FGTB et de la CSC. Néanmoins, dès la réunion de la Convention Internationale sur les Services publics à Genève en octobre 2006, un conflit éclata entre les animateurs de cette réunion et ceux du réseau Services publics qui déboucha notamment sur le retrait des syndicats belges membres de la CES ainsi que des animateurs du groupe AGCS-Services

²⁹³ Entretien, représentante d'Attac Autriche, juin 2009.

²⁹⁴ Si on les compare notamment à leurs partenaires syndicaux d'Europe scandinave et des pays d'Europe centrale et orientale.

²⁹⁵ Voir Crespy, Amandine, article cité, p.988-9.

publics du Forum Social de Belgique²⁹⁶. Selon l'un de ces derniers, la Convention internationale avait développé une approche pragmatique visant à collaborer avec les élus locaux dans la défense des services publics et en établissant des contacts avec des parlementaires européens, par exemple pour promouvoir l'adoption d'un règlement européen sur les services publics²⁹⁷. Du côté des acteurs du réseau Services publics, ce dernier était décrit comme étant, « d'abord et avant tout, un réseau d'élus et de décideurs des collectivités qui posent la question des territoires dans leur relation avec la démocratie »²⁹⁸. A l'opposé, le réseau Services publics était perçu comme défendant une approche plus radicale basée sur la lutte contre les privatisations et sur la construction de mouvements contestataires à l'échelle européenne, sans pour autant abandonner le monde politique²⁹⁹. Alors que des acteurs se retrouvaient simultanément dans ces deux réseaux, on ne peut exclure le rôle qu'ont pu jouer des rivalités entre personnes concernant le leadership de l'animation de réseaux portant sur le même thème³⁰⁰. Cependant, il apparaît clairement que le réseau issu de la campagne hors-AGCS était plutôt orienté vers des modes d'actions institutionnalisés³⁰¹, tandis que le réseau Services publics apparaissait comme plus contestataire.

Ce conflit qui éclata à Genève en octobre 2006 est alors directement lié au retrait des syndicats belges du réseau Services publics, tel que nous le raconte l'animateur belge du groupe AGCS-Services publics du Forum Social de Belgique :

« Nous sommes allés avec des responsables de la FGTB et de la CSC qui nous ont dit qu'il fallait choisir : soit on continuait dans l'optique du réseau d'Athènes, mais sans eux, soit on continuait à travailler comme dans la dynamique de Liège avec eux. On a quand même travaillé à Genève, mais ça a été très malsain »³⁰².

Si le retrait des syndicats belges et du groupe AGCS-Services publics du Forum Social de Belgique fut très rapide après la constitution du réseau Services publics, il a bien été enclenché par un conflit sur le degré de radicalité des modes d'actions privilégiés, comportant à la fois une dimension de personnes et de radicalité des modalités des revendications. Par la

²⁹⁶ Entretien, représentant de Sud-PTT, juillet 2008 ; Entretien, participant au réseau des Marches européennes contre le chômage, avril 2009.

²⁹⁷ Entretien, membre d'Attac-Wallonie-Bruxelles, animateur du groupe OMC/AGCS du FSdB, avril 2009.

²⁹⁸ AITEC-réseau IPAM, « Rencontre de Genève - Compte rendu des débats et prises de décision », octobre 2006, disponible sur le site de l'AITEC : <http://aitec.reseau-ipam.org/spip.php?article399>, page consultée le 2 mars 2011.

²⁹⁹ Ainsi, une réunion du réseau fut organisée à Bruxelles en décembre 2007, prévoyant une audition au Parlement européen, à laquelle participaient des élus Verts et des élus de la Gauche européenne.

³⁰⁰ Cette explication est notamment avancée comme explication complémentaire du conflit entre les animateurs de ces deux structures par le participant des Marches européennes contre le chômage (Entretien, avril 2009).

³⁰¹ Du côté du réseau Services publics, le compte rendu de l'AITEC de la réunion de Genève en octobre 2006 décrit la Convention internationale pour la promotion des Services publics

³⁰² Entretien, membre d'Attac Wallonie Bruxelles, animateur du groupe OMC/AGCS du FSdB, avril 2009.

suite, le retrait de ces organisations syndicales majeures sur la question des services publics en Europe devenait alors problématique pour les représentants syndicaux français et italiens par exemple, qui voyaient moins l'intérêt de prendre part au réseau Services publics si le spectre des organisations qui y participaient se rétrécissait³⁰³.

Si le retrait des confédérations syndicales membres de la CES du réseau Services publics ne renvoie pas directement à l'ambiguïté de la position de ces dernières par rapport au mouvement altermondialiste, elle résulte bien d'un conflit sur les modes d'actions qui éclata entre ce réseau et les animateurs de la Convention internationale sur les Services publics.

Dans nos trois réseaux, nous pouvons donc observer que la diversité des modes d'actions privilégiés est directement liée à l'apparition de conflits ouverts ou latents concernant les objectifs des réseaux thématiques. De façon plus générale, la question des modes de décision ainsi que celles des stratégies collectives qu'il conviendrait de mettre en œuvre à partir des réseaux thématiques constituent des éléments importants nous permettant d'analyser les conflits apparus dans chacun de nos trois cas d'étude. Dans la section suivante, nous synthétisons ces conflits liés à l'hétérogénéité afin de spécifier leur relation avec le contexte de la constitution des réseaux, qui débouche sur l'incapacité à prolonger ou relancer des mobilisations collectives européennes.

c) Des conflits structurants propres aux réseaux : retour sur les effets du contexte sur le déclenchement de conflits et le retrait de participants.

Après avoir mis en évidence dans la section précédente les différentes dimensions de l'hétérogénéité qui sont à l'origine de divergences et de conflits à l'intérieur des réseaux, nous revenons maintenant sur une vision plus globalisante de chacun de nos cas afin de distinguer pour chacun d'entre eux le conflit central qui les empêche de déboucher sur des actions communes. De plus, cette section nous permet de revenir spécifiquement sur le lien entre le contexte de démobilisation à l'échelle européenne et les effets perçus de l'hétérogénéité sur les réseaux thématiques.

³⁰³ Entretien, représentant de l'UGFF-CGT, novembre 2008 ; Entretien, représentant de la CGIL-FP, février 2010.

Un conflit central dans chacun des réseaux

Dans les trois réseaux que nous étudions, nous pouvons mettre en évidence un conflit central au sein de chacun d'entre eux, permettant d'expliquer, dès les premiers mois qui ont suivi leur constitution, leur incapacité à renforcer la coopération dans diverses initiatives de contestation à l'échelle européenne.

A ce titre, le réseau qui apparaît rétrospectivement comme le moins conflictuel est le réseau de la Charte. Néanmoins, nous avons expliqué que des divergences sont apparues sur les stratégies collectives qu'il convient de mener pour se faire entendre efficacement à l'échelle européenne. Alors que les animateurs (plutôt proches des fondations du réseau Transform ! et du Parti de la Gauche Européenne) concevaient le réseau comme un espace d'élaboration théorique, les participants issus des syndicats de base ou du réseau des Attac d'Europe avaient plutôt tendance à mettre en avant la nécessité de mobilisations impliquant des militants de base.

Dans le réseau Services publics, à la fin de la mobilisation contre la directive Services, le conflit qui a éclaté autour de la compétition entre ce réseau, issu du FSE, et le réseau issu de la Convention de Liège contre l'AGCS, s'exprimant en particulier dans les modes d'actions privilégiés pour défendre les services publics à l'échelle européenne, traduit un clivage politique entre les plus radicaux et les plus modérés des acteurs impliqués dans la défense des services publics à l'échelle européenne après la campagne Bolkestein. La principale conséquence de ce conflit fut ainsi le retrait des syndicats belges du réseau Services publics du FSE d'Athènes, tandis que le réseau de la Convention internationale pour la promotion des Services publics ne serait lui-même plus en mesure d'organiser de nouvel événement européen.

Enfin, en ce qui concerne le réseau Travail et Mondialisation, le conflit qui a éclaté plus tardivement (étant entendu que le réseau a lui-même été constitué au début de l'année 2007) renvoie à l'opposition entre les syndicats traditionnels, membres de la Confédération Européenne des Syndicats et les syndicats de base, le réseau des Attac européens, et l'ensemble des activistes les plus impliqués dans le Forum Social Européen. S'il se cristallise autour des modes de décisions au sein du réseau tout autant que sur le plan des répertoires d'action privilégiés, il traduit une attitude plus ou moins contestataire des politiques de l'Union européenne, qui tend à opposer le syndicalisme européen et le mouvement altermondialiste. Ce conflit n'est pas apparu seulement à partir de la naissance du réseau

Travail et Mondialisation, mais il pèse largement dans la capacité du réseau à déboucher sur des activités communes à l'échelle européenne.

Hétérogénéité et conflits internes dans un contexte de fin de mobilisations européennes : retour sur notre modèle explicatif

Le fait de nous concentrer sur les conflits qui ont traversé nos réseaux thématiques du fait du caractère souple du fonctionnement de ces structures ainsi que de l'hétérogénéité des participants nécessite de ramener la question du contexte dans notre analyse, comme c'est le cas dans notre schéma théorique rappelé en introduction de ce chapitre. En effet, selon notre cadre théorique, nous supposons que ces conflits ne seraient pas apparus, ou en tout cas n'auraient pas empêché l'action collective entre les participants, si le contexte européen pour les mouvements sociaux n'avait pas été marqué par un déclin des mobilisations relativement vives à l'échelle européenne depuis le début des années 2000. Dans cette section, nous mettons en lien le contexte de démobilitation avec le fait que les conflits centraux que nous avons observés aient empêché les réseaux de déboucher sur des actions communes.

En ce qui concerne le réseau de la Charte des Principes pour une autre Europe, le constat d'une divergence de vues entre les partisans de la discussion et de l'élaboration d'un modèle politique alternatif et ceux qui privilégient la construction de mobilisations européennes ne suffit pas pour expliquer la tendance au retrait de ces derniers. Ainsi, ces deux positions ne sont a priori pas incompatibles : dès le départ, l'objectif du réseau accepté par tous a été de fournir aux mouvements sociaux un ensemble de principes communs permettant de renforcer la force de proposition des altermondialistes dans les mobilisations concernant les orientations générales des politiques de l'Union européenne. En fait, c'est le contexte de fin de mobilisations de l'année 2005-2006 sur les questions institutionnelles européennes qui a mis en lumière la différence de stratégie entre ces différents types d'acteurs. Ainsi, dans ce contexte, on observe que parmi les activistes européens engagés dans le rejet de la Charte des droits fondamentaux puis dans le soutien aux organisations altermondialistes françaises défendant le Non au Traité constitutionnel³⁰⁴, ce sont ceux qui étaient les plus attachés à la

³⁰⁴ Il ne s'agit pas de dire que la campagne contre le TCE a constitué un cas de mobilisation altermondialiste véritablement européenne, mais bien de s'intéresser au noyau d'activistes européens engagés depuis plusieurs années dans la contestation des réformes institutionnelles au niveau européen, dont la campagne référendaire française a donné le point d'appui pour constituer le réseau de la Charte.

nécessité d'articuler l'élaboration d'une Charte avec des mobilisations de masse à l'échelle européenne qui ont tendance à se retirer le plus rapidement des activités du réseau. La rencontre européenne de Paris de juin 2005 réunissait environ 200 personnes, et encore 150 personnes à Florence en novembre 2005 lorsqu'une première version de la Charte fut discutée dans différents groupes de travail. Alors que l'objectif était de présenter ce document lors du FSE d'Athènes en mai 2006, celui-ci n'était pas prêt et sa publication fut reportée à une date ultérieure. Ce report s'explique selon Pierre Khalfa, engagé dans les réunions de Paris et de Florence, par un manque d'investissement des organisations ayant participé et par une limitation du processus de rédaction de la Charte au volontarisme de quelques individus : « Le problème en l'occurrence est moins dans des divergences politiques, réelles, mais dépassables, que dans l'implication des différents mouvements à ce processus qui reste encore trop confiné à quelques individus, malgré le fait que, sur le papier, un nombre important de mouvements y participe »³⁰⁵. Si la forte participation dans les réunions de Paris et de Florence n'est ensuite pas atteinte au Forum d'Athènes, le plus frappant n'est donc pas un retrait massif des organisations participantes mais plutôt un moindre investissement, et le resserrement de l'animation du réseau autour de figures proches du Parti de la Gauche Européenne.

Si on cherche à rapprocher ces éléments du processus de démobilisation tel qu'il a été formulé par Sidney Tarrow et que nous avons rappelé précédemment dans ce chapitre, il convient d'y apporter quelques précisions propres au réseau de la Charte. D'abord, comme la campagne d'opposition au Traité constitutionnel européen n'a jamais mobilisé un très grand nombre de militants venus de plusieurs pays européens, on ne peut pas voir de retraits massifs liés à la lassitude des participants dans la fin de la mobilisation. Limité à un petit groupe d'activistes impliqués dans le mouvement altermondialiste, ce processus européen a néanmoins atteint son objectif immédiat, à savoir le Non en France et aux Pays-Bas en mai 2005, donnant un coup d'arrêt à la ratification du Traité. Malgré l'absence d'une démobilisation de masse, cette fin de campagne semble peser sur le réseau de la Charte une fois constitué, mais sans déboucher sur une forte polarisation et un conflit ouvert entre différents acteurs du réseau. L'analyse empirique fait plutôt état de divergences de vues sur les stratégies à mener par la suite, qui aboutit bien cependant à une moindre implication d'une partie d'entre eux, qui ne voient plus l'intérêt de s'investir dans la rédaction de la Charte. Moins conflictuel que les réseaux Services publics et Travail et mondialisation, le réseau de la Charte n'en est pas moins le fruit d'un processus de démobilisation.

³⁰⁵ Khalfa Pierre, article cité.

Ensuite, le déclin rapide du réseau Services publics dans les mois qui ont suivi sa constitution contraste fortement avec l'enthousiasme qui avait marqué sa naissance pendant le Forum Social Européen d'Athènes. Toutefois, il s'explique aisément si l'on revient sur le contexte de sa constitution et du conflit qui a éclaté avec certains animateurs de la Convention internationale sur les Services publics. A la fin de la campagne d'opposition à la directive Services, qui s'est traduite par un relatif succès des revendications portées par les syndicats européens et les altermondialistes, la CES et la majorité de ses confédérations membres n'étaient pas disposées à continuer ce mouvement d'opposition à la directive. Dans le même temps, l'échec des négociations sur l'AGCS dans le cadre du cycle de Doha au sein de l'OMC fut reconnu en juillet 2006, peu avant la réunion de la Convention internationale sur les Services publics à Genève. En octobre 2006, sur la directive Services comme sur l'AGCS, aucune mobilisation n'était envisagée dans un futur proche, qui aurait pu constituer un objectif commun pour les participants à la réunion de Genève.

La première conséquence de ce contexte fut alors que la Convention de Genève ne réunit pas autant de participants que celle de Liège un an auparavant. En particulier, les syndicats qui étaient auparavant impliqués n'étaient plus présents en grand nombre à Genève, ce qui fut déploré pendant les travaux³⁰⁶. Dès lors, dans ce contexte, la seconde conséquence était que différentes stratégies pouvaient être définies pour la défense et la promotion du statut particulier des services publics à l'échelle européenne, défendues par les acteurs qui restaient impliqués dans ce processus (que ce soit dans le réseau d'Athènes ou le réseau de Genève). L'une était la plus radicale et basée sur l'organisation de mobilisations contestataires : c'est celle défendue notamment par les animateurs du réseau Services publics. L'autre était plus institutionnelle et basée sur le lobbying auprès d'acteurs clés du système politique de l'Union européenne, permettant de s'appuyer sur des textes juridiques existants : c'est celle qui était plutôt favorisée par les animateurs de la Convention de Liège.

Ici, le déclin de la campagne européenne de défense des services publics (incarquée en 2006 par deux réseaux différents) s'inscrit précisément dans le processus de démobilisation tel que proposé par Sidney Tarrow. Alors que la démobilisation s'est enclenchée par la satisfaction au moins partielle des revendications initiales (facilitation) et le retrait consécutif d'une partie des acteurs mobilisés contre la directive Bolkestein et l'AGCS (lassitude), elle s'est poursuivie par une polarisation entre différentes stratégies défendues par les acteurs qui

³⁰⁶ Transcription des débats, Convention de Genève, 28-29 octobre 2006, disponible sur le site <http://agcs-gats.org/data/pdf/origine.php?lng=fr&pdfdocid=29>, page consultée le 30 septembre 2011.

restaient impliqués, opposant les plus radicaux et les plus modérés. En résumé, on peut alors interpréter l'opposition qui a éclaté à Genève en octobre 2006 comme le signe de la démobilisation en Europe autour de la question des services publics, entraînant ensuite un déclin du réseau Services publics en termes de participants.

Enfin, les conflits au sein du réseau Travail et mondialisation peuvent également être interprétés en relation avec le contexte dans lequel ce réseau a été constitué. Nous avons expliqué que le réseau visait notamment à ramener les grandes confédérations syndicales dans le FSE, dans un contexte de relations chaotiques avec le syndicalisme européen incarné par la CES après 2005. Alors que la CES avait eu tendance à se démarquer du mouvement altermondialiste, les réticences des confédérations nationales membres de la CES peuvent être mises en relation avec leur position ambivalente au regard du clivage opposant la CES au mouvement altermondialiste. A ce titre, le refus formulé par la FGTB et la CSC (soutenues par la CGT et la CGIL) de supporter l'organisation d'un contre-sommet de l'Union européenne en mars 2009 à Bruxelles apparaît comme le signe de cette position ambivalente de ces confédérations dans un contexte d'éloignement du syndicalisme européen incarné par la CES vis-à-vis du mouvement altermondialiste.

Si on revient au modèle de processus de démobilisation proposé par Tarrow, le cas du réseau Travail et mondialisation s'inscrit toutefois moins aisément dans les mécanismes retenus. En effet, sur le plan chronologique, la constitution du réseau Travail et mondialisation ne répond pas à une volonté de continuer une campagne en cours, comme les deux précédents réseaux, mais vise déjà à répondre à des conflits connus des initiateurs qui existent entre le syndicalisme européen et l'altermondialisme. Ainsi, la création du réseau intervient alors que la polarisation entre les différents types d'acteurs susceptibles de se mobiliser sur les politiques économiques et sociales de l'Union européenne s'est déjà consolidée dans les années précédentes. Néanmoins, notre schéma d'explication reste valable pour ce réseau : dans un contexte d'affaiblissement de la dynamique contestataire de l'altermondialisme à l'échelle européenne depuis 2005-2006, ces différents types d'acteurs entrent en conflits au sein du réseau Travail et mondialisation au sujet de leur capacité à décider collectivement de l'organisation d'un contre-sommet de l'Union européenne.

Malgré cette différence entre ce dernier de nos trois réseaux et les deux précédents, liée à la date à laquelle a été constitué le réseau Travail et mondialisation, il est donc possible

pour chacun d'entre eux de relier les conflits ouverts ou latents qui ont pu être observés au contexte de démobilisation dans lequel ils sont apparus, afin d'expliquer leur incapacité à prolonger les mobilisations passées à l'échelle européenne.

Conclusion de la deuxième partie

Après avoir retracé la dynamique européenne dont sont issus nos réseaux thématiques, cette deuxième partie a permis de recentrer l'analyse sur l'étude des dimensions concrètes de l'hétérogénéité des participants. Paradoxalement, l'analyse empirique nous amène d'abord à comprendre que cette hétérogénéité n'est en réalité pas si grande, si on compare la composition des réseaux thématiques au spectre des organisations ayant participé à la dynamique européenne de protestations du début des années 2000. Cela ne signifie pas pour autant que des conflits ne sont pas susceptibles d'apparaître parmi les participants restants, ce que montre également Tarrow dans son analyse des processus de démobilisation. Ainsi, tant sur le plan des conceptions de la démocratie que sur celui des répertoires d'action, nous avons pu mettre en évidence des conflits ou des divergences qui aboutissent à des retraits de participants, différents selon nos réseaux, et selon une temporalité variable. En mettant en relation ces conflits avec le contexte de démobilisation dans lequel ils sont apparus, nous pouvons bien affirmer que l'affaiblissement des réseaux thématiques s'explique d'abord par des conflits internes aux réseaux, qui n'auraient pas forcément éclaté dans une dynamique contestataire plus favorable pour le mouvement dans son ensemble.

Conclusion du chapitre 3

L'analyse présentée dans ce chapitre porte très largement sur les années qui ont précédé la naissance des trois réseaux thématiques étudiés ici. Après avoir montré les liens directs entre des campagnes menées à l'échelle européenne et la création des réseaux, nous avons établi le fait que ces derniers sont nés dans un contexte de fin de mobilisations. Afin de poursuivre l'examen de notre hypothèse supposant que c'est la combinaison de ce contexte avec l'hétérogénéité des participants aux réseaux thématiques qui peut expliquer leur situation d'incapacité à déboucher sur des actions communes, nous avons dans la deuxième partie

développé l'analyse en la portant au niveau des caractéristiques des participants. Sur la base de la mise en évidence de conflits internes aux réseaux liés à nos deux dimensions de l'hétérogénéité (conceptions de la démocratie et stratégies d'action), nous avons alors expliqué le fait que l'apparition de ces divergences ne peut se comprendre en dehors du contexte de démobilisation dans lequel nos réseaux s'inscrivent, ainsi que nous l'avions posé au départ.

Au terme de cette analyse, le constat qui semble s'imposer est celui d'un échec déjà consommé dès leur constitution en tant que réseau, c'est-à-dire en tant que structure organisationnelle destinée à favoriser les actions collectives entre les organisations participantes. En effet, les éléments présentés dans ce chapitre tendent à accréditer l'idée selon laquelle les réseaux thématiques seraient dès leur création des structures organisationnelles vouées à l'échec, dont la capacité d'action collective serait fortement écornée par le contexte de leur constitution et leur composition interne. Dans le chapitre suivant, nous relativisons cette idée en revenant sur le processus même du Forum Social Européen. Intervenant après cette première vague de retrait de participants en ce qui concerne les réseaux de la Charte et Services publics, la préparation du Forum Social Européen de Malmö leur permet d'endosser un rôle moteur. Là encore, le réseau Travail et mondialisation se distingue : créé seulement dans le cours de la préparation de Malmö, il ne débouche sur un conflit ouvert qu'après la tenue du FSE de Malmö. L'examen rétrospectif de la préparation de cet événement nous permet également de mettre en évidence le dynamisme dont il avait précédemment bénéficié.

Chapitre 4 : Le maintien de réseaux thématiques actifs dans l'objectif du FSE de Malmö (2007-2008)

Introduction

Malgré l'enthousiasme qui accompagnait la constitution de nos réseaux thématiques, nous avons vu que ces derniers ont rapidement été confrontés à l'apparition de conflits sur les stratégies collectives à adopter, dans un contexte de fin de mobilisations à l'échelle européenne (chapitre 3). Le corollaire de cette combinaison de facteurs a alors été le retrait rapide des activités de nos réseaux de certains participants aux campagnes précédentes. On pourrait penser *a priori* que ces éléments empiriques sont suffisants pour expliquer le déclin progressif de l'activité des réseaux thématiques après 2006-2007. En effet, ainsi que nous l'avons expliqué, le fait que leur constitution formelle intervienne à la fin de mobilisations communes rend d'autant moins probable la mise en route de nouveaux projets collectifs entre les participants. Si l'on s'en tient à notre cadre théorique initial, les conclusions du chapitre 3 nous amènent donc à supposer une diminution de l'activité de nos réseaux thématiques dans la période qui suit, marquée en particulier par la préparation du Forum Social Européen de Malmö en septembre 2008. En effet, on peut poser l'hypothèse selon laquelle les conflits apparus dans les mois qui ont suivi leur constitution et les retraits de participants observés sont susceptibles de peser dans la capacité des réseaux thématiques à agir en commun au cours de la période suivante. Cette hypothèse peut être résumée selon le schéma suivant, qui ajoute une étape par rapport au schéma proposé au début du chapitre précédent:

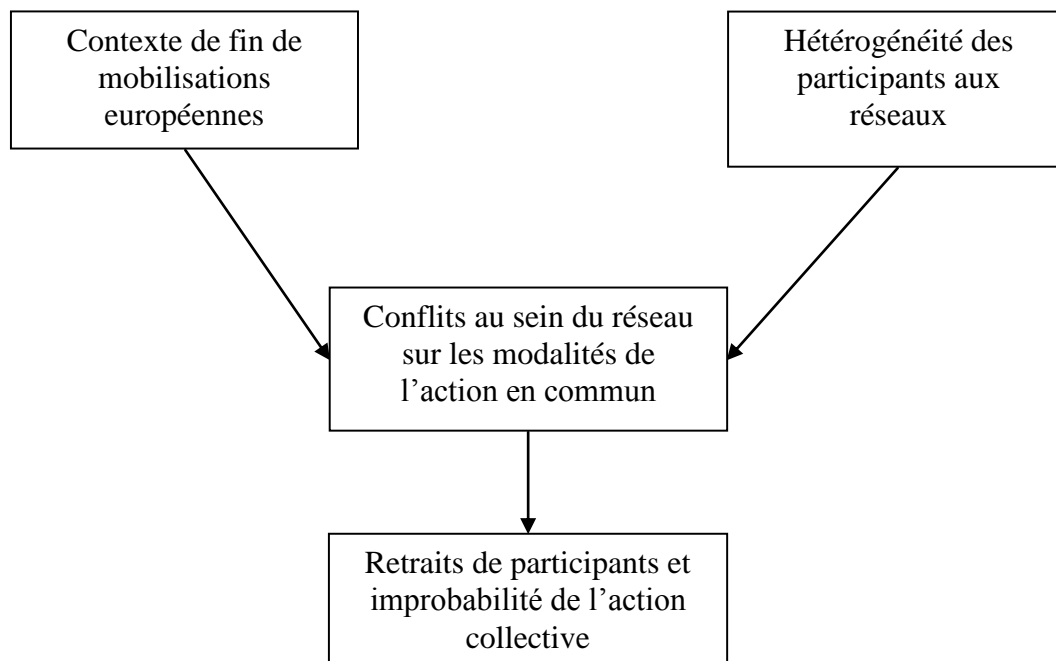


Figure 4: Retraits de participants et improbabilité de l'action collective à la suite de conflits internes aux réseaux

Et pourtant, malgré ces retraits rapides de participants, notre impression au départ de cette recherche (initiée à la fin de l'année 2007) reposait sur des signes de renouvellement et de structuration du mouvement altermondialiste à l'échelle européenne. Plus précisément, notre idée consistait à supposer que les réseaux thématiques permettaient à la fois de renforcer les liens entre des groupes issus de pays différents et de favoriser la formulation de revendications communes concernant les politiques économiques de l'Union européenne. Cette impression était liée au fait que, dans le cours de la préparation du Forum Social Européen de Malmö, organisé en septembre 2008 (au moment donc du début de cette recherche), les réseaux thématiques participaient activement à l'élaboration du programme du Forum, à la fois en proposant des séminaires décidés en commun dans les réunions du réseau lors des Assemblées Européennes de Préparation et en participant à la fusion des propositions de séminaires déposées sur Internet à l'intérieur de certains axes thématiques.

Alors que les réseaux thématiques apparaissaient comme des espaces relativement hétérogènes et hautement conflictuels dans un contexte de fin de mobilisations dès le moment de leur constitution, ils deviennent ainsi des acteurs structurants dans la préparation du FSE de Malmö, entre fin 2006 et septembre 2008. Ce chapitre est consacré à l'explicitation de cette contradiction apparente entre l'hypothèse découlant de notre cadre théorique et du chapitre

précédent (les conflits internes sensés diminuer la capacité d'activité des réseaux) et le déroulement de la préparation du Forum de Malmö (leur fort dynamisme à l'approche du Forum). La compréhension du dynamisme des réseaux thématiques durant cette période nous conduit, sur le plan théorique, à discuter de la question du rôle de l'identification d'un objectif commun à l'ensemble des membres d'un groupe pour expliquer leur action collective, postulat de base de l'action collective.

Pour cela, il s'agit dans un premier temps de partir de notre cadre théorique général en expliquant que dans une dynamique contestataire européenne qui reste affaiblie par rapport au début des années 2000, les participants à nos trois réseaux thématiques, parmi lesquels on peut identifier de nouveaux venus, sont marqués dans la période 2007-2008 par certains points de divergences, qui reposent sur des conceptions de la démocratie et/ou des stratégies d'action différentes (Partie 1). Dans un second temps, nous montrons que ces divergences n'aboutissent pas à des retraits de participants comme on a pu l'observer dans le chapitre précédent. Dans cette perspective, la préparation du prochain FSE apparaît comme une incitation à travailler collectivement à partir de nos trois réseaux. Ainsi, un contexte de mise en avant des réseaux dans le processus du FSE et la présence d'un objectif commun clair et délimité semble limiter les effets combinés de la démobilisation et de l'apparition de conflits entre les acteurs des réseaux (Partie 2). On sait cependant depuis Olson que l'existence d'un objectif commun ne suffit pas à expliquer la mise en route de l'action collective³⁰⁷. Dans la troisième partie, nous entrons dans le fonctionnement interne des réseaux thématiques pour mettre en évidence le rôle des entrepreneurs de l'action collective et des acteurs centraux des réseaux (Partie 3). En identifiant les acteurs clés de nos trois réseaux, ce chapitre aboutit alors à nuancer l'idée selon laquelle le dynamisme de nos trois réseaux durant la période étudiée ici repose sur une véritable dynamique collective.

Des divergences persistantes dans une dynamique contestataire affaiblie.

Dans la période qui nous intéresse ici, nos trois réseaux thématiques restent parcourus par des divergences internes concernant les objectifs à poursuivre en commun dans la perspective du FSE de Malmö et au-delà. L'analyse approfondie des ressorts de ces

³⁰⁷ Olson, Mancur, *The Logic of Collective Action, op. cit.*

divergences, qui recourent partiellement celles mises en évidence dans le chapitre précédent, confirme là encore la pertinence de notre cadre théorique initial. Celui-ci nous permet de comprendre pourquoi des conflits émergent au sein de nos réseaux, en prenant en compte le processus de démobilisation observable à l'échelle européenne.

En premier lieu, un retour sur la chronologie de la création de nos trois cas nous incite à envisager l'interdépendance entre ces derniers et à préciser nos hypothèses sur l'apparition de conflits entre des acteurs hétérogènes dans la période 2007-2008 (a). Ensuite, nous réexaminons successivement les deux dimensions de l'hétérogénéité que nous avons retenues (conceptions de la démocratie et stratégies d'action) pour voir dans quelle mesure elles donnent lieu à des points de vue différents sur le fonctionnement et les objectifs des réseaux thématiques (b et c).

a) Retour chronologique sur l'apparition des réseaux thématiques : hypothèses sur les effets de l'hétérogénéité après le FSE d'Athènes.

Nous avons déjà eu l'occasion de souligner le fait que le réseau Travail et mondialisation n'était pas directement issu de campagnes communes à l'échelle européenne que cette structure nouvelle aurait permis de continuer. Nous avons montré que sa création répondait plutôt à la nécessité de ramener vers le processus du FSE les grandes organisations syndicales membres de la Confédération Européenne des Syndicats, après les rapprochements occasionnés par la série de mobilisations du début des années 2000. Cet objectif singulier s'est traduit par une apparition plus tardive pour ce réseau que pour les réseaux de la Charte et Services publics³⁰⁸. Ici, l'objectif est de revenir sur cette succession chronologique entre nos trois réseaux, en examinant le niveau de la participation pour chacun d'entre eux, afin d'en tirer des hypothèses sur la probabilité d'éclatement de conflits entre les participants à l'approche du FSE de Malmö.

³⁰⁸ Rappelons ici que pour la clarté de notre analyse, le réseau Travail et mondialisation n'a pas été traité de manière chronologique, contrairement aux réseaux Charte et Services publics. Ainsi, les conflits qui ont éclaté après le Forum de Malmö ont été abordés dans le chapitre 4, nous permettant d'analyser les effets combinés de l'hétérogénéité des participants et de la dynamique générale des mouvements sociaux en Europe sur l'évolution de ce réseau. Dans ce chapitre, le retour sur la dynamique interne du mouvement altermondialiste à l'approche du FSE de Malmö nous conduit donc à revenir sur cette période concernant le réseau Travail et mondialisation.

L'apparition du réseau Travail et mondialisation comme explication du déclin des réseaux Charte et Services publics ?

Apparu en janvier 2007 au Forum Social Mondial de Nairobi, le réseau Travail et mondialisation a été décliné au niveau européen dès l'Assemblée Européenne de Préparation suivante à Lisbonne en mars 2007, à la fois pour permettre d'aborder dans ce réseau les problématiques spécifiques à l'espace européen et en vue de la préparation du prochain Forum européen prévu pour l'année 2008. Chronologiquement, sa constitution intervient après l'émergence des conflits et des retraits de participants dans les réseaux Charte et Services publics, que nous avons mis en évidence dans le chapitre précédent. Nous avons montré que la non participation des grandes organisations syndicales pour le premier, le retrait des syndicats belges pour le second (faisant naître les réticences des autres syndicats à s'impliquer fortement), permettaient d'expliquer le déclin rapide de ces deux réseaux après le FSE d'Athènes en mai 2006. Dans le même temps, le réseau Travail et mondialisation visait précisément à favoriser la participation des grands syndicats au processus du Forum européen.

Cette correspondance chronologique entre le déclin des certains réseaux et l'apparition d'un autre pousse ainsi certains acteurs à souligner le rôle de l'apparition du réseau Travail et mondialisation dans le déclin des réseaux Charte et Services publics. Ainsi, l'animateur italien du réseau de la Charte explique :

« Nous avons eu une concurrence avec le réseau *Labour and Globalization*, parce que les mêmes personnes que nous avons eu dans la Charte, maintenant, vont [dans ce réseau] »³⁰⁹.

De la même façon, selon l'une des initiatrices du réseau Services publics, également participante régulière du réseau Travail et mondialisation :

« Il y a une espèce de jeu de chaises musicales qui se produit : quand le réseau Travail et mondialisation est arrivé, il a un peu supplanté [le réseau Services publics]. C'est-à-dire qu'à un moment donné, une thématique concentre un peu la problématique générale du Forum contre le libéralisme, la marchandisation, etc. C'est passé à Athènes par le réseau Services publics, et après, entre les deux Forums, il y a eu une déperdition »³¹⁰.

Chez ces deux acteurs, la référence au réseau Travail et mondialisation est mobilisée pour expliquer le déclin du réseau dans lequel ils étaient précédemment engagés.

³⁰⁹ Entretien, membre de Rifondazione Comunista, février 2010.

³¹⁰ Entretien, représentante de la FSU, mars 2009.

Dans les faits, nous avons cependant montré au chapitre précédent que des conflits sont apparus dès la naissance des réseaux Charte et Services publics (dans un contexte de démobilisation), ce qui ne nous permet pas de retenir l'hypothèse de l'apparition du réseau Travail et mondialisation comme explication première du déclin de ces derniers. Pour autant, il s'agit ici de se voir que l'apparition de ce réseau Travail et mondialisation en 2007 permet à certains acteurs de trouver un point d'investissement dans le cadre du FSE, renforçant d'autant le déclin des réseaux Charte et Services publics. C'est en particulier le cas des personnes représentant les Attac européennes. Tandis que ces dernières avaient constitué une force importante pour la création des réseaux Charte et Services publics en 2005 et en 2006, on ne les retrouve plus en 2007 que de manière limitée³¹¹. Dans le même temps, dans le courant de l'année 2007, les représentants d'Attac France, Allemagne, Autriche, tendent à s'impliquer fortement dans le réseau Travail et mondialisation, auquel participent les grandes organisations syndicales du FSE. Ce constat est également valable pour les principales organisations syndicales du Forum Social Européen dont les représentants ont tendance à moins s'investir dans le réseau Services publics en particulier, pour s'impliquer en priorité dans le réseau Travail et mondialisation³¹². A partir de la naissance du réseau Travail et mondialisation, on peut ainsi affirmer que celui-ci semble devenir un espace d'investissement privilégié pour ces acteurs, au détriment des réseaux de la Charte et Services publics, dont l'intérêt avait précédemment diminué (en raison des conflits et divergences mis en évidence au chapitre précédent). Si la cause première reste le contexte de démobilisation et les conflits internes aux réseaux, le réseau Travail et mondialisation offre une opportunité nouvelle d'investissement de certains acteurs travaillant sur les politiques économiques et sociales de l'UE, et vient s'ajouter à l'explication de la moindre participation dans les réseaux Charte et Services publics.

Cette relative succession des réseaux entre eux reflète ici l'interdépendance existante entre nos trois cas. En tant que réseaux s'inscrivant dans le même cadre institutionnel (le Forum Social Européen), et poursuivant, de façon globale, les mêmes objectifs, à savoir la

³¹¹ Pour le réseau Charte, alors que les Attac d'Europe avaient été des acteurs majeurs de la réunion de lancement du réseau à Paris en juin 2005, ils n'étaient plus représentés que par un seul membre d'Attac Allemagne parmi les animateurs des groupes de travail de ce réseau en septembre 2007 (Russo Franco, Report of the Stockholm EPA and Brussels Assembly, posté sur la liste de diffusion du FSE, 28 septembre 2007). De même, dans le réseau Services publics, tandis que des représentants de neuf Attac européens avaient signé la déclaration d'Athènes, on ne retrouvait plus qu'Attac Finlande et Allemagne à la réunion de Bruxelles en décembre 2007 (Réseau Services publics, « Déclaration d'Athènes... », document cité).

³¹² C'est par exemple le cas de la représentante de la FSU française qui, remarquant le « jeu de chaises musicales » entre les réseaux, reconnaît que son organisation s'est à une période un peu mise en retrait des activités du réseau Services publics, tout en continuant à participer à la plupart des réunions.

constitution d'un front européen de résistance aux politiques de l'Union européenne en matières économiques et sociales, nos trois cas d'études constituent dans cette optique trois tentatives liées entre elles de poursuivre ou renforcer un tel mouvement européen. A ce titre, il n'est pas étonnant qu'une bonne partie de nos acteurs soient ou aient été actifs dans plusieurs de ces réseaux successivement ou simultanément.

Ce retour chronologique sur la succession de nos trois cas nous conduit à détailler, pour chacun d'entre eux, ses conséquences sur la probabilité que des conflits émergent entre les participants, dans la période de préparation du FSE de Malmö qui nous intéresse en particulier ici.

Evolution de l'hétérogénéité des participants et probabilité d'éclatement de conflits internes aux réseaux

A partir des éléments détaillés dans le paragraphe précédent, il est possible de poser l'hypothèse d'une absence de divergences internes dans les réseaux Charte et Services publics. Plus précisément, on peut supposer que le retrait de participants tend à atténuer les conflits internes, en raison de la diminution de l'hétérogénéité des participants. A l'opposé, le réseau Travail et mondialisation est susceptible de voir apparaître des conflits entre ses participants, en particulier lié aux divergences stratégiques et idéologiques entre le mouvement syndical européen et le mouvement altermondialiste. L'observation des faits nous conduit toutefois à réfuter ces hypothèses.

D'abord, sur le réseau Travail et mondialisation, on observe une absence de conflit ouvert entre les différents acteurs parties prenantes dans la perspective du FSE de Malmö. Ainsi, en mars 2007, alors qu'il vient d'être constitué au niveau européen, le réseau se fixe l'objectif d'être « un espace de communication, d'échange d'expériences et de promotion du débat »³¹³. Il est avant tout constitué avec l'idée de redonner une place importante à la question du travail dans le Forum Social Européen. A cet égard, nous avons expliqué que les initiateurs du réseau sont très attentifs en 2007 à ne pas fixer des objectifs collectifs trop ambitieux afin de ne pas susciter l'opposition des grandes organisations syndicales. Au moment de sa constitution, le réseau Travail et mondialisation n'est donc pas marqué par des conflits sur l'organisation de mobilisations à l'échelle européenne comme nous avons pu le

³¹³ Labour and Globalization network, « Report of the meeting of Lisbon EPA », March 2007.

constater dans le chapitre précédent (sur la période qui suit le FSE de Malmö). Cependant, nous montrons dans les pages suivantes que des divergences latentes sont perceptibles au sein du réseau, qui s'inscrivent dans le contexte de relations chaotiques entre le syndicalisme européen incarné par la CES et le mouvement altermondialiste, et qui annoncent le conflit abordé au chapitre précédent concernant l'organisation d'un contre-sommet de l'Union européenne en mars 2009.

Ensuite, concernant les réseaux de la Charte et Services publics, on peut affirmer que le retrait de participants après 2006 ne peut pas nous amener à conclure à l'absence de divergences entre les participants restants. Ainsi, nous avons déjà vu au chapitre précédent qu'un faible niveau d'hétérogénéité ne conduit pas forcément à un fonctionnement harmonieux des réseaux thématiques, dans un contexte de démobilitation à l'échelle européenne.

Dans le réseau de la Charte des principes pour une autre Europe, les divergences observées concernant les objectifs communs, entre discussion et outil de mobilisation, n'ont pas signé la fin du réseau en tant que tel. Alors que les acteurs défendant avant tout le besoin de mobiliser à l'échelle européenne contre l'orientation générale de l'intégration européenne (dont fait partie par exemple le réseau des Attac d'Europe) tendent à se retirer des activités du réseau, le processus de discussion de la Charte se poursuit pendant et après le Forum Social Européen d'Athènes. Dans ce contexte de resserrement des objectifs du réseau autour de la discussion de principes généraux et de l'écriture de la Charte, les divergences susceptibles d'apparaître concernent alors le contenu concret de ce document, reposant sur des divergences idéologiques et non sur les aspects stratégiques des mouvements sociaux.

Dans le réseau Services publics, la tendance au retrait des grandes organisations syndicales (ou en tout cas leur moindre investissement) ne conduit pas non plus à une absence de divergences internes. Dans la préparation du FSE de Malmö, ces divergences semblent néanmoins faire intervenir des acteurs différents. Ainsi, à l'approche du Forum, le réseau Services publics parvient à attirer de nouveaux acteurs, qui sont principalement des représentants de groupes ou réseaux impliqués dans des résistances contre des privatisations dans le domaine des services publics, à l'échelle locale ou régionale. Lors de l'Assemblée Européenne de Préparation de Stockholm en septembre 2007, le réseau suédois pour le bien commun³¹⁴ participe pour la première fois à la réunion du réseau. Des groupes allemands

³¹⁴ En suédois: Nätverket Gemensam välfärd (Network for Common Welfare), qui dispose d'un site Internet: <http://www.gemensamvalfard.se/>. Créé en 2007, ce réseau regroupe des fédérations syndicales (communication, transports, construction), Attac Suède, les Amis de la Terre, et est organisé autour de plusieurs groupes locaux

commencent également à participer aux réunions du réseau à partir de la réunion de Bruxelles en décembre 2007 (*Berliner Wassertisch*³¹⁵) mais également lors de l'Assemblée Européenne de Préparation de Berlin en février 2008 (Coalition « *Bahn für Alle* »³¹⁶ et la *Berliner Mietergemeinschaft*³¹⁷). Dans la période qui nous intéresse, on peut alors mettre en évidence des divergences entre ces nouveaux acteurs impliqués dans des luttes locales et le noyau des participants au réseau Services publics, de plus en plus issus exclusivement d'organisations françaises et de moins en moins des grandes organisations syndicales, qui sont avant tout engagés dans la coordination de luttes à l'échelle européenne. Comme nous le verrons, cette divergence est alors plutôt centrée sur la dimension stratégique des mouvements sociaux et semble opposer les acteurs français à ces nouveaux groupes qui s'impliquent dans le réseau dans la perspective du FSE de Malmö.

En résumé, nous pouvons affirmer que nos trois réseaux sont marqués à des degrés divers par l'existence de divergences latentes ou ouvertement débattues qui pourraient peser sur leur capacité d'action commune. Ainsi, la nouveauté du réseau Travail et mondialisation n'empêche pas de déceler des divergences latentes entre grandes organisations syndicales et autres acteurs de l'altermondialisme. Dans les réseaux Charte et Services publics, leur déclin déjà entamé ne supprime également pas les divergences internes, qui portent sur le contenu concret de la Charte ou sur les stratégies des participants au réseau Services publics. Dans les deux sections suivantes, nous examinons de manière approfondie ces divergences internes, qui pourraient éclater en conflits ouverts et entraîner le retrait de nouveaux participants. Pour ce faire, nous reprenons nos deux principales dimensions problématiques de l'hétérogénéité pouvant donner lieu à des conflits ouverts, à savoir les conceptions de la démocratie dans les mouvements sociaux et les stratégies d'action.

qui visent à s'opposer à la « privatisation et au démantèlement des services publics ». Cf. Déclaration du réseau, "Nu tar vi kampen för gemensam välfärd", mars 2007, disponible à l'adresse: <http://www.gemensamvalfard.se/om-naetverket/historik-dokument/101-norrkoepingskonferensen-43-2007>., page consultée le 30 septembre 2011.

³¹⁵ Groupe local engagé sur la défense du service public de l'eau à Berlin : <http://berliner-wassertisch.net/>, page consultée le 30 septembre 2011.

³¹⁶ Alliance nationale qui s'est constituée en 2006 en Allemagne contre le projet de privatisation de la Deutsche Bahn : <http://www.bahn-fuer-alle.de/>, page consultée le 30 septembre 2011.

³¹⁷ Groupe local engagé sur la question du logement à Berlin : <http://www.bmgev.de/>, page consultée le 30 septembre 2011.

***b) Conceptions de la démocratie et modes de décision dans les réseaux :
une divergence latente ou un mode de gestion de la diversité.***

La diversité des conceptions de la démocratie dans les mouvements sociaux a précédemment été considérée comme problématique dans le cadre des réseaux Services publics (après le FSE d'Athènes) et Travail et mondialisation (après le FSE de Malmö)³¹⁸. Le réseau de la Charte des principes pour une Autre Europe était lui moins clivé autour des modes de décisions internes au réseau, le cœur des divergences portant plus sur les stratégies collectives du réseau. Dans la période préparatoire au FSE de Malmö, la question des modes de décision ne semble plus (ou pas encore pour le réseau Travail et mondialisation) véritablement problématique.

Absence de conflits sur les modes de décision dans les réseaux Travail et mondialisation et Services publics

D'abord, dans le réseau Travail et mondialisation, lors de la réalisation des entretiens³¹⁹, les grandes organisations syndicales étaient particulièrement sensibles à la représentativité des parties prenantes à la décision, en opposition avec les principes d'ouverture et de consensus qui prévalent dans le mouvement altermondialiste. En fait, ceci s'explique par le fait que les objectifs assignés au réseau au moment de sa création étaient sensés être limités à un espace de rencontre et de discussion entre syndicats et mouvements sociaux (cf. *supra*, p.175). En revanche, dès lors que la participation au réseau Travail et mondialisation ne supposait pas à l'origine d'engager des organisations dans des actions communes au-delà du Forum Social Européen, la participation des grandes organisations syndicales n'était pas perçue comme problématique par leurs représentants dans le processus des Forums Sociaux. Au contraire, cette participation était perçue comme atout, comme nous le montrent les propos de ce représentant de la FGTB :

« Les syndicats ne peuvent pas être toujours en pointe dans tous les domaines, et reconnaissent qu'il y a des expertises très pointues dans les ONG que ce soit à Greenpeace sur le climat, à Attac par rapport à la crise financière. Il est important de

³¹⁸ Cf. chapitre 3, p. 147 et suiv.

³¹⁹ Pour le réseau Travail et mondialisation, la plupart des entretiens ont été effectués au moment du conflit sur la question de l'organisation d'un contre-sommet de l'Union européenne en mars 2009.

pouvoir les connaître et d'avoir des relations avec eux »³²⁰.

L'intérêt de la participation des grands syndicats réside donc dans l'établissement de relations avec des organisations qui disposent d'une expertise particulière. Si cet interlocuteur ne place pas tous les acteurs du réseau sur le même plan³²¹, il s'inscrit bien dans une conception du réseau limitée à un espace de confrontations de points de vue. De même, ce représentant de la CGIL explique les objectifs de son organisation dans le réseau :

« La question est apparue à travers le besoin de donner de la continuité, d'approfondir notre approche du lien entre les syndicats et les mouvements sociaux. (...) Je suis convaincu par cette idée de contamination, c'est-à-dire qu'on peut avoir une bonne opportunité de s'écouter, mais aussi d'apprendre les uns des autres à partir de cette expérience »³²².

Dans son propos, l'idée de contamination résulte d'échanges soutenus et prolongés entre ces acteurs différents que sont les syndicats et les mouvements sociaux, permettant d'enrichir et de renouveler l'analyse syndicale des effets de la mondialisation. L'optique est avant tout celle de la discussion avec des acteurs qui partagent certaines des préoccupations syndicales. Pour clarifier ses objectifs, il précise : « Je ne suis pas convaincu que nous avons besoin d'avoir la même expérience, parce que nous sommes des acteurs très différents sur le terrain »³²³. Implicitement, il fait référence à l'idée que syndicats et mouvements sociaux pourraient se rapprocher dans leurs activités quotidiennes, menant des actions coordonnées à travers le réseau, ce qui selon lui n'est pas envisageable. De façon latente, on peut alors y voir une réticence à prendre part à des actions communes au sein d'un réseau véritablement ouvert, dans lequel les participants ne sont pas sélectionnés selon des critères de représentativité ou d'influence dans la sphère publique.

Ce qui nous importe ici, c'est de montrer que le réseau Travail et mondialisation n'est à l'origine pas marqué par un conflit entre les grandes organisations syndicales et les autres participants sur la question des modes de décision, en raison de la prudence initiale à ne pas

³²⁰ Entretien, représentant de la FGTB département international, avril 2009.

³²¹ Il mentionne ainsi des organisations relativement importantes en termes de production d'analyse et de diffusion des idées : si Greenpeace n'a jamais été activement impliquée dans le réseau, Attac en est en revanche l'une des chevilles ouvrières. La référence aux « ONG » traduit également une vision plutôt institutionnalisée du travail mené par ces organisations, cet acronyme renvoyant en particulier aux organisations qui cherchent à influencer directement les détenteurs du pouvoir que ce soit au niveau national ou international.

³²² Notre traduction: "The question began with the need to give continuity, to have a deepened approach of the link between trade unions and social movements. (...) I am convinced of this kind of contamination, we can have good opportunities to listen to each other, but also to learn from each other from this common experience.", Entretien, représentant de la CGIL, juin 2009.

³²³ Notre traduction : "I am not convinced that we need to have the same experience, because we are very different actors on the ground.", Ibid.

faire de ce réseau une instance de décision. La question des modes de décisions au sein du réseau n'apparaît alors que de manière latente comme une source de conflit potentiel.

En 2007, ce conflit n'est également plus visible dans le réseau Services publics, où il apparaissait de façon secondaire chez un syndicaliste CGT et les acteurs du Forum Social de Belgique, en particulier sur la question de la représentativité des organisations participantes (cf. chapitre 3, p.151). Le retrait des Belges, entraînant un investissement de moins en moins fort des partenaires syndicaux de la FGTB et de la CSC, aboutit ainsi à la marginalisation de cette divergence. Notons également que durant cette période, en raison de son déclin entamé dans les mois qui ont suivi le FSE d'Athènes, le réseau Services publics s'avère de moins en moins en mesure de déboucher sur des mobilisations communes de grande ampleur. Or, c'est sur ce type de projets collectifs que la question des modes de décision pourrait poser problème aux grands syndicats. En d'autres termes, on peut affirmer que dans le réseau Services publics comme dans le réseau Travail et mondialisation, la question de la décision semble, durant la préparation du FSE de Malmö, reléguée au second plan, tant qu'il ne s'agit plus ou pas encore de déboucher sur des mobilisations communes impliquant les grandes organisations syndicales.

La pratique du consensus comme moyen de gestion de la diversité dans le réseau Charte

Il en va autrement dans le réseau de la Charte des principes pour une Autre Europe, où la question des modes de décision est largement mise en avant par nos interlocuteurs, mais de façon plutôt positive. Ainsi, alors que dans les réseaux Travail et mondialisation et Services publics, elle apparaît comme une divergence latente qui ne pèse pas sur le niveau de la participation dans les années 2007-2008, elle est plutôt valorisée dans le réseau de la Charte. Dans ce cadre, elle apparaît comme un moyen de gérer la diversité des participants à la rédaction du document. Cette différence avec les deux précédents réseaux réside dans le fait que dès le départ, le réseau Charte n'est pas en mesure de faire participer officiellement les grandes organisations syndicales à ses travaux, en raison notamment de la position de la CES vis-à-vis du Traité constitutionnel européen. Or, nous avons montré jusqu'à présent que la conception traditionnelle représentative de la démocratie dans ces organisations se heurtait à la conception horizontale et participative qui prévaut dans le mouvement altermondialiste.

Leur absence dès le lancement des discussions autour de la Charte ne fait donc pas de la question des modes de décision dans le réseau une source de conflit potentiel entre les participants.

Dans la période qui suit le FSE d'Athènes, le resserrement du réseau de la Charte autour de l'engagement d'un noyau d'individus tend à faire de ce réseau un espace de discussion entre des militants participant activement au processus du FSE, plus qu'un réseau au sein duquel des organisations confrontent leurs points de vue et cherchent à les coordonner. Dans ce cadre, le consensus est largement considéré comme un moyen efficace de gérer la diversité des orientations des différents participants, alors même que les divergences peuvent être importantes sur le plan idéologique.

Les divergences mentionnées par les acteurs du réseau concernent alors la question de la forme des institutions européennes, entre des solutions plutôt intergouvernementalistes ou plutôt fédéralistes, mais également la question de la reconnaissance du droit à l'autonomie des peuples, ou encore celle de la laïcité. Ces divergences sont fortement liées à des conceptions idéologiques des modes d'organisation démocratique, et s'organisent parfois sur un mode national. Ainsi, sur la laïcité, la conception stricte défendue par les participants français se heurtait à celle des autres participants³²⁴. De même, la question de l'autonomie était particulièrement importante pour les participants issus de minorités nationales, notamment du Pays Basque, s'opposant aux réticences des participants français, allemands ou italiens à reconnaître la possibilité de modifier des frontières, redoutant les éclatements ethno-nationalistes qui ont par exemple eu lieu en ex-Yougoslavie³²⁵. Si ces oppositions font parfois partie du cœur des revendications de certains acteurs (comme par exemple la question de l'autonomie des peuples pour les Basques), il reste que nos participants au réseau de la Charte font tous référence à la discussion et au consensus comme un moyen de prendre en compte cette diversité des points de vue sans exclure aucun participant.

Ainsi, l'une des animatrices du réseau, représentant Espaces Marx, indique la façon dont la pratique du consensus a façonné les discussions au sein du réseau :

« Comme on voulait un consensus, on a discuté le plus longtemps possible avec ceux qui ne sont pas d'accord. C'est pour ça qu'on met trois ans à faire un document qui

³²⁴ Entretien, porte-parole de Solidaires, décembre 2009 ; Entretien, représentante d'Espaces Marx, mars 2009

³²⁵ Entretien, membres de la Fondation Copernic, janvier 2009 ; Entretien, représentante d'Espaces Marx, mars 2009.

n'est pas très compliqué si on regarde bien »³²⁶.

S'il tend à allonger les débats, ce souci du consensus permet néanmoins d'avancer sur la Charte, selon cette représentante de Solidaires :

« Par exemple, sur la laïcité on a fini par trouver des formulations et des compréhensions vraiment sur le fond. Sur la question des institutions européennes, je pense qu'on est resté sur des formules assez ouvertes »³²⁷.

De même, l'animateur italien du réseau mentionne le consensus comme un moyen de favoriser une position commune du mouvement altermondialiste sur le modèle politique, économique et social européen en construction : « nous sommes tombés d'accord sur l'intérêt de la réponse en positif aux politiques et aux institutions européennes. Et ça a permis de nous trouver des champs en commun »³²⁸. S'il tend à allonger la tenue des débats, le consensus permet également de se concentrer collectivement sur ce qui est commun aux participants, plutôt que sur ce qui divise.

Cela ne signifie pas pour autant que tous les participants au réseau de la Charte se satisfont de cette pratique consensuelle, qui comporte l'inconvénient de ne pas aller dans le détail des alternatives proposées dans la Charte :

« Il était nécessaire d'atteindre un compromis, qui est que nous avons pu dire ce que nous voulions, mais pas comment l'appliquer concrètement. On ne trouve ainsi rien de concret sur les institutions européennes dans la Charte. C'est le principal problème pour moi, la question institutionnelle, mais également la question de l'application des principes alternatifs, ne sont pas abordées »³²⁹.

Dans ce passage, cette représentante de la Fondation Rosa Luxemburg dans les Forums Sociaux pointe l'inconvénient de l'usage du consensus comme moyen de concilier des points de vue opposés. S'il permet de bien gérer la diversité des participants en conciliant des positions antagonistes, le consensus limite ainsi la portée des propositions contenues dans la Charte.

Ces quelques éléments sur le réseau de la Charte nous apportent des précisions supplémentaires quant aux problèmes posés par la diversité des conceptions et pratiques de la

³²⁶ Entretien, représentante d'Espaces Marx, mars 2009

³²⁷ Entretien, porte parole de Solidaires, décembre 2009

³²⁸ Entretien, membre de Rifondazione Comunista, février 2010

³²⁹ Notre traduction : "It was necessary to reach a compromise, which is that we said what we wanted, and not how to realize it. So you cannot find anything concrete about the European institutions in the Charter. This is the main lack to me. The institutional question, but also the question of the realization of alternative principles, is not tackled.", Entretien, représentant de la Rosa Luxemburg Stiftung, mai 2009.

démocratie dans les réseaux altermondialistes étudiés. En l'absence des grandes organisations syndicales, la pratique du consensus entre des acteurs de taille et de fonctionnement différents n'est pas à l'origine de conflits entre les participants. Ce constat nous amène à renforcer l'idée de la puissance du clivage qui oppose les grandes organisations syndicales et les autres acteurs du mouvement altermondialiste européen présents dans nos réseaux, qu'ils soient des syndicats alternatifs, des centres de recherche ou des associations altermondialistes telles qu'Attac. La conception traditionnelle et représentative de la démocratie des confédérations syndicales majoritaires se distingue clairement, dans nos entretiens, du mode de fonctionnement des autres participants. Au-delà de leur diversité, ces derniers acceptent tous le consensus et l'horizontalité comme des règles de base du fonctionnement des réseaux altermondialistes, ce qui se retrouve à travers l'absence de contestation de ces deux principes parmi les acteurs du réseau de la Charte.

Dans le même temps, cela ne veut pas dire que ces mêmes acteurs sont en mesure de s'accorder sur des décisions collectives débouchant sur des initiatives de grande ampleur. Comme le fait remarquer la représentante de la fondation Rosa Luxemburg, le contenu de la Charte est très généraliste et parfois flou, empêchant de définir des engagements précis de la part de ses rédacteurs. De plus, le consensus trouvé autour de la Charte ne se traduira pas, comme nous le verrons dans la troisième partie de ce chapitre, par une forte diffusion de ce document, sur lequel s'appuieraient des mouvements sociaux pour formuler leurs revendications face aux institutions européennes.

Si on revient à la période qui nous intéresse, la question des modes de décision n'est donc pas un élément de conflit dans la perspective de la préparation du Forum de Malmö. Alors que la capacité d'action du réseau Services publics devient plus limitée, ne suscitant plus d'opposition sur des décisions collectives éventuelles prises au consensus, le réseau Travail et mondialisation, nouvellement créé, n'est pas encore un espace au sein duquel des actions communes entre les participants sont proposées. Dans ces deux réseaux, la divergence sur les modes de décision est latente. Dans le réseau de la Charte, qui devient peu à peu un réseau d'individus, la question du consensus tend même à être valorisée comme un moyen de gestion de la diversité, sans pour autant être considéré de manière uniquement positive par l'ensemble des participants. Dans nos trois réseaux, les divergences sur les modes de décision sont réelles, mais restent donc limitées. Il convient maintenant d'examiner la question des stratégies collectives.

c) Des divergences sur les stratégies collectives au sein du réseau Services publics

La question des stratégies d'action dans le cadre des réseaux thématiques se pose en rapport avec la diversité des répertoires d'action classiques des différentes organisations participantes (chapitre 1). Au chapitre précédent, nous avons montré que des divergences avaient été la cause de retraits de participants à partir de ces considérations stratégiques. Dans la période qui nous intéresse, la question des stratégies à mener à l'échelle européenne traduit également des divergences internes aux réseaux, mais qui ne débouchent pas directement sur des retraits de participants. Elles sont en particulier observables à l'intérieur du réseau Services publics, entre les représentants d'organisations actives au niveau européen, et les membres de groupes locaux impliqués dans des luttes concrètes de défense des services publics.

Avant de s'intéresser aux divergences spécifiques à cette période, il convient de noter que les divergences et conflits mis en évidence au chapitre précédent sur les stratégies collectives continuent, après le FSE d'Athènes, de produire leurs effets. Ainsi, dans le réseau de la Charte, la divergence perceptible sur la question de promouvoir avant tout la discussion collective ou d'adosser cette discussion à des mobilisations ne conduit pas au retrait de tous les participants dès avant le FSE d'Athènes. Nous avons expliqué plus haut qu'un membre d'Attac Allemagne était encore activement impliqué dans le réseau en septembre 2007, de même que deux représentantes syndicales, de la FIOM-CGIL et de Solidaires. Malgré leurs réticences, ces acteurs suivent malgré tout le réseau jusqu'à la publication de la Charte³³⁰, ce qui ne remet pas en cause la tendance au retrait de participants sur cette même opposition entre un espace de discussion ou un outil de mobilisations. De même, dans le réseau Services publics, le retrait des grandes organisations syndicales ne s'effectue pas immédiatement après le retrait des Belges fin 2006. C'est le cas notamment de l'UGFF-CGT, la CGIL-Funzione Pubblica ou encore ADEDY qui participent encore à des réunions du réseau en 2007.

³³⁰ Entretien, porte-parole de Solidaires, décembre 2009 ; Entretien, représentante de la FIOM-CGIL, février 2010.

Divergences stratégiques entre activistes locaux et représentants d'organisations au sein du réseau Services publics

Si la persistance de ces divergences internes conduit à une réduction progressive du nombre de participants, que nous avons pu constater précédemment, nous nous intéressons dans cette partie aux divergences stratégiques qui apparaissent spécifiquement dans la période que nous examinons dans ce chapitre.

A ce titre, le réseau Services publics est le plus directement marqué par de telles divergences, en particulier du fait de l'implication de nouveaux participants à partir de 2007. Ceux-ci apparaissent peu à peu à mesure qu'approche le FSE de Malmö. Il s'agit principalement de groupes allemands engagés contre la privatisation de biens communs : sur la gestion de l'eau (*Berliner Wassertisch*), contre la privatisation du rail (coalition *Bahn für Alle*), contre la privatisation de la gestion de la distribution d'énergie au niveau local (*APRIL-AntiPRivatisierungs-Initiative Leipzig*), mais également du Réseau Suédois pour le Bien Commun qui apparaît dans les réunions du réseau Services publics à partir de l'AEP de Stockholm en septembre 2007. Avant de participer aux réunions du réseau, ces groupes se sont constitués sur la base de campagnes locales visant à défendre les services publics, en particulier la campagne berlinoise sur la gestion de l'eau ou encore l'Initiative contre les Privatisations de Leipzig. Le réseau suédois est également conçu comme la coordination au niveau national de groupes locaux de promotion des services publics³³¹. Au niveau de leurs caractéristiques organisationnelles, ces groupes sont organisés autour de la convergence d'activistes venus d'horizons divers : Attac, syndicats, associations d'utilisateurs, etc. Leur participation au réseau Services publics résulte alors de la tenue prochaine du Forum Social Européen à Malmö en Suède, ou encore de l'organisation d'une Assemblée Européenne de Préparation à Berlin. Dans la préparation du Forum de Malmö, ils participent activement à la définition des activités du réseau Services publics. Fin 2008, les activistes principaux de ces groupes, allemands et suédois sont ainsi considérés par l'une des animatrices du réseau Services publics comme faisant partie des « gens les plus investis »³³², au regard de la préparation et du déroulement du FSE de Malmö.

³³¹ Voir la liste des groupes locaux sur le site du réseau : <http://www.gemensamvalfard.se/>, page consultée le 30 septembre 2011.

³³² Entretien, représentante de l'AITEC-IPAM, novembre 2008.

Cependant, l'arrivée de ces nouveaux groupes semble donner lieu à une nouvelle divergence concernant les stratégies collectives à mettre en œuvre dans le cadre du réseau. Celle-ci oppose les représentants d'organisations actifs depuis longtemps dans le processus du Forum et dans le réseau, principalement français, et les activistes des groupes locaux ou nationaux qui apparaissent dans la préparation du Forum de Malmö. Ainsi, la plupart des représentants d'organisations défendent l'idée selon laquelle le réseau devrait permettre de définir des stratégies et des mobilisations communes à l'échelle européenne, dans la lignée de la déclaration d'Athènes. A l'opposé, les activistes locaux mentionnés ci-dessus considèrent le réseau plutôt comme un moyen d'échanger des informations et d'apprendre à partir des expériences menées dans d'autres pays ou régions d'Europe, dans le but de réinvestir ces connaissances dans leurs propres activités au niveau local. Ces différents acteurs s'opposent donc sur les objectifs du réseau en termes de stratégies collectives, mais également sur le niveau (européen ou local-national) auquel il convient de rester principalement actif. Cette divergence apparaît très clairement dans les entretiens que nous avons menés avec certains de ces acteurs.

Une divergence qui porte sur le rapport entre luttes locales et mobilisations européennes au sein du réseau Services publics

Les propos des représentants d'organisations régulièrement actifs à l'échelle européenne ainsi que des activistes avant tout locaux ou nationaux nous permettent d'affiner notre compréhension de cette divergence interne au réseau Services publics.

Dans ce débat, la position des représentants d'organisations, actifs depuis la création du réseau, ne consiste pas simplement à affirmer l'objectif d'organiser des mobilisations à l'échelle européenne à partir d'une initiative centralisée par le réseau. Au contraire, il s'agit bien de prendre en compte les luttes qui existent au niveau local :

« Il y avait plusieurs envies. D'abord, le constat général que les mêmes logiques s'appliquaient dans les différents pays européens (...) et donc qu'il fallait réussir à échanger des expériences à la fois de luttes et d'analyses »³³³.

Mais cet échange d'expériences est destiné dans un second temps à être utilisé pour faire entendre les mouvements sociaux au niveau européen :

³³³ Ibid.

« Et puis il y avait la volonté de se regrouper pour peser et faire entendre la voix des mouvements sociaux en Europe, pour peser sur les décisions prises par l'Union européenne »³³⁴.

Si l'objectif de parvenir à mobiliser les citoyens européens sur la question des services publics est affiché par ces acteurs, cela ne signifie pas non plus qu'ils sont convaincus qu'ils pourront y parvenir rapidement :

« L'idéal serait d'arriver à [mobiliser] au niveau européen, mais on a bien conscience que c'est un idéal. Si on arrive déjà à mutualiser, ce ne serait pas si mal. Au fond, on a une approche assez souple de la question : on ne dit pas a priori ce qu'on veut obtenir à telle échéance, mais seulement à affirmer qu'il faudrait parvenir à une riposte globale à ces questions, mais on ne va pas y arriver spontanément : on commence par un réseau puis on voit ce à quoi on arrive »³³⁵.

Cette prudence à pronostiquer le développement d'un mouvement européen s'explique notamment par la diversité des participants au réseau, dont les activistes les plus impliqués sont conscients. Néanmoins, le sens de leur participation au réseau Services publics réside bien dans l'idée qu'un mouvement à l'échelle européenne est nécessaire et pourrait être organisé à partir du processus du Forum Social Européen.

De leur côté, les militants locaux que nous avons rencontrés voient avant tout dans le réseau un moyen d'échanger des expériences :

« Les objectifs dans ce réseau étaient d'échanger des expériences entre ces nombreuses initiatives qui luttent contre les privatisations, et renforcer chacun d'entre elles à travers ces échanges »³³⁶.

Dans cette optique, cet interlocuteur donne l'exemple d'une conférence organisée à Leipzig lors de laquelle le réseau local avait invité des personnes rencontrées dans le cadre du réseau Services publics. Cela permettait de donner du poids supplémentaire à la lutte locale, en affichant des soutiens internationaux. Cette focalisation sur la lutte à l'échelle locale ne signifie pas pour autant que le niveau européen n'est pas considéré comme pertinent :

« Et l'autre chose est que si un mouvement fort contre les privatisations se développe au niveau européen, on pourra changer quelque chose, parce que ces pressions à la

³³⁴ Ibid.

³³⁵ Entretien, représentant d'Attac France, novembre 2008.

³³⁶ Notre traduction: "The goals in this network were to exchange experiences between these many different initiatives that fight against privatization, and strengthen each of them through these exchanges." Entretien, animateur du réseau APRIL, juin 2009.

privatisation viennent du niveau européen »³³⁷.

De même, cette activiste berlinoise sur la question de l'eau explique sa vision des luttes européennes :

« Quelque chose se passera un jour, on ne sait pas quoi, quand, ni comment, mais nous serons très contents d'avoir ces réseaux pour agir très rapidement. (...) Je suis sûre qu'il y aura un moment clé dans l'Union européenne où nous nous opposeront ensemble à un grand projet de l'UE. Donc les réseaux sont importants, même si dans les réunions concrètes, on ne change pas grand-chose »³³⁸.

Dans ces deux extraits, le niveau européen est certes envisagé (de la même façon que les principaux animateurs du réseau envisagent les luttes locales), mais dans ce cas, le réseau n'est pas considéré comme un moyen de favoriser un tel mouvement européen. Il s'agit simplement de maintenir un espace de communication qui peut devenir utile au moment où un tel mouvement se développe.

Cette divergence stratégique ne repose pas directement sur des différences en termes de répertoires d'action. Ainsi, l'une de nos interlocutrices mobilise la question des contraintes matérielles pour expliquer les objectifs plus limités que semblent fixer les activistes locaux au réseau Services publics :

« Beaucoup de gens travaillent au niveau local, ici à Berlin contre les partenariats public-privé, mais aussi ailleurs. Ils sont tellement impliqués dans ces choses que la plupart d'entre eux n'ont pas le temps d'aller à des réunions internationales »³³⁹.

Ainsi, sans aller jusqu'à évoquer les problèmes financiers et linguistiques, il s'agit de pointer le fait que l'engagement européen ne constitue qu'une faible part du travail quotidien de ces militants. A l'inverse, les représentants des organisations impliquées dans le réseau Services publics sont généralement mandatés ces dernières pour suivre le processus du FSE et donc participer à l'ensemble des Assemblées Européennes de Préparation. En même temps, ces contraintes matérielles doivent bien être rapprochées de la dimension idéologique des préférences des acteurs en termes de stratégies d'action. Que celles-ci soient le produit de leur

³³⁷ Notre traduction: "And the other thing is that if we have a strong movement against privatization on a European level, we can change something in the European politics, because this privatization pressure comes from the European level through directives.", Ibid.

³³⁸ Notre traduction: "Something will happen one day, we don't know what, when and how, and we will be very glad to have these networks to act very quickly. (...) I am pretty sure that there will be a key moment in the European Union when we will oppose together to a big project of the EU. So the networks are important, although in concrete meetings, we don't change so much", Entretien, membre d'Attac Allemagne, Berliner Wassertisch, mai 2009.

³³⁹ Notre traduction: "many people work on a local level, here in Berlin against the "public-private partnership" model, and elsewhere. They are so much involved in these things that many of them have no time to go to the international meetings. And this is a big part of the anti-privatization struggles.", Ibid.

position en tant qu'activiste local ou représentant d'organisation, ou bien qu'elle soit au contraire à l'origine de leur investissement au niveau local plutôt que dans une organisation active au niveau européen (ou l'inverse), on distingue bien deux conceptions différentes de la meilleure façon de peser pour la défense des services publics dans le contexte de libéralisation à l'échelle européenne. Pour les activistes locaux, le niveau pertinent de défense des services publics reste alors le niveau local, où se produisent les effets concrets de la libéralisation des services publics. A l'opposé, la vision de la défense des services publics portée par les représentants d'organisations repose plus sur une perspective européenne, selon laquelle le processus de libéralisation est un problème général, clairement adossé au projet néolibéral des institutions européennes.

L'implication de militants locaux, qui, parmi nos trois réseaux, est restée spécifique au réseau Services publics, fait donc apparaître une tension déjà mise en évidence au sein du mouvement altermondialiste, entre le fait de privilégier le niveau local de l'action collective et la volonté d'influencer directement les prises de décisions dans un contexte de mondialisation, au niveau global³⁴⁰. Au-delà du fameux slogan altermondialiste « Agir local, penser global » qui vise à réconcilier les différents niveaux d'action et à les envisager en relation les uns avec les autres, la diversité des composantes de l'altermondialisme se traduit par des priorités différentes quant aux espaces politiques à partir desquels il convient de changer le monde³⁴¹. Tandis que l'altermondialisme européen est marqué par une dynamique de démobilisation observable depuis les années 2005-2006, cette tension réapparaît de manière très claire dans les propos des acteurs du réseau Services publics, et est perceptible dès l'implication dans ses activités de nouveaux militants, principalement issus de groupes locaux, à partir de l'année 2007.

³⁴⁰ Voir par exemple : Pleyers, Geoffrey, *Alterglobalization – Becoming Actor in the Global Age*, Cambridge, Polity Press, 2010, p.202 et suiv.

³⁴¹ Dans le travail de Geoffrey Pleyers, ce clivage apparaît comme une facette d'une ligne de partage plus large au sein du mouvement altermondialiste entre les tenants d'une « voie de la subjectivité » (qui repose sur l'autonomie individuelle, la participation du plus grand nombre, l'horizontalité), et ceux de la « voie de la raison » (qui favorise la parole des experts et l'organisation stratégique du mouvement par des activistes transnationaux). Dans cette perspective, la question des stratégies locales/globales est liée aux conceptions de la meilleure façon d'organiser en interne le mouvement altermondialiste, et donc aux conceptions de la démocratie des acteurs. Nous nous limitons dans ce chapitre à mentionner le lien entre ces deux aspects, la question des divergences démocratiques entre acteurs locaux et représentants d'organisations étant développée dans le prochain chapitre.

L'absence de conflits sur les stratégies dans les réseaux de la Charte et Travail et mondialisation

Le réseau Services publics apparaît ainsi comme celui au sein duquel une divergence sur la question des stratégies apparaît le plus clairement dans le cours de la préparation du FSE de Malmö, en raison de l'apparition de nouveaux acteurs dont les objectifs diffèrent de ceux des participants originels. Etant donnée son apparition plus tardive sur le plan chronologique, le réseau Travail et mondialisation se distingue par le fait que des conflits sur les stratégies ne sont pas encore observables, même s'il semble évident que les mêmes acteurs qui rentreront en conflit à ce sujet après le Forum de Malmö (voir chapitre 3) se distinguent déjà par leurs positions respectives sur la façon dont syndicats et mouvement altermondialiste sont en mesure de coopérer à l'échelle européenne. A cet égard, la divergence sur les stratégies reste latente dans ce réseau jusqu'au FSE de Malmö. Enfin, dans le réseau de la Charte, réduit à un espace de discussion, les divergences stratégiques semblent moins présentes, et les divergences politiques semblent être le point majeur de débat au sein du réseau, au moins jusqu'à la publication de la Charte.

Conclusion de la première partie

De façon générale, entre 2006 et 2008, malgré notre impression de départ sur le dynamisme des réseaux thématiques étudiés, des divergences persistent entre les différents acteurs, qui conservent un certain degré d'hétérogénéité. Ce qui nous importe néanmoins ici, c'est de souligner le fait que ces divergences n'aboutissent pas à des retraits de participants. Plus exactement, l'analyse de différents points de vue relevant des objectifs stratégiques ou des positionnements idéologiques nous permet de voir que ces divergences restent latentes avant 2008. Dans la suite de chapitre, nous expliquons cela par la perspective de l'organisation du FSE de Malmö, qui constitue un projet commun pour l'ensemble des membres de chacun de nos réseaux, dans un contexte de reconnaissance du rôle des réseaux dans le processus préparatoire. Ainsi, c'est le recentrage sur le processus du FSE, favorable à l'activation des réseaux thématiques, qui nous permet de rendre compte des effets limités de l'hétérogénéité des participants au réseau dans la période qui nous intéresse ici.

La préparation du Forum de Malmö : la valorisation du rôle des réseaux comme ressort de leur dynamisme

L'analyse des activités des réseaux thématiques durant la période qui s'étend du Forum d'Athènes à celui de Malmö nous conduit à nous intéresser au cadre à l'intérieur duquel elles se développent principalement, à savoir le processus préparatoire du Forum Social Européen. Dans le chapitre précédent, les mobilisations menées au niveau européen à partir de 1997 avaient fourni l'incitation principale à créer des réseaux thématiques, plaçant notre perspective au niveau général de la dynamique des mouvements sociaux face à l'Union européenne. Ici, c'est la succession des Assemblées Européennes de Préparation et le Forum en lui-même qui constituent le principal horizon de nos réseaux, ce qui nous incite à resserrer notre analyse à la dynamique du Forum Social Européen. Il s'agit alors de considérer les réseaux thématiques comme des structures d'action collective à l'échelle de l'organisation des activités pour le prochain FSE, et non plus à l'échelle de la continuation de campagnes collectives de grande ampleur à l'échelle européenne. A cet égard, entre 2006 et 2008, la préparation du prochain Forum apparaît comme l'explication principale du dynamisme des réseaux thématiques. Dans cette partie, nous réaffirmons la nécessité d'un objectif commun concret pour permettre l'action collective entre les membres d'un groupe donné³⁴² : dans les réseaux, l'objectif de l'organisation collective de séminaires thématiques fournit une incitation suffisante pour permettre l'action coordonnée des participants et limiter les effets de l'hétérogénéité des acteurs dans un contexte de démobilisation. Afin de rendre compte de ce facteur, nous mettons d'abord en avant la façon dont les réseaux ont été peu à peu reconnus comme des acteurs pertinents dans le processus des Forums Sociaux (a). Ensuite, nous examinons chronologiquement l'activité de nos trois réseaux à mesure que le Forum de Malmö approchait (b).

³⁴² Au-delà de son évidence, cette affirmation constitue bien la condition première pour l'émergence de l'action collective, telle qu'elle a été mise en avant dès les premières analyses de l'activité des groupes d'intérêts dans les années 50. Chez David Truman, la société s'organise naturellement autour de groupes dont les membres poursuivent un objectif commun. Le problème de l'action collective n'est pas tant celui de la transformation d'un objectif commun en action concertée que celui de la compétition entre les groupes pour pouvoir influencer les détenteurs de la décision, dans une perspective pluraliste classique (Truman, David, *The governmental process. Political Interests and Public Opinion*, op. cit.). Au-delà de cette thèse spontanéiste, la remise en cause du caractère naturel du passage de l'intérêt à l'action collective, en particulier par les travaux de Mancur Olson, nous conduira dans la troisième partie de ce chapitre à analyser le fonctionnement interne de nos trois réseaux durant la période préparatoire du FSE de Malmö.

a) Du FSE de Londres à celui de Malmö: un renforcement du rôle des réseaux thématiques

L'analyse du contexte favorable à l'entretien d'un certain dynamisme des réseaux thématiques nous conduit ainsi à nous recentrer sur le processus du FSE en lui-même, et à analyser la façon dont les réseaux thématiques ont été reconnus et mis en avant dans le processus préparatoire du FSE de Malmö, fournissant l'incitation aux membres de nos trois réseaux de participer à l'organisation collective de séminaires pour cet événement. Dans cette section, nous analysons d'abord les évolutions de la préparation du Forum depuis l'édition de Londres en 2004 qui favorise l'émergence des réseaux, puis nous nous intéressons aux éléments propres à la préparation du FSE de Malmö qui favorisent l'activité des réseaux thématiques.

L'émergence des réseaux comme renouvellement du processus du Forum Social Européen : une préparation plus participative et plus européenne

Nous avons expliqué qu'en reposant sur les « mouvements sociaux » réunis dans les Assemblées Européennes de Préparation, le Forum Social Européen a été conçu dès le départ comme un espace permettant de favoriser la promotion d'actions et de mobilisations collectives à l'échelle européenne. Il s'agissait de faire émerger à cette échelle un mouvement d'opposition aux politiques de l'Union européenne. Dans ce cadre, la promotion des réseaux thématiques à partir de la préparation du Forum d'Athènes répondait à la nécessité de permettre aux organisations participantes de travailler de façon régulière, non seulement dans les Forums, mais également lors des AEP, organisées tous les deux ou trois mois. Modifiant largement l'approche qui avait prévalu lors du FSE de Londres en 2004, l'édition d'Athènes se voulait ainsi à la fois plus pluraliste sur le plan des thèmes mis en avant dans les activités du Forum³⁴³, et plus participative en organisant avant tout l'élaboration d'alternatives et la coordination entre des organisations diverses à l'échelle européenne³⁴⁴. Dans ce contexte, les

³⁴³ L'une des critiques adressées au comité britannique d'organisation avait ainsi été la focalisation du Forum sur le thème de la guerre, dont le mot d'ordre de la manifestation du samedi était révélatrice : 'No to Bush, No to War' ; Andretta, Massimiliano, della Porta, Donatella, "Models of democracy. How activists see democracy in the movement", in della Porta, Donatella, *Another Europe...*, op. cit., p.68.

³⁴⁴ Et dont témoigne la suppression des séances plénières qui étaient plutôt destinées à promouvoir le discours de quelques têtes d'affiche du mouvement altermondialiste au détriment des activités régulières des organisations participantes.

réseaux thématiques en voie d'émergence permettaient de renforcer la capacité des altermondialistes à se coordonner pour développer des activités communes régulières sur les différents thèmes pour lesquels des réseaux étaient en cours de constitution.

Dans le même temps, sur le plan de la préparation, le Forum Social Européen de Londres avait été marqué par une large autonomie revendiquée par le comité d'organisation britannique vis-à-vis des Assemblées Européennes de Préparation, contraint lui-même de se référer aux représentants de l'Autorité du Grand Londres³⁴⁵, principal financeur du Forum. Là encore, la préparation d'Athènes marquait un renouvellement par rapport au Forum précédent. En 2005-2006, le rôle de l'Assemblée Européenne de Préparation avait ainsi été plus important. Celle-ci se posait en arbitre des conflits internes au comité grec d'organisation³⁴⁶, ce qui permettait de renforcer la dimension européenne du processus préparatoire. Par ailleurs, en ce qui concerne la fixation du programme des activités, c'est également au niveau européen que les propositions de séminaires parvenues par Internet avaient ensuite été retravaillées et fusionnées afin de parvenir à réduire le nombre de séminaires et d'ateliers organisés à 210, en raison des limites de temps et de salles³⁴⁷.

Retraçant ces évolutions, Haug et alii formulent le constat suivant : selon eux, la préparation du programme pour les quatre premiers Forums Sociaux Européens permet de repérer au fil des éditions une relative progression de l'ouverture du processus au fil des éditions³⁴⁸. A ce titre, deux dynamiques distinctes de renforcement de l'inclusion d'acteurs plus nombreux et plus divers dans l'élaboration du programme peuvent être retenues. D'une part, la portion de programme préparée de façon centralisée a eu tendance à diminuer, à la faveur de la disparition des séances plénières et de la mise en place d'un processus de consultation électronique pour fixer les thèmes du Forum d'Athènes. D'autre part, le niveau transnational (incarné dans les AEP) a vu sa capacité d'influence croître vis-à-vis des comités nationaux d'organisations (par définition réduits aux organisations nationales impliquées dans l'organisation du Forum), sans toutefois remettre en cause le rôle majeur de ces derniers dans l'accomplissement de la majeure partie des tâches liées à l'organisation du Forum.

³⁴⁵ Maeckelbergh, Marianne, "Perhaps We Should Just Flip a Coin: Macro and Microstructures of the European Social Forum Processes", article cité.

³⁴⁶ Haug Christoph, Haeringer Nicolas, Mosca Lorenzo (2009), "The ESF organizing process in a diachronic perspective", in della Porta Donatella (ed.), *Another Europe*, op. cit., p.30.

³⁴⁷ Ibid., p.39.

³⁴⁸ Ibid., p.39.

C'est dans cette même perspective qu'il convient de comprendre le rôle des réseaux thématiques dans le processus préparatoire du FSE de Malmö. D'une part, en tant que structures collectives de proposition d'activités pour le prochain Forum, les réseaux thématiques sont en mesure de renforcer le caractère participatif de l'élaboration du programme, en construisant des propositions collectives issues d'une coopération en amont du dépôt des préparations entre des organisations et des groupes issus de pays divers et de traditions militantes différentes. D'autre part, se réunissant à l'occasion des Assemblées Européennes de Préparation, ils contribuent également à développer la dimension transnationale de la préparation du Forum. S'inscrivant bien dans le cadre des évolutions observées par Haug et alii jusqu'en 2006, les réseaux thématiques bénéficient donc à partir du Forum d'Athènes d'un contexte favorable à leur développement en tant qu'acteurs du processus du Forum. Dans cette optique, plusieurs indices nous permettent d'avancer l'idée d'un renforcement supplémentaire à l'approche de l'édition de Malmö en septembre 2008.

Vers le FSE de Malmö : le renforcement du rôle des réseaux dans la préparation et dans le déroulement du Forum

L'expérience d'Athènes, largement perçue comme un rebond positif après le semi-échec du Forum de Londres, avait déjà permis de mettre en avant des réseaux, à la fois dans la préparation et dans l'événement lui-même. Outre les propositions thématiques qui avaient été déposées en amont par les réseaux, l'Assemblée des mouvements sociaux avait permis à ces derniers de délivrer des rapports thématiques de leurs activités dans le Forum et de mettre en avant leurs priorités d'action pour l'année suivante³⁴⁹. Suite à ce succès, la formule expérimentée à Athènes pouvait donc être approfondie dans la période suivante.

Dans la préparation du Forum Social Européen de Malmö, cette reconnaissance du rôle des réseaux thématiques s'est renforcée. Au-delà de leur capacité à proposer des séminaires déjà issus d'une discussion collective en leur sein, il s'agissait également d'en faire des acteurs à part entière du processus de fusion des propositions de séminaires, ainsi qu'il fut décidé lors de l'AEP de Lisbonne en mars 2007 : « Pendant le processus de fusion, les réseaux seront responsables de l'axe qui les concerne, en intégrant également les propositions

³⁴⁹ Voir la « Déclaration de l'Assemblée des mouvements sociaux et des réseaux », FSE d'Athènes, 7 mai 2006.

des groupes qui ne sont pas impliqués dans les réseaux »³⁵⁰. Alors que les réseaux thématiques étaient pendant la préparation du FSE d'Athènes considérés uniquement comme un résultat des premiers Forums Sociaux, cette décision en fait des acteurs décisionnels importants dans l'élaboration finale du programme des activités à Malmö.

Plus précisément, la solution retenue pour la fusion des propositions d'activités consistait à associer trois personnes chargées de préparer les propositions de fusion pour chacun des dix axes thématiques retenus, issues du Comité Nordique d'Organisation, des Assemblées Européennes de Préparation et du réseau thématique associé au thème en question³⁵¹. Cette méthode innovante permettait alors d'associer les deux niveaux, national (le comité d'organisation) et européen (les participants aux AEP et les réseaux thématiques), allant dans le sens des observations de Haug et alii (cf. *supra*, p.193) sur la décentralisation et l'inclusion progressive du niveau transnational dans la préparation du programme des Forums. Dans cette perspective, l'implication des réseaux thématiques permet en théorie d'ouvrir le processus de fusion des activités aux acteurs qui sont directement impliqués dans un axe thématique en particulier, permettant de favoriser les processus de fusion autonomes plutôt que décidés par le comité d'organisation et les participants aux AEP de façon centralisée³⁵².

Dans les faits, nous verrons que le caractère véritablement participatif mérite d'être nuancé (cf. Partie 3 dans ce chapitre). De plus, cette méthode retenue au printemps 2008 à l'approche du Forum n'a été que très inégalement suivie selon les axes thématiques³⁵³. Néanmoins, l'essentiel dans cette partie est de montrer que le contexte préparatoire du FSE de Malmö apparaît favorable pour permettre aux réseaux thématiques de rester des acteurs importants dans le processus. Dans cette perspective, il s'agit de voir comment cette opportunité de participer à la fusion des activités a été saisie par chacun des trois réseaux thématiques étudiés.

Un deuxième élément favorisant le renforcement des réseaux thématiques peut également être mis en avant, et concerne la forme générale du Forum telle qu'elle se dessine à l'approche du FSE de Malmö. Les premiers Forums européens étaient restés très généralistes :

³⁵⁰ Compte-rendu, "Document from Lisbon EPA – March 2007", mai 2007.

³⁵¹ Entretien, représentante d'Attac Suède, membre du Nordic Organizing Committee, juin 2009.

³⁵² C'est ainsi l'idée développée par le comité nordique d'organisation lors de l'AEP de Stockholm en septembre 2007: "we want a self-merging process to take place as much as possible, and we are opposed to a forced merging process in the end where only the persons coming to the EPA have an influence over the mergings of the seminars and workshops.", Report of the Stockholm EPA, Annex 3, September 2007.

³⁵³ Entretien, représentante d'Attac Suède, membre du NOC, juin 2009.

à Florence et à Paris, le programme avait été organisé autour de (respectivement) 3 et 5 axes thématiques (sur le libéralisme, la guerre, ou encore la démocratie). En comparaison, au Forum d'Athènes, le nombre d'axes thématiques s'élevait à 17, abordant des questions aussi diverses que la guerre, la démocratie, les migrations, le féminisme, les politiques économiques, la répression ou encore les politiques urbaines. Répondant à un besoin de renforcer la coopération entre organisations afin de faire du Forum un lieu de construction de stratégies collectives alternatives, cette volonté a également été reprise par les organisateurs scandinaves de l'édition de Malmö. Pour ce Forum, dix axes thématiques avaient été définis, favorisant l'éclatement du Forum en autant d'espaces autour desquels pouvaient se constituer ou se renforcer des réseaux thématiques.

Cet éclatement s'est alors renforcé par la spécificité de l'organisation suédoise du FSE. Dans la forme du Forum telle qu'elle a été élaborée, il s'agit moins de favoriser une forte mobilisation de la population locale, peu encline à s'engager dans des activités contestataires, que d'offrir la possibilité aux mouvements et groupes venus de toute l'Europe de travailler au renforcement de leur coopération. Après le Forum de Malmö, cette représentante de l'AITEC en formule ainsi son évaluation personnelle :

« J'ai eu l'impression que le contenu était meilleur par rapport au Forum précédent et que les activités avaient été mieux préparées, mais que ça laissait par contre peu de place aux espaces transversaux. Mais c'est aussi la répartition dans l'espace du Forum à Malmö et aussi la préparation montée par les Suédois...Ce n'était pas un Forum de masse, il n'a pas mobilisé sur place, il n'y a pas eu de répercussion dans les médias »³⁵⁴.

Ainsi, les difficultés à favoriser la participation d'un très grand nombre de militants à un Forum Social en Suède ont eu tendance à transformer cet événement en un espace de travail pour renforcer la coopération au niveau des organisations. De nombreux acteurs rencontrés font également référence à cette édition comme le moment où les réseaux thématiques ont été les plus visibles, en lien avec une meilleure préparation de leurs activités en amont, dans le cadre des Assemblées Européennes de Préparation.

Cette évaluation est renforcée par la configuration géographique: éclaté en plusieurs lieux de la ville, l'espace du Forum était largement organisé autour de pôles thématiques correspondant aux axes du programme, donnant l'image d'un Forum très marqué par la dimension thématique et le travail en réseau. Ici, c'est donc la forme générale du programme

³⁵⁴ Entretien, représentante de l'AITEC-IPAM, novembre 2008.

du Forum, mais également son organisation, qui semblent constituer un élément de contexte favorable à la mise en valeur des réseaux thématiques.

De façon générale, la valorisation des réseaux thématiques dans le processus du FSE, initiée après l'échec de celui de Londres, semble se renforcer à l'approche de l'édition de Malmö. En conséquence, ce contexte favorable aux activités des réseaux en tant qu'acteurs du processus est susceptible de renforcer le dynamisme de nos trois réseaux thématiques, laissant de côté les divergences internes à ces derniers pour se concentrer sur la préparation du prochain Forum.

b) Les activités des réseaux thématiques avant et pendant le FSE de Malmö : une incitation au maintien d'activités collectives

Constitués par des acteurs fortement impliqués dans le processus du Forum Social Européen, nos trois réseaux thématiques correspondaient à la volonté de renforcer la coopération à partir du Forum, en favorisant les possibilités d'activités en commun sur les politiques de l'Union européenne. Pour atteindre cet objectif, leur vocation première restait néanmoins de permettre l'organisation de séminaires collectivement préparés en amont, afin de dépasser les simples exposés de points de vue par les différents orateurs. Pour chacun de nos réseaux, nous examinons dans quelle mesure leur participation au processus préparatoire du Forum de Malmö, dans un contexte de forte valorisation des réseaux en tant qu'acteurs de la préparation, nous permet d'expliquer leur dynamisme durant cette période.

La préparation du Forum de Malmö comme priorité des réseaux thématiques

De façon générale, on peut affirmer que la tenue du Forum Social Européen constitue un projet majeur pour chacun de nos trois réseaux à partir de 2007. Cet élément apparaît clairement dans les comptes-rendus des réunions de nos réseaux, lors des Assemblées Européennes de Préparation. Ainsi, au moment de sa constitution à l'échelle européenne en mars 2007, le réseau Travail et mondialisation est directement destiné à préparer le prochain Forum de Malmö, afin de donner une place importante aux questions liées au travail. Sur le plan des activités du réseau, il s'agit ainsi « d'accumuler, durant le processus préparatoire du

prochain FSE, du contenu et des relations ainsi que la définition de lignes de recherches qui seront utilisées pour préparer le prochain FSE »³⁵⁵. Si le réseau est bien conçu comme une articulation européenne du réseau global créé au FSM de Nairobi en janvier 2007, son principal objectif en termes d'activités communes reste donc bien la préparation du Forum de Malmö prévu pour septembre 2008.

Tandis que le FSE de Malmö constitue l'unique objectif de ce réseau nouvellement créé, les réseaux Charte et Services publics partagent leurs objectifs entre des activités propres (décidées au FSE d'Athènes en mai 2006) et la préparation du prochain FSE. Ainsi, le réseau de la Charte reste principalement occupé après le Forum d'Athènes par la finalisation de la Charte. Cependant, lors de la présentation de ce document en septembre 2007 au Parlement européen, les acteurs décident de « prendre pour horizon politique et temporel le FSE de Malmö (18-21 septembre 2008) »³⁵⁶, signifiant ainsi que la prochaine étape importante pour le réseau sera l'organisation d'activités communes pendant ce Forum. A cet égard, la participation du réseau de la Charte au Forum de Malmö est destinée à diffuser les apports de la discussion autour de la Charte et à populariser ce document parmi les participants au mouvement altermondialiste européen.

En ce qui concerne le réseau Services publics, la déclaration d'Athènes ayant prévu l'organisation d'un Forum européen sur les services publics, il s'agit pour les acteurs du réseau d'organiser cet événement pendant le courant de l'année 2007. Alors que la proposition initiale du syndicat grec d'organiser cet événement à Thessalonique est d'abord retirée puis repoussée à l'année 2008, les acteurs de ce réseau cherchent une solution alternative (qui sera l'organisation d'une rencontre à Bruxelles en décembre 2007). Or, les problèmes d'organisation de cette rencontre européenne du réseau sont clairement reliés au risque d'atténuer la capacité du réseau Services publics à préparer le Forum de Malmö : au début de l'année 2007, il s'agit de régler rapidement cette question afin de se lancer au plus vite dans la préparation du prochain Forum de Malmö. Si le Forum sur les services publics constitue un événement important pour le réseau, il est donc considéré comme une simple « étape en vue du FSE en septembre 2008 en Suède »³⁵⁷, qui est l'objectif majeur pour lequel il convient de se préparer activement. Dans ce cadre, les objectifs spécifiques du réseau Services publics renvoient alors à la volonté d'élargir le spectre des participants, notamment

³⁵⁵ Labour and Globalization network, "Report of the meeting of Lisbon EPA", March 2007.

³⁵⁶ Russo Franco, "Report of the Stockholm EPA and Brussels Assembly", Document cité.

³⁵⁷ Réseau Services publics, "Report on the meeting on the 15 juin 2007 meeting in Paris"

en direction des pays de l'Est, du fait du premier déclin dans la participation observé après le FSE d'Athènes.

Pour nos trois réseaux, on peut donc affirmer que la priorité des réunions à partir de l'année 2007 reste principalement l'organisation de leurs activités pour la prochaine édition du FSE. En fait, ce resserrement des objectifs des réseaux thématiques peut être interprété à partir de notre cadre théorique général. Dans la période précédente, nous avons montré que la dynamique de démobilisation suite aux campagnes altermondialistes européennes du début des années 2000 avait débouché, dans nos réseaux, sur des conflits entre les participants au sujet du fonctionnement interne ou des stratégies collectives à mettre en oeuvre. A l'approche du FSE de Malmö, la poursuite d'objectifs communs plus concrets et plus limités dans leur portée (l'organisation de séminaires dans le prochain Forum), peut être interprétée comme une conséquence des éléments mis en évidence dans le chapitre précédent. Il s'agit désormais d'organiser des discussions en commun et éventuellement d'attirer de nouveaux participants. Cet objectif bien délimité permet alors de limiter les effets de l'hétérogénéité des acteurs participant et semble favoriser le dynamisme de nos trois réseaux. Dans les paragraphes suivants, nous montrons toutefois que ces effets sont plus perceptibles pour les réseaux Travail et mondialisation et Services publics que pour le réseau de la Charte.

Dynamisme des réseaux Travail et mondialisation et Services publics dans le contexte favorable de la préparation du FSE.

Si dans nos trois réseaux, le FSE de Malmö constitue l'objectif principal des réunions, en particulier à partir de la fin de l'année 2007, il convient maintenant de voir si ce contexte préparatoire produit des effets sur le dynamisme des réseaux thématiques. Sur ce point, l'effet du contexte sur l'activité des réseaux thématiques semble particulièrement important pour les réseaux Travail et mondialisation et Services publics, mais reste plus limité pour le réseau de la Charte.

Ainsi, pour les deux premiers réseaux, l'approche du FSE de Malmö nous permet d'observer une implication relativement forte des participants. Dans le réseau Travail et mondialisation, comme le prochain Forum européen est dans un premier temps l'unique objectif collectif, les premiers mois de travail en commun sont naturellement marqués par une implication soutenue des participants initiaux. En ce qui concerne le niveau de participation lors des Assemblées Européennes de Préparation, alors que la réunion constitutive avait vu

participer une trentaine de représentants d'organisations, les réunions de Stockholm en septembre 2007 puis d'Istanbul en novembre 2007 atteignaient respectivement 50 et 60 participants. A ces occasions, trois thèmes avaient été retenus pour structurer les débats, sur les politiques commerciales de l'Union européenne, le modèle social européen, et la précarité, dans l'objectif de préparer les activités du réseau au FSE de Malmö. A Berlin en février 2010, trois autres thèmes ont été ajoutés, sur le droit du travail³⁵⁸, les rapports Est-Ouest et la question des délocalisations, et les impacts de la mondialisation sur la situation des travailleurs. Lors de cette réunion, le caractère collectif de la préparation est également apparu clairement : pour chacun de ces thèmes, entre trois et six personnes étaient responsables de développer des propositions collectives de séminaires, et venaient tout aussi bien des organisations majeures de l'altermondialisme européen (Attac, syndicats de base, think-tanks de la gauche européenne) que des grandes confédérations syndicales de la CES (FGTB, CSC, CGIL, ELA³⁵⁹).

Tandis que la préparation de Malmö permet de maintenir jusqu'à septembre 2008 la dynamique du réseau Travail et mondialisation engagée en mars 2007 au niveau européen, celle-ci peut être considérée comme une opportunité de relance en ce qui concerne le réseau Services publics. En effet, l'enthousiasme initial du Forum d'Athènes ne s'est pas retrouvé après la réunion de Genève en octobre 2006 (voir chapitre 3). Malgré ce premier déclin dans la participation, les acteurs restant investis dans le réseau Services publics ont poursuivi les projets fixés à Athènes (et notamment l'organisation d'un Forum européen sur les Services publics), organisant des réunions dans et en dehors³⁶⁰ des Assemblées Européennes de Préparation. L'horizon du Forum de Malmö constituant l'échéance principale du réseau, c'est dans cette perspective que les animateurs du réseau sont parvenus à attirer de nouveaux participants, notamment scandinaves et allemands, par le biais des stagiaires de l'AITEC, établissant des contacts avec les groupes mobilisés sur les services publics dans ces pays³⁶¹. Nous avons montré que cette intégration de nouveaux participants a conduit à diversifier les types d'acteurs impliqués, favorisant potentiellement l'apparition de divergences (cf. *supra*).

³⁵⁸ Ce thème étant justifié par l'adoption des arrêts Vaxholm-Laval et Viking par la CJCE en décembre 2007, concernant l'application du droit du travail du pays d'origine dans les cas de détachement de travailleurs lettons en Suède.

³⁵⁹ Confédération syndicale majoritaire au pays Basque

³⁶⁰ Notamment à Genève en février 2007 et à Paris en juin 2007.

³⁶¹ Entretien, représentante de l'AITEC-IPAM, novembre 2008.

En fait, il apparaît que la préparation de Malmö a pu constituer l'objectif commun laissant de côté ces divergences et favorisant l'implication de tous dans le réseau. Ainsi, c'est également au moment de l'AEP de Berlin en février 2008 que des thèmes ont été définis lors de la réunion sur les Services publics, susceptibles de déboucher sur cinq séminaires et une Assemblée thématique, répondant aux préoccupations principales des différents acteurs du réseau. Ainsi, alors que la question d'un cadre réglementaire européen, considérée comme importante pour les activistes les plus impliqués à l'échelle européenne est bien abordée, celle de la lutte contre les privatisations à travers la présentation de cas de résistances locales (particulièrement pertinente pour les groupes/réseaux locaux ou nationaux) est également prévue au programme du réseau. Le processus de préparation des activités sur les services publics fournit donc l'opportunité aux divers acteurs du réseau de mettre en place des séminaires directement liés à leurs priorités.

Le dynamisme des réseaux Travail et mondialisation et Services publics à l'approche du FSE de Malmö est donc lié à l'implication des différents acteurs de ces réseaux pour la proposition de séminaires en commun, permettant de maintenir la dynamique initiale ou d'attirer de nouveaux participants dans le réseau. Plus encore, ces deux réseaux ont également été activement associés à la fusion des propositions déposées via Internet, dans l'axe thématique les concernant. Ainsi, notre interlocutrice du Comité Nordique d'Organisation désigne le réseau Services publics comme ayant effectué l'essentiel du travail de fusion dans l'axe thématique sur les biens communs et les services publics, ainsi qu'ayant été à l'origine de la majorité des propositions initiales de séminaires³⁶². Le réseau Travail et mondialisation a également participé à la fusion des séminaires concernant le thème « Stratégies des travailleurs pour un travail décent », sans pour autant constituer la seule force de propositions³⁶³. Si, selon cette représentante du comité d'organisation, ces thèmes, ainsi que celui sur le climat, ont pu être fusionnés de façon relativement organisée, ceux sur la guerre ou sur la démocratie ont été plus chaotiques, les personnes désignées lors de l'AEP de Kiev en mai 2008 s'étant peu impliquées dans la fusion des propositions. Cette remarque nous amène alors à considérer le réseau de la Charte dans ce processus de préparation du FSE de Malmö, dont les propositions de séminaires relevaient précisément du thème sur la démocratie.

³⁶² Entretien, représentante d'Attac Suède, membre du NOC, juin 2009

³⁶³ Ibid. et Entretien, représentante d'Attac Autriche, juin 2009

Des effets limités du contexte préparatoire favorable sur le réseau de la Charte

Pour ce réseau, l'effet de la préparation du prochain Forum sur la participation semble être plus limité que pour les deux précédents. D'abord, cela ne signifie pas que le réseau de la Charte n'a pas été en mesure de proposer des séminaires pour le Forum de Malmö. Sur les institutions européennes, sur la démocratie, sur les droits sociaux, le réseau a ainsi co-organisé cinq séminaires et une Assemblée thématique sur le processus de la Charte en lui-même. Cependant, dans le réseau Charte, on n'observe pas à la faveur de la préparation du Forum un élargissement de la participation par l'intégration de nouveaux acteurs dans le réseau. Ainsi, après le Forum d'Athènes, la participation n'a cessé de décliner dans ce réseau. Après la présentation de la Charte au Parlement européen en septembre 2007, certains acteurs qui participaient encore à la rédaction de ce document se sont alors retirés définitivement. Nos interlocutrices des syndicats Solidaires et FIOM-CGIL qui étaient restées impliquées dans le réseau afin de terminer la rédaction de la Charte datent leur retrait des activités de la fin 2007, et n'ont en tout cas pas participé aux séminaires du réseau Charte au FSE de Malmö³⁶⁴. A partir de ce moment, le processus de rétrécissement des participants autour des représentants de think-tanks liés au Parti de la Gauche européenne ainsi que de participants individuels semble se terminer. Le rapport de la réunion lors de l'AEP d'Istanbul en novembre 2007 est révélateur de ce rétrécissement, à travers les objectifs qui sont fixés au réseau dans l'optique du FSE de Malmö. Ainsi, il s'agit à la fois de diffuser la Charte mais également de prolonger le travail sur des thématiques diverses. Il est alors précisé que :

« Tout ce travail doit être organisé avec les autres réseaux (...). Le but est, si c'est possible, de rédiger pour Malmö des documents sur ces questions, qui pourront être la base d'initiatives. Nous devrions à Berlin organiser une partie de réunion avec le réseau charte et une autre avec le réseau « labour and globalisation », et pourquoi pas avec le réseau services publics si c'est possible sur certaines thématiques »³⁶⁵.

En fait, l'apparente nécessité d'établir des liens avec d'autres réseaux reflète à la fois une volonté des acteurs du réseau Charte d'en faire un point de convergence transversal au sein du Forum, mais également le fait que le réseau manque en son sein des acteurs pertinents pour permettre une large diffusion de la Charte des principes pour une Autre Europe au sein du mouvement altermondialiste.

³⁶⁴ Entretien, représentante de la FIOM-CGIL, février 2010 ; Entretien, porte-parole de Solidaires, décembre 2009.

³⁶⁵ Réseau Charte des principes pour une autre Europe, « Rapport de la réunion d'Istanbul », novembre 2007.

Ainsi, il semble que le contexte favorable de la préparation du FSE de Malmö ne permet pas au réseau de la Charte de rester un acteur majeur du processus du Forum. Cette observation empirique nous conduit à mettre en avant la dynamique spécifique de ce réseau par rapport à nos deux autres réseaux. En effet, si on revient à ses objectifs de départ, le réseau de la Charte a été constitué dans l'optique de formuler une réponse positive et coordonnée des participants au mouvement altermondialiste européen au processus de constitutionnalisation de l'Union européenne, afin de leur permettre de peser dans les débats en cours depuis la fin des années 90. Si l'objectif d'être influent en tant qu'acteur européen par le biais notamment de mobilisations fut rapidement abandonné, le réseau s'est néanmoins maintenu après le FSE d'Athènes, sous l'impulsion de quelques activistes très impliqués dans ce processus de rédaction de la Charte. Dès lors, après Athènes, l'unique objectif du réseau restait la publication du texte de la Charte, qui est intervenue dans le courant de l'année 2007. On peut alors considérer que sa publication constitue un point d'arrivée pour le réseau, que le contexte de préparation du FSE de Malmö (favorable aux réseaux thématiques) ne permet pas de relancer.

Dans cette perspective, on peut mettre en lien cette dynamique propre avec la dimension de l'hétérogénéité présentée dans ce chapitre (Partie 1), qui concerne les débats idéologiques au sujet du contenu concret de la Charte. Si cette hétérogénéité ne débouche pas sur des conflits occasionnant des retraits, c'est avant tout dans la perspective de parachever la rédaction de la Charte, plus que dans celle de la préparation du Forum Social Européen. Cela signifie que le projet commun qui permet de maintenir le réseau de la Charte en tant que processus collectif après le FSE d'Athènes est bien la rédaction de la Charte et non les activités du réseau dans le prochain Forum. Dès lors, le contexte du processus du FSE, qui apparaît très favorable pour les réseaux Travail et mondialisation et Services publics, semble moins fonctionner pour maintenir la dynamique collective du réseau de la Charte.

Si les effets bénéfiques du processus préparatoire du Forum de Malmö semblent particulièrement présents pour les réseaux Travail et mondialisation et Services publics, et limités pour le réseau de la Charte, le déroulement du Forum en septembre 2008 fait cependant apparaître nos trois réseaux comme étant relativement actifs dans le Forum, dont la configuration générale, à la fois géographique et programmatique, fait une large place aux réseaux thématiques (cf. *supra*). Durant les quatre jours de débats, chacun de ces réseaux organise une série de séminaires, qui se terminent par une Assemblée du réseau à laquelle

prennent part plusieurs dizaines de personnes. Dans l'Assemblée des mouvements sociaux qui vient clôturer l'événement au dernier jour du Forum, nos trois réseaux produisent également un rapport oral de leurs activités et de leurs décisions éventuelles. Perçu comme un Forum de réseaux thématiques, le Forum Social Européen de Malmö est donc bien l'occasion, pour les trois réseaux que nous étudions, de tenir des activités (séminaires et Assemblée) réunissant de nombreux participants et organisations et d'apparaître comme des acteurs à part entière du processus du FSE.

Conclusion de la deuxième partie

L'analyse du processus au cours duquel les réseaux thématiques ont peu à peu été promus comme des acteurs importants de la préparation et du déroulement du Forum Social Européen nous permet de dresser le constat d'un contexte institutionnel favorable au dynamisme de ceux-ci. Alors que la préparation du Forum a permis de maintenir la dynamique de participation initiale pour le réseau Travail et mondialisation et même d'attirer de nouveaux participants pour le réseau Services publics, cet effet favorable est plus limité pour le réseau de la Charte après la présentation finale de ce document collectif. Cependant, nos trois réseaux apparaissent dans le cours du FSE de Malmö comme des acteurs à part entière du Forum, en mesure d'organiser des activités. Ainsi, l'existence d'un projet commun clairement délimité apparaît comme un élément essentiel pour favoriser l'action collective entre les participants aux réseaux (ici la préparation de séminaires pour le prochain FSE). Plus encore, par rapport au chapitre précédent, c'est le caractère limité de la portée des objectifs mis en avant (organisation de discussions collectives lors du FSE) qui permet de limiter les effets de l'hétérogénéité entre les participants aux réseaux. Cependant, l'existence d'un objectif commun, même limité, ne suffit pas à expliquer l'émergence de la coopération entre les membres d'un groupe. Dans la partie suivante, nous déplaçons l'analyse pour nous intéresser au fonctionnement interne des réseaux thématiques. Cela nous permet de dépasser le constat de leur dynamisme en tant que structures d'action collective en mettant en avant la dimension peu collective des activités de ces réseaux durant cette même période.

Au-delà de l'objectif commun comme ressort du dynamisme: le fonctionnement interne des réseaux dans la préparation du FSE de Malmö.

Le dynamisme et la visibilité des activités des réseaux thématiques dans la préparation et la tenue du Forum Social Européen de Malmö, au moment où fut initiée la partie empirique de ce travail, avait contribué au départ à orienter cette recherche vers l'idée d'un renforcement de la capacité d'organisation et d'action des altermondialistes à l'échelle européenne. Jusqu'à présent, nous avons expliqué dans ce chapitre les raisons de ce dynamisme et donc de l'impression de départ qui animait cette recherche. Dans cette partie, nous montrons en quoi cette impression se heurte à l'examen du fonctionnement interne et de la répartition des tâches au sein des réseaux, en allant au-delà de l'explication de leur dynamisme par l'existence d'un objectif commun clair et limité.

Le point de départ de cette troisième partie consiste en effet à souligner le fait que l'existence d'un tel objectif partagé ne saurait être considérée comme une condition suffisante pour l'action collective : comme l'a bien montré Olson, en vertu d'un calcul coût-avantage et en l'absence d'incitations sélectives favorisant la participation, chaque membre du groupe a intérêt à faire supporter le coût de l'action collective par les autres membres tout en retirant les bénéfices escomptés³⁶⁶. Dans cette perspective, il convient de s'intéresser à la répartition des tâches au sein de chacun de nos trois réseaux thématiques, afin de voir dans quelle mesure l'activité de ces derniers repose sur une implication collective de l'ensemble des participants.

A ce titre, étant définis comme des structures participatives et horizontales, les réseaux thématiques reposent en théorie sur un fonctionnement basé sur la collaboration entre l'ensemble des acteurs participants, aucun n'étant plus responsable que les autres du bon fonctionnement du réseau. Dans les faits, les réseaux que nous étudions sont marqués par des degrés variés d'implication. En premier lieu, cela se traduit par le rôle moteur de certains individus fortement impliqués dans leur animation, faisant figure d'entrepreneurs de l'action collective (a). Bien que ce rôle se retrouve dans la littérature sur l'action collective et sur les réseaux, nos réseaux thématiques se distinguent en second lieu par le fait que ces entrepreneurs ne parviennent pas à enclencher une dynamique véritablement collective de

³⁶⁶ Olson, Mancur, *Logique de l'action collective*, Paris, PUF, 1978 (1965).

coopération en réseau (b). Ces éléments nous incitent à relativiser la portée de ce dynamisme des réseaux dans le FSE de Malmö (c).

a) De l'initiative de la création à l'animation régulière des réseaux : entrepreneurs politiques et acteurs centraux des réseaux

Dans cette section, l'objectif est d'identifier les acteurs centraux de chacun de nos réseaux depuis leur constitution, afin d'analyser leur rôle dans la création et le fonctionnement de ces derniers. Après avoir identifié les acteurs clés ayant permis la constitution des réseaux, qui s'apparentent à des entrepreneurs de l'action collective, nous mettons en évidence le rôle moteur que les animateurs de nos trois réseaux occupent dans la préparation du FSE de Malmö.

L'initiative de la création des réseaux thématiques : le rôle des entrepreneurs de l'action collective

La quasi-totalité des entretiens réalisés dans le cadre de ce travail ont été effectués après le Forum Social Européen de Malmö, qui avait ainsi permis d'établir les premiers contacts avec les acteurs clés de chacun de nos réseaux. Dans chacun d'entre eux, ces acteurs sont ceux qui ont été à l'initiative de la création.

Ainsi, dans le réseau de la Charte, un membre français du réseau des Marches européennes contre le chômage et de la Fondation Copernic, engagé dans la lutte pour la reconnaissance des droits sociaux dans l'Union européenne dès le sommet de Nice en 2000, avait participé à la création du Réseau européen sur les droits sociaux en 2003. Un membre italien de Rifondazione Comunista s'était également impliqué dans ce réseau, et avait ensuite été l'un des principaux organisateurs de la conférence de Rome en mai 2004, puis de celle de Florence en novembre 2005, fondatrices du réseau de la Charte. Ces deux acteurs, impliqués de longue date à l'échelle européenne, sont ainsi ceux que l'on retrouve jusqu'au Forum de Malmö (et au-delà) pour animer le réseau de la Charte.

L'initiative de la constitution du réseau Services publics reposait également sur des séminaires organisés dans les Forums Sociaux Européens précédant celui d'Athènes. Néanmoins, l'idée formelle de la formation d'un réseau était venue au début de l'année 2006

d'un représentant de Sud-PTT (syndicat Solidaires) et d'une représentante de l'AITEC³⁶⁷, association engagée sur la question des services publics depuis les années 90. Les représentants de ces deux organisations avaient ainsi initié les réunions sur les services publics dans les mois précédant le Forum d'Athènes dans le cadre des Assemblées Européennes de Préparation. Il s'agissait d'élaborer un programme de plusieurs séminaires débouchant sur la création du réseau Services publics à la fin du Forum.

Enfin, dans le réseau Travail et mondialisation, nous avons expliqué que l'idée d'un renforcement de la coopération entre syndicats et mouvement altermondialiste était partie d'une réunion en Italie entre les différentes composantes de la CGIL. Cette réunion avait été préparée par un acteur fortement impliqué dans le processus des Forums Sociaux, membre de Transform! Italie et collaborant à ce moment avec la Fondazione di Vittorio, centre de recherche de la CGIL³⁶⁸. Cette même personne prit alors l'initiative de la constitution du réseau à Nairobi en janvier 2007, avec le concours d'organisations syndicales brésilienne, indienne, de la Via Campesina, ou encore de la Marche mondiale des femmes³⁶⁹, mais également d'une réunion du réseau à l'échelle européenne en mars 2007.

Le fait que certains acteurs aient pris l'initiative de la constitution des réseaux thématiques et soient ensuite investis d'un rôle particulièrement important dans leur animation ne constitue pas en soi une singularité propre à nos trois cas. A la suite d'Olson, les travaux sur le passage de l'intérêt au groupe ont permis de mieux comprendre cette étape vers l'action collective. Avant la mise en place d'un système d'incitations sélectives³⁷⁰, il faut nécessairement des individus pour lancer la coopération entre les membres du groupe. Dans une analyse de type également économique, Salisbury souligne ainsi l'importance des entrepreneurs politiques qui supportent les coûts initiaux de l'action collective afin d'en retirer des bénéfices matériels ou financiers³⁷¹. Si on considère l'ensemble des participants au Forum Social Européen intéressés par les questions des politiques économiques et sociales de l'UE (c'est-à-dire le groupe des membres potentiels de nos réseaux thématiques), on peut

³⁶⁷ Entretien, représentant de Sud-PTT, juillet 2008 ; Entretien, représentante de l'AITEC-IPAM, novembre 2008.

³⁶⁸ Entretien, représentant de Transform ! Italie, janvier 2010.

³⁶⁹ Ibid.

³⁷⁰ Qui correspondent chez Olson à l'existence de rétributions individuelles positives ou négatives, matérielles ou symboliques, telles que des services rendus aux participants effectifs au groupe, une reconnaissance par les autres membres ou encore en négatif, une obligation d'adhésion à l'organisation qui défend l'intérêt du groupe.

³⁷¹ Salisbury, Robert, "An exchange theory of interest groups", *Midwest Journal of Political Science*, Vol.13, Issue 1, 1969, p.1-32.

alors considérer que les initiateurs en sont les entrepreneurs, en ce sens qu'ils ont organisés les premières réunions³⁷².

En revanche, il convient de préciser ici que cette analyse en termes uniquement économiques ne semble pas pouvoir expliquer leurs motivations de départ. En effet, les réseaux que nous étudions restent relativement informels et ne sont pas susceptibles de donner lieu à des rétributions financières ou matérielles pour les entrepreneurs. A cet égard, la compréhension du concept d'entrepreneur politique mérite d'être élargie pour intégrer les rétributions symboliques (reconnaissance par les membres du groupe, etc.) ou encore les valeurs des entrepreneurs, qui peuvent être profondément convaincus de la nécessité de doter le groupe latent d'une forme d'organisation³⁷³. En l'absence de données claires sur ce point concernant les initiateurs des trois réseaux thématiques que nous étudions³⁷⁴, nous nous contentons ici de supposer l'existence de ces motivations autres que matérielles parmi les initiateurs de nos trois réseaux thématiques. Il reste néanmoins que le fait que l'initiative de la constitution de ces réseaux ait reposé entre les mains de quelques individus n'est en soit pas propre aux réseaux thématiques, mais correspond bien à la figure (élargie) des entrepreneurs politiques.

Le rôle des animateurs dans la préparation de Malmö : leaders et brokers comme acteurs centraux des réseaux.

Si le concept d'entrepreneur nous permet de penser le rôle des initiateurs des premières réunions des réseaux, il convient également de montrer que ces derniers poursuivent généralement l'animation régulière des activités en commun, dans le cadre des AEP ou du Forum Social Européen. Ainsi, les initiateurs que nous avons identifiés précédemment deviennent les principaux animateurs des réseaux dans la période de

³⁷² Notons ici que nous ne considérons pas, sur ce point consacré aux entrepreneurs de l'action collective, les apports de l'approche en termes de mobilisation des ressources qui s'inscrit dans la lignée des travaux d'Olson et de Salisbury, en considérant l'agrégation nécessaire des ressources de certains acteurs clés (des Organisations de Mouvement Social) pour déclencher un mouvement social. (Voir : McCarthy John, Zald, Mayer N., « Resource Mobilization and Social Movements : A Partial Theory », article cité; McAdam, Doug, Mc Carthy, John, Zald, Mayer N. (eds.), *Comparative Perspectives on Social Movements*, op. cit. [Part II: Mobilizing structures, p.139-258]). En effet, ces derniers situent leur analyse au passage de l'infrastructure des mobilisations (les *organisations de mouvement social*) à la mobilisation elle-même (au-delà des organisations) à travers une approche économique en termes de ressources, alors que nous cherchons ici à comprendre la mise en route d'une forme d'organisation à l'échelle européenne, et non d'un mouvement social dans son ensemble.

³⁷³ Pour une synthèse de ces éléments, voir aussi: Grossman, Emiliano, Saurugger, Sabine, *Les groupes d'intérêt – Action collective et stratégies de représentation*, Paris, Armand Colin, 2006, p.33.

³⁷⁴ La question des motivations en tant des initiateurs des mouvements ne faisait ainsi pas partie de notre grille d'entretiens.

préparation du Forum de Malmö, dont le rôle est central pour assurer l'accomplissement de tâches nécessaires au bon fonctionnement du réseau.

Dans le réseau de la Charte, nos deux acteurs français et italien ont été parmi les plus actifs dans la promotion des activités du réseau de la Charte au sein du mouvement altermondialiste, avec une troisième activiste, représentante française d'Espaces Marx. De même, depuis 2006, les deux organisations françaises Sud-PTT et AITEC³⁷⁵ ont continué à assurer l'animation des activités du réseau Services publics, de la réunion à Genève en octobre 2006, à l'animation des séminaires au FSE de Malmö, en passant par la réunion de Bruxelles en décembre 2007. Enfin, dans le réseau Travail et mondialisation, l'animation du réseau reste dans la préparation du Forum de Malmö, largement assurée par le représentant de Transform ! Italie. De façon générale, ces animateurs assurent la gestion des listes de contacts électroniques, la préparation et l'animation des réunions du réseau ainsi que la rédaction des rapports des réunions dans les Assemblées Européennes de Préparation et les Forums Sociaux.

Alors que l'initiative de la création des réseaux thématiques reposait sur un ou deux entrepreneurs individuels, le fonctionnement concret de ces derniers, en particulier dans la période préparatoire du FSE de Malmö, nous renvoie également au rôle moteur de ces individus, qui sont devenus les principaux animateurs de nos réseaux. A première vue, ce constat peut paraître contre-intuitif au regard de la conception participative, horizontale et non hiérarchique du mouvement altermondialiste en général et de nos réseaux thématiques en particulier. Cependant, les travaux sur le fonctionnement des mouvements sociaux en réseaux peuvent nous permettre de mieux comprendre le rôle majeur et l'influence que peuvent posséder certains acteurs.

Cette question a été abordée sous l'angle des relations de pouvoir qui peuvent exister au sein de ces structures réticulaires apparemment horizontales et non hiérarchiques. Comme toute forme d'organisation collective, les réseaux sont en effet confrontés à la nécessité de coordonner leurs activités ou de se donner les moyens de représenter le groupe dans la sphère publique³⁷⁶. Ainsi, les rôles de « *leaders* » ou de « *brokers* » examinés par Mario Diani³⁷⁷ nous permettent de conceptualiser l'influence que certains acteurs peuvent avoir sur le

³⁷⁵ Pour l'AITEC, la représentante initiale a cependant été remplacée dans cette activité par une nouvelle employée de l'association après le Forum Social Européen d'Athènes.

³⁷⁶ Melucci, Alberto, *Challenging Codes*, Cambridge, New York, Cambridge University Press, 1996, p.344-347.

³⁷⁷ Diani, Mario, "Leaders or brokers? Positions and influence in Social Movement Networks", in Diani, Mario, Mc Adam Doug (eds.), *Social Movements and Networks.*, op. cit., p.105-122.

fonctionnement des réseaux, selon que ceux-ci soient plutôt centralisés autour d'un acteur majeur qui coordonne l'ensemble des activités du réseau, ou plutôt marqués par la capacité de certains à faire le lien entre des acteurs qui n'entretiennent pas de relation entre eux (le réseau faisant coexister plusieurs pôles sans lien préexistant entre eux). Définis à partir d'une étude sur des organisations environnementalistes dans la région de Milan dans les années 80, ces deux concepts permettent à Diani d'expliquer l'influence de certains acteurs sur le reste du groupe à partir de leur position dans un réseau. De façon plus limitée, ils suggèrent bien qu'un fonctionnement en réseau, aussi décentralisé et horizontal soit-il, repose souvent sur quelques acteurs influents, de part leur position de centralité ou bien de courtage. L'existence d'animateurs qui sont en charge de la convocation des réunions et donnent une impulsion pour l'organisation de nouvelles activités n'est donc en soi pas propres à nos réseaux thématiques.

Sans effectuer d'analyse de réseau et de cartographie des liens existants entre les organisations et groupes participants à nos trois réseaux, il semble en effet que ces positions d'influence soient incarnées par les acteurs que nous avons énumérés précédemment. Ainsi, dans le réseau de la Charte et dans le réseau Services publics, le fait que les animateurs soient engagés de longue date sur le thème du réseau, et qu'ils aient été présents au moment de sa création leur confère une position centrale (position de *leader*). Surtout, leur activité d'organisation des activités du réseau tend à leur donner un statut de représentant dans le processus plus large du Forum Social Européen. C'est d'ailleurs de cette façon que l'animateur du réseau Charte conçoit ses activités dans le Forum de manière générale : « j'ai participé aussi à d'autres réseaux, mais toujours en tant que membre du réseau de la Charte »³⁷⁸. Bien que le réseau de la Charte ne soit pas organisé selon un schéma de délégation de responsabilités à des représentants, la pratique régulière des activités en réseau par cet animateur l'amène bien à se considérer comme un représentant du groupe rédacteur de la Charte.

Dans le réseau Travail et mondialisation, l'animateur du réseau doit lui plutôt être rapproché du statut de *broker*. Ainsi, le représentant de Transform ! Italie, ayant participé par le biais de la fondation Di Vittorio à la réunion de la CGIL en Italie en décembre 2006, peut apparaître comme un médiateur entre les grands syndicats de la CES et les principales organisations de l'altermondialisme européen. Ainsi, travaillant en lien étroit avec la CGIL pour la création du réseau, il permet de favoriser la participation des partenaires syndicaux

³⁷⁸ Entretien, membre de Rifondazione Comunista, février 2010.

français, belges, allemands ou grecs de la CGIL³⁷⁹ au réseau Travail et mondialisation. Dans le même temps, engagé de longue date dans le processus des Forums Sociaux, il est directement connecté aux acteurs majeurs de l'organisation des Forums Sociaux Européens, et notamment le réseau des Attac d'Europe, les think-tanks de la gauche radicale ou encore les syndicats alternatifs.

Sur la base de ces éléments, on peut donc affirmer que le fonctionnement concret des réseaux thématiques dans la période préparatoire du FSE de Malmö n'est pas singulier, si l'on considère les rôles de « *leader* » et de « *broker* » qui ont pu être observés dans le champ de l'action collective et des mouvements sociaux, au sein de réseaux horizontaux et participatifs.

De façon générale, les réseaux thématiques que nous étudions se caractérisent par une implication particulièrement soutenue de quelques acteurs, que nous pouvons identifier comme étant les initiateurs puis les animateurs réguliers. La littérature sur l'action collective et les réseaux dans les mouvements sociaux nous apprend que l'existence de figures centrales dans les organisations d'actions collectives, y compris les plus horizontales, a pu être observée dans d'autres contextes, pour d'autres cas d'émergence et de fonctionnement d'une action collective. A cet égard, les réseaux thématiques que nous étudions ne se distinguent pas par le rôle moteur de leurs animateurs.

Cependant, il convient de mettre en rapport le rôle de ces acteurs majeurs avec le niveau d'implication des autres participants aux réseaux thématiques que nous étudions. A travers les concepts d'entrepreneurs politiques et d'acteurs centraux (*leaders* et *brokers*) dans les organisations en réseaux, il s'agit non seulement de désigner des acteurs qui sont essentiels à l'émergence et au fonctionnement d'une organisation collective, mais également des acteurs qui sont en mesure de favoriser la participation des autres acteurs potentiels. Ainsi, chez Salisbury, l'entrepreneur politique est conçu comme un acteur prenant en charge les coûts initiaux de l'action collective, afin de diminuer le coût de la participation pour l'ensemble des autres acteurs. Les acteurs centraux étudiés par Diani sont également essentiels au fonctionnement des réseaux, en ce sens qu'ils permettent de connecter des acteurs qui ne seraient pas connectés autrement, mais également en raison de leur capacité à construire des alliances ou des coalitions à travers la coopération effective des acteurs qu'ils sont en mesure de connecter.

³⁷⁹ Du fait de leur statut de membre de la Confédération européenne des Syndicats.

Dès lors, il s'agit dans la section suivante d'aller plus loin dans l'analyse du fonctionnement concret de nos réseaux, afin de mettre en avant le second facteur qui nous conduit à relativiser le dynamisme des réseaux comme entreprise collective. Pour ce faire, nous examinons les investissements distanciés dont peuvent faire preuve les organisations participant de façon régulière aux réunions de ces derniers.

b) L'absence de dynamique collective : des investissements distanciés dans les activités des réseaux

Bien que les animateurs des réseaux puissent être identifiés comme des acteurs centraux, il s'agit ici d'affirmer que ces derniers ne sont pas en mesure de déclencher une dynamique véritablement collective. En fait, les réseaux thématiques que nous étudions sont marqués par un engagement extrêmement limité d'une partie des participants. Pour chacun de nos trois réseaux, nous pouvons de cette façon analyser l'échec de certains projets par une implication insuffisante des organisations participantes pour les mener à bien.

Réseau Charte : une faible diffusion de la Charte parmi les organisations participantes

Le cas du réseau de la Charte a déjà été partiellement abordé, et concerne la façon dont les organisations ayant participé à sa rédaction se sont ensuite appropriées ce document et sont parvenues à le diffuser. Le constat dressé par un membre d'Attac France immédiatement après le FSE d'Athènes en mai 2006 relevait déjà la faible implication d'une partie des participants aux réunions de Paris puis de Florence pour faire avancer le document (cf. chapitre 3) :

« Le problème en l'occurrence est moins dans des divergences politiques, réelles, mais dépassables, que dans l'implication des différents mouvements à ce processus qui reste encore trop confiné à quelques individus, malgré le fait que, sur le papier, un nombre important de mouvements y participe »³⁸⁰.

³⁸⁰ Khalfa Pierre, article cité.

Dans la période qui suit, avant et après la présentation du document final en 2007, on peut également dresser le constat d'une faible reprise de ce texte par les organisations ayant continué à participer à ce réseau. Selon l'un des principaux animateurs du réseau,

« la plus grosse diffusion a été en Italie, où la Charte est parue dans un des journaux de gauche italiens connus [Il Manifesto, quotidien généraliste tirant à environ 30 000 exemplaires]. Dans d'autres pays, ça a été plutôt une diffusion dans les réseaux militants »³⁸¹.

Si cette faible diffusion n'est pas sans lien avec le rétrécissement de la participation au réseau de la Charte après le FSE d'Athènes, elle renvoie au fait que ce dernier soit peu à peu devenu un réseau d'individus, et de moins en moins un réseau d'organisations. Ainsi, la liste des participants à la rédaction de la Charte mentionne des organisations variées, allant des centres de recherche du réseau Transform !, au réseau de Marches européennes en passant par les syndicats FIOM-CGIL et Sud-Solidaires. Cependant, cela traduit généralement l'implication d'une personne représentant cette organisation, mais sans véritable positionnement de la part de l'organisation dans son ensemble. L'échec de la diffusion à grande échelle de la Charte des principes pour une autre Europe, qui était le projet majeur de ce réseau, reflète bien un faible investissement de la part des organisations formellement représentées dans le réseau.

Réseau Services publics : le retrait des grandes organisations syndicales et l'engagement en pointillés des activistes locaux

La même observation peut être formulée si l'on s'intéresse au réseau Services publics, à propos de l'organisation d'un Forum européen sur les Services publics prévu pour 2007, puis dans le cours de la préparation du FSE de Malmö. D'abord, les difficultés autour de l'organisation du Forum Services publics nous permettent de mettre en évidence l'investissement limité des organisations syndicales dans le fonctionnement de ce réseau. Alors que le projet avait été initié dans l'enthousiasme général à Athènes en mai 2006, l'organisation de cet événement fut beaucoup plus chaotique. Alors que le syndicat grec des services publics ADEDY avait d'abord proposé d'accueillir un tel événement à Thessalonique, cette proposition fut retirée et repoussée à 2008, « suite à une situation politique chaotique et un fort risque d'élections anticipées »³⁸² en Grèce. Sans spéculer sur

³⁸¹ Entretien, membres de la Fondation Copernic, janvier 2009.

³⁸² Réseau Européen Services publics, « Compte-rendu de la réunion du réseau du 3 février 2007 à Genève.

une volonté de ce syndicat de rester en retrait du réseau, ce revirement traduit au minimum le fait que l'organisation de cet événement ne constituait pas une priorité absolue pour ce syndicat, par rapport à ses activités classiques au niveau national, et ce, dans un contexte de recul de la participation des organisations présentes à Athènes l'année précédente. De façon plus claire encore, ce représentant syndical de la CGIL-Funzione Pubblica insiste sur le trop faible investissement des grandes organisations, en particulier syndicales, pour que ce réseau fonctionne correctement :

« J'ai essayé de dire qu'il fallait rester prudent, parce qu'il fallait savoir qui étaient exactement les groupes participants. Parce que si vous voulez construire une mobilisation ou un Forum Social, vous avez besoin d'organisations, d'argent, et de gens. Et par exemple, à Genève [en octobre 2006], il y avait là une branche de Unison, une personne d'un syndicat suédois, mais ne représentant pas le syndicat, une personne d'une branche régionale de Verdi. (...) Mais quand vous voulez créer quelque chose, il est important de savoir quelles sont les forces sur lesquelles vous pouvez compter »³⁸³

Alors que les organisations syndicales mentionnées par cet interlocuteur ne sont vraisemblablement pas investies dans leur totalité, l'engagement de la CGIL-FP reste lui-même limité à celui de participant très occasionnel :

« J'ai participé à deux ou trois réunions différentes. Je m'en souviens d'une à Genève, une à Paris, une à Bruxelles...Mais il se peut que je me trompe, car nous avons vraiment beaucoup d'activités »³⁸⁴.

De même, l'implication de la fédération des fonctionnaires de la CGT semble limitée par l'ampleur de la participation syndicale dans le réseau après le FSE d'Athènes :

« Il y a un rétrécissement de la participation des organisations en général et des syndicats en particulier. A Bruxelles, si je me souviens bien, il n'y avait que les Français de la CGT, de la FSU et de Solidaires, ce qui est une situation préoccupante de notre point de vue »³⁸⁵.

Ainsi, le plus faible engagement de la CGT, qui se maintient néanmoins jusqu'au Forum de Malmö, s'explique par une tendance au retrait des grandes organisations syndicales partenaires de la CGT au sein de la CES, liée au retrait des Belges après la réunion de Genève en octobre 2006.

³⁸³ Notre traduction : "I tried to say that we needed to be quiet, because the network needed to know who were the groups in the network. Because, if you want to build a mobilization or a social Forum, you need organizations, money and people. Without this, these are only dreams. And for example, in Geneva, there was one branch of Unison, one person from a Swedish Union, but not representing the Union, one person from a regional branch of Verdi. (...) But when you want to create something, you need to know what are the forces on which you can count.", Entretien, représentant de la CGIL-FP, février 2010.

³⁸⁴ Notre traduction: "I took part in two or three different meetings. I remember one in Geneva, one in Paris, one in Brussels...But I could make a mistake, because we really have a lot of activities.", Ibid.

³⁸⁵ Entretien, représentant de l'UGFF-CGT, novembre 2008

A côté de cet engagement aléatoire des organisations syndicales dans le réseau Services publics, celui des nouveaux acteurs issus de groupes locaux ou nationaux mobilisés sur les services publics mérite également d'être examiné. Ainsi, dans la préparation de Malmö, alors que le réseau suédois pour le bien commun est apparu à l'AEP de Stockholm en septembre 2007, les groupes locaux allemands ont été essentiellement présents à l'AEP de Berlin en février 2008. A cet égard, le facteur de la proximité géographique de ces réunions peut expliquer dans une large mesure l'intégration de ces acteurs dans le réseau Services publics. De plus, la tenue du Forum Social Européen suivant dans le Sud de la Suède, à proximité de l'Allemagne, fournit également une incitation à s'investir dans le réseau au moment de l'élaboration du programme sur les services publics. Leur apparition dans le réseau à l'approche du Forum de Malmö permet même de renouveler le spectre des participants effectivement investis dans la préparation des séminaires en commun.

Cependant, la participation de ces groupes ne saurait être assimilée à un véritable investissement sur la longue durée dans le travail du réseau. Ainsi, les activistes des groupes locaux rencontrés soulignent tous l'incapacité des militants de base à participer à toutes les réunions internationales, comme nous l'avons expliqué précédemment (cf. Partie 1 dans ce chapitre). Par exemple, cet animateur du groupe APRIL contre la privatisation des services communaux à Leipzig explique :

« Ici nous avons un réseau de 20 personnes peut être qui travaillent dans cette lutte contre la privatisation, mais ils sont tous engagés au niveau local seulement. Donc il n'est pas vraiment possible pour eux de refaire cela au niveau national ou même au niveau européen »³⁸⁶.

Dans cette perspective, la participation des groupes mobilisés au niveau local au processus de préparation du Forum Social Européen de Malmö repose avant tout sur l'implication des personnes que nous avons rencontrées, sans que le reste du groupe ne soit nécessairement impliqué dans la recherche de contacts avec d'autres groupes ou organisations à l'échelle européenne. Or, il apparaît que l'implication de ces personnes reste elle aussi occasionnelle. La représentante berlinoise contre la privatisation de la gestion de l'eau nous a ainsi affirmé être « allée à quelques réunions », sans qu'elle ne se considère comme une participante particulièrement investie. De même, un activiste de la coalition allemande *Bahn*

³⁸⁶ Notre traduction : "Here we have a network of maybe 20 people that are working on this antiprivatization thing, but all of them are involved only at the local level. So it's not really possible for this people to make it again at the national or even at the European level. ", Entretien, animateur du réseau APRIL, mai 2009.

für Alle explique que sa participation a consisté à adhérer à la liste mails après le FSE d'Athènes, puis à participer à l'AEP de Berlin et au FSE de Malmö. Malgré le fait qu'ils participent activement à la préparation des activités sur les services publics pour le FSE, il semble difficile de voir dans l'implication de ces activistes issus de mobilisations locales un profond engagement destiné à perdurer dans le temps. De la préparation de la réunion de Bruxelles en décembre 2007 à celle du Forum de Malmö, l'engagement des acteurs du réseau Services publics mérite donc d'être relativisé.

Réseau Travail et mondialisation : une participation distanciée des grands syndicats de la CES.

Enfin, ce constat peut également être effectué dans le réseau Travail et mondialisation. Destiné à établir des liens durables entre les grandes organisations syndicales de la CES et les organisations associatives, syndicats alternatifs et centres de recherches fortement investis dans le mouvement altermondialiste, ce réseau ne suscite pas un engagement égal de ces différents acteurs.

Dans la préparation du FSE de Malmö, on peut mettre en évidence une participation qui reste distanciée de la part des grands syndicats de la CES. Ainsi, alors qu'un certain nombre de ces syndicats avaient été présents à la première réunion de ce réseau au niveau mondial puis au niveau européen, leur participation s'est peu à peu réduite, dès avant le FSE de Malmö. Un épisode reflète bien cette tendance et concerne la proposition d'organiser une conférence spécifique du réseau (en dehors des Assemblées Européennes de Préparation), formulée à la fois par la CGIL italienne et par IG Metall, fédération allemande de la métallurgie³⁸⁷. Après cette première réunion, aucune de ces deux propositions ne s'est concrétisée.

En ce qui concerne la proposition italienne, celle-ci semble ne pas avoir été renouvelée ensuite, traduisant une certaine mise en retrait alors même que l'idée de la constitution de ce réseau était venue d'une réunion à Rome en décembre 2006, organisée par la CGIL et Transform ! Italie. Quant à la proposition d'IG Metall, elle a ensuite été abordée de nouveau à l'automne 2007, sans se concrétiser néanmoins. Un représentant d'Attac France dans le réseau explique :

« IG-Metall est associée, et nous a même proposé de travailler avec elle. (...) On se

³⁸⁷ Voir le compte-rendu de la réunion du réseau à l'AEP de Lisbonne – mars 2007, document cité.

disait que quelque chose allait aboutir puisque IG-Metall elle-même le proposait. Et pour des motifs qui n'ont pas été clairs, IG-Metall a finalement reculé. Et là c'est un signe que cela commence à être problématique »³⁸⁸.

Si les raisons ne sont pas clairement perçues, le représentant d'Attac Allemagne dans le processus du FSE relie ce recul à « un changement politique dans la direction d'IG Metall il y a un an [en 2008]. Maintenant, je pense que le nouveau président est un social-démocrate de droite. Il tolère les contacts avec les mouvements sociaux, mais ne les soutient pas activement »³⁸⁹. Suite à ce changement de direction, IG Metall n'est ainsi plus apparu dans le réseau Travail et mondialisation, malgré le volontarisme affiché au départ.

Au-delà de ce cas particulier, le recul d'IG Metall reflète cependant bien la position ambiguë des syndicats de la CES dans le mouvement altermondialiste. Dans le réseau Travail et mondialisation, la participation des grandes organisations de la CES se resserre alors peu à peu autour des confédérations belges (CSC et FGTB), française (CGT) et italienne (CGIL), qui envoient de façon régulière des représentants dans les Assemblées Européennes de Préparation. Si les représentants de ces organisations prennent part à la préparation des activités du réseau pour le FSE de Malmö, elles n'apparaissent cependant pas motrices. Ainsi, selon ce représentant d'Attac France et Solidaires, « il y a des syndicats qui sont présents pour regarder ce qu'il se passe, faire en sorte que tout cela ne bouscule pas trop ce que eux peuvent penser par ailleurs, que ça ne soit pas en contradiction avec ce que fait la CES, etc. »³⁹⁰. En tout état de cause, ce point de vue tranché sur la participation des grands syndicats au réseau reflète bien la position d'observation dans laquelle semblent se situer ces organisations, en lien avec leur position ambiguë liée à leur statut de membre de la CES (cf. chapitre 3). D'ailleurs, cette distanciation n'est pas contredite par ce représentant de la CGIL dans le réseau Travail et mondialisation :

« Il est clair que ce genre d'engagement n'est pas une priorité pour mon syndicat. Mais cela dépend de ma capacité à les convaincre qu'il faut continuer. (...) Je dispose d'une certaine autonomie: je suis une sorte de garantie que je n'irai pas trop loin au nom de la CGIL »³⁹¹.

³⁸⁸ Entretien, représentant d'Attac France, novembre 2008.

³⁸⁹ Notre traduction : "one should have in mind that there has been a political change in the leadership of IG Metall one year ago. Now, I think the new chairman is a right-wing social-democrat. He tolerates contacts to social movements, but he doesn't support it actively.", Entretien, représentant d'Attac Allemagne (membre du KoordinisierungKreis), mai 2009.

³⁹⁰ Entretien, membre d'Attac France, porte-parole de Solidaires, mars 2009.

³⁹¹ Entretien, représentant de la CGIL, juin 2009.

Entre 2007 et 2008, si le réseau Travail et mondialisation est en mesure de proposer des activités de façon collective pour le prochain Forum européen, il apparaît bien que la participation effective des grandes organisations syndicales reste limitée. A cet égard, on peut affirmer que la diversité présente au moment de la constitution du réseau n'empêche pas ce dernier d'être un acteur dans le contexte favorable de la préparation du Forum de Malmö, mais qu'elle se traduit néanmoins par un engagement limité de la part des grandes organisations syndicales, en lien avec les relations chaotiques entre le mouvement altermondialiste et le mouvement syndical.

Ainsi, dans nos trois réseaux, sur la Charte des principes pour une Autre Europe, sur les Services publics et Travail et mondialisation, nous avons pu constater que les participants identifiés comme des acteurs réguliers ne sont pas véritablement investis dans les activités collectives promues par les animateurs. Il s'agit maintenant de mettre en perspective ces investissements distanciés au regard du processus du FSE dans son ensemble.

c) Un fonctionnement peu collectif qui repose sur un petit groupe d'acteurs fortement impliqués dans le processus du FSE

Dans cette section, il s'agit de tirer les conséquences des éléments développés dans les deux sections précédentes, en mettant en perspective le fonctionnement des réseaux thématiques par rapport au processus du FSE dans son ensemble. D'abord, nous revenons sur le plan théorique sur les différences entre les concepts d'entrepreneurs politiques et des positions de *leader* et *broker* dans les réseaux d'une part, et les réseaux thématiques du FSE d'autre part. Ensuite, nous montrons que ce fonctionnement peu collectif de nos réseaux thématiques repose la question de l'hétérogénéité des participants aux réseaux, et plus globalement des acteurs les plus investis dans le processus du Forum Social Européen.

La spécificité des réseaux thématiques du FSE : des acteurs majeurs sans dynamique collective

La combinaison entre la présence d'acteurs moteurs des réseaux thématiques et un faible investissement d'une partie des participants nous incite à revenir sur les concepts

d'entrepreneur politique et de *leader* et *broker* dans les réseaux de mouvements sociaux, afin de déterminer dans quelle mesure nos cas s'éloignent de la réalité recouverte par ces concepts.

Puisque les participants réguliers aux réseaux thématiques que nous étudions ne sont en réalité pas activement investis dans les activités liées au réseau, cela signifie que les acteurs centraux que nous avons identifiés auparavant ne sont pas en mesure de déclencher une dynamique collective, contrairement à ce que leur position au sein des réseaux thématiques pouvait nous laisser supposer au regard de la littérature sur les entrepreneurs politiques et les acteurs centraux des réseaux dans les mouvements sociaux. En fait, il s'agit de bien voir que les concepts proposés par Salisbury d'une part, et Diani d'autre part, ont été forgés à partir de cas qui ont effectivement débouché sur la mise en place d'une forme d'organisation collective favorisant la participation des membres potentiels du groupe. Ainsi, s'intéressant à la création des groupes d'intérêts agricoles aux Etats-Unis, Salisbury a montré le rôle de certaines figures investissant leurs ressources personnelles, et favorisant l'adhésion d'un grand nombre d'agriculteurs à leurs organisations³⁹². En ce qui concerne le mouvement écologiste milanais dans les années 80, Diani met en évidence des acteurs dont les rôles de *leader* et/ou de *broker* ont effectivement permis de construire des campagnes locales, par exemple sur la circulation des voitures dans le centre de Milan, ou encore sur les politiques énergétiques³⁹³. Derrière ces deux concepts, il s'agit de déterminer le rôle particulier qu'ont eu certains acteurs dans l'émergence ou le maintien de certaines formes d'actions collectives. L'existence d'une dynamique collective est dans ces deux analyses une variable à expliquer par la présence d'acteurs qui apparaissent comme les moteurs de l'action collective.

En ce qui concerne nos trois réseaux thématiques du Forum Social Européen, notre travail consiste précisément à expliquer l'affaiblissement de la dynamique collective qui s'était développée dans des campagnes précédentes et qui semblait pouvoir être continuée dans le cadre de ces réseaux. Malgré l'existence de ces acteurs moteurs pour le déclenchement et le maintien d'une dynamique collective, nous observons dans la période de préparation du FSE de Malmö qu'ils ne parviennent pas à favoriser une implication active de la plupart des participants potentiels. A partir de cas étudiés dans des contextes extrêmement différents, Salisbury et Diani nous montrent que les entrepreneurs politiques et les acteurs majeurs des réseaux (*leaders* et *brokers*) sont une condition nécessaire pour favoriser l'émergence d'une

³⁹² Salisbury, Robert, "An exchange theory of interest groups", article cite, p.12 et suiv.

³⁹³ Diani, Mario, "Leaders or brokers? Positions and influence in Social Movement Networks", in Diani, Mario, Mc Adam Doug (eds.), op. cit., p.111.

dynamique collective. L'étude du fonctionnement interne de nos réseaux thématiques nous permet alors d'affirmer que leur présence au sein des réseaux n'est néanmoins pas suffisante pour assurer la participation effective d'une grande partie des membres du groupe que ces acteurs majeurs cherchent à rassembler.

Les effets de l'hétérogénéité sur le fonctionnement effectif des réseaux thématiques : des réseaux portés par des acteurs fortement impliqués dans le processus du FSE

Il reste alors à expliquer pourquoi les animateurs de nos réseaux thématiques ne parviennent pas à entretenir une telle dynamique collective dans la période qui nous intéresse dans ce chapitre. Il convient alors de faire référence ici aux dimensions de l'hétérogénéité que nous avons mises en évidence jusqu'à présent dans ce travail.

Le rétrécissement du réseau de la Charte autour de ses animateurs est ainsi à rapprocher de la baisse de la participation des acteurs souhaitant principalement définir un programme de mobilisations pour les mouvements sociaux à l'échelle européenne. Dans le même temps, les acteurs les plus intéressés par l'élaboration théorique et la discussion de principes généraux, proche des think-tanks de la gauche radicale européenne, sont également ceux qui restent investis dans le réseau de la Charte après la publication de ce document (cf. chapitre 3). De même, dans le réseau Services publics, le retrait progressif des grands syndicats s'inscrit en rapport avec les divergences mises en évidence entre ces acteurs et le mouvement altermondialiste dans le chapitre précédent. Le faible investissement des représentants de groupes locaux renvoie également aux stratégies d'action avant tout ancrées dans le cadre local et national, contrairement aux représentants d'organisations syndicales ou associatives, particulièrement investies dans la tentative de construire un rapport de forces à l'échelle européenne (cf. Partie 1 dans ce chapitre). Enfin, dans le réseau Travail et mondialisation, le faible investissement des grandes organisations syndicales membres de la CES, adoptant une posture d'observation plus que de membres actifs, est fortement liée au fait que, à la fois sur le plan des stratégies et des conceptions de la démocratie, ces organisations s'opposent à la plupart des autres acteurs de l'altermondialisme européen.

Si on revient à l'objectif de cette troisième partie, qui est de relativiser le dynamisme dont faisaient preuve les réseaux thématiques dans la préparation du Forum Social Européen

de Malmö, on peut affirmer que malgré un contexte favorable qui permet de favoriser les activités des réseaux thématiques dans le processus du FSE, l'hétérogénéité persistante des participants se traduit par des degrés d'implication variés et par des investissements limités de la part de la plupart des participants réguliers aux réseaux. Dans la préparation du FSE de Malmö, nos réseaux thématiques apparaissent en réalité beaucoup moins collectifs dans leur fonctionnement que ne le laissent entrevoir leur participation à l'élaboration du programme ainsi que les séminaires qu'ils ont été en mesure d'organiser.

Ce constat doit alors être mis en perspective au regard du processus du Forum Social Européen dans son ensemble. Ainsi, en prenant en compte les éléments décrits ci-dessus concernant les différents degrés d'implication des participants aux réseaux, il apparaît clairement que ces derniers sont avant tout liés à l'initiative et au volontarisme de quelques individus et organisations. Fortement impliqués après Londres en 2004 dans le renouvellement du mode d'organisation du Forum Social Européen et dans la tentative de constituer des fronts de résistances aux politiques de l'Union européenne, ces acteurs sont aussi généralement parmi les plus investis dans la préparation des Forums Sociaux. Parmi les organisations qui travaillent sur les politiques de l'UE, les think-tanks liés à la gauche radicale européenne, les syndicats de base ou encore le réseau des Attac d'Europe sont ainsi des acteurs influents et toujours présents dans les Assemblées Européennes de Préparation. A l'opposé, les grandes organisations syndicales de la CES ou encore les groupes locaux qui ont fait leur apparition dans le réseau Services publics au cours de la préparation du FSE de Malmö apparaissent beaucoup moins moteurs de la création et du fonctionnement de nos réseaux thématiques, mais également du processus du FSE dans son ensemble.

En conséquence, on peut affirmer que la promotion des réseaux thématiques ne saurait être considérée comme le résultat d'un objectif également partagé par l'ensemble des participants au processus du FSE. Portés par une partie des acteurs du Forum Social Européen, les réseaux thématiques sont susceptibles de ne pas faire l'unanimité dès lors qu'ils ne parviennent pas à renforcer la participation dans les Forums Sociaux ou à enclencher des mobilisations communes de grande ampleur à l'échelle européenne. C'est sur cette hypothèse que se concentrera le chapitre suivant.

Conclusion de la troisième partie

Dans cette troisième partie, l'analyse du fonctionnement interne des trois réseaux thématiques qui nous intéressent nous a permis de relativiser le dynamisme dont ils ont pu faire preuve dans la préparation du Forum Social Européen de Malmö. En partant du constat que la plupart des initiatives des réseaux thématiques reposaient sur les activités de quelques participants désignés comme les initiateurs puis les animateurs des réseaux, nous avons montré que ces initiatives ne s'accompagnaient pas d'un réel investissement de la part des autres participants réguliers. Sur le plan théorique, cela signifie que la présence d'acteurs majeurs dans les réseaux thématiques n'est pas une condition suffisante pour favoriser la participation de l'ensemble des membres potentiels du réseau. Sur le plan empirique, cette absence de dynamique collective dans nos réseaux repose la question de l'hétérogénéité des acteurs, et plus globalement du rétrécissement de l'animation du processus du Forum Social Européen autour d'un petit nombre de représentants d'organisations fortement investies dans les AEP et dans nos trois réseaux thématiques.

Conclusion du Chapitre 4

La période qui s'ouvre après le Forum Social Européen d'Athènes est marquée par une visibilité importante des réseaux thématiques dans ce processus. Malgré les caractéristiques hétérogènes des acteurs participant à ces réseaux, à des degrés divers sur le plan des conceptions de la démocratie et sur le plan des stratégies collectives à définir en commun, la préparation du Forum Social Européen de 2008 à Malmö, favorable au développement des réseaux thématiques semble empêcher pendant cette période les retraits de participants. Ainsi, la forte valorisation des réseaux comme résultats du Forum après le FSE de Londres puis leur reconnaissance comme acteurs du processus préparatoire du Forum d'Athènes et de Malmö permet de fixer un objectif commun qui se traduit par un dynamisme de chacun de nos réseaux dans la période qui précède le FSE ainsi que dans l'événement en lui-même. Ces éléments nous permettent ainsi d'expliquer la contradiction apparente, en particulier pour les réseaux Services publics et celui de la Charte, entre les retraits de participants très rapides après leur constitution (en 2005-2006) et leur forte visibilité en tant que réseaux pendant la période qui s'étend du FSE d'Athènes à celui de Malmö.

Sur le plan des variables d'analyse, ces éléments nous permettent d'affirmer que la dimension hétérogène des participants aux réseaux ne débouche pas sur des stratégies de retraits de participants, malgré la dynamique de démobilisation dont ils sont issus. Ceci s'explique par la présence d'un objectif commun clair et bien délimité, lié à la préparation des séminaires pour le prochain Forum : dans une période de faibles mobilisations à l'échelle européenne (par rapport aux années 97-2005), les objectifs des réseaux se resserrent pour promouvoir une action concertée des participants limitée dans sa portée : il s'agit avant tout d'organiser des séminaires pour le prochain Forum et non d'envisager directement l'organisation de mobilisations de grande ampleur.

Pour autant, la diversité des acteurs participant n'est pas absente et s'exprime dans des degrés divers d'investissement dans nos réseaux selon les participants. Cet élément nous permet, d'une part, de relativiser le dynamisme des réseaux dans la préparation du Forum de Malmö pour montrer qu'il repose principalement sur l'initiative de quelques animateurs fortement impliqués dans l'organisation et l'orientation des activités de ces derniers. C'était l'objet de la troisième partie de ce chapitre.

D'autre part, cette relativisation du dynamisme des réseaux nous amène à identifier les types d'acteurs qui sont les plus impliqués dans l'animation des réseaux que nous étudions, et qui sont également les plus engagés dans le processus des Forums Sociaux à l'échelle européenne. Le resserrement de l'activité des réseaux thématiques autour de ces quelques acteurs traduit l'existence de positions variées à l'égard des activités dans le cadre des réseaux thématiques, structurant plus ou moins la participation des uns et des autres au processus du FSE. Dans le chapitre suivant, il s'agit de prolonger cette analyse des conflits potentiels autour du rôle des réseaux thématiques dans le Forum. Si le Forum de Malmö permet de valoriser les réseaux thématiques en tant qu'acteurs structurants dans la préparation, cette édition ne semble pas enrayer le déclin général du processus à l'échelle européenne. Dans ce contexte de déclin, différentes conceptions concernant le rôle des réseaux dans le processus sont susceptibles de s'exprimer, aboutissant à leur remise en cause comme acteurs du Forum Social Européen.

Chapitre 5 : Les réseaux thématiques dans la préparation du FSE d'Istanbul (2008-2010) : source de conflits ou signe du déclin du processus ?

Introduction

Malgré le relatif dynamisme des réseaux thématiques dans la période se déroulant de 2006 à 2008, la cinquième édition du Forum Social Européen, organisée en septembre 2008 à Malmö, constitue un nouvel épisode de recul de la participation à l'événement qu'il constitue. La participation plus faible que lors du FSE précédent (12 000 participants contre environ 30 000 à Athènes deux années auparavant) constitue plus globalement l'indice d'un déclin du processus du Forum comme espace de convergence à l'échelle européenne. Parallèlement, la période qui est analysée dans ce chapitre, après septembre 2008, est marquée par une remise en cause forte de l'activité des réseaux thématiques au sein du processus du Forum.

Conservant notre cadre d'analyse initial, l'objectif de ce chapitre est de rendre compte de la poursuite du déclin de nos réseaux thématiques (après leur rebond observé pendant la préparation du FSE de Malmö), en considérant à la fois le contexte institutionnel dans lequel ils évoluent et l'hétérogénéité des acteurs de l'altermondialisme européen. A cet égard, il s'agit ici de s'intéresser à la dynamique interne du mouvement altermondialiste et non à la dynamique générale des mobilisations contestataires à l'échelle européenne. Dans cette perspective, les variables examinées concernent, pour ce qui est du contexte, la perception d'un certain déclin de la participation dans le processus du Forum Social Européen, et pour ce qui est de l'hétérogénéité, l'ensemble des acteurs encore investis dans ce processus, en particulier ceux qui participent aux Assemblées Européennes de Préparation.

Par rapport aux éléments empiriques relevés ci-dessus, l'hypothèse testée dans ce chapitre renvoie donc à l'idée selon laquelle le déclin du processus du FSE fait naître des conflits entre les participants réguliers, portant notamment sur la question du rôle des réseaux thématiques dans la préparation et la tenue de l'événement du Forum. Cette hypothèse peut être résumée selon le schéma suivant :

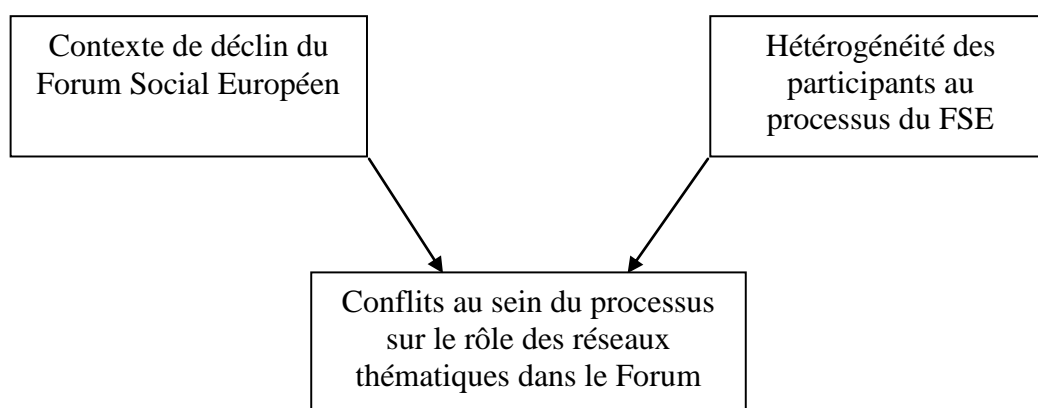


Figure 5: Schéma explicatif des conflits sur le rôle des réseaux dans le FSE après 2008s sur le rôle des réseaux dans le FSE après 2008.

L'examen de cette hypothèse à partir de la période qui suit le Forum Social Européen de Malmö nécessite dans une première partie de s'intéresser aux modes d'évaluations du semi-échec que constitue cette cinquième édition du Forum par les acteurs réguliers des AEP. Il s'agit de montrer que l'hétérogénéité des acteurs de l'altermondialisme produit des évaluations différenciées du FSE de Malmö, en lien avec un clivage classique au sein du mouvement altermondialiste concernant les objectifs des Forums Sociaux, considéré alternativement comme un acteur collectif ou un espace de rencontres. Ces divergences s'expriment alors dans les évaluations du rôle des réseaux thématiques dans cette même édition du FSE. Dans la seconde partie, ces divergences concernant le statut des réseaux thématiques du FSE sont mises en perspectives dans le contexte de la préparation du FSE d'Istanbul. Le règlement de ces divergences par un compromis entre les acteurs des AEP tend alors à invalider l'hypothèse posée au début de ce chapitre. On doit alors analyser l'affaiblissement final des réseaux thématiques que nous étudions au regard de l'affaiblissement du processus du FSE dans son ensemble.

Des évaluations différenciées du rôle des réseaux dans un contexte de déclin du Forum Social Européen

La confrontation de l'hypothèse posée en introduction de ce chapitre avec l'évolution du Forum Social Européen après l'édition de Malmö nécessite de nous intéresser aux évaluations qu'ont pu en apporter les différents participants au processus. En effet, il s'agit de voir dans quelle mesure le contexte de déclin du FSE est susceptible de déboucher sur des conflits entre des acteurs hétérogènes, au sujet de la place des réseaux thématiques dans la préparation du Forum. Pour ce faire, nous mettons en évidence dans cette première partie des évaluations différenciées apportées par les différents acteurs du Forum Social Européen concernant le déroulement de l'édition de Malmö, qui seront susceptibles de peser dans le cours de la préparation du FSE d'Istanbul. En premier lieu, nous montrons que ces différents modes d'évaluations reposent sur un clivage ancien du mouvement altermondialiste sur les objectifs des Forums Sociaux, qui se répercutent dans la façon dont les acteurs rencontrés interprètent le relatif échec du dernier Forum (a). En second lieu, ces interprétations divergentes sont appliquées à la question du rôle des réseaux thématiques dans l'explication de ce déclin relatif du FSE, laissant présager des points de vue divergents concernant leur statut dans la préparation du prochain Forum (b).

a) Le Forum comme compromis entre participation et efficacité, source d'évaluations différenciées du Forum de Malmö.

Avant d'analyser la façon dont les réseaux thématiques sont mis en cause par les acteurs du Forum Social Européen pour en expliquer son déclin, cette section nous permet de revenir sur la diversité des conceptions des objectifs et du fonctionnement du processus des Forums Sociaux, qui reposent sur la diversité des conceptions de la démocratie présentes au sein du mouvement altermondialiste (et non pas seulement au sein des réseaux thématiques qui nous intéressent). Cette diversité peut donner lieu à des évaluations différenciées du succès ou de l'échec du Forum Social Européen de Malmö en septembre 2008.

Deux objectifs du projet des Forums Sociaux, entre participation et efficacité

Comme nous l'avons expliqué précédemment, l'une des caractéristiques du mouvement altermondialiste est de se considérer comme un mouvement de convergence d'organisations, de réseaux ou de groupes divers issus de mouvements anciens. L'objectif étant de pointer les effets néfastes de la mondialisation économique néolibérale dans des domaines aussi variés que le développement, les droits de l'homme, la protection de l'environnement ou la protection des travailleurs, il s'agit de réunir au moment des contre-sommets ou des Forums Sociaux une grande diversité d'acteurs, ce qui donne parfois lieu à la qualification de « mouvement de mouvements » concernant l'altermondialisme³⁹⁴.

A cet égard, la plupart des chercheurs travaillant sur le mouvement altermondialiste ont été en mesure d'observer l'existence de divergences internes entre différents types d'acteurs concernant les objectifs et le mode de fonctionnement du mouvement altermondialiste. Ces divergences résultent de la tension existante entre deux facettes du projet incarné par la dynamique des Forums Sociaux, qui renvoient plus fondamentalement au débat classique entre participation et efficacité dans les analyses de la démocratie³⁹⁵.

Christophe Aguiton et Dominique Cardon retrouvent ainsi ces deux tendances contradictoires au sein du mouvement altermondialiste, auxquelles correspondent deux principes que les initiateurs du processus des Forums Sociaux ont tenté de combiner depuis son invention³⁹⁶. D'un côté, il s'agit à travers le FSM puis le FSE de créer des espaces ouverts à toute organisation, groupe, réseau ou individu qui souhaite y prendre part (principe

³⁹⁴ Mertes, Tom (ed.), *A Movement of Movements: Is Another World Really Possible?*, op. cit.; Rucht, Dieter, "Un movimento di movimenti? Unità e diversità fra le organizzazioni per una giustizia globale", article cité.

³⁹⁵ Chez Michels, le problème de l'efficacité apparaît comme l'un des déterminants de la professionnalisation et de la constitution d'une élite dirigeante coupée de la base, limitant d'autant la participation de tous dans le fonctionnement des partis politiques (Michels, Roberto, *Les partis politiques*, op. cit.). Cependant, c'est sur la question plus large des systèmes politiques démocratiques que cette contradiction a été explicitement mise en avant. Ainsi, la conception réaliste de la démocratie de Schumpeter le conduit à limiter la participation des citoyens à la désignation d'une élite dirigeante mieux à même de prendre des décisions efficaces (Schumpeter, Joseph, *Capitalisme, Socialisme et Démocratie*, Paris, Payot, 1990 (1943)). Plus récemment, le débat a été reformulé en termes de dilemme démocratique, lié à la taille des systèmes politiques contemporains. La nécessaire efficacité de la décision politique peut se faire au détriment de la participation active du plus grand nombre, sans pour autant prescrire un modèle et une taille de démocratie optimaux. Voir Dahl, Robert, Tuffte, Edward R., *Size and democracy*, Stanford, Stanford University Press, 1973; Dahl Robert, "A Democratic Dilemma: System Effectiveness versus Citizen Participation", *Political Science Quarterly*, Vol.109, N°1, Spring 1994, p.23-34. C'est également sous l'angle de ce dilemme démocratique que nous analysons le fonctionnement du Forum Social Européen dans cette section.

³⁹⁶ Aguiton, Christophe, Cardon Dominique, « Le Forum et le Réseau. Une analyse des modes de gouvernement des forums sociaux », article cité.

d'ouverture), au nom de la « culture participative » propre à ce mouvement. D'un autre côté, il s'agit de rechercher une certaine efficacité dans ces rassemblements, débouchant éventuellement sur des décisions communes et sur la définition de stratégies d'action collectives. La tension entre ces deux objectifs d'efficacité et de participation a alors donné naissance à deux conceptions différentes du statut des Forums. Depuis leur apparition, ces derniers sont considérés alternativement comme un espace au sein duquel peuvent se rencontrer des acteurs divers (Forum-espace), dans une perspective participative, ou comme un lieu d'impulsion de mobilisations communes (Forum-mouvement), dans une perspective d'efficacité³⁹⁷.

Afin de maintenir ce double objectif, des « contraintes d'horizontalité » ont été fixées dès l'adoption de la Charte des principes du Forum Social Mondial en juin 2001. Ces règles consistent ainsi à favoriser la pluralité de la participation dans le Forum, refuser tout mécanisme de délégation et ne prendre des décisions qu'au consensus entre les participants³⁹⁸. Elles sont caractéristiques du fonctionnement en réseaux du mouvement altermondialiste et s'appliquent donc également à nos trois réseaux thématiques du Forum Social Européen. Plus globalement, ce mode de fonctionnement renvoie à une conception horizontale et participative du fonctionnement de la démocratie au sein des mouvements sociaux, qui permet de garantir une participation large d'acteurs divers et une souplesse d'organisation favorisant l'organisation des altermondialistes à des échelles et des cibles variées, sur des thèmes divers, dans des contextes différents. Ces contraintes d'horizontalité doivent alors permettre de poursuivre le double objectif de participation et d'efficacité qui caractérise le mouvement altermondialiste.

De façon générale, l'ensemble des acteurs du processus se réclament de cette culture politique, et en reconnaissent les avantages sur le plan de la capacité du Forum à réunir des organisations, réseaux, groupes divers dans leur fonctionnement, leurs modes d'actions ou leurs thèmes de travail. Cependant, la réalité de l'application de ces contraintes s'est souvent écartée de l'idéal auquel elles renvoient, donnant lieu à des modes d'organisation des Forums Sociaux qui ont pu évoluer à mesure que le processus se diffusait dans le monde : tandis que les premiers Forums Sociaux Mondiaux se sont organisés de manière centralisée³⁹⁹, le premier

³⁹⁷ Whitaker, Chico, "The Forum as Open Space", in Sen Jai, Anand Anita, Escobar Arturo, Waterman, Peter (eds.), *World Social Forum Challenging Empires*, New Dehli, The Viveka Foundation, p. 111-121.

³⁹⁸ Ibid.

³⁹⁹ Par le biais de la cooptation des organisations autorisées à participer au Conseil International du FSM créé après la première édition.

FSE se voulait ouvert, à travers le système des Assemblées Européennes de Préparation. Dans le même temps, il s'est également avéré à son tour bureaucratique et centralisé entre les mains de quelques acteurs. Face aux critiques apportées au FSM et au FSE (notamment suite à l'édition de Londres – cf. Chapitre 4), une méthode participative a été élaborée pour le FSM de 2005, reposant sur l'agglutination des propositions de séminaires et d'ateliers des participants⁴⁰⁰. Il s'agit donc d'insister à nouveau sur la dimension participative du Forum Social en limitant la centralisation de la préparation aux aspects techniques.

La tension entre la participation et l'efficacité, qui s'exprime dans la fluctuation des modalités d'organisation des Forums Sociaux Mondiaux et Européens, peut alors être rapprochée de nos dimensions de l'hétérogénéité des acteurs telles que nous les avons définies dans le chapitre 1. En particulier, on peut affirmer que le débat entre un Forum-espace (dont on assure l'ouverture et la plus large participation possible) et un Forum-mouvement (dont l'objectif est principalement de donner lieu à des décisions d'actions et de campagnes communes) est lié aux conceptions de la démocratie défendues par les acteurs qui participent à la préparation de ces événements.

D'un côté, la mise en avant du projet participatif des Forums Sociaux consiste à refuser à n'importe quel acteur prenant part au Forum la capacité de s'exprimer au nom de l'ensemble des participants à ce dernier, aussi représentatif d'un grand nombre de membres soit-il. La volonté d'ouverture du Forum à la plus grande diversité possible d'acteurs est donc contraire à toute idée de délégation des compétences à une instance représentant le Forum, ce qui s'inscrit dans le souci de respecter le mode d'organisation le plus horizontal et le plus participatif possible (conception horizontale et participative de la démocratie). A l'opposé, le fait de considérer que le Forum doit devenir un acteur appelant à des mobilisations signifierait précisément de remettre en cause pour partie ce fonctionnement horizontal, au profit de l'introduction de mécanismes de délégation des orientations du Forum à une série d'acteurs influents dans le processus (conception proche de la démocratie représentative).

Après les premières éditions du Forum Social Mondial au début des années 2000, l'émergence d'un débat au sein du mouvement au sujet de l'(in-)efficacité du mouvement altermondialiste à gagner de l'influence dans la sphère publique internationale a été l'occasion

⁴⁰⁰ Cette méthode a également signifié la fin des séances plénières, qui limitaient la dimension participative du Forum au profit d'une médiatisation de l'événement autour de la venue de quelques grandes figures de l'altermondialisme, telles que Noam Chomsky, Naomi Klein ou José Bové. Par ailleurs, c'est également cette méthode qui a été reprise pour l'organisation du FSE d'Athènes, puis de ceux de Malmö et d'Istanbul, comme nous l'avons expliqué dans le chapitre précédent.

de voir ces divergences s'exprimer clairement. Pour certains, la recherche de l'efficacité se heurte à ce fonctionnement horizontal. Ainsi, en proposant d'articuler clairement le Forum Social « avec les forces politiques et les gouvernements progressistes », Bernard Cassen, ancien président d'Attac France et co-fondateur du FSM, évoque explicitement les limites d'un tel fonctionnement :

« D'un FSM à l'autre, des centaines de propositions furent ainsi avancées, mais sans aucune hiérarchie ni articulation entre elles. Tout ce qui dérogeait au principe d'« horizontalité » (toutes les propositions ont un statut équivalent) et tout ce qui apparaissait comme « vertical » (par exemple une plate-forme mettant en cohérence différentes propositions complémentaires, mais éparpillées) fut combattu par une fraction influente des organisateurs brésiliens des Forums et de dirigeants d'ONG »⁴⁰¹.

Derrière cette critique de l'horizontalité comme frein à la capacité d'influence des altermondialistes à l'échelle internationale, c'est donc une conception plus traditionnelle qui se dessine, marquée par la proposition d'une « plate-forme internationale commune », incarnant, de façon centralisée, la synthèse des propositions issues des Forums Sociaux. Il s'agit à la fois d'introduire un mécanisme de délégation pour la fixation des orientations générales à l'issue du Forum (rupture avec l'horizontalité absolue), mais également de limiter l'ouverture de toutes les réunions à tous les acteurs qui souhaiteraient y participer (en rupture avec la dimension participative).

A l'opposé, Chico Whitaker, membre de la commission brésilienne Justice et Paix⁴⁰², continue de défendre une vision totalement participative et horizontale. En tant que l'un des fondateurs du Forum Social Mondial, cette figure de l'altermondialisme se pose en défenseur des principes originels qui figurent dans la Charte de Porto Alegre :

« Si nous transformons le Forum en mouvement, nous abandonnerons un puissant instrument de lutte que nous avons été capable de créer en s'appuyant sur la découverte politique récente la plus importante, du pouvoir des structures ouvertes et horizontales »⁴⁰³.

En associant la dimension du Forum-mouvement à des objectifs définis, des représentants et une certaine centralisation des tâches, Whitaker défend donc l'association de

⁴⁰¹ Cassen, Bernard, « Vers un tournant « post-altermondialiste » des Forums Sociaux ? », publié le 4 janvier 2010, sur le site : http://www.medelu.org/spip.php?article323&var_recherche=vers%20un%20tournant%20post-altermondialiste

⁴⁰² Organisation émanant de l'épiscopat brésilien qui a notamment été à l'origine membre du Comité d'Organisation Brésilien du premier Forum Social Mondial (auquel a succédé le Conseil International du FSM, élargi à plusieurs dizaines d'organisations).

⁴⁰³ Notre traduction : "If we do transform the Forum into a movement, we will be throwing away a powerful instrument of struggle that we have been able to create by drawing on the most important recent political discovery, of the power of open, free, horizontal structures.", Whitaker, Chico, "The Forum as Open Space", in Sen Jai, Anand Anita, Escobar Arturo, Waterman, Peter (eds.), *World Social Forum Challenging Empires*, op. cit., p.112.

« structures ouvertes et horizontales » à un Forum-espace, qu'il défend ardemment. Selon lui, la promotion d'un espace ouvert et horizontal permet en permanence de discuter et de donner lieu à des initiatives qui permettent d'élargir la résistance contre la mondialisation néolibérale, tandis qu'un Forum-mouvement conduirait plutôt à limiter la dynamique d'ouverture, en sélectionnant certaines initiatives plutôt que d'autres, en désignant des responsables de la coordination de ces initiatives et de leur classement par ordre de priorité.

Ce débat apparaît récurrent depuis le milieu des années 2000 au sein du mouvement altermondialiste. Derrière les principes de fonctionnement horizontaux affichés dans la Charte de Porto Alegre, on retrouve donc une opposition entre les partisans d'un respect absolu de l'ouverture et de l'horizontalité du processus et les partisans de la définition à partir du Forum d'un programme de mobilisations, qui passe nécessairement par une limitation de l'ouverture et la désignation de porte-paroles rompant avec l'horizontalité absolue du fonctionnement du Forum. Ce débat repose bien sur la diversité des conceptions de la démocratie parmi les acteurs de l'altermondialisme. Ainsi, nous pouvons faire le lien entre la conception du statut des Forums Sociaux et les différentes conceptions de la démocratie qu'on retrouve parmi les participants au processus. Dans la période qui nous occupe dans ce chapitre, après le FSE de Malmö, il convient alors de voir comment, parmi les participants que nous avons rencontrés, ces deux points de vue divergents s'expriment pour formuler une évaluation de la cinquième édition du Forum, en distinguant les différents types d'acteurs qui ont tendance à les porter.

Des évaluations différenciées du Forum Social Européen de Malmö

Ces éléments concernant les différentes conceptions des objectifs prioritaires des altermondialistes dans le processus des Forum Sociaux nous offrent ainsi des clés de lecture pertinentes pour analyser les différents modes d'évaluation de l'édition du FSE de Malmö en septembre 2008. Ces différentes évaluations nous conduisent à mettre en avant le clivage entre les militants locaux et les représentants d'organisations au sein du FSE et du mouvement altermondialiste en général.

Deux registres d'évaluation du FSE, entre objectif de participation et objectif d'efficacité

Nous avons affirmé en introduction de ce chapitre que Malmö pouvait être considéré comme un échec relatif par rapport aux précédentes éditions en raison du plus faible nombre de participants inscrits aux activités du Forum. Entraînant par exemple une plus faible couverture médiatique par les différents journaux européens et une moindre attention de la part des dirigeants politiques, la question du nombre de participants constitue en effet un élément déterminant pour rendre compte du déclin du processus du Forum Social Européen. En ayant à l'esprit la distinction opérée par Aguiton et Cardon entre les deux objectifs identifiables dans le processus des Forums Sociaux, ce seul critère d'évaluation ne suffit cependant pas à apprécier le succès ou l'échec de cet événement⁴⁰⁴. En effet, au regard du projet de l'ouverture du Forum à une diversité d'acteurs toujours plus grande, l'indicateur du niveau de participation constitue évidemment un élément d'évaluation, mais qui peut néanmoins être complété par des évaluations qualitatives par rapport au degré d'ouverture des activités à des acteurs potentiellement nouveaux dans le processus. Dans cette perspective, le fait que des organisations anciennes dans le processus aient peu participé au FSE de Malmö peut être compensé par l'arrivée de nouveaux types d'acteurs, marquant un certain élargissement du mouvement altermondialiste européen. Au regard du projet de l'efficacité du mouvement et de sa capacité à promouvoir des mobilisations, l'indicateur de la participation ne nous donne en revanche que peu d'indices sur la capacité des acteurs présents à se coordonner et à prendre des décisions d'actions communes au-delà du Forum. A cet égard, on peut penser que les acteurs poursuivant principalement cet objectif d'efficacité au sein du Forum retiennent les décisions d'activités ou de campagnes de mobilisations prises durant le déroulement du FSE, ainsi que leur application effective (ou pas).

Si le niveau de la participation est susceptible de ne pas constituer le seul critère d'évaluation des acteurs, il convient d'illustrer cette idée en analysant des points de vue différents qui nous ont été fournis par des acteurs du processus du FSE concernant le déroulement et le bilan du FSE de Malmö. On peut alors constater que le nombre de

⁴⁰⁴ Si elle fournit un indice de l'ampleur de l'événement, l'évaluation des Forums Sociaux à l'aune du seul nombre de participants peu paraître d'autant moins pertinente que ce dernier reflète également la situation des mouvements sociaux dans le pays d'accueil du Forum (d'où proviennent généralement la majorité des participants) et non la force du mouvement altermondialiste dans son ensemble.

participants n'est pas déterminant dans leurs propos, mais que leurs critères d'évaluation font bien référence aux deux objectifs distincts du processus des Forums Sociaux.

D'abord, cette activiste d'Attac Allemagne engagée sur la question de l'eau nous explique :

« Nous espérons tous qu'à Malmö le processus redeviendrait plus ouvert, car le spectre politique est très différent en Suède. Et il s'est réouvert. Le parti trotskiste britannique, le SWP, qui était assez dominant à Londres, s'était retiré à Malmö. Après, il y a toujours ce problème : d'un côté, c'était plus ouvert idéologiquement, mais les gens qui travaillent pour des organisations et qui font beaucoup de choses étaient absents. Du coup, les Suédois [du Comité d'organisation] qui n'avaient pas beaucoup d'expérience pour cela...c'était trop pour eux »⁴⁰⁵.

Dans cet extrait, on peut distinguer parmi les préoccupations principales de cette intéressée deux éléments qui renvoient bien au projet participatif qui sous-tend l'organisation du Forum Social Européen. D'une part, par rapport au FSE de Londres, dernier FSE auquel elle avait participé, la diversité des participants s'est selon elle accrue au regard de la mainmise idéologique des représentants du SWP en 2004 au Royaume-Uni. Il s'agit donc d'un critère qualitatif lié à la variété des orientations idéologiques des participants. D'autre part, elle met en évidence le faible investissement effectif des représentants des grandes organisations dans l'organisation de cet événement⁴⁰⁶, et le fait que les membres du comité nordique d'organisation n'avaient pas l'expérience nécessaire pour gérer de façon efficace l'ensemble des problèmes liés à l'organisation du Forum : en 2008, le comité d'organisation avait ainsi été grandement critiqué en raison de l'éclatement géographique du Forum, des problèmes techniques liés à la mise en place de la traduction ou encore de l'indisponibilité de certaines salles. L'évaluation que nous donne cette participante du Forum de Malmö est donc nuancée : si le Forum a bien été un lieu ouvert sur le plan de la diversité des participants, il a été marqué par un investissement limité des plus grandes organisations entraînant des problèmes concrets de gestion du déroulement de l'événement. Globalement, elle s'inscrit bien dans la perspective participative des Forums Sociaux : l'essentiel serait de permettre à

⁴⁰⁵ Notre traduction: "We all hoped that in Malmö the process would open again, as the political spectrum is very different in Sweden. And it did open. The typical left-wing Trotskyite party from the UK, the SWP which was quite dominant in London, withdrew in Malmö. That is again this problem: on the one hand it was more opened ideologically and so on, but the people who work very hard for their organization and organize a lot of things were missing. As a result, the Swedish people who did not have much experience in that...it was too much for them.", Entretien, membre d'Attac Allemagne, Berliner Wassertisch, mai 2009.

⁴⁰⁶ Si elle ne précise pas quelles sont les grandes organisations auxquelles elle fait référence, on peut ici supposer que les grands syndicats scandinaves (LO Suède et LO Danemark) sont visés : leur soutien affiché à l'organisation du Forum ne s'est en effet pas traduit par un soutien logistique et financier important, déclenchant les critiques de membres du Comité Nordique d'Organisation et d'acteurs du processus du FSE, dans les mois et années qui ont suivi le Forum de Malmö.

des participants issus d'horizons divers de se rencontrer et d'échanger à l'échelle internationale, considérant le Forum avant tout comme un espace de discussions.

A l'opposé, la dimension mobilisatrice du projet des Forums Sociaux (Forum-mouvement) apparaît par exemple dans les propos d'un représentant d'Attac France :

« Malmö en général a été très intéressant pour tous les réseaux. Le FSE de Malmö n'est pas un échec de ce point de vue. Là où il a été plus problématique, c'est sur les questions de mobilisations et les questions sociales »⁴⁰⁷.

On voit clairement dans ces propos que l'évaluation du Forum porte avant tout sur sa capacité à déboucher sur des activités et des campagnes de grande ampleur à l'échelle européenne, en particulier sur les « questions sociales ». Si du point de vue des réseaux thématiques, le Forum de Malmö a été un succès en raison de leur visibilité et de leur rôle accru par rapport aux éditions précédentes (cf. chapitre 5), le Forum a de manière générale échoué à déboucher sur de véritables campagnes communes. L'entretien ayant été réalisé immédiatement après la première AEP après le Forum de Malmö, ce représentant fait directement référence au conflit entre les principales organisations du processus du FSE et les grandes confédérations syndicales au sujet de l'organisation d'un contre-sommet de l'Union européenne en mars 2009, qui vient d'éclater lors de cette AEP. Ainsi, alors que l'Assemblée des mouvements sociaux avait prévu l'organisation d'une mobilisation à Bruxelles à cette date, ce projet se heurte à l'opposition des grandes centrales syndicales belges, pour les raisons que nous avons détaillées dans le chapitre 4, alors que leur soutien logistique et militant apparaît nécessaire pour organiser un tel événement. Un des éléments de l'échec du Forum de Malmö repose donc sur l'incapacité des participants à mettre en application les mobilisations concernant les politiques économiques et sociales de l'UE. Si cette évaluation ne l'empêche pas de prendre en considération les difficultés d'organisation des Suédois et l'ampleur (limitée) de la participation pour évaluer le succès ou l'échec du FSE, il reste que c'est la question des débouchés concrets du Forum qui sont déterminants selon cet acteur, en ligne avec la vocation mobilisatrice et le projet de l'efficacité des Forums Sociaux.

Un clivage entre militants locaux et représentants d'organisations

A travers ces deux exemples, on retrouve donc les deux projets des Forums Sociaux, sur lesquels nos deux acteurs insistent alternativement. A cet égard, le positionnement de ces deux acteurs par rapport au dernier FSE peut être mis en relation avec leur statut en tant que

⁴⁰⁷ Entretien, représentant d'Attac France, novembre 2008.

participant au processus du FSE. Ainsi, la militante berlinoise sur la question de l'eau est principalement engagée au niveau local, et défend donc une vision participative des Forums, en lien avec une conception avant tout horizontale et non hiérarchique du fonctionnement des mouvements sociaux. A l'inverse, en s'inscrivant dans le registre du manque d'efficacité des altermondialistes à la sortie du FSE de Malmö, le représentant d'Attac semble marqué par une vision plus hiérarchique du mouvement altermondialiste : si les valeurs de participation et d'horizontalité ne lui sont pas étrangères, sa conception du succès du Forum repose sur la capacité des représentants des principales organisations à se coordonner pour mobiliser un grand nombre de militants. L'ouverture des débats au plus grand nombre n'est pas l'élément essentiel ici, la participation n'étant envisagée que sous l'aspect vertical de la réponse des militants de base à un appel à la mobilisation, et non par la participation directe du plus grand nombre à la définition des stratégies des altermondialistes.

Derrière ces évaluations différentes du dernier Forum Social Européen, on trouve donc un clivage latent entre les militants de base et les représentants d'organisations actives à l'échelle européenne, profondément impliquées dans le processus du FSE. D'un côté, les militants de base voient dans le Forum une opportunité de rencontrer des acteurs divers leur permettant de réinvestir des informations ou des pratiques dans leurs luttes locales. De l'autre côté, les représentants d'organisations considèrent que le Forum doit être un moyen d'avancer vers la constitution d'un front de résistance européen contre les politiques menées par les institutions de l'Union européenne. Comme nous l'avons expliqué dans le chapitre précédent, une facette de ce clivage renvoie au niveau auquel ces différents acteurs envisagent de peser dans la défense des services publics⁴⁰⁸. De façon plus générale, l'évaluation du fonctionnement du FSE dans son ensemble nous permet d'observer les divergences en termes de conceptions de la démocratie entre ces mêmes acteurs, en lien avec le double projet des Forums Sociaux. On retrouve alors ici la distinction opérée par Pleyers entre deux tendances contradictoires présentes au sein du mouvement altermondialiste⁴⁰⁹. D'un côté, la « voie de la subjectivité » renvoie à la promotion de la participation, à l'horizontalité des relations entre les participants au mouvement et à l'autonomie individuelle, dans laquelle tendent à se situer nos militants locaux. De l'autre, la « voie de la raison » repose sur l'organisation des mobilisations par des activistes professionnalisés et la parole des experts dans la contestation, à laquelle peuvent être rapprochés les représentants d'organisations fortement impliqués dans le FSE.

⁴⁰⁸ Et donc à la question des stratégies d'action. Cf. Chapitre 4, p.186 et suiv.

⁴⁰⁹ Pleyers, Geoffrey, *Alter-globalization. Becoming Actor in the Global Age*, op. cit.

Dans l'ensemble des entretiens que nous avons effectués, les représentants d'organisations sont les plus nombreux, en raison de la composition des réseaux thématiques que nous étudions. Comme nous avons principalement interrogé des participants à nos trois réseaux thématiques, il en résulte une surreprésentation du registre de l'efficacité dans l'évaluation du FSE de Malmö. Cependant, au sein du processus du FSE dans son ensemble, l'existence de ces deux registres nous incite à prendre en compte la diversité plus large des acteurs du processus du FSE par rapport aux seuls acteurs de nos réseaux thématiques.

La mise en évidence de ces deux registres d'évaluation du Forum Social Européen de Malmö nous permet d'illustrer, à l'échelle européenne et dans le contexte de l'après-Malmö, la divergence entre deux conceptions des Forums Sociaux, l'une plutôt basée sur l'idée de l'élargissement et de l'ouverture du processus, l'autre soucieuse de l'efficacité du Forum à produire des actions communes. Puisque ces deux registres d'évaluation débouchent sur des points de vue globalement négatifs sur le déroulement du Forum à Malmö, on peut alors supposer que le contexte au sein duquel évoluent nos réseaux à partir de fin 2008 apparaît plutôt défavorable, marqué par des perceptions de déclin du processus. Dès lors, si on revient à l'hypothèse posée en introduction de ce chapitre, il s'agit de supposer que ce contexte de déclin débouche sur des conflits entre les participants au processus du Forum au sujet du statut des réseaux thématiques.

b) Des évaluations divergentes du rôle des réseaux thématiques dans l'explication du déclin du Forum

Etant donné que le FSE de Malmö en septembre 2008 a été celui au cours duquel les réseaux thématiques ont été les plus visibles et le plus fortement impliqués dans la préparation de cet événement, il semble logique que leur rôle soit ensuite discuté dans les explications apportées au déclin du processus dans son ensemble. L'hypothèse de l'existence de divergences au sujet du statut des réseaux dans le Forum semble d'autant plus pertinente que le succès de l'organisation en réseaux dans le mouvement altermondialiste est lui-même à l'origine de conceptions différentes sur les objectifs et le fonctionnement de ces structures plus ou moins formalisées, ainsi que l'a montré Geoffrey Pleyers. Selon lui, on peut en effet

distinguer une conception de l'organisation en réseaux basée sur l'efficacité et la spécialisation et une autre basée sur l'horizontalité, constituant un rempart contre l'apparition de hiérarchies au sein du mouvement et favorisant une organisation souple et décentralisée⁴¹⁰.

En raison de ces différentes perceptions de l'utilité des réseaux, on peut légitimement se demander dans quelle mesure les acteurs font intervenir le rôle croissant des réseaux thématiques dans leur explication du déclin du processus du Forum Social Européen, tels qu'ils le perçoivent après 2008. Alors que dans la section précédente nous avons distingué des critères différents à partir desquels le jugement d'un succès ou d'un échec du FSE dans son ensemble pouvait être émis, la distinction entre les deux projets des Forums Sociaux nous permet ici de voir comment les réseaux peuvent être remis en cause en tant qu'acteurs dans le FSE. Les insuffisances des réseaux thématiques perçues par les acteurs du Forum Social Européen sont donc de deux ordres : elles renvoient soit à la limitation de l'accès du processus à de nouveaux acteurs, et donc à une limitation de l'ouverture du processus à des acteurs toujours plus nombreux, soit à l'idée d'un trop grand éclatement du Forum, au détriment de son efficacité à déboucher sur des mobilisations européennes.

La critique des réseaux du point de vue de la participation : un renforcement de l'élitisme du processus du Forum Social Européen

Le premier élément problématique concernant l'intégration des réseaux au processus préparatoire du Forum renvoie à l'idée selon laquelle les réseaux constitueraient une ressource permettant une préparation plus horizontale du Forum. Nous avons expliqué dans l'introduction générale que l'un des principes constitutifs du Forum Social Européen résidait dans l'idée que les « mouvements sociaux » devaient être le socle de ce processus. Dès Florence, la préparation du Forum Social Européen était ainsi confiée à l'ensemble des groupes, réseaux ou organisations engagés dans des résistances collectives qui souhaitaient devenir actifs à l'échelle européenne, et non à un groupe d'organisations considérées comme légitimes pour offrir un espace de rencontre à ces acteurs⁴¹¹. A ce titre, la promotion des réseaux thématiques comme des acteurs à part entière du processus peut être analysée à partir

⁴¹⁰ Pleyers, Geoffrey, « Horizontalité et efficacité dans les réseaux altermondialistes », *Sociologie et sociétés*, Volume 41, numéro 2, automne 2009, p. 89-110. Evidemment, cette thèse s'inscrit dans les deux « voies » conceptualisées par Pleyers et est développée dans : Pleyers, Geoffrey, *Alter-globalization. Becoming Actor in the Global Age*, op. cit., p.210 et suiv.

⁴¹¹ Cette conception s'inscrivait en opposition avec le mécanisme de cooptation des organisations considérées comme légitimes pour prendre part au Conseil International du Forum Social Mondial (cf. *supra* et Introduction générale).

de l'idée que ce sont des coordinations thématiques de mouvements sociaux engagés dans des luttes convergentes qui organisent le Forum Social Européen. Dans ce cadre, les réseaux thématiques sont sensés renforcer la dimension horizontale et participative du Forum, en le considérant comme la coordination de mouvements de base plutôt que comme un événement organisé par un collectif d'organisations offrant la possibilité à des acteurs divers de se rencontrer. Cette conception renvoie ainsi à l'idée que les réseaux constituent une ressource pour une participation plus horizontale et plus ouverte aux militants de base⁴¹².

Dans le contexte qui suit l'édition de Malmö du Forum Social Européen, et en s'inscrivant dans cette conception participative du projet altermondialiste, certains acteurs remettent cependant en cause la capacité des réseaux thématiques tels qu'ils ont été intégrés à la préparation du FSE à permettre la participation du plus grand nombre de militants. Bien qu'étant des participants réguliers au processus du FSE, ces acteurs issus d'organisations variées partagent le point commun d'être investis dans des luttes locales (dans leur pays ou à l'étranger) et se font les défenseurs des militants qui ne peuvent pas s'investir fortement à l'échelle européenne⁴¹³.

Plus précisément, ils mettent en doute la capacité de ces réseaux à s'élargir à de nouveaux acteurs. Plusieurs mois après le FSE de Malmö, l'une des responsables du comité d'organisation du Forum de Malmö, membre d'Attac Suède, dresse le constat suivant sur le rôle croissant des réseaux dans le Forum :

« Le problème, c'est que, quand je voyais le Forum d'Athènes par exemple, la grande majorité des propositions venaient d'organisations qui étaient déjà organisées dans le processus préparatoire. Je pense que si on a des réseaux forts, cela va se renforcer. (...) Le problème, c'est que cela devient plus difficile pour les personnes extérieures de s'introduire dans le Forum et d'obtenir leurs propres séminaires »⁴¹⁴.

Cette activiste pointe ici le fait que les principaux espaces de réunion des réseaux thématiques restent les Assemblées Européennes de Préparation, pendant lesquelles sont discutés les séminaires qui seront proposés pour le prochain Forum. Or, le processus préparatoire du FSE reste par définition limité à un petit nombre d'activistes : alors que le Forum réunit plusieurs milliers de participants, les Assemblées de préparation ne réunissent

⁴¹² Cf. Pleyers, Geoffrey, « Horizontalité et efficacité dans les réseaux altermondialistes », article cité, p.100.

⁴¹³ Pour des raisons diverses, matérielles, financières ou temporelles.

⁴¹⁴ Notre traduction: "The bad thing is that, when I was looking for the Athens ESF for example, the vast majority of proposals came from organizations that organized already in the preparatory process. I think having strong networks will reinforce that (...) The thing is that it becomes more difficult for an outsider to get into the Forum and to get their own seminars.", Entretien, représentante d'Attac Suède, membre du NOC, juin 2009.

qu'entre 100 et 200 personnes, fortement impliquées dans l'organisation de cet événement⁴¹⁵. De plus, si les Assemblées sont par définition ouvertes à quiconque souhaiterait y participer, le décalage entre l'affichage et la réalité a pu être mis en évidence par des chercheurs ayant participé pendant longtemps à ces réunions : la participation à ces Assemblées suppose en effet de disposer non seulement de ressources matérielles (telles que du temps et de l'argent pour se déplacer), mais également de ressources immatérielles (connaissances linguistiques⁴¹⁶, qualités rhétoriques, ou encore connaissances personnelles)⁴¹⁷. Dès lors, le fait d'être mandaté par une organisation nationale ou européenne ayant les moyens de financer le déplacement de ses membres favorise grandement la participation aux AEP.

En conséquence, les séminaires préparés par les réseaux thématiques réunis dans les AEP sont le fruit d'une discussion approfondie, mais qui reste restreinte à un groupe de personnes ayant l'habitude de travailler ensemble. C'est en ce sens que la participation des nouveaux venus est rendue plus difficile. Préparant leurs propres activités, les participants au processus préparatoire du Forum, se connaissant de longue date, se transforment en une élite déconnectée des groupes n'ayant jamais participé au Forum, ou des groupes n'étant pas en mesure de participer aux Assemblées européennes. Ainsi, la coordinatrice du réseau No Vox en France, qui participe aux AEP sans le financement du réseau⁴¹⁸, met en cause les réseaux thématiques comme relevant de la formation d'une élite du Forum Social Européen : selon elle, « la préparation du Forum est devenue plus pratique et plus précise, mais en même temps, la situation est bloquée car ce sont toujours les mêmes qui s'occupent des réseaux »⁴¹⁹. Ainsi, s'inscrivant du côté des militants de base qui sont peu représentés dans le processus préparatoire, elle considère clairement que les réseaux thématiques renforcent le fonctionnement élitiste du Forum Social Européen, en étant essentiellement animés par les activistes transnationaux les plus investis dans les AEP, souvent des représentants d'organisations actives à l'échelle européenne. Derrière cette évaluation des problèmes posés

⁴¹⁵ Ce chiffre a eu tendance à diminuer dans la préparation du Forum de Malmö ne dépassant jamais les 200 personnes, alors que c'était fréquemment le cas auparavant. Données disponibles dans : Haug, Christoph; Haeringer, Nicolas & Mosca, Lorenzo, "The ESF organizing process in a diachronic perspective", In Donatella della Porta (Ed.), *Another Europe: Conceptions and Practices of Democracy in the European Social Forums*, London, Routledge, p. 26–45, 2009.

⁴¹⁶ Doerr, Nicole, "Is „Another“ Public Sphere Actually Possible? The Case of "Women Without" in the European Social Forum Process as a Critical Test for Deliberative Democracy", *Journal of International Women's Studies*, Vol. 8, Issue 3, 2007, p.71–87.

⁴¹⁷ Haug, Christoph, "Decision-making at the European Preparatory Assemblies", paper prepared for the European Preparatory Assembly, Stockholm, 15–16 September 2007.

⁴¹⁸ Elle nous précise ainsi que son statut de retraitée d'Air France lui permet de voyager à moindre frais à l'étranger.

⁴¹⁹ Entretien, membre du réseau No Vox, décembre 2009.

par les réseaux thématiques du FSE, on retrouve l'idée selon laquelle le souci d'efficacité se traduit par une division accrue du travail parmi les participants aux AEP. A l'échelle de l'organisation « FSE », c'est donc la constitution d'une élite bureaucratique que cette participante remet en cause, dans une perspective proche des observations de Michels sur les partis politiques⁴²⁰.

Dès lors, ce caractère élitiste de la préparation du Forum en réseaux thématiques se retrouve dans l'événement du FSE lui-même, tel qu'il s'est déroulé à Malmö en septembre 2008. Cet élément transparaît clairement dans les propos de cette participante au réseau de la Charte, évaluant le FSE de Malmö :

« Les premiers Forums Sociaux ont été des marchés de possibilités, et maintenant le Forum est plus un espace de discussion et de travail, et je pense que c'est un pas en avant. D'un autre côté, pour les gens qui ne sont pas impliqués, il faut également créer un espace qui leur permette de voir et de choisir ce qui est intéressant pour eux. Et c'était le déficit de Malmö: c'était très bien pour ceux qui sont déjà impliqués, mais pas pour les nouveaux venus »⁴²¹

Si les réseaux permettent d'approfondir la discussion et de favoriser un travail en commun sur un terme plus long que le temps des séminaires, ils tendent à se couper des altermondialistes qui seraient intéressés par le fait de participer à ces activités, sans avoir auparavant participé aux discussions dans le cadre du réseau. Par rapport au double objectif de participation et d'efficacité dans les Forums Sociaux, il semble que les réseaux thématiques renforcent l'efficacité des discussions (en faisant du Forum un espace de travail) au détriment de la participation de nouveaux acteurs.

Ainsi, ces extraits s'inscrivent dans une critique des effets des réseaux thématiques sur la dimension participative du Forum Social Européen. Dans cette perspective, les réseaux thématiques et leur intégration dans le processus préparatoire ne permettraient pas de favoriser la participation de nouveaux acteurs au processus. Dès lors, ils sont perçus comme un outil renforçant l'élitisme du mouvement altermondialiste européen, et comme un frein à un élargissement vers de nouveaux acteurs.

Cette critique des réseaux thématiques, qui s'inscrit dans la conception des Forums Sociaux comme un espace de rencontre permettant de faire converger la plus grande diversité

⁴²⁰ Michels, Roberto, *Les partis politiques...*, op. cit.

⁴²¹ Notre traduction: "The first Social Forums were markets of possibilities, and now the Forum is more a working and a discussion place, and I think this is a step forward. On the other hand, for people who are not engaged, you also have to create a space that allows them to look and choose what is interesting for them. And this was the deficit of Malmö: it was great for the already engaged people, but not for the newcomers", Entretien représentante de la Rosa Luxemburg Stiftung, juin 2009.

d'acteurs possible, n'est cependant pas la seule à être exprimée par les participants au processus du FSE après l'édition de Malmö. Les partisans d'un Forum orienté vers l'action y voient ainsi un obstacle à une coordination efficace pour définir des stratégies générales d'actions communes à l'échelle européenne.

La critique des réseaux du point de vue de l'efficacité: l'absence de mobilisations de grande ampleur à partir du Forum

Du point de vue du projet qui insiste sur la nécessaire efficacité des Forums Sociaux à déboucher sur des actions communes, la critique des réseaux thématiques après le FSE de Malmö renvoie à l'idée selon laquelle ceux-ci devaient permettre d'orienter les participants au sein de chaque axe thématique vers des activités communes au-delà du Forum. Après Malmö, il semble que ces effets attendus ne se soient pas réalisés et que les réseaux soient au contraire perçus comme un frein à l'émergence d'appels communs de grande ampleur à la sortie du Forum. Cette perspective est en particulier défendue par des représentants d'organisations fortement investis dans les réseaux et dans le FSE⁴²².

Nous avons expliqué que la promotion des réseaux thématiques visait à assurer une préparation en amont des séminaires organisés dans chacun des axes thématiques du programme du Forum. Ainsi, en maintenant le lien entre les participants au processus du Forum entre deux éditions, les réseaux devaient permettre de tirer profit des discussions menées précédemment pour aller plus loin au moment du Forum Social Européen dans la définition éventuelle de stratégies communes. Dans cette perspective de l'efficacité, les séminaires organisés par les réseaux thématiques constituent des espaces au sein desquels la discussion devient plus concrète : il ne s'agit plus de délivrer de grands discours politiques généraux remettant en cause l'orientation néolibérale des institutions européennes mais de se rapprocher des résistances collectives effectivement menées face aux effets de ces politiques, sur des thèmes particuliers. A cet égard, les réseaux thématiques étaient censés orienter les participants vers l'élaboration d'actions communes, au-delà de la dénonciation généraliste. Cependant, à la sortie du Forum Social Européen de Malmö, toujours à l'aune de la perspective de l'efficacité du Forum à engendrer des mobilisations, les attentes placées dans la promotion des réseaux thématiques laissent place à des évaluations négatives de leur rôle accru lors de cette édition. Celles-ci reposent sur le fait que les réseaux thématiques aient

⁴²² Ceux-là même que notre activiste du réseau No Vox a identifié comme une élite déconnectée des réalités de la base. Cf. *supra*.

contribué à changer la forme générale du Forum Social Européen, empêchant de sortir du Forum avec une priorité de mobilisation commune à l'ensemble du mouvement en Europe.

Dans un premier temps, les changements dans le déroulement du Forum sont perçus comme ambivalents par les participants défendant le point de vue de l'efficacité du mouvement. S'ils ont permis d'améliorer la qualité des débats organisés dans les séminaires, les réseaux thématiques seraient néanmoins responsables de la perte de la dimension transversale et de la nécessaire convergence de l'ensemble des participants.

Ainsi, une des animatrices du réseau Services publics l'exprime de la façon suivante : à Malmö, « j'ai eu l'impression que le contenu était meilleur par rapport au Forum précédent et que les activités avaient été mieux préparées, mais que ça laissait par contre peu de place aux espaces transversaux »⁴²³. De même, l'une des principales figures du processus au niveau européen affirme que le bilan des réseaux est mitigé, car ils auraient à la fois « permis une implication plus importante d'organisations à travers leurs propres préoccupations, des débats de meilleure qualité, un suivi entre les Forums plus importants. C'est le côté positif. Le côté négatif, c'est que ça a fait des Forums plus éclatés, moins transversaux »⁴²⁴.

Sur le plan de leur contenu, ces deux exemples font référence à l'ambivalence de la promotion des réseaux thématiques dans le processus du FSE. D'une part, la spécialisation accrue des discussions est perçue comme favorable pour permettre au mouvement altermondialiste de renforcer sa capacité d'analyse et à terme de gagner en influence vis-à-vis des politiques menées à l'échelle européenne. Mais d'autre part, cet effort de spécialisation tend à éclater l'espace du Forum, limitant de fait les espaces communs. Cet effet négatif entre notamment en résonance avec l'organisation géographique du Forum dans la ville de Malmö, où chaque espace thématique avait vu ses activités se dérouler dans les mêmes salles ou chapiteaux. Les participants avaient alors critiqué le temps de trajet nécessaire pour se déplacer d'un espace thématique à un autre, ce qui tendait à renforcer le cloisonnement thématique. Si la répartition des activités au moment du Forum a pu jouer un rôle dans la séparation entre les différents réseaux thématiques, celle-ci n'apparaît pas déterminante : dès la période préparatoire, les comptes-rendus des Assemblées Européennes de Préparation font état de la nécessité de favoriser l'apparition d'espaces transversaux pour contrebalancer

⁴²³ Entretien, représentante de l'AITEC-IPAM, novembre 2008.

⁴²⁴ Entretien membre d'Attac France, porte parole de Solidaires, mars 2009.

l'importance des réseaux thématiques⁴²⁵. A la sortie du Forum de Malmö, malgré ces mises en garde, il semble bien que le cloisonnement thématique du Forum n'ait donc pas été évité.

Dans un second temps, il s'agit à partir de ces propos de voir dans quelle mesure ce cloisonnement entre les réseaux thématiques peut expliquer, selon ces acteurs, le semi-échec que constitue le FSE de Malmö. De façon générale, le rôle majeur des espaces thématiques et l'absence d'espaces communs n'ont pas permis, à la fois de donner la mesure de l'ampleur de l'événement, mais surtout de fixer des orientations communes au-delà des stratégies sectorielles. La conséquence de ce caractère trop éclaté du FSE de Malmö est alors l'incapacité de l'Assemblée des mouvements sociaux à produire une convergence de l'ensemble des acteurs du processus vers un objectif commun.

C'est dans cette optique qu'il convient de comprendre les évaluations du FSE de Malmö qui portent sur l'absence de mobilisations de grande ampleur. Dans la perspective de l'efficacité du FSE à déboucher sur des actions communes à l'échelle européenne, la trop forte mise en avant des réseaux thématiques a alors contribué à limiter la convergence des parties prenantes vers un mot d'ordre commun. On peut alors y voir une référence implicite à un certain « âge d'or » des Forums Sociaux Européens, qui avaient donné lieu à des appels à la mobilisation massive à l'échelle européenne et/ou mondiale, comme ce fut le cas à Florence et l'appel à la manifestation contre la guerre en Irak le 15 février 2003, ou encore à Londres et l'appel à la manifestation contre la directive Bolkestein prévue pour le 15 mars 2005. Depuis lors, aucune mobilisation de convergence de l'ensemble des organisations et groupes se réclamant du mouvement altermondialiste n'a émergé du Forum Social Européen. Si la croissance des réseaux thématiques ne peut être considérée comme la seule explication de la fin des mobilisations altermondialistes de grande ampleur en Europe, l'essentiel ici est de mettre en évidence le lien qui est fait par certains participants au processus du Forum entre ces deux éléments.

Sur le plan des acteurs qui s'inscrivent dans cette perspective, on peut remarquer qu'il s'agit avant tout de ceux qui sont les plus impliqués dans les réseaux thématiques que nous étudions qui dressent ce constat de la perte d'efficacité du Forum à engendrer des grandes mobilisations convergentes sous l'effet du rôle accru des réseaux thématiques. On retrouve donc ici le clivage qui semble opposer les représentants d'organisations, d'une part, et les

⁴²⁵ « EPA Report – Stockholm », September 2007; « Second ESF EPA Newsletter », February 2008.

militants de base, participants plus occasionnels, d'autre part. Tandis que ces derniers sont plutôt marqués par une volonté de favoriser la participation d'un grand nombre de militants venus d'horizons les plus divers possibles (ce que les réseaux thématiques ne permettent selon eux pas ou plus de faire après Malmö), les représentants d'organisations actives à l'échelle européenne, qui sont généralement les plus impliqués dans les trois réseaux thématiques que nous étudions, regrettent au contraire que les réseaux ne permettent pas d'améliorer la coordination entre les organisations afin d'appeler les militants de base et les citoyens à la mobilisation, dans une perspective plutôt verticale et représentative.

Notons que parmi les représentants d'organisations qui s'inscrivent dans le registre de l'efficacité, nous n'incluons pas, dans cette partie, les représentants des grandes organisations syndicales membres de la CES. En effet, dans les entretiens réalisés avec ces acteurs, l'évaluation de la précédente édition du Forum Social Européen reste très généraliste dans sa formulation, et la réflexion sur le statut des réseaux thématiques dans le processus est généralement absente de leurs propos. Ainsi, le représentant de la CGT que nous avons rencontré fait principalement référence aux insuffisances de l'organisation du Forum sur le plan technique pour nous donner son évaluation du précédent FSE⁴²⁶. De même, le représentant de la FGTB n'évoque l'échec en général du Forum de Malmö que pour souligner la qualité des séminaires portant sur les questions du travail, sans nous expliquer selon quels critères cette édition était un échec⁴²⁷. Globalement, les grandes organisations syndicales restent en retrait de ce débat sur l'évaluation du processus du Forum Social Européen, et ne formulent pas de position quant au rôle que les réseaux thématiques devraient avoir au sein de ce dernier. On peut y voir le signe de leur faible engagement dans le processus du Forum Social Européen, marqué par une position d'observation plus que par des initiatives concrètes visant à renforcer la coopération avec les acteurs de l'altermondialisme⁴²⁸. A cet égard, cette absence de positionnement sur la question du rôle des réseaux thématiques dans le FSE traduit la position distanciée qu'entretiennent les grandes confédérations syndicales membres de la CES vis-à-vis du mouvement altermondialiste, que nous avons mise en évidence dans les deux chapitres précédents.

⁴²⁶ Entretien, représentant de la CGT département international, novembre 2008.

⁴²⁷ Entretien, représentant de la FGTB département international), avril 2009.

⁴²⁸ Dans les Assemblées de préparation auxquelles nous avons participées, les représentants des grandes confédérations syndicales n'interviennent que peu dans les séances plénières.

De façon générale, la consolidation des réseaux thématiques du Forum Social Européen et leur intégration en tant qu'acteurs collectifs dans la préparation de cet événement se traduisent par des évaluations divergentes de leur rôle, après l'édition de Malmö. Tandis que les défenseurs du projet participatif des Forums Sociaux critiquent leurs effets néfastes sur le plan de l'ouverture du processus du FSE à des participants nouveaux, les représentants d'organisations s'inscrivant dans le registre de l'efficacité du Forum regrettent la dilution du Forum et le manque de convergence finale autour d'une mobilisation de grande ampleur, organisée à partir d'un appel de l'Assemblée des mouvements sociaux. A partir de ces divergences, il convient alors de voir si elles se cristallisent en conflits sur le statut des réseaux thématiques dans le cadre de la préparation du FSE d'Istanbul, prévu pour juillet 2010.

Conclusion de la première partie

Dans cette première partie, nous avons focalisé notre analyse sur les évaluations du dernier Forum Social Européen de Malmö apportées par les acteurs du processus, afin de rendre compte de la perception d'un certain déclin du Forum alors même que les réseaux thématiques avaient été érigés en acteurs incontournables dans la préparation de cet événement. Pour ce faire, l'existence d'un clivage structurant dans le mouvement altermondialiste au sujet du statut et du fonctionnement des Forums Sociaux nous a permis de distinguer deux registres distincts d'évaluations de l'échec que représente selon les participants le dernier FSE de Malmö, qui reposent sur des conceptions différentes de la démocratie au sein des mouvements sociaux. Ces deux registres d'évaluation se répercutent sur la façon dont les acteurs interprètent le rôle que les réseaux thématiques ont tenu dans l'explication de cet échec relatif.

Sur le plan des variables d'analyses, cette première partie nous a permis de voir que l'hétérogénéité des conceptions de la démocratie des acteurs de l'altermondialisme est la source de divergences sur le fonctionnement et les objectifs des Forums Sociaux, et ce depuis leur création. Le contexte de baisse de la participation dans le FSE et donc de déclin de la dynamique portée par le processus du FSE fait alors ressurgir ce débat, à partir des évaluations divergentes apportées par les acteurs. Cette combinaison de l'existence d'un clivage entre des acteurs divers et du contexte de déclin du FSE est alors susceptible de

produire des divisions entre les participants aux Assemblées Européennes de Préparation, en particulier au sujet du statut que les réseaux thématiques devront endosser dans l'organisation du FSE d'Istanbul.

Dans la suite de ce chapitre, il s'agira donc de s'intéresser à la période de préparation de cette édition, qui est marquée par un fort recul des activités des réseaux thématiques que nous étudions. L'objectif est alors de voir si ce recul est la conséquence de conflits portant sur le statut des réseaux thématiques dans l'optique du FSE d'Istanbul.

De Malmö à Istanbul : vers la fin des réseaux thématiques du FSE ?

Les évaluations divergentes concernant le rôle qu'ont pu jouer les réseaux thématiques dans le contexte de déclin du processus du FSE à l'occasion de l'édition de Malmö nous ont permis dans la première partie de mettre en exergue le clivage existant entre deux conceptions opposées des objectifs et du fonctionnement du FSE. Etant données ces divergences, on pourrait supposer que le statut des réseaux thématiques soit peu à peu devenu un sujet de conflits. A cet égard, le contexte de la préparation du FSE d'Istanbul en juillet 2010 est susceptible de rendre encore plus visible ce clivage, dans la définition des modalités d'organisation de cette édition, et de donner lieu à des conflits qui remettent en cause les réseaux thématiques comme acteurs structurants du Forum.

Dans cette seconde partie, nous analysons le fort recul des réseaux thématiques que nous étudions, en montrant qu'il ne résulte pas de l'éclatement de conflits majeurs pendant les Assemblées Européennes de Préparation sur le rôle des réseaux thématiques (a), mais plutôt de la prise de conscience générale d'un déclin du processus du FSE qui nécessite de se recentrer sur la relance ou le sauvetage du processus dans son ensemble (b).

a) Des divergences qui n'entraînent pas de conflit majeur autour du rôle des réseaux thématiques dans la préparation du FSE d'Istanbul

Alors que le FSE de Malmö marque un nouvel épisode de déclin du processus dans son ensemble, la période de préparation de la sixième édition du Forum à Istanbul reste bien marquée par la présence de divergences entre les participants au processus concernant l'organisation de l'Assemblée de clôture du Forum, mais celles-ci ne donnent pas lieu à des conflits dont la résolution passerait par de nouveaux retraits de participants du processus du FSE. A l'approche du FSE d'Istanbul, le consensus qui est atteint concernant le statut des réseaux thématiques est alors examiné à partir du constat de leur affaiblissement, constat partagé par l'ensemble des acteurs des Assemblées de préparation.

Le règlement des divergences autour du mode d'organisation de l'Assemblée de clôture du FSE d'Istanbul

Dans le cours de la préparation du Forum Social Européen d'Istanbul, la question des réseaux thématiques revient régulièrement dans les débats sur la méthode d'organisation, sans pour autant déclencher des conflits irréductibles entre les différents types de participants identifiés dans la première partie.

Ce constat semble d'abord aller à l'encontre de notre cadre théorique et des éléments présentés dans la première partie de ce chapitre. En effet, dans notre cadre théorique, nous avons posé l'hypothèse générale selon laquelle les dynamiques de déclin des mouvements sociaux rendent plus probable l'apparition de conflits entre diverses factions qui restent engagées dans l'action collective, au sujet des stratégies qu'il convient de mener pour maintenir ou relancer le mouvement. Appliquée à la dynamique du Forum Social Européen, la poursuite du déclin du processus à l'occasion de l'édition de Malmö est susceptible de déboucher sur des oppositions entre des stratégies divergentes sur la meilleure façon de redonner de l'ampleur au mouvement altermondialiste européen (incarné dans le FSE). Cette hypothèse est alors renforcée par le fait qu'à la sortie du Forum de Malmö, deux registres divergents d'évaluations semblent désigner une ligne de clivage entre les partisans de l'ouverture et de l'horizontalité du processus et ceux qui prônent un renforcement de l'efficacité du Forum pour déboucher sur des activités ou des mobilisations communes. A cet

égard, on pourrait s'attendre à ce que la question des réseaux thématiques devienne une source de conflits dans la préparation du Forum d'Istanbul.

Dans les faits, on n'observe pas pendant cette période de véritable éclatement d'un conflit entre les participants aux Assemblées Européennes de Préparation concernant le rôle qu'il convient de donner aux réseaux thématiques dans l'optique de l'organisation du prochain FSE, qui déboucherait sur des retraits de participants, affaiblissant encore le processus. Le résultat qui ressort de l'analyse empirique est en effet la présence d'une divergence concernant le statut des réseaux thématiques, mais qui est finalement réglée par un compromis⁴²⁹, comme nous avons pu l'observer dans les Assemblées Européennes de Préparation auxquelles nous avons participées.

Le débat concernant la forme de l'Assemblée de clôture du prochain FSE :

Les divergences concernant le statut des réseaux thématiques ont été principalement visibles à travers la question du mode d'organisation de l'Assemblée de clôture du Forum Social Européen d'Istanbul.

Lors du premier Forum Social Mondial, l'Assemblée des mouvements sociaux avait été inventée afin de permettre aux participants au Forum de tirer profit des discussions menées durant le Forum et éventuellement de fixer collectivement des objectifs d'action pour l'année à venir⁴³⁰. L'Assemblée avait alors été formellement découplée du Forum Social en lui-même, afin de ne pas transformer le Forum en organe de décision collective⁴³¹. Avec le développement de réseaux thématiques spécifiquement créés dans le cadre des Forums Sociaux, des Assemblées thématiques se sont peu à peu développées sur ce même modèle, au niveau mondial et au niveau européen. Sans que leur apparition ne relève d'une stratégie concertée, elles permettaient ainsi aux acteurs de chaque aire thématique du Forum de fixer, au terme d'une série de séminaires organisés par le réseau, des revendications communes et des priorités d'action pour l'année à venir.

En janvier 2007, au FSM de Nairobi, 21 Assemblées thématiques avaient été organisées, en rupture avec le modèle de l'Assemblée des mouvements sociaux qui avait

⁴²⁹ C'est-à-dire une proposition qui conduit chacune des parties à abandonner une partie de ses exigences. La proposition de compromis permet ensuite d'atteindre le consensus, c'est-à-dire l'accord unanime des participants sans opposition de l'un d'entre eux à la solution de compromis trouvée.

⁴³⁰ Bonfond, Olivier, « Historique et perspectives du processus de l'Assemblée des mouvements sociaux (AMS) », exposé réalisé dans le cadre du troisième séminaire mondial des mouvements sociaux, Dakar, 5-7 novembre 2010, disponible sur le site du CADTM : <http://www.cadtm.org/Historique-et-perspectives-du>, page consultée le 30 septembre 2011.

⁴³¹ Ce qui est formellement interdit par la Charte des principes du Forum Social Mondial, document cité.

prévalu jusqu'alors. Dans le cadre européen, l'Assemblée des mouvements sociaux organisée à Malmö en 2008 avait été organisée en deux temps, pour faire une place aux activités des réseaux thématiques : une première partie portant sur une déclaration commune à l'ensemble des participants à l'Assemblée et une deuxième partie permettant aux réseaux thématiques de faire passer leurs propres appels, élaborés dans les Assemblées thématiques. Enfin, au Forum Social Mondial à Belém en 2009, une Assemblée des Assemblées avait permis de faire converger les 22 Assemblées thématiques organisées, en parallèle cette fois de l'Assemblée des mouvements sociaux. L'innovation apportée pour le FSM de Belém permettait ainsi à la fois de favoriser la convergence entre les différents réseaux thématiques actifs dans le cadre du Forum (dans l'Assemblée des Assemblées) et de donner la possibilité à l'ensemble des participants, impliqués ou non dans des réseaux thématiques, de clôturer le Forum avec un agenda large et partagé par tous (dans l'Assemblée des mouvements sociaux).

Devant l'importance prise par les réseaux thématiques lors du FSE de Malmö, la question de la formule adoptée pour clôturer le Forum s'est donc posée dans la perspective du FSE d'Istanbul. La possibilité de remplacer purement et simplement l'Assemblée des mouvements sociaux par une Assemblée des Assemblées émerge ainsi à la fin de l'année 2009, lors de la réunion à Paris d'un groupe de travail chargé de formuler des propositions sur le programme du prochain Forum. Formulée par le Comité d'Initiative Français pour les Forums Sociaux (CIFS), groupe animé principalement par des représentants d'Attac France, des syndicats Solidaires et FSU, ou encore de représentants de la Fondation Copernic ou Espaces Marx⁴³², cette proposition se situe clairement du côté de la recherche de l'efficacité dans les Forums Sociaux. Par rapport à l'évaluation du rôle des réseaux thématiques dans le FSE de Malmö, il s'agit ainsi de tenter de dépasser le cloisonnement thématique en organisant la convergence entre les différents réseaux à l'issue du Forum⁴³³.

Dès lors, la convergence des réseaux au moment de l'Assemblée des Assemblées cherche à tirer profit du travail de préparation du programme et des séminaires au sein des réseaux, perçu comme un moyen de dépasser les grands discours de dénonciation des méfaits

⁴³² Bien que formulée par certaines figures françaises du mouvement altermondialiste, il convient de préciser que cette idée ne se limite pas à une proposition unanime de la délégation française dans le FSE. D'une part, des participants français s'opposent clairement à cette idée (cf. *infra*). D'autre part, cette proposition est à rapprocher d'une proposition formulée en juin 2009 par la représentante d'Attac Autriche dans le FSE : considérant qu'un important travail d'analyse et de constructions d'alternatives est effectué au sein des réseaux, elle insiste pour que le programme du prochain FSE soit orienté vers la « fécondation croisée » (*cross-fertilization*) entre ces réseaux, c'est-à-dire sur l'organisation de rencontres entre les différents réseaux du FSE afin de définir des priorités d'actions communes, en particulier dans le contexte de crise économique.

⁴³³ L'objectif est clairement de remédier à la compartimentalisation qui avait été observée lors du FSE de Malmö, en prévoyant de synthétiser les travaux des différents réseaux thématiques et en fixant des priorités d'action à l'échelle du Forum dans son ensemble. Cf. Partie 1, Section b, p.243.

des politiques européennes pour produire des alternatives et sortir du Forum avec un programme d'activités collectives propres à chacun des réseaux. Dans cette perspective, il s'agit bien d'utiliser efficacement les débats et travaux effectués dans le cadre des séminaires. Dans le même temps, le modèle de l'Assemblée des Assemblées entérine le fait que l'ensemble des participants au Forum délèguent leur voix à des réseaux spécialisés et disposant d'une certaine expertise sur des thèmes précis, dont les revendications seraient reprises par tous en clôture de l'événement. Il s'agit bien là encore de rompre avec la conception horizontale et participative qui prévaut dans les Forums Sociaux, au profit de l'introduction de mécanismes de délégation thématique. En résumé, la proposition du CIFS suppose de prendre acte des insuffisances des réseaux thématiques pour en renforcer encore le rôle à l'approche du FSE d'Istanbul, dans une perspective d'efficacité de ce mode d'organisation.

Introduite lors de la réunion du groupe de travail sur le programme réunie à Paris fin 2009, à laquelle participaient environ 20 personnes⁴³⁴, cette proposition doit ensuite être discutée lors de l'Assemblée Européenne de Préparation de Berlin en janvier 2010. A cette occasion, certains participants ont critiqué cette solution qui viendrait remplacer l'Assemblée des mouvements sociaux. Ainsi, selon la représentante du réseau No Vox, l'Assemblée des Assemblées ne permet en effet pas de donner une place aux participants du Forum qui ne sont pas engagés dans des réseaux thématiques. A l'inverse, l'Assemblée des mouvements sociaux, conçue comme une Assemblée de clôture ne distinguant pas les participants organisés en réseau et les autres, permet de maintenir l'ouverture du processus. De même, une activiste italienne, investie à titre personnel dans le processus du FSE et active dans le réseau éducation⁴³⁵, estime que le remplacement de l'Assemblée des mouvements sociaux par une Assemblées des Assemblées reviendrait à « changer complètement la forme du Forum ». Cette argumentation est à mettre en relation avec l'objectif de l'élargissement de la participation assigné aux Forums Sociaux : tandis que les réseaux thématiques déjà constitués sont perçus comme un obstacle à l'intégration de nouveaux acteurs, l'Assemblée des

⁴³⁴ "Notes from European Program Working Group meeting in Paris - 21.11.2009", postées par le représentant du comité turc d'organisation sur la liste de diffusion du FSE, 1^{er} Décembre 2009.

⁴³⁵ Travaillant dans le domaine de l'éducation dans divers pays d'Europe, cette activiste représente une figure caractéristique des « cosmopolites enracinés » définis par Sidney Tarrow, qui s'impliquent fortement dans le processus du Forum Social Européen. Auparavant impliquée dans le réseau des Forums Sociaux Locaux, cette activiste défend généralement le point de vue de ceux qui ne peuvent pas participer aux AEP en raison du coût que cela implique, et se situe donc du côté des militants de base dont il faut toujours chercher à favoriser la participation.

Assemblées ne fera que renforcer un « processus de bureaucratisation » du Forum, selon cette participante. Dans cette optique, le Forum ne reposerait plus sur les initiatives des participants dans toute leur diversité mais serait orienté selon une série d'axes thématiques incarnés par des réseaux, fixés de façon centralisée dans les Assemblées Européennes de Préparation.

Dans les débats sur la préparation du Forum Social Européen d'Istanbul, le projet participatif des Forums Sociaux se traduit par une volonté de minimiser le rôle des réseaux thématiques. Tels qu'ils ont été constitués, ces derniers apparaissent plutôt comme un obstacle à la participation de nouveaux acteurs que comme un instrument d'innovation et d'élargissement de la participation par des relations horizontales et décentralisées⁴³⁶.

A travers cette discussion animée, directement observée au cours de l'AEP de Berlin en janvier 2010, on retrouve donc le débat entre les objectifs de participation et les objectifs d'efficacité alternativement perçus comme prioritaires par nos acteurs du processus du FSE. Tandis que la militante du réseau No Vox, réseau d'activistes engagés localement dans différentes régions du globe, considère l'ouverture et l'horizontalité du processus comme la priorité absolue, les représentants des organisations françaises fortement impliquées dans le mouvement altermondialiste et membres du CIFS estiment qu'il est nécessaire de passer par un certain degré de centralisation des décisions à travers des réseaux thématiques spécialisés afin de rendre le Forum utile pour renforcer la coopération des organisations altermondialistes à l'échelle européenne.

L'Assemblée finale comme moyen de règlement du conflit :

Malgré la persistance de ce débat au sujet de la formule adoptée pour l'organisation de l'Assemblée de clôture du Forum Social Européen d'Istanbul, cette divergence de vue ne donne pas lieu à des conflits débouchant sur des retraits d'acteurs de la préparation de cette prochaine édition. En fait, lors de la même Assemblée de Berlin, on voit se former un consensus concernant à la fois le statut des réseaux thématiques dans la préparation du Forum et la méthode d'organisation de l'Assemblée à la fin du Forum⁴³⁷.

⁴³⁶ Rappelons bien ici que cette volonté de minimiser les réseaux thématiques ne signifie pas pour autant que la forme « réseau » apparait disqualifiée aux yeux de ces acteurs. Il s'agit de s'opposer ici à un modèle du réseau qui repose sur une conception efficace de ce mode d'organisation, et non participatif et horizontal. Cf. Partie 1 et Pleyers, Geoffrey, « Horizontalité et efficacité dans les réseaux altermondialistes », article cité.

⁴³⁷ Dans les pages qui suivent, nous retraçons l'élaboration d'un consensus parmi les participants aux AEP avant le Forum d'Istanbul, qui constitue l'un des traits de fonctionnement caractéristiques du mouvement altermondialiste, dans une perspective délibérative (cf. della Porta, Donatella, « Consensus in Movements », in

D'une part, l'une des animatrice du CIFS, représentante de la FSU dans les Forums Sociaux, intervient pour signifier que la proposition française ne correspond pas à une décision qui a été prise dans le groupe de travail sur le programme à Paris en novembre 2009, mais que cette question avait été discutée à cette occasion. Ensuite, elle précise que la proposition ne vise pas à exclure des participants au Forum de l'Assemblée de clôture : l'objectif est de permettre à la fois à des réseaux anciens et à des réseaux nouvellement créés de prendre part à l'Assemblée des Assemblées. Enfin, elle propose de continuer la réflexion sur la forme d'organisation de cette Assemblée de clôture du prochain Forum, signifiant le fait que la formule peut évoluer selon le consensus qui sera trouvé par les participants à l'AEP.

D'autre part, des propositions de compromis sont formulées par des acteurs fortement impliqués dans le Forum Social Européen, mais également au sein de réseaux thématiques, en particulier les trois réseaux que nous étudions dans le cadre de cette thèse. D'abord, fin 2009 et suite à la proposition des membres du CIFS, trois activistes italiens, représentants de la FIOM-CGIL, du syndicat Cobas et de l'association d'éducation populaire ARCI, avaient pointé le fait que les réseaux thématiques existants ne pourraient être considérés comme des acteurs importants dans la préparation du prochain Forum qu'à deux conditions :

« qu'ils soient en mesure d'attirer de nouveaux acteurs⁴³⁸, et qu'ils permettent d'approfondir certaines questions pour lesquelles ils ont été constitués »⁴³⁹.

A travers ces deux conditions, c'est bien un compromis entre l'objectif de participation et l'objectif d'efficacité qui apparaît : il s'agit à la fois de s'ouvrir à des participants nouveaux, mais également de s'appuyer sur le travail déjà effectué par les réseaux, afin d'aller plus loin dans l'expression de revendications communes pour le prochain Forum. Ensuite, durant l'AEP de Berlin début 2010, une autre animatrice du CIFS,

della Porta, Donatella (ed.), *Democracy in Social Movements*, op. cit., p.73-99). Néanmoins, nous ne nous livrons pas ici à une analyse approfondie du processus qui aboutit à la prise de décision dans ce type d'Assemblée, à partir des pratiques discursives et des rôles endossés par les différents participants. A ce sujet, voir : Haug, Christoph, *Discursive Decision-making in Meetings of the Global Justice Movement*, Berlin, Freie Universität, Dissertation, 2010; Haug Christoph, Teune Simon, "Identifying deliberation in Social Movements Assemblies : Challenges of Comparative Participant Observation", *Journal of Public Deliberation*, Vol.4, N°1, 2008.

⁴³⁸ En particulier, ils font référence aux acteurs turcs et kurdes qui ne font de façon générale pas partie des réseaux thématiques existants, alors même qu'ils sont susceptibles d'être présents en nombre au FSE d'Istanbul. En effet, d'après nos observations, exceptés dans le réseau répression ou le réseau anti-impérialiste pour lesquels nous avons identifiés des acteurs du comité turc d'organisation, les participants tures au processus du Forum Social Européen ne sont pas présents dans les réseaux thématiques que nous étudions, qui sont notamment les réseaux auxquels participent les trois participants italiens à l'origine de cette proposition de compromis.

⁴³⁹ Bolini Raffaella, Bernocchi Piero, Mecozzi Alessandra, « Working group meeting in Paris », message envoyé sur la liste de diffusion électronique du FSE, 18 novembre 2009.

représentante de Solidaires dans les Forums Sociaux, assume la proposition formulée fin 2009 mais revient sur cette dernière: elle se positionne pour une Assemblée finale, permettant à tous les participants de s'exprimer, qu'ils soient des réseaux thématiques du FSE ou des participants sans appartenance à un réseau reconnu. Là encore, il s'agit de revenir sur la priorité majeure accordée à l'efficacité pour favoriser la participation du plus grand nombre à cette Assemblée finale.

Devant les critiques formulées à l'encontre du modèle de l'Assemblée des Assemblées par les tenants du projet participatif des Forums Sociaux, on observe donc au moment de l'AEP de Berlin que les partisans de l'efficacité reviennent sur l'idée qu'il conviendrait de simplement renforcer le rôle des réseaux thématiques existants. A cet égard, la proposition de l'Assemblée finale permet d'offrir une solution de compromis entre la reconnaissance des réseaux existants et l'élargissement de la participation au-delà de ces réseaux dans l'Assemblée.

Bien que les participants à l'AEP de Berlin ne prennent pas formellement la décision d'adopter cette solution hybride pour clôturer le FSE d'Istanbul, cette formule est ensuite définitivement adoptée à l'AEP d'Istanbul en mai 2010, qui prévoit que cette Assemblée finale «devra collecter des propositions issues des activités des réseaux, des Assemblées thématiques et des participants au FSE»⁴⁴⁰. Le compromis entre les partisans de l'ouverture du processus et ceux de l'efficacité nécessaire pour déboucher sur des actions communes est donc trouvé rapidement, sans que cela ne donne lieu à un conflit aboutissant à des retraits de participants du processus, alors même que le Forum Social Européen semble en 2010 moins en mesure de réunir d'acteurs que les années auparavant.

Un consensus qui repose sur un constat partagé d'affaiblissement des réseaux thématiques

Le fait que le consensus soit rapidement atteint entre les différents acteurs participant à l'Assemblée Européenne de Préparation de Berlin en janvier 2010 nous incite à analyser la façon dont les positions des représentants d'organisation fortement impliqués dans les réseaux thématiques (et défendant la position de la recherche de l'efficacité dans le Forum social) ont évolué au sujet du statut des réseaux thématiques dans la préparation du FSE d'Istanbul.

⁴⁴⁰ Compte-rendu, "ESF EPA Newsletter: Istanbul from 20th to the 23rd May 2010", mai 2010.

Il ne s'agit pas d'affirmer ici que l'obtention d'un consensus au sujet du statut des réseaux thématiques est en soi étonnant au regard des divergences qui existent au sein du processus : depuis l'apparition du mouvement altermondialiste, l'existence de diverses conceptions de la démocratie ne signifie pas pour autant que les acteurs s'en réclamant ne sont pas capables de rapprocher leurs points de vue et de décider de manière consensuelle, en raison du fait qu'ils partagent néanmoins des valeurs et des objectifs communs⁴⁴¹. Toutefois, le fait que ce consensus intervienne alors que le processus du Forum Social Européen apparaît en déclin mérite d'être questionné, puisqu'il semble aller à l'encontre de l'hypothèse que nous examinons dans ce chapitre : les divergences sur la meilleure façon de relancer le Forum Social Européen ne donnent pas lieu à des conflits irréductibles entre différents types d'acteurs, contrairement à ce que l'on pouvait supposer au départ.

En fait, cette contradiction entre notre hypothèse et la réalité empirique s'explique aisément si on revient sur le dynamisme effectif des réseaux thématiques après le Forum Social Européen de Malmö. Durant les années 2009 et 2010, un constat commun semble être partagé par l'ensemble des participants aux Assemblées Européennes de Préparation. Globalement, une grande partie des acteurs du processus reconnaissent ouvertement que les réseaux thématiques ne sont plus aussi dynamiques qu'ils ne l'étaient lors de leur constitution, et que, de ce fait, ils ne peuvent plus être considérés naturellement comme des acteurs majeurs du processus du Forum Social Européen. Or, ce constat semble aller à l'encontre de la conception qui voit dans les réseaux thématiques un outil renforçant la capacité d'action collective des altermondialistes à l'échelle européenne : puisqu'ils ne sont plus aussi dynamiques que durant la préparation du Forum de Malmö, il devient difficile de faire reposer l'organisation du prochain Forum sur eux.

Dans les entretiens réalisés, ce constat apparaît clairement chez des représentants d'organisations que nous avons par ailleurs identifiés comme des acteurs majeurs des réseaux thématiques que nous étudions, qui souhaitent également que le Forum soit un lieu d'impulsion d'actions communes à l'échelle européenne (dans la perspective de l'efficacité des Forums). Ainsi, en octobre 2009, la représentante de Solidaires dans les Forums Sociaux nous expose sa conception des réseaux :

« Je pense que c'est un bon outil, en tout cas c'est un outil intéressant. Après, il ne

⁴⁴¹ della Porta, Donatella, "Multiple Belongings, Tolerant Identities, and the Construction of "Another Politics": Between the European Social Forum and the Local Social Fora", in Donatella della Porta and Sidney Tarrow (eds), *Transnational Protest and Global Activism*, op. cit., p. 175–202.

résoudra pas tous les problèmes. Sur les réseaux, il y a un risque qui à mon avis est bien identifié, c'est que les réseaux, ce sont un certain nombre d'organisations qui se connaissent et qui vont travailler ensemble, mais ça peut être effectivement fermé. Il faut vraiment y faire attention parce que l'idée du Forum, c'est quand même de continuer à s'élargir. (...) En même temps, moi je trouve que l'idée qui est positive, c'est de travailler entre deux Forums, et de décider de faire quelque chose, etc. »⁴⁴².

Cette explication renvoie bien à la conception des représentants d'organisations fortement impliqués dans les activités des réseaux thématiques : reconnaissant qu'il faille être vigilant à favoriser la participation du plus grand nombre au Forum, l'objectif assigné au réseau thématique reste adéquat au regard de la conception du FSE qu'elle défend: il s'agit d'être en mesure de décider d'organiser des activités communes au-delà du Forum Social Européen, dans la perspective de l'efficacité. Cependant, dans le contexte de l'après-Malmö, son constat est sans équivoque :

« Mais maintenant, ça n'est pas probant, parce qu'on n'a pas vraiment réussi à le faire. Il me semble que les réseaux, à ma connaissance, sont quand même un peu affaiblis dans la période »⁴⁴³.

Présenté comme une appréciation générale, ce constat correspond bien en particulier à l'évolution des trois réseaux thématiques que nous étudions, telle que nous l'avons analysée dans les chapitres précédents. D'abord, au moment même de leur constitution, des conflits internes ont éclaté au sujet des stratégies à mener collectivement à l'échelle européenne, entraînant des retraits de participants (chapitre 3). Ensuite, dans la préparation du FSE de Malmö, un contexte favorable de reconnaissance des réseaux thématiques comme acteurs du Forum a permis de dépasser les divergences internes aux réseaux, mais l'analyse concrète du fonctionnement de ces derniers nous a conduit à mettre en lumière un fonctionnement reposant sur quelques acteurs en particulier (chapitre 4). Ainsi, après le FSE de Malmö, les acteurs des réseaux thématiques sont bien conscients que les réseaux thématiques qui ont été constitués dans l'optique de permettre de renforcer la coordination des altermondialistes à l'échelle européenne ont échoué à devenir des acteurs majeurs du mouvement altermondialiste.

C'est à partir de cela qu'il convient d'analyser, au moment de l'AEP de Berlin en janvier 2010, le positionnement des représentants d'organisations fortement impliqués dans les réseaux thématiques. Ainsi, les conditions posées par trois participants italiens pour que

⁴⁴² Entretien, porte-parole de Solidaires, octobre 2009.

⁴⁴³ Ibid.

les réseaux thématiques soient reconnus comme des acteurs importants dans la préparation du FSE d'Istanbul (cf. *supra*) reposent bien sur le fait que les réseaux thématiques apparaissent comme des espaces réduits par rapport à l'ensemble des participants potentiels au prochain Forum :

« N'oublions pas que la plupart des acteurs turcs ou kurdes n'appartiennent pas à ces réseaux et qu'en général, presque tous ces réseaux sont très occidentaux dans leur composition »⁴⁴⁴.

De même, durant l'AEP de Berlin, un représentant syndical norvégien animateur d'une campagne pour la défense de l'Etat-providence dans ce pays, et ayant participé aux réunions des réseaux Services publics et Travail et mondialisation, estime que la plupart des réseaux thématiques du Forum Social Européen sont en général très faibles, animés par un petit groupe de personnes. Selon lui, on doit bien avoir pour objectif de les renforcer, pour la raison suivante : les réseaux constituent un outil permettant d'envisager effectivement un renforcement de la coopération entre des organisations diverses à l'échelle européenne. Néanmoins, en janvier 2010 (soit six mois avant le Forum d'Istanbul), il n'est selon lui pas envisageable de donner aux réseaux thématiques un rôle de structuration des activités pour le prochain FSE, comme cela avait été le cas à Malmö, en raison de leur faiblesse,.

En résumé, on peut affirmer que le constat de faiblesse des réseaux thématiques ne permet pas, à l'approche du Forum Social Européen d'Istanbul en 2010, de faire reposer la préparation du programme sur ces derniers, ni de concevoir l'Assemblée de clôture du Forum comme une Assemblée organisant uniquement la convergence entre les réseaux ayant été en mesure d'organiser des séminaires. Dès lors, on comprend à travers ces quelques exemples comment le consensus a pu rapidement s'établir contre la proposition d'organiser une Assemblée des Assemblées. Même en s'inscrivant dans la perspective de l'efficacité, la volonté de faire des réseaux thématiques des acteurs majeurs du processus du FSE ne résiste pas à leur affaiblissement progressif, reconnu par l'ensemble des participants au processus.

En conclusion de cette section, nous pouvons donc affirmer que les divergences réelles au sein des participants aux Assemblées Européennes de Préparation concernant le statut des réseaux thématiques ne débouchent pas sur des conflits aboutissant à des retraits de participants, en raison de la faiblesse de ces derniers en tant que structures collectives.

⁴⁴⁴ Bolini Raffaella, Bernocchi Piero, Mecozzi Alessandra, « Working group meeting in Paris », message envoyé sur la liste de diffusion électronique du FSE, 18 novembre 2009.

Dès lors, la solution de compromis que représente l'Assemblée finale permet de ne pas limiter le processus du Forum Social Européen à un lieu de convergence de divers réseaux thématiques, tout en leur laissant un espace permettant, pour ceux qui restent convaincus de leur utilité, de tenter de les renforcer. Cependant, à l'approche du FSE d'Istanbul, malgré cette possibilité laissée aux réseaux thématiques de rester des acteurs au sein du processus du FSE, les activités des réseaux thématiques déclinent fortement. Dans la section suivante, nous montrons que ce recul final des réseaux thématiques apparaît comme une conséquence directe du déclin du Forum Social Européen dans son ensemble.

b) Vers la fin des réseaux thématiques : une conséquence directe du déclin du Forum Social Européen

Si le statut des réseaux thématiques dans la préparation du Forum Social Européen d'Istanbul ne donne pas lieu à un conflit irréductible, il reste que la poursuite du déclin de nos trois réseaux thématiques (qui se manifeste notamment par un constat d'affaiblissement partagé par l'ensemble des participants aux AEP) doit bien être expliqué dans ce chapitre. Dans cette section, nous mettons en relation ce déclin avec le déclin du processus du FSE dans son ensemble. Il s'agit de montrer comment l'affaiblissement de la dynamique du FSE pèse directement sur le projet des réseaux thématiques que nous étudions. Plus que l'hétérogénéité des acteurs et les conflits qu'elle peut occasionner, c'est la crise du processus qui aboutit à une diminution des activités des réseaux, dans le cours de la préparation et au moment de la tenue de l'événement du FSE en lui-même.

L'affaiblissement des réseaux thématiques dans la préparation du FSE d'Istanbul : dynamique interne aux réseaux ou reflet de la crise du processus ?

En premier lieu, il convient d'examiner la période de préparation du Forum d'Istanbul, en essayant de comprendre en quoi la dynamique de déclin du processus dans son ensemble nous permet d'expliquer le déclin des réseaux Charte, Services publics, et Travail et mondialisation.

Sur ce point, on pourrait d'abord considérer que c'est l'évolution propre à chacun de nos trois réseaux thématiques qui explique leur mise en retrait après le Forum Social Européen de Malmö. A cet égard, les divergences et conflits mis en évidence dans les deux chapitres précédents qui ont donné lieu à des retraits de participants ou à des investissements moindres nous permettent de mieux comprendre la progressive diminution de l'activité de nos trois réseaux après le FSE de Malmö et avant celui d'Istanbul. L'évolution de ces derniers après 2008 apparaîtrait dans cette perspective comme une conséquence de leur fragilisation passée, en raison des conflits internes qui ont pu éclater.

Ainsi, le réseau de la Charte des principes pour une Autre Europe, dont les activités avaient culminé immédiatement après le Non au référendum français concernant le TCE en 2005, n'est plus en mesure après le FSE de Malmö d'organiser des réunions permettant de définir de nouveaux projets dans le cadre ou au-delà du processus du FSE. Au moment du Forum de Malmö, les perspectives à venir pour le réseau apparaissaient déjà floues : un débat avait émergé entre les participants afin de savoir s'il fallait plutôt améliorer le texte de la Charte des principes pour une Autre Europe⁴⁴⁵ ou plutôt produire de nouveaux documents permettant d'aborder de nouveaux sujets tels que la crise économique⁴⁴⁶. En juin 2009, aucune de ces options n'a finalement été appliquée, faute d'engagement suffisant de participants potentiels. En fait, on peut expliquer cet affaiblissement à partir du calendrier propre au réseau de la Charte : après la publication de la Charte en juin 2007, les participants réguliers qui étaient restés impliqués dans sa rédaction ont ainsi pu considérer que le réseau avait accompli la tâche qu'il s'était fixée, consacrant moins de temps et d'énergie à ce cadre d'action à l'échelle européenne. Par la suite, les séminaires organisés durant le FSE de Malmö, bien qu'ils aient permis de maintenir la visibilité du réseau de la Charte au sein du mouvement altermondialiste européen, n'ont alors pas été l'occasion d'attirer de nouveaux acteurs, ni de mettre en œuvre de nouveaux projets communs.

Un constat similaire peut être dressé en ce qui concerne le réseau Services publics. L'affaiblissement progressif du réseau depuis sa constitution en mai 2006 (malgré la réactivation forte du réseau à l'approche du FSE de Malmö) nous a conduit à dresser le constat d'un réseau limité aux initiatives proposées et organisées par les deux animateurs. Cette tendance se poursuit après le Forum de Malmö : tandis que l'appel du réseau avait fixé l'objectif d'interpeller les candidats aux élections parlementaires européennes de juin 2009

⁴⁴⁵ Et notamment de clarifier certaines positions pour lesquelles la pratique du consensus n'avait pas permis d'aller au-delà de déclarations générales, telles que la laïcité ou les institutions de l'Union européenne.

⁴⁴⁶ Entretien, membres de la Fondation Copernic, janvier 2009

sur la question des services publics⁴⁴⁷, cette décision est restée limitée à un mail envoyé par l'un des deux animateurs sur la liste de diffusion du Forum en mai 2009, sans que cela ne déclenche de réactions de la part des autres participants⁴⁴⁸.

Enfin, le réseau Travail et mondialisation voit également, après le Forum Social Européen de Malmö, le niveau et l'intensité de la participation décliner dans les réunions organisées lors des AEP. Là encore, ce déclin du réseau est lié aux conflits et retraits de participants étudiés dans les deux chapitres précédents, tout en reflétant la temporalité propre au réseau Travail et mondialisation. Ainsi, c'est seulement après le Forum de Malmö que le conflit entre les différents participants⁴⁴⁹ au réseau concernant les stratégies collectives à mener au-delà du FSE a éclaté (conflit qui a été analysé au chapitre 3). Plus précisément, c'est autour de l'organisation d'un contre-sommet en mars 2009 à Bruxelles qu'un conflit éclate véritablement entre les protagonistes du réseau, au moment de la première AEP après le FSE de Malmö, à Istanbul en novembre 2008. Après cet épisode, bien que réunissant encore entre 20 et 30 participants, les réunions du réseau sont alors marquées par une intensité faible de l'engagement des participants présents, ce qui est visible à travers le déroulement des deux réunions auxquelles nous avons assisté durant cette période. D'abord, lors de l'Assemblée de Vienne en juin 2009, la réunion du réseau étant programmée dans la matinée du premier jour, de nombreux participants ne sont arrivés qu'à la fin de la réunion. En particulier, les représentants des grandes organisations syndicales (CGT, CGIL et FGTB), qui ont participé ensuite à l'Assemblée de préparation, ne sont pas arrivés avant la fin de la réunion du réseau. Ensuite, à Berlin, la réunion ayant pour but de déterminer des propositions de séminaires à organiser au prochain Forum, plusieurs personnes ont été chargées de coordonner les propositions des membres du réseau pour l'organisation de séminaires. Dans les faits, ce processus collectif de proposition est resté plus que limité, et a débouché sur des séminaires proposés par certaines organisations du réseau, avec la mention du réseau Travail et mondialisation, sans pour autant qu'une discussion collective ait véritablement lieu sur la liste de diffusion électronique du réseau⁴⁵⁰.

⁴⁴⁷ Déclaration, European Network for Public Services, "Hands off our common welfare!", Malmö, September 21st, 2008.

⁴⁴⁸ Dans son mail, l'animateur envoyait une proposition d'appel à envoyer aux candidats, que les destinataires du mail pouvaient se sentir libres d'utiliser dans leur propre pays. L'absence de réaction peut nous faire douter fortement de l'utilisation effective de cet appel par les participants au réseau Services publics.

⁴⁴⁹ Entre les grandes organisations syndicales membres de la CES et les principales organisations du mouvement altermondialiste européen (Attac, syndicats alternatifs, etc.).

⁴⁵⁰ Au contraire, quelques jours avant la clôture des propositions, le principal animateur du réseau rappela dans un mail la nécessité de proposer rapidement des activités, et suite au très faible nombre de réponses, les propositions furent adoptées sans autre forme de débat.

Dans nos trois réseaux, il apparaît donc bien que les éléments d'affaiblissement mis en évidence jusqu'à présent dans cette thèse pèsent sur leur dynamisme après le FSE de Malmö. A cet égard, les difficultés de nos trois réseaux après le FSE apparaissent comme une conséquence directe de la dynamique propre à chacun d'entre eux. Dans le même temps, cette explication ne nous semble pas suffisante, en raison des évolutions qui marquent le processus du Forum Social Européen dans son ensemble, durant la même période.

Après sa cinquième édition en septembre 2008, il devient de plus en plus évident que le processus du Forum Social Européen ne constitue plus un lieu de convergence privilégié pour les acteurs engagés dans le mouvement altermondialiste à l'échelle européenne. Dans ce cadre, il s'agit d'analyser les difficultés des trois réseaux thématiques comme le reflet d'un processus de démobilitation qui touche le FSE en tant qu'espace de mobilisation sociale au niveau continental.

Il ne s'agit pas ici d'expliquer de façon exhaustive les raisons qui peuvent expliquer le déclin progressif du Forum Social Européen entre 2002 (année de sa première édition) et 2010 (année du sixième FSE à Istanbul). On peut aisément mobiliser les mécanismes de démobilitation proposés par Sidney Tarrow, tels que la lassitude des participants aux événements de l'altermondialisme depuis la fin des années 90, ou encore les conflits qui ont émaillé l'organisation du FSE de Londres en 2004, traduisant une certaine polarisation du mouvement dans une période devenue moins favorable. On pourrait également expliquer la moindre participation aux Forums de Malmö puis d'Istanbul par le fait que ces pays d'accueil ne sont pas marqués par une forte tradition de mobilisations contestataires, ni par une présence forte au sein du mouvement altermondialiste. Si les facteurs explicatifs sont multiples et relèvent d'une dynamique générale de reflux des mobilisations contestataires à l'échelle européenne, ce qui nous importe ici est plus spécifiquement de constater que cet affaiblissement se poursuit entre le FSE de Malmö en 2008 et celui d'Istanbul en 2010.

Le principal moyen de rendre compte de ce déclin est celui du niveau de la participation dans les AEP. Alors que celles-ci réunissaient généralement entre 200 et 300 personnes jusqu'à l'édition d'Athènes en 2006, ce chiffre a eu tendance à diminuer dans la préparation du Forum de Malmö en ne parvenant jamais à dépasser les 200 personnes⁴⁵¹. Dans la période de préparation du FSE d'Istanbul, ces chiffres sont encore plus limités : 150

⁴⁵¹ Données disponibles dans : Haug, Christoph; Haeringer, Nicolas & Mosca, Lorenzo, "The ESF organizing process in a diachronic perspective", In Donatella della Porta (Ed.), *Another Europe: Conceptions and Practices of Democracy in the European Social Forums*, London, Routledge, p. 26-45, 2009.

participants à Istanbul en novembre 2008, 130 personnes à Vienne en juin 2009, une centaine à celle de Berlin en janvier 2010⁴⁵². Cette diminution de la participation influe alors directement sur le niveau d'activité des réseaux thématiques, indépendamment de la dynamique propre à chacun de nos trois réseaux.

D'abord, dès lors que la participation dans les Assemblées Européennes de Préparation se réduit de plus en plus, les réunions des réseaux thématiques deviennent plus limitées, que ce soit en termes de nombre de réseaux qui organisent des réunions, ou en termes de nombre de participants aux réunions, lorsque celles-ci sont organisées. Par exemple, en juin 2009, à l'AEP de Vienne, l'animatrice du réseau Services publics nous confie ne pas avoir souhaité organiser une réunion le jour précédant l'AEP en raison du faible nombre de participants attendus. Dans ces conditions, il n'apparaît pas selon elle utile de se réunir quand les participants sont toujours les mêmes, alors même que le réseau n'a plus de perspective collective à venir, en dehors du FSE d'Istanbul une année plus tard. De même, à Diyarbakir en septembre 2009, aucune réunion de nos réseaux n'est organisée, alors que la participation apparaît particulièrement faible à cette Assemblée. De manière générale, la faible participation dans les AEP se traduit par des réunions thématiques plus aléatoires, que ce soit pour nos trois réseaux ou pour les autres réseaux thématiques du FSE.

Cette mise en retrait des activités thématiques dans les Assemblées préparatoires est renforcée par le fait que les participants qui restent impliqués dans le FSE tendent à se recentrer sur la question de l'avenir du Forum dans son ensemble. Ainsi, à l'AEP de Berlin en janvier 2010, une discussion, déjà abordée dans les Assemblées précédentes, est organisée concernant le « futur du Forum Social Européen ». S'agissant de prendre acte de son affaiblissement, unanimement reconnu par les participants, la discussion s'oriente alors vers la nécessité de prévoir, pour le Forum d'Istanbul, une série de séminaires transversaux. L'objectif affiché est ainsi de trouver de nouvelles solutions, dans l'objectif d'élargir à nouveau le processus et de ramener vers le Forum des acteurs qui n'y participent plus⁴⁵³. Parmi les acteurs particulièrement impliqués dans cette tentative de relance du FSE, on retrouve des acteurs réguliers de nos réseaux thématiques, tels que la représentante de la

⁴⁵² Ces chiffres sont ceux donnés par les organisateurs de chacune de ces AEP. Pour les AEP d'Athènes en mars 2009 et Diyarbakir (Kurdistan turc) en septembre 2009, nous ne disposons pas de chiffres concernant la participation. Néanmoins, les rapports de ces deux Assemblées mentionnent une participation « de moins en moins nombreuse », ce qui laisse supposer que le nombre de participants y était encore plus réduit que dans les trois autres AEP citées.

⁴⁵³ Notes d'observation ; Compte-rendu, "ESF EPA Newsletter: Berlin 29th- 31st January 2010", AEP de Berlin, février 2010..

FIOM-CGIL ou le représentant d'Attac Allemagne. Leur implication reflète bien la mise à l'écart des préoccupations thématiques pour se recentrer sur les aspects transversaux liés au sauvetage du Forum Social Européen.

Par rapport à notre hypothèse au départ de ce chapitre, on peut alors affirmer que ce ne sont pas tant des conflits portant sur le statut et la reconnaissance des réseaux thématiques qui aboutissent à leur affaiblissement, mais plutôt le fait que les acteurs qui demeurent investis dans le processus du FSE ont tendance à laisser de côté leurs activités thématiques pour se recentrer sur la nécessité de sauver le Forum Social Européen dans son ensemble. A ce titre, on peut affirmer qu'un objectif partagé semble supplanter les clivages qui peuvent par ailleurs opposer les acteurs qui participent encore à l'organisation du prochain Forum. En fait, on rejoint ici l'idée que dans les périodes de reflux des mobilisations, les acteurs qui restent impliqués dans les structures organisationnelles constituées dans le cadre d'un mouvement social ont tendance à chercher à en maintenir l'existence. Des « structures de mise en veille » ou « abeyance structures » sont ainsi constituées afin de limiter la dispersion des activistes dans un contexte devenu hostile ou en tout cas, moins favorable⁴⁵⁴. Celles-ci permettent d'entretenir formellement les structures organisationnelles, les réseaux d'individus et d'organisations qui ont été créés dans le cadre d'une mobilisation ou d'une série de mobilisations afin de les réinvestir dans de nouvelles expériences d'action collective. Pour cette raison, dans le cadre du Forum Social Européen, il ne s'agit plus en 2010 pour les « derniers » participants de convaincre leurs partenaires de la meilleure façon d'organiser le FSE, mais de maintenir cet espace comme structure organisationnelle et comme espace au sein duquel des liens sont entretenus entre des acteurs venus d'horizons divers.

A partir de ces différents éléments, on peut résumer notre explication du déclin final des réseaux thématiques du FSE dans la période de préparation de l'édition d'Istanbul. Celui-ci semble résulter de deux dynamiques qui se combinent. D'une part, la dynamique propre de nos trois réseaux thématiques après Malmö semble marquer une diminution du nombre de participants (et de l'intensité de leur participation). D'autre part, celle-ci est renforcée par le fait que les Assemblées de préparation traduisent une crise générale du processus du FSE, qui influe sur le niveau de participation dans les réunions des réseaux (lorsque ceux-ci en organisent). La priorité n'est alors plus de renforcer la coopération thématique mais plutôt de

⁴⁵⁴ Taylor, Verta, « Social Movement Continuity: The Women's Movement in Abeyance », *American Sociological Review*, Vol.54, Issue 5, 1989, p. 761-775 (Traduction française dans Fillieule, Olivier (dir.), *Le désengagement militant*, Paris, Belin, 2005.)

se recentrer sur les questions transversales visant à relancer le Forum Social Européen. Ces éléments nous incitent à revenir ici sur notre schéma explicatif initial qui cherche à expliquer la disparition des réseaux thématiques par le déclenchement de conflits entre des acteurs hétérogènes dans un contexte de démobilisation. Dans la période analysée ici, on peut affirmer qu'on se situe au-delà de la démobilisation qui se traduit par une polarisation entre des factions différentes d'un même mouvement social⁴⁵⁵. Au-delà de leurs divergences, les acteurs en présence se concentrent sur un objectif partagé : l'entretien d'une structure institutionnelle propre au mouvement altermondialiste à l'échelle européenne.

Si la baisse de la participation dans les Assemblées de préparation du FSE d'Istanbul se traduit par une solution hybride concernant le statut des réseaux thématiques dans cet événement, ces derniers restent néanmoins formellement actifs. Au printemps 2010, tous trois formulent des propositions de séminaires qui seront intégrées au programme du FSE d'Istanbul. L'observation de son déroulement en juillet 2010 nous conduit pourtant à constater la fin de nos réseaux comme outils de coordination collective entre organisations à l'échelle européenne.

Le déroulement du FSE d'Istanbul : vers la fin des réseaux Charte, Services publics et Travail et mondialisation.

La baisse de la participation dans les Assemblées Européennes de Préparation et l'attention portée à la nécessité de relancer le Forum Social Européen traduisent une accélération du déclin du processus, après la cinquième édition qui s'était tenue à Malmö. Lors de la sixième édition, cette tendance se confirme et marque, pour les réseaux thématiques en général et pour nos réseaux thématiques en particulier, la fin des activités spécifiques qui étaient menées dans ce cadre.

En premier lieu, il convient de mettre en évidence les indices qui nous permettent de dresser le constat d'un fort affaiblissement du Forum Social Européen à l'occasion de l'édition qui a lieu à Istanbul du 1^{er} au 4 juillet 2010. Sur ce point, l'indice le plus évident reste le nombre de participants inscrits pour participer aux séminaires. A Istanbul, un membre du Comité turc d'organisation indique lors de l'Assemblée finale que 3000 participants ont

⁴⁵⁵ Cf. Tarrow, Sidney, *Power in movement*, op. cit. et Chapitre 1.

pris part au Forum Social Européen. Par rapport au Forum précédent, dont nous avons montré qu'il avait été perçu comme un échec par les acteurs que nous avons rencontrés au cours de notre enquête, cela correspond à une diminution de 10 000 participants. Par ailleurs, selon ce même membre du comité d'organisation, la manifestation du samedi après-midi a réuni environ 5000 personnes, soit là encore, 10 000 manifestants de moins par rapport à la précédente édition du Forum.

Comme nous l'avons affirmé concernant l'édition de Malmö, le nombre de participants reste cependant un indice partiel pour évaluer le succès ou l'échec d'un Forum Social. Ainsi, un faible nombre de participants pourrait dans le même temps se traduire par la création de liens entre un petit nombre d'acteurs, capables de développer des initiatives collectives de grande ampleur. Sur le plan qualitatif, le déroulement du Forum Social Européen d'Istanbul semble toutefois accréditer l'idée d'une diminution de l'attrait de cet événement. Par exemple, un certain nombre de séminaires prévus au programme ne se sont finalement pas déroulés, faute de participants suffisants. C'est ce que nous avons pu observer directement à plusieurs reprises, mais également ce qui ressort des impressions délivrées par certains participants sur le déroulement du premier jour du Forum⁴⁵⁶.

Enfin, un troisième indice est perceptible au moment de l'Assemblée finale, qui réunit environ 200 personnes⁴⁵⁷. On le retrouve dans la déclaration finale adoptée au cours de cette Assemblée. Dans ce court document, la prochaine échéance du Forum Social Européen qui est convoquée par les participants est la réunion d'une Assemblée européenne à Paris fin octobre 2010. Si la fixation de cette échéance reflète la volonté du noyau des acteurs les plus impliqués dans l'animation du processus du FSE de conserver une dynamique collective à cette échelle, elle n'est délibérément pas dénommée « Assemblée Européenne de Préparation », en raison de l'absence de perspective d'organisation d'un prochain FSE. En juillet 2010, aucune intervention lors de l'Assemblée finale n'aborde clairement la question d'une septième édition, qui, en 2011, n'apparaît toujours pas d'actualité.

Ces différents éléments, liés à la faiblesse de la participation, aux difficultés d'organisation et à l'absence de perspective vers un nouveau FSE, nous conduisent donc à dresser le constat d'un nouvel affaiblissement du processus du Forum Social Européen à

⁴⁵⁶ Voir notamment les notes de deux participants français au Forum, sur le blog « Les Alters c'est Byzance », 2 juillet 2010, sur le site du journal Libération: Colloghan, Mathieu, « Bruits de couloirs », 2 juillet 2010, <http://alters.blogs.liberation.fr/istanbul/2010/07/bruits-de-couloirs.html>, page consultée le 30 septembre 2011; Reungoat, Emmanuelle, « Est-on libre de lutter pour être libre ? », 2 juillet 2010, <http://alters.blogs.liberation.fr/istanbul/2010/07/eston-libre-de-lutter-pour-%C3%AAtre-libre.html#more>, page consultée le 30 septembre 2011.

⁴⁵⁷ Notre estimation issue de l'observation directe.

l'occasion d'Istanbul. Surtout, il s'agit de montrer ici que dans ce contexte de faiblesse de l'événement FSE à Istanbul, les réseaux thématiques que nous étudions ne sont plus en mesure de promouvoir le renforcement de la coopération collective entre des acteurs divers, à l'échelle européenne, sur la question des politiques économiques et sociales de l'Union européenne.

Pour nos trois réseaux, on peut affirmer que la faiblesse de la participation à ce sixième Forum Social Européen influe sur leur capacité à perdurer en tant que réseaux au sein de ce processus.

D'abord, si nos trois réseaux ont bien été en mesure de proposer des séminaires pour ce FSE, il convient de s'intéresser à leur déroulement effectif. Du point de vue des objectifs de départ que ces réseaux s'étaient fixés, il apparaît que la faible participation à cette édition du FSE transforme la portée des séminaires organisés.

Ainsi, au FSE d'Istanbul, le réseau Services publics était directement promoteur d'un séminaire devant s'étaler sur deux séances de trois heures, intitulé « Etat des lieux des services publics en Europe et défis pour les mouvements sociaux ». Si la participation atteignait une trentaine de personnes, la réunion se limitait à discuter de façon générale des services publics à partir d'interventions de quelques syndicalistes, sans autre perspective d'activité commune. En clôture de la réunion, qui s'est terminée avec deux heures d'avance, l'animateur du réseau rappelait l'existence d'une liste de diffusion électronique, regrettant qu'elle ne soit plus utilisée, et précisait par ailleurs que le réseau ne prétendait pas pouvoir appeler à une mobilisation commune sur les services publics étant donné son affaiblissement depuis sa création en 2006.

Concernant le réseau de la Charte, le Forum d'Istanbul a également été l'occasion de prendre acte de sa quasi disparition. C'est le point de vue apparemment partagé par le groupe d'individus qui continuaient à organiser des réunions de ce réseau, en particulier par les animateurs italien et français. Ainsi, l'un d'entre eux affirme à plusieurs reprises la nécessité de dépasser le réseau de la Charte, en se rapprochant des autres acteurs du Forum. Selon lui, le fait de définir des principes communs n'est plus la priorité, et il faut chercher à développer des projets sur des revendications concrètes en cherchant à se rapprocher de nouveaux acteurs.

Enfin, le Forum d'Istanbul peut également être considéré comme un moment de disparition du réseau Travail et mondialisation. A titre d'exemple, alors que deux séminaires

organisés par des membres du réseau étaient prévus en même temps⁴⁵⁸, nous avons assisté, devant la faible affluence de chacun d'entre eux, à la fusion de ces deux séminaires au dernier moment. Une fois fusionné, le séminaire qui s'est finalement tenu a débuté avec 1h30 de retard (sur une durée totale prévue de 3 heures). Surtout, dans ces deux séminaires regroupés en un seul, les syndicats membres de la CES, que ce soit les syndicats des pays d'Europe de l'Ouest traditionnellement engagés dans le mouvement altermondialiste (CGT, CGIL, FGTB, CSC), ou les syndicats turcs, représentés à Istanbul, n'étaient pas du tout présents. A cet égard, à Istanbul, les séminaires du réseau Travail et mondialisation ne remplissent pas la fonction que le réseau s'était fixé au départ : favoriser la discussion et la coopération entre les grandes organisations syndicales et les organisations et les mouvements de l'altermondialisme européen.

A partir de nos observations au FSE d'Istanbul, on peut alors affirmer que nos trois réseaux thématiques se réduisent aux activités de leurs animateurs principaux. A chaque fois, on retrouve dans les réunions auxquelles nous avons assisté les principaux acteurs des réseaux et du FSE que nous avons rencontrés dans les entretiens : représentants d'Attac France, Allemagne, Autriche, syndicalistes de Solidaires, la FSU, Cobas, membres du réseau Transform !, du réseau des Marches européennes, etc. Conscients de la faible participation au Forum et aux réunions des réseaux, leur objectif se limite au maintien formel de discussions dans les séminaires prévus. Au Forum d'Istanbul, les réseaux thématiques renvoient bien aux « structures de mise en veille » et ne constituent plus des espaces permettant d'effectuer de nouvelles rencontres et de définir de nouvelles stratégies.

Marqué par une forte diminution de la participation par rapport à la précédente édition, le FSE d'Istanbul constitue un nouvel épisode d'essoufflement du processus, qui explique notamment l'absence de nouvelle candidature pour organiser un nouveau Forum continental. Surtout, cette faible participation se répercute sur la capacité des réseaux thématiques à structurer le déroulement du FSE. Durant les quatre jours du Forum, on observe alors la quasi-disparition des réseaux thématiques qui nous intéressent particulièrement ici.

⁴⁵⁸ L'un sur les réponses à la crise économique en Europe à travers les luttes des travailleurs, l'autre sur les violations des droits syndicaux et la répression de mouvements de travailleurs, ce qui pouvait donner à penser que le réseau Travail et mondialisation était l'un des réseaux les plus dynamiques dans ce Forum Social Européen.

Conclusion de la deuxième partie

A partir de l'analyse empirique de la période de préparation du Forum Social Européen d'Istanbul, qui s'étend de fin 2008 à juillet 2010, nous sommes en mesure de comprendre le progressif déclin des réseaux thématiques que nous étudions. D'abord, il s'agissait dans cette partie de confronter l'hypothèse selon laquelle les divergences concernant le statut des réseaux thématiques étaient susceptibles de donner lieu à des conflits affaiblissant le processus dans son ensemble et par conséquent nos réseaux thématiques. Sur ce point, nous avons expliqué que les divergences, réelles, se sont notamment cristallisées autour de la méthode d'organisation de l'Assemblée de clôture du FSE, mais ont pu être réglées par la pratique du consensus. En fait, la reconnaissance partagée d'un affaiblissement des réseaux thématiques après le FSE de Malmö a permis de faire évoluer les positions des participants. La solution trouvée permet alors de reconnaître l'existence des réseaux thématiques sans faire reposer le programme et l'Assemblée de clôture uniquement sur ceux-ci. Le Forum Social Européen qui se tient à Istanbul en juillet 2010 semble signifier la fin de nos réseaux thématiques. L'abandon de ce cadre perçu comme un espace de coordination sur la question des politiques européennes est alors lié à l'affaiblissement général du processus du FSE. A Istanbul, la faible participation semble bien marquer la fin du Forum comme espace majeur de coordination des mouvements sociaux à l'échelle européenne et, par conséquent, la fin de nos réseaux thématiques.

Conclusion du chapitre 5

L'objectif de ce cinquième chapitre était de s'intéresser à la dynamique interne du mouvement altermondialiste en considérant, après le FSE de Malmö, la question du statut accordé aux réseaux thématiques. Il s'agissait de voir dans quelle mesure, la combinaison d'un contexte de déclin du Forum Social Européen et de l'hétérogénéité des participants au processus préparatoire, pouvait déboucher, à l'approche du FSE d'Istanbul, sur des conflits concernant le rôle qui serait réservé aux réseaux thématiques, affaiblissant d'autant plus les trois réseaux thématiques.

D'abord, nous avons pu distinguer des divergences à la suite du FSE de Malmö, en analysant les différents registres d'évaluations de Forum, mais également des réseaux dans le

Forum, qui coexistent parmi les participants aux Assemblées Européennes de Préparation. Dans la deuxième partie, nous avons cependant montré que ces divergences ne constituent pas l'explication principale du déclin de nos réseaux thématiques. Bien qu'émergeant dans les débats concernant la structure du prochain FSE d'Istanbul, ces divergences ne débouchent finalement pas sur des conflits irréductibles entre les participants, contrairement à notre hypothèse de départ. Finalement, le déclin final des réseaux thématiques apparaît comme le résultat, non seulement de leur dynamique propre depuis leur constitution en tant que réseaux, mais également de la baisse sensible de la participation et de l'investissement de nombreuses organisations dans le processus du FSE dans son ensemble. Durant cette période, les réseaux thématiques n'existent plus qu'au travers de réunions fortement limitées en termes de participants, mais aussi d'objectifs communs. Cette tendance se confirme au moment du FSE d'Istanbul qui marque la fin des réseaux thématiques de la Charte, Services publics et Travail et mondialisation.

Au final, il semble donc que la disparition formelle des réseaux thématiques reflète directement le processus de démobilitation qui caractérise le Forum Social Européen durant cette période. A Istanbul, la dynamique altermondialiste spécifique au cadre européen apparaît fortement diminuée par rapport à la période du début des années 2000, qui avait vu se succéder des contre-sommets de l'Union européenne et des Forums Sociaux Européens de grande ampleur. Puisque le FSE ne représente plus un espace permettant de faire converger des organisations, des réseaux, des groupes divers et en grand nombre, l'intérêt de tenter d'organiser des discussions thématiques permettant d'avancer de manière collective dans la contestation des politiques économiques et sociales européennes devient limité. Le constat qui s'impose à Istanbul en juillet 2010 est alors celui de l'échec, à travers les réseaux thématiques que nous étudions, des tentatives de renforcer les modalités de la coopération entre les différentes parties prenantes des mobilisations passées sur ces questions : grandes organisations syndicales, réseau des Attac, syndicats alternatifs, centre de recherche de la gauche radicale, groupes locaux engagés dans des mobilisations à l'échelle nationale, etc.

De façon générale, la progressive disparition de nos réseaux thématiques dans le cadre du Forum Social Européen pose la question de la capacité de ces différents acteurs à approfondir leur travail en commun. Dans le chapitre suivant, nous tentons de répondre à cette question, en nous demandant si la fin des trois réseaux thématiques qui sont au centre de ce travail se traduit par la fin des tentatives de coopération entre ces différents acteurs ou

simplement par la remise en cause spécifique du cadre du Forum Social Européen comme espace de coordination potentiel.

Chapitre 6 : Après Malmö, la fin des espaces de coopération au niveau européen?

Introduction

Dans le chapitre précédent, nous sommes arrivés au constat de la disparition des réseaux thématiques que nous étudions, dans un contexte de forte baisse de la participation dans le processus du Forum Social Européen. Dans ce chapitre, nous nous demandons si la fin de ces réseaux signifie, de façon plus globale, la remise en cause des tentatives de coopération à l'échelle européenne entre les principaux acteurs que nous avons rencontrés dans cette thèse. Derrière cette question, il s'agit de se demander si la fin des réseaux thématiques dans le contexte de fort déclin du processus du FSE renvoie principalement à la trop grande diversité des protagonistes de cette coopération à l'échelle européenne, ou, de façon plus limitée, à l'échec du cadre particulier dans lequel était susceptible de se développer cette coopération (le Forum Social Européen).

Sur le plan théorique, nous avons jusqu'à présent analysé les difficultés des réseaux thématiques à déboucher sur des actions communes à l'échelle européenne à partir de la combinaison de deux facteurs principaux : l'hétérogénéité des acteurs d'une part, et l'affaiblissement progressif des mouvements sociaux et du mouvement altermondialiste en Europe d'autre part. Puisque nous cherchons à comprendre comment ces facteurs influent sur la coordination des altermondialistes susceptibles de participer à un front de contestation des politiques économiques et sociales de l'Union européenne, il s'agit de prendre en compte, concernant l'hétérogénéité, les acteurs qui ont auparavant participé, de façon occasionnelle ou régulière, à un ou plusieurs des réseaux thématiques que nous étudions dans cette thèse⁴⁵⁹. En ce qui concerne la variable contextuelle, nous prenons en compte le déclin du mouvement altermondialiste à l'échelle européenne, dont le fort recul de la participation dans le processus du Forum Social Européen est le principal indice à l'approche de l'édition d'Istanbul en 2010.

⁴⁵⁹ Par rapport au chapitre précédent, nous nous focalisons donc ici sur les participants aux réseaux thématiques de la Charte, Services publics et Travail et mondialisation et non plus sur l'ensemble des participants aux Assemblées européennes de préparation durant la même période.

D'une manière générale, nous avons montré que la perception d'une dynamique de déclin à l'échelle européenne était susceptible de faire apparaître des conflits entre des acteurs divers, qui concernaient les stratégies à mener dans le cadre des réseaux thématiques ou le statut de ces derniers dans le cadre du FSE. Si on s'en tient à ce cadre théorique, l'hypothèse centrale consiste alors à supposer que la perception d'un fort déclin du Forum Social Européen favorise l'émergence de conflits entre les anciens acteurs de nos réseaux thématiques qui remettent en cause leur capacité à renforcer leur coopération à l'échelle européenne, donnant lieu au repli de chacun d'entre eux sur leurs activités propres. Cette hypothèse peut être résumée selon le schéma suivant :

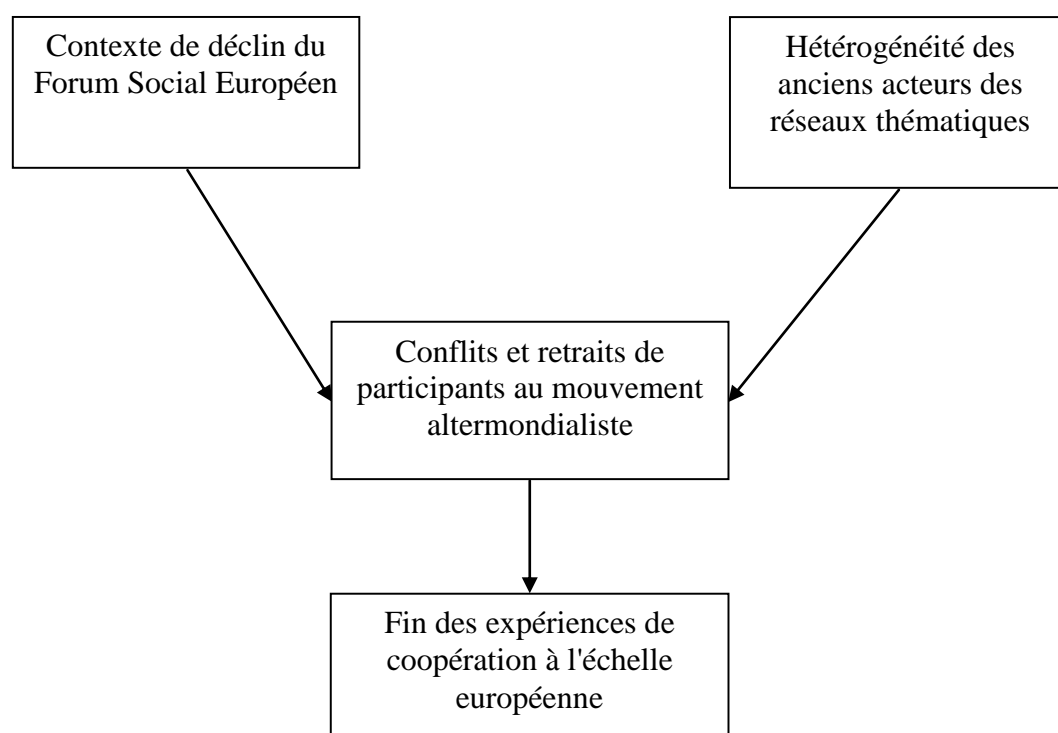


Figure 6: Schéma explicatif de l'hypothèse de la fin des expériences de coopération entre acteurs des réseaux dans un contexte de déclin du FSE.

Cependant, sur le plan empirique, l'examen des positions et des initiatives menées par nos acteurs dans la période qui aboutit à la disparition de nos réseaux thématiques, entre le FSE de Malmö et le FSE d'Istanbul, semble contredire cette hypothèse : la fin des réseaux thématiques ne fait pas naître de conflits qui anéantissent toutes les tentatives de coordination à l'échelle européenne entre ces mêmes acteurs. Pour parvenir à cette conclusion, l'analyse se développe dans ce chapitre en deux temps. En premier lieu, nous mettons en évidence des

divergences entre les anciens participants aux réseaux concernant les insuffisances du processus du Forum Social Européen qui semblent favoriser le repli sur des activités propres, au niveau national ou européen, et donc confirmer partiellement l'hypothèse posée ci-dessus. En second lieu, des espaces communs qui se maintiennent à l'échelle européenne nous incitent cependant à dépasser cette hypothèse. Des relations de confiance qui se sont consolidées dans le cadre des réseaux thématiques ont ainsi donné naissance à des initiatives en dehors du FSE. Celles-ci permettent de maintenir une infrastructure du mouvement de résistance aux politiques économiques et sociales de l'Union européenne dans une période de faible activité contestataire à cette échelle.

Des stratégies divergentes dans le contexte de déclin du processus du Forum Social Européen.

La forte baisse de la participation au FSE de Malmö, ainsi que les évaluations globalement négatives apportées par les acteurs du processus après cette édition (cf. chapitre précédent) nous incitent à remonter à cette même période concernant plus spécifiquement les acteurs des réseaux thématiques. Dans cette première partie, notre objectif est en effet de montrer que la dynamique de déclin du FSE fait naître des divergences qui débouchent sur des stratégies opposées, entre le retrait pur et simple et la tentative de sauvetage du Forum. Les éléments présentés dans cette partie nous amènent donc plutôt à confirmer l'hypothèse posée en introduction : ces stratégies opposées sont en effet susceptibles de mettre un terme aux expériences de coopération sur les politiques économiques et sociales de l'Union européenne à l'échelle européenne. Pour ce faire, nous nous intéressons d'abord aux différentes analyses des problèmes posés par le fonctionnement de l'espace du FSE (a), qui aboutissent ensuite à des stratégies différentes de retrait ou de maintien au sein de cet espace (b).

a) Des analyses divergentes des insuffisances du Forum Social Européen après Malmö

L'hétérogénéité des participants aux réseaux thématiques qui sont au centre de ce travail a été abordée sous l'angle des conflits concernant les objectifs stratégiques et le fonctionnement démocratiques de ces réseaux⁴⁶⁰. Dans la période qui nous intéresse ici, il s'agit plutôt de s'intéresser à des divergences concernant le fonctionnement du FSE dans son ensemble, alors même que ce processus réunit des acteurs de moins en moins nombreux. Pour cela, nous revenons d'abord sur la faible hétérogénéité des participants aux réseaux thématiques, ce qui n'empêche pas néanmoins l'apparition de différentes analyses, l'une étant marquée par le manque d'efficacité du FSE, l'autre par un fonctionnement perçu comme trop horizontal.

Des acteurs peu hétérogènes au regard du processus du Forum Social Européen

La plus faible hétérogénéité des participants à nos réseaux thématiques par rapport à l'ensemble des acteurs de l'altermondialisme européen a déjà été soulignée dans ce travail. Nous avons ainsi affirmé qu'en nous concentrant sur des réseaux qui portent, de façon générale, sur les politiques économiques et sociales de l'Union européenne, nous retrouvons principalement dans ces réseaux des organisations qui peuvent être rapprochées du réseau de la gauche antinéo-libérale, identifié par della Porta et alii à l'occasion du G8 de Gênes et du FSE de Florence⁴⁶¹. Constitué des organisations syndicales, des associations Attac, ou encore des centres de recherche de la gauche radicale européenne, ce groupe d'acteurs de l'altermondialisme européen renvoie aux principales organisations en termes de membres, mais également de ressources et de capacité d'action à l'échelle internationale.

Bien que des conflits puissent apparaître entre elles, concernant les modalités de la décision collective ou les stratégies d'action, ces organisations se rapprochent par leur conception de l'utilité de leur participation au mouvement altermondialiste à l'échelle européenne. Ainsi, si on les rapporte au double projet des Forums Sociaux tel qu'on l'a

⁴⁶⁰ En particulier dans les chapitres 3 et 4

⁴⁶¹ della Porta Donatella, Andretta Massimiliano, Mosca Lorenzo, Reiter Herbert, *Globalization from below*, op. cit., p.31.

abordé dans le chapitre précédent⁴⁶², elles partagent des objectifs proches. Sans forcément remettre en cause le caractère ouvert et horizontal du processus du FSE, leurs représentants s'inscrivent de façon générale dans une logique d'efficacité : la réussite du FSE passerait ainsi par le renforcement des liens entre les principales organisations remettant en cause les politiques de l'Union européenne. L'investissement des grandes organisations permet ensuite de favoriser la participation d'un grand nombre de militants de base, dans une logique plutôt descendante : dans cette optique, c'est le fait de se coordonner au niveau des représentants d'organisations qui permettra d'appeler collectivement à des mobilisations de masse contre les politiques de l'Union européenne.

Comme nous l'avons expliqué dans le chapitre 5, ces principales organisations se distinguent des groupes ou réseaux d'activistes de base, qui considèrent que le mouvement altermondialiste constitue le lieu d'élaboration d'un modèle complètement horizontal d'organisation collective : ce sont avant tout les initiatives locales, la participation des militants actifs dans des domaines divers, et leur agrégation au moment du FSE qui donnent à voir la capacité de mobilisation et de résistance du mouvement altermondialiste.

Cette distinction entre la conception des grandes organisations et par extension, des anciens participants à nos réseaux thématiques, et les groupes horizontaux, constitués de militants de base, s'inscrit clairement dans les divisions classiques au sein des mouvements sociaux et du mouvement altermondialiste. Reposant sur la diversité des conceptions de la démocratie dans les mouvements, elle renvoie par exemple au débat entre les « verticaux » et les « horizontaux » ayant éclaté au moment du FSE de Londres au sein du mouvement altermondialiste britannique⁴⁶³. Sur le plan du fonctionnement du mouvement altermondialiste, on peut y voir l'expression de l'ambiguïté du double projet des Forums Sociaux, partagés entre la volonté d'ouverture et de participation, et le besoin d'efficacité des Forums afin de renforcer la capacité d'influence des altermondialistes dans la sphère publique (cf. *supra*). Ainsi, une partie du mouvement altermondialiste européen, composée notamment de réseaux d'activistes individuels et de groupes locaux de militants de base, considère que le Forum est avant tout un espace de discussion démocratique, favorisant la participation du plus grand nombre de citoyens. A l'opposé, les représentants des principales organisations du

⁴⁶² Aguiton, Christophe, Cardon Dominique, « Le Forum et le Réseau. Une analyse des modes de gouvernement des Forums sociaux », article cité.

⁴⁶³ Juris Jeffrey S., "Social Forums and their Margins: Networking Logics and the Politics of Autonomous Space", article cité ; Maeckelbergh, Marianne, 'Perhaps We Should Just Flip a Coin: Macro and Microstructures of the European Social Forum Processes', article cité.

mouvement altermondialiste, qui constituent également la majeure partie des anciens participants à nos réseaux thématiques, voient principalement dans le Forum un outil de renforcement de leur capacité de coordination collective contre les politiques de l'Union européenne.

Par rapport à l'ensemble des participants au mouvement altermondialiste européen, les acteurs des réseaux thématiques que nous étudions apparaissent donc plutôt homogènes au regard des objectifs qu'ils assignent à leur participation dans le processus des Forums Sociaux. Il s'agit, en tant qu'organisations, d'en retirer des apports concrets, qui passent par la création ou le renforcement de liens avec d'autres organisations, dans la perspective de l'efficacité. Cependant, cela ne signifie pas que des conflits ne peuvent pas apparaître parmi ces organisations, à travers les positions défendues par leurs représentants dans le Forum Social Européen. Ainsi, malgré le fait qu'ils partagent une même conception générale de leur participation au mouvement altermondialiste, en se situant dans le registre de l'efficacité, on peut affirmer que la crise apparente du processus du Forum Social Européen (particulièrement visible à l'approche de sa sixième édition à Istanbul) semble donner lieu à des analyses divergentes de l'utilité de ce processus après l'édition de Malmö.

Trois combinaisons divergentes de la conception verticale de la démocratie et de l'efficacité dans le Forum Social Européen

Afin d'examiner les conséquences du déclin du Forum Social Européen sur la capacité de coordination des acteurs de nos réseaux thématiques après leur disparition, il convient de revenir sur la période qui s'ouvre après le FSE de Malmö. C'est en effet à ce moment que les réseaux thématiques commencent à être remis en cause dans le processus. A cet égard, les représentants d'organisations qui ont participé ou participent à l'un ou l'autre de nos réseaux thématiques nous fournissent des évaluations des insuffisances du processus dans son ensemble au regard de son déclin. Malgré le fait que ces acteurs semblent relativement peu hétérogènes par rapport à l'ensemble des acteurs du processus du FSE, on peut distinguer trois types d'évaluations qui reposent sur des conceptions différentes de la démocratie et de l'efficacité dans les mouvements sociaux.

Jusqu'à présent, nous avons rapproché la conception verticale traditionnelle de l'organisation dans les mouvements sociaux à la perspective de l'efficacité dans les Forums

Sociaux⁴⁶⁴. A l'examen des évaluations du processus apportées après le Forum Social Européen de Malmö, on s'aperçoit néanmoins que parmi les représentants d'organisations rencontrés, des combinaisons diverses de ces deux exigences peuvent être repérées. Tandis que les grandes organisations syndicales concentrent leurs critiques sur la question de l'informalité, dans une conception traditionnelle de la démocratie, d'autres acteurs, généralement les plus investis dans le processus, insistent sur l'absence d'efficacité du FSE. Au sein de cette deuxième catégorie, deux options se distinguent : soit on remet en cause le mode de fonctionnement du FSE (en combinant l'absence d'efficacité à une conception traditionnelle de la démocratie), soit on considère que le manque d'efficacité est lié à un manque d'engagement de la part des grandes organisations (en laissant de côté la critique du mode de décision dans les Forums).

Les problèmes posés par l'informalité et l'ouverture du processus pour les grandes organisations syndicales

En premier lieu, parmi les acteurs plutôt critiques de l'informalité du processus, on retrouve principalement les représentants des grandes organisations syndicales. Ces critiques se concentrent sur le fonctionnement peu structuré du FSE, qui se heurte au mode de fonctionnement plutôt formalisé des organisations syndicales.

D'abord, la question du fonctionnement trop peu structuré apparaît par exemple chez le représentant de la CGIL :

« On ne peut pas participer à la dynamique du Forum Social sans un objectif clair. Si vous ne l'avez pas, c'est difficile de s'engager dans ce genre de bazar »⁴⁶⁵.

La désignation du Forum Social à travers le terme de « bazar » renvoie bien aux problèmes posés par les règles de fonctionnement qui lui sont propres : l'ouverture et l'horizontalité du processus contribue ainsi à faire de cet événement un espace au sein duquel foisonnent les activités sur des thèmes divers, sans que des priorités ne soient clairement identifiées. La réticence des confédérations syndicales liée à ce mode de fonctionnement trop informel et horizontal est alors clairement perçue en ce qui concerne leur implication dans le réseau Travail et mondialisation, ainsi que le montrent les propos de l'initiateur de ce réseau :

« Les syndicats étaient inquiets à propos de l'informalité et de l'ouverture de cet

⁴⁶⁴ Qui devraient dans cette perspective déboucher sur des activités concrètes.

⁴⁶⁵ Notre traduction : "Because you cannot have a participation for example in the social forum dynamic without a clear goal. If you don't have this, it is very difficult to be involved in this kind of mess", Entretien, représentant de la CGIL, juin 2009.

espace aux mouvements, parce qu'ils ne savaient pas qui viendrait et quel genre de conflits cela allait produire. Et aussi, un autre problème était l'informalité en termes de capacité à élaborer des positions communes et de réels engagements de la part des acteurs participant »⁴⁶⁶.

Ainsi, le fait que le réseau Travail et mondialisation ne repose pas sur une liste fermée de participants mais soit au contraire ouvert à tous les acteurs de l'altermondialisme qui souhaitent y prendre part fait naître deux types de réserves de la part des syndicalistes. D'une part, ces derniers sont réticents à dialoguer avec des acteurs qu'ils ne connaissent pas et dont les positions peuvent parfois consister à remettre en cause la totalité de l'activité des syndicats membres de la CES⁴⁶⁷. D'autre part, ils refusent d'engager leur organisation par des déclarations communes, qui peuvent par exemple appeler à l'organisation d'un contre-sommet de l'Union européenne, à l'appel du réseau Travail et mondialisation⁴⁶⁸.

On peut alors mieux comprendre ces réserves syndicales par le fait que ce mode de fonctionnement informel, horizontal et ouvert, se heurte au mode de fonctionnement classique des grandes organisations syndicales, ainsi que nous l'explique le représentant de la fédération des employés de la CSC:

« Des grandes organisations qui sont consolidées par une démocratie formelle se trouvent dans une frustration récurrente dans les Forums où on a le sentiment que nos positions ne sont pas suffisamment entendues ou en tout cas qu'on ne peut pas décider. Parce que les formes de décisions des réseaux, sur un coin de table avec quatre personnes, ne sont pas accessibles à nous »⁴⁶⁹.

Dans cet extrait, le lien entre le mode de fonctionnement interne des grandes organisations syndicales et le fonctionnement du Forum Social Européen est explicitement effectué par ce représentant. Par « démocratie formelle », il entend en particulier l'existence d'instances décisionnelles représentatives auprès desquelles il convient de se référer avant de s'engager dans des activités avec d'autres acteurs du FSE. A l'opposé, les modes de décision dans les réseaux (et en particulier dans le réseau Travail et mondialisation auquel il participe), apparaissent beaucoup plus informels : les participants, quelle que soit l'organisation qu'ils

⁴⁶⁶ Notre traduction: "The Unions were worried about informality and about the openness of this space to the movements; because they didn't know who was going to come and what kind of conflicts they were going to produce. And also, another problem was the informality in terms of capacity of elaborating positions and real engagements of actors", Entretien, représentant de Transform! Italie, janvier 2010.

⁴⁶⁷ Cette réticence avait été particulièrement visible dans les propos du représentant de la FGTB qui considérait qu'il n'était pas possible pour son organisation de s'engager dans des activités communes avec des acteurs qui ne partagent pas du tout leur point de vue : « dans le réseau Travail et mondialisation, il y a quand même beaucoup de gens qui n'ont pas du tout la même direction, des anti-tout, des anti-guerre, des anti-OGM, etc., et on ne peut pas mélanger tout le monde. », Entretien, représentant de la FGTB, avril 2009.

⁴⁶⁸ C'était en particulier l'objet du conflit déjà abordé entre les grandes confédérations syndicales et les autres acteurs du réseau à propos d'un contre-sommet à Bruxelles en mars 2009.

⁴⁶⁹ Entretien, représentant de la CSC-CNE, avril 2009.

représentent, peuvent décider de signer une déclaration commune ou d'organiser des activités concrètes de façon immédiate. Selon notre interlocuteur, ce mode de fonctionnement pouvait s'envisager « dans le modèle du Forum social entre des petits groupes, des groupes locaux, des militants qui viennent à titre individuel »⁴⁷⁰. En revanche, il ne convient pas aux grandes organisations syndicales, qui regroupent de très nombreux membres et sont structurées sur le mode représentatif⁴⁷¹. Ainsi, l'informalité des modes de décisions dans le FSE, et notamment dans le réseau Travail et mondialisation, se heurte à la conception traditionnelle représentative de la démocratie portée par les représentants des grandes organisations syndicales. Dans ce cadre, il apparaît impossible, pour les représentants syndicaux que nous avons rencontrés, de s'engager au nom de leurs organisations dans des activités qui ne seraient ensuite pas forcément soutenues par les instances dirigeantes⁴⁷².

Si on suit ces explications données par ces derniers, le principal problème du processus du FSE est alors de ne pas pouvoir donner lieu à des engagements des grandes organisations dans des activités à l'échelle européenne. Dès lors, si le Forum avait pu dans ses premières années d'existence permettre de s'ouvrir et de dialoguer avec de nouveaux acteurs, son mode de fonctionnement trop horizontal et trop informel nuit à la pérennité de cet espace et explique le moindre intérêt affiché par les représentants des grandes confédérations syndicales membres de la CES. Dans la combinaison entre le point de vue de l'efficacité et la nécessité de formaliser de façon plus structurée le déroulement du FSE, les grands syndicats insistent donc avant tout sur le mode de fonctionnement, et ne mentionnent pas les insuffisances du Forum en termes d'efficacité à déboucher sur des actions communes.

Un souci d'efficacité subordonné aux problèmes posés par l'informalité du processus

⁴⁷⁰ Ibid.

⁴⁷¹ C'est-à-dire sur la délégation à des instances élues par les adhérents syndicaux de certaines responsabilités et d'un certain pouvoir de décision au nom de l'organisation.

⁴⁷² Par rapport aux divergences abordées dans le chapitre précédent, entre le projet de la participation et celui de la recherche de l'efficacité dans les Forums Sociaux, on peut alors préciser la position des représentants des grandes organisations syndicales au regard des éléments présentés ici. Privilégiant la question des modes de décision dans les Forums Sociaux, et de leur inadaptation au mode de fonctionnement des grands syndicats, ces acteurs ne prennent jamais position au sujet de l'(in)efficacité du Forum à renforcer la capacité d'influence des altermondialistes à l'échelle européenne (voir chapitre 5). En fait, la question d'évaluer le FSE du point de vue de son efficacité ne se pose pas, celle-ci étant uniquement subordonnée à l'inadaptation des modes de décision dans le Forum pour les grands syndicats. Plus globalement, cette position reflète là encore l'engagement en pointillés des grandes confédérations syndicales dans le mouvement altermondialiste, mis en évidence dans les chapitres précédents.

Cependant, ce point de vue lié aux insuffisances de l'informalité n'est pas seulement porté par des représentants d'organisations syndicales traditionnelles, mais également par des participants qui considèrent que cette informalité nuit à l'efficacité des décisions prises. Dans cette perspective, c'est le manque d'efficacité qui constitue le problème principal, lequel s'explique cependant par un mode de fonctionnement du Forum inadapté. On retrouve cette position chez des acteurs fortement engagés dans le processus du FSE, mais dont la conception de la démocratie se rapproche de celle des organisations syndicales, en raison de leur parcours personnel ou de l'organisation à laquelle ils appartiennent.

Ainsi, pour le représentant d'Attac Allemagne :

« Le Forum Social Européen n'a pas été capable [de répondre à la crise de 2008] parce qu'il n'y avait pas d'instance responsable entre les réunions pour agir et réagir. Personne ne se sent responsable. (...) En essayant de rassembler tout le monde dans des conditions de communication très difficiles, et d'atteindre le consensus sur tout, il n'est pas possible d'agir sans une structure organisationnelle»⁴⁷³

De façon générale, ce participant plaide pour la création d'un secrétariat élu qui serait en charge de donner une impulsion permanente au processus. Il s'agit donc d'introduire un mécanisme de délégation qui permettra de prendre des décisions de manière efficace, en dépassant la pratique de l'horizontalité absolue (dans une perspective participative), mais également la pratique du consensus entre tous les participants (dans une perspective délibérative)⁴⁷⁴. Par ailleurs membre du Parti communiste allemand, ce représentant défend explicitement une conception traditionnelle de l'organisation du Forum Social Européen, son absence constituant selon lui l'explication majeure du déclin progressif de ce processus.

L'initiateur et animateur du réseau Travail et mondialisation s'inscrit également dans cette perspective critique vis-à-vis de l'informalité. Il affirme ainsi :

« Pour le moment, le FSE n'est pas très dynamique, et pourrait même disparaître. Mais s'il devait continuer, je pense qu'il a besoin de plus de structuration, il ne peut pas continuer ainsi, et cette meilleure structuration ne peut qu'être basée sur le rôle des réseaux. Mais c'est très difficile et on en revient à l'une des faiblesses fondamentales de ces mouvements : leur incapacité à se structurer et à passer le cap de l'organisation »⁴⁷⁵.

⁴⁷³ Notre traduction: "The European Social Forum was not able because there is no responsible body between the meetings to act and to react. Nobody feels responsible. Trying to bring together in very difficult communicative conditions, and to reach consensus on everything, it is very difficult to act without any organizational structure", Entretien, représentant d'Attac Allemagne, mai 2009.

⁴⁷⁴ On fait référence ici aux deux dimensions du fonctionnement démocratique promu de façon générale par le mouvement altermondialiste, tels qu'ils sont analysés par della Porta et alii dans *Democracy in Social Movements*, op. cit., p.2.

⁴⁷⁵ Notre traduction : "For now, [the ESF] is not showing much energy, and could even die. But if it should continue, I think it needs more structuration, it cannot continue in this way, and this better structuration can only

Sans évoquer clairement la constitution d'un secrétariat, il s'agit de dépasser la convergence initiale dans un même espace pour donner au Forum une consistance organisationnelle qui reposerait selon lui sur les réseaux thématiques. Cette idée se heurte cependant à « l'une des faiblesses » des altermondialistes, que l'on peut interpréter comme renvoyant à la conception inclusive et horizontale du fonctionnement du Forum : en refusant tout mécanisme de délégation, les altermondialistes sont confrontés à la nécessité de structurer le Forum pour le rendre moins informel et plus efficace. Proche de la CGIL italienne et fondateur de Transform ! Italie, centre de recherche membre du réseau Transform ! et du Parti de la Gauche européenne, cet activiste s'inscrit également plutôt dans les réseaux de la gauche traditionnelle. Dès lors, son évaluation des insuffisances du Forum Social Européen apparaît liée à une conception plutôt traditionnelle de la démocratie dans les mouvements sociaux, marquée par le souci de déléguer certaines tâches à des instances désignées par l'ensemble des protagonistes du mouvement altermondialiste.

Ces deux points de vue nous permettent de voir que les évaluations reposant sur une conception plutôt traditionnelle de l'organisation des mouvements sociaux ne se limitent pas seulement aux représentants des grandes organisations syndicales. Elles s'en distinguent cependant sur le plan de la position défendue vis-à-vis du processus du FSE en déclin. D'un côté, l'informalité constitue, du point de vue des représentants syndicaux, un obstacle à leur propre participation, en ce sens qu'elle se heurte au fonctionnement traditionnel de grandes confédération de la CES. De l'autre, les deux participants cités ci-dessus ne considèrent pas cette informalité comme un obstacle à leur participation active. Selon eux, l'informalité constitue un obstacle à la décision collective et donc à l'efficacité du processus du FSE en raison de l'absence de délégation claire des responsabilités, et non en raison du fait qu'elle s'oppose au mode de fonctionnement de leur propre organisation.

Les problèmes posés par l'efficacité : deux conceptions de l'action commune à partir du FSE

Un troisième type de positionnement dans le contexte de déclin du Forum Social Européen peut être mis en évidence. Il insiste sur le manque d'efficacité du FSE à déboucher

be based on the role of the networks. But it's very difficult: again, we come back to one of the fundamental weaknesses of these movements, that is their incapacity to structure and to scale the problem of organization", Entretien, représentant de Transform! Italie, janvier 2010.

sur des actions communes, sans néanmoins remettre en cause un mode de fonctionnement perçu comme trop informel et trop peu structuré (au profit d'une conception traditionnelle de la décision). Il est incarné par des acteurs qui sont généralement parmi les plus investis dans le processus du FSE, appartenant au réseau des Attac d'Europe ou représentant des syndicats alternatifs, principalement français ou italiens.

D'abord, pour les acteurs formulant leur évaluation en termes de manque d'efficacité, on peut affirmer que les questions liées au mode de fonctionnement n'apparaissent pas déterminantes. A cet égard, certains acteurs refusent de remettre en cause les règles qui se sont consolidées depuis la création du Forum, pour insister sur le manque de volonté politique de s'engager dans un processus collectif pour certaines organisations. Ce point de vue est très clairement exprimé par la porte-parole du syndicat Solidaires à propos de l'incapacité des réseaux thématiques à favoriser l'émergence d'actions communes à l'échelle européenne :

« Je pense qu'ils devraient se tourner vers l'action, mais ça ne veut pas dire qu'il faut qu'ils se dotent de structures très hiérarchisées, verticales, etc. Je pense que la question d'être tournés vers l'action, c'est à mon avis plus une volonté politique qu'autre chose, et une capacité politique »⁴⁷⁶.

D'une part, elle remet en cause l'idée selon laquelle les réseaux thématiques ont besoin de s'appuyer sur des mécanismes de délégation des responsabilités qui dépasseraient le fonctionnement informel du réseau. D'autre part, elle considère que la réticence des représentants de certaines organisations, et notamment les grandes organisations syndicales, à participer à des décisions communes dans le cadre des réseaux relève moins de l'informalité que de l'absence de volonté de s'engager résolument dans des activités contestataires avec le reste du mouvement altermondialiste. A cet égard, en n'insistant pas sur les problèmes démocratiques posés par la dimension informelle du fonctionnement des réseaux, cette représentante met en avant la question du degré d'engagement réel des organisations participantes. Cette analyse est partagée par le représentant des Cobas, qui observe le manque d'engagement politique des grands syndicats :

« La plupart des organisations qui ont un certain poids, surtout les syndicats, et surtout les syndicats traditionnels n'aiment pas utiliser les réseaux. Il y a la plupart des syndicats importants, la CGIL, la CGT, et ils pourraient décider bien des choses s'ils voulaient le faire »⁴⁷⁷.

⁴⁷⁶ Entretien, porte-parole de Solidaires, décembre 2009.

⁴⁷⁷ Entretien, représentant des Cobas, février 2010.

Là encore, le problème n'est selon lui pas tant dans le caractère informel du fonctionnement des réseaux que dans l'absence d'engagement des grands syndicats, qu'il relie un peu plus loin à leur qualité de membre de la CES :

« La CES, c'est une espèce de géant qui dort, donc il ne faut pas le réveiller. A moins qu'il arrive la catastrophe européenne, alors oui... Et par conséquent, même eux, ils ne peuvent pas se bouger »⁴⁷⁸.

Les propos de ces deux représentants de syndicats alternatifs, issus de scissions de grandes confédérations nationales à partir de la fin des années 80, sont alors à mettre en relation avec le mode de fonctionnement de leurs organisations respectives. Revendiquant en leur sein la limitation des structures hiérarchiques et la participation du plus grand nombre aux décisions collectives, ces mêmes acteurs s'inscrivent bien dans cette conception en n'abordant pas la question de l'informalité liée au fonctionnement horizontal et participatif des réseaux dans le mouvement altermondialiste⁴⁷⁹.

Ensuite, dans les propos de ces acteurs, le manque d'efficacité se traduit par un échec du Forum Social Européen à déboucher sur des actions communes de plus ou moins grande ampleur. Sur ce point, on peut mettre en avant une divergence dans la conception de l'efficacité, qui repose sur la diversité des modes d'actions privilégiés⁴⁸⁰. D'un côté, une partie de nos interlocuteurs font principalement référence à l'absence de grandes mobilisations européennes pour rendre utile l'organisation du FSE. Là encore, les propos de la représentante du syndicat Solidaires illustrent clairement cette position :

« Ce qu'on a essayé de porter à chaque fois, c'est de dire que le Forum devait produire des campagnes, des actions, etc. Et là on est en difficulté ces dernières années, on n'a pas réussi à le faire »⁴⁸¹.

Ici, c'est bien la dimension du Forum comme lieu d'impulsion de mobilisations de masse qui est défendue. A ce titre, les dernières éditions du FSE ne peuvent selon elles pas être considérées comme des succès. Par exemple, l'échec de l'organisation d'un contre-

⁴⁷⁸ Ibid.

⁴⁷⁹ Dans le chapitre précédent, nous avons expliqué qu'en défendant le projet de l'efficacité des Forums sociaux, ces mêmes acteurs des syndicats alternatifs défendaient une vision verticale ou descendante des mobilisations : des grandes campagnes passeraient par une coordination des organisations les plus influentes entre elles, qui appelleraient des citoyens à se mobiliser. Or, les éléments avancés ici les rapprocheraient au contraire d'une perspective beaucoup plus horizontale. En fait, cette apparente contradiction reflète l'ambiguïté apparente de la position de ces acteurs au sein du Forum social européen : s'ils défendent une vision horizontale de la coordination entre les organisations, ils s'inscrivent dans une conception verticale des processus de mobilisation (qui part précisément de la coordination au niveau des grandes organisations). Cet élément sera développé dans la conclusion générale de ce travail.

⁴⁸⁰ Et donc sur la diversité des répertoires d'action de ces mêmes acteurs.

⁴⁸¹ Entretien, porte-parole de Solidaires, octobre 2009.

sommet de l'UE en mars 2009 à Bruxelles traduit en fait l'échec du FSE de Malmö à déboucher sur des mobilisations concernant les politiques économiques et sociales de l'UE. Derrière ce point de vue insistant sur le besoin de mobilisations contestataires de grande ampleur, on peut alors y voir un lien avec les pratiques du syndicalisme de base qui caractérise ce syndicat, marqué par un fort usage des modes d'actions contestataires et mobilisateurs (tels que la grève et la manifestation), et un faible usage de modes institutionnalisés de défense des intérêts des travailleurs (négociation, lobbying, etc.).

On remarque alors que cette position est partagée par la totalité des membres de syndicats de base que nous avons rencontrés, mais également par d'autres acteurs, faisant partie des participants historiques du processus du FSE. C'est le cas de certains représentants d'Attac par exemple : « Là où [le FSE de Malmö] a été plus problématique, c'est sur les questions de mobilisations et les questions sociales »⁴⁸². Se considérant comme une association d'éducation populaire, Attac se situe à la frontière entre des stratégies de mobilisation et de contestation, et la production d'analyses visant à diffuser des propositions alternatives dans l'espace public. Ici, c'est clairement sur la dimension mobilisatrice que se concentre la critique du fonctionnement du FSE par ce représentant.

Cependant, cette conception centrée sur l'inefficacité du FSE à déboucher sur des mobilisations de grande ampleur se distingue d'une autre conception, considérant qu'un travail efficace à partir du Forum consiste avant tout à produire une compréhension collective des problèmes qui se posent et à renforcer des liens entre des organisations. Cette conception de l'efficacité repose alors plus sur les modes d'actions privilégiés par de grandes ONG travaillant à l'échelle internationale, consistant à produire des analyses qui seront ensuite soutenues auprès des responsables politiques en place. Dès lors, la mobilisation de masse n'apparaît plus que comme un objectif complémentaire à partir du Forum Social Européen. Par exemple, cette position est bien résumée dans les propos de cette représentante d'Attac Autriche :

« Un réseau ne sert pas seulement à organiser une mobilisation quand il y a une réunion de l'OTAN ou quand il y a une base militaire qui doit s'ouvrir, mais aussi de montrer qu'il y a toute une stratégie militaire qui est train de se développer, et de dire qu'on veut la rendre transparente, produire des analyses, de l'information sur ce qu'il se passe, et après, développer à partir de cela des stratégies pour travailler contre cela, et en plus faire le lien avec d'autres groupes »⁴⁸³.

⁴⁸² Entretien, représentant d'Attac France, novembre 2008.

⁴⁸³ Entretien, représentante d'Attac Autriche, juin 2009.

Evoquant à ce moment de l'entretien la proposition d'un représentant du syndicat Cobas d'organiser une mobilisation contre l'installation d'une base militaire en Sicile, cette participante réfute cette idée pour mieux nous expliquer sa conception du travail en réseau. Dans sa perspective, l'analyse et la confrontation des idées entre différentes organisations constitue l'objectif premier d'un réseau. Cette conception s'inscrit alors bien dans sa pratique régulière, notamment dans le cadre du réseau Seattle to Brussels sur les questions commerciales, réseau composé d'ONG, de centres de recherche et de la plupart des Attac européens. A la différence du représentant d'Attac France, sa position relève alors plus de la dimension de production d'analyses présente au sein d'Attac, que de la dimension mobilisatrice.

Cette même conception de l'efficacité dans le Forum Social Européen (et de ses insuffisances) est également présente chez le représentant de l'ONG allemande WEED, travaillant principalement sur les questions financières et commerciales⁴⁸⁴.

« J'étais en fait assez frustré des débats sur la crise à Malmö. (...) J'avais l'impression qu'Attac était le seul acteur, sauf quelques petites ONG dont WEED, qui serait capable de donner l'impulsion à un travail au niveau européen sur la crise »⁴⁸⁵.

On peut interpréter la frustration de cet acteur comme le fait que, dans le contexte de crise financière qui éclatait au moment du FSE de Malmö, les analyses des acteurs participant n'apparaissaient pas adaptées. En parlant d'un travail au niveau européen sur la crise, il s'agit avant tout de développer une compréhension commune des événements en cours, qui pourra ensuite permettre de rapprocher les stratégies menées par certains acteurs. Implicitement, il s'agit bien d'affirmer que le Forum Social Européen en 2008 ne permet pas de développer une analyse de la crise qui éclate au même moment, avant même l'idée de construire des mobilisations contre les politiques menées à l'échelle européenne.

Malgré ces divergences liées à la conception des types d'actions à mener à partir du Forum, les représentants des organisations évoquées ici se retrouvent bien sur l'idée selon laquelle les insuffisances du FSE reposent principalement sur son manque d'efficacité, laissant de côté la question du mode de fonctionnement qui apparaîtrait trop informel ou trop horizontal. Ils s'opposent donc à la fois aux représentants des grandes organisations syndicales et aux acteurs défendant l'efficacité des Forums par un mode de fonctionnement représentatif plutôt traditionnel.

⁴⁸⁴ Voir son site Internet : <http://www.weed-online.org>, page consultée le 30 septembre 2011.

⁴⁸⁵ Entretien, représentant de WEED, juin 2009.

En conclusion de cette première section, on peut résumer la diversité des analyses produites par nos acteurs dans le contexte de déclin du processus du Forum Social Européen. Bien que les organisations que nous avons identifiées comme ayant participé aux réseaux thématiques que nous étudions apparaissent relativement homogènes au regard de la diversité des participants au FSE, on peut affirmer que ces analyses divergentes reposent sur des conceptions diverses de la démocratie dans les mouvements sociaux et des stratégies d'action variées. Sur cette base, nous avons mis en évidence plusieurs combinaisons de l'exigence d'efficacité dans les Forums Sociaux d'une part et de la conception plutôt représentative de la démocratie dans les mouvements sociaux d'autre part. Tandis que les représentants des grandes organisations syndicales s'attachent avant tout aux problèmes liés aux modalités de la décision, dans une perspective représentative qui leur est propre, les acteurs centraux du processus du FSE ainsi que les acteurs proches des ONG insistent sur le besoin d'efficacité à partir des Forums Sociaux (selon des modalités diverses). D'autres acteurs enfin mobilisent la question des modes de décisions dans une perspective traditionnelle, mais pour expliquer le manque d'efficacité du Forum Social Européen. Dans la section suivante, nous analysons les stratégies divergentes qui découlent de ces différentes analyses, qui renforcent encore la marginalisation du FSE comme espace potentiel d'échanges et de coordination entre des acteurs divers à l'échelle européenne.

b) Des stratégies divergentes dans un contexte de déclin du Forum Social Européen

A la suite de ces analyses divergentes, il s'agit maintenant de s'intéresser à la façon dont elles se traduisent par des stratégies divergentes, qui peuvent avoir pour conséquence d'affaiblir plus fortement encore le niveau de la participation au processus du Forum Social Européen. Nous arrivons ici au cœur de notre hypothèse pour ce chapitre : le déclin d'une vague de mobilisations dans les mouvements sociaux (en l'occurrence l'affaiblissement du Forum Social Européen qui réunit de moins en moins de participants) tend à donner lieu à des divergences qui peuvent déboucher sur des conflits et des retraits de participants.

On s'aperçoit ici que les analyses divergentes présentées ci-dessus ne se traduisent pas chacune par une seule stratégie, mais qu'elles débouchent elles-mêmes sur des stratégies

opposées. On peut ainsi mettre en évidence des stratégies qui tendent soit au retrait (à différents degrés) des activités, soit au maintien dans le FSE, mais avec des objectifs qui restent différents.

Les dynamiques de retrait des grandes organisations : un Forum Social Européen « inutile »

Si elles s'opposent quant aux raisons des difficultés dans lesquelles se trouve le FSE, les évaluations négatives des acteurs de nos réseaux thématiques partent globalement de l'idée que le FSE n'apparaît plus aussi concrètement utile qu'il pouvait l'être au départ. Se situant dans le registre de l'efficacité (par opposition à celui de la participation comme objectif général des Forums Sociaux), nos acteurs accordent une importance majeure à l'idée que le Forum doit permettre d'avancer dans la coordination entre des organisations relativement importantes, ou d'apporter des alternatives et des stratégies concrètes aux politiques de l'Union européenne. Pour une partie d'entre eux, l'incapacité du Forum Social Européen à remplir cette mission les conduit à avoir tendance à se retirer des activités européennes liées à cet espace.

Cette observation découle d'un constat général que l'on peut effectuer à la suite du FSE de Malmö concernant la participation de certaines organisations dans le processus. Ainsi, on peut affirmer de façon générale que les grandes organisations, qu'elles soient des organisations syndicales ou des associations internationales spécialisées dans des domaines tels que la solidarité Nord-Sud ou l'environnement, ont eu tendance à se retirer du processus du Forum Social Européen ou en tout cas à limiter leur participation.

Ce constat n'est pas nouveau. Ainsi, en 2007, l'ancien délégué général du CRID, coordination nationale des organisations de développement françaises, datait du Forum de Londres et de la forte présence des organisations trotskistes dans le comité d'organisation la tendance au retrait des grandes ONG qui avaient « pris quelques distances à ce moment là »⁴⁸⁶. D'ailleurs, ces dernières ne se retrouvaient que marginalement dans les réseaux thématiques créés avant ou après le FSE d'Athènes. Dans le même temps, on peut affirmer que les grandes organisations syndicales (en dehors de la CGT, de la CGIL ou des syndicats

⁴⁸⁶ Entretien, délégué général du CRID, mars 2007.

belges) ont eu tendance à limiter fortement leur participation après le succès du Forum Social Européen de Florence⁴⁸⁷.

Au FSE de Malmö, la présence des grandes organisations syndicales semble s'être réduite⁴⁸⁸. Plus globalement, après le Forum de Malmö en 2008, l'ancien porte-parole d'Attac Allemagne, travaillant au sein de l'association allemande WEED dresse le constat suivant :

« Je crois que le FSE en ce moment a une certaine tendance à se réduire vers son aile gauche, et son ouverture dans le monde des associations, des ONG, des syndicats, n'est plus la même que du temps de Florence et de Paris. Je crois que le FSE a perdu un peu de sa largeur politique »⁴⁸⁹.

A partir de 2008, le constat général que l'on peut effectuer est celui d'un retrait de nombreuses organisations du processus du Forum Social Européen, visible également à travers la plus faible participation aux Assemblées Européennes de Préparation, ainsi que nous l'avons déjà constaté dans le chapitre précédent⁴⁹⁰.

Sur le plan qualitatif, il s'agit de voir que ces tendances au retrait de la part des grandes organisations syndicales et de certaines grandes ONG sont liées aux insuffisances du processus du FSE telles que les analysent leurs représentants après l'édition de Malmö.

Pour ce faire, on peut, pour ce qui concerne les ONG, analyser le point de vue du représentant des Amis de la Terre Europe, ONG environnementaliste coordonnant les activités de 30 organisations nationales membres. Il résume ainsi sa perception du FSE:

« Je suis assez critique par rapport aux Forums Sociaux Européens. J'ai participé à plusieurs d'entre eux. Le gros problème pour moi, c'est qu'il y a un peu une circularité qui s'est créée depuis Florence ; et il n'y a pas grand chose qui a bougé depuis en termes de discours, d'acteurs. Je vois toujours les mêmes débats, et je vois que ces débats n'évoluent pas dans le sens où on ne cherche pas vraiment à faire rentrer nos idées dans l'agenda »⁴⁹¹.

Se définissant comme un intermédiaire entre les mouvements sociaux contestataires et le monde des ONG disposant de bureaux à Bruxelles et exerçant des activités de lobbying

⁴⁸⁷ Bieler, Andreas, Morton Adam David, "Another Europe is Possible"? Labour and social movements at the European Social Forum", article cité.

⁴⁸⁸ Weber, Louis, « Gauche de gauche et mouvement social en Europe », *Savoir/Agir*, n°8, juin 2009 ; Entretien avec Thierry Decoster, FGTB, avril 2009.

⁴⁸⁹ Entretien, représentant de WEED, juin 2009.

⁴⁹⁰ Nous avons ainsi constaté qu'après l'édition d'Athènes, les Assemblées européennes de préparations ne réunissaient jamais plus de 200 participants, alors qu'elles réunissaient généralement entre 250 et 300 participants pour la préparation des premières éditions du FSE. Plus encore, pour la préparation du FSE d'Istanbul, les AEP auxquelles nous avons participées ne réunissaient plus que 130 (Vienne, juin 2009) et 100 personnes (Berlin, janvier 2010).

⁴⁹¹ Entretien, représentant de FoEE, avril 2009.

auprès des représentants institutionnels, les Amis de la Terre Europe ont participé à tous les FSE depuis Florence jusqu'à Malmö en 2008, en apportant leur capacité de coordination des Amis de la Terre nationaux qui participaient au FSE. Pour ce qui est de nos trois réseaux, un représentant participait également régulièrement aux réunions du réseau Travail et mondialisation⁴⁹². En critiquant la « circularité » du FSE, ce représentant regrette cependant le fait qu'il ne permette pas de contribuer à la diffusion des idées défendues par les acteurs de l'altermondialisme. Ce faisant, il s'inscrit précisément dans la critique du manque d'efficacité du processus au regard des acteurs qui y sont engagés. A l'approche du FSE d'Istanbul, cette analyse critique se traduit alors par le fait que cette organisation n'est finalement pas présente lors de cet événement en juillet 2010. La tendance au retrait des Amis de la Terre illustre alors bien la tendance au retrait des grandes ONG, qui regrettent le fait que le Forum Social Européen ne permette pas d'avancer véritablement sur la constitution d'alliances larges et efficaces pour promouvoir les revendications partagées par les participants.

Pour ce qui concerne les grandes organisations syndicales, nous avons expliqué que leur analyse des insuffisances du Forum Social Européen reposait principalement sur des modes de représentation et de décision incompatibles avec le mode de fonctionnement syndical traditionnel, dans une perspective avant tout centrée sur la critique de l'informalité des réseaux altermondialistes. Par rapport au fonctionnement du processus préparatoire et du Forum, cette analyse nourrit des évaluations négatives chez les représentants syndicaux de leur participation active et régulière. Ainsi, le représentant de la FGTB nous explique :

« Je ne suis pas allé à la dernière AEP d'Athènes, parce que je trouve qu'on discute beaucoup mais cela ne vaut pas l'investissement en temps que cela représente »⁴⁹³.

Derrière ces propos, c'est l'idée que la pratique du consensus entre l'ensemble des participants aux AEP nécessite de longues discussions, qui apparaissent peu utiles dans les mots de ce syndicaliste, et surtout coûteuses en temps. De la même façon, notre interlocuteur chez le syndicat allemand Verdi évoque la participation de son syndicat aux AEP :

« La coopération dans la préparation du FSE ne fonctionne pas très bien. Par

⁴⁹² Par rapport au processus par lequel le réseau Travail et mondialisation a peu à peu décliné en tant qu'instance possible de coordination « entre syndicats et mouvements sociaux », et en tant qu'acteur du Forum Social Européen, la présence du représentant des Amis de la Terre n'a pas été déterminante. Les conflits opposaient plus directement les grandes confédérations syndicales aux acteurs majeurs du processus du Forum Social Européen (syndicats de base, Attac). Pour cette raison, les positions des Amis de la Terre n'ont pas été spécifiquement abordées jusqu'à présent. Dans ce chapitre, la tendance au retrait de ces derniers du processus du FSE nous semble toutefois attester de la tendance globale de repli de la diversité des acteurs de l'altermondialisme sur ses activités propres et son domaine de spécialité dès lors que le Forum n'apparaissait plus comme un espace privilégié de rencontre et de coordination avec d'autres acteurs.

⁴⁹³ Entretien, représentant de la FGTB, avril 2009.

conséquent, ce n'est pas une priorité pour la plupart de gens qui travaillent ici. Le processus préparatoire est assez chaotique. Verdi prend part à quelques réunions du processus préparatoire, et aussi à quelques débats dans le Forum Social Européen, mais ce n'est pas une priorité »⁴⁹⁴.

La qualification de la préparation du FSE comme étant « chaotique » est là encore révélatrice des discussions longues et animées qui caractérise les AEP, sur des sujets parfois techniques. Il traduit également le manque de clarté de décisions du fait de ce mode de fonctionnement, qui transparait chez ce représentant de Verdi. Là encore, le lien est clairement effectué entre cette préparation « chaotique » et le fait que la participation de Verdi ne soit pas une « priorité ».

Dans la période qui suit le Forum Social Européen de Malmö, on observe donc que les représentants des grandes organisations syndicales, mais également des organisations spécialisées sur des thèmes précis tels que la solidarité Nord-Sud ou l'environnement, ont tendance à se retirer des activités menées dans ce cadre, et notamment de la préparation de la prochaine édition prévue à Istanbul. Ce qui réunit ces grandes organisations, c'est le fait que le FSE n'apparaît plus aussi utile qu'il ne l'était auparavant, en tant qu'espace de rencontres, d'impulsions de propositions alternatives et éventuellement de stratégies communes. En se retirant ou en s'investissant de façon moins active, ces acteurs contribuent alors à affaiblir encore plus le processus du FSE, qui se caractérise en particulier par une baisse de la participation dans les AEP. Surtout, cette stratégie s'oppose à celle des acteurs qui souhaitent conserver le dynamisme du FSE et tentent de relancer le processus dans son ensemble.

Les stratégies de relance du Forum Social Européen par les acteurs centraux du processus

A l'opposé des organisations qui ont tendance à se retirer du FSE, d'autres types d'acteurs se distinguent par une stratégie de poursuite de leur participation, malgré la baisse de la participation qui caractérise le processus après l'édition de Malmö. Dans les paragraphes

⁴⁹⁴ Notre traduction: "The cooperation in the preparation of the ESF did not work very good. As a result, this is not a priority for most people who are working here. The preparation process was quite chaotic. Verdi took part in the preparation process meetings and in some debates in the ESF, but...This is not a priority.", Entretien, représentant de Verdi, juin 2009.

suyvants, il s'agit d'illustrer cette stratégie à travers les entretiens effectués, puis de l'interpréter à partir de la position de ces acteurs dans le processus depuis la création du FSE.

En premier lieu, les stratégies visant à poursuivre la participation dans le Forum Social Européen se rejoignent sur la volonté de relancer le processus dans son ensemble. Pour ces acteurs, malgré la baisse de la participation observée à la fois dans les Assemblées Européennes de Préparation et dans le Forum en lui-même, il apparaît nécessaire de maintenir l'existence de cet espace, afin de conserver la possibilité pour les organisations globalement opposées aux politiques menées à l'échelle européenne de se rencontrer et de se coordonner.

Cette stratégie apparaît explicitement dans certains entretiens, en particulier ceux que nous avons menés dans les quelques mois qui ont précédé le FSE d'Istanbul, au moment où la faiblesse de la participation dans les AEP confirmait la perception d'un déclin du processus dans son ensemble. Ainsi, la représentante du syndicat Solidaires nous explique :

« On pense que si on n'a plus cet espace là, avec ses difficultés, on n'a plus rien : ça va être le recul des organisations syndicales sur leur sphère syndicale, des associations sur leur sphère, etc. »⁴⁹⁵.

Malgré les conflits inhérents au mode d'organisation du Forum mais également liés aux stratégies communes à mettre en place, il s'agit selon elle de conserver à tout prix cet espace de diversité qui permet de faire converger des organisations diverses, qu'elles soient syndicales ou associatives. Selon elle, depuis sa création en 2002, le Forum Social Européen est devenu indispensable pour dépasser les cloisonnements entre les différents types d'organisations qui travaillaient auparavant dans leurs sphères propres et de façon autonome. De la même façon, la représentante de la FIOM-CGIL estime que des liens se sont construits depuis Florence : « Ce qu'il faut c'est un processus qui continue, de ne pas couper une relation qui s'est de toute façon construite »⁴⁹⁶. Selon elle, abandonner le FSE reviendrait à abandonner ces relations entre les divers acteurs du Forum, et en particulier, les organisations syndicales et les associations et centres de recherches qui participent notamment au réseau Travail et mondialisation dans lequel elle est particulièrement impliquée. Enfin, l'animateur du réseau de la Charte, engagé de longue date dans le Forum Social Européen, en explique sa conception personnelle de la façon suivante : « Je pense que le Forum Social est un espace de l'Europe, un espace qui permet de penser l'Europe »⁴⁹⁷. Par ailleurs conscient que le FSE n'est

⁴⁹⁵ Entretien, porte-parole de Solidaires, décembre 2009.

⁴⁹⁶ Entretien, représentante de la FIOM-CGIL, février 2010.

⁴⁹⁷ Entretien, membre de Rifondazione Comunista, février 2010.

pas parvenu à donner durablement une dimension européenne aux mouvements sociaux, il reste selon lui l'espace qui permettra de renforcer la capacité d'action des altermondialistes à ce niveau.

Ces quelques exemples d'acteurs fortement impliqués dans le processus du Forum Social Européen et dans nos réseaux thématiques sont alors à mettre en relation avec le fait que dans la période qui suit le FSE de Malmö, la question de l'avenir et de la relance du processus apparaît centrale dans les Assemblées Européennes de Préparation et dans les contributions des participants à ces réunions préparatoires. A l'approche du FSE d'Istanbul, nous avons ainsi mentionné (dans le chapitre précédent) le fait que ces mêmes acteurs ont engagé un travail de réflexion sur le futur du Forum Social Européen, débouchant sur l'organisation d'une série de séminaires consacrés à la relance du processus. Ces réflexions témoignent bien de leur volonté de maintenir le cadre du FSE comme lieu de rencontre et de coordination à l'échelle européenne.

Au-delà de ces quelques extraits d'entretiens avec des acteurs qui considèrent qu'il est essentiel de maintenir l'espace du Forum Social Européen, il convient de tenter d'interpréter ces points de vue au regard de la position que ces derniers occupent dans ce processus, afin de déterminer selon quel facteur principal ces stratégies de maintien et de relance du processus du FSE se définissent.

Dans l'ensemble, les organisations qu'ils représentent sont les principaux piliers de la création et de l'animation du processus du FSE depuis sa première édition en 2002. Ainsi, les syndicats alternatifs, plus contestataires que les grandes confédérations syndicales membres de la CES⁴⁹⁸, ont fait du mouvement altermondialiste une dimension essentielle de leur activité à l'échelle internationale. De même, Attac a été l'un des principaux promoteurs de la création non seulement du Forum Social Mondial mais également de sa déclinaison européenne, tel que l'a relatée Bernard Cassen, ancien président d'Attac France⁴⁹⁹. Enfin, les centres de recherche de la gauche radicale anciennement communiste (Espaces Marx,

⁴⁹⁸ On peut à cet égard rapprocher la FIOM-CGIL de ces syndicats, bien qu'elle soit une fédération affiliée à la CGIL. Ainsi, elle est traditionnellement marquée par des pratiques beaucoup plus contestataires que la confédération et s'est d'ailleurs impliquée dans le mouvement altermondialiste avant la CGIL, dès la préparation du contre G8 de Gênes en 2001.

⁴⁹⁹ Cassen, Bernard, *Tout a commencé à Porto Alegre...*, op. cit., p.102.

Fondation Rosa Luxemburg, membres du réseau européen Transform !) sont également des acteurs très impliqués dans l'organisation des Forums Sociaux⁵⁰⁰.

Au-delà des types d'organisations, leurs représentants dans le processus du FSE ont acquis au fil des années un statut central dans l'organisation des Forums Sociaux Européens, constituant un réseau informel qu'il est très facile d'identifier lorsqu'on participe à une Assemblée Européenne de Préparation⁵⁰¹. Détenant une influence importante sur les décisions prises dans ce cadre en raison de leur expérience commune datant de la création du FSE⁵⁰², ces activistes sont également ceux qui apparaissent les plus engagés dans la volonté de maintenir et de relancer le processus du Forum Social Européen. Dans cette perspective, on peut affirmer que les stratégies de maintien sont avant tout le fait des militants qui ont historiquement porté le processus du FSE, du fait de leur appartenance organisationnelle. Devenant les individus centraux du processus, ils sont aussi ceux qui sont les plus actifs pour le faire perdurer.

Conclusion de la première partie

Durant la période qui suit le FSE de Malmö, l'analyse des évaluations et des stratégies adoptées par les acteurs majeurs des réseaux thématiques que nous étudions tend à confirmer l'hypothèse posée au début de ce chapitre. En effet, alors que la dynamique du Forum Social Européen apparaît déclinante après Malmö, ce contexte défavorable laisse apparaître des divergences entre les anciens participants à nos réseaux, en particulier sur la question des insuffisances du processus du FSE qui apparaissent les plus importantes aux yeux des représentants d'organisations que nous avons rencontrés. Ces divergences se doublent alors de stratégies opposées quant au maintien ou non de la participation de ces mêmes acteurs : tandis que les grandes ONG et les grandes confédérations syndicales s'inscrivent, à des degrés

⁵⁰⁰ A cet égard, on peut assimiler la présence de ces think-tanks à la volonté des anciens partis communistes (auxquels ils restent intimement liés) de rester connectés aux espaces au sein desquels peuvent émerger des luttes sociales, alors même que les liens entre les grands syndicats et les anciens partis communistes se sont largement distendus au cours des années 90 (pour une analyse rapide de ce processus, voir Bérout, Sophie, Ubbiali, Georges, « Les syndicats de l'ancien écosystème communiste face à l'altermondialisme: un ressourcement possible ? », Communication au colloque du GERMM « Les mobilisations altermondialistes », Paris, décembre 2003).

⁵⁰¹ D'autres observateurs du processus préparatoire du FSE le désignent également comme la « colonne vertébrale invisible » du Forum, en mettant en évidence son rôle dans les décisions qui sont prises dans ces Assemblées. Cf. Haug et alii, « The ESF organizing process in a diachronic perspective », in della Porta, Donatella, *Another Europe...*, op. cit., p.31.

⁵⁰² Ibid., p.31. C'est ce problème qui est notamment montré du doigt dans l'évaluation critique du représentant des Amis de la Terre Europe que nous avons analysée plus haut dans ce chapitre.

différents, dans une dynamique de retrait, Attac, les syndicats alternatifs et les représentants des centres de recherche de la gauche radicale, acteurs historiques du Forum Social Européen, continuent à s'investir activement dans la préparation du prochain Forum. Après le FSE de Malmö, ces différentes stratégies tendent donc à confirmer l'idée que le déclin du Forum Social Européen débouche sur une remise en cause des expériences de coopération sur les politiques de l'Union européenne : les principaux protagonistes de nos réseaux semblent alors poursuivre leurs objectifs dans des cadres différents, les uns continuant à s'impliquer activement dans le FSE, les autres s'en retirant purement et simplement, d'autres enfin limitant l'intensité de leur participation. Dans la seconde partie, cette affirmation est cependant remise en cause par l'analyse de nouvelles initiatives en dehors du Forum Social Européen qui cherchent à réunir ces mêmes acteurs qui étaient auparavant engagés dans nos réseaux thématiques du Forum Social Européen.

Le maintien des espaces communs : de nouvelles initiatives de coopération dans une dynamique de déclin des mouvements sociaux.

Dans cette seconde partie, l'objectif est de montrer que, malgré les stratégies divergentes qui sont adoptées par les acteurs vis-à-vis du cadre du Forum Social Européen dans lequel s'inscrivaient nos réseaux thématiques, de nouvelles initiatives visant à développer la coopération à l'échelle européenne sont développées. A cet égard, l'idée selon laquelle le déclin du Forum Social Européen est susceptible de mettre fin aux tentatives de coopération qui avaient pu s'y développer semble battue en brèche par l'émergence de nouveaux espaces de discussion et de coordination qui voient s'impliquer une grande partie des acteurs précédemment rencontrés dans nos réseaux thématiques.

Pour expliquer l'émergence de ces initiatives, nous analysons en premier lieu les apports concrets de l'expérience des réseaux thématiques sur la volonté des acteurs de poursuivre un certain travail en commun, en intégrant la fonction d'intégration sociale du conflit telle que proposée par la sociologie de Simmel. Ensuite, deux initiatives, l'une sur la crise économique, l'autre sur l'organisation d'une conférence sociale entre les organisations syndicales (dont la CES) et les mouvements sociaux, sont mises en avant. La définition de

règles propres, différentes de celles du FSE, permet ainsi de les faire émerger. Enfin, nous nous interrogeons sur le rôle de ces différentes initiatives dans le contexte récent perçu par les acteurs, marqué par le déclin du Forum Social Européen et l'absence de campagnes européennes faisant converger ces derniers dans leur diversité.

a) Les apports des réseaux thématiques : la constitution d'un groupe et l'instauration de relations de confiance

Les initiatives qui se développent en parallèle du FSE à partir de l'année 2009 remettent en cause l'idée selon laquelle le déclin du FSE donne lieu à des stratégies divergentes qui aboutissent à un retour des différents acteurs des réseaux thématiques dans leurs sphères propres. Afin d'expliquer cette remise en cause, cette section nous permet de montrer que l'expérience des réseaux thématiques de la Charte, Services publics et Travail et mondialisation a contribué à renforcer les liens entre les participants et à faire émerger l'idée d'un renforcement des échanges entre les différents acteurs qui y ont participé.

Les effets des interactions entre acteurs sur la cohésion interne des groupes mobilisés

Jusqu'à présent, nous avons considéré les réseaux thématiques comme la variable dépendante, dont l'évolution et finalement la disparition devaient être expliquées. Dans cette section, nous nous intéressons aux effets potentiels de ces réseaux, tels qu'ils sont perçus par les acteurs, et qui peuvent expliquer l'émergence de nouvelles expériences de coopération à l'échelle européenne. Etant donné qu'ils n'ont pas été en mesure de déboucher sur des activités contestataires coordonnées à l'échelle européenne, c'est donc sur le plan des valeurs et de l'identité collective que l'on peut rechercher des effets éventuels de la participation aux réseaux thématiques.

Cette affirmation s'inscrit dans une perspective sociologique inspirée des travaux de Simmel, qui considère la société comme le produit des actions réciproques entre les individus⁵⁰³. A l'échelle du groupe, le développement d'interactions régulières entre des

⁵⁰³ Simmel, Georg, *Sociologie: Etude sur les formes de la socialisation*, traduit de l'allemand par L. Deroche-Gurcel et Sibylle Müller, Paris, PUF, 1999 (1908).

individus constitue le vecteur principal de la socialisation. Celle-ci est entendue non pas comme la transmission et l'incorporation par les individus de normes et valeurs à travers des institutions telles que la famille, l'école ou le travail, mais comme la forme à travers laquelle les individus en interactions construisent le groupe⁵⁰⁴. A cet égard, le conflit chez Simmel est perçu comme un facteur d'intégration sociale et non de division, que ce soit à l'échelle des groupes qui sont en conflits les uns avec les autres, mais aussi à l'échelle de la société dans son ensemble. Ainsi, c'est à partir de l'éclatement d'un conflit que le rapprochement des contraires devient possible, en faisant émerger une solution commune restaurant l'unité du groupe⁵⁰⁵.

Si on applique cette conception aux mouvements sociaux, on peut alors affirmer qu'au-delà des conséquences concrètes des épisodes de contestation liées à l'influence que peuvent avoir les groupes mobilisés sur les décisions prises, le développement de protestations collectives se traduit à deux niveaux distincts, par un renforcement de la cohésion à l'échelle de la société d'une part, et par la constitution et le renforcement de la cohésion interne aux groupes mobilisés d'autre part. En ce qui concerne la première affirmation, cela peut renvoyer au fait que les mouvements sociaux contribuent à la vitalité de la délibération démocratique, en parvenant à mettre des problèmes sur l'agenda dans la sphère publique. Dans cette perspective, le conflit social permet de renforcer le degré de cohésion de la société en organisant un large débat public duquel émergent des solutions communes⁵⁰⁶.

Pour ce qui est de l'échelle des groupes mobilisés, qui est celle qui nous intéresse plus particulièrement ici, cette perspective nous permet d'envisager le fait que des épisodes contestataires sont créateurs de liens nouveaux entre des acteurs pourtant hétérogènes. De façon générale, le tournant culturel dans les études sur les mouvements sociaux avait permis de s'intéresser à la production de liens de solidarité et d'une identité collective qui donne une certaine unité au groupe⁵⁰⁷. Dans une moindre mesure, Diani a montré que les mobilisations contestataires pouvaient être productrices de nouveaux réseaux d'acteurs, envisagés comme

⁵⁰⁴ Ibid., p.41

⁵⁰⁵ Ibid., p.265 et suiv.

⁵⁰⁶ Cette perspective est en particulier celle proposée par Habermas à travers sa théorie de la démocratie délibérative : Habermas, Jürgen, *Droit et démocratie – Entre faits et normes*, Paris, Gallimard, 1997.

⁵⁰⁷ Melucci, Alberto, *Challenging Codes: Collective Action in the Information Age*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996; Melucci, Alberto, "The process of collective identity", in Johnston Hank, Klandermans Bert, *Social Movements and Culture*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1995, p.41-63; Pizzorno, Alessandro, "Political exchange and collective identity in industrial conflict", in Crouch Colin, Pizzorno Alessandro, *The Resurgence of Class Conflict in Western Europe*, New York, Holmes and Meier, 1978, p.277-298; Polletta Francesca and Jasper James M., "Collective Identity and Social Movements", *Annual Review of Sociology*, Vol. 27 (2001), p. 283-305.

un capital social marqué par l'instauration de relations de confiance entre les individus⁵⁰⁸. Pour ce qui concerne spécifiquement les mobilisations altermondialistes à l'échelle européenne, della Porta et Caiani ont montré qu'elles étaient productrices de nouveaux réseaux de relations, de conceptions partagées mais également de liens de solidarité, favorisant l'émergence d'une identité européenne alternative critique de l'intégration communautaire⁵⁰⁹.

Nouveaux contacts et relations de confiance à partir des réseaux thématiques

A partir de ces éléments, on peut alors raisonnablement affirmer que le travail en réseaux thématiques sur les questions des politiques économiques et sociales de l'Union européenne est susceptible d'avoir produit des effets sur les participants. Plus précisément, on suppose ici que les réseaux thématiques ont permis à la fois de créer de nouveaux liens entre les participants, mais également de permettre l'établissement de relations de confiance entre ces derniers, au-delà des divergences que nous avons pointées dans les chapitres précédents. En revanche, nous n'utilisons pas ici le concept d'identité collective qui renvoie à une forte identification des membres au groupe et à des conceptions partagées du travail en commun⁵¹⁰.

Dans un premier temps, la quasi-totalité des acteurs rencontrés mentionne l'établissement de nouvelles relations avec des acteurs qu'ils ne connaissaient pas ou avec lesquels ils n'avaient jamais eu l'occasion de travailler de façon régulière. Ainsi, tirant le bilan du réseau Services Publics, l'une de ses animatrices explique : « Il y a de plus en plus de groupes qui prennent contact naturellement entre eux, qui intègrent la dimension européenne, et c'est déjà une avancée considérable »⁵¹¹. Ainsi, ayant eu l'occasion de se rencontrer à plusieurs reprises dans le cadre du réseau, les contacts entre les participants deviennent plus systématiques, dès lors que l'intérêt s'en fait sentir. Ce constat nous est alors confirmé par le membre d'un groupe allemand engagé contre les privatisations à Leipzig, qui nous raconte

⁵⁰⁸ Diani, Mario, "Social Movements and Social Capital: A network perspective on movement outcomes", *Mobilization: An International Journal*, Vol.2, N°2, 1997, p.129-147; Diani, Mario, "Simmel to Rokkan and beyond: Towards a Network Theory of (New) Social Movements", *European Journal of Social Theory*, 2000, Vol.3, N° 4, p.387-406.

⁵⁰⁹ Della Porta, Donatella, Caiani Manuela, *Social Movements and Europeanization*, op. cit., p.134.

⁵¹⁰ Jusqu'à présent, nous avons ainsi montré, contrairement à cette notion, que les réseaux thématiques ont échoué en raison des conceptions divergentes défendues par les acteurs. En ce sens, nous suivons ici directement Diani qui affirme que les mobilisations contestataires peuvent faire naître des relations de confiance (comprises en termes de capital social) sans donner lieu à l'émergence d'une forte identité collective. Cf. Diani, Mario, "Social movements and social capital: A network perspective on movement outcomes", article cité.

⁵¹¹ Entretien, représentante de l'AITEC-IPAM, novembre 2008.

avoir invité le représentant norvégien de la campagne de défense de l'Etat providence, également participant au réseau Services publics, lors d'une conférence visant à soutenir la campagne locale contre les privatisations⁵¹².

Dans le réseau de la Charte, les rencontres avec de nouveaux acteurs sont également mentionnées comme des apports du réseau, sur le plan individuel :

« Grâce au réseau, j'ai rencontré des personnes de la Fondation Copernic, d'Espaces Marx, des gens très intelligents, très sérieux. J'ai connu Leo Gabriele, Angela Klein, beaucoup de...aussi des Belges, des syndicalistes, très intéressants »⁵¹³.

L'énumération désordonnée de personnes rencontrées au cours du travail en réseau en vue de la rédaction de la Charte traduit bien ici la diversité des acteurs ayant pu converger après le succès du Non au référendum constitutionnel européen en France et aux Pays-Bas. Mais ces liens nouveaux vont plus loin que la seule connaissance interpersonnelle :

« On a des liens qui se sont approfondis. Quand on fait un travail comme ça et que les gens s'aperçoivent qu'on est de bonne volonté, qu'il n'y a pas de volonté d'imposer son point de vue, effectivement, ça produit des liens entre les gens, ça fait des références »⁵¹⁴.

L'approfondissement de certains liens à la faveur de la discussion autour du projet de la Charte traduit ici le fait que des acteurs qui se connaissent grâce au réseau ont aussi développé des relations de confiance qui leur permettent d'envisager naturellement de continuer à travailler ensemble, dans le cadre du réseau de la Charte ou plus globalement au sein du mouvement altermondialiste européen.

C'est également sur le plan de la confiance que les acteurs du réseau Travail et mondialisation insistent pour résumer les apports de leur participation à ce réseau. Le fait que les liens nouveaux n'apparaissent pas en premier lieu dans les évaluations des acteurs participant traduit les objectifs spécifiques qui avaient été assignés au réseau. Il s'agissait de renforcer le lien entre les organisations syndicales et les autres acteurs de l'altermondialisme européen, étant entendu que ces acteurs se connaissaient déjà au moment de la constitution du réseau. Dès lors, que ce soit du point de vue des représentants des grandes organisations syndicales ou des organisations de l'altermondialisme européen (think tanks, Attac, syndicats alternatifs principalement), le thème de la meilleure compréhension des points de vue opposés revient régulièrement dans la question des apports du réseau Travail et mondialisation. Ainsi,

⁵¹² Entretien, animateur du réseau APRIL, juin 2009.

⁵¹³ Entretien, membre de Rifondazione Comunista, février 2010.

⁵¹⁴ Entretien, représentante d'Espaces Marx, mars 2009.

selon un représentant d'Attac France et du syndicat Solidaires, « les séminaires débouchent sur une compréhension mutuelle plus importante, des prises de conscience de réalités que les gens n'auraient pas vues parfois »⁵¹⁵. Derrière l'idée de compréhension mutuelle, il s'agit bien d'affirmer que la confrontation des points de vue permet d'améliorer la capacité de communication entre les participants. L'idée d'une meilleure communication est alors rapprochée de l'idée de confiance entre les participants par l'animateur du réseau, représentant de Transform ! Italie :

« [Le réseau] aide à élargir la capacité de communication entre les syndicats et les autres mouvements sociaux, et en général d'instaurer plus de confiance au sein de cet espace »⁵¹⁶.

L'analyse du représentant de la fédération des employés de la CSC belge est également très proche de cette idée: selon lui, le réseau « a permis de construire un réseau de confiance entre des personnes et des organisations »⁵¹⁷.

Dans ces quelques extraits, on est alors très proches de l'intuition de Simmel selon laquelle le conflit constitue un vecteur de socialisation, au sens où son éclatement favorise la découverte d'une solution commune, et renforce *in fine* l'unité du groupe. Alors même qu'un conflit a éclaté après la tenue du FSE de Malmö au sein du réseau Travail et mondialisation au sujet de l'organisation d'un contre-sommet de l'Union européenne à Bruxelles en mars 2009, les acteurs rencontrés immédiatement après cette période insistent sur la progression de la confiance entre les différents types d'organisations impliquées dans ce conflit. Surtout, ce qui nous intéresse ici, c'est de montrer que cette confiance mutuelle fournit une incitation à une partie de ces acteurs pour continuer la discussion commune.

Une confiance qui permet d'envisager la poursuite du travail en commun

L'idée de continuer le travail en commun au-delà de l'échec des expériences des réseaux thématiques renvoie à l'idée selon laquelle le Forum Social Européen a permis de construire un groupe d'acteurs dont les thèmes de travail et les revendications (sur les politiques économiques et sociales de l'Union européenne) se rapprochent. Dès lors, il

⁵¹⁵ Entretien, membre d'Attac France, porte-parole de Solidaires, mars 2009.

⁵¹⁶ Notre traduction : "[the network] helps to enlarge the capacity of communication between Unions and other social movements, between the ESF process and the European trade Unions, and in general to build more trust in this space.", Entretien, représentant de Transform! Italie, février 2010.

⁵¹⁷ Entretien, représentant de la CSC-CNE, avril 2009.

apparaît nécessaire de promouvoir la poursuite du travail en commun entre ces différents acteurs.

De façon générale, on peut affirmer qu'au-delà des réseaux thématiques, le processus du Forum Social Européen a contribué à renforcer la communication entre les représentants d'organisations qui sont au centre de chapitre, qui ont été investis à un moment ou un autre dans un ou plusieurs des réseaux thématiques que nous avons étudiés.

Pour les deux premiers réseaux, celui de la Charte et celui sur les Services publics, la volonté de poursuivre le travail en commun à l'échelle européenne reste limité à quelques individus qui sont restés impliqués après le FSE de Malmö. Dans ce contexte, il s'agit de dépasser les réseaux thématiques existants pour organiser leur convergence. Par exemple, une animatrice du réseau de la Charte, qui n'est plus à ce moment qu'un petit groupe d'individus, explique :

« Nous, comme on a un projet assez globalisant, on se dit que peut être qu'on peut rencontrer l'ensemble des réseaux et continuer à faire cette synthèse des points d'accord et mettre en avant des dissensus, parce que c'est ça aussi qui permet de progresser. En se disant que la Charte n'est pas tout, mais un point d'aide dans cette nébuleuse, sans être négatif : il y a beaucoup de réseaux qui se sont créés et cela devient très complexe »⁵¹⁸.

Selon elle, il apparaît clairement que la convergence entre les différentes organisations travaillant dans le cadre du FSE sur les questions économiques et sociales⁵¹⁹ est nécessaire, et donc la poursuite du travail collectif à l'échelle européenne. Dès lors, les acteurs du réseau de la Charte pourraient avoir un rôle privilégié de synthèse de positions, de la même façon que la Charte constituait une synthèse des positions des altermondialistes sur la construction européenne. Cette idée de continuer la convergence des acteurs qui travaillent dans des réseaux différents apparaît également chez les animateurs du réseau Services publics, à travers la promotion des espaces de convergence entre ces réseaux : « Maintenant, il faut que l'on tende vers des espaces *cross-network*, le réseau Services publics travaillant par exemple avec le réseau Travail et Mondialisation »⁵²⁰. Cette volonté se traduit alors en janvier 2009 avec l'organisation d'une réunion inter-réseaux à Paris, qui constitue l'une des deux initiatives au-delà du FSE qui nous intéressent dans cette partie.

⁵¹⁸ Entretien, représentante d'Espaces Marx, mars 2009.

⁵¹⁹ Et en particulier dans les réseaux « généralistes » (ibid.) que sont les réseaux Travail et mondialisation, Charte et Services publics.

⁵²⁰ Entretien, représentante de l'AITEC-IPAM, décembre 2008.

Sur le plan des individus, c'est-à-dire à partir de l'idée d'un accroissement de la confiance interpersonnelle qui justifie la poursuite du travail en commun, c'est surtout au sein du réseau Travail et mondialisation que les participants expriment leur souhait de voir se poursuivre la coopération. Ceci s'explique par le fait qu'à la fin de l'année 2008, malgré son caractère conflictuel, ce réseau implique encore à cette période un nombre d'acteurs relativement important et plutôt diversifié⁵²¹. A l'opposé, nos deux autres réseaux, plus anciens, ont perdu un plus grand nombre de participants depuis leur création, et se réduisent à ce moment strictement à leurs animateurs. Dès lors, dans le réseau Travail et mondialisation, il ne s'agit pas principalement de participer à la convergence entre les réseaux⁵²², mais plutôt de poursuivre la discussion entre les participants au réseau Travail et mondialisation, dans ou en dehors du FSE. Ainsi, défendant activement l'apport de ce réseau du point de vue du renforcement des liens entre les syndicats et les mouvements sociaux, le représentant de la CGIL se positionne en faveur de la poursuite du travail en commun :

« Le réseau Travail et mondialisation a commencé à partir de ce besoin : les mouvements sociaux et les syndicats sont trop séparés, trop éloignés les uns des autres. Il nous faut essayer d'avoir une pensée commune, une approche commune. Pour cela, nous devons approfondir, discuter et travailler ensemble »⁵²³.

De la même façon, le représentant d'Attac Allemagne estime que le réseau Travail et mondialisation a permis d'« engager un dialogue entre les mouvements et les syndicats, un processus permanent de communication, et une tentative de définir les différences et les points communs »⁵²⁴. Dès lors, il convient de favoriser le maintien de cette communication. A cet égard, l'organisation d'une conférence sociale, en dehors du Forum Social Européen, apparaît comme « un moment important pour approfondir »⁵²⁵ le travail réalisé dans le cadre du réseau Travail et mondialisation. Cette conférence constitue alors la deuxième initiative que nous analysons dans les sections suivantes. Ainsi, malgré les conflits qui ont éclaté au sein du réseau Travail et mondialisation, les acteurs s'accordent pour soutenir l'idée d'une

⁵²¹ Et en particulier, des grandes organisations syndicales et des organisations fortement impliquées dans l'altermondialisme et le FSE, qui constituent les deux pôles autour desquels la confiance semble s'être renforcée.

⁵²² Même si cela peut apparaître souhaitable, en particulier les représentants de organisations les plus impliquées dans le Forum Social Européen : syndicats alternatifs, réseau Attac, think-tank du réseau Transform !, etc.

⁵²³ Notre traduction : "I am convinced that we need some different points of view of social movements, to increase our attention to the social question, for example. Labour & Globalization began on these kinds of needs, because social movements and trade unions are very separated, very far from each other. You need to jump, to try to have a common thinking, a common approach. (...) So, we need to deepen, to discuss and to work together.", Entretien, représentant de la CGIL, juin 2009.

⁵²⁴ Notre traduction : "The network has started a dialogue between movements and Unions, a permanent process of communication and the attempt to define differences and common points.", Entretien, représentant d'Attac Allemagne, mai 2009.

⁵²⁵ Entretien, représentante d'Attac Autriche, juin 2009.

poursuite de la discussion et du travail en commun à l'échelle européenne, malgré la dynamique de déclin qui touche le processus du Forum Social Européen.

Malgré l'échec des réseaux thématiques et la dynamique de déclin du Forum Social Européen, les évaluations par les acteurs de leur participation à ces derniers en fait apparaître les apports en termes de nouveaux liens mais également de relations de confiance qui ont pu s'instaurer au fil du temps. Sur le plan théorique, cette analyse confirme donc l'hypothèse issue de la sociologie de Simmel qui consiste à affirmer que les interactions entre les acteurs, y compris conflictuelles, constituent un vecteur de constitution de relations de confiance au sein d'un groupe qui se crée au cours de ces interactions. S'étant rencontrés dans les réseaux thématiques et plus globalement dans le FSE, les acteurs qui nous intéressent ici, c'est-à-dire les représentants d'organisations travaillant sur les politiques économiques et sociales menées à l'échelle européenne, ont peu à peu formé un groupe qui se caractérise par une certaine cohésion. Sans effacer les fortes lignes de clivage qui peuvent les opposer, qui reposent comme nous l'avons vu sur des conceptions de la démocratie et des stratégies d'actions parfois divergentes, les relations de confiance qui se sont instaurées les conduisent à souhaiter continuer à confronter leurs points de vue et à renforcer leurs tentatives de coordination. La section suivante s'intéresse à deux de ces tentatives initiées dans les années récentes.

b) Des initiatives européennes en dehors du FSE : une volonté de dépasser un espace du Forum en déclin.

Après le Forum Social Européen de Malmö, les deux initiatives qui sont mises en route, sur la crise économique et sur l'organisation d'une conférence sociale entre syndicats et mouvements sociaux, s'inscrivent dans la volonté de relancer la coopération sur les questions économiques et sociales, après l'échec des réseaux thématiques à déboucher sur des actions communes. Dans le contexte de déclin du FSE, certains acteurs cherchent donc à dépasser les divergences (mises en avant dans la première partie de ce chapitre) en sortant du cadre spécifique du Forum, remettant largement en cause l'hypothèse principale posée en introduction de ce chapitre. En effet, la marginalisation de l'espace du FSE n'empêche pas des acteurs pourtant hétérogènes de tenter de nouvelles expériences de coordination dans un autre cadre. Dans les paragraphes qui suivent, nous analysons ces initiatives simultanément,

en montrant qu'elles tentent de répondre, dans leurs objectifs et dans leur mode de fonctionnement, aux insuffisances du Forum Social Européen telles qu'elles sont perçues par les acteurs.

Un objectif commun de convergence et de renforcement la coordination collective à l'échelle européenne

Malgré les divergences dans les analyses et les stratégies de participation dans le contexte de déclin du Forum Social Européen (mises en avant dans la première partie de ce chapitre), l'ensemble des acteurs des réseaux thématiques sont conscients, après l'édition de Malmö et à l'approche de celle d'Istanbul, que le processus du FSE n'est plus l'espace privilégié au sein duquel il convient de tenter de renforcer la coordination entre les organisations. Dès lors, des tentatives de coordination sont initiées après le FSE de Malmö avec l'objectif explicite de relancer la coopération entre les organisations travaillant sur les politiques économiques et sociales dans un contexte européen.

Les deux initiatives qui nous intéressent ici sont lancées simultanément après l'échec perçu du FSE de Malmö et face au déclin de la dynamique du FSE dans son ensemble. Bien qu'elles se distinguent par les acteurs qui en sont à l'origine, elles visent toutes les deux à réunir les mêmes organisations – celles qui travaillent sur les politiques économiques et sociales de l'Union européenne, dans un contexte de crise économique et financière qui éclate à l'automne 2008.

La première initiative est celle de l'organisation d'une réunion des différents réseaux européens travaillant au sein du FSE ou en dehors, à Paris en janvier 2009. L'idée d'organiser une telle réunion est partie d'une série de discussions informelles menées durant le Forum Social Européen de Malmö, ainsi que nous l'apprend le représentant de l'ONG allemande WEED, ancien porte-parole d'Attac Allemagne : « Au début, il y avait un groupe de trois quatre personnes qui se connaissaient depuis plusieurs années. J'ai passé quelques coups de téléphone, et mes amis m'ont dit que oui, il fallait le faire »⁵²⁶. Parmi ces quelques personnes, il mentionne explicitement un représentant d'Attac France et la représentante d'Attac Autriche, qui nous avons déjà identifiés comme des acteurs majeurs du processus du FSE et des réseaux thématiques que nous étudions. Lors de l'introduction de la réunion de Paris,

⁵²⁶ Entretien, représentant de WEED, juin 2009.

l'animatrice du réseau Seattle to Brussels mentionne la liste des promoteurs de ce nouvel espace de discussion et de coordination, en citant les Attac d'Europe, le réseau S2B (dont elle est la coordinatrice salariée) et le réseau Eurodad, réseau d'ONG travaillant sur la dette des pays du Tiers-monde, non investi dans le Forum Social Européen⁵²⁷. A travers ces informations, on peut affirmer que l'initiative de cette réunion des réseaux contre la crise provient du réseau des Attac d'Europe, fortement engagé dans le FSE, mais se rapproche plutôt des ONG disposant de bureaux à Bruxelles, développant des activités de lobbying auprès des acteurs du système politique de l'Union européenne⁵²⁸, que des acteurs visant à mobiliser un grand nombre de militants dans une perspective contestataire.

A l'opposé, la seconde initiative, celle de la « Conférence sociale conjointe », est directement issue des débats au sein du réseau Travail et mondialisation, et à la conviction de certains acteurs qu'il est nécessaire de favoriser la continuation des rencontres entre les syndicats et les mouvements sociaux, malgré les différences qui les opposent⁵²⁹. Pour mener à bien ce projet, c'est surtout l'activisme du représentant de la fédération des employés de la CSC belge, épaulé par ses collègues de la FGTB, ainsi que l'intérêt porté à cette proposition par l'animateur du réseau Travail et mondialisation, qui permet à cette première conférence d'être organisée en septembre 2009, dans les locaux de la Confédération européenne des syndicats à Bruxelles. Il s'agit donc ici avant tout d'une initiative syndicale, l'animateur du réseau Travail et mondialisation ayant lui-même collaboré directement avec la CGIL italienne par le passé⁵³⁰.

Malgré ces origines apparemment très différentes, l'une provenant d'Attac et attirant d'abord le monde des ONG, l'autre issue de l'activisme d'un syndicaliste belge, les acteurs concernés par ces initiatives semblent se rejoindre. Ainsi, lors de la réunion sur la crise, l'idée de faire converger des réseaux différents, est explicitement formulée au moment de

⁵²⁷ Fondé en 1990, le réseau regroupe « 58 ONG issues de 19 pays européens travaillant sur le thème de la dette, du financement du développement et de la réduction de la pauvreté ». Son bureau de Bruxelles effectue essentiellement un travail de communication à destination du public et de pression directe auprès des officiels européens. Il est donc peu engagé dans des activités de mobilisations contestataires, plutôt caractéristiques du mouvement altermondialiste et du Forum Social Européen. Informations disponible sur le site du réseau : <http://www.eurodad.org/aboutus/index.aspx?id=86&LangType=1036>, page consultée le 30 septembre 2011.

⁵²⁸ Parmi elles, toutes n'étaient pas engagées dans l'altermondialisme et le Forum Social Européen. C'est notamment le cas d'Eurodad. Pour ce qui concerne le réseau S2B, il a toujours été représenté par son coordinateur européen dans le FSE, ce qui ne signifie pas pour autant que l'ensemble des 70 organisations membres du réseau y participent.

⁵²⁹ Cette conviction étant le fruit des interactions régulières qui se sont développées dans le cadre du FSE, que nous avons abordées dans la section précédente.

⁵³⁰ Par le biais de la Fondation di Vittorio, centre de recherche affilié à la confédération italienne.

l'introduction. A cet égard, au-delà du monde des ONG, il s'agit bien de faire converger ces acteurs (et notamment le réseau Eurodad ou certains acteurs du réseau S2B qui ne participent plus au FSE) avec des acteurs et des réseaux du Forum Social Européen, que ce soit le réseau Travail et mondialisation ou le réseau Services publics. De même, la conférence sociale conjointe de Bruxelles initiée par des syndicalistes de la CES vise à promouvoir le dialogue entre le syndicalisme européen (dont la CES et certains de ses membres, en particulier les confédérations engagées dans le réseau Travail et mondialisation) et les mouvements sociaux, entendus de manière très large : dans le comité d'initiative de la conférence on retrouve bien la CES, la CSC, la CGT, la FGTB, mais également des acteurs de l'altermondialisme européen (Attac, Solidaires, AITEC-IPAM, le Forum Social de Roumanie⁵³¹, le réseau Travail et mondialisation) et des réseaux d'ONG entretenant des relations avec la CES au niveau européen (European Anti-Poverty Network, Solidar).

De façon générale, malgré quelques acteurs qui sont présents dans une initiative et pas dans l'autre, on observe qu'il s'agit bien de faire converger des acteurs du Forum Social Européen, des grandes organisations syndicales, et des ONG travaillant plutôt de manière institutionnalisée au niveau européen.

Cette convergence des mêmes types d'acteurs dans les deux initiatives étudiées ici se retrouve également sur le plan des objectifs généraux.

Là encore, on peut d'abord mettre en évidence des objectifs spécifiques différents, qui sont à relier aux motivations qui ont poussé certains acteurs à proposer l'organisation de ces événements. Pour ce qui concerne la réunion contre la crise, la caractéristique principale, affirmée lors de l'ouverture de la réunion, est de permettre la convergence de différents réseaux spécialisés dans des thèmes proches, travaillant à l'intérieur du Forum Social Européen (et notamment les réseaux thématiques Services publics et Travail et mondialisation) ou à l'extérieur de ce cadre (tels que le réseau d'ONG Eurodad). Derrière cette idée, on retrouve deux éléments qui relèvent des insuffisances du processus du Forum Social Européen. D'une part, il s'agit de prendre acte du fait que le Forum Social Européen n'est plus un espace privilégié de coordination, ainsi que nous l'avons expliqué dans la première partie de ce chapitre : les grandes ONG travaillant de manière institutionnalisée à

⁵³¹ Entité généralement représentée par une seule personne dans le processus du FSE, l'ampleur du Forum Social de Roumanie reste très limitée. Désigné comme une organisation partie prenante de la conférence (contrairement à la Charte de Porto Alegre qui interdit de faire du Forum Social un acteur à part entière), on peut néanmoins supposer qu'il fournit, au moment de l'organisation de la conférence, une dimension paneuropéenne en intégrant spécifiquement un acteur d'Europe de l'Est.

Bruxelles, apparaissent ainsi relativement absentes du FSE, de même que les grandes confédérations syndicales qui ont tendance à ne plus participer activement au Forum. D'autre part, il s'agit de pallier au fait que la promotion des réseaux thématiques dans la perspective du Forum Social européen de Malmö avait contribué à renforcer le cloisonnement de cet événement, limitant de fait la communication entre les différentes aires thématiques prévues au programme⁵³².

De son côté, la Conférence sociale conjointe s'inscrit plutôt dans la volonté de poursuivre le travail de discussion et de confrontations d'analyses enclenché à l'intérieur du réseau Travail et mondialisation, en tenant compte des insuffisances de cet espace. Le principal initiateur de cette conférence nous explique ainsi : « Je pense qu'on a besoin d'endroits où on est en capacité de confronter de manière approfondie et systématique des positions d'organisations et pas seulement des points de vue de militants »⁵³³. A cet égard, le but de la conférence sociale conjointe entre syndicats et mouvements sociaux est bien principalement de pallier au fait que dans le Forum Social Européen, le poids réel des organisations (en termes de nombre d'adhérents) n'est généralement pas pris en compte, n'importe quel individu pouvant prendre part aux débats et à la décision éventuelle. Dès lors, l'organisation de la conférence conjointe vise à tirer profit du dialogue instauré dans le cadre du Forum Social Européen tout en dépassant le fonctionnement propre au réseau qui nourrit les réticences syndicales à s'engager pleinement dans ce réseau⁵³⁴.

Derrière ces objectifs spécifiques, il convient cependant de ne pas occulter le fait que la perspective globale reste la même, puisqu'il s'agit de favoriser la coopération entre des acteurs dont les thèmes de travail et les revendications se rapprochent, mais qui restent divers dans leurs modes de fonctionnement et dans les stratégies qu'ils mettent généralement en œuvre. Bien qu'elles conservent leurs objectifs propres (répondre à la crise économique et financière pour la première, approfondir la discussion entre les syndicats et les mouvements sociaux pour la seconde), ces deux initiatives partagent le point commun d'approfondir la discussion entre les acteurs qui travaillent sur les politiques économiques et sociales de l'Union européenne, mais également de tenter de définir des positions et des revendications

⁵³² Cet élément avait été indiqué par plusieurs acteurs de nos réseaux thématiques comme l'une des limites des réseaux thématiques dans les évaluations apportées après le FSE de Malmö, ainsi que nous l'avons expliqué au chapitre précédent. Le constat du cloisonnement du FSE relève ainsi d'une analyse en termes d'efficacité du Forum, qui ne parvient plus à définir un agenda transversal qui permet de déboucher sur des mobilisations de grande ampleur à l'échelle européenne. Voir p.

⁵³³ Entretien, représentant de la CSC-CNE, avril 2009.

⁵³⁴ Voir la première partie de ce chapitre.

communes sur les questions spécifiques qui sont traitées par chacune d'elles. Pour ce qui concerne la réunion des réseaux sur la crise, ce double objectif apparaît par exemple dans les trois groupes de travail qui sont constitués à Paris en janvier 2009. Le premier vise à proposer des alternatives face à la récession qui s'annonce, se situant clairement sur le plan de l'analyse. Les deux autres groupes de travail se concentrent sur la question de l'agenda commun qu'il convient de développer, dans la perspective spécifique du G20 de mars 2009 à Londres pour le premier et de façon plus générale sur les questions financières à l'échelle mondiale et européenne.

On retrouve également ces deux objectifs qui accompagnent l'idée de favoriser la convergence entre des syndicats et des mouvements sociaux dans le cadre de la Conférence sociale conjointe, bien que de façon plus floue pour ce qui concerne l'élaboration de stratégies communes. En raison des relations conflictuelles existantes entre les grandes confédérations syndicales et les autres acteurs de l'altermondialisme, les objectifs de la première conférence sociale restent clairement limités en termes d'actions concrètes qui seraient décidées à ce moment, ainsi que le répète à plusieurs reprises l'un des initiateurs de la conférence durant les débats. A long terme cependant, les différents participants ne cachent pas leur volonté de voir se rapprocher les agendas des uns et des autres, à la faveur des échanges qui se renforceraient au cours de ce nouveau processus. Par exemple, le représentant de la FGTB nous affirme que l'objectif est, « après avoir appris à se connaître, de se réunir de manière institutionnalisée et formalisée et de voir ce que mouvements sociaux et syndicats peuvent avoir comme vision commune pour devenir une force de proposition »⁵³⁵. L'animateur du réseau Travail et mondialisation est également de ce point de vue : selon lui, « l'objectif de long terme est de créer un espace commun au niveau européen, qui est capable de développer un agenda commun, mais également d'avoir des actions communes et des objectifs communs »⁵³⁶.

Ainsi, dans les deux projets distincts, il s'agit de faire converger des acteurs différents, qui se sont auparavant rencontrés dans le cadre du Forum Social Européen, afin de renforcer les échanges de points de vue entre les participants et finalement de renforcer la coordination potentielle des activités de l'ensemble des organisations de cette nébuleuse. L'analyse des objectifs de ces deux initiatives, celle contre la crise et celle de la Conférence sociale conjointe, nous permet donc de montrer qu'en sortant du contexte particulier du Forum Social Européen,

⁵³⁵ Entretien, représentant de la FGTB, avril 2009.

⁵³⁶ Notre traduction: "The long-term goal is to create a common space in Europe that is able to rise a common agenda at the European level, and even possible to have common actions, common objectives.", Entretien, représentant de Transform! Italie, janvier 2010.

qui apparaît en fort déclin après 2008, des acteurs hétérogènes partageant le point commun de travailler sur les politiques économiques et sociales de l'Union européenne cherchent à approfondir leur coopération. Au-delà de ces objectifs de convergence d'acteurs divers, il convient d'analyser le mode de fonctionnement de ces deux initiatives afin de voir en quoi il s'inscrit également dans une tentative de dépassement du contexte du FSE en déclin pour favoriser la coordination des acteurs divers identifiés dans les paragraphes précédents.

Un mode de fonctionnement qui permet de répondre au problème de l'informalité du Forum Social Européen

L'analyse du mode de fonctionnement des deux initiatives qui nous intéressent ici nous permet de voir que les initiateurs s'attachent à les organiser selon des règles propres, différentes de celles du FSE. Par rapport aux insuffisances pointées dans la première partie de ce chapitre, on peut alors affirmer qu'elles visent à répondre aux problèmes que pose le fonctionnement du processus pour les représentants des organisations participantes. Là encore, il s'agit de montrer que des acteurs divers cherchent à dépasser le cadre particulier du FSE qui apparaît en déclin pour approfondir leur coopération sous d'autres formes.

Le principal élément autour duquel les deux initiatives étudiées dans cette partie tentent de dépasser le fonctionnement du FSE est celui de son informalité et de l'absence de transparence qui caractérisait le fonctionnement des réseaux thématiques, tel qu'il était perçu par les participants. A l'inverse, il s'agit pour la préparation de la réunion des réseaux contre la crise en janvier 2009, mais également pour la Conférence sociale conjointe entre syndicats et mouvements sociaux, de renforcer la clarté de la répartition des tâches, qui permet à la fois de donner lieu à un véritable suivi des activités entre les différentes réunions et conférences organisées, et de permettre d'identifier quels acteurs participent effectivement à ce processus.

Dans le cadre de l'espace des réseaux contre la crise, ce souci de transparence se traduit ainsi par la constitution d'un Comité de coordination qui est chargé de mettre en œuvre les décisions prises lors de la première réunion, et notamment de suivre la préparation de la seconde réunion prévue à Francfort en avril 2009. Ce comité est composé d'une quinzaine de membres, représentant chacun une organisation, sans que sa composition soit néanmoins fermée. Il se réunit par le biais de conférences téléphoniques dans les mois qui suivent la réunion de Paris. Dans son mode de fonctionnement, ce réseau contre la crise se distingue des

réseaux thématiques que nous avons précédemment étudiés par le fait que ce comité de coordination est constitué dès la première réunion. Bien que ce suivi fût de fait assuré par les animateurs dans le cadre de nos réseaux thématiques du FSE, le réseau contre la crise s'en distingue par le fait qu'une décision transparente est prise en ce sens à Paris en janvier 2009. En adoptant un mode de fonctionnement plus clair et plus transparent, l'espace des réseaux contre la crise se rapproche ainsi du fonctionnement des réseaux d'ONG plus institutionnalisés que ceux du Forum Social Européen⁵³⁷, comme par exemple le réseau Seattle to Brussels, dont la coordinatrice est particulièrement impliquée dans l'organisation de la réunion de Paris.

En ce qui concerne la Conférence sociale conjointe, le mode de fonctionnement se distingue encore plus fortement des pratiques du mouvement altermondialiste, notamment par le fait que cette initiative provient de représentants syndicaux particulièrement critiques du fonctionnement du Forum Social Européen (cf. Partie 1 dans ce chapitre). En vue de l'organisation de la première Conférence sociale, c'est un comité d'initiative reposant sur le principe de la cooptation qui est constitué sous l'égide du représentant de la centrale des employés de la CSC et de l'animateur du réseau Travail et mondialisation. Regroupant six organisations syndicales et six réseaux ou organisations identifiés comme faisant partie de la sphère des mouvements sociaux, ce comité ne repose donc pas sur un principe d'ouverture comme c'est le cas dans le cadre des Forums Sociaux. Du point de vue des grandes confédérations syndicales, ce mécanisme permet d'identifier clairement les organisations qui participent au processus, en empêchant la participation des individus qui ne représentent qu'eux-mêmes. Il s'agit donc de s'adapter au mode de fonctionnement traditionnel des organisations syndicales, en lien avec leur conception représentative classique de la démocratie dans les mouvements sociaux : tous les participants ne sont pas acceptés, en particulier ceux qui viennent à titre individuels et ne représentent pas une organisation. Du point de vue des acteurs principaux du Forum Social Européen, et notamment les syndicats alternatifs ou le réseau des Attac d'Europe, cette relative fermeture, qui rompt avec la pratique participative et horizontale du mouvement altermondialiste, peut être regrettée, mais apparaît acceptable en raison du fait que le comité est susceptible de s'élargir et que la participation à la conférence sera, de fait, ouverte à tous⁵³⁸.

⁵³⁷ Et dont la distinction renvoie précisément aux « deux ères de l'activisme transnational » telles que les a identifiées Bennett, Lance, "Social Movements beyond Borders: Understanding Two Eras of Transnational Activism", in della Porta, Donatella, Tarrow Sidney (eds.), *Transnational Protest and Global Activism*, op. cit.

⁵³⁸ Entretien, membre d'Attac France, porte parole de Solidaires, mars 2009 ; Entretien, porte-parole de Solidaires, décembre 2009.

Ce détour sur le mode de fonctionnement de chacune des deux initiatives, sur la crise et sur la conférence sociale conjointe, est utile afin de voir dans quelle mesure il se détache des pratiques régulières dans le cadre du Forum Social Européen. D'abord, cela signifie que malgré leur hétérogénéité, les organisations travaillant sur les politiques économiques et sociales en Europe cherchent à améliorer leur capacité de travail en commun dans un autre cadre que celui du FSE en déclin, qui n'apparaît plus adapté pour rassembler ces acteurs dans leur diversité. Ensuite, au-delà de leurs divergences⁵³⁹, les anciens acteurs de nos réseaux thématiques⁵⁴⁰ se rejoignent sur le plan de leur conception de l'organisation des mouvements sociaux, conçus comme le résultat de la coordination entre des organisations plutôt que comme la conjonction d'initiatives locales et autonomes de militants de base⁵⁴¹. Dans cette perspective, alors que les réseaux thématiques ouverts et décentralisés se traduisent par un faible engagement d'une partie d'entre eux (en particulier les grandes confédérations syndicales et les ONG), l'ensemble de ces organisations peuvent s'accorder pour créer des initiatives moins ouvertes, avec des objectifs plus limités et plus clairement définis.

Enfin, en se rapprochant du fonctionnement d'un type d'acteur en particulier, celui des ONG pour l'espace contre la crise, et celui des grands syndicats pour la conférence sociale conjointe, les premières réunions organisées en 2009 parviennent bien à réunir une diversité d'organisations, allant du réseau des Attac d'Europe, aux ONG et aux grandes confédérations syndicales, en passant par les syndicats alternatifs et les centres de recherche du Forum Social Européen. Dans un contexte de déclin du Forum Social Européen, on s'aperçoit donc que nos acteurs cherchent toujours à se rencontrer malgré leurs divergences. Dès lors, l'hétérogénéité n'apparaît pas déterminante sur la capacité des organisations à développer des expériences de coopération à l'échelle européenne. Cependant, si on élargit notre analyse à la dynamique contestataire en Europe, celle-ci est encore susceptible de réapparaître comme source de divergences, nous incitant à réfléchir au statut de ces initiatives dans ce contexte général.

⁵³⁹ Sur les modes de décisions et sur les stratégies d'action.

⁵⁴⁰ Représentants de grandes confédérations syndicales, d'Attac, de think-tanks de la gauche radicale, de syndicats alternatifs.

⁵⁴¹ On retrouve ici une fois de plus la distinction entre la « voie de la raison » et la « voie de la subjectivité » (Pleyers Geoffrey, *Alterglobalization...*, op. cit.) qui parcourt le mouvement altermondialiste dans son ensemble.

c) Le statut de ces initiatives dans une dynamique contestataire européenne affaiblie

Dans les deux sections précédentes, nous avons expliqué que l'expérience des réseaux thématiques a permis de rapprocher des acteurs malgré les conflits qui ont pu les opposer, donnant naissance à des nouvelles tentatives de coordination à l'échelle européenne, malgré le déclin de la participation dans le Forum Social Européen. Dans cette troisième section, nous montrons qu'elles s'inscrivent dans une dynamique contestataire européenne qui reste affaiblie par rapport à ce qu'elle était au début des années 2000. Dès lors, leur portée demeure limitée à quelques dizaines d'acteurs et elles ne se traduisent pas par un véritable approfondissement de la coordination entre des organisations diverses à l'échelle européenne. Dans les paragraphes qui suivent, nous mettons en évidence les facteurs limitant de ces initiatives, similaires à ceux des réseaux thématiques dans le cadre du FSE. D'abord, nous mettons en avant les effets de l'hétérogénéité en ce qui concerne la capacité à décider de stratégies communes à partir de ces initiatives. Ensuite, nous relevons une nouvelle forme de cloisonnement entre ces deux initiatives, sur le plan des thèmes abordés et des acteurs participants. Enfin, nous proposons notre analyse de ces expériences nouvelles à partir du schéma explicatif qui structure l'ensemble de ce travail de thèse.

Des effets de l'hétérogénéité dans un contexte de faiblesse des mouvements contestataires

Dans une dynamique contestataire qui est perçue comme faible par les différents acteurs participant, l'hétérogénéité des stratégies privilégiées par les uns et les autres à l'échelle européenne tend à produire les mêmes effets que dans les réseaux thématiques du FSE. Celles-ci apparaissent dans les débats au sujet de la capacité ou non de décider d'actions en commun à partir de ces initiatives.

Cette question tend à reproduire la divergence majeure que nous avons repéré dans deux de nos réseaux thématiques du FSE, qui repose sur le clivage entre les grandes confédérations syndicales et les autres acteurs de l'altermondialisme, à la fois sur le plan des conceptions de la démocratie et sur le plan des stratégies. Tandis que les représentants

syndicaux ne souhaitent pas engager leurs organisations dans des appels à mobilisations à l'échelle européenne, les participants issus du Forum Social Européen défendent l'idée selon laquelle il est nécessaire de produire à court terme des stratégies communes à ce niveau. Ainsi, la réunion des réseaux contre la crise de janvier 2009 et la conférence sociale conjointe de septembre 2009, auxquelles nous avons participé, laissent toutes deux une large place à la confrontation de points de vue parfois opposés et à la production d'analyses communes à partir de ces échanges⁵⁴². Cependant, la question de l'opportunité d'agir en commun à partir de ces analyses est inévitablement abordée, dans le programme des discussions ou dans les débats, par certains acteurs qui considèrent qu'elle est le prolongement nécessaire de ces discussions.

En ce qui concerne la réunion des réseaux contre la crise, elle apparaît explicitement dans le programme des discussions, à l'approche du G20 de Londres en mars 2009, qui donne lieu au même moment à la préparation d'une série de mobilisations par des organisations britanniques engagées dans l'altermondialisme. De ce fait, la réunion des réseaux est vue par certains acteurs comme un moment de convergence des mouvements européens afin de réagir à la crise économique à l'échelle internationale, en appelant à la mobilisation européenne à Londres le 28 mars 2009. A Paris, cette proposition se heurte alors à l'opposition des représentants de la CGT mais également de ceux du syndicat allemand des services Verdi. Ce refus des représentants des syndicats de la CES de contribuer à un appel à mobilisations renvoie à deux éléments principaux.

D'une part, cette réticence traduit bien le fait que les modes de décisions des altermondialistes n'apparaissent pas adaptées au mode de fonctionnement des syndicats, tout en fournissant un registre de justification de non engagement dans un appel à mobilisations pour les syndicalistes présents. En tant que représentant d'organisations reposant sur des instances de décisions représentatives, les délégués CGT et Verdi présents lors de cette réunion affirment qu'ils ne sont pas en mesure de décider d'engager leurs organisations respectives dans des mobilisations internationales, qui doivent être validées sur le plan interne. A l'opposé, les syndicats alternatifs et les ONG environnementales ou de solidarité

⁵⁴² A cet égard, on peut affirmer que la clarté des objectifs fixés à ces deux événements ainsi qu'une véritable répartition des rôles dans le déroulement même des réunions permet d'aller plus loin que la simple juxtaposition d'expériences locales et nationales, comme nous avons par ailleurs pu l'observer dans certains séminaires organisés dans le cadre du Forum Social Européen. A chaque fois, le travail se déroule sur deux jours et se divise en groupes de travail qui sont explicitement destinés à permettre d'avancer une compréhension commune des problèmes abordés.

internationale apparaissent beaucoup plus souples dans leur fonctionnement et souhaitent en particulier faire apparaître la diversité des organisations présentes à cette réunion, donnant l'image d'une convergence européenne dans l'optique du G20 de Londres.

D'autre part, cela traduit également une divergence stratégique, qui a également été abordée précédemment dans ce travail. Pour signifier son opposition à l'idée de signer au nom de son organisation un appel à la mobilisation, le représentant de la CGT souligne le fait qu'il ne sait pas quel sera le contexte le 28 mars 2009, plus de deux mois après cette réunion. En fait, contrairement aux autres participants à la réunion (que ce soit les syndicats alternatifs ou les réseaux d'ONG), la CGT n'est pas sûre à ce moment de soutenir une stratégie contestataire vis-à-vis du G20, et s'en remet notamment à la stratégie de la CES et de la Confédération Syndicale Internationale (CSI), qui sont alors susceptibles de participer officiellement à certains débats organisés dans le cadre du G20 (et non aux mobilisations de contestations). On en revient ici au fait que les grandes confédérations syndicales sont réticentes à s'engager dans des activités contestataires qui pourraient aller à l'encontre des stratégies plus institutionnalisées menées par les instances syndicales internationales. Comme pour la question de l'organisation d'un contre-sommet de l'Union européenne en mars 2009, la stratégie de la CES (et pour le G20, de la CSI) de défense institutionnalisée des intérêts des travailleurs s'oppose à la stratégie essentiellement contestataire défendue par les altermondialistes⁵⁴³.

En résumé, lors de la réunion de Paris, l'hétérogénéité des participants réapparaît comme problématique en raison de pratiques différentes de la décision collective entre les grands syndicats et les autres acteurs de l'altermondialisme, mais également de stratégies potentiellement différentes à adopter vis-à-vis du G20 prévu à Londres en mars 2009.

De façon moins explicite, ce même clivage entre syndicalisme européen et altermondialisme est présent en septembre 2009 durant la Conférence sociale conjointe qui se déroule à Bruxelles. A cette occasion, les débats sur les stratégies sont posés par différentes personnes, que ce soit des membres d'Attac, des représentants de réseaux d'ONG ou même des membres de grandes confédérations syndicales de la CES qui expriment leur souhait de voir se développer des stratégies communes entre syndicats et altermondialistes⁵⁴⁴. Au cours

⁵⁴³ Pour preuve de cette position ambiguë des grandes confédérations syndicales nationales, c'est seulement après que la CSI et la CES aient décidé de participer à la manifestation de contestation du G20 que certaines d'entre elles (dont la CGT) décideront d'envoyer des représentants à Londres le 28 mars 2009.

⁵⁴⁴ Par exemple, un représentant de la FGTB explique à cette occasion en avoir « marre de l'analyse, et voudrait des alternatives et de l'action » (retranscription libre). C'est également le sens d'une intervention d'un

des débats, la question des stratégies communes est abordée sous l'angle des stratégies privilégiées par la CES à l'échelle européenne, contrainte de composer avec des traditions syndicales très diverses. Comme cela a été montré dans la littérature sur le syndicalisme européen⁵⁴⁵, la diversité du fait syndical en Europe contraint la CES à limiter ses stratégies au plus petit dénominateur commun entre l'ensemble de ses membres, qui passe avant tout par la représentation institutionnalisée des intérêts des travailleurs, que ce soit par le biais de la négociation dans le cadre du Dialogue Social Européen, ou de la consultation directement par les services de la Commission sur les sujets sociaux. Lors de la Conférence sociale conjointe, les participants sont bien conscients de cette divergence stratégique entre le syndicalisme de la CES et le mouvement altermondialiste, de même que les représentants de la CES. Dès lors, le souhait exprimé de voir se développer des actions communes à partir de la Conférence sociale apparaît peu réalisable en 2009, au moment où se tient cette réunion.

Dans nos deux initiatives de coopération au-delà du Forum Social Européen, des divergences réapparaissent, en particulier autour du clivage entre le syndicalisme européen incarné par la CES et, dans le mouvement altermondialiste, par certaines confédérations nationales, et le reste du mouvement altermondialiste. Faisant intervenir des conceptions de la démocratie et des stratégies d'action différentes, ces divergences remettent donc au premier plan la variable de l'hétérogénéité des participants, de la même façon que dans les réseaux thématiques.

Une nouvelle forme de cloisonnement entre l'initiative contre la crise et la Conférence sociale conjointe.

Au fil des mois, les effets de cette hétérogénéité se traduisent également par une nouvelle forme de cloisonnement entre nos deux initiatives, qui visent pourtant toutes deux à réunir des acteurs divers travaillant sur les politiques économiques et sociales à l'échelle

représentant de la CGIL, qui insiste sur le besoin de « campagnes communes sur le terrain » (idem). En fait, on peut interpréter ces positions en faveur de l'action commune par le fait que la Conférence sociale a pour objectif de réunir à la fois la CES par le biais de deux de ses secrétaires fédéraux et les organisations de l'altermondialisme. Dans ce contexte, bien qu'ils apparaissent comme très peu engagés dans le mouvement altermondialiste dans les réunions propres à ce mouvement, les syndicats belges (FGTB, CSC), italien (CGIL) ou français (CGT) apparaissent beaucoup plus contestataires aux yeux de leurs partenaires syndicaux européens. Organisée dans les locaux de la CES, on peut penser que la Conférence sociale leur fournit l'occasion de défendre des positions plus contestataires en raison de leur position dans le syndicalisme européen, également perçue comme étant des plus contestataires.

⁵⁴⁵ Gobin, Corinne, op. cit.; Martin Andrew, Ross Georges, « Trade Unions Organizing at the European Level », in D. Imig et S. Tarrow (dir.), op. cit., p.53-76.

européenne. Tandis que l'espace des réseaux contre la crise tend, dans le courant de l'année 2010, à se spécialiser sur les questions financières et à réunir plutôt des acteurs représentants des ONG travaillant sur ces problèmes à l'échelle européenne ou internationale, l'initiative de la Conférence sociale conjointe se concentre sur les questions du travail, et permet avant tout de faire participer des organisations syndicales de la CES à des discussions avec des acteurs du Forum Social Européen et du réseau Travail et mondialisation, tels qu'Attac ou des syndicats alternatifs (principalement la FSU et Solidaires).

Pour ce qui concerne les activités qui se déroulent dans le cadre de l'espace des réseaux contre la crise, la diversité des participants à la première réunion de Paris en janvier 2009 ne se retrouve pas par la suite. La décision est prise à la fin de cette rencontre de continuer ce nouveau processus visant à constituer un front européen de réaction à la crise économique et aux politiques de gestion de cette crise par les Etats et l'Union européenne. Pour assurer le suivi, le groupe de coordination qui se met en place rassemble principalement des organisations travaillant sur les questions financières, sous différentes facettes : le réseau des Attac d'Europe⁵⁴⁶, l'organisation allemande WEED, le réseau européen Eurodad⁵⁴⁷, la Campagna per la Reforma della Banca Mondiale⁵⁴⁸ en Italie, ou encore SOMO⁵⁴⁹ en Hollande. Dans le même temps, les grandes organisations syndicales qui avaient participé à la première réunion semblent participer de façon beaucoup plus aléatoire par la suite. A la seconde réunion à Francfort en avril 2009, seule Verdi est encore représentée parmi les 70 participants (contre 150 à la réunion de Paris trois mois auparavant). Dans le courant de l'année 2009, l'espace des réseaux contre la crise se limite donc à un espace de rencontre entre des ONG internationales, produisant des analyses sur les aspects financiers de cette crise.

⁵⁴⁶ Pour rappel, la constitution du premier Attac en France en 1998 visait à promouvoir l'idée d'une taxation des transactions financières, couramment appelée taxe Tobin.

⁵⁴⁷ Fondé sur la question de la dette, le réseau Eurodad a élargi son champ d'action aux activités des institutions financières internationales et à la régulation financière. Voir la présentation de ses activités sur son site : <http://www.eurodad.org/aboutus/index.aspx?id=86>, page consultée le 30 septembre 2011.

⁵⁴⁸ La CRBM regroupe une quarantaine d'organisations italiennes du secteur du développement, de l'environnement, des droits de l'homme et milite principalement pour une démocratisation des institutions financières internationales. Voir la présentation sur son site Internet : <http://www.crbm.org/modules.php?name=browse&mode=page&cntid=8>, page consultée le 30 septembre 2011

⁵⁴⁹ Centre de Recherche sur les Entreprises Multinationales, basé à Amsterdam, qui travaille sur les conséquences des activités de ces entreprises sur les populations et l'environnement. Voir la présentation sur son site Internet : <http://somo.nl/about-somo>, page consultée le 30 septembre 2011.

A l'opposé, l'initiative de la Conférence sociale conjointe, en cherchant précisément à favoriser la participation de la Confédération européenne des Syndicats et de confédérations membres qui ne participent pas ou peu au mouvement altermondialiste, se concentre dès sa première édition sur les questions du travail⁵⁵⁰. Pour la première conférence sociale, une grande diversité affichée dans le comité d'initiative chargé de l'organisation de la rencontre. Ainsi, la CES et ses membres (CGT, FGTB, CSC, Verdi, CGIL) côtoient des réseaux d'ONG de solidarité (European Anti-Poverty Network, Solidar) et environnementaux (Friends of the Earth Europe), ainsi que des acteurs fortement impliqués dans le Forum Social Européen (Attac, Solidaires, FSU)⁵⁵¹. Pour l'organisation d'une nouvelle conférence en mars 2011, le comité d'initiative semble avoir changé dans sa composition : si Solidar et Friends of the Earth n'en font plus partie, celui-ci s'est par exemple élargi au syndicat basque ELA, au syndicat roumain CDSR, tous deux membres de la CES. En se spécialisant sur les questions du travail, l'initiative portée par les syndicats belges se recentre donc sur la rencontre entre des organisations syndicales de la CES et des acteurs du Forum Social Européen qui participaient auparavant au réseau Travail et mondialisation (dont Attac, les syndicats alternatifs français ou encore le réseau Transform !).

Malgré le fait que les deux initiatives étudiées dans cette partie visent à rassembler l'ensemble des acteurs non gouvernementaux qui s'opposent aux politiques économiques et sociales de l'Union européenne, on s'aperçoit que pour chacune d'entre elles, le noyau des acteurs les plus investis se distingue en fonction du thème spécifique mis en avant dans les discussions.

L'analyse des facteurs limitant la portée des deux initiatives, contre la crise et pour l'organisation d'une conférence sociale conjointe, nous permet de souligner le fait que l'hétérogénéité des participants continue à produire des effets, en reproduisant certaines divergences déjà observées dans nos réseaux thématiques, ou en aboutissant à un cloisonnement de fait entre ces initiatives par les thèmes abordés et par les acteurs participant. Ces effets de l'hétérogénéité des participants et le caractère limité de la portée de ces deux initiatives doivent alors être mis en perspective au regard de la dynamique générale des mouvements sociaux à l'échelle européenne.

⁵⁵⁰ Les thèmes de travail sont alors le dumping social en Europe (qui repose sur un abaissement des standards sociaux reposant sur le droit du travail) et le travail décent.

⁵⁵¹ Document distribué lors de la première conférence sociale conjointe à Bruxelles.

Des espaces de discussion dans une dynamique de faiblesse des mouvements sociaux à l'échelle européenne.

Afin de compléter notre analyse des deux initiatives qui nous intéressent dans cette partie, nous les replaçons au cœur de notre schéma explicatif tel que nous l'avons mis en application tout au long de cette thèse. Ainsi, il s'agit d'affirmer ici que dans un contexte de faiblesse des mouvements sociaux européens (perçue par les acteurs que nous avons rencontrés), elles permettent de maintenir des espaces de discussion et de rencontre entretenant des liens entre des organisations susceptibles de se mettre en action de manière coordonnée.

D'abord, on peut affirmer que malgré les divergences qui apparaissent du fait de l'hétérogénéité des participants à ces initiatives, elles restent constitutives d'une communauté d'acteurs défendant des revendications proches.

Ainsi, nous avons expliqué ci-dessus qu'on assistait au fil des mois après le lancement de ces initiatives à une nouvelle forme de cloisonnement entre un groupe d'acteurs plutôt proches du travail des ONG sur les questions financières et un groupe d'acteurs se rapprochant des questions du travail, principalement composés de syndicalistes délégués aux affaires européennes ou internationales. Toutefois, il importe de constater que certains des participants se retrouvent dans ces deux initiatives. C'est le cas en particulier des représentants des différents Attac d'Europe, mais également de certains représentants d'organisations fortement impliquées dans le processus du Forum Social Européen depuis 2002 (dont, par exemple, les syndicats alternatifs Solidaires ou FSU, la FIOM-CGIL, le réseau Transform !, l'AITEC-IPAM, etc.). Continuant en 2009 et en 2010 à entretenir des liens avec les grandes organisations syndicales de la CES, mais également avec les acteurs de l'espace des réseaux contre la crise, ces représentants agissent comme des « *brokers* » tels que définis par Mario Diani, en ce sens qu'ils assurent une forme de connexion entre les deux groupes d'acteurs formés autour de ces deux initiatives⁵⁵². Connectés à la fois au monde syndical et au monde des ONG travaillant sur les questions financières, ces acteurs apparaissent déterminants pour maintenir des relations indirectes entre ces différents types d'acteurs.

⁵⁵² Diani, Mario, "Leaders or brokers? Positions and influence in Social Movement Networks", in Diani, Mario, Mc Adam Doug (eds.), op. cit., p.105-122.

Plus globalement, après le Forum Social Européen d'Istanbul en juillet 2010, et devant l'absence de perspective d'organisation d'une prochaine édition dans les deux années à venir, le noyau des acteurs les plus impliqués dans le processus, (c'est-à-dire, outre les représentants d'Attac, les syndicats alternatifs ou encore les think-tanks de la gauche radicale, des participants se réclamant de Forums Sociaux nationaux (belge, grec, roumain, hongrois, etc.) mais également des militants variés participant souvent à titre individuel au processus) ont affirmé la nécessité de maintenir un processus européen. Lors de l'Assemblée finale du FSE d'Istanbul, une Assemblée européenne (qui n'était donc pas une Assemblée Européenne de Préparation⁵⁵³) a ainsi été convoquée à Paris en octobre 2010, réunissant une centaine de participants⁵⁵⁴. Une nouvelle assemblée du FSE a également été organisée en mars 2011 à Budapest, réunissant environ 65 participants⁵⁵⁵. Plus récemment, une Conférence européenne contre la dette et l'austérité a été organisée à Bruxelles, le 31 mai 2011 a réuni, sur invitation du groupe parlementaire européen GUE-NGL, des acteurs de ce même processus, à l'appel entre autres du réseau Transform ! ou encore du réseau des Attac d'Europe⁵⁵⁶.

La succession de ces conférences d'ampleur limitée et dans des cadres différents nous semble alors participer à maintenir l'existence de cette communauté européenne d'acteurs issus des mouvements sociaux et constituée au fil des années dans le cadre du Forum Social Européen. On rejoint ici la conclusion de della Porta et Caiani qui considèrent qu'au-delà de leur impact éventuel sur le débat public, les contre-sommets européens depuis Amsterdam en 1997, puis le processus du FSE, ont produit et ont consolidé des relations nouvelles, une compréhension commune et de liens de solidarité entre les groupes qui ont participé au fil des années à ces mobilisations⁵⁵⁷. Comme nous l'avons par ailleurs déjà mentionné dans ce travail, cette communauté d'acteurs correspond également à la figure des « cosmopolites enracinés » tels que les a définis Sidney Tarrow⁵⁵⁸ : constituant un groupe limité, il permet de connecter les espaces nationaux de mobilisations au niveau transnational, envisagé dans sa dimension européenne ici.

⁵⁵³ La distinction est importante puisque, comme nous l'avons noté dans le chapitre précédent, le Forum Social Européen d'Istanbul se termine sans qu'aucun pays ou ville européenne ne soit pressenti pour en accueillir la prochaine édition.

⁵⁵⁴ « Newsletter octobre 2010 – Paris », postée sur la liste de diffusion du FSE, 22 octobre 2010.

⁵⁵⁵ « Minutes of the Budapest Assembly », postée sur la liste de diffusion du FSE, 26 mars 2011.

⁵⁵⁶ Programme disponible sur le site de la GUE-NGL : <http://www.guengl.eu/showPage.php?ID=9595&LANG=1&GLANG=1>, page consultée le 30 septembre 2011.

⁵⁵⁷ Della Porta, Donatella, Caiani, Manuela, *Social movements and Europeanization*, op. cit., Chapitre 4.

⁵⁵⁸ Tarrow, Sidney, *The New Transnational Activism*, op. cit., p.40 et suiv.

Plus encore, il s'agit d'affirmer ici qu'au-delà du fait d'être le produit de campagnes et de mobilisations passées, les tentatives de maintien d'espace de rencontre et de discussion à l'échelle européenne sont susceptibles de constituer à leur tour une condition de possibilité d'émergence de futures campagnes européennes visant à contester les politiques menées par les Etats et par l'Union européenne. Ainsi, elles permettent d'entretenir des relations entre des acteurs régulièrement actifs au niveau international, qui sont eux-mêmes connectés au niveau national à d'autres acteurs, qui sont ensuite susceptibles de participer à des campagnes de contestation politique et sociale. Cette interprétation est également proposée par certains des participants à nos réseaux, puis aux initiatives récentes de rencontre et de coopération en dehors du Forum Social Européen. L'ancien animateur du réseau Travail et mondialisation et promoteur de la Conférence sociale conjointe nous explique ainsi :

« L'un des apports généraux que les mouvements globaux ont produit dans toutes ces années, c'est la création de ce que j'appellerai une infrastructure de communication. Au-delà de ces seules expériences, et au-delà des ces seuls réseaux, c'est le plus important. Et cela va être activé sous une forme ou sous une autre »⁵⁵⁹.

En organisant des conférences, des réunions et des assemblées d'une ampleur désormais limitée, les représentants d'organisations actifs à l'échelle européenne ne souhaitent pas simplement entretenir des relations avec des individus avec lesquels ils ont développé des liens de confiance, mais considèrent que leurs échanges et leur travail en commun pourront être utiles dès lors qu'une nouvelle dynamique de contestation à l'échelle européenne sera sur le point de se développer.

Sur le plan théorique, deux remarques peuvent être formulées ici. D'une part, en envisageant le fait que ces initiatives récentes permettent de maintenir des connexions consolidées dans les années précédentes, on retrouve ici la fonction des réseaux d'acteurs comme infrastructure des mouvements sociaux⁵⁶⁰. Oscillant entre des périodes de forte visibilité et des périodes de latence, les mouvements sociaux ne disparaissent jamais complètement, et des réseaux de relations se maintiennent entre les protagonistes des mobilisations passées⁵⁶¹. On rejoint également ici le concept *d'abeyance structure*, tel que l'a défini Verta Taylor à partir de son étude du mouvement féministe américain au XXe siècle

⁵⁵⁹ Notre traduction : « one of the general achievements that the global movements produced in all these years have been the creation of what I would call an infrastructure of communication. Beyond the single experiences, and beyond the single networks, this is the most important element. And that is going to be activated in one form or another. », Entretien, représentant de Transform! Italie, janvier 2010.

⁵⁶⁰ Della Porta, Donatella, Diani, Mario, *Social movements : An introduction*, op. cit. p.247.

⁵⁶¹ Melucci, Alberto, *Challenging Codes*, op. cit., p.116.

aux Etats-Unis⁵⁶². Si des mobilisations se développent et disparaissent en permanence, des structures de veille permettent de maintenir des liens entre une petite élite d'activistes fortement impliqués dans le mouvement. Surtout, conçus comme des infrastructures organisationnelles, ces structures sont susceptibles d'être activés et de favoriser à nouveau l'émergence de mobilisations de grande ampleur⁵⁶³.

D'autre part, en considérant que ces mêmes initiatives permettent avant tout d'entretenir un réseau de relations dans une dynamique contestataire européenne affaiblie, il convient d'en tirer des conclusions en ce qui concerne notre schéma d'analyse. Malgré l'existence de divergences, qui, dans certaines circonstances, se cristallisent en désaccords et en conflits entre les acteurs, les représentants des organisations actives dans le mouvement altermondialiste cherchent malgré tout à maintenir leur coopération. Dès lors, l'hétérogénéité des acteurs et les conflits qu'elle est susceptible de faire apparaître n'apparaît pas déterminante ici, même si elle se traduit par un certain cloisonnement entre les deux initiatives. Ce qui apparaît le plus déterminant, c'est la dynamique de la contestation dans laquelle ces relations se développent. Lorsque celle-ci apparaît faible, il s'agit simplement d'entretenir un réseau d'acteurs aux revendications proches, sans qu'une coopération approfondie ne soit véritablement envisagée. Dès lors qu'une dynamique contestataire sera susceptible de se développer à nouveau, ces relations pourront être mobilisées pour l'organisation de campagnes communes, et constitueront l'un des facteurs facilitant la mise en mouvement d'un grand nombre de citoyens opposés aux politiques de l'Union européenne. On en arrive à l'idée selon laquelle on ne peut véritablement isoler les caractéristiques des acteurs de l'action collective (ici, leur hétérogénéité) et ses effets sur leur capacité de coordination. Celles-ci sont toujours inscrites dans des dynamiques plus larges de développement et de reflux des mobilisations, qui résultent d'une combinaison de facteurs variés, internes et externes aux acteurs envisagés. Cette affirmation fera l'objet de la conclusion générale de ce travail.

⁵⁶² Taylor, Verta, « Social Movement Continuity: The Women's Movement in Abeyance », article cité.

⁵⁶³ A cet égard, l'un des objectifs de la définition de ce concept par Taylor a pour but de relativiser les constats de la nouveauté des épisodes d'action collective, en prenant en compte les éléments de continuité (qui reposent généralement sur un petit groupe d'acteurs fortement investis) qui peuvent se maintenir entre ces épisodes.

Conclusion de la deuxième partie

Contrairement à l'hypothèse que nous avons posée en introduction de ce chapitre, la forte diminution de l'ampleur du Forum Social Européen ne signifie pas, pour les anciens acteurs impliqués dans nos réseaux thématiques, la fin des espaces communs sur les politiques économiques et sociales de l'Union européenne. Ce maintien des espaces communs s'explique en premier lieu par les effets de l'expérience des réseaux thématiques sur la constitution d'une communauté d'acteurs désireux de confronter leurs points de vue et de maintenir leurs relations. En second lieu, deux initiatives distinctes développées en dehors du processus du Forum Social Européen accréditent l'idée selon laquelle l'hétérogénéité des acteurs n'empêche pas ces derniers de tenter de poursuivre leur coopération, dans un autre contexte que celui du FSE en déclin. Enfin, dans une dynamique contestataire européenne affaiblie, on peut finalement considérer que ces initiatives permettent avant tout de maintenir des réseaux de relations qui peuvent être considérés comme une infrastructure des mouvements sociaux, celle-ci pouvant être activée dans une dynamique contestataire favorable au développement de nouvelles mobilisations européennes.

Conclusion du chapitre 6

Nous avons conclu le chapitre précédent sur le constat selon lequel le fort recul de l'ampleur du FSE constituait un contexte défavorable aux réseaux thématiques, et aboutissait à la fin de ces expériences apparues quelques années plus tôt, entre 2005 et 2007. Sur la base de cette conclusion, nous nous demandions dans ce chapitre si la fin de nos réseaux thématiques signifiait également la fin des expériences de coopération sur les politiques économiques et sociales de l'Union européenne.

Dans une première partie, la mise en application de notre cadre théorique initial à partir des évaluations fournies par nos acteurs des réseaux thématiques sur le déclin du FSE semble accréditer l'idée selon laquelle la fin des réseaux est susceptible de se traduire par un retour des différentes organisations participantes vers leurs activités propres. Ainsi, dans le contexte de déclin de la dynamique du FSE, des analyses divergentes peuvent être mises en évidence, entre des acteurs pourtant peu hétérogènes au regard de l'ensemble des participants au processus du FSE. Plus encore, ces analyses se traduisent par des stratégies divergentes,

marquées par les tendances au retrait des grandes organisations (dont les grandes confédérations syndicales et les grandes ONG) et le maintien d'un petit groupe d'acteurs qui ont porté l'organisation du FSE depuis sa création.

Cependant, des initiatives qui se développent en dehors du FSE après l'édition de Malmö semblent aller dans le sens d'une poursuite des tentatives de coopération malgré le déclin du Forum Social Européen. Sur la base de la communication développée dans le cadre du FSE et des réseaux thématiques, une communauté d'acteurs européens s'est constituée, incitant ces derniers à poursuivre leur travail en commun à cette échelle. Les deux initiatives abordées ici, contre la crise et sur l'organisation d'une Conférence sociale conjointe, remettent alors en cause les effets de l'hétérogénéité dans une volonté de dépasser le cadre du FSE. Dans une dynamique contestataire européenne affaiblie, celle-ci reste néanmoins présente et aboutit à une forme de cloisonnement entre ces deux initiatives. Dès lors, notre analyse nous amène à réviser le statut de ces initiatives comme des réseaux d'acteurs entretenant la communication entre les organisations travaillant sur les politiques économiques et sociales de l'Union européenne, susceptibles d'être mis en action lorsqu'une nouvelle dynamique contestataire se développera.

Finalement, ce chapitre nous conduit à relativiser les conséquences de la disparition des réseaux thématiques, que nous avons constitués comme objet principal de notre recherche. Remplacés par des initiatives variées, ils ne marquent pas la fin des rencontres à l'échelle européenne sur les politiques menées par les Etats et les institutions de l'UE. C'est sur ce constat que s'achève notre analyse empirique telle que nous l'avons délimitée. Dans la conclusion générale de ce travail, nous discutons plus largement de ses apports, à la fois sur le plan empirique et sur le plan théorique.

Conclusion générale

La problématique de recherche qui a été posée dans ce travail de thèse reposait sur une question empirique relativement précise, circonscrite à la possible coopération entre des organisations variées à l'échelle européenne afin de tenter d'infléchir le programme économique et social mené dans le cadre de l'Union européenne. Dans cette conclusion, il s'agit d'envisager la contribution plus large de notre analyse dans le champ de la recherche sur l'altermondialisme et dans celui de la sociologie de l'action collective. Dans le même temps, un retour sur les principaux enseignements à tirer de notre étude nous permet de prendre du recul sur la démarche mise en œuvre, en soulignant certaines limites de la recherche que nous avons effectuée. Afin de répondre à ces deux objectifs, cette conclusion s'organise en trois temps. D'abord, nous revenons sur le processus qui a abouti à l'échec des réseaux thématiques en repérant les lignes de clivages majeures qui ont débouché sur des conflits entre les participants. Ensuite, nous tentons de retenir un facteur déterminant expliquant leur échec, qui nous permet de tirer les apports théoriques de notre analyse. Enfin, nous proposons à partir de ces apports une mise en perspective du mouvement altermondialiste à l'échelle européenne dans la période actuelle.

Hétérogénéité et conflits dans un contexte de démobilisation : comment les réseaux thématiques ont échoué ?

Le modèle explicatif développé dans ce travail repose sur la combinaison d'un contexte de démobilisation qui fait apparaître des conflits entre les différents participants aux réseaux thématiques et au processus du Forum Social Européen. En partant des mécanismes de démobilisation tels que les a identifiés Sidney Tarrow⁵⁶⁴, ce modèle nous a permis de comprendre comment les réseaux thématiques ont peu à peu vu leurs activités décliner. Au moment du FSE d'Istanbul, ces réseaux ont finalement disparu, en même temps que le processus ne parvenait plus à rassembler un grand nombre d'organisations et de militants.

⁵⁶⁴ Tarrow, Sidney, *Power in movement*, op. cit.

Deux dynamiques de démobilisation (distinctes mais néanmoins liées entre elles) ont été mises en avant : d'une part, nous avons considéré la fin des campagnes européennes sur les bases desquelles les réseaux thématiques se sont constitués. D'autre part, nous avons analysé la démobilisation des acteurs du Forum Social Européen qui a abouti à une remise en cause des réseaux thématiques dans ce processus. En reprenant chacune de ces dimensions, nous pouvons reprendre les principaux clivages qui structurent le mouvement altermondialiste européen, et qui sont intervenus dans notre explication de l'échec des réseaux thématiques.

Fin de campagnes européennes et conflits au sein des réseaux thématiques

Pour ce qui concerne la première dimension, nous avons mis en relation la naissance des réseaux thématiques du Forum Social Européen avec la succession de contre-sommets de l'Union européenne, l'initiation du processus du FSE et l'organisation de campagnes spécifiques sur la question des politiques économiques et sociales de l'UE. Sur ce point, deux grands enseignements peuvent être mis en avant concernant la capacité des altermondialistes à coopérer à l'échelle européenne. Le premier porte sur le statut des réseaux thématiques comme instances potentielles de mobilisation et le second sur les principaux clivages qui ont produit des effets pour expliquer le déclin des réseaux thématiques.

D'abord, la mise en relation des réseaux thématiques étudiés avec la dynamique de mobilisation des années précédant leur création nous a conduit à largement remettre en cause notre intuition de départ des réseaux comme structures potentielles d'organisation de l'action collective entre des organisations variées. Contrairement à la littérature sur les réseaux qui envisage ces structures organisationnelles comme des ressources permettant d'améliorer l'efficacité de l'action collective, la remise en contexte de la formation de nos réseaux thématiques nous en donne une approche très différente. Nous avons pu observer qu'ils réunissaient dès le départ des acteurs beaucoup moins nombreux par rapport à l'ensemble des organisations, groupes ou militants qui étaient engagés dans les campagnes précédentes (que ce soit celle contre la directive Bolkestein ou même celle, plus réduite dans sa portée, contre le Traité constitutionnel européen). Malgré les objectifs affichés au départ par les initiateurs, qui visaient à poursuivre ou à relancer ces épisodes de mobilisations à l'échelle européenne, nos réseaux apparaissent *a posteriori* comme une forme d'investissement des acteurs les plus mobilisés. Dans cette perspective, nos réseaux thématiques constituent bien plus des indices

de la fin de ces campagnes que des instances permettant de relancer des mobilisations collectives de grande ampleur. Se réunissant régulièrement dans le cadre du processus du FSE, mais aussi parfois en organisant des réunions spécifiques, les réseaux thématiques permettent alors de maintenir en contact des acteurs qui étaient auparavant impliqués dans des campagnes plus larges. Il s'agit principalement d'échanger des informations sur les activités menées au niveau national, mais aussi d'approfondir la réflexion sur un modèle général partagé par ceux-ci (à travers notamment la rédaction de la Charte des Principes pour une autre Europe). Le premier enseignement de notre analyse a donc trait au statut des réseaux thématiques en tant que structures organisationnelles. Nous pouvons affirmer qu'ils apparaissent plutôt comme le résultat de campagnes précédentes que comme des structures permettant d'organiser de nouvelles campagnes à l'échelle européenne.

Ensuite, en analysant le déclin progressif des réseaux thématiques de leur constitution à leur quasi-disparition lors du FSE d'Istanbul, on peut revenir sur les principaux clivages qui semblent parcourir les acteurs qui pourraient participer à la constitution d'un front de résistance aux politiques économiques et sociales de l'Union européenne. L'analyse des trois réseaux thématiques de la Charte, sur les Services publics et Travail et mondialisation nous a conduits à envisager différents types de conflits qui ont conduit dans chacun d'entre eux à un déclin de la participation. Ainsi, un clivage entre les partisans de la réflexion sur un modèle alternatif commun aux altermondialistes et ceux qui y voient avant tout un programme de mobilisations concrètes nous a permis d'expliquer la baisse de la participation dans le réseau de la Charte, dans un contexte de démobilisation suite à la campagne contre le TCE. De même, une divergence stratégique entre les représentants d'organisations et les membres de groupes locaux mobilisés sur les services publics a marqué le réseau Services publics à l'approche du FSE de Malmö, concernant le niveau le plus pertinent à partir duquel envisager la lutte contre la remise en cause des services publics.

Dans le même temps, le clivage qui apparaît le plus déterminant dans l'échec des réseaux thématiques à devenir des structures de mobilisations collectives à l'échelle européenne concerne les divergences sur le plan stratégique et sur le plan de la démocratie interne qui opposent les grandes organisations syndicales membres de la CES aux autres acteurs de l'altermondialisme et du Forum Social Européen. A partir de l'étude approfondie de nos trois réseaux thématiques, on peut affirmer que les représentants des grandes organisations syndicales sont toujours réticentes à s'engager dans des activités avec les autres acteurs de l'altermondialisme européen, qu'ils soient des associations diverses (Attac, think-

tanks de la gauche radicale, associations d'experts) ou des syndicats alternatifs (Solidaires, FSU, etc.). Dans le réseau Travail et mondialisation, ce clivage apparaît le plus directement en raison des objectifs spécifiques qui lui sont liés, à savoir renforcer la coopération entre « les syndicats et les mouvements sociaux ». Il s'est notamment cristallisé autour de l'éventuelle organisation d'un contre-sommet de l'Union européenne à Bruxelles en mars 2009. Dans le réseau Services publics, ce clivage est apparu au moment de la création du réseau. La CES et les grandes confédérations nationales engagées dans la campagne d'opposition à la directive Bolkestein étant satisfaites du compromis trouvé au Parlement européen en février 2006, celles-ci ne se sont pas automatiquement impliquées dans le réseau. Par la suite, ce clivage s'est traduit par de réticences fortes exprimées par les représentants des fédérations syndicales des services publics de certaines d'entre elles sur l'utilité de ce réseau. Dans le réseau de la Charte, nous avons montré qu'il est le seul réseau dans lequel la pratique du consensus et de l'horizontalité des discussions n'ont pas été véritablement problématiques. A cet égard, l'absence des grandes organisations syndicales nous a semblé pouvoir expliquer le fait que cet aspect du fonctionnement du réseau ne soit pas contesté par les participants, mais soit au contraire perçu comme un moyen de dépasser les divergences entre les acteurs.

Apparaissant tantôt sur la question du fonctionnement des réseaux ou du Forum Social Européen, tantôt à propos des stratégies privilégiées au niveau européen, ce clivage traduit des divergences fortes entre les grandes organisations syndicales sur le plan des conceptions de la démocratie et sur celui des répertoires d'action. Sur le plan des conceptions de la démocratie, on peut distinguer fortement le fonctionnement traditionnel représentatif des grandes organisations syndicales du fonctionnement plus horizontal et participatif des acteurs de l'altermondialisme. On retrouve alors les fondements des recompositions syndicales de la fin des années 80 qui ont abouti à la création de syndicats alternatifs visant à rompre avec les pratiques hiérarchiques des grandes confédérations. De même, l'inspiration plus participative et horizontale de ces syndicats, d'Attac ou encore des think-tanks de la gauche radicale, est à rapprocher du mode de fonctionnement démocratique promu par le mouvement altermondialiste, basé sur des réseaux décentralisés, ouverts et participatifs. En ce qui concerne les répertoires d'action, les divergences entre grands syndicats et autres acteurs de l'altermondialisme mises en avant dans ce travail confirment les travaux réalisés sur le syndicalisme européen et la CES⁵⁶⁵. De façon générale, celle-ci est principalement investie

⁵⁶⁵ Gobin, Corinne, *L'Europe syndicale*, op. cit. ; Martin Andrew, Ross, Georges, « Trades Unions organizing at the European level », in Imig Doug, Tarrow Sidney, op. cit. ; Wagner, Anne-Catherine, *Vers une Europe syndicale ?*, op. cit.

dans la consultation auprès des institutions communautaires et la négociation dans le cadre du Dialogue Social Européen, plutôt que dans la contestation sociale. A l'inverse, les acteurs de l'altermondialisme défendent plutôt une orientation essentiellement contestataire de leurs activités. Au sein de la CES, les confédérations syndicales nationales engagées dans l'altermondialisme entretiennent bien une certaine spécificité par rapport à leurs partenaires de la CES⁵⁶⁶. Dans le même temps, notre travail confirme les réticences de ces mêmes organisations (la CGT, les syndicats belges ou encore la CGIL) à s'engager dans des activités contestataires qui pourraient entrer en contradiction avec les stratégies privilégiées par la CES à l'échelle européenne⁵⁶⁷.

Confirmant les travaux antérieurs menés sur le syndicalisme européen et sur l'altermondialisme, notre analyse illustre bien les relations chaotiques qui unissent ces différents acteurs à l'échelle européenne. Dans la compréhension des liens entre la fin des campagnes européennes du début des années 2000 et nos réseaux thématiques, elles constituent un facteur essentiel de conflits entre les participants.

Déclin du Forum Social Européen et conflits sur le rôle des réseaux thématiques

Néanmoins, notre analyse des réseaux thématiques a également montré qu'au-delà de l'émergence de divergences parmi les acteurs des campagnes passées, ces derniers ont été mis en avant dans le cadre du Forum Social Européen, en tant que structures collectives participant à la préparation et à la tenue de cet événement. Il s'agit ici de notre deuxième cheminement causal mis en évidence au cours de l'analyse empirique, pour expliquer le déclin des réseaux thématiques que nous étudions.

Particulièrement actifs dans la préparation des Forums d'Athènes (2006) et de Malmö (2008), les réseaux ont constitué après le FSE de Londres en 2004 une opportunité de relancer le processus en favorisant la discussion collective et de manière transnationale des projets d'activités pour le prochain Forum. Il s'agissait ainsi de rendre l'organisation du FSE plus efficace et plus participative. Après l'édition de Malmö, ils ont cependant été confrontés à un fort recul de la participation dans le processus du Forum Social Européen, visible à la fois

⁵⁶⁶ Le fait même que la CGT, la CGIL, la FGTB ou la CSC soient plus fortement impliquées que leurs partenaires syndicaux également membres de la CES traduit ainsi leur plus forte tendance à la protestation publique et à la mobilisation de masse que certains de leurs partenaires également membres de la CES.

⁵⁶⁷ Bérout, Sophie, Ubbiali, Georges, « La CGT, entre soutien distancié et refondation », in Agrikoliansky, Fillieule, Sommier, *L'Altermondialisme en France*, op. cit. ; Bieler, Andreas, Morton, Adam David, « Another Europe is Possible ? Labour and social movements at the European Social Forum », article cité.

dans les AEP et dans les Forums eux-mêmes. Dans cette période de démobilisation des acteurs du FSE, c'est le rôle des réseaux thématiques qui était susceptible d'être remis en question, puisqu'ils n'ont pas permis effectivement de relancer le processus.

Dans ce contexte, le fondement des divergences repose principalement sur les conceptions de la démocratie portées par les participants au processus du FSE. Il renvoie à un clivage ancien au sein du mouvement altermondialiste concernant le mode d'organisation des Forums Sociaux⁵⁶⁸. Tandis que les tenants de la participation conçoivent un Forum comme un espace complètement ouvert et décentralisé, les tenants de l'efficacité ont généralement eu tendance à vouloir impulser une orientation au Forum en définissant de manière centralisée les activités qui se tiendraient pendant le Forum et en limitant, de fait, l'ouverture du processus en définissant un mot d'ordre derrière lequel les participants devraient se ranger.

En ce qui concerne les réseaux thématiques, ce clivage a eu tendance à se reproduire dans les évaluations apportées par les acteurs quant au rôle de ces derniers dans la préparation du FSE de Malmö. D'un côté, les militants de base ou membres de groupes ou réseaux d'acteurs engagés dans des luttes au niveau local voyaient dans les réseaux thématiques un élément de renforcement de la centralisation de l'organisation du Forum et de limitation de l'ouverture à de nouveaux acteurs (dans une optique horizontale liée à la perspective participative du Forum Social). De l'autre côté, les représentants d'organisations d'envergure nationale ou européenne, régulièrement investis au niveau international, considéraient avant tout les réseaux thématiques, de manière positive, comme un moyen de renforcer l'efficacité de l'organisation du FSE et de déboucher sur des activités communes (même si, à cet égard, leur objectif n'était pas rempli après l'édition de Malmö). Leur perspective est plutôt liée à la nécessaire efficacité de l'organisation du Forum, au détriment de l'horizontalité et de l'ouverture du processus. Plus généralement, on retrouve ici la distinction entre deux voies pour changer le monde présentes au sein du mouvement: la « voie de la subjectivité », reposant sur l'action locale, à partir de réseaux de connaissances horizontaux, et la « voie de la raison », qui s'appuie plutôt sur des organisations structurantes et des activistes transnationaux professionnalisés⁵⁶⁹.

Dans les faits, cette divergence a eu, pour le déclin des réseaux analysés, peu d'effets directs. En effet, l'affaiblissement de la participation dans les AEP à l'approche du FSE

⁵⁶⁸ Aguiton Christophe, Cardon Dominique, « Le Forum et le réseau... », article cité.

⁵⁶⁹ Pleyers Geoffrey, *Alterglobalization – Becoming Actor in the Global Age*, op. cit.

d'Istanbul s'est traduit par une mise en retrait des réseaux thématiques et un recentrage des acteurs restant impliqués dans l'organisation sur la nécessité de sauver le processus⁵⁷⁰.

Les acteurs majeurs du FSE et le double projet des Forums Sociaux

Cependant, elle nous permet ici de revenir sur le positionnement des acteurs qui sont fortement impliqués à la fois dans le FSE et dans nos réseaux thématiques en particulier. Principalement issus des syndicats alternatifs, du réseau des Attac d'Europe, de think-tanks de la gauche radicale européenne ou de diverses associations ou réseaux actifs dans le Forum Social Européen, ces acteurs renvoient au cœur des organisations les plus investies dans le projet des Forums Sociaux, dont elles ont été à l'initiative, pour certaines d'entre elles⁵⁷¹. L'analyse des débats internes aux réseaux thématiques nous a d'abord conduit à opposer leurs conceptions, plutôt horizontales et participatives, aux conceptions traditionnelles marquées par la pratique de la démocratie représentative dans les grandes organisations syndicales. A ce titre, ces acteurs se réclament bien d'une rupture avec les pratiques de décision à l'œuvre dans les grandes organisations bureaucratisées, pour promouvoir des pratiques participatives et délibératives, caractéristiques du mouvement altermondialiste dans son ensemble⁵⁷².

Dans le même temps, en défendant les réseaux thématiques comme les garants d'une préparation plus efficace permettant éventuellement de déboucher sur des activités communes au-delà du Forum Social Européen, ces mêmes acteurs apparaissent plutôt comme des tenants d'une conception verticale de l'organisation des mouvements sociaux : des organisations décident de se coordonner pour appeler ensuite les militants de base à se mobiliser. Dans ce débat, ils s'opposent plutôt aux militants de base, qu'ils soient membres de réseaux transnationaux (du type No Vox), de groupes locaux ou de groupes anarchistes.

Cette contradiction apparente concernant le positionnement des représentants d'Attac, des syndicats alternatifs et des think-tanks de la gauche radicale, nous permet d'apporter deux éclairages sur la diversité des acteurs de l'altermondialisme et sur le double objectif des Forums Sociaux. D'abord, sur le plan des caractéristiques hétérogènes des acteurs, on peut affirmer qu'elles ne se traduisent pas de manière mécanique par des conflits universels et dont les contours seraient définitivement fixés. Le cas des acteurs évoqués ci-dessus nous montre plutôt que ces oppositions se construisent de manière relationnelle, certains éléments

⁵⁷⁰ Ainsi que nous l'avons montré dans le chapitre 5.

⁵⁷¹ En tout cas en ce qui concerne le Forum Social Européen.

⁵⁷² della Porta, Donatella, « Organizational Structures and Visions of Democracy in the Global Justice Movement », in della Porta (ed.), *Democracy in Social Movements*, op. cit.

apparaissant plus problématiques avec certains acteurs plutôt qu'avec d'autres. Tandis qu'ils se positionnent du côté des défenseurs de l'horizontalité sur la question de la décision au sein des réseaux face aux représentants des grandes organisations syndicales, leur conception du statut des réseaux dans le FSE nous conduit à les classer du côté des « verticaux », face aux militants de base, partisans de l'horizontalité absolue du processus du Forum.

Ensuite, l'ambiguïté de cette position peut être interprétée au regard du projet des Forums Sociaux, entre un objectif d'ouverture et d'élargissement de la participation à des acteurs toujours plus nombreux et toujours plus divers, et un objectif de mobilisation qui vise à produire des activités communes à partir des Forums sociaux⁵⁷³. Dans ce cadre, les représentants d'Attac, de syndicats alternatifs et l'ensemble des organisations impliquées de manière centrale dans le mouvement altermondialiste incarnent bien ce double projet, avec ses ambiguïtés et ses contradictions. De manière récurrente, ils affirment qu'il est essentiel de préserver l'ouverture et l'horizontalité du processus du FSE, dans le respect de la Charte des principes du FSM. Dans le même temps, l'objectif de productions d'actions communes les conduit dans la pratique à défendre des projets qui conduisent à limiter, de fait, la participation du plus grand nombre aux débats stratégiques entre les organisations les plus « importantes » dans le FSE, ainsi que nous l'avons constaté concernant le statut des réseaux thématiques. Dans le cas des réseaux thématiques, cette ambiguïté s'est traduite par des divergences à la fois avec les grandes organisations syndicales d'un côté et les militants horizontaux de l'autre.

Cependant, en cherchant à concilier ces deux objectifs simultanément, ces mêmes acteurs apparaissent également comme les garants de l'existence du mouvement altermondialiste européen, entretenant des liens entre ces deux sphères de manière simultanée. Ainsi, continuant à défendre l'espace du FSE comme lieu de convergences de mouvements et groupes en lutte en Europe, ils ont également participé à l'organisation de la conférence sociale conjointe organisée depuis 2009 dans les locaux de la CES à Bruxelles. Dans le contexte d'affaiblissement du FSE comme processus à travers lequel le mouvement altermondialiste est rendu visible à l'échelle européenne, les représentants de syndicats alternatifs et du réseau des Attac d'Europe figurent donc parmi les acteurs centraux permettant de maintenir des espaces communs de discussions à l'échelle européenne.

⁵⁷³ Cf. Aguiton Christophe, Cardon Dominique, « Le Forum et le réseau... », article cité.

En retraçant le processus qui a mené à la fin de nos trois réseaux thématiques du Forum Social Européen, l'analyse développée dans ce travail a bien confirmée l'existence de deux cheminements causaux distincts, l'un lié à la fin de campagnes communes à l'échelle européenne, l'autre à l'affaiblissement du processus du FSE. Le retour sur ces deux cheminements nous permet alors de revenir sur les clivages majeurs qui parcourent le mouvement altermondialiste européen dans la période étudiée, et de les confronter entre eux. Au-delà du processus qui a progressivement mené à la fin des réseaux thématiques, on peut chercher à s'interroger sur le facteur déterminant de leur échec en tant que structures collectives : peut-on, au terme de notre analyse, expliquer pourquoi les réseaux de la Charte, Services publics et Travail et mondialisation ne sont pas parvenus à déboucher sur des actions communes européennes ?

De l'hétérogénéité des acteurs à la dynamique des mouvements sociaux : pourquoi les réseaux ont échoué?

Dans la partie méthodologique, nous avons expliqué que notre objectif était de comprendre la succession d'événements ayant mené à la quasi-disparition des réseaux thématiques définis comme objets de la comparaison effectuée. Après avoir retracé ce processus, il convient de se demander si nous sommes en mesure de déterminer, de manière générale, quel facteur apparaît le plus déterminant pour rendre compte de l'échec de ces structures organisationnelles. Cette réflexion nous permet ainsi de tirer les apports théoriques de notre recherche pour la sociologie de l'action collective et des mouvements sociaux.

Avant d'effectuer notre enquête et notre analyse de terrain, nous avons défini comme cadre d'analyse explicative la combinaison d'une phase de démobilisation d'une part et de l'hétérogénéité des acteurs des réseaux thématiques d'autre part, qui étaient susceptibles de donner lieu à des conflits et à des retraits de participants. Au terme de notre analyse, on peut affirmer que c'est la dynamique de démobilisation (globale au niveau européen ou limitée au Forum Social Européen) qui semble peser le plus fortement sur la capacité des réseaux thématiques à devenir et à rester des structures collectives importantes dans le processus du FSE, ou au contraire à perdre de nombreux participants et à finalement disparaître.

Cette affirmation repose sur la mise en perspective des conclusions issues des différents chapitres empiriques de ce travail, qui tendent à subordonner la probabilité d'émergence de conflits aux reflux des mobilisations. D'abord, la démonstration effectuée dans le chapitre 3 reste largement concentrée sur l'analyse de la combinaison entre les deux variables : il s'agissait principalement de mieux comprendre comment la fin d'une dynamique de mobilisations européennes produit des conflits entre les acteurs des réseaux thématiques et abouti au retrait de certains d'entre eux. Ensuite, le chapitre 4 met en avant le rôle de la préparation du FSE de Malmö comme incitation collective à proposer des activités thématiques à partir des réseaux, alors même que des divergences entre les participants restent présentes. Ce contexte permet de relancer les réseaux de la Charte et Services publics, après la perte de participants dans les mois qui ont suivi leur création. Quant au réseau Travail et mondialisation, il est spécifiquement créé dans l'optique de mieux organiser les activités sur le travail au FSE de Malmö. Pour nos trois réseaux, la fixation d'un objectif commun mais limité à la préparation du FSE fournit une incitation suffisante pour laisser de côté les divergences qui peuvent par ailleurs opposer les participants. Le chapitre 5, qui s'intéresse au rôle des réseaux thématiques dans la préparation du FSE d'Istanbul, vient également amender notre modèle de départ en montrant que dès lors que le processus du FSE se réduit à un groupe de quelques dizaines de participants fortement impliqués, les divergences concernant le statut des réseaux thématiques sont laissées de côté pour se concentrer sur le sauvetage et le maintien du Forum.

Ces conclusions concernant le rôle du contexte dans l'explication apparaissent rétrospectivement cohérentes avec la façon dont nous avons construit notre cadre d'analyse. Après nous être rendus compte que les réseaux thématiques constituaient moins des ressources pour l'action collective que des révélateurs d'un processus de démobilitation, notre première intuition concernant l'explication de l'échec des réseaux était ainsi directement liée au fait qu'on pouvait observer des lignes de clivages fortes entre les acteurs participant. Cette intuition était d'autant plus pertinente qu'elle entraînait en résonance avec les travaux ayant mis en évidence des divergences importantes entre les organisations syndicales et les mouvements sociaux, ou encore concernant les objectifs et les modalités de la préparation des Forums Sociaux (cf. *supra*). Dans les réseaux thématiques, il semblait que la diversité des participants constituait un obstacle majeur à la coopération et à l'action collective.

Cependant, cette intuition se révélait insuffisante pour deux raisons principales. D'une part, si on considère qu'il est possible de quantifier l'hétérogénéité selon des degrés de

diversité dans les conceptions de la démocratie et les stratégies d'action, les acteurs de nos réseaux apparaissent relativement peu hétérogènes au regard de la grande diversité de participants au processus du Forum Social Européen et au mouvement altermondialiste de façon générale, ce que nous avons expliqué dans le chapitre 3 et dans le chapitre 6. D'autre part, étant donné que l'action collective suppose par définition la coordination de plusieurs acteurs distincts, la mise en avant de la seule variable de l'hétérogénéité des participants aux réseaux thématiques ne pouvait pas suffire à expliquer leur échec à devenir des structures de mobilisations collectives.

L'insuffisance de la variable de l'hétérogénéité nous a alors amené à nous demander pourquoi celle-ci était devenue problématique dans les réseaux que nous étudions, en interrogeant les variations du contexte dans lequel ils se sont développés. Pour ce faire, nous sommes partis de l'idée que les réseaux thématiques avaient été créés dans une période de démobilisation. Au terme de ce travail, on peut donc affirmer que le facteur déclenchant des conflits entre différents types d'acteurs est principalement la dynamique de démobilisation, la variable de l'hétérogénéité constituant plutôt une variable intervenante. Sans remettre en cause son rôle dans le déclenchement de conflits, il apparaît que l'hétérogénéité des acteurs des réseaux nous a permis de comprendre *comment* les réseaux thématiques ont peu à peu décliné. En revanche, la succession de vagues de mobilisations et de reflux de ces mobilisations (conceptualisée à partir des cycles d'action collective) nous a permis de comprendre *pourquoi* les réseaux thématiques n'ont pas été en mesure de déboucher sur des campagnes communes à l'échelle européenne.

Le fait d'affirmer que c'est le contexte de la fin d'un cycle de mobilisations qui apparaît le plus déterminant dans l'explication de l'échec de nos réseaux thématiques mérite cependant d'être précisé, au regard des approches contemporaines de l'action collective et des mouvements sociaux.

En construisant la variable liée à ce contexte de démobilisation, nous avons fait référence aux travaux sur la structure des opportunités politiques qui a traditionnellement permis de conceptualiser les effets de l'environnement politique et institutionnel sur le développement de l'action collective, en prenant en compte l'ouverture du système politique, l'existence d'alliés au sein de ce système, etc. En même temps, le caractère trop statique et objectiviste de ce concept a conduit à en relativiser la portée, comme nous l'avons expliqué dans le chapitre 1. En nous intéressant aux cycles de mobilisation qui permettent de mettre en

évidence des vagues de diffusion et de reflux de la contestation, nous avons au contraire envisagé le contexte de la création des réseaux thématiques de manière plus dynamique et subjectiviste. Il s'agit de considérer que malgré leurs particularités en tant que structures organisationnelles, les réseaux ne peuvent être analysés séparément de la dynamique du mouvement altermondialiste et de la contestation en Europe, telle qu'elle est perçue par les acteurs qui y participent.

Dans cette perspective, c'est bien vers une approche globale en termes de dynamique de la contestation que nous dirige le travail d'enquête mené dans cette thèse, dans la lignée de l'ouvrage de Mc Adam, Tilly et Tarrow⁵⁷⁴. Si les caractéristiques des acteurs participant à l'action collective constituent un élément de leur capacité à se coordonner, l'action collective est le résultat d'une série d'interactions dynamiques entre les groupes qui sont soit à la base de la contestation, soit la cible des revendications⁵⁷⁵. A cet égard, on ne peut séparer l'hétérogénéité des acteurs, mais également la forme d'organisation qu'ils privilégient, des autres facteurs qui favorisent ou constituent un obstacle à l'action collective, tels que les changements dans la structure des opportunités politiques, la façon dont une identité collective se construit autour de revendications communes ou encore la façon dont les motivations à agir se diffusent entre les groupes susceptibles de se mobiliser. Dans cette même perspective, ces différents éléments se construisent et se combinent dans les épisodes d'interactions qui se succèdent entre les groupes mobilisés et les cibles de la protestation.

A ce titre, l'analyse effectuée dans le chapitre 6 illustre bien la façon dont nous pouvons concevoir l'éventuelle émergence d'un mouvement transnational d'opposition aux politiques de l'UE. En nous intéressant à des expériences de coopération développées en dehors du processus du FSE, nous avons expliqué que celles-ci étaient motivées par le souci de maintenir un réseau de communication et d'échange à l'échelle européenne⁵⁷⁶. Elles fonctionnent ainsi comme une structure de veille ou une infrastructure de mobilisations qui sera utile dès lors qu'une nouvelle poussée contestataire sera en mesure de se développer à l'échelle européenne⁵⁷⁷. A cet égard, il s'agit bien d'affirmer que c'est la dynamique des mobilisations altermondialistes dans son ensemble qui détermine les actions des participants à ces initiatives. La seule organisation de conférences européennes ne suffit pas à déclencher de

⁵⁷⁴ McAdam, Doug, Tilly, Charles, Tarrow, Sidney, *Dynamics of contention*, op. cit.

⁵⁷⁵ McAdam, Doug, Tarrow, Sidney, *Contentious Politics*, op. cit.

⁵⁷⁶ Dans un contexte d'affaiblissement du FSE et des réseaux thématiques.

⁵⁷⁷ Taylor Verta, « Social movement continuity: The Women's Movement in Abeyance », article cité.

nouvelles mobilisations, mais permet de maintenir des canaux de communication qui seront utiles dès lors que des mobilisations émergeront.

Deux remarques peuvent être formulées ici. D'une part, ces nouvelles initiatives ont été analysées comme un résultat de l'expérience des réseaux thématiques du Forum Social Européen. Dans une perspective simmelienne, nous avons expliqué que ces derniers ont renforcé la confiance et la cohérence interne du groupe, au-delà des conflits qui ont pu éclater entre les participants. Apparue au cours de l'analyse, cette hypothèse nous a permis d'envisager les effets de l'expérience des réseaux thématiques de manière plus diffuse, au-delà de leur contribution directe à la construction de la coopération entre les organisations.

D'autre part, cette analyse des espaces communs existant à l'échelle européenne nous a amené à rompre avec notre idée de départ - en partie inconsciente dans l'esprit chercheur inexpérimenté qui entamait un travail de thèse. A l'origine, nous avons construit comme objets ces trois réseaux thématiques en raison de leur potentialité à faire naître des campagnes protestataires à l'échelle européenne. En effectuant ce choix, nous considérons que l'action collective relevait avant tout d'un problème de coordination entre des organisations⁵⁷⁸, dans une perspective finalement proche de celle de la mobilisation de ressources spécifiques pour permettre à des groupes de se mettre en action⁵⁷⁹. Contrairement à ce présupposé de départ, nous nous sommes rendu compte au cours de l'analyse que l'émergence de mobilisations contestataires ne relevait pas seulement d'une décision initiée par un collectif d'organisations, dès lors que les problèmes de coordination ont été réglés. Celles-ci s'inscrivent plutôt dans la conjonction de facteurs multiples, internes et externes aux acteurs mobilisés.

Envisagée de cette manière, notre analyse de l'échec des réseaux thématiques du Forum Social Européen plaide pour une analyse intégrée de la dynamique des mouvements contestataires plutôt que pour une analyse mettant en évidence le rôle particulièrement déterminant de tel ou tel facteur dans l'émergence de l'action collective, mais également dans son déclin.

Tout au long de notre analyse, nous avons montré que le contexte de la constitution des réseaux thématiques apparaissait plus déterminant que les caractéristiques hétérogènes des acteurs participant pour comprendre leur échec à déclencher des mobilisations collectives.

⁵⁷⁸ Que les réseaux thématiques ne parvenaient apparemment pas à résoudre.

⁵⁷⁹ Mc Carthy, John, Zald Mayer N., *The Trend of Social Movements in America. Professionalization and Resource Mobilization*, op. cit; McCarthy, John D., and Mayer N. Zald, "Resource Mobilization and Social Movements: A Partial Theory.", article cité.

Relevant de la dynamique globale du mouvement altermondialiste, il nous conduit à voir dans la contestation non pas la simple résolution d'un problème de coordination entre acteurs mais le résultat d'une conjonction de facteurs multiples. A partir de cette conception des mobilisations contestataires, on peut tenter de dresser un état des lieux du mouvement altermondialiste en Europe, en cherchant à expliquer son affaiblissement à cette échelle et en envisageant les perspectives existantes pour le développement de nouveaux épisodes de contestation sociale à l'échelle européenne.

La dynamique du mouvement altermondialiste en Europe : état des lieux et perspectives pour un mouvement social européen

Nous avons ouvert ce travail par l'hypothèse de l'émergence d'un mouvement social européen pour renforcer, par la mobilisation et la contestation, le débat public sur les politiques de l'Union européennes. A partir des éléments mis en évidence au cours de l'analyse, une mise en perspective globale de la dynamique altermondialiste européenne apparaît pertinente.

En 2011, les épisodes qui donnent à voir le mouvement altermondialiste à l'échelle européenne ont incontestablement perdu de leur ampleur. L'ensemble de notre analyse s'est appuyé sur le constat selon lequel la vague de mobilisations de la fin des années 90 au début des années 2000 a eu tendance à reculer à partir de 2005-2006. Des contre-sommets de l'Union européenne au Forum Social Européen, il n'existe plus aujourd'hui de grand rendez-vous de l'altermondialisme européen donnant à voir la nébuleuse d'organisations, de réseaux, de groupes et de militants opposés à l'orientation des politiques communautaires. Surtout, notre analyse a bien montré comment le processus du FSE s'est peu à peu réduit en termes de participation et de diversité des organisations impliquées dans sa préparation. Au milieu de l'année 2011, les acteurs du Forum apparaissent dans leur ensemble assez pessimistes quant à l'avenir du processus, devant l'absence de lieu pour en organiser une nouvelle édition. Sur la liste de diffusion électronique du FSE, les échanges portent régulièrement sur « la crise des mouvements », l'absence de perspectives communes à l'échelle européenne, ou encore

l'incapacité des altermondialistes à réagir de manière coordonnée aux politiques d'austérité mises en œuvre à la suite des crises financières successives depuis 2008.

Dans cette perspective, on peut se demander ce que nous apprend notre travail sur les raisons de l'affaiblissement des mobilisations et de la dynamique altermondialiste dans les espaces publics européens depuis le milieu des années 2000. De la même façon que les mouvements sociaux n'émergent pas seulement à partir de la coordination entre des organisations influentes qui décident de mobiliser leurs adhérents ou sympathisants, il apparaît que les conflits entre des organisations constituent l'une des dimensions d'un processus de démobilisation plus large. Sans que notre travail ne pose la question de la compréhension de cet affaiblissement de l'altermondialisme en Europe, on peut ainsi supposer que la prise en compte partielle de certaines revendications des altermondialistes⁵⁸⁰, la lassitude et les désillusions d'une partie des activistes ayant pris part aux grands événements européens de l'altermondialisme dans les années 90-2000⁵⁸¹, ou encore les menaces qui ont été perçues comme telles au niveau national (réformes sociales en Allemagne, en France, en Italie, etc.) constituent autant d'éléments d'explication de l'affaiblissement progressif des espaces européens de discussion et de mobilisations.

De façon plus limitée, ce que nous dit notre travail de cet affaiblissement, c'est que l'hétérogénéité des acteurs ne saurait expliquer à elle seule l'échec des réseaux thématiques et plus largement le recul du Forum Social Européen. A ce titre, les conflits qui ont éclaté entre les grandes organisations syndicales et le reste du mouvement altermondialiste, ou entre les « verticaux » et les « horizontaux » au sein du Forum Social Européen, ont à la fois été alimentés par un contexte de démobilisation⁵⁸² plus large, tout en renforçant à leur tour de nouveaux retraits de participants et le déclin du Forum Social Européen.

Puisque la réalité sociale est toujours le résultat d'une combinaison de facteurs multiples dont on ne saurait dégager des relations causales universelles⁵⁸³, notre analyse s'est concentrée sur un aspect de cette combinaison. En remplaçant la variable de l'hétérogénéité des acteurs et des conflits qui émergent dans un contexte plus large (celui de la démobilisation des

⁵⁸⁰ En témoigne notamment la proposition de taxation des transactions financières qui a été émise par la Commission européenne à la fin du mois de septembre 2011, après le soutien affiché par Président français et la Chancelière allemande à une telle mesure. Voir Commission européenne, « Proposition de directive du Conseil établissant un système commun de taxe sur les transactions financières et modifiant la directive 2008/7/CE », COM(2011) 594, 28 septembre 2011 ; Cardot, Patrice, « Taxer les flux financiers : une idée en vogue, un projet flou », *Le Monde*, 16 août 2011.

⁵⁸¹ Qui constitue l'un des mécanismes de démobilisation tels que les envisage Sidney Tarrow.

⁵⁸² Lié à une diversité de facteurs dont ceux que nous supposons ci-dessus.

⁵⁸³ On renvoie là à notre conception du positivisme telle que nous l'avons présentée dans le chapitre 2.

altermondialistes à l'échelle européenne), notre analyse confirme cette vision des déterminations multiples des objets en sciences sociales.

Au-delà du constat d'un affaiblissement de l'altermondialisme comme mouvement de contestation des politiques de l'Union européenne, on peut tirer profit des éléments avancés dans les chapitres précédents pour en avoir une vision moins tranchée, plus réaliste dès lors qu'il s'agit d'envisager les mobilisations européennes comme le résultat d'une multitude de facteurs convergents à un moment donné, entraînant une dynamique de contestation qui se diffuse largement.

L'intérêt d'avoir étudié des expériences de coopération qui n'ont pas été en mesure de déboucher sur des campagnes communes est notamment de nous rappeler que les mouvements sociaux sont l'exception plutôt que la règle. Nous avons expliqué que les mobilisations apparaissent comme une succession d'interactions entre des acteurs qui construisent et se saisissent d'opportunités pour l'action, développent des structures organisationnelles plus ou moins formalisées pour agir de manière concertée et construisent collectivement les motivations à agir et une identité collective. A partir de cette conception, les mouvements sociaux doivent être perçus comme la conjonction exceptionnelle de facteurs favorables à leur émergence. Dans le même temps, les mobilisations transnationales, qui font intervenir des acteurs d'au moins deux pays différents, apparaissent elles-mêmes très exceptionnelles par rapport à l'ensemble des mobilisations observables à différentes échelles de gouvernement⁵⁸⁴.

Dans cette perspective, il convient de renverser notre perception de l'absence de réelle coordination à l'échelle européenne qui permettrait de donner naissance à des mobilisations nationales coordonnées ou à des mobilisations européennes. Dès lors que les contre-sommets de l'Union européenne et les premiers Forums Sociaux Européens sont considérés comme des événements singuliers dans l'histoire des mouvements sociaux transnationaux, les perspectives pour le mouvement altermondialiste à l'échelle européenne n'apparaissent plus aussi négatives que l'image qui est couramment véhiculée parmi les acteurs de ce mouvement.

⁵⁸⁴ Pour rappel, voir les analyses quantitatives reposant sur la *Protest Event Analysis* : Imig, Doug, Tarrow, Sidney (eds.), *Contentious Europeans*, op. cit., Chapter 2, p.27-50 ; Imig, Doug, Tarrow, Sidney, "La contestation politique dans l'Europe en formation", in Balme Richard, Chabanet Didier, Wright Vincent (dir.), *L'action collective en Europe*, op. cit. ; Rucht, Dieter, "The EU as a Target of Political Mobilisation: Is there a Europeanisation of Conflict?", in Ibid.

Par ailleurs, on peut mettre en avant les effets positifs des expériences passées en termes de liens nouveaux et renforcés à l'échelle européenne. Ainsi, notre analyse des réseaux thématiques nous a amené à prendre en compte les effets qu'ils ont eus sur la communauté des acteurs engagés dans le Forum Social Européen. En réunissant de manière régulière les représentants d'organisations défendant globalement un projet alternatif d'intégration économique et sociale à l'échelle européenne, les réseaux et le processus du FSE ont donné lieu à une forme de socialisation entre les participants, au sens où des relations de confiance se sont développées et consolidées. Après la disparition des réseaux thématiques, des conférences, réunions ou assemblées continuent d'être organisées à l'échelle européenne, bien que limitées dans leur ampleur. Partant du constat d'impuissance des altermondialistes à réagir aux politiques menées dans le contexte de crise économique et financière, ces expériences n'en constituent pas moins des infrastructures de communication essentielles au développement de nouveaux épisodes d'action collective. Sans que nous ne soyons en mesure de le confirmer empiriquement, on peut en effet poser l'hypothèse selon laquelle ces espaces de communication favorisent la diffusion de l'information concernant des résistances collectives qui se développent à différents niveaux – local, régional ou national, et dans différents pays. Dans cette optique, leur existence constitue un atout majeur pour les altermondialistes, qui sera susceptible d'être réactivé pour certaines mobilisations.

Au final, si l'image d'un altermondialisme européen uni et fortement mobilisateur semble bien avoir disparu depuis le milieu des années 2000, il semble hasardeux de conclure aujourd'hui à une disparition de ce mouvement apparu à la fin des années 90.

D'une part, les réflexions menées sur ce mouvement tendent à accréditer l'idée d'un déplacement des espaces d'impulsion du mouvement à l'échelle mondiale. Si le continent européen ne semble plus, dans les années récentes, le lieu d'un fort dynamisme de l'altermondialisme, d'autres régions du globe, en Afrique, en Asie, en Amérique du Nord, voient se développer des Forums Sociaux⁵⁸⁵. A cet égard, une direction de recherche stimulante consisterait à expliquer pourquoi on observe un tel recul des mobilisations de l'altermondialisme européen au moment même où le Forum Social Mondial réunit encore 133 000 personnes à Belém en 2009 et 75 000 à Dakar en 2011⁵⁸⁶. A partir des éléments recueillis au cours de notre étude de trois réseaux thématiques du Forum Social Européen, la

⁵⁸⁵ Pleyers, Geoffrey, « L'altermondialisme : essoufflement ou reconfiguration? », article cité.

⁵⁸⁶

question des relations entre les organisations syndicales et le mouvement altermondialiste peut constituer une piste d'explication pertinente. Tandis que les confédérations syndicales de la CES et la CES elle-même restent peut impliquées dans le FSE, la principale confédération brésilienne, la Centrale Unique des Travailleurs (CUT) faisait dès l'origine partie de la coalition des 8 organisations ayant lancé le processus du FSM. A cet égard, la forte capacité de mobilisation des syndicats brésiliens est susceptible de constituer un élément d'explication du succès des FSM au Brésil. Quelles que soient les explications de cette forte différence entre l'altermondialisme européen et mondial, elle plaide en tout cas pour un déplacement de l'analyse vers les espaces « oubliés » de l'altermondialisme⁵⁸⁷ afin d'en comprendre les ressorts dans diverses régions du globe.

D'autre part, si on se limite au continent européen, on peut affirmer que, bien que des mobilisations ne soient pas visibles sur le plan transnational, des résistances collectives s'organisent, à différentes échelles, se réclamant plus ou moins directement de l'altermondialisme. Sans forcément prendre pour cibles des politiques européennes en tant que telles, les résistances contre les politiques d'austérité en Espagne, en Grèce ou en Irlande par exemple ne sont pas déconnectées des orientations promues par les institutions communautaires dans la gestion de la crise financière actuelle. Ces récentes dynamiques de mobilisation, qui sont parvenues à se diffuser dans plusieurs pays avec plus ou moins de succès, nous rappellent, s'il en était besoin après avoir étudié les réseaux thématiques du Forum Social Européen, que des mouvements contestataires ne sont pas uniquement le résultat de la mise en action d'une série d'organisations influentes.

⁵⁸⁷ Lelandais, Gülcin (dir.), « Altermondialisme(s) oublié(s) », *Culture et conflits*, n°70, 2008.

Sources primaires

Les sources primaires sont classées selon le réseau ou processus auxquelles elles renvoient plus précisément. La plupart des documents ont été recueillis sur le site Internet du Forum Social Européen ou sur les listes de diffusion des réseaux ou du FSE. Lorsque ce n'est pas le cas, nous indiquons la provenance du document.

Réseau Charte :

Appel, Comité contre la Charte des Droits Fondamentaux, « Europe : pour vos droits, citoyens ! », Appel à un meeting du 11 octobre 2000 à Paris, document remis en entretien (janvier 2009).

Collectif pour une Autre Charte, « Sommet de l'Union européenne à Nice : un sommet capital ! », décembre 2000, disponible sur le site des Marches européennes contre le chômage : <http://www.euromarches.org/francais/00/nicea7.htm>, page consultée le 30 septembre 2011.

Compte-rendu, Conférence européenne de Rome des 22 et 23 mai 2004, rédigé par Annick Coupé, juin 2004, disponible sur le site d'Espaces Marx : <http://www.espaces-marx.net/spip.php?article65>, page consultée le 30 septembre 2011.

Compte-rendu, Assemblée de Florence, novembre 2005.

Compte-rendu, Réunion du réseau à l'AEP de Vienne, rédigé par Franco Russo, janvier 2006.

Compte-rendu, Réunion de l'AEP de Francfort, rédigé par Franco Russo, mars 2006.

Compte-rendu, "Report of the Stockholm EPA and Brussels Assembly", rédigé par Franco Russo, 28 septembre 2007.

Compte-rendu, « Rapport de la réunion d'Istanbul », Réunion du réseau à l'AEP d'Istanbul, novembre 2007.

Compte-rendu, Réunion du réseau à l'AEP de Berlin, rédigé par Michel Rousseau, Chantal Delmas, février 2008.

Compte-rendu, « Rapport de l'Assemblée du réseau Charte », FSE de Malmö, rédigé par Franco Russo, Michel Rousseau et Chantal Delmas, septembre 2008.

Compte-rendu, Réunion du réseau à l'AEP d'Istanbul, rédigé par Peter Damo, novembre 2008.

Compte-rendu, Réunion du réseau à l'Assemblée de Paris, rédigé par Franco Russo, octobre 2010.

Programme, Conférence européenne du 3 avril 2005 : Un Non européen à la Constitution, 28 mars 2005, sur le site Bellacio : <http://bellacio.org/fr/spip.php?article13410>, page consultée le 30 septembre 2011.

Réseau de la Charte, « Une nouvelle époque peut s'ouvrir en Europe », Déclaration européenne lors de l'Assemblée de Paris, 25 juin 2005, disponible à l'adresse <http://www.france.attac.org/spip.php?article5241>, page consultée le 18 février 2011.

Réseau de la Charte, « Charte des Principes pour une Autre Europe », version finale juin 2007.

Rousseau Michel, « Les étapes de la constitution du réseau de la Charte pour une autre Europe », document remis en entretien, janvier 2009.

Réseau Services publics

Compte-rendu, « Le pôle Services publics au FSE d'Athènes », rédigé par l'AITEC, FSE d'Athènes, mai 2006.

Compte-rendu, Réunion de Genève, rédigé par la FSU, octobre 2006.

Compte-rendu, Réunion du réseau à Genève, 3 février 2007.

Compte-rendu, Réunion du réseau à l'AEP de Lisbonne, mars 2007.

Compte-rendu, Réunion du réseau à Paris, 15 juin 2007.

Compte-rendu, Réunion du réseau à l'AEP de Stockholm, septembre 2007

Compte-rendu, Rencontre européenne du réseau à Bruxelles, 5-6 décembre 2007

Compte-rendu, Réunion du réseau à l'AEP d'Istanbul, rédigé par Frédéric Viale, novembre 2008.

Compte-rendu, « Compte-rendu de la réunion à l'AEP d'Athènes », mars 2009.

Compte-rendu, Réunion du réseau à l'AEP de Berlin, janvier 2010.

Convention Internationale pour la promotion des Services publics, « Résolution de Liège », 22 et 23 octobre 2005, disponible sur le site : <http://agcs-gats.org/articles.php?lng=fr&pg=10>, page consultée le 30 septembre 2011.

de Walque Francis, Orenbuch Jos (pour le groupe OMC-AGCS), « Présentation du groupe OMC/AGCS du Forum Social de Belgique », Conférence de presse, 24 octobre 2007.

Déclaration, Public Services Network, "Give public services their rightful place in Europe", Statement of the Brussels meeting, December 6th, 2007.

Déclaration, Public Services network, « Hands off our common welfare! », Call of the network, Malmö, September 21st, 2008.

Déclaration, Réseau européen sur les Services publics, « Déclaration d’Athènes – Une autre Europe avec des Services publics pour tous », Athènes, 7 mai 2006.

Déclaration, Réseau européen sur les Services publics, « Déclaration du réseau », Réunion de Genève, 26-27 octobre 2006.

Déclaration, Réseau suédois pour les biens communs (Nätverket Gemensam välfärd), ”Nu tar vi kampen för gemensam välfärd”, mars 2007.

Liste des signataires de la déclaration d’Athènes, FSE d’Athènes, mai 2006.

Réseau européen sur les Services publics, “Activities in which the European network for public services is involved at the European Social Forum”, Malmö, 17– 21 September, 2008 (document distribué dans les séminaires du réseau).

Transcription des débats, Convention de Genève, 28-29 Octobre 2006, disponible sur le site <http://agcs-gats.org/data/pdf/origine.php?lng=fr&pdfdocid=29>, page consultée le 30 septembre 2011.

Réseau Travail et mondialisation

Compte-rendu, “The Trade-Union Network’s Report for the 4th ESF”, rédigé par Dimitri Stratoulis, FSE d’Athènes, mai 2006.

Compte-rendu, “Report of the meeting of Lisboa EPA”, Réunion du réseau à l’AEP de Lisbonne, mars 2007.

Compte-rendu, “Report of the meeting, Stockholm EPA”, Réunion du réseau à l’AEP de Stockholm, septembre 2007.

Compte-rendu, “Report of the Labour and Globalization network meeting”, Réunion du réseau à l’AEP d’Istanbul, novembre 2007.

Compte-rendu, Réunion du réseau à l’AEP de Berlin, février 2008.

Compte-rendu, Réunion du réseau à l’AEP de Berlin, janvier 2010.

Labour Assembly, “Statement of the Assembly of Labour”, Déclaration commune, FSE d’Istanbul, juillet 2010.

Labour and Globalization network, “Call of the Assembly in the WSF of Nairobi”, FSM de Nairobi, January 2007.

Forum Social Européen

Bolini Raffaella, Bernocchi Piero, Mecozzi Alessandra, « Working group meeting in Paris », message envoyé sur la liste de diffusion électronique du FSE, 18 novembre 2009.

CIFS, « Message du CIFS », message envoyé sur la liste de diffusion électronique du FSE, 19 mai 2009.

Compte-rendu, “Minutes from the European Preparatory Assembly in Frankfurt/Main”, AEP de Francfort, rédigé par Corinna Genschel, 4 novembre 2006.

Compte-rendu, “Document from Lisbon EPA – March 2007”, AEP de Lisbonne, rédigé par Mariangela Casalucci, Alla Glinchilova, Tasos Koronakis, Alessandra Mecozzi, Mirek Prokes, Natassa Theodorakopoulou, mai 2007.

Compte-rendu, « Report of the Stockholm EPA », AEP de Stockholm, septembre 2007.

Compte-rendu, « Assemblée européenne de préparation du Forum social européen », Newsletter, N°1, décembre 2007.

Compte-rendu, “Second ESF EPA Newsletter”, AEP de Berlin, rédigé par Mariangela Casalucci, février 2008

Compte-rendu, “Report EPA Istanbul”, AEP d’Istanbul, novembre 2008.

Compte-rendu, “Network meetings, EPA Istanbul”, AEP d’Istanbul, novembre 2008.

Compte-rendu, “EPA in Athens - Minutes”, AEP d’Athènes, mars 2009.

Compte-rendu, AEP Vienne, rédigé par Mariangela Casalucci, juin 2009

Compte-rendu, « Report on Diyarbakir EPA », AEP de Diyarbakir, septembre 2009.

Compte-rendu, “Notes from European Program Working Group meeting in Paris - 21.11.2009”, rédigées par , 1^{er} Décembre 2009.

Compte-rendu, “Newsletter Berlin EPA”, rédigé par Mariangela Casalucci et Giovanna Fassetta, AEP de Berlin, janvier 2010.

Compte-rendu, “ESF EPA Istanbul”, rédigé par Mariangela Casalucci, AEP d’Istanbul, mai 2010.

Compte-rendu, « Newsletter october 2010 – Paris », rédigé par Mariangela Casalucci, Assemblée de Paris, 22 octobre 2010.

Compte-rendu, “Minutes of the Budapest Assembly”, rédigé par Mariangela Casalucci, Giovanna Fassetta, Monica Espinoza, Assemblée de Budapest, 26 mars 2011.

Conseil International du Forum Social Mondial, « Charte des principes du Forum Social Mondial », juin 2002, disponible sur le site du FSM : http://www.forumsocialmundial.org.br/main.php?cd_language=3&id_menu=4, page consultée le 30 septembre 2011.

Déclaration, Assemblée des mouvements sociaux, « Déclaration de l'Assemblée des mouvements sociaux », FSE de Florence, 10 novembre 2002.

Déclaration, Assemblée des mouvements sociaux et des réseaux, « Déclaration de l'Assemblée des mouvements sociaux et des réseaux », FSE d'Athènes, 7 mai 2006, disponible sur le site <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article2387>

Déclaration, Assemblées des mouvements sociaux, « Déclaration finale de l'Assemblée des mouvements sociaux », FSE Malmö, 21 septembre 2008.

Déclaration, Assemblée finale, « Déclaration finale », FSE d'Istanbul, 4 juillet 2011.

Programme, "Program of ESF 2008", European Social Forum, Malmö, 17-21 Septembre 2008.

Programme, Conférence européenne, "Resistance and Alternatives: Austerity and the dismantling of social & democratic Europe", disponible sur le site de la GUE-NGL : <http://www.guengl.eu/showPage.php?ID=9595&LANG=1&GLANG=1>

Turkish Organizing Committee, "2010 ESF Logistics and Budget Draft Report", document distribué à l'AEP de Vienne, juin 2009.

Turkish Organizing Committee, "Proposal on Axes of ESF 2010", document distribué à l'AEP de Vienne, juin 2009.

Conférence sociale conjointe

Comité d'Initiative de la Conférence social conjointe, « Projet de déclaration », Conférence sociale conjointe, 10-11 mars 2011.

Communiqué de presse, Conférence sociale de printemps, « Le pacte européen de compétitivité est inacceptable Il y a des alternatives ! Nous lutterons pour les affirmer. », 11 mars 2011.

Compte-rendu, « Vers une « Conférence annuelle de printemps » du mouvement social et syndical européen ? », Rapport du groupe de travail, Réunion de Bruxelles, CES, 17 février 2009.

Compte-rendu, "Quick notes of the meeting of the Initiative Committee for a social spring conference", rédigé par Franco Carminati, Réunion de Bruxelles, 15 avril 2009.

Compte-rendu, “Minute of the meeting of the Initiative Committee for a Joint Social Conference”, rédigé par Franco Carminati, Réunion de Bruxelles, 22 mai 2009.

“Participants’ list”, Joint Social Conference, Brussels, 14-15 September 2009.

“The Initiative Committee”, Joint Social Conference, Brussels, 14-15 September 2009.

Réunion des réseaux contre la crise

Compte-rendu, « European Cross Networking Meeting – Final Report », Réunion de Paris, 10-11 janvier 2009.

Compte-rendu, “European Cross Sectoral Networking Meeting – Conclusions”, Francfort, 18-19 avril 2009.

Compte-rendu, “Draft Report – 3rd European Cross Networking Space on the Global Crises”, Réunion de Bruxelles, septembre 2009.

Déclaration, “The Paris Declaration”, Paris, 11 janvier 2009.

Liste des inscrits à la réunion de Paris, 10-11 janvier 2009.

Programme, “European Cross-Network Meeting”, Paris, 10-11 janvier 2009.

“Proposal for the agenda, 2nd European Cross Networking Meeting on the Global Crises”, Francfort, 18-19 avril 2009.

Bibliographie

Ouvrages et articles scientifiques

Agrikoliansky, Eric, « Une autre Europe est-elle possible ? Les altermondialistes français et le TCE : les conditions d'une mobilisation ambiguë », in Cohen Antonin, Vauchez Antoine (dir.), *La Constitution européenne. Genèses et usages*, Bruxelles, de Boeck, 2007, p.209-236.

Agrikoliansky Éric, Sommier Isabelle (dir.), *Radiographie du mouvement altermondialiste – Le second Forum Social Européen*, Paris, La Dispute, 2005.

Agrikoliansky Éric, Fillieule Olivier, Mayer Nonna (dir.), *L'altermondialisme en France – Longue histoire d'une nouvelle cause*, Paris, Flammarion, 2005.

Agrikoliansky, Eric Gobille Boris et Hajji Ilhame, « Que savons-nous des militants altermondialistes ? Réflexion sur les conditions d'internationalisation d'un mouvement social », *Politique et Sociétés*, vol. 28, n°1, 2009, p.135-166.

Aguiton, Christophe, Cardon, Dominique, « Le Forum et le Réseau. Une analyse des modes de gouvernement des forums sociaux », communication pour le colloque « Cultures et pratiques participatives : une perspective comparative », AFSP/LAIOS, Paris, 20-21 janvier 2005.

Andretta, Massimiliano, della Porta, Donatella, Mosca Lorenzo, *Global, No Global, New Global. La protesta contro il G8 a Genova*, Roma, Bari, Laterza, 2002

Andretta, Massimiliano, della Porta, Donatella, “Models of democracy. How activists see democracy in the movement”, in della Porta, Donatella, *Another Europe. Conceptions and Practices of democracy in the European Social Forum*, New York, Oxon, Routledge/ECPR Studies in European Political Science, 2009, p.65-85.

Andretta Massimiliano, Botetzagias, Osif, Boudourides, Moses, Kioufegi, Olga, Yang, Mundo, “Novel characteristics of the GJM: a (latent) network analysis approach”, in della Porta, Donatella (ed.), *Another Europe. Conceptions and Practices of democracy in the European Social Forum*, New York, Oxon, Routledge/ECPR Studies in European Political Science, 2009, p.149-172.

Balme Richard, Chabanet Didier, Wright Vincent (dir.), *L'action collective en Europe*, Paris, Presses de Sciences Po, 2002.

Balme, Richard, Chabanet, Didier, « Introduction. Action collective et gouvernance de l'Union européenne », in Balme, Richard, Chabanet Didier, Wright Vincent, *L'Action collective en Europe*, Paris, Presses de Sciences Po, 2002, p.21-121.

Balme Richard, Chabanet Didier, « Construire l'intérêt public européen : les mobilisations dans les processus conventionnels », in Beaud, Olivier et al. (dir.), *L'Europe en voie de Constitution*, Bruxelles, Bruylant, 2004, p.229-253.

Balme Richard, Chabanet Didier, *European governance and democracy: power and protest in the EU*, New York, Rowman and Littlefield, XVII-267, 2008.

Balser, Deborah, "The Impact of Environmental Factors on Factionalism and Schism in Social Movements Organizations", *Social Forces*, Vol.76, N°1, p.199-228.

Bardin, Laurence, *L'analyse de contenu*, Paris, PUF, 2009 (1977).

Barlow, Maude, Clarke, Tony, *La bataille de Seattle : sociétés civiles contre mondialisation marchande*, (trad. de l'anglais par Pierre Martin), Paris, Fayard, 2002.

Barnes, John A., "Class and committees in a Norwegian Island Parish", *Human Relations*, 7, 1954, p.39-58.

Baumgartner, Frank R., Jones, Bruce D., *Agendas and Instability in American Politics*, Chicago and London, University of Chicago Press, 1993.

Beaud, Stéphane, Weber, Florence, *Guide de l'enquête de terrain*, Paris, La Découverte, coll. Repères, 2^{ème} édition, 2010 (2003).

Becker, Howard, *Outsiders. Etudes de sociologie de la déviance*, Paris, A-M. Métailié, 1985 (1963).

Becker, Howard, *Les ficelles du métier*, Paris, La Découverte, coll. Repères, 2002 (1998).

Bédoyan, Isabelle, Van Aelst Peter, Walgrave Stefaan, "Limitations and Possibilities of Transnational Mobilization: The Case of EU Summit Protesters in Brussels, 2001", *Mobilization. An International Journal*, Vol. 9, Issue 1, 2004, p.39-54.

Bendell Jem and Ellersiek Annkathrin, "Noble Networks? Advocacy for Global Justice and the 'Network Effects'", UNRISD Programme Paper, Civil Society and Social Movements, 2009.

Bennett, Lance, "Social Movements beyond Borders: Understanding Two Eras of Transnational Activism", in della Porta, Donatella and Tarrow Sidney (eds.), *Transnational protest and global activism*, Oxford, Rowman and Littlefield, 2004, p.203-226.

Bentley Arthur, *The Process of Government: a Study of Social Pressures*, Chicago, The University of Chicago Press, 1908.

Bérout Sophie et Ubbiali Georges, « La CGT, entre soutien distancié et refondation », in Agrikoliansky Eric, Olivier Fillieule et Nonna Mayer (dir), *L'Altermondialisme en France – Longue histoire d'une nouvelle cause*, Paris, Flammarion, 2005, p. 291-316.

Bérout, Sophie, Ubbiali, Georges, « Les syndicats de l'ancien écosystème communiste face à l'altermondialisme: un ressourcement possible ? », Communication au colloque du GERMM « Les mobilisations altermondialistes », Paris, décembre 2003.

Beyers, Jan, "Policy issues, organizational format and the political strategies of interest organizations", in Beyers Jan, Eising Rainer, Maloney William, *Interest group politics in Europe*, New York, N.Y., Routledge, 2010, p. 86-109.

Beyers, Jan, Eising, Rainer, Maloney William (eds.), *Interest Group Politics in Europe*, Routledge, 2010.

Bieler, Andreas, Morton Adam David, "“Another Europe is Possible”? Labour and social movements at the European Social Forum", *Globalizations*, Vol.1/2, 2004, p.303-25.

Blanchet, Alain, Gotman, Anne, *L'enquête et ses méthodes : l'entretien*, Paris, Armand Colin, coll. 128, 2^e édition, 2010 (2007).

Börzel, Tanja A., "What's So Special About Policy Networks? An Exploration of the Concept and Its Usefulness in Studying European Governance". *European Integration online Papers*, Vol. 1, No. 16 1997.

Brady Henry, Collier David, *Rethinking Social Inquiry: diverse tools, shared standards*, Lanham, Rowman and Littlefield, 2004.

Buttel, Frederick, Gould, Kenneth, "Global Social Movement(s) at the Crossroads: Some Observations on the Trajectory of the Anti-Corporate Globalization Movement", *Journal of World-Systems Research*, Vol.10, N°1, 2004, p.37-66.

Cardon, Dominique, « Un programme en débats: forums, formes et formats » (avec Eric Agrikoliansky), in Agrikoliansky Eric, Sommier Isabelle (dir.), *Radiographie du mouvement altermondialiste. Le deuxième forum social européen*, Paris, La dispute, 2005, p. 45-74.

Castells Manuel, *La société en réseaux*, Paris, Fayard, 2001.

Chabanet, Didier, « Les Marches européennes contre le chômage, la précarité et les exclusions » in Balme Richard, Chabanet Didier, Wright Vincent (dir.), *L'action collective en Europe*, Paris, Presses de Sciences Po, 2002, p. 461-493.

Cohen, Samy (dir.), *L'art d'interviewer les dirigeants*, Paris, PUF, 1999.

Collier David, Mahoney James, Seawright Jason, « Claiming Too Much: Warnings about Selection Bias », in Brady Henry, Collier David, *Rethinking Social Inquiry: diverse tools, shared standards*, Lanham, Rowman and Littlefield, 2004, p.85-102.

Conzelmann, Thomas, Randall Smith (eds.), *Multi-level governance in the European Union: Taking Stock and Looking Ahead*, Baden-Baden, Nomos, 2008.

Corbetta, Piergiorgio, *Social research – Theory, Methods and Techniques*, London, Sage Publications, 2003.

Crespy, Amandine, « Avec la société civile contre "Bolkestein": le Parlement européen entre idéologie et stratégie institutionnelle », *Revue française de science politique*, 60(5), 2010, p.975-996.

Curtis Russel L., Jr. and Zurcher Louis A., Jr., "Stable resources of social movements: The Multi-Organizational Field", *Social Forces*, Vol.52, N°1, 1973, p.53-61.

Dahl, Robert A., *Who governs? Democracy and power in an American City*, New Haven, Yale University Press, 1961.

Dahl, Robert, Tufte, Edward R., *Size and democracy*, Stanford, Stanford University Press, 1973.

Dahl Robert, "A Democratic Dilemma: System Effectiveness versus Citizen Participation", *Political Science Quarterly*, Vol.109, N°1, Spring 1994, p.23-34.

Dalton, Russell, *Citizen Politics in Western Democracies*, Chatham, Chatham House, 1988.

Debunne Georges, *À quand l'Europe sociale ?*, Paris, Syllepse, 2003.

della Porta, Donatella, "Multiple belongings, tolerant identities, and the construction of 'another politics': between the European Social Forum and the local social fora", in della Porta, Donatella and Tarrow Sidney (eds.), *Transnational protest and global activism*, Oxford, Rowman and Littlefield, 2004, p.175-202.

della Porta, Donatella, "The Unions, the movements, Europe and democracy. Some evidences from the first European Social Forum", European Conference "Organised Labour – An Agent of EU Democracy? Trade Union Strategies and the EU Integration Process", University College of Dublin, October 30th 2004.

della Porta, Donatella, « Démocratie en mouvement. Les manifestants du Forum Social Européen, des liens aux réseaux », in *Politix*, volume 17, n°68, décembre 2004, p.49-77.

della Porta Donatella, "Making the Polis: Social Forums and Democracy in the Global Justice Movement", *Mobilization: An International Journal*, Vol.10, N°1, 2005, p.73-94.

della Porta Donatella, « Gewerkschaften als Teil der globalisierungskritischen Bewegung und die Europäisierung politischen Handelns », in *Berliner Debatte Initial*, 16, 2006, p. 53-72.

della Porta Donatella, "The Global Justice Movement : An Introduction", in della Porta, Donatella (ed.), *The Global Justice Movement : Cross-National and Transnational Perspectives*, New York, Paradigm Publishers, 2007, p.1-28.

della Porta, Donatella (ed.), *The Global Justice Movement: Cross-national and Transnational Perspectives*, New York, Paradigm, 2007.

della Porta Donatella, « Comparative Analysis », in della Porta, Donatella, Keating Michael, *Approaches and Methodologies in the Social Sciences*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008, p.198-222.

della Porta, Donatella, "Social movement studies, transnationalization and the Global Justice Movement", paper presented at the ECPR General Conference, Potsdam, September 2009.

della Porta Donatella (ed.), *Another Europe. Conceptions and Practices of democracy in the European Social Forum*, New York, Oxon, Routledge/ECPR Studies in European Political Science, 2009.

della Porta, Donatella (ed.), *Democracy in Social Movements*, London, Palgrave McMillan, 2009.

della Porta, Donatella, "Organizational Structures and Visions of Democracy in the Global Justice Movement: An Introduction", in della Porta, Donatella (ed.), *Democracy in Social Movements*, London, Palgrave McMillan, 2009, p.1-15.

della Porta, Donatella, « Consensus in Movements », in della Porta, Donatella (ed.), *Democracy in Social Movements*, London, Palgrave McMillan, 2009, p.73-99.

della Porta, Donatella, Andretta Massimiliano, Mosca Lorenzo, Reiter Herbert (eds.), *Globalization from Below: Transnational Activists and Protest Networks*, University of Minnesota Press, 2006

della Porta, Donatella, Caiani, Manuela, *Social movements and Europeanization*, Oxford, Oxford University Press, 2009.

della Porta, Donatella, Diani Mario, *Social movements: An introduction*, Oxford, Blackwell Publishing, 2nd edition, 2006 (1999).

della Porta, Donatella, Keating Michael, « How many approaches in the social sciences ? », in della Porta, Donatella, Keating Michael (eds.), *Approaches and Methodologies in the Social Sciences*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008, p.19-39.

della Porta, Donatella, Keating Michael (eds.), *Approaches and Methodologies in the Social Sciences*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008.

della Porta, Donatella, Mosca Lorenzo, "In Movimento : 'Contamination' in action and the Italian Global Justice Movement", *Global Networks*, Vol.7, N°1, 2007, p.1-27.

della Porta, Donatella, Tarrow, Sidney, "Transnational Processes and Social Activism : An introduction", in della Porta, Donatella, Tarrow, Sidney, *Transnational Protest & Global Activism*, Oxford, Rowman & Littlefield Publishers, 2004, p.1-17.

della Porta, Donatella, Tarrow Sydney (eds.), *Transnational Protest & Global Activism*, Oxford, Rowman & Littlefield Publishers, 2004.

della Porta, Donatella, Peterson Abby, Reiter Herbert, *The Policing of Transnational Protest*, Aldershot and Burlington, Ashgate, 2006.

Diani, Mario, *Green Networks. A Structural Analysis of the Italian Environmental Movement*, Edinburgh, Edinburgh University Press, 1995.

Diani, Mario, "Social Movements and Social Capital: A network perspective on movement outcomes", *Mobilization: An International Journal*, Vol.2, N°2, 1997, p.129-147.

Diani, Mario, "Simmel to Rokkan and beyond: Towards a Network Theory of (New) Social Movements", *European Journal of Social Theory*, 2000, Vol.3, N° 4, p.387-406.

Diani, Mario, Mc Adam Doug (eds.), *Social Movements and Networks. Relational Approaches to Collective Action*, Oxford, New York, Oxford University Press, 2003.

Diani Mario, „Introduction: Social Movements, Contentious Actions, and Social Networks: ‚From Metaphor to Substance?‘“, in Diani, Mario, Mc Adam Doug (eds.), *Social Movements and Networks. Relational Approaches to Collective Action*, Oxford, New York, Oxford University Press, 2003, p.1-18.

Diani, Mario, "Leaders or brokers? Positions and influence in Social Movement Networks", in Diani, Mario, Mc Adam Doug (eds.), *Social Movements and Networks. Relational Approaches to Collective Action*, Oxford, New York, Oxford University Press, 2003, p.105-122.

Diani Mario, "Networks and Social Movements: A Research Programme" in Diani, Mario, Mc Adam Doug (eds.), *Social Movements and Networks. Relational Approaches to Collective Action*, Oxford, New York, Oxford University Press, 2003, p.299-319.

Doerr, Nicole, "Is „Another“ Public Sphere Actually Possible? The Case of "Women Without" in the European Social Forum Process as a Critical Test for Deliberative Democracy", *Journal of International Women's Studies*, Vol. 8, Issue 3, 2007, p.71–87.

Doerr, Nicole, "Listen carefully – Democracy Brokers at the European Social Forums", PhD Thesis, European University Institute, Florence, 2009.

Durkheim, Emile, *Les règles de la méthode sociologique*, Paris, Champs/Flammarion, 2003 (1895).

Eising Rainer, "Multilevel Governance and Business Interests in the European Union", *Governance*, Vol.17, Issue 2, April 2004, p.211-245..

Eisinger, Peter K., „The Conditions of Protest Behaviour in American Cities“, *American Political Science Review*, 67, 1973, p. 11-28.

Epstein, Barbara, "What happened to the Women's Movement?", *Monthly Review*, Vol.53, N°1, 2001. (reproduit dans Goodwin Jeff, Jasper, James, *The Social Movements Reader. Cases and Concepts*, Malden, Oxford, Wiley & Blackwell, 2nd edition, 2009 (2003), p.376-382)

Favre, Pierre, *Comprendre le monde pour le changer*, Paris, Presses de Sciences Po, 2005.

Féron, Elise, « Les altermondialistes dans le mouvement social européen : entre participation et retrait », *Critique internationale*, n°27, 2005, p.163-175.

Fillieule, Olivier, « Tombeau pour Charles Tilly – Répertoires, performances et stratégies d'action », in Fillieule Olivier, Agrikoliansky Eric, Sommier Isabelle (dir.), *Penser les mouvements sociaux - Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, Paris, La Découverte, 2009, p.77-99.

Fillieule Olivier, Blanchard Philippe, Agrikoliansky Eric, Bandler M., Passy Florence, Sommier Isabelle, “L'altermondialisme en réseaux : Trajectoires militantes, multipositionnalité et formes de l'engagement: les participants du contre-sommet du G8 d'Evian (2003)”, *Politix*, vol. 17, n°68, Décembre 2004, p. 13-48.

Fillieule, Olivier, della Porta, Donatella (dir.), *Police et manifestants – Maintien de l'ordre et gestion des conflits*, Paris, Presses de Sciences Po, 2006.

Fillieule Olivier, Agrikoliansky Eric, Sommier Isabelle (dir.), *Penser les mouvements sociaux - Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, Paris, La Découverte, 2009.

Fougier, Eddy, « Où en est le mouvement altermondialiste ? Réflexions sur l'essoufflement », *La vie des idées*, 3 mars 2008, <http://www.laviedesidees.fr/Ou-en-est-le-mouvement.html?>

George, Alexander L., “Case Studies and Theory Development: The Method of Structured, Focused Comparison”, in Gordon Paul Lauren (ed.), *Diplomacy. New Approaches in History, Theory, and Policy*, New York, The Free Press, 1979, p.43-68.

George Alexander L., Bennett, Andrew, *Case Studies and Theory Development in the Social Sciences*, Cambridge, MA, London, MIT Press, 2004.

Giugni Marco, Bandler, Marko, *L'Altermondialisme en Suisse*, Paris, L'Harmattan, 2008.

Giugni, Marco, McAdam Doug, Tilly, Charles, *From Contention to Democracy*, Lanham, Rowman and Littlefield, 1998.

Gobille, Boris, Uysal Aysen, « Cosmopolites et enracinés », in Isabelle Sommier, Eric Agrikoliansky (dir.), *Radiographie du mouvement altermondialiste*, Paris, La Découverte, 2005, p.105-126.

Gobin Corinne, *L'Europe syndicale – Entre désir et réalité*, Bruxelles, Labor, 1997.

Grande, Edgar, “The State and Interest Groups in a Framework of Multi-level Decision Making: The Case of the European Union”, *Journal of European Public Policy*, Vol.3, Issue 3, 1996.

Granovetter, Mark, “The Strength of Weak Ties”, *American Journal of Sociology*, Vol.78, N.6, 1973, p.1360-1380.

Greenwood, Justin, “Review Article. Organized Civil Society and Democratic Legitimacy in the European Union”, *British Journal of Political Science*, Vol.37, Issue 2, 2007.

Greenwood, Justin, *Interest representation in the European Union*, New York, Palgrave MacMillan, 2003.

Greenwood Justin, *Inside EU Business Associations*, Basingstoke, Palgrave, 2002.

Grossman, Emiliano, « Les groupes d'intérêt bancaires face à l'intégration européenne. Le cas du secteur bancaire », *Revue Française de Science Politique*, Vol.53, N°5, 2003.

Grossman, Emiliano, Saurugger, Sabine, *Les groupes d'intérêt – Action collective et stratégies de représentation*, Paris, Armand Colin, 2006.

Guiraudon, Virginie, « L'espace sociopolitique européen, un champ encore en friche? », *Culture et conflits*, n°38-39, 2000, p.2-18.

Haas, Ernst, *The Uniting of Europe. Political, Social, Economic Forces. 1950-1957*, Stanford, Stanford University Press, 1958.

Habermas, Jürgen, *Droit et démocratie – Entre faits et normes*, Paris, Gallimard, 1997.

Haeringer, Nicolas, « Dix ans de Forum Social Mondial : quelques enseignements et quelques pistes pour repenser l'espace altermondialiste », *Mouvements*, n°63, 2010/3, p.11-19.

Hassenteufel Patrick, "Do policy networks matter? Lifting descriptif et analyse de l'État en interaction", in Le Gales P., Thatcher M. (dir.), *Les réseaux de politiques publiques. Débat autour des policy networks*, Paris, L'Harmattan, 1995, p. 91-108.

Haug, Christoph, "Decision-making at the European Preparatory Assemblies", paper prepared for the European Preparatory Assembly, Stockholm, 15–16 September 2007.

Haug, Christoph, "Discursive Decision-making in Meetings of the Global Justice Movement", Berlin, Freie Universität, Dissertation, 2010.

Haug Christoph, Teune Simon, "Identifying deliberation in Social Movements Assemblies : Challenges of Comparative Participant Observation", *Journal of Public Deliberation*, Vol.4, N°1, 2008.

Haug Christoph, Haeringer Nicolas, Mosca Lorenzo (2009), "The ESF organizing process in a diachronic perspective", in della Porta Donatella (ed.), *Another Europe. Conceptions and Practices of democracy in the European Social Forum*, New York, Oxon, Routledge/ECPR Studies in European Political Science, 2009, p.26-45.

Héritier, Adrienne, « Causal Explanation », in della Porta, Donatella, Keating, Michael (eds.), *Approaches and Methodologies in the Social Sciences*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008, p.61-79.

Hibbert, P. and Huxham C., "Collaboration, knowledge and learning: Integrating perspectives.", In T. Goessling, L. Oerlemans and R. Jansen (eds.), *Inside Networks: A Process View on Multi-Organisational Partnerships, Alliances and Networks*, Cheltenham, Edgar Elgar Publishing, Cheltenham, 2009, p.117-139.

Hoffmann, Stanley, *The European Sisyphus. Essays on Europe 1964-1994*, Boulder, Westview, 1995.

Hyman, Richard, 'Trade Unions and the Politics of European Integration', *Economic and Industrial Democracy*, Vol.26 (1), February 2005, p.9-40.

Ibarra Güell Pedro, *Social movements and democracy*, New York, Palgrave MacMillan, 2003.

Imig, Doug, Tarrow, Sidney (eds.), *Contentious Europeans Protest and Politics in an Emerging Polity*, Lanham, Rowman and Littlefield Publishers, Inc., 2001.

Imig Doug, Tarrow, Sidney, « Mapping the Europeanization of Contention : Evidence from a Quantitative Data Analysis », in Imig Doug, Tarrow, Sidney, *Contentious Europeans, Protest and Politics in an Emerging Polity*, Lanham, Rowman and Littlefield Publishers, Inc., 2001, p.27-52.

Imig, Doug, Tarrow, Sidney, "La contestation politique dans l'Europe en formation", in Balme Richard, Chabanet Didier, Wright Vincent (dir.), *L'action collective en Europe*, Paris, Presses de Sciences Po, 2002, p.195-223.

Jenson, Jane, Mérand, Frédéric, « Sociology, Institutionalism and the European Union », *Comparative European Politics*, Vol.8, 1, p.74-92.

Juris, Jeffrey, "Social Forums and their Margins: Networking Logics and the Politics of Autonomous Space", *ephemera*, Vol.5, N°2, 2005, p.253-272.

Katz, Hagai and Anheier, Helmut, "Global Connectedness: The Structure of Transnational NGO Networks", in Glasius M., Kaldor M. and Anheier H. (eds), *Global Civil Society 2005/6*, London, Sage, 2006, p. 240-265.

Keck Margaret, Sikkink Kathryn, *Activists Beyond Borders*, Ithaca, New York, Cornell University Press, 1998.

Khagram Sanjeev, Riker, James, Sikkink, Kathryn, *Restructuring World Politics: Transnational Social Movements, Networks and Norms*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2002.

King Gary, Keohane Robert and Verba Sidney, *Designing Social Inquiry: Scientific inference in qualitative research*, Princeton, Princeton University Press, 1994.

Kitschelt Herbert P., "Political opportunity structures and political protest: anti-nuclear movements in four democracies", *British Journal of Political Science*, Vol.16, No.1, p.57-85.

Kohler-Koch, Beate, Larat, Fabrice, *European Multi-level Governance – Contrasting Images in National Research*, Cheltenham, Edward Elgar Publishing Ltd, 2009.

Kohler-Koch, Beate, Rittberger Berthold, "The 'Governance Turn' in EU Studies", *Journal of Common Market Studies*, Vol.44, 2006, p.27-49.

Kohler-Koch Beate, Eising Rainer, *The Transformation of Governance in the European Union*, London, Routledge, 1999.

Kohler-Koch, Beate, « Catching up with Change: the Transformation of Governance in the European Union », *Journal of European Public Policy*, Vol.3, n°3, 1996, p.359-380.

Koopmans, Ruud, « The Dynamics of Protest Waves: West Germany, 1965 to 1989 », *American Sociological Review*, 58, p.637-658.

Kriesi Hanspeter, Koopmans, Ruud, Duyvendak Jan Willem, Giugni, Marco G., *New Social Movements in Western Europe: A Comparative Analysis*, London, UCL Press, 1995.

Lagneau Éric, Lefébure Pierre, « La spirale de Vilvorde: politisation et médiatisation de la protestation », *Cahiers du CEVIPOF*, n°22, 1999.

Laitin David D, Caporaso James A, Collier David, Rogowski Ronald, Tarrow Sidney, King Gary, et al., « Review Symposium: The Qualitative-Quantitative Disputation: Gary King, Robert O. Keohane, and Sidney Verba's Designing Social Inquiry: Scientific Inference in Qualitative Research », *American Political Science Review*, Vol.89, N°2, June 1995, p.454-481.

Leca, Jean, « Sur la gouvernance démocratique : entre théorie et méthode de recherche empirique », *Politique européenne*, n°1, 2001, p.108-129.

Lelandais, Gülcin (dir.), « Altermondialisme(s) oublié(s) », *Culture et conflits*, n°70, 2008.

Lemieux, Vincent, « Réseaux et coalitions », *L'année sociologique*, Vol.47, 1997, p.55-71.

Lowi, Theodore, *The End of Liberalism*, New York, Norton, 1969.

Mahoney, James, Goertz Gary, « A Tale of Two Cultures: Contrasting Quantitative and Qualitative Research », *Political Analysis*, Vol.14, N°3, 2006, p.227-249.

Malinowski, Bronislaw, *Journal d'ethnologue*, Paris, Seuil, 1985 (1967).

Marks, Gary & McAdam, Doug, « On the relationship of political opportunities to the form of collective action: The case of the European Union », In della Porta Donatella, Hanspeter Kriesi, & Dieter Rucht (Eds.), *Social movements in a globalizing world*, New York, St. Martin's, 1999, p. 97-111.

Marsh David and Rhodes R. A. W. (Roderick Arthur William), *Policy networks in British government*, Oxford, Oxford University Press; New York, Clarendon Press, 1992.

Martin Andrew et Ross Georges, « Trade Unions Organizing at the European Level », in Imig Doug and Tarrow Sidney (eds.), *Contentious Europeans Protest and Politics in an Emerging Polity*, Lanham, Rowman and Littlefield Publishers, Inc., 2001, p. 53-76.

Mathers, Andy, *Struggling for a Social Europe: Neoliberal Globalization and the Birth of a European Social Movement*, Aldershot, Ashgate, 2007.

Mathieu, Lilian, « Rapport au politique, dimensions cognitives et perspectives pragmatiques dans l'analyse des mouvements sociaux », *Revue française de science politique*, Vol.52, N°1, 2002, p.75-100.

Mayer, Nonna, Favre Pierre, Fillieule Olivier, « La fin d'une étrange lacune de la sociologie des mobilisations. L'étude par sondage auprès des manifestants : fondements théoriques et solutions techniques », *Revue française de science politique*, Vol.47, n°1, 1997, p.3-28.

Mayer Nonna, Siméant, Johanna (dir.), « Les ONG face aux mouvements altermondialistes », numéro spécial, *Revue Française de Science Politique*, Vol.54, N°3, 2004.

McAdam, Doug, *Political Process and the Development of Black Insurgency*, University of Chicago Press, Chicago, 1982.

McAdam, Doug, "Recruitment to High-Risk Activism: The Case of Freedom Summer", *American Journal of Sociology*, Vol. 92, N°1, 1986, p.64-90.

McAdam, Doug, "'Initiator' and 'Spin-off' Movements: Diffusion Processes in Protest Cycles", in Traugott, Mark (ed.), *Repertoires and cycles of collective action*, Durham and London, Duke University Press, 1995, p.217-239.

McAdam, Doug, "Political Opportunities: Conceptual Origins, Current Problems, Future Directions", in McAdam, Doug, Mc Carthy, John, Zald, Mayer N., *Comparative perspectives on social movements : political opportunities, mobilizing structures and cultural framings*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996, p.23-40.

McAdam, Doug, Mc Carthy, John, Zald, Mayer N., *Comparative perspectives on social movements: political opportunities, mobilizing structures and cultural framings*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996.

McAdam, Doug, Tarrow, Sidney, Tilly, Charles, *Dynamics of Contention*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001.

Mc Carthy, John D., "Constraints and opportunities in adopting, adapting, and inventing", in McAdam, Doug, Mc Carthy, John, Zald, Mayer N. (eds.), *Comparative perspectives on social movements: political opportunities, mobilizing structures and cultural framings*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996, p.141-151.

Mc Carthy, John D., Zald Mayer N., *The Trend of Social Movements in America. Professionalization and Resource Mobilization*, Morristown, N.J., General Learning Corporation, 1973.

McCarthy, John D., Zald Mayer N., "Resource Mobilization and Social Movements: A Partial Theory.", *The American Journal of Sociology*, Vol.82, N.6, 1977, p.1212-1241.

McKeown, Timothy, "Case studies and the statistical worldview," *International Organization* Vol.53, N°1, 1999, p.161-190.

Melucci, Alberto, "The process of collective identity", in Johnston Hank, Klandermans Bert, *Social Movements and Culture*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1995, p.41-63.

Melucci, Alberto, *Challenging Codes: Collective Action in the Information Age*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996.

- Mercklé, Pierre, *Sociologie des réseaux sociaux*, Paris, La Découverte, Coll. Repères, 2004.
- Mertes, Tom (ed.), *A Movement of Movements: Is Another World Really Possible?*, New York, Verso, 2003.
- Michels, Roberto, *Les partis politiques : essai sur les tendances oligarchiques des démocraties*, Bruxelles, édition de l'Université de Bruxelles, 2009 (1911).
- Mill, John, S., *Système de logique déductive et inductive*, Bruxelles, P. Mardaga, 1988 (1843).
- Munck, Gerardo, "Canons of Research Design in Qualitative Analysis", *Studies in Comparative International Development*, Vol. 33, N° 3, 1998, p.18-45.
- Moissonnier, Loïc, « La participation des syndicats européens aux mobilisations altermondialistes : cohésion renforcée ou miroir de la diversité ? », *Politique européenne*, n°27, Hiver 2009, p.153-176.
- Neveu, Eric, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 4^e édition, 2005 (1996).
- Neveu, Erik, « Répertoire d'action des mobilisations », in Lacroix Bernard, Cohen Antonin, Riutort Philippe, *Nouveau manuel de science politique*, Paris, La Découverte, 2009, p. 495-509.
- Olson, Mancur, *The Logic of Collective Action: Public Goods and the Theory of Groups*, Harvard, Harvard University Press, 1971 (1965).
- Parks, Louisa, "In the corridors and in the Streets: A Comparative Study of the Impacts of Social Movement Campaigns in the EU", PhD Thesis, European University Institute, 2008.
- Passy, Florence, "Social networks matter. But how?", in Diani, Mario, Mc Adam Doug (eds.), *Social Movements and Networks. Relational Approaches to Collective Action*, Oxford, New York, Oxford University Press, 2003, p.21-48.
- Peneff, Jean, *L'hôpital en urgence : étude par observation participante*, Paris, Editions Métailié, 1992.
- Peters Guy B., *Comparative Politics: Theory and Methods*, New York, New York University Press, 1998.
- Pianta, Mario, Marchetti, Raffaella, "The Global Justice Movement: the Transnational Dimension", in della Porta, Donatella (ed.), *The Global Justice Movement: Cross-national and Transnational Perspectives*, Boulder, London, Paradigm Publishers, 2007, p.29-51.
- Pianta, Mario, Marchetti, Raffaele, "Understanding Networks in Global Social Movements", Paper presented at the ECPR Pisa General Conference, September 2007.

Pianta Mario and Zola Duccio, « La montée en puissance des mouvements globaux 1970-2005 », in Sommier Isabelle, Fillieule Olivier et Agrikoliansky Eric, *Généalogie des mouvements altermondialistes*, op. cit., p.41-66.

Pizzorno, Alessandro, “Political exchange and collective identity in industrial conflict”, in Crouch Colin, Pizzorno Alessandro, *The Resurgence of Class Conflict in Western Europe*, New York, Holmes and Meier, 1978, p.277-298.

Pleyers Geoffrey, *Forums Sociaux Mondiaux et Défis de l'Altermondialisme*, Louvain-La-Neuve, Bruylant-Academia, 2007.

Pleyers, Geoffrey, « L’altermondialisme : essoufflement, ou reconfiguration ? Réponse à Eddy Fougier », *La vie des idées*, 21 mars 2008, <http://www.laviedesidees.fr/L-altermondialisme-essoufflement.html>.

Pleyers, Geoffrey, « Horizontalité et efficacité dans les réseaux altermondialistes », *Sociologie et sociétés*, Volume 41, numéro 2, automne 2009, p. 89-110.

Pleyers, Geoffrey, *Alterglobalization – Becoming Actor in the Global Age*, Cambridge, Polity Press, 2010.

Podobnik Bruce, Reifer Thomas (eds.), *Transforming Globalization. Challenges and Opportunities in the Post 9/11 Era*, Leiden, Brill Academic Publishers, 2005.

Polletta Francesca, *Freedom Is an Endless Meeting: Democracy in American Social Movements*, Chicago, University of Chicago Press, 2002.

Polletta Francesca and Jasper James M., “Collective Identity and Social Movements”, *Annual Review of Sociology*, Vol. 27 (2001), p. 283-305.

Przeworski Adam, Teune Henry, *The logic of comparative social inquiry*, New York, Wiley-Interscience, 1970.

Ragin, Charles, « “Casing” and the Process of Social Inquiry », in Ragin Charles, Becker Howard, *What is a case? Exploring the Foundations of Social Inquiry*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992.

Reyes, Oscar, “Exception or rule? The Case of the London European Social Forum 2004”, in Kaldor, Mary, Anheier, Helmut, Glasius, Martin, *Global Civil Society Yearbook 2005-6*, Oxford, Oxford University Press, 2006, p.221-222.

Ripley Randall and Franklin Grace, *Congress, the Bureaucracy and public policy*, Homewood, Dorsey, 1980.

Robert, André, Bouillaguet, Annick, *L’analyse de contenu*, Paris, PUF, coll. Que sais-je ?, 2^{ème} édition, 2002 (1997).

Rucht, Dieter, “The EU as a Target of Political Mobilisation: Is there a Europeanisation of Conflict?”, In Richard Balme, Didier Chabanet, Vincent Wright (eds.), *L’action collective en Europe. Collective Action in Europe*, Paris, Presses de Sciences Po, 2002, p.163-194.

Rucht, Dieter, "Un movimento di movimenti? Unità e diversità fra le organizzazioni per una giustizia globale", *Rassegna Italiana di sociologia*, Vol.46, No.2, 2005, p.1-31.

Rucht, Dieter, Teune, Simon, "Forms of Action of Global Justice Movement Groups: Do Conceptions and Practices of Democracy Matter?", in Della Porta, Donatella, *Democracy in Social Movements*, London, Palgrave MacMillan, 2009, p.171-193.

Salisbury, Robert, "An exchange theory of interest groups", *Midwest Journal of Political Science*, Vol.13, Issue 1, 1969, p.1-32.

Sandholtz Wayne, Zysman John, « Recasting the European Bargain », *World Politics*, Vol.42, N°1, octobre 1989, p. 95-128.

Saunders, Clare, Andretta, Massimiliano, « The organizational dimension. How organizational formality, voice, and influence affect mobilization and participation », in della Porta, Donatella (ed.), *Another Europe. Conceptions and Practices of democracy in the European Social Forum*, New York, Oxon, Routledge/ECPR Studies in European Political Science, 2009, p.128-148.

Saurugger, Sabine, *Européaniser les intérêts ? Les groupes d'intérêt économiques et l'élargissement de l'Union européenne*, Paris, L'harmattan, 2003.

Schmitter Philippe C., "Still the Century of Corporatism?", *The Review of Politics*, Vol. 36, no.1, January 1974, p.85-131.

Schmitter Philippe C. and Lehbruch Gerhard, *Trends toward corporatist intermediation*, London, Sage Publications, 1979.

Schmitter, Philippe C. and Streeck Wolfgang, "The Organization of Business Interests: Studying the Associative Action of Business in Advanced Industrial Societies", Discussion Paper, Köln, Max Planck Institute for the Study of Societies, 1999.

Schumpeter, Joseph, *Capitalisme, Socialisme et Démocratie*, Paris, Payot, 1990 (1943).

Sikkink, Kathryn, Smith, Jackie, "Infrastructures for Change: Transnational Organizations, 1953-1993", in Khagram Sanjeev, Riker, James, Sikkink, Kathryn, *Restructuring World Politics: Transnational Social Movements, Networks and Norms*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2002, p.24-44.

Siméant, Johanna, « Des mouvements nouveaux et globaux ? Sur les mouvements sociaux « transnationaux » dans quelques ouvrages récents », communication présentée au 8^e Congrès de AFSP, Table ronde *Où en est la sociologie des mouvements sociaux ?*, 15-18 septembre 2005.

Siméant, Johanna, « La transnationalisation de l'action collective », in Fillieule, Olivier, Agrikolianski Eric, Sommier Isabelle (dir.), *Penser les mouvements sociaux – Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, Paris, La Découverte, 2009, p.121-144.

Simmel, Georg, *Sociologie: Etude sur les formes de la socialisation*, traduit de l'allemand par L. Deroche-Gurcel et Sibylle Müller, Paris, PUF, 1999 (1908).

Skocpol Theda, *States and Social Revolutions: A Comparative Analysis of France, Russia and China*, Cambridge, Cambridge University Press, 1979.

Smith, Jackie, "Globalization and Transnational Social Movements Organizations", in Davis, Gerald F., McAdam, Doug, Scott, W. Richard, and Zald, Mayer N., *Social movements and organization theory*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005, p.226-248.

Smith, Jackie, *Social movements for Global Democracy*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 2008.

Snow D., Rochford B., Worden S., and Benford R., "Frame Alignment Processes, Micromobilization, and Movement Participation", *American Sociological Review*, Vol.51. N4, 1986, p.464-481.

Snow D. and Benford R., "Ideology, Frame Resonance, and Participant Mobilization", *International Social Movement Research*, Vol.1, 1988, p.197-217.

Snow David, Soule Sarah, Kriesi Hanspeter (eds.), *The Blackwell Companion to Social Movements*, Oxford, Blackwell Publishing, 2004.

Sommier, Isabelle, *Le renouveau des mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*, Paris, Champs- Flammarion, 2003.

Sommier Isabelle, Fillieule Olivier et Agrikoliansky Eric, "Les altermondialismes entre national et global", in Sommier Isabelle, Fillieule Olivier et Agrikoliansky Eric (dir.), *Généalogie des mouvements altermondialistes en Europe – Une perspective comparée*, Paris, Karthala, 2008, p.11-39.

Sommier Isabelle, Fillieule Olivier et Agrikoliansky Eric (dir.), *Généalogie des mouvements altermondialistes en Europe – Une perspective comparée*, Paris, Karthala, 2008.

Tarrow, Sidney, *Democracy and Disorder*, Oxford, Oxford University Press, 1989.

Tarrow, Sidney, « Cycles of collective action: between moments of madness and the repertoire of contention », in Traugott, Mark (ed.), *Repertoires and Cycles of Collective Action*, Durham and London, Duke University Press, 1995, p.89-116.

Tarrow, Sidney, « La contestation transnationale », *Culture et Conflits*, n°38-39, 2000, p. 187-223.

Tarrow Sidney, "Transnational Politics: Contention and Institutions in International Politics", *Annual Review of Political Science*, Vol.4, 2001, p.1-20

Tarrow, Sidney, *The New Transnational Activism*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005.

Tarrow, Sidney, "Charles Tilly and the Practice of Contentious Politics", *Social Movement Studies*, Vol.7, Issue 3, 2008, p.225-246.

Tarrow, Sidney, *Power in movement*, Cambridge, Cambridge University Press, 3rd edition, 2011 (1993).

Tarrow Sidney, Tilly, Charles, *Contentious Politics*, Boulder, London, Paradigm Publishers, 2006.

Taylor, Verta, « Social Movement Continuity: The Women's Movement in Abeyance », *American Sociological Review*, Vol.54, Issue 5, 1989, p. 761-775 (Traduction française dans Fillieule, Olivier (dir.), *Le désengagement militant*, Paris, Belin, 2005.)

Teune, Simon, "Introduction: Protest in the Transnational Condition", in Teune Simon (ed.), *The Transnational Condition. Protest dynamics in an entangled Europe*, New York, Oxford, Berghahn Books, 2010, p.1-19.

Tilly, Charles, *From Mobilization to Revolution*, Reading (Mass.), Addison-Wesley, 1978.

Tilly, Charles, "Repertoires of contention in America and Britain, 1750–1830", in: Zald Mayer N., McCarthy, John, (eds.), *The Dynamics of Social Movements*, Cambridge, MA, Winthrop Publishers, 1979, p.126–155.

Tilly Charles, *La France conteste: de 1600 à nos jours*, Paris, Fayard, 1986.

Tilly, Charles, "Contentious Repertoires in Great Britain. 1758–1834", in Traugott Mark (ed.), *Repertoires and Cycles of Collective Action*, Durham, Duke University Press, 1995, p. 15–42.

Tilly, Charles, *Contentious Performances*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008.

Tilly, Charles, Tarrow, Sidney, *Contentious Politics*, Boulder, London, Paradigm Publishers, 2007.

Timms, Jill (compiled by), "Chronology of Global Civil Society Events", in Kaldor, Mary, Anheier, Helmut, Glasius, Martin, *Global Civil Society Yearbook 2003*, Oxford, Oxford University Press, 2003.

Timms, Jill (compiled by), "Chronology of Global Civil Society Events", in Kaldor, Mary, Anheier, Helmut, Glasius, Martin, *Global Civil Society Yearbook 2004-5*, Oxford, Oxford University Press, 2004.

Tocqueville, Alexis, *De la démocratie en Amérique*, Rosny, Bréal, 2002 (1840).

Traugott, Mark (ed.), *Repertoires and Cycles of Collective Action*, Durham and London, Duke University Press, 1995.

Truman, David, *The governmental process, Political interests and public opinion*, New York, Knopf, 1971 (1951).

Vennesson Pascal, *Case Studies and Process Tracing: theories and practices*, in della Porta, Donatella, Keating, Michael, *Approaches and Methodologies in the Social Sciences*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008, p.223-239.

Verhulst, Joris, "February 15, 2003: The World Says No to War", in Walgrave Stefan, Rucht Dieter, *The World Says No to War: Demonstrations against the War in Irak*, Minneapolis, London, University of Minnesota Press, 2010, p.1-20.

Vigour, Cécile, *La comparaison dans les sciences sociales*, Paris, La Découverte, 2005.

Wallace Helen, Young Alasdair R. (eds), *Participation and Policy-Making in the European Union*, Oxford, Oxford University Press, 1997.

Wagner Anne-Catherine, *Vers une Europe syndicale ? Une enquête sur la Confédération Européenne des Syndicats*, Bellecombès en Bauges, Éditions du Croquant, 2005.

Wanlin, Philippe, « L'analyse de contenu comme méthode d'analyse qualitative d'entretiens : une comparaison entre les traitements manuels et l'utilisation de logiciels », *Recherche qualitative*, Hors série N°3, 2007.

Weber, Max, *L'éthique protestante et l'Esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 2003 (1905).

Whyte, William Foote, *Street Corner Society – La structure sociale d'un quartier italo-américain*, Paris, La Découverte, 1995 (1943).

Woll, Cornelia, *Firm Interests: How Governments shape Business Lobbying on Global Trade?*, Ithaca, New York, Cornell University Press, 2008.

Zald, Mayer N., McCarthy, John, *Social movements in an organizational society: collected essays*, Transaction Publishers, 1997.

Ouvrages et articles militants

Aguiton, Christophe, *Le monde nous appartient – Porto Alegre, Florence, Evian, les acteurs d'une autre mondialisation*, Paris, 10/18, 2003.

Bonfond, Olivier, « Historique et perspectives du processus de l'Assemblée des mouvements sociaux (AMS) », exposé réalisé dans le cadre du troisième séminaire mondial des mouvements sociaux, Dakar, 5-7 novembre 2010, disponible sur le site du CADTM : <http://www.cadtm.org/Historique-et-perspectives-du>

Bourdieu, Pierre, *Contre-feux 2 – Pour un mouvement social européen*, Paris, Raisons d'Agir, 2001.

Cassen, Bernard, *Tout a commencé à Porto Alegre...Mille forums sociaux !*, Paris, Mille et une nuits, 2003, p.102.

Cassen, Bernard, « Vers un tournant « post-altermondialiste » des Forums Sociaux ? », publié le 4 janvier 2010, sur le site : http://www.medelu.org/spip.php?article323&var_recherche=vers%20un%20tournant%20post-altermondialiste

Colloghan, Mathieu, « Bruits de couloirs », 2 juillet 2010, <http://alters.blogs.liberation.fr/istanbul/2010/07/bruits-de-couloirs.html>.

George, Susan, « Faire monter le mouvement en puissance », *L'Économie politique*, N°25, 1/2005, p. 30-36.

Khalifa, Pierre, « Forum social européen d'Athènes : un moment charnière pour le mouvement altermondialiste en Europe », 9 mai 2006, disponible à l'adresse <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article2156>, page consultée le 1^{er} mars 2011.

Maeckelbergh, Marianne, 'Perhaps We Should Just Flip a Coin: Macro and Microstructures of the European Social Forum Processes', in Oscar Reyes, Hilary Wainwright, Mayo Fuster I. Morell, and Marco Berlinguer (eds), 'The European Social Forum: Debating the Challenges for its Future', *Euromovements Newsletter 1*, 2004.

Ramonet, Ignacio, « Protestataires unissez-vous ! », *Manière de voir*, n°75, juin-juillet 2004.

Reungoat, Emmanuelle, « Est-on libre de lutter pour être libre ? », 2 juillet 2010, <http://alters.blogs.liberation.fr/istanbul/2010/07/eston-libre-de-lutter-pour-%C3%AAtre-libre.html#more>

Spadoni, Patrice, « Entre 3 et 400 000 personnes contre « l'Europe du Capital ! », Marches européennes contre le chômage, mars 2002, <http://euromarches.org/francais/02/barc6.htm>.

Ventura, Christophe, « Forum social européen 2006 : éléments de bilan et de réflexion », compte-rendu pour Attac France, 12 mai 2006, <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article2186>.

Weber, Louis, « Gauche de gauche et mouvement social en Europe », *Savoir/Agir*, n°8, juin 2009 ; Entretien avec Thierry Decoster, FGTB, avril 2009.

Whitaker, Chico, "The Forum as Open Space", in Sen Jai, Anand Anita, Escobar Arturo, Waterman, Peter (eds.), *World Social Forum Challenging Empires*, New Dehli, The Viveka Foundation, p. 111-121.

ANNEXES

Sommaire des annexes

<i>Grille d'entretiens</i>	<i>369</i>
<i>Liste des entretiens</i>	<i>371</i>
<i>Entretien, Représentant de Transform ! Italie, Florence, janvier 2010</i>	<i>375</i>
<i>Entretien, Porte-parole de Solidaires, Paris, décembre 2009</i>	<i>391</i>
<i>Entretien, Représentant de la CSC-CNE, Bruxelles, avril 2009</i>	<i>405</i>

Grille d'entretiens

1 - L'organisation et les réseaux thématiques du Forum Social Européen

Dans quels réseaux thématiques du processus du FSE êtes vous principalement impliqués au nom de votre organisation?

A quels autres réseaux votre organisation participe-t-elle ?

Depuis quand et comment les réseaux thématiques ont-ils été constitués?

2 - Historique de la construction du réseau

Quand et comment ce réseau a-t-il été constitué ?

*Initiative

*Dates-clés

*Difficultés de sa mise en place

Quel a été le rôle de votre organisation dans la constitution du réseau ?

Lesquelles ont été les plus actives ?

3- Objectifs du réseau et de l'organisation dans le réseau

Pourquoi a-t-il été constitué ? A quels besoins répondait-il ?

Quels objectifs affichés au départ en termes d'activités concrètes ?

Qu'en attendiez-vous au départ ? Quels sont vos objectifs en participant au réseau ?

4- Fonctionnement du réseau

Quelles organisations sont présentes dans le réseau ? Lesquelles sont absentes ?

Quels pays sont principalement représentés ?

Comment se déroulent les réunions du réseau ? Vous semblent-elles utiles ?

Qu'en attendent les participants ? Tous la même chose ?

Y a-t-il des conflits au sein du réseau?

5- L'organisation et le champ thématique du réseau

En quoi consiste le travail de votre organisation sur le thème (dans et en dehors du réseau).

Travaillez vous plus dans le cadre local, national, international ?

Quelle est la place de son engagement dans le réseau dans le cadre de ce travail ?

L'engagement dans le réseau vous semble-t-il utile pour votre organisation ? Qu'est-ce que cela apporte ? (contacts, débats, activités nouvelles ?)

6- Apports du réseau

Quels ont été les apports du réseau depuis sa constitution ?

Pensez vous qu'il est utile pour se faire entendre des media, de l'opinion publique, des décideurs politiques ?

7- Perspectives du réseau

Le réseau vous semble-t-il amené à perdurer, à évoluer, à disparaître ?

Permet-il d'envisager des activités ou des mobilisations de grande ampleur au niveau européen ?

8- Thème de conclusion : le mouvement altermondialiste et les réseaux

Y a-t-il des réseaux qui vous semblent plus dynamiques que d'autres au sein du FSE et du mouvement altermondialiste ? Certains sont-ils plus importants du point de vue de votre organisation ?

Quel est l'intérêt pour le mouvement altermondialiste de constituer des réseaux thématiques ?

En quoi cela change la forme du mouvement en Europe ?

Liste des entretiens

Dans ce tableau figurent l'ensemble des entretiens que nous avons réalisés dans le cadre de cette thèse.

Chacun de ces entretiens a été retranscrit intégralement. A la suite de ce tableau, nous reproduisons trois de ces entretiens afin de donner au lecteur une idée précise de la façon dont nous les avons menés. Ces derniers figurent en gras dans le tableau ci-dessous.

Affiliation organisationnelle	Participation aux réseaux thématiques ou au FSE	Lieu et date
Représentant de SUD-PTT	Animateur du réseau Services publics	Paris, juillet 2008
Représentante de l'AITEC-IPAM	Animatrice du réseau Services publics	Paris, novembre 2008
Membre du bureau national d'Attac-France	Participant aux réseaux Services publics et Travail et mondialisation	Paris, novembre 2008
Représentant de la CGT (Secteur international/Europe)	Participant au réseau Travail et mondialisation	Paris, novembre 2008
Représentant de l'UGFF-CGT	Participant au réseau Services publics	Paris, novembre 2008
2 membres de la Fondation Copernic	Participants au réseau de la Charte	Paris, janvier 2009
Membre de la Fondation Copernic	Participant au réseau Services publics	Paris, mars 2009
Coordinatrice employée du réseau Seattle to Brussels	Participant au réseau Travail et mondialisation et animatrice de l'espace des réseaux contre la crise (janvier 2009)	Paris, mars 2009
Représentante de la FSU	Participant aux réseaux Services publics et Travail et mondialisation	Paris, mars 2009
Représentante d'Espaces-Marx	Participant aux réseaux de la Charte et Travail et mondialisation	Paris, mars 2009
Porte-parole de Solidaires, membre du Conseil scientifique d'Attac-France	Participant aux réseaux de la Charte et Travail et mondialisation	Paris, mars 2009
Représentant de la FGTB (Secteur international)	Participant au réseau Travail et mondialisation	Bruxelles, avril 2009
Représentant de la CSC-CNE	Participant au réseau Travail et mondialisation (promoteur de la	Bruxelles, avril 2009

	Conférence sociale conjointe, septembre 2009)	
Membre d'Attac-Wallonie-Bruxelles, animateur du groupe de travail « Services publics » au sein du Forum Social de Belgique	Animateur de la Convention internationale contre l'AGCS puis participant au réseau Services publics	Bruxelles, avril 2009
Participant au réseau des Marches européennes contre le chômage	Participant au Forum Social Européen et aux réseaux Charte, Services publics et Travail et mondialisation	Bruxelles, avril 2009
Représentant de Friends of the Earth Europe	Participant au Forum Social Européen	Bruxelles, avril 2009
Représentant d'Attac Allemagne (membre du Koordinisierungskreis)	Participant aux réseaux Charte et Travail et mondialisation	Düsseldorf, mai 2009
Représentante de la Fondation Rosa Luxemburg	Participant au réseau Charte	Berlin, mai 2009
Membre d'Attac Allemagne, engagée au niveau local dans le groupe Berliner Wassertisch	Participant au réseau Services publics	Berlin, mai 2009
Représentante d'Attac Suède, membre du Comité nordique d'organisation du FSE de Malmö	Participant au Forum Social Européen	Berlin, juin 2009
Membre d'Attac Allemagne, animateur de la coalition « Bahn für Alle »	Participant au réseau Services publics	Berlin, juin 2009
Représentant de WEED	Participant au FSE, promoteur de la rencontre des réseaux contre la crise (janvier 2009)	Berlin, juin 2009
Membre d'Attac Allemagne, animateur de l'initiative contre les privatisations à Leipzig (APRIL)	Participant au réseau Services publics	Leipzig, juin 2009
Représentant de Verdi (service International)	Participant au réseau Travail et mondialisation	Berlin, juin 2009
Représentant de la CGIL	Participant au réseau Travail et mondialisation	Vienne, juin 2009
Représentante d'Attac Autriche	Participant au réseau Travail et mondialisation, membre active du réseau S2B	Vienne, juin 2009
Représentant du SdL	Participant au réseau Travail et mondialisation, membre actif du réseau S2B	Vienne, juin 2009
Porte-parole de Solidaires	Participant aux réseaux Charte et Travail et	Paris, décembre 2009

	mondialisation	
Membre du réseau No Vox	Participante au FSE	Paris, décembre 2009
Représentant de Transform ! Italie	Animateur du réseau Travail et mondialisation, promoteur de la Conférence sociale conjointe (septembre 2009)	Florence, janvier 2010
Représentante de la FIOM-CGIL	Participante aux réseaux Charte et Travail et mondialisation	Rome, février 2010
Membre de Rifondazione Comunista	Animateur du réseau de la Charte	Rome, février 2010
Représentant de la CGIL-Funzione Pubblica	Participant au réseau Services publics	Rome, février 2010
Représentant des Cobas	Participant au FSE	Rome, février 2010

Entretien, Représentant de Transform ! Italie, Florence, janvier 2010

So, let's start with a general question about your involvement in the European Social Forum. In which thematic networks of the European Social Forum are you mainly involved? Are you only involved in the Labour and Globalization network?

I worked from the very beginning in the process of the World and European Social Forum. I also worked in the organizational aspects of these spaces. Then, I worked in different spaces depending on the period and on my capacity of following different issues. But I would say that I worked at the time of the European constitutional treaty in the Charter for an Alternative Europe. And I also worked in the spaces of the Forum and outside about the free culture movement, concerning Internet, digital rights, digital commons. Also I worked in a space where we experimented the application of these new techno-political tools in the spaces of the movements in the WSF and ESF.

And, more recently?

And then I have also been active on issues related with the new forms of organization, concerning movements and some soft political actions, and this kind of things.

Within the Social Forums, or...?

Within and outside, both.

What kind of work did you carry on this topic?

Well, we produced seminars where we had exchanges of experiences in different Forums. Also we created a network that is partially related to the Forum, but which also worked outside and with other kinds of actors, that is called "Networked Politics". So, I've been active in different areas.

And in the Public Services area?

No, not so much. I've been in contact with the people working on that, but i didn't engage in this network. Maybe I've been more active through the European network of Transform! in issues related with the economy, and more recently the crisis.

And now, as I understood, you're one of the people who took the initiative for creating the Labour and Globalization network. Is this now one of your main involvement in the Social Forums, at the European and Global level?

Yes, probably. I'm not very active in this moment because I told you that I am in a sabbatical period, and I am studying, and writing. So, I reduced at the minimum other kind of activities. But yes, that is probably my main engagement.

You say you are in a kind of sabbatical period, does this mean that somebody else from Transform! Italy is taking part in the activities of the Social Forums?

Yes, there is somebody that is following more than I am. Concerning the Labour and Globalization network, this network is very loose, and so it is difficult to manage this kind of organizational forms, but it's true that I played an important role, and I still have to play this, because of this informal and instable form.

Maybe I'd like to speak first about the Charter network, and then more in details about the Labour and Globalization network. When and how was the Charter network constituted?

I think the first concept was born in Thessaloniki where there was a counter summit in 2003. There we started a discussion about the European treaty, and we started to create a space where different European organizations could have a reflection with the aim of elaborating common positions. That was the first initiative.

And did you take a particular role in the constitution of this Charter network?

Yes, at the beginning, I was one of the promoters, because it was Transform! that organized this seminar at the beginning. And then I also participated and facilitated at the beginning of this network. Then, I've been less in the forefront.

Why was this network constituted, as you were one of the promoters?

I was a promoter, but then other people took a more leading role, and I could withdraw a little bit.

Yes, but at the beginning, why did you decide to create this network?

Because at this time it was of course a fundamental issue that was at the time very little considered, there was little attention. It sometimes happens in the movements that they aren't immediately aware of what's going on at the institutional level. And it was a very sensitive and strategic issue. And also, it was an opportunity to have a common in-depth reflection about the integration in Europe. We were interested in creating a space where we could have a position that was a combination of criticism toward the form that the integration is taking and also that was pro-European in its perspective. Because you know that in the European Social Forum, you have a lot of groups that are just against European integration. So we were interested in finding a position that could reflect our pro-European perspective.

And what was concretely the issue of this network: the institutional question of European integration or more broadly European integration, European policies, etc.?

Well, the Charter, at the end, found a sort of common base on the idea that we shouldn't act immediately at the level of the institutional process, but instead it had to be a space where we could elaborate our own ideas about what kind of integration we want. So it was called a "Charter of principles", because the idea was to elaborate common principles that could help to converge and to act together from many different countries and on many different social and political issues at the European level.

But did the goals from the beginning changed then when put into practice?

Well, at the beginning, it was just a necessity of discussing about what was happening and how to react to this process of the constitutional treaty. And it took more precisely this form, but it was quite immediately clear that this could be the only way to work together and to create a broad coalition. It's typical in these spaces that you have to manage so much diversity that you have to find common grounds, and so you also have to define the spaces for that process.

So, the solution that had been found in this network was to write a document, which then became the Charter...

Yes. And that took I think a couple of years.

And were there some goals in terms of concrete activities? I mean, like mobilizing broadly at the European level, etc.

No, it didn't succeed in that sense. It was mainly another kind of activity that was the goal of the network. But I didn't follow in a very active way the second part of the life of the network, but I think it had also a sort of reduction of attention, and intensity along the years. And also after the Non in France, which has been in some way a moment of confirmation of the spirit that we followed in that network, because you remember how was the campaign in France, and the attempt to classify any kind of opposition to the treaty as being anti-European. And we had an interesting mass movement that was, yes, partially the expression of this anti-European feeling, but also the most important part of this movement was pro-European. That was very interesting, because I met people active in the referendum, and my impression is that they became more pro-European during that campaign, instead of anti-European. In that sense, that has been the highest moment of this tension in Europe in general. Of course, that was a specific movement and mainly French.

Would you say that the year 2005 was the highest point of the Charter network?

No, I would say that in general terms, that was the highest moment of attention and of intensity of mobilization. And in some way, it also confirmed the spirit of the Charter in the sense of combining the opposition to the form of integration with a form of pro-European perspective. Then, the Charter continued and was finalized in its last form after. But, what was also important in the campaign was the dialogue that took place between the French and other actors in Europe. They were not isolated and they showed that they weren't just against Europe. So there were activities in France during the campaign that also used the network as a channel to organize activities and to bring people from other countries.

And when did you decide to withdraw from the activities of this network?

I never withdrew completely but I followed it with a less and less active and important role. I invested my energies in other spaces.

And why did you decide to...

Because there were people that were very active, that were doing more or less what I would have done, and because I was working on other issues.

But the fact is that many people just started to follow the activities of this network with more distance, as you did. Do you think there is a reason for that?

Well, probably we should analyze in details. Since I didn't follow the second part of this network, I didn't try so much to do this. But I think there are different reasons. One is a general decline that we observe in the European social movements. This is an important factor that you have to consider. We had a sort of return to national or local spaces. So, there has been a crisis of this kind of international level mobilization. And then, there was, again in general, a crisis of the capacity of the movements to maintain this visibility and this role in the public sphere. I would date it back to after the demonstrations against the war, that was the highest moment. For many reasons, including the defeat that the movements faced, because they couldn't stop the war, and also the more regressive environment, with terrorism and other evolutions that took place. And third, we also had political problems inside the movements, divisions, and inability to evolve from a very embryonic form of convergence into something more structured and more elaborated in its form of organization, in its strategy and so on. So we couldn't overcome these problems, so we regressed. And also this kind of convergence that characterized the first period was lost progressively.

And specifically within the Charter network, what kind of division or difficulty to go a step further did this network meet?

I think, but it should be confirmed by people that were more involved than me...typically, politically you have a range of actors that worked in the Charter, that was from the anti-European people, to the people that were pro the constitutional treaty, although critical, like, for example, the Unions who had this position saying that the treaty was better than nothing. And there, you have an idea of the diversity you have to manage. And then I think another typical problem was to develop from a capacity of having common, very general principles, into something that was more concrete and practical and effective. It is also the typical limit of the informal networks. You have moments when this informality is a strength, and moments when it is a weakness.

And when would it be a strength?

It's a strength in the moment when you have a mobilization and so you are able to reach people and to make people very diverse come through different channels, to converge and elaborate strategies, actions, and even culture. In these moments of mobilization and convergence, it is very strong. And if you were too much formalized, you couldn't arrive to this kind of results. It's weak when it comes to the question of lasting in the time, of creating more strategic and effective forms of action, and so when you need more resources in all senses (organizational, financial, time devoted to this), it is more difficult.

But referring to what you just said before, the moment of high mobilization concerning this Charter network, which could be the French campaign for the referendum, I am wondering if people that if people from the Charter network did have different positions on the treaty, it couldn't be one of the explanations leading to the decline of the network. So the highest moment of the network could also explain the decline, no? So the mobilization in a sense did not help the network to develop...

It could be, but I think it more didn't help in the sense that it stopped the process of the Treaty,

and so they couldn't go on. So that had an effect in term of loosing attention and activism around the issue. Then, what you said is true. For example, the Unions never engaged formally within the Charter network, some participated, but keeping a very peripheric role.

Why?

Because they were worried about the Treaty. Officially the Unions supported the Treaty, so they couldn't take a position that could be used against the Treaty. In that sense, I think the explanation that you suggested could be part of the decline.

And now, which organizations do you identify as being part of the network, or the main organizations of this network today?

The Charter is, from what I see, very weak in the moment. But there is Attac, Transform!, I think these are the two main networks that are running this space. And then, there is an uneven participation from many other organizations, but the two are these ones, probably also Euromarches could be added to these. But you should ask to people that are more engaged than I am.

And do you think it is still useful to have this network?

It depends. When it comes to the problem of this kind of initiative, you also have to consider the temporality of these experiences. Strategically, it would be of course, necessary and useful to maintain a space that is European, where you discuss more strategically common European issues, and if possible, you elaborate a capacity of initiative. But practically, it happens that these experiences have a sort of cycle of life, and so you need the capacity to understand if there are the conditions, or if you are just maintaining a space that is loosing more and more its vitality. So, it depends, and of course, you could also act to revitalize a space, but you need a capacity to do this, and you need the conditions. Since I am not working in this network, I don't know. And you should speak to the people that are more active and try to evaluate. In principle of course it is important, but...

One last question about this network. Do you think that your personal implication in this network had been useful to you, or to you your organization?

I felt more like doing a service than getting something from this experience. It's not in terms of political beliefs, because our idea was that we should avoid to be critical of the European treaty, and to be against Europe as such. In this sense, this was useful politically, to contribute to the development of positions that were between these two extremes. Also, of course, it was an interesting experience, because I think this was the first attempt to create a space where you could elaborate in common something. Normally the space of the Forum is much more fragmented and reduced to the moment of the Forum. Instead it was a process that lasted and got people to discuss about fundamental issues. So the debate was also interesting because you could measure the differences. So it was a good experience in terms of understanding more in-depth what could be a European culture in the social movements.

And do you think your experience in this network has been useful to know how to propose something for building a Labour and Globalization network? Do you think you kind of learnt something about how to deal with the other people in the Social Forums?

Well, of course, as many other experiences. Each experience taught something about this space and something about specific actors, and something about the forms of organizing this work, etc. But the Labour and Globalization network was a different initiative. For example, typically, I told you that the Unions participated in a very peripheric way to the Charter network. And instead, the Labour and Globalization network was created exactly with this focus, and with some Unions being at the center of this initiative.

So we are slowly moving on the Labour and Globalization network. Which were these Unions at the initiative of this network?

The initiative was created here in Italy. We had a meeting of the different structures of the CGIL, that is the main Union in Italy. They worked at that time in a very uncoordinated way, between the different parts of Union, some being more active than others, for example the FIOM, or the CGIL-FP, the knowledge and education Union, and some Chambers of labour at the territorial level. So, we brought together all these structures. I had been working with the international department and we discussed how to organize a space that could be useful to these structures, and how we could make use of these experiences in a more productive way.

Is Transform! Italy kind of linked to the CGIL?

No, in this case it was me, personally, that was collaborating with the Fondazione di Vittorio, and then they asked me to take this initiative to bring together these groups, these organizations, and to discuss with them what to do. This was exactly at the end of 2006, exactly before the Nairobi WSF. During this discussion, we elaborated a concept of what was felt as a necessary new step. More or less, the idea was that labour as an issue, was still not at the center of the attention of the new culture, and that we wanted to end that. At the same time, labour issues were being challenged by the change of scale in the context of globalization, and so we wanted to use this space to experiment, of course in the line of experimenting alliances and cooperation with other movements. And then, the process was very rapid, because at the end of January there was the Forum. So rapidly we shaped something in the Forum, and we used some first connections to test the idea.

With which organizations?

We involved from the beginning one Union in India, that is New Trade Union Initiative, the CUT from Brazil, the French Solidaires,... who else, I don't know...

Was there Attac on the side of the movements?

We also involved Alleanza Social Continental, which is a big network of Unions and social movements that was created in Latin America. Then, the World March of Women, Via Campesina, these on the side of other social movements. But you know, this was a big improvisation. We met there, we organized our activities in the Forum, in a form that was supposed to arrive at the end of the Forum to some more capacity of shaping this idea. At the end of the Forum, we had an Assembly, that was called Labour and Globalization. During these discussions we brought more and more people, and so it was very interesting how we met a lot of interests in this process. So during the last Assembly, there were like more than 200 people representing organizations from all over the world, Pakistan, Korea, Africa, Europe, North America, etc. And many were Unions, many were not Unions. We had a very interesting and impressive discussion, but you could have this material manifestation of the

complexity of what is labour when you think about it globally, and how Unions are only one segment of this reality. For example, we immediately met the dimension of informal labour, that may represent more than 90% of labour in some countries of Africa. And there are organizations that are trying to organize this labour, that aren't Unions, and also have conflicts with the traditional Unions.

Anyway, this was the process, and during this process, we enlarged also the group of organizations which more motivated in the process itself. We arrived to the Assembly with a very short declaration, because it was very difficult to elaborate something that was expressing this complexity. In this statement, we said we wanted to create a network in terms of organizing more continuously a discussion and a communication and cooperation on these issues in the process of the World Social Forum.

And concretely what did this mean? What were the goals concretely?

Well, they were very broad, but the principles were that first, we need to rise the issue of labour within this space, we need to reinforce the discussion. Second, we need to reinforce the cooperation, the alliances between Unions and other social movements, and centers of research, etc.

What is an alliance? Meeting during the meetings of the Labour and Globalization network or doing things out of the Labour and Globalization network?

This issue was very complicated because we also had to manage the problem of...because we started without any communication with the formal international organizations of Unions, and also it was very unrealistic to give too ambitious goals to this space. So, how we formalized it was a network that was aimed at facilitating the communication and to progress in this general goals that I told you, that was also, for example, a renewal of the concept of labour, an enlargement of this concept. That's the reason why we wanted to have organizations like Via Campesina, the WMW, because we wanted to express this necessity of enlarging the notion. Also, the idea that we had to get out from a defensive approach, in order to elaborate a more offensive and transformative idea of the role and the politics of labour in the globalization. And when we started in Italy, we also said from the beginning that this issue was so complicated that then we had to go back to the European dimension where it was more realistic, trying to implement this concept. Imagine also that it was also a very informal network: the CGIL did not really invest in the building of this process. In the same CGIL, you had a lot of cautions and uneven engagement, so you had to measure the possibility with the capacity that you had.

What we could get from the experience of Nairobi was the sense that we met a real need because of this reaction. We could observe that it was really complicated because of the incredible diversity of groups and behind these groups, a great diversity of the conditions of people, once you approach the issue of labour globally. And there was much more that we could have imagined in terms of experiences that...So, this is an example of how this informality works, because if we hadn't worked in this way, we probably couldn't have had this result.

And then, coming back to the European level, how did it happen?

At the European level, we work in a more continuous way. We didn't loose the relationship with the other people at the global level, and we met again in the World Social Forum in Belem, and we strengthened relationships with some organizations. But we mainly worked at

the European level. And at the European level, at the beginning, it was very difficult because of some suspicion from the ETUC. They were wondering, both at the European and global level, what we were doing, if we were trying to create a sort of competitor or a tendency within the Unions, since they had not been informed.

You mean people from the ETUC?

Yes, from the ETUC or the ITUC. So when we started the process at the European level, we still had a sense of doing something that was needed because we had a good reaction in terms of people attending.

For the same reasons at the European level as the international level? I mean the need that you wanted to fulfill at the European level, were they the same than at the international level ?

Yes, there were the same, but our idea was more realistic to try to create something there. At the global level, it was very interesting, but too complicated. This was my opinion, and also the one of other people.

So, you thought it would be easier at the European level to create activities out of the network than at the international level?

Yes, we said that already before Nairobi, that it would be necessary to develop the initiative at the European level. Anyway, we met a good reaction, because in general there is a sort of search for connections between movements and Unions, that is a long story, still going on since the beginning, but never succeeded to transform this reciprocal research for the other. Anyway, there was this need, and so we had a good reaction of people.

Do you mean that the need was to improve the place of the issue of labour within the ESF, or to be able to organize activities, or to have more coordination between Unions and other actors in Europe?

It depends. If you look from the point of view of the Unions they would have said at the beginning that they wanted to put labour at the center of the Forum. If you had asked to the movements, they would have said the problem was that the Unions were not sensitive to some issues, typically, for example, international trade. And so they didn't find it simple to have a connection and a dialogue, not to say a common action. Now, I think the situation changed, because the Unions are much more aware of the limits of their own positions and culture. And now the limits of a defensive approach are becoming clearer. So, we could measure included in the process we elaborated this change. When we started, for example, the Unions had their own space that was parallel. In Belem, the Unions had this space again, but they also participated in the space we had created, including the ITUC who came to our final Assembly and participated in the preparation of a common document. So you could measure it along this period. And it is the same at the European level, because we started without the ETUC, who didn't participate in the Forum. And we were able to organize the meeting, mainly through the labour and Globalization network last September, which was hosted and promoted also by the European Trade Union Confederation.

So we are already on the achievements of the network. To come back to the expectations, you told me that the Unions wanted to promote the issue of labour within the Social

Forum and other actors wanted to reach the Unions on their own themes. What were your own expectations or your position in this debate?

(Blanc)

I don't know honestly what to expect because I see a lot of problems and limits in what we have done and in the capacity of progress on both sides. In general terms, what I think is that labour is a fundamental issue in politics, and it has been completely cancelled in some way. In the approach of the Unions, it became more and more a corporatist one, that is to say limited to one sector of labour, and there is more and more an autonomous politics of labour, as it is expressed by the Unions. And so I'm very interested in rediscovering labour as a fundamental political issue. Also I think it is absolutely necessary to recycle labour to make it more political, including the fact that it can't be conceived and organized just through the Unions, as they are, culturally and organizationally. So I'm very interested in this kind of issue.

On the other side, the movements have been successful I think in spreading and fertilizing new cultures, new visions of change, new problems, new approaches, new forms of organizations. But they also showed many limits in their capacity of challenging the system. They remain in some way, either fragmented or focused on single issues, or unable to question fundamental areas of daily life, like labour for example. It's very difficult for the movements to say something on the more fundamental dimensions of our societies. These are two examples of problems and potentialities that we have.

Let me know if I got it well: you think that these differences then bring difficulties within the Labour and Globalization network that prevent it to function optimally... How would these differences between different actors be tangible within the Labour and Globalization network?

(Coup de téléphone)

So I was asking you how these differences could be concretely present in the network...

Yes...In that sense also it has been interesting, not particularly exciting, but interesting. The process through which we managed to organize in September that is an experimentation, and we found a lot of "cautionists" on the side of the Unions. It was interesting how we managed progressively to arrange a solution. For example, the Unions were worried about informality and about the openness of this space to the movements; because they didn't know who was going to come and what kind of conflicts they were going to produce. And also, another problem was the informality in terms of capacity of elaborating positions and engagements of real actors, etc. On the other side, it was impossible just to adopt their forms and their culture, what would have been useless to follow their way of doing things. So we had long discussions about the organizational space of this space. At the end, we arrived to design an hybrid form, that was not bad. We also tried to consider this experimentation, also from the point of view of the movements...(INAUDIBLE) Anyway, I wouldn't say that it has been an incredible success, but it produced a new form of organizing a process, that was for example the creation of a group of initiative. In this group, there were seventeen organizations, half being Unions, half being other movements. And so, this group was responsible in some way of preparing and organizing the space. But then, at least in the Labour and Globalization network, we expanded and made it open. So we didn't create any filter to the people that wanted to participate. Another example of this hybridism: we worked within this space as we normally work in the movements, although we were in the building of the ETUC. So that was based on working

groups that were absolutely horizontal, with reports in the plenaries, etc. So, to have a process that didn't solve absolutely everything. And now we are still thinking about this experience and we want to go on, etc.

Didn't solve...?

It didn't solve many of the objective, because the long-term goal is to create a common space in Europe that is able to rise a common agenda at the European level, alternative from the institutional one, and even possible to have common actions, common objectives. We are just at the beginning of a process that could arrive there. There are many elements that still are very embryonic in the achievement. Anyway, it worked in terms of creating a new space, and especially, and this is typically the first obstacle and the first target that you have to achieve, to create trust. This is usually the first problem normally, and in that sense, it succeeded. For example, the ETUC was very positive about this experience.

Is that what they reported after the Conference? Did they wrote or told it?

Yes, they told it. One problem that we have now is that the person that was the most involved in this process within the ETUC, which was vice-president and member of the CGT in Portugal, became minister of labour in her country. So we lost this person. That is a serious problem. But in general, they officially said something positive about the experience, and this person, before she resigned, wrote us that is was a very interesting process where in which we had to engage, etc. She was very motivated to go on. And we had another meeting after that with the people (inaudible). But now they have internal problems that are more bureaucratic, because another member of the secretary left the ETUC, so they are overloaded and they have organizational problems. But politically they are in favour of going on in this process.

Are there over meetings that are going to take place? How is this going on now?

I don't know honestly, because I'm waiting to hear news from the people of two Unions from Belgium. They helped in the relationship with the ETUC. They now have a role about how we should go on with this process, and so I'm waiting to hear them. We made a hypothesis about a continuation of the process, including also in the European Social Forum, but I'm a bit worried because of this kind of bureaucratic logic that exists in the Unions. So this space that played such an important role and now left, is going to have an important role in the difficulty of going on with this process. Then I told you that I am mainly at the moment doing other things, so I don't invest much energy in this process. I want to maintain it because I think it has a potential utility, but I'm not investing very much in it. Also personally I'm in a period of reorganization of my life so I have limited capacity of having a very active role in pushing this process.

But I think it's going to continue in some way or another, because there is an objective interest. It could be this one or it could be another, but you know, one of the general achievements that the global movements produced in all these years have been the creation of what I would call an infrastructure of communication. Beyond the single experiences, and beyond the single networks, this is the most important element. And that is going to be activated in one form or another.

Let's come back more precisely on the Labour and Globalization network to speak a little bit about the people taking part in the network...Which are the main organizations, and which are the main organizations which you think are missing in the network?

The Labour and Globalization network is very informal in its structure. At the end of the Belem WSF, we created a sort of group responsible for maintaining a connection at the global level. In this group, there is the Korean confederation, the Brazilian confederation (the CUT), the CGIL, the StreetNet that is an interesting networks of informal vendors that works in the global south. There is also Jobs with justice that is an interesting network of movements and Unions in North America.

Did this group succeeded in maintaining...

Not so much. Then there is another group that is Global Labour Strategies, which is a little center of research, but is run by very good people. But some of the main persons that work in that organization, Tim Costello, died some time ago. He was a very good man, with a lot of human and political qualities. Anyway, we didn't succeed in maintaining a very active communication, even if we created these groups. It's also partly because I couldn't play a very active role, and the others didn't. This is a typical limit of this kind of organization: it relies too much on single people.

And which main organizations will you say are missing at the European level in the network?

At the European level...Well, it's difficult to say who is part and who is not part of the network, but maybe if look at the experience with this initiative in Brussels, and if we look at this group of seventeen organizations, because they accepted formally to engage in this process. And...I would say that...we miss geographically the Eastern countries. Then the second main missing group is what I would call precarious workers networks, this kind of new jobs, new forms of labour, that have been little unionized and they have developed partial forms of organization but still very limited in their dimension and capacity. But this an enormous area in terms what is labour today, and also how far it is from the Unions, and the way they have organized.

And about the meetings of the network in itself, not of the initiative for the social conference, do you think there are still meeting actually?

Yes, probably we are going to meet again now in Berlin because now there is the European Social Forum, and since the network has mainly organized along the process of the ESF, I think we are going to use it to design our activities in the next ESF.

And do you think the last meetings of the networks have been useful? And did you attend actually these meetings in the European process, EPAs or ESF?

I don't think I attended, because I have not been very active in the last period in the process of the Forum. I will try to be in Berlin...I don't have much energy for the moment, but I think I am going because I want to contribute in the process, that is not going very well, which is difficult, and I want to contribute in both to maintaining this space of the European Social Forum and also the work we have done through the Labour and Globalization network.

More general question about the achievements of the Labour and Globalization...what have they been at the European level since it was built up?

I think the main achievement have been to create a space of discussion that is more focused on labour that have been used by Unions and also it helps because generally many Unions don't know very well how to use the space of the Forum. So it helps them to find their way and to better organize their activities inside the Forum. On the other side, it helps to enlarge the capacity of communication between Unions and other social movements , between the ESF process and the European trade Unions, and in general to build more trust in this space.

And same question as for the Charter network...Would you say it has been useful to your organization to build and to take part in this network?

Yes, I would say that it has been useful in this sense that it provided a possibility of enlarging the connections with many other organizations working on labour issues. It has been a great opportunity of enlargement of relationships.

For Transform?

For me personally, and also for Transform! through myself.

And for example?

Well, all the organizations I quoted you, and I could quote many others.

That you didn't know before?

Well, no, I knew some, and I also used my relationships to help, but not everyone.

And also some organizations that you...after the Labour and Globalization experience, that you met in other contexts?

Just this people of Global Labour Strategy which I met because I went to the United States, and I also became friend with Tim Costello, and the other people. And we worked also on that project that I told you before that is Networked politics. We made a seminar in Berkeley in that period, so we discussed other issues with them, because they also are interested in the new technologies and the new forms of organization applied to labour. And then, probably the network is more dense at the European level, not only Labour and Globalization but in general the networks, and so, it happens that we meet other people I don't know, in activities about the economic crisis, so it happens that i can meet people that I also met in the Labour and Globalization network. But one of the aims of the Labour and Globalization network at the European level is to enlarge the network because this is a problem we have in the European Social Forum that it lost progressively for many reasons its capacity of expansion (...). It was last time in Sweden, and so that created a process around Scandinavia. Now it's in Turkey, so that creates a specific process around Turkey. But it didn't succeed neither in maintaining all the relationships and the connections that were created along this process, nor to enlarge to new movements that normally don't see the European Social Forum as their own space.

So, Labour and Globalization was also an attempt to experiment a way of working that could...that could understand and overcome the limits of how the European Social Forum is organized. For example, you need a more specific form of activities, of initiatives, to reach specific needs and to make the process useful, instead of having this terrible annoying Assemblies that are always about organizing (..), and that is really terrible for the people that

are not used to it, but also for those who are used to it! So we wanted to organize a space and a form of communication and organization that were more focused. And also, we wanted to enlarge the network, we wanted to enlarge the participation of organizations that were connected with labour issues. And I think partially we succeeded both in maintaining an engagement of Unions in the Forum and in enlarging the spectrum of Unions using the space of the Forum.

And now, how do you think this network will evolve? Go on or disappear?

I don't know...it depends on the initiative. This kind of organization depends completely on the capacity of initiative. Since personally I don't know how much I can invest in the future in this experience, I can't answer for me. We should see if other people are able to potentially do it. It's also my preoccupation...I discuss sometimes with other people in Europe about how we could structure a bit more this network in order to distribute responsibilities. I would say that there is a space, there is a necessity to have it. So, it's difficult, for sure, because we didn't find the form and the possible realistic objective for this network yet. We are on the way, but I think we are still far from it, and I see many difficulties.

What would be this further and main objective? To be able to organize mobilizations at the European level between Unions and other actors? Or continuing to discuss issues and elaborating together, etc.

I think both are necessary. I'm not convinced about having this kind of obsession about mobilization, because I don't think the mobilization (inaudible)...Well, they can be very important, but having only that in mind is really limited. In this moment, personally, I'm not sure, and this is also why I took this sabbatical period, because I think the absence of a vision is one of the main weaknesses of the movements in general. So I attribute an important role to the elaboration of a common vision, and a common culture. Of course, there is also a fundamental problem of coordination of action, because otherwise you remain in the air, and the engagement is not serious, and so there is also a problem of scaling...And there you find specific problems about how you can reach a capacity of decision-making. We discussed it, and we are trying to approach it step by step, because the form of decision-making is very different in the Unions and in the movements, and because the Unions are their own complexity with the European organization, and the movements have their own problems and limits. So I think also on that side is very important.

And now I would have a few questions, if we still have time, generally about the thematic networks in the Global Justice Movement and in the European Social Forum. Do you think that some thematic networks, I mean those who are structuring in the preparation of the ESF, are more dynamic than others? And which ones would be the most dynamic?

Hum...I don't know honestly because I've not been very active...My impression is that in general there is low energy around the European Social Forum. And then, much of the quality of the Forum depends on the region where the Forum is taking place. So we should look at Turkey and around there. As far as I know, there has been a process around crisis that had some energy because it also enlarged to organizations that were not systematically in the European Social Forum. So it had as usefulness in this sense. There is also a network that is well-organized, both global and European, which is Our World is Not For Sale, and S2B in Europe, working on trade issues. I met just a few days ago the coordinator and they are preparing a meeting in Berlin just before the EPA, also to connect the two processes. Then

there is another (inaudible), they had a meeting in Valencia if I'm not wrong, and now, they are going to meet on Friday in Berlin.

Another important question: what was the interest for the Global Justice Movement and the people from the European Social Forum to build such thematic networks at a certain point of time, like the Charter network, the Public Services network, the education network, etc.? Why did you decide to create several networks within the whole process?

First, the network is a sort of obligatory form of organization, whatever you want to do in this space. That is the form you are obliged to use, that you know it or not, because normally you don't know how it works, but it's the only possible form. Second, it's a sort of new stage, transforming a moment, an event where you meet, into something that is more continuous in time, and so you create a network, that typically begins as a form of obligation that is more fluid than other forms, but a little bit structured, than just meeting once and then don't see anymore the same people that you met.

And then, it depends on the motivation, on the capacity, on the temporality. In some cases, it also grows and structures itself, and other cases it works for a while and disappears. It can be both: we have an enormous production of networks and destruction of other networks. This is a whole dynamic; probably there is something structural in this instability.

One last question: to what extent do you think these thematic networks being involved in the preparation of the European Social Forum did change the form of the ESF?

Not so much, and that is for me one of the problems that I discussed last time I've been in a European Assembly. And if I go to Berlin, I'm going to say it again. I think one of the limits of the Forum is that it has just maintained its own form and hasn't evolved. That is a problem, because at the same time, the situation evolved and the necessity evolved. So I think we should design differently the Forum, in many ways. One evolution should be exactly this one: to give much more attention to the networks, not necessary to the networks that have been created within the European Social Forum, but also outside, and to offer the space of the Forum as a space for the networks to meet, to network, to work together, and also to participate in a common space that politically has its own utility. It wouldn't have to cancel the other forms of activity that are completely opened and unpredictable, so we should maintain this openness of the Forum, but we should recognize these networks, and we should work much more in communication with them, and to design the space of the Forum in relation with the needs and the goals of these networks.

But I have the impression that this is something that was one of the characteristics of the Malmö Forum, the recognition of the networks within the preparatory process, the fact that they had more space...It has also been said that the Malmö ESF was a place where networking was possible and favoured...I don't know if you agree with that...

Yes, but I don't see this...I think there is also a problem of...I don't know if the European Social Forum is going to continue (...) I think it has its own cycle of life, and for now, it is not showing much energy, and could even die. But if it should continue, I think it needs more structuration, it cannot continue in this way, and this better structuration can only be based on the role of the networks. But it's very difficult: again, we come back to one of the fundamental weaknesses of these movements, that is their incapacity to structure and to scale the problem of organization. But if I have to imagine a future to the Forum, I would imagine a Forum that is in some way created and organized by networks, and then maintain many characteristics of

openness, but the networks should be given a more explicit and direct role in shaping the Forum, maintaining the process, and also transforming it into a process that continues in time. So, it remains an incredible achievement, because we don't anything at the European level like the Forum where, even in the small editions, thousands and thousands of people can meet and discuss European issues. It's an embryonic public sphere that has been created through this process. And we need of course this, and many other spaces like this. So, there is a need, I don't know if there are the capacities there to maintain and develop it.

Entretien, Porte-parole de Solidaires, Paris, décembre 2009

Pour vous resituer ce que je fais, je fais une thèse à Grenoble, sur le Forum Social Européen, et plus précisément sur la mise en réseaux thématiques. Et j'essaye de comprendre les effets de ces réseaux sur les modalités de coopération entre différentes organisations et sur le processus du FSE en lui-même. Ma première question serait de savoir dans quels réseaux thématiques vous avez personnellement participé au nom de Solidaires dans le Forum Social Européen.

Alors, moi j'ai participé au réseau de la Charte des principes pour une autre Europe, au réseau Labour and Globalization, et puis, un peu, à travers la Marche mondiale des femmes, il y a plus ou moins un réseau qui est à la fois le réseau de la Marche mondiale et qui a plus ou moins fonctionné dans le cadre du processus du Forum.

Et depuis quand et comment ces différents réseaux se sont constitués selon vous?

Euh...je pense que le premier qui s'est constitué a été celui autour de la Charte puisque je crois que la première réunion qui s'est tenue à Florence a dû se tenir en 2003 ou 2004. Et puis par contre le réseau Labour and Globalization est né, pour être exact, au Forum Social Mondial, je crois que c'était à Nairobi, où il avait été proposé. Donc c'était en 2006 ou 2007.

Et le réseau des femmes?

Alors, le réseau des femmes par contre est un peu différent car la Marche mondiale des femmes est un réseau international qui existe depuis 2000. Au niveau français et aussi au niveau européen, s'est organisée une coordination de la Marche mondiale des femmes, et comme la Marche mondiale des femmes est partie prenante du Forum Social Mondial, et donc également du processus en Europe, de fait, il y a souvent eu lors des Assemblées européennes et lors des Forums Sociaux Européens des initiatives particulières de la Marche mondiale des femmes. Mais disons que c'est un réseau qui préexistait.

Pour ma part, je m'intéresse plus particulièrement à deux réseaux que vous avez cités, surtout la Charte et Labour and Globalization. On va essayer de prendre du temps pour chacun de ces réseaux. Si on commence par le réseau de la Charte, il s'agirait un peu de me faire une histoire de la construction de ce réseau: quand il s'est constitué, qui en était à l'initiative, etc.

Je crois qu'à l'initiative, c'étaient les camarades italiens, notamment ...Franco Russo, qui était vraiment un des animateurs du comité italien pour le Forum Social Européen, qui par ailleurs je crois est dans un réseau, une association, ou un regroupement sur la question du droit, qui travaille avec des juristes... Je ne sais pas exactement, mais en tout cas, en Italie, il y a ça. Donc c'est vraiment lui qui a vraiment poussé à cela au départ. Je crois que l'idée, c'est celle qu'on a retrouvé après dans le processus du Forum Social Européen, et qui à mon avis est toujours d'actualité parce que toujours pas résolue, c'est à mon avis la capacité des mouvements sociaux européens, notamment ceux qui se retrouvent dans le Forum Social, à être capable de promouvoir un peu une alternative aux politiques libérales européennes. Je pense que c'était vraiment cela l'idée.

Et en dehors des Italiens et de Franco Russo, quelles organisations étaient les plus actives?

Après, au niveau français, on s'est tout de suite engagés dedans, il y a le réseau des Marches européennes qui s'est pas mal investi, il y avait aussi la FSU, après il y avait des groupes plus politiques comme Espaces Marx, je pense qu'il y avait aussi des militants de la LCR à l'époque, des militants des Alternatifs qui ont participé. Disons que c'était un cadre quand même relativement informel. Et au niveau allemand...Bon, il faut dire pour les Italiens qu'à cette époque le collectif pour les Forums Sociaux Européens fonctionnait très bien, était un vrai regroupement national en Italie, et je pense que la situation est plus difficile aujourd'hui. Donc derrière Franco Russo, il y avait aussi, peut être pas la CGIL en tant que telle, mais au moins quelqu'un comme Alessandra Meozzi qui est représentante de la FIOM, il y avait la représentante d'ARCI, les syndicats de base italiens, bon, je pense qu'en Italie il y avait un vrai collectif du Forum Social Européen à cette époque.

Donc, des Français, des Italiens...

Et un peu des Allemands, notamment le Forum Social allemand, mais qui à l'époque n'était pas constitué je crois, un peu autour de Hugo Braun, et l'espace européen Transform! qui a à voir un peu avec la sphère du parti communiste.

Et pour quelles raisons, ou à quels besoins est-ce que ce réseau était sensé répondre?

Je crois que c'était vraiment cela, c'était l'idée qu'on avait une base commune de critiques des politiques de l'Union européenne, et donc il s'agissait de dire que pour les combattre de façon plus efficace, il fallait qu'on soit capables de porter ensemble, pas seulement au niveau d'un pays mais également au niveau européen, un peu des politiques alternatives, ou en tous les cas des éléments alternatifs à ces politiques. Je crois que c'était vraiment ça, cette idée, et que même si c'étaient des choses qui étaient abordées dans des séminaires et des débats au Forum Social Européen.

(Interruption)

Oui donc ce que je disais, c'est que cette question là était présente au début au premier Forum Social Européen de Florence, à Paris après, cette idée que si on voulait être efficace au niveau européen, il fallait être capable de mettre en avant des alternatives, mais disons que c'était l'idée de dire qu'entre deux Forums c'était compliqué parce qu'on arrivait pas à travailler ensemble, donc qu'il fallait mettre en place un réseau spécifique.

Et les objectifs concrets, est-ce qu'ils se limitaient à faire une Charte commune, ou des activités?

Oui, je pense que c'était vraiment cela, d'élaborer quelque chose en commun, en sachant qu'après si on arrivait à faire cela, ça pourrait peut être aider pour faire des actions européennes, des Marches ensemble au niveau européen. Mais l'objectif vraiment c'était l'élaboration politique.

Et vous, qu'est-ce que vous en attendiez en tant que Solidaires, vous pensiez que ça allait vous faire avancer là-dessus?

Bah, je pense qu'on en attendait un peu deux choses. Je crois que les raisons pour lesquelles on s'est engagés, c'était à la fois de dire qu'effectivement, pour être plus efficace dans les

critiques des politiques européennes, il fallait montrer d'autres voies possibles, d'autant plus qu'à l'époque, mais maintenant encore, on nous disait que la construction de l'Europe était comme ça et qu'il n'y avait pas d'autre solution, qu'il fallait avancer, etc. Et nous on avait l'idée de réfléchir, de voir ce qu'on pouvait élaborer ensemble, de donner de la crédibilité aussi, en montrant que les critiques qu'on faisait en France, pouvaient se construire avec d'autres mouvements sociaux, en Italie, en Allemagne, etc. Et puis, pour nous, aussi, je pense qu'il y avait une deuxième idée en s'engageant dans ce travail, de mieux connaître les autres mouvements sociaux en Europe, de créer des liens, d'autant plus que nous, on n'est pas membre de la Confédération européenne des syndicats. Donc si on veut construire des liens avec d'autres organisations syndicales, et plus largement des mouvements sociaux, ça ne peut passer que par des réseaux, le Forum Social, des rencontres de ce type là, pas par des institutions.

Et aujourd'hui, est-ce que vous y participez encore?

Euh...à ma connaissance, il n'y a pas eu de réunion, donc en tant que tel, je pense qu'il est mis en sommeil. Il est mis en sommeil je pense pour différentes raisons. D'une part parce que quand même, on a franchi une étape: ça a mis du temps mais on a fini par élaborer un texte.

Après, voir un peu ce qu'on pourrait faire de ce texte, etc., ça pose d'autres questions qui sont à mon avis au processus du Forum Social Européen, c'est-à-dire la capacité à mener des actions à l'échelle européenne, à partir de choses qu'on a élaboré. Et là, ce n'est pas spécifique à ce réseau, je pense que c'est un peu une des difficultés aujourd'hui du processus du FSE, qui a du mal à déboucher sur des actions européennes, et des actions portées largement par différents mouvements sociaux.

Peut être qu'on reviendra là-dessus...Mais en gros, depuis que la Charte est terminée, vous n'avez plus participé à aucune réunion...

Non, il y a eu, je pense au dernier FSE, des débats animés par ce réseau. Mais pour le coup, ils n'ont pas fait avancer quoi que ce soit, et qui ont plutôt consisté à présenter la Charte, mais ça n'a pas été une nouvelle étape.

Du coup, de ce point de vue là, est-ce que le réseau de la Charte a pour vous, Solidaires, atteint ses objectifs de départ?

Oui et non. Oui au sens où malgré tout, un travail a été fait, et par exemple, moi je sais que ce travail, quand il y a eu en France la campagne contre le TCE, on s'en est inspiré pour un certain nombre de choses. Voilà, le fait qu'on avait déjà fait ce travail au niveau européen nous a permis de reprendre des éléments en France dans le cadre de la campagne contre le TCE. De ce point de vue, je pense que ça a été utile, d'essayer d'avoir une pensée européenne. Maintenant, quand je dis oui et non, c'est parce qu'on a vu que ce travail d'élaboration était possible, à un niveau européen, ce qui n'est pas évident.

Parce qu'avant vous ne le faisiez pas?

Non, il n'y avait pas d'espace.

Mais est-ce que Solidaires réfléchissait...

Oui, bien sûr que nous on disait un certain nombre de choses au niveau européen, en tout cas sur les enjeux européens, on avait évidemment des positions et une pensée là-dessus, mais ce n'est pas la même chose que de la confronter et d'essayer de construire vraiment une pensée politique européenne, parce que c'est compliqué, parce qu'il n'y a pas forcément les mêmes histoires. Je vais prendre un exemple qui sans doute illustre le mieux cela, c'est sur la question de la laïcité, on sait qu'en France, c'est une question forte, et même si tout le monde ne met pas forcément la même chose derrière, c'est assez fort, alors que dans les autres pays européens ça n'a pas de sens, enfin, les gens ne comprennent pas.

Donc c'était une question qui était ramenée dans le débat...

Voilà, par exemple. Mais il y avait aussi les services publics, parce qu'en France on voit bien à quoi ça correspond, dans les autres pays, c'est plus compliqué parce que les services publics ne se sont pas du tout construits de la même façon. A chaque fois, il faut déjà se comprendre, et les concepts...déjà il y a le problème de la langue, qui est un obstacle réel, surtout pour les Français qui ne sont pas extrêmement forts en maîtrise des langues, surtout pour ma génération, je pense que c'est moins vrai pour les jeunes et heureusement, mais il y a une difficulté objective de langue et de concepts communs. Donc je pense que c'est vraiment intéressant, même si on y passe beaucoup de temps, d'essayer d'abord de comprendre les autres, et puis d'essayer d'élaborer ce que j'appelle une pensée politique européenne.

Et est-ce que c'étaient juste des difficultés de compréhension ou est-ce que les débats ont vraiment donné lieu à des controverses?

Je pense qu'après il y avait des controverses, par exemple sur la question de quelle construction politique européenne, il est clair qu'il y avait des débats et des désaccords. En plus, il y avait des organisations qui comme Solidaires en tant que tel, n'ont pas forcément un point de vue très élaboré et un mandat politique très clair sur le fait de savoir si l'Europe devrait être fédéraliste ou pas, alors que dans les participants à ce réseau, il y avait des gens ou des organisations qui avaient des points de vue très nets, et pas forcément les mêmes.

Du coup quelle position vous donnez?

Ben par exemple, sur cela, en regardant la Charte, on voit qu'on n'a pas été très loin sur la question de quelle construction politique, quelles institutions politiques européennes.

Mais pour quelles raisons, parce qu'il y avait des...

Bah parce qu'il y avait des désaccords...

Oui, mais par exemple Solidaires dans ce débat là, comment vous...

Non, mais nous, en fait, on n'a pas été particulièrement bloquant dans ce débat, après je ne sais pas comment on aurait travaillé là-dessus si on avait eu une position arrêtée, mais de toute façon, il y avait des positions assez antagonistes, donc on est restés sur des notions assez générales sur la notion des institutions politiques européennes. Je sais qu'il y avait un autre débat sur la question de la défense européenne, ou pas, et ça renvoie au fait que certains ne veulent pas de défense du tout, d'autres pensent qu'il vaudrait mieux un outil de défense européen, d'autres pensent que ça doit rester les prérogatives des Etats nationaux.

Et donc si les gens pensaient des choses aussi différentes au départ, est-ce que à la fin ils ont eu tendance à rapprocher leur point de vue grâce à cela?

Oui, je pense qu'il y a eu des points...Par exemple, sur la laïcité on a fini par trouver des formulations et des compréhensions vraiment sur le fond. Sur la question des institutions européennes, je pense qu'on est restés sur des formules assez ouvertes, sur la question de l'armée je ne me souviens plus, mais là aussi, il y avait aussi des points de vue différents. Mais c'est aussi la limite de l'exercice, c'est qu'à un moment donné...mais en même temps je trouve que ce n'est pas très gênant de dire à un moment donné: bon, voilà, il y a telle et telle position. A la limite ce qui serait intéressant, ce serait de se servir de ça si on développait une grande campagne européenne pour dire quelles sont les positions sur tel et tel sujet, pour que le débat continue et voir finalement à affiner les choses, et voilà.

Et ça c'est pas le cas...

Non, ça ne s'est pas fait. C'est pour ça que je disais qu'on a franchi une première étape, mais en fait après on n'a pas de cet outil là, été en capacité de faire une vraie campagne européenne.

Et pour quelle raison à votre avis?

Je pense que ça renvoie après aux difficultés plus générales du processus du Forum Social Européen, qui ne sont à mon avis pas forcément liées au processus lui-même, mais aussi à la situation politique dans chacun des pays. En Italie, c'est clair que l'évolution politique, l'éclatement de Refondation Communiste, tout ça à mon avis a un peu reposé des problèmes politiques et des difficultés de ce point de vue là. Donc ça a affaibli le collectif italien qui fonctionnait assez bien. Je pense qu'en France, c'est peut être lié à toutes les difficultés pour les mouvements sociaux de construire des convergences depuis quelques années. Donc, voilà. Je pense que la bataille qu'on a menée contre le TCE en France en 2005, à un moment donné, a donné un souffle, quelque chose d'intéressant, et puis en fait, deux ans après, quand l'Europe a ramené le nouveau projet qui était directement sur le contenu, le même, et puis finalement il a été ratifié et on n'a pas été capable de refaire une campagne aussi forte.

Mais pourquoi concrètement, parce que si c'est juste...

Si j'avais l'explication...non mais je pense que ça renvoie à différentes choses: la situation politique en France, la victoire de Sarkozy, ce que ça veut dire, la faiblesse de la gauche et le fait que Sarkozy n'a pas en face de lui une vraie opposition, la division de ce qu'on appelle la gauche radicale ou gauche de gauche, un peu tout ça.

Et les difficultés du FSE, puisque vous avez dit que ça y renvoie plus généralement aussi...

Parce que je pense que le Forum Social Européen n'est pas en l'air, pas en dehors des réalités dans chacun des pays, même si l'idée c'est de dépasser ça. Quand il y a un affaiblissement des mouvements sociaux pour différentes raisons dans chacun des pays, c'est difficile de porter un processus. Le Forum Social Européen, il n'est pas déconnecté des difficultés des mouvements sociaux dans l'espace européen, et donc dans chacun des pays.

Mais n'y a-t-il pas, en tout cas la façon dont je le perçois, j'aurais l'impression qu'il y a des conflits au niveau du FSE. Donc certes des difficultés des mouvements sociaux en

général, mais des conflits au niveau européen dans le FSE qui empêchent aussi peut être...

Oui, mais en même temps, je pense que les conflits qui existent, je trouve qu'ils ont beaucoup à voir avec les conflits dans chacun des pays. Je ne suis pas certaine que ce soit des conflits structurés vraiment et pensés au niveau européen, j'ai tendance à penser que ça reflète plus des conflits dans chacun des pays qui arrivent au niveau européen, mais de cette façon là. Parce que aussi, au niveau européen, pour l'instant il n'y a pas un vrai espace politique. Après il y a des conflits qui existent, mais qui existaient dès le début du Forum Social par exemple si on prend le mouvement syndical, entre la Confédération européenne des syndicats, qui a toujours eu un pied dedans, enfin à peine, et puis les syndicats qui soit ne sont pas à la CES, soit sont à la CES mais sont quand même un peu engagés dans le Forum Social Européen. Après, je pense qu'il y a toujours un débat qui n'a jamais été réglé dans le Forum Social Européen qui est la question de la place en tant que telle des partis politiques, avec là aussi des perceptions nationales en fonction des histoires nationales: en France, on est très sensible là-dessus, dans d'autres pays, ça leur semble normal qu'il y ait les partis politiques en tant que tel. Ça on l'a retrouvé en permanence. Après, je pense que le problème du Forum Social Européen, c'est comme le Forum Social Mondial d'ailleurs, c'est à la fois un processus qui est très intéressant car il est ouvert, etc., et en même temps évidemment, comme c'est un processus ouvert, il n'y a pas les règles habituelles de prise de décision, les règles habituelles de fonctionnement et de structuration, et heureusement d'ailleurs. Et donc ça, ça crée forcément des tensions, parce que vous allez avoir la tension entre les grandes organisations et les petites, sur qui parle au nom de quoi, enfin tout ce qu'on connaît bien maintenant dans le processus du Forum, mais qui en même temps, malgré toutes ces difficultés, reste le seul espace qu'on ait au niveau européen pour mettre ensemble des gens qui résistent d'une façon ou d'une autre.

Et de ce point de vue là, si on fait le détour vers une évaluation générale des réseaux dans le Forum Social Européen, qu'est-ce que, au départ, on pensait que les réseaux pourraient apporter?

Je crois que les réseaux sont arrivés un peu par la pratique: il n'y a pas eu de décision de faire des réseaux, le Forum ne s'est pas structuré en faisant des réseaux. Comment c'est arrivé? C'est à un moment donné, des gens qui travaillaient ensemble sur tel ou tel sujet qui se sont dit, bon bah voilà plutôt que de se voir simplement aux réunions des Assemblées européennes, peut être qu'il faut entre deux réunions, constituer une liste de discussion, faire circuler des informations, s'échanger des choses, etc. Et donc c'est comme ça qu'on est arrivé aux réseaux, que ce soit sur l'éducation par exemple, ou à un moment il y avait un réseau qui fonctionnait assez bien sur les migrants, on a parlé de la Charte, il y a eu celui sur les services publics, c'est arrivé en général à partir de débats dans les Forums Sociaux, où les gens se sont dit: il faut donner une suite. Bon, il y a les réunions aux Assemblées européennes, mais tout le monde ne peut pas venir, etc., donc voilà créer quelque chose qui garde du lien entre deux Forums Sociaux.

Donc garder du lien et pas forcément permettre au Forum Social d'être plus...

Non moi je pense qu'au départ, ce n'était pas l'idée que les réseaux devaient structurer le Forum Social Européen. A partir du moment où les réseaux ont existé, effectivement, c'est venu en débat, c'est-à-dire, et d'ailleurs ça a été source de tensions parfois, et à mon avis ce n'est toujours pas résolu, sur est-ce que ce sont les réseaux par définition européens qui transcendent les organisations nationales qui participent au Forum, et donc qui vont structurer

le programme du Forum, etc. Et en fait cette question n'a jamais été tranchée, et, au dernier Forum, il y a eu un peu les deux, c'est-à-dire qu'il y a à la fois des réseaux qui ont proposé des activités, mais en même temps c'était l'idée de dire que ça ne devait pas être fermé aux organisations qui voulaient...Bon, donc on est encore dans cette situation là aujourd'hui.

Et votre point de vue en tant que Solidaires, ce serait quoi par rapport à ces réseaux, ce serait de dire que c'est un bon outil pour permettre au Forum Social d'être plus efficace ou que au contraire, c'est plus fermé?

Non, je pense que c'est un bon outil, en tout cas c'est un outil intéressant. Après, il ne résoudra pas tous les problèmes. Sur les réseaux, il y a un risque qui à mon avis est bien identifié, c'est que les réseaux, ce sont un certain nombre d'organisations qui se connaissent et qui vont travailler ensemble, mais ça peut être effectivement fermé. Voilà, donc ça c'est un risque, et il faut vraiment y faire attention parce que l'idée du Forum, c'est quand même de continuer à s'élargir. Donc si des gens ont l'habitude de travailler ensemble, s'ils se connaissent, etc., ils vont faire leur truc et puis voilà. Donc ça, il faut y faire attention. En même temps, moi je trouve que l'idée qui est positive et qui reste positive, c'est l'idée de travailler entre deux Forums, d'avoir des liens, des contacts, et de décider de faire quelque chose, etc. Mais maintenant, ça ne reste pas probant, parce qu'on n'a pas vraiment réussi à le faire. Il me semble que les réseaux, à ma connaissance, sont quand même un peu affaiblis dans la période.

Et du coup, pour le prochain Forum, il faudrait faire les deux?

Je pense de toute façon que si on décidait de trop schématiser, je pense qu'on n'y arrivera pas. Et en plus les réseaux ne sont pas suffisamment solides aujourd'hui pour que ce soit pertinent. Donc je pense qu'il faut vraiment que les réseaux qui existent, qui ont encore une certaine réalité, etc., qu'ils apportent des idées, des propositions d'activités. Je pense que c'est surtout ça, que les réseaux soient porteurs ou apportent des idées, de thématiques, de débats, mais que ça ne soit pas leur seule "propriété", en tout cas, que s'ils décident de séminaires ou d'un cycle de séminaires, que ces séminaires puissent s'élargir à d'autres forces qui pour l'instant soit ne sont pas dans le processus du Forum, soit...mais qu'elles puissent s'y inscrire.

Et au niveau de leur structure ou de leur fonctionnement, est-ce que l'idéal serait qu'ils restent des lieux d'échange un peu informels, tels qu'ils sont, où qu'ils soient mieux structurés, plus tournés vers l'action?

Moi je pense qu'ils devraient se tourner vers l'action, mais ça ne veut pas dire qu'il faut qu'ils se dotent de structures très hiérarchisés, verticales, etc. Je pense que la question d'être tournés vers l'action, c'est à mon avis plus une volonté politique qu'autre chose, et une capacité politique. Alors, évidemment, il n'y a pas de mystère non plus, les réseaux, je pense à la Charte ou au réseau Services publics, au moment où ils ont fonctionné, c'est parce qu'ils y avaient des gens pour s'en occuper et les faire fonctionner. Un réseau, c'est pas parce qu'on crée une liste mails que ça va produire forcément des choses. Il faut qu'il y ait des gens qui animent, qui relancent, qui fassent un travail de synthèse, etc. Donc ça suppose, quand je dis une volonté politique, une volonté politique pour y mettre des moyens, pas forcément financiers. Ça, ça a été possible à un moment donné sur la Charte, et puis, notamment le camarade italien, Franco Russo, et puis après, les évolutions de la situation en Italie, les complications politiques, etc., les Italiens ont un peu décroché et à partir de ce moment là, l'animation s'est moins faite et puis voilà. Mais je pense aussi que c'est parce qu'on est rentré dans une période politique difficile.

Moi je crois que là où on en est aujourd'hui, c'est que quand même les réseaux existent, mais sont quand même pas forcément en grande forme. Mais c'est un peu comme les Assemblées européennes, en tout cas les dernières où il n'y avait pas énormément de monde, enfin en tout cas pas énormément d'organisations. Donc voilà, les réseaux reflètent aussi cela.

Et est-ce que cela vient juste de la faiblesse des mouvements sociaux? J'ai l'impression qu'il y a une idée répandue que dans le Forum Social, cela sert moins qu'avant d'y aller parce que c'est pas efficace. Dans ce cas, ce ne serait pas seulement, on est faibles donc on n'y va plus.

Oui, forcément, c'est-à-dire que je pense qu'on est dans cette contradiction. Je mets un peu de côté Malmö, mais je suis sûre qu'au Forum Social en Turquie l'année prochaine, je pense que des gens vont venir pour la première fois et seront super contents, soit des Turcs mais même en France. Je sais qu'à chaque fois que nous on a amené des gens nouveaux, ils sont super contents. Je veux dire que ce côté un peu dynamique existe toujours. Évidemment le problème, et là pour le coup pour les organisations qui sont engagées depuis le début, et c'est ce qu'on a essayé de porter à chaque fois, c'est de dire que le Forum devait produire des campagnes, des actions, etc. Et là on est en difficulté ces dernières années, on n'a pas réussi à le faire. En même temps, sur le terrain social, du Forum est née l'idée qui était un peu portée par les syndicats belges, d'avoir un espace de travail commun mouvements sociaux et mouvement syndical. Donc il y a eu des réunions, et une espèce de colloque ou séminaire, en septembre, là. Il y avait l'idée d'essayer de faire quelque chose au printemps, une conférence sociale un peu élargie, il y a une réunion vendredi, et je ne suis pas certaine qu'on soit capables de le faire dès l'année prochaine. Malgré tout, c'est un peu sur les rails quand même. Mais c'est vrai que ça ne va pas assez vite par rapport à ce qu'il faudrait faire.

Comment vous l'interpréter, parce que j'étais à Bruxelles en septembre, et l'idée qui en était sortie à la fin, c'était vraiment qu'en mars, on pourrait refaire la même chose...

Oui, voilà, il y a eu une réunion de travail, des difficultés avec la CES.

Des difficultés comme...

Il y a deux types de difficultés. Il y a une difficulté je pense politique, qui est quand même une hésitation de la CES de s'engager dans quelque chose avec des syndicats qui ne sont pas à la CES ou avec des associations comme Attac. En terme de positionnement politique pour la CES, c'est compliqué. Et puis deuxièmement pour le coup semble-t-il des vrais problèmes organisationnels, puisque je crois que la CES a un Congrès dans un an, le Secrétaire général doit partir et la personne qui devait la remplacer qui était la camarade qui suivait cela, qui est portugaise, et qui en fait est devenue ministre du travail au Portugal après les dernières élections. Et un autre secrétaire de la CES, un Allemand, est aussi parti pour des raisons personnelles ou maladies, enfin bon, une certaine déstabilisation et notamment la personne qui suivait le lien avec cet espace n'a plus été là du jour au lendemain.

Oui mais peut être qu'elle suivait aussi d'autres processus qui ont été très bien repris par ses successeurs.

Bien sûr, c'est pour ça que j'ai dit qu'il y avait un problème politique, qui s'est doublé d'un problème organisationnel, mais évidemment je pense que c'est d'abord un problème politique.

Je pense que la CES hésite beaucoup: le fait qu'ils aient accepté de venir, que ce soit dans leurs locaux, c'est un pas en avant, mais en même temps, s'afficher sur une initiative publique, même si c'est une conférence et pas une manifestation, je pense que dans ce cadre là ils hésitent. Voilà, on est dans cette situation là. Et par exemple, pour des syndicats comme les syndicats belges, que ce soit la FGTB ou la CSC, qui eux sont dans le processus du FSE, qui sont très partants, auront du mal à le faire s'il n'y a pas la CES, parce qu'ils ont un lien très fort à la CES, même s'ils sont critiqués par ailleurs. On est toujours dans cette situation là.

Et si on revient aux réseaux thématiques du FSE, est-ce qu'il y en a qui vous apparaissent plus dynamiques que d'autres?

Très honnêtement non. Bon je n'étais pas à Dyiarkir, mais je n'ai pas l'impression dans le compte rendu que j'ai eu que...Non je pense qu'il y a une difficulté aujourd'hui. Alors, on verra à Berlin en janvier parce que ce sera plus facile, et il y aura peut être un peu plus de monde, mais j'ai l'impression qu'il y a une baisse de régime y compris des réseaux.

Et pour votre organisation, lesquels, quand même, seraient les plus importants?

Nous, on regrette un peu l'affaiblissement du réseau Services publics. Bon en même temps, on en porte sans doute une responsabilité aussi parce que on était porteurs de cette affaire un moment, et puis...Et, bon, je pense que la question des services publics en Europe reste une question d'actualité, et pas seulement parce que en France, il y a l'affaire de la privatisation de la Poste. Deuxième chose, je pense que sur la question des femmes, je pense qu'il faut vraiment qu'on travaille mieux dans le cadre du processus du Forum pour que cette dimension là soit prise en compte à part entière. Après, il y avait autour de Copenhague un certain nombre de choses autour de l'environnement, et un réseau s'était constitué, et je ne suis pas certaine qu'après Copenhague il ait continué. Pour le coup c'est très dommage parce qu'on voit bien que c'est un des points forts dans la période au-delà de Copenhague.

Et le réseau Travail et mondialisation?

Alors, le réseau Travail et mondialisation, il s'est en fait de fait fondu un peu dans l'espace qui s'appelle « la Joint Social conference ». Donc le réseau est là-dedans, les animateurs en tout cas sont là-dedans, etc. Donc c'est vrai que ça pouvait un peu faire double emploi.

Avec la différence qu'il est moins ouvert...

Oui bien sûr, mais en même temps, bon, il a été plus fermé au départ, mais après la conférence de septembre, il y avait quand même encore une certaine ouverture. Voilà, moi je pense qu'on peut dépasser les blocages qu'il y avait au début en disant : « on verrouille tout, on reste à 6-7 et on contrôle tout ». Le sentiment qu'on avait avec Pierre, c'est qu'il y avait possibilité d'ouvrir un peu. Et je pense que la question qui est posée maintenant est sa capacité à construire une initiative de type conférence sociale un peu large réellement, et je pense que là, si on arrivait à faire cela et que ça marche, l'ouverture pourrait se faire plus facilement.

Est-ce qu'on peut revenir un peu sur la constitution du réseau Travail et mondialisation. Qui en était à l'initiative ?

Les Italiens encore...enfin pas tout à fait les mêmes. A l'époque c'était surtout Marco Berlinguer qui portait cela. Ça avait été travaillé vraiment dans un cadre mondial avec l'idée d'un espace de réflexion sur la question du travail sous ses différents aspects, puisque dans l'appel que nous avons lancé, on mettait aussi la question du travail informel. Donc ça se voulait vraiment une vision mondiale des choses, et également que cette question du travail ne soit pas pensée seulement par des syndicalistes. C'était ça vraiment l'idée de départ qui était très bonne je pense. Dans le cadre de Nairobi, il y a eu deux ou trois séminaires autour de cela, un texte qui avait été fait, là aussi assez ambitieux, puisqu'il y avait l'idée d'un site Internet, d'une série de choses. En fait, tout cela ne s'est pas réalisé. On a repris cette idée là au niveau européen. Là aussi, il y a eu des séminaires et des activités qui ont été construites pour Malmö. Ca a été fait avec d'autres réseaux, puisqu'il y avait aussi les Marches européennes contre le chômage qui est un réseau qui existe depuis bien avant le FSE. On les a retrouvé aussi là-dedans, puisque par définition les Marches européennes sont à l'intersection de la question du travail et des mouvements sociaux hors syndicats.

Et quels étaient les objectifs de départ de ce réseau ?

C'était justement de sortir d'un découpage qu'on avait aussi constaté dans le Forum : souvent, il y avait les séminaires qui étaient proposés par les organisations syndicales, et puis ailleurs, d'autres choses proposées par des associations et des ONG. Donc il y avait l'idée qu'il fallait croiser et en tout cas avoir un espace commun sur la question sociale et les questions du travail, en disant que les revendications ne devaient pas être portées uniquement par le mouvement syndical. Par exemple, si on parlait temps de travail, productivité, on devait pouvoir y réfléchir aussi avec des associations environnementales. Ce qui a été fait à Malmö d'ailleurs, puisqu'il y a eu plusieurs séminaires sur les questions sociales et environnementales.

Et est-ce qu'il y avait des objectifs en termes d'activités concrètes au départ?

L'objectif en termes d'activités concrètes, c'était de nourrir aussi le réseau international avec un certain nombre de données sur la question sociale en Europe. Mais tout cela ne s'est pas fait parce qu'on n'a pas mis les moyens pour gérer un site, le construire, etc.

Et en tant que Solidaires, qu'en attendiez-vous ?

Nous, on est sur ce réseau comme un peu sur les autres, c'est l'idée que ça devrait être utile pour construire des mobilisations au sens large : ça peut être des conférences, des manifs, des délégations parlementaires, ce n'est pas la forme qui importe, mais on est toujours d'ailleurs dans cette idée quand on participe au Forum Social Européen qui est que l'Europe est un espace politique pertinent dans lequel on doit être capable de porter des demandes, des revendications, des exigences, etc. Et c'est évident qu'on ne peut pas le faire d'un simple point de vue français. Pour nous, ça reste fondamental...

Est-ce que cela vous semblait réellement possible à la constitution du réseau de construire des mobilisations ?

De toute façon, on a toujours une démarche un peu volontariste en disant qu'il faut aller dans ce sens là, et en sortant du dilemme de la non appartenance à la CES en tant qu'organisation syndicale tout en n'ayant pas une vision nationale des problèmes, il faut qu'on saisisse toutes les possibilités, même si on n'est pas sûr que ça va marcher, sinon on serait un peu

découragés ! Mais quelque part on n'a pas d'autre choix. Mais bon, on a tenté nous de construire un réseau syndical européen alternatif, en tout cas avec des forces syndicales pas forcément alignées sur les positions de la CES, et on s'est heurté aux mêmes difficultés, parce que même si chacun se dit que l'enjeu européen est important, chacun est aussi pris par la limite de ses forces.

N'y a-t-il pas dans le réseau Travail et mondialisation des conflits propres qui n'existent pas dans un réseau syndical alternatif ?

Il y a des conflits dans un réseau syndical alternatif de toute façon. Par exemple quand vous essayez de réunir au niveau européen les syndicats alternatifs, ou plutôt le syndicalisme de lutte comme on dit nous, dans lequel on met aussi bien des organisations syndicales qui ne sont pas à la CES que des organisations qui y sont. On ne fait pas une distinction stricte, parce qu'on sait que dans la CES, il y a des organisations qui sont dans l'accompagnement social et d'autres qui sont dans la lutte. Ca par exemple, avec certains syndicats de base italiens ou avec la CGT espagnole, il y a déjà un débat là-dessus. Après, vous réunissez les différents syndicats de base en Italie, eux ne s'entendent pas non plus, parfois au point que certains ne veulent pas venir si... C'est pour ça que je dis que ce n'est pas nécessairement plus simple dans le syndicalisme de lutte quand on veut construire quelque chose au niveau européen.

Quels sont maintenant les conflits dans le réseau Travail et mondialisation qui l'empêcheraient d'avancer ?

Honnêtement, je pense d'abord que le réseau en tant que tel ne se réunit plus, même si il y a toujours une liste mail avec parfois des échanges d'informations. A mon avis, il ne se réunit plus parce que de fait, il s'est plus ou moins fondu dans la conférence sociale organisée au mois de septembre à Bruxelles, mais aussi parce que ce réseau là ne s'est pas donné les moyens de mettre en œuvre les outils qu'on avait pourtant évoqués. Et je ne suis pas certaine que ce soit sur la question de conflits, en tout cas, comme ça je ne serais pas capable de vous répondre.

Mais est-ce que tout le monde en attendait la même chose, sans en effet que des conflits éclatent forcément ?

Peut être qu'il y avait des gens qui y participaient en se disant qu'ils n'y croyaient pas vraiment, c'est possible aussi. Mais de toute façon c'est un réseau qui a fonctionné beaucoup moins longtemps que la Charte, donc qui n'est pas allé très loin dans son élaboration, donc peut être qu'il y aurait eu des conflits.

Est-ce qu'il ne va pas se réunir et proposer des séminaires pour Istanbul ?

Je ne sais pas, honnêtement. Je pense que les choses vont se décanter à Berlin : soit ces réseaux se réactivent et font des propositions de travail, etc., soit ils ne se réactivent pas et ce sera quand même compliqué. Ca va dépendre aussi de si le Forum d'Istanbul marche bien et s'il relance une dynamique, parce que le Forum de Malmö a quand même été difficile, et je pense que c'est le Forum dont le bilan est le plus mauvais.

Sous quel rapport ?

D'abord parce que la participation a été faible : on était à peine 10 000 personnes. Ensuite, il y a eu des gros problèmes organisationnels, beaucoup plus que d'habitude. Pour la préparation de tous les Forums, il y a toujours des problèmes de ce type, mais malgré tout, on arrivait à ce qu'il y ait tant bien que mal une vision européenne de la façon dont devait se passer le Forum, etc. Là pas du tout : il y avait bien sûr des Assemblées européennes et d'un autre côté un comité d'organisation scandinave et pas de lien entre les deux. On pourrait dire que ce n'est pas grave, mais il me semble que ça a été très ennuyeux parce que le comité scandinave était trop faible et il n'a pas pu gérer un certain nombre de choses. Et puis ça a cassé un peu une dynamique. Pourquoi ça s'est passé comme ça ? Je pense qu'il y a plein de raisons : les gens du comité scandinave n'étaient pas du tout dans le processus du Forum, etc. Après, c'est pas grave, mais ça a quand même été très difficile et il faut vraiment qu'Istanbul ne se passe pas comme ça.

Cela dit, est-ce que le réseau Travail et mondialisation n'a pas réussi à travailler quand même à Malmö ?

Si, un peu, il y a eu quelques séminaires et tout, mais en fait dans ce contexte là, et surtout dans le fait que le réseau lui-même ne s'est pas donné les moyens. Et ça renvoie aussi au fait que les animateurs qui avaient un peu tiré cette affaire là pour différentes raisons ne sont plus trop disponibles aujourd'hui. Et je pense que les forces qui restaient et qui pensaient qu'il fallait continuer sur ce thème là ont réinvesti la conférence organisée par les Belges.

Si on essaye de tirer un bilan de sa courte existence, quels ont été les apports de ce réseau pour le processus européen d'abord, et ensuite pour Solidaires ?

Franchement, pas grand-chose. Honnêtement, je ne vais pas...Parce que je pense qu'on n'a pas suffisamment travaillé dans la durée. En même temps, je pense que les apports qu'il y a eu lors des deux journées à Bruxelles et notamment les apports qu'il y a eu sur la flexibilité avaient pour partie été discutés déjà auparavant. Les choses ne sont pas hermétiques quoi, quand une partie des forces sont les mêmes.

Est-ce qu'il y a eu des apports en termes de contacts avec de nouveaux acteurs aussi ?

Moi je dirais qu'au niveau européen, je pense que non. Encore une fois, si ce réseau avait fonctionné peut être qu'on aurait été capable de faire venir de nouveaux acteurs.

Mais vous me disiez qu'il était né de l'idée de rassembler les syndicats et les autres acteurs...

Je pense qu'au niveau mondial, par exemple à Belém en janvier, il y a eu une série de séminaires sur la crise et ses différentes facettes, et donc un travail dans lequel on a retrouvé le réseau Labour and Globalization ou en tout cas ceux qui sont dedans, le réseau d'Attac, des réseaux comme par exemple le Crid, plus sur la solidarité voire caritatifs. J'ai trouvé que ça, c'était intéressant, au sens où c'était une réflexion sur la nécessité de penser les choses ensemble face à la crise, et pas séparément et surtout pas de façon contradictoire. Maintenant, c'était intéressant, mais ça n'a pas produit des choses immédiates, concrètes. C'est toujours ça qui est difficile à apprécier : ça n'a pas produit une plate forme, un texte, un document très élaboré, ni d'initiative visible ; en même temps, ça permet de nourrir les pensées aussi. C'est ça qui est compliqué avec ce processus et avec ce réseau. Après, si à Istanbul, on n'arrive pas à redynamiser les choses...

Ca veut dire quoi redynamiser les choses ?

C'est en terme de contenu, avoir des séminaires qui tiennent un peu la route, et encore une fois, qui essaient de penser ce qu'on pourrait faire au niveau européen, comment améliorer la connaissance qu'on a de ce qu'il se passe dans les différents pays, etc., mais je ne suis pas du tout sûre qu'on y arrive. En même temps, on est dans une période où les conséquences de la crise font que c'est dur dans chacun des pays, les situations politiques ne sont pas bonnes, comme en France, en Italie, etc.

Pour revenir aux apports, vous me disiez qu'il était né de la volonté de rassembler syndicats et autres acteurs. D'abord, dans quelle partie Solidaire se situait ?

Nous, justement, on s'est toujours situé un peu entre les deux, et c'est une de nos marques de fabrique : on a toujours dit qu'on ne pouvait pas penser les choses simplement en termes d'organisations syndicales, même si on en est une et on a une responsabilité d'organisation syndicale, c'est évident. Mais on dit qu'il faut penser des convergences, du travail en commun et des rapports de forces, avec d'autres mouvements sociaux. Pour nous, c'est vraiment très important. C'est pour ça aussi que le processus du Forum Social nous a intéressés dès le début, même si c'est difficile, si on aimerait bien que ça produise plus de choses, etc. Pour autant, on pense que si on n'a plus cet espace là, avec ses difficultés, on n'a plus rien : ça va être le recul des organisations syndicales sur leur sphère syndicale, des associations sur leur sphère, etc. Or on voit sur la question du climat que ce ne sont pas les syndicats tous seuls dans leur coin qui vont être capable d'avoir une pensée sur cette question, mais en plus, on voit bien qu'une des réponses à la crise serait une espèce de capitalisme vert qui ne remettrait pas en cause un certain nombre de fondamentaux et notamment les fondamentaux qui conduisent aussi à la crise écologique. On voit bien que ça on ne peut pas le penser tout seuls, et pas seulement en France.

Ca veut dire que le réseau Travail et mondialisation a sa raison d'être...

Tout à fait. Bien sûr qu'il faut redynamiser, recréer des espaces, en tout cas, nous, on n'abandonne pas du tout cette idée là.

Si cette idée ne peut pas disparaître, sous quelle forme devrait-elle perdurer ?

Je pense que si cette idée de réseau et au-delà de ça le processus du Forum Social disparaissait, je pense que ce serait un recul très important. En même temps, comme dit Gus Massiah qui est un grand optimiste, le mouvement altermondialiste n'a que dix ans donc c'est rien. Mais en même temps c'est vrai qu'on aimerait aller plus vite parfois.

Entretien, Représentant de la CSC-CNE, Bruxelles, avril 2009

Dans quels réseaux thématiques du Forum Social Européen la CSC est-elle particulièrement impliquée ?

Ce que je sais bien, c'est qu'elle est impliquée dans le réseau Labour and Globalization, et en particulier, elle est porteuse d'un projet qui est l'organisation de ce que l'on appelle provisoirement des conférences sociales de printemps. C'est un projet de structurer un lieu de rencontre entre syndicats et réseaux altermondialistes plus ou moins proches du mouvement syndical, ou plus ou moins pertinents sur les questions sociales. Il faut bien préciser que la CSC n'a jamais en tant que telle pris une résolution disant qu'elle voulait être membre du réseau Labour and Globalization, je pense pour deux raisons. D'abord, si on posait la question aux instances de direction de la CSC, elles hésiteraient probablement. Ensuite, on n'a jamais posé la question parce que les réseaux fonctionnent comme cela. Si longtemps que les représentants de la CSC dans ces réseaux ont l'impression que leur implication ne contrevient pas aux positions générales de l'organisation, on y va. Je ne sais pas si ça a toujours fonctionné comme cela, mais à la CSC, on peut se dire que quand on est en charge d'un dossier, on peut avancer, construire des réunions...

Et on en rend compte dans le syndicat ?

On en rend compte quand on passe du stade des réunions à vouloir faire quelque chose. Typiquement, le réseau Labour and Globalization a longtemps été pour nous plutôt un espace de rencontres. Je pense que Annick De Ruyver a régulièrement rendu compte à ses chefs de ce qu'il se passait là, mais ce n'était pas en soi un enjeu qui méritait des décisions dans la mesure où on ne décidait pas de faire quelque chose, si n'est d'aller ou pas à Malmö, d'envoyer des gens ou pas.

Et la CSC participe-t-elle à d'autres réseaux ?

Je pense que le réseau Santé et solidarité belge à un pendant européen dans lequel des collègues ici sont assez actifs. Je sais aussi qu'un temps les collègues de la CSC étaient actifs dans le réseau Services publics, mais je ne sais pas ce qu'il en est aujourd'hui.

Qui s'occupait de cela, la centrale des Services publics ?

Oui il faudrait poser la question à son secrétaire général, c'est-à-dire son numéro 2, qui s'appelle Dominique Cabiaux. Lui s'occupe beaucoup des questions européennes.

Mais on est quand même principalement sur le réseau Travail et mondialisation...

Récemment oui. Ce qu'on avait essayé il y a quelques années, c'est de s'intégrer à des réseaux sur le modèle social, on avait initié au FSE de Londres un débat sur le patrimoine social européen pour ne pas dire modèle. Il y a eu des débuts comme cela qui n'ont pas débouché sur un réseau qui fonctionne à ma connaissance.

Quand vous allez personnellement dans un Forum social européen, vous vous intéressez donc principalement au réseau Travail et mondialisation ?

Je m'intéresse en tout cas à la mise en place de réseaux thématiques. Je suis allé au FSM de Porto Alegre deux fois et de Mumbai une fois, et je suis allé à tous les Forums sociaux européens sauf celui de Florence. Et j'ai toujours été ambivalent par rapport à cela dans le sens où je crois qu'il y a une certaine utilité à permettre cet espace de rencontres extrêmement ouvert que constitue le Forum, mais que c'est une utilité limitée. Mon idée, c'est que les Forums sont utiles par ce qu'ils produisent comme autres formes et pas par eux mêmes. Évidemment, s'il n'y avait pas eu de Forums sociaux, on n'aurait pas pu structurer des réseaux thématiques. Il faut des Forums sociaux, mais pour faire autre chose.

Qu'est-ce que les réseaux thématiques apportent de plus de ce point de vue là ?

Qu'est-ce qu'ils devraient apporter...je trouve que jusqu'à présent, ils n'ont pas apporté grand chose. De mon point de vue, les réseaux thématiques restent un projet, une attente, bien plus qu'une réalité aujourd'hui. Un peu sèchement, j'aurais envie de dire qu'ils n'apportent rien aujourd'hui.

Une attente de quoi ?

Je pense qu'on a besoin d'endroits où on est en capacité de confronter de manière approfondie et systématique des positions d'organisations et pas seulement des points de vue de militants. Et ensuite, on a besoin de faire des projets ensemble. Ça pouvait se faire dans le modèle du Forum social entre des petits groupes, des groupes locaux, des militants qui viennent à titre individuel... Des grandes organisations qui sont consolidées par une démocratie formelle se trouvent dans une frustration récurrente dans les Forums où on a le sentiment que nos positions ne sont pas suffisamment entendues ou en tout cas qu'on ne peut pas décider. Parce que les formes de décisions des réseaux, sur un coin de table avec quatre personnes, ne sont pas accessibles à nous. Les réseaux thématiques, au delà du thème, sont un mécanisme dans le sens où le réseau Labour and Globalization pour moi est prometteur et notamment les conférences sociales de printemps.

Donc c'est un exemple de projet...

C'est un exemple de projet que le réseau Labour and Globalization aurait rendu possible. La réunion décisive a lieu demain à la CES. Si je prends cet exemple, on est obligé de passer par une étape qui nous fait sortir de la dynamique du Forum social qui est de constituer un comité d'initiative autoproclamé, coopté, qui se donne un projet spécifique. Donc là, on n'est déjà plus dans le réseau mais plus loin. Simplement, le réseau Labour and Globalization a permis des discussions à Malmö où certains, moi mais pas uniquement, ont plaidé pour que les syndicats et certains grands réseaux altermondialistes européens se rencontrent de manière structurée, sur la base de documents de travail et d'un programme, et pas sur un processus de constitution spontanée et évolutive comme on connaît à travers le « merging process ». Il faut définir des thèmes sur lesquels des organisations mandatent des représentants pour discuter, avec sept ou huit syndicats nationaux et la CES, et sept ou huit réseaux européens. Quinze jours avant, on veut un programme, quelque chose de formel.

On pourra peut être y revenir un peu plus tard. Peut-on revenir un instant sur la constitution du réseau Labour and Globalization et le rôle que la CSC a tenu là-dedans ?

Le réseau Labour and Globalization est né au niveau mondial à Nairobi au FSM, je pense d'une initiative de la CGIL italienne. Mais ce n'est pas la CGIL en tant que tel, mais plutôt un organisme proche de la CGIL, Transform !, qui est animé par Marco Berlinguer, qui visait à faire ce que je disais ici, c'est-à-dire structurer. A Nairobi je pense que ça ne s'est pas spécialement bien passé dans le sens où la Confédération Syndicale Internationale qui était toute jeune avait créé son propre espace exclusivement syndical dans le FSM. Donc ils n'avaient pas forcément apprécié de voir débarquer quelqu'un qui n'était pas vraiment un syndicat et qui voulait créer un espace pour les syndicats et les mouvements sociaux. Là, on est au cœur d'une difficulté : qui a légitimité pour dire où se trouve la table pour discuter ? La démarche de la CSI était des plus légitimes d'un point de vue strictement syndical, mais elle était sans doute moins efficace compte-tenu de la dynamique propre des Forums sociaux. A l'inverse la démarche de Marco Berlinguer et de la CGIL avait tout pour rater parce que beaucoup de syndicats auraient pu se dire : pourquoi eux et pas nous ? La difficulté du mouvement syndical international, c'est que les syndicats sont nationaux. Quand on dit qu'il faut faire de l'international, très souvent, les syndicats pensent que les autres doivent venir à la table qu'ils installent.

Mais au final, beaucoup de syndicats sont venus...

C'est un peu le talent et le charisme naturel de Marco, peut être aussi l'énergie qu'on constate dans tous les Forums sociaux mondiaux. Dans ce réseau, la CSC a d'abord eu un positionnement critique, dans le sens où s'il fallait un espace pour que les syndicats se rencontrent au niveau mondial, c'était à la CSI. Et on ne savait pas ce qu'était ce réseau Labour and Globalization, c'était ouvert donc mouvant, donc on ne savait pas ce qu'il sera demain, toutes les méfiances qu'on peut avoir quand on ne connaît pas.

Et donc ça a marché je pense parce que d'une part les relations personnelles entre les gens qui étaient là-bas ont été suffisamment positives. Et d'autre part, pour la CSC, ma collègue Annick savait qu'elle ne se ferait pas jeter dehors si on apprenait qu'elle allait à ces réunions. Elle pouvait participer sans avoir un mandat officiel de la CSC. Je pense que ce qui a été un déclic pour passer du stade d'observateur critique à celui de participant, c'est d'abord qu'on s'est rendu compte qu'il y avait finalement une petite dizaine de syndicats nationaux membres de la CES qui étaient dans la même position, des gens de Verdi, de la CGT, de la CGIL, de la FGTB... Donc le réseau Labour and Globalization est né au niveau mondial, mais on le connaît et on le fréquente principalement dans sa version européenne.

Plus vraiment au niveau mondial ?

Si, peut être, mais dans les six derniers mois, ce qui a vraiment vécu, ça a été les réunions préparatoires et de suivi de Malmö, le projet des conférences sociales de printemps dont j'ai parlé. Et puis nous sommes quand même beaucoup plus proches d'enjeux européens que d'enjeux mondiaux.

Par exemple, vous êtes allés à Belém personnellement ?

Non, je ne suis pas allé à Belém. Deux collègues de la CNE y sont allés. Au FSE, on était au maximum 120 à Paris en 2003, et au minimum à Malmö où nous étions 15. Le Forum Social

Mondial est plus cher, plus loin, et traite de questions très importantes, mais sur lesquelles on a moins de prise. Déjà une directive européenne est un objet complexe pour une branche d'un syndicat national, mais on peut encore imaginer que nos préoccupations de base se retrouvent dans une directive. Au niveau mondial, c'est plus compliqué.

Le réseau Labour and Globalization s'est donc constitué ensuite au niveau européen...

Il s'est constitué dans le cadre de la préparation de Malmö. Je pense qu'une fois que le réseau international existait, il y a eu des Assemblées préparatoires du Forum social qui sont des petites messes, des moments intenses qui ont donné l'occasion de créer une version européenne du réseau.

Avec quels besoins ?

Je pense que en tout cas, on a constaté qu'il y avait une potentialité. Il a permis qu'au Forum social de Malmö les thèmes sociaux proches des préoccupations courantes du monde syndical ont été beaucoup plus présentes qu'à Paris ou à Londres. Ça ne s'est pas nécessairement traduit par le fait qu'il y ait beaucoup de syndicats présents, mais il y avait un espace dans lequel le mot « social » qui se trouve au cœur de l'expression Forum Social Européen prenait son sens. Parce que nous avons toujours eu le sentiment, à Londres c'était assez frappant en tout cas, qu'on faisait un Forum Social Européen, mais que les questions sociales étaient assez peu présentes.

Y compris à Athènes ensuite ?

C'était un peu moins net mais quand même. Pour Londres, j'avais l'impression qu'il y avait dix fois plus de séminaires sur l'Irak et la Palestine que sur les politiques sociales ou les services publics en Europe, qui sont des sujets peut être moins « sexys » pour le mouvement altermondialiste, ce que je peux comprendre. Mais pour nous, et avec tout le respect pour le mouvement pacifiste et la cause palestinienne, dans le cadre du Forum social européen, il fallait s'intéresser à la question sociale. C'est pour cela qu'on avait initié ce séminaire sur le patrimoine social européen, mais on était entre syndicalistes, et très peu nombreux. Dans la salle à côté, c'était un séminaire sur la Palestine, et la salle était remplie et il y avait beaucoup d'enthousiasme. Donc on s'est dit qu'il y avait quand même un problème. Et là, le réseau européen Labour and Globalization a servi de plate-forme de coordination pour dire quel syndicat, ou quelle association, allait introduire des propositions de discussion sur tel sujet.

Quels étaient les objectifs affichés au départ de ce réseau ? Y avait-il des objectifs en termes d'activités déjà ?

D'activités, je ne pense pas. Dit officiellement, les objectifs sont de renforcer les contacts entre les syndicats et les altermondialistes sur les questions liées au travail. De manière plus juste mais moins officielle, je pense que l'objectif est d'impliquer davantage les syndicats nationaux dans l'altermondialisme. On constate que les syndicats nationaux sont peu impliqués, par contre les militants le sont, mais les organisations y sont de moins en moins. Je crois qu'il y avait moins de syndicats présents et actifs à Malmö qu'à Athènes, et moins à Athènes qu'à Londres. Au niveau mondial aussi. Et donc je pense que le réseau Labour and Globalization est une bonne réponse à la préoccupation suivante : les syndicats ont pas mal de raisons d'être déçus par les Forums sociaux, mais moins ils seront impliqués, plus ils seront déçus, et plus ils se désinvestiront, plus ces raisons là s'amplifieront. On avait un cercle

vicieux dont on va peut être sortir qui était que les syndicats étaient de moins en moins actifs et engagés dans l'organisation et l'animation des contenus des Forums sociaux, et donc revenaient de plus en plus déçus.

Vous parlez là des syndicats membres de la CES ou des syndicats en général ?

Je parle surtout des grands syndicats nationaux. Je parle de façon légère, mais je crois qu'il y a des syndicats très politiques comme Solidaires ou la FSU en France ou les Cobas en Italie, qui sont certainement des syndicats au sens traditionnel du terme, mais ils sont tout autant des mouvements sociaux et politiques, et dont l'ensemble des activités n'est pas exclusivement appuyé sur la défense des intérêts professionnels de travailleurs, mais qui font à la fois cela et de la confrontation d'idées politiques. Et je pense que ces syndicats là peuvent se retrouver relativement à leur aise. Si un martien débarquait dans un FSE, il penserait que les grands syndicats en Europe, ce sont Solidaires, la FSU et la CSC. Je nous mets dedans parce qu'on a quand même une politique assez volontariste d'y être. Mais les grands syndicats en Europe, ce sont les syndicats allemands, à leur manière les syndicats français qui sont puissants, les syndicats espagnols, italiens, peut être Solidarnosc, ce qu'il reste des syndicats anglais, la FNV hollandaise qu'on ne comprend pas toujours mais qui est puissante, les syndicats scandinaves bien sûr qui ont une puissance qui ne se compare pas avec Solidaires. Ce que j'appellerais les grands syndicats nationaux, membres de la CES, soit ne sont jamais allés dans les Forums sociaux et regardent ça de loin, soit y vont et sont déçus.

C'est le cas de la CSC ?

Oui, la CSC continue à s'impliquer parce qu'il y a un volontarisme de quelques personnes et qu'il y a une certaine tolérance dans sa culture, de toujours rester proche du mouvement associatif, etc. Donc on sait ce que c'est et on peut toujours les voir. Mais globalement, l'enthousiasme du début a assez vite fait place à un certain scepticisme. On a dit une fois qu'un autre monde est possible, on l'a redit, on fait des déclarations, qui n'engagent pas à grand chose. Certains avaient l'approche de dire que c'est toujours une école pour des jeunes militants de découvrir le vaste monde de la contestation du capitalisme global. Ça n'a jamais été vraiment mon idée. Ceux qui comme moi avaient plutôt l'idée de dire qu'il fallait essayer de faire quelque chose progressivement sont déçus parce que les Forums sociaux ne permettent pas cela.

Sur le réseau Travail et mondialisation, qu'est-ce que la CSC en attendait spécifiquement ?

Au départ elle allait voir dans une attitude de méfiance. Quand elle s'est rendu compte que des syndicats y étaient aussi, et que d'une certaine manière, cela se transformait en plateforme de préparation des Forums sociaux, nous nous y sommes investis parce qu'on voulait que les thèmes qui nous intéressent soient présents au Forum Social. Et de ce point de vue là, c'est un succès. On a eu plusieurs séminaires qui correspondaient assez précisément à ce que nous voulions comme sujets de discussion.

Sans doute qu'il y a aussi une attente de plus, mais qui ne fait pas l'objet de position de l'organisation : je crois que ceux qui ont de la sympathie pour le mouvement altermondialiste pensent que c'est bien de se rencontrer et de se connaître. Mieux se connaître, cela passe par des relations personnelles. C'est pas mal que Attac, le Tax Justice network et Seattle to Brussels et d'autres syndicats se rencontrent et se parlent.

Qu'est-ce que cela apporte ?

Le seul exemple que je peux donner, c'est que ces relations personnelles et les rencontres régulières et l'espèce de coupole qu'offraient les réunions européennes de Labour and Globalization ont permis de transformer ce qui était une proposition en un projet concret qui est en passe de se concrétiser, qui est une conférence sociale en juin. Donc je vois un processus en trois étapes. Le Forum social européen qui est ouvert, où tout est permis, mais presque rien n'est possible. Partiellement superposé, on a le réseau Labour and Globalization qui, même si Marco n'aime pas qu'on le dise, dispose d'un animateur accepté comme tel. Il y a beaucoup d'échanges horizontaux, mais Marco joue un grand rôle de leader des discussions, de facilitateur en tout cas. C'est une deuxième étape, ce réseau limité thématiquement aux questions sociales dans lequel les grands réseaux sociopolitiques et les grands syndicats européens ont une place privilégiée. La troisième étape, c'est que dans ce réseau là, on peut faire des projets, celui que je connais c'est sur la conférence de printemps, et être beaucoup plus structurés puisqu'on a là une liste des organisations membres du comité d'initiative, et une discussion sur le budget, les thèmes qu'on va traiter, la méthodologie de travail.

Et le comité d'initiative a été composé comment ?

Si on avait voulu donner une justification théorique à nos actes, on ne l'aurait jamais fait. Ce qu'il s'est passé, c'est qu'à Malmö, j'ai beaucoup plaidé pour cette idée, Marco Berlinguer aussi. Lui plus dans le mouvement altermondialiste, moi dans le mouvement syndical, on a fait la promotion de l'idée à Malmö et après Malmö. J'ai pu avoir une discussion avec une des secrétaires confédérales de la CES, celle qui est la plus proche de tous ces mouvements, Maria Helena Andre, qui m'a dit que la CES ne pourrait pas promouvoir en tant que telle une idée comme celle-là, mais qu'elle voudrait bien y être associée.

Mais la CSC pourrait ?

Oui, moi je fais cela au nom de la CSC. A la CSC, on m'a dit qu'on ne ferait rien sans la FGTB pour rester en bonne entente, et qu'on ne ferait rien que la CES ne désapprouve. En fait, la CSC aurait préféré que la CES prenne l'initiative. Mais c'était exclu. C'est le fait d'une partie de ses syndicats membres car cela n'a pas été décidé en Comité exécutif.

Est-ce que cette question a quand même été abordée en Comité exécutif de la CES ?

Maria Helena Andre a informé le secrétariat de la CES. Je pense que si elle avait posé la question à la CES, ça n'aurait pas été accepté. Si on avait posé la question dans ces termes, des syndicats anglais, des pays de l'Est ou de Scandinavie s'y seraient probablement opposés.

Et pour revenir à la composition du comité d'initiative...

Donc la CSC me disait que ce serait mieux si la CES était à l'initiative, et qu'on ne le ferait pas si elle s'y opposait. Entre les deux, il y avait un tout petit espace, qui est que la CES ne s'y oppose pas, qui nous permet de lancer l'initiative. J'ai donc contacté des collègues syndicalistes que je connais et auxquels j'avais parlé à Malmö, la CGIL, la CGT, Solidaires et la FSU. Marco a plus fait le travail avec Attac et des gens proches du réseau Transform ! À la CES, on nous avait dit que si on invitait des réseaux européens, il fallait inviter des réseaux proches d'eux, notamment l'European Anti-Poverty Network. On a invité Friends of the Earth pour avoir une composante environnementaliste. Donc j'ai fini par obtenir une réunion le 17

février, et nous étions 15 organisations présentes. Tout le monde venait selon les termes de mon invitation pour voir. Notamment la question de plusieurs collègues était de savoir selon quelles règles nous constituions ce comité d'initiative. La version des collègues altermondialistes était de dire qu'il n'y avait pas de raison de faire un comité fermé. La version de la CES, qui était présente à la réunion, était de ne pas s'engager dans un projet sans savoir avec qui on le faisait. Je pense que le fait que Maria Helena Andre soit là a été un élément déterminant, dans les locaux de la CES, même si c'est moi qui ait présidé la réunion. Donc il y avait une contradiction là. On s'est dit qu'on lançait l'expérience pour 2009 et qu'on verrait bien pour 2010, on a été très pragmatique.

Cela élimine qui du réseau Labour and Globalization ?

C'est une question à laquelle on ne peut pas répondre parce que quand on demande à Marco qui est membre du réseau, il ne peut pas le dire. C'est encore un réseau ouvert. Il fonctionne, comme les autres réseaux du Forum Social européen, sur des listes ouvertes.

Donc globalement, dans ce comité d'initiative, on retrouve les grandes organisations du réseau ?

On retrouve les grandes organisations du réseau. Par exemple, qui n'était pas content, c'étaient nos collègues italiens des Cobas, qui ont dit qu'ils refusaient de participer à quelque chose de limitatif. Or, nous, ce qu'on voulait, c'était avoir un comité représentatif. Entre temps, Verdi s'est rajouté, une plate-forme qui s'appelle Nordic Social Model qui est représenté par un Norvégien, et Solidarnosc, encore qu'ils n'ont pas confirmé. On a des syndicats belges, allemands, français, italiens et cinq ou six grands réseaux européens. En fait, on a procédé par cooptation pragmatique. On a fait un comité d'initiative fermé, mais après, on va inviter plus de gens à participer à la conférence, on fait la différence entre les deux. L'idée étant d'attendre en 2010 un rythme de croisière où on se synchroniserait avec le sommet social de printemps de l'Union européenne. L'objectif de notre implication dans le réseau Labour and Globalization, c'est de dire que nous voulons passer d'une attitude défensive où on court après les incendies et les directives, à un lieu où quelque chose qui pourrait être un morceau significatif du mouvement social européen. Dans le fond, j'aurais du commencer par là, l'analyse qui préside à la CSC à cela, c'est qu'on a besoin d'un mouvement social européen.

Qu'est-ce que cela signifie ?

Ça veut dire des mobilisations, mais des mobilisations coordonnées, parce que des mobilisations il y en a un peu partout, en Espagne un jour, en France un autre jour. Et un mouvement social, cela veut dire que ça dépasse le travail syndical stricto sensu de défenses des intérêts professionnels de nos affiliés.

En endossant un rôle politique aussi ?

Oui, un rôle de contre-pouvoir politique, certainement pas au sens de faire du lobbying pour un parti. Nous croyons que les démocraties sociales nationales se sont construites en Europe parce qu'il existait un contre-pouvoir syndical puissant, avec un rôle politique, ce que nos amis libéraux et patronaux nous reprochent régulièrement. Alors que nous le revendiquons clairement.

Dans ce cas dans le même genre de rôle que Solidaires et les Cobas qui sont des syndicats politiques comme vous me le disiez....

Sauf que nous, on est une grosse machine par rapport à Solidaires. La CSC c'est 1,8 millions de membres et des milliers d'employés, c'est le plus gros syndicat en Belgique. Donc on essaye d'être à la hauteur de l'ambition, qui n'est sans doute pas unanime à la CSC, mais qui est d'être un mouvement social, ou plutôt d'y contribuer. Car on ne peut plus dire aujourd'hui que le syndicat est le mouvement social. D'une certaine manière, il ne l'a jamais été tout le mouvement social, il y a toujours eu des mouvements politiques proches des syndicats, des coopératives ou d'autres. Aujourd'hui, nous ne croyons pas qu'un mouvement social suffisamment puissant et durable soit possible sans que les syndicats s'y impliquent de manière forte et pas juste en observateur. Ça n'oblige pas à dire que le mouvement social, c'est nous et que tous les autres ne sont pas sérieux. Donc il s'agit de trouver un mouvement social dans lequel les syndicats jouent pleinement leur rôle, et assument un rôle professionnel et un rôle politique.

Pour que ce soit clair, est-ce qu'un mouvement social sans associations ou organisations politiques autres que les syndicats est bancal ?

Je trouve que ce serait dommage de se priver d'énergies, d'une partie du public militant, qui ne se trouve plus dans les syndicats. Je ne tombe pas dans ce qui serait un excès, de dire qu'il y a autant de militants en dehors du monde syndical, je pense que la grande masse des militants sont dans les syndicats, mais il y en a ailleurs. Je trouve que ce serait dommage aussi de se priver d'une expertise et d'un savoir-faire, qui sont naturels dans le mouvement altermondialiste, et qui sont durement acquis dans le mouvement syndical, et je pense notamment au savoir-faire international. Les gens de Greenpeace, de Friends of the Earth pensent européen et mondial en se levant le matin. Attac aussi, même si elle a été très française un moment, elle a une véritable compétence internationale. Il y a aussi une compétence sectorielle, comme avec Greenpeace sur le nucléaire. Et puis l'énergie qu'il ne faut pas surestimer, mais dont il serait dommage de se priver. Donc je ne dis pas que sans le mouvement altermondialiste hors syndicats, on ne sait rien faire, mais je pense que ce serait dommage de se priver des militants, des savoir-faire et des compétences de ce mouvement. Il faut aussi reconnaître que le mouvement altermondialiste nous a réveillés, nous les syndicats, pour prendre en compte des dimensions de la mondialisation.

Avez-vous des exemples de cas où vous pensez avoir appris du mouvement altermondialiste ?

Il y a un cas qui est emblématique, c'est la lutte contre la directive Bolkestein, qui est née largement dans le mouvement altermondialiste. J'ai été témoin de très près de l'évolution fulgurante de position de l'UNI-Europa qui est la fédération européenne à laquelle nous sommes principalement rattachés. 15 jours après la publication du communiqué de presse de la Commission annonçant le projet, on se réjouissait de l'avancée de l'Europe intégrée. Un mois après, les mouvements sociaux en Europe ont commencé à s'insurger contre la directive Bolkestein ce qui a conduit à une grande manifestation à Bruxelles et à un compromis sur la directive, boiteux, mais qui est quand même bien moins grave que la première directive. Le mouvement altermondialiste a donné l'impulsion et les syndicats ont suivi. S'il n'y avait pas eu d'enclenchement par le mouvement altermondialiste, je pense que la contestation serait restée marginale et que la directive serait passée quasiment telle quelle.

Un autre exemple : nous sommes allés à Malmö avec une idée forte, c'était lancer un débat sur le salaire minimum européen. Grâce au réseau, on avait mis cela à l'ordre du jour, ça n'a pas été complètement conservé dans le *merging process*, comme c'est le cas en général. Les collègues scandinaves, italiens, etc. nous ont fait part de toutes leurs réticences vis-à-vis de cette idée là. À la limite, c'est plus de mes collègues syndicalistes que j'ai appris, mais j'ai appris à Malmö, je ne l'ai pas appris à la CES, à laquelle je ne vais pas. À la CES, nous avons un représentant, qui est très bien, mais il ne rendra pas compte à tout le monde des discussions qui sont très formelles par ailleurs. Et c'est clair que quand on va à Malmö à 80 personnes, on peut être dans beaucoup de débats, comme animateur ou comme participant. Et maintenant je comprends mieux les réticences de collègues syndicaux en Europe sur l'idée d'un salaire minimum européen, et c'est grâce aux réunions initiées par le réseau Labour and Globalization que ces échanges peuvent avoir lieu.

Pour mieux se rendre compte des désaccords et des raisons de ces désaccords...

Oui. On y va parfois avec l'idée naïve et enthousiaste qu'on va tomber d'accord et se rapprocher, et puis on se rend compte que cela sert surtout à mesurer la profondeur des désaccords ou la différence des analyses et des réalités, entre syndicats ou parfois entre syndicats et altermondialistes. Mais ce n'est déjà pas rien.

Le salaire minimum semble donc faire débat parmi les syndicats...Y a-t-il un grand thème qui fait clivage dans le réseau Travail et mondialisation et qui l'empêche éventuellement d'avancer ?

Non, je ne vois pas de grand thème qui fasse clivage. À mon avis, ce qui peut empêcher le réseau d'avancer, c'est plus son fonctionnement et la décentralisation extrême qui le caractérise, même si Marco rassemble un peu les choses, qu'un clivage. Je pense que c'est typique d'ailleurs du mouvement altermondialiste. Non pas que je pense qu'il n'y ait pas de clivage, mais les clivages sont rendus moins visibles parce que ce qui est premier, c'est le foisonnement extrêmement informel et incontrôlable, et je pense que les clivages apparaissent à partir du moment où les signataires [*inaudible*]. Par exemple, la conférence sociale de printemps devrait davantage conduire à l'expression de désaccords qu'à l'adoption de *statements*. Mais c'est quelque chose d'accepté et de consciemment voulu comme ça. Tant qu'on est dans des lieux très informels, les clivages n'apparaissent pas. Dans le réseau Labour and Globalization, je pense que le clivage implicite qui existe est entre ceux qui sont encore très attachés au modèle des Forums sociaux, aux réseaux, etc., et ceux qui veulent davantage structurer. Par rapport à ma proposition de conférence sociale de printemps, il y a des organisations qui demandent pourquoi il faudrait rejoindre cette chose, qu'est-ce qu'on cherche alors que le réseau existe.

Donc plus un clivage sur la forme que sur le fond...

Oui, mais derrière la question de la forme, il y a clairement une question sur le *leadership*. On a d'une certaine manière un vrai clivage entre les organisations de masse et les ONG, ce qui est certainement typique de tout le mouvement altermondialiste. Dans ceux qui sont les plus visibles du mouvement altermondialiste, dans les Forums sociaux principalement mais aussi les listes mails, il est plus facile d'être présent, actif et entendu quand on est une ONG de 4 chercheurs à temps plein, anglophones, trilingues si possible, avec une bonne formation intellectuelle, et qui n'ont surtout pas d'affiliés à rencontrer, de conventions à signer, de gouvernement à rencontrer, cela donne une force de frappe dix fois supérieure à un syndicat

d'un million de membres. Et je crois que derrière les positions sur les formes, il y a une question de *leadership*. Pour les grandes organisations, et je fais exprès de ne pas dire syndicats car je pense aussi au mouvement paysan pas en Europe mais dans le monde, c'est plus compliqué. J'ai entendu mes collègues de Via Campesina pour qui un Forum social mondial annuel où on doit être capable de parler quatre langues, de connaître tous les sujets et de produire des textes sur Internet. Et puis comment associer notre base et produire des déclarations dans les 48h après un événement.

C'est donc une question de réactivité des grosses machines...

Oui, mais pas uniquement parce qu'on serait un peu plus lent ou plus gros, mais parce qu'on a l'ambition d'être des mouvements de masse. Je veux dire que ce ne serait pas compliqué pour la CSC de donner un bureau à trois permanents et de leur donner carte blanche. Cela produirait simplement qu'on aurait une équipe déconnectée des priorités de notre mouvement syndical. Donc la question de la réactivité se pose parce que si on est un mouvement de masse, il faut qu'il y ait une certaine unité entre notre organisation dans le mouvement altermondialiste et notre réalité de terrain. Je ne dis pas qu'il faut que les 20 ou 30 000 délégués syndicaux de la CSC approuvent tout cela, mais au moins ils en sont informés, certains y sont invités. Donc c'est l'aspect de la vie démocratique interne de l'organisation.

Il y a aussi un autre aspect dans ce clivage. Quand une ONG ou un bureau d'étude ou Attac engage ses forces, elles sont limitées en nombre, et relativement peu soustraites à d'autres secteurs. Si Attac ou S2B sont au G8, ils sont directement sur leur cœur de métier. L'économie des forces dans le mouvement syndical est plus complexe. Si la CSC décide d'envoyer ses forces, ce n'est pas pour envoyer 15 personnes. C'est aussi un agenda où on doit être à la fois sur le terrain des entreprises, dans les secteurs, avec le gouvernement. Les contraintes sont beaucoup plus lourdes pour les syndicats.

Sur la composition du réseau, quels sont les grands absents du réseau Travail et mondialisation ?

De facto, il n'y a pas du tout de syndicat et presque pas de mouvements sociaux d'Europe centrale et orientale. C'est un absent traditionnel. Il n'y a pas de syndicat anglais, hollandais. Je considère la CFDT comme un grand absent, mais je ne suis pas dans le secret de la direction de la CFDT. Je suis étonné de l'absence des Espagnols.

Et des grands absents associatifs ?

J'ai l'impression que non, mais je veux prudent, parce qu'en réalité, je ne connais le mouvement associatif européen que par ce biais là. Il y a peut être des gens qui ne sont pas là et que je ne connais pas. Mais j'ai quand même que tous ceux voient dans l'actualité altermondialiste sont là.

Tous ceux qui se disent altermondialistes sont là...

Tous ceux qui se disent altermondialistes et qui ont un intérêt pour les questions sociales. Dans l'altermondialisme, il y a des anti-impérialistes qui sont très actifs, des mouvements féministes. L'extrême gauche est très présente mais ne participe pas au réseau en tant que telle, par exemple le Socialist Workers Party anglais. Il y a des groupes que je ne connais pas bien et que je m'identifie comme IVe Internationale trotskiste qui sont là sur le pacifisme et l'anti-impérialisme, mais qui représentent une base sociale assez étroite.

Comment se déroulent les réunions du réseau dans les AEP ?

Il y a toujours des réunions des réseaux avant ou après les AEP, c'est la journée des réseaux. Et ce sont souvent des réunions assez informelles avec un ordre du jour pas toujours très bien établi, une traduction parfois un peu chaotique, et donc l'essentiel des débats se passe dans un anglais très approximatif, ce qui n'est pas sans poser problème, je ne suis pas toujours sûr qu'on se comprenne parfaitement. Et la difficulté courante, c'est de savoir ce qu'on fait à la fin de la réunion, une déclaration, un programme, etc. A Istanbul, je n'y étais pas mais j'ai suivi les rapports, juste après qu'éclate la crise financière, il y a eu un assez vif débat sur une déclaration du réseau. Mes collègues de la FGTB ont fait savoir qu'ils ne signeraient pas une déclaration du réseau, ce qui a donné lieu à des réactions assez sèches. Il fallait que ce soit une déclaration non pas du réseau mais de certaines organisations à l'occasion de la réunion du réseau.

Quelles organisations étaient dans cette position ?

Marco Berlinguer je pense. Je ne sais pas ce qu'il a dit à Istanbul, mais quelques jours après, il a envoyé un mail sur la liste avec sa position personnelle, qui était je pense la seule possible, et qui était de dire que le réseau était un espace de facilitation, de rencontres, et pas un acteur, et qu'il n'était donc pas possible de faire une déclaration du réseau.

Ce que je crois, et je m'en rends compte en parlant, c'est que ce qu'on identifie sous le nom de réseaux thématiques altermondialistes sont des formes inachevées. Je pense qu'ils restent essentiellement organisés dans la forme du Forum social. Ils sont « thématiques », mais ils ne sont pas très « réseau », ou alors ça dépend de ce qu'on entend par le terme « réseau ». Dans l'imaginaire altermondialiste de base, je pense qu'un réseau est un Forum, c'est un lieu où tout le monde peut parler à tout le monde.

Où alors il y a plusieurs conceptions d'un réseau dans le mouvement...

Peut être...En tout cas je pense que c'est un mot qui fait problème. Le mot fait consensus, mais sur des malentendus. Parce que certains en effet ont une conception extrêmement souple, horizontale du réseau, où il n'y a pas de direction, pas de centre. Moi, quand je disais au début de cet entretien que je pensais que les réseaux étaient un fruit des Forums sociaux, j'entendais un réseau structuré, organisé. Et donc là, il y a peut être une difficulté.

Est-ce que les réunions du réseau vous semblent quand même utiles malgré ces divergences ?

Oui. Le niveau de confiance interpersonnelle est suffisamment élevé, la taille des réunions est assez importante et l'habitude de se rencontrer est suffisamment forte pour rendre possible par exemple en juin la conférence sociale. Il était clair juste avant Malmö que telle et telle organisations allaient traiter de ce sujet, et que telle ou telle autre allaient travailler là-dessus. Pour cela, ça va parce que ce n'est pas une résolution dans laquelle on demande aux organisations de se positionner. C'est plutôt l'idée de définir quatre ou cinq grands thèmes sur les questions sociales en Europe et de se les partager. Les réunions du réseau sont utiles pour mieux se connaître et partager le travail dans les Forums, donc d'avancer quand même.

Et sur le plan du contenu, est-ce qu'elles apportent des rapprochements de points de vue par exemple ?

Ça, je ne crois pas. Je crois que le rapprochement des points de vue doit passer par l'expression des divergences. Et ce sont plus des différences stratégiques que politiques. Par exemple, mes collègues italiens ne sont pas contre un salaire minimum européen, mais ils disent que le revendiquer maintenant avec les arrêts de la Cour de justice européenne sur les cas en Suède Laval et Viking est contre-productif. Ce sont des divergences stratégiques. Il y a l'étape pendant laquelle il faut mesurer les divergences, et au moment où on mesure les divergences, on est obligé d'engager l'organisation sur un dossier précis. Donc, pour le moment, l'amélioration des positions partagées se fait très peu, parce que ces réseaux restent des réseaux au sens spontané du terme, qui ne permettent que les discussions s'approfondissent.

Une question sur votre travail plus généralement : quelle est la place de l'altermondialisme dans votre travail en général et de l'engagement dans ce réseau Travail et mondialisation en particulier ?

Non, c'est une petite partie de mon temps de travail. Il y a des moments où cela nous occupe beaucoup, comme avant les Forums sociaux européens. Comme je suis maintenant un instigateur principal de cette conférence sociale européenne, ça me prend du temps, mais même maintenant, ça reste mettons un cinquième de mon temps voire moins.

En quoi consiste votre travail en dehors de cela ?

C'est un peu difficile comme question, parce que j'étais jusqu'à il y a quelques semaines adjoint du secrétaire général, et je deviens bientôt secrétaire général, donc je fais la transition entre les deux. C'est un certain nombre de dossiers de la gestion générale de la centrale. Quant aux relations internationales, ce ne sont pas que l'altermondialisme, ce sont aussi des Comités d'entreprises européens, la fédération sectorielle Uni-Europa, etc. Et puis j'anime un certain nombre d'instances de décision et de formation dans la centrale, ce qui me prend beaucoup plus de temps évidemment.

Et l'engagement altermondialiste est à la frontière entre des politiques d'organisations et des projets de mobilisations personnelles.

À la CSC ?

Je dirais plus généralement que là où ça marche, là où il y a des rapprochements et des choses possibles dans le Forum social, c'est aussi grâce à des personnes. Je pense que si la CGIL est présente, c'est parce qu'il y a Gianfranco Benzi et Marco Berlinguer qui veulent que ce soit comme ça. La CGIL peut bien avoir un intérêt pour les questions européennes et internationales, mais il faut aussi que des personnes aient envie de s'engager là-dedans et qu'elles rencontrent d'autres personnes de la CGT, de la FGTB ou autres. Donc je crois que le facteur personnel est important, sur la base des intérêts des gens, à l'intérieur d'un cadre qui est celui des organisations.

Est-ce que le réseau Labour and Globalization vous semble plus ou moins dynamique que d'autres réseaux du Forum Social ?

Il me semble plus dynamique. Pour moi, c'est le réseau qui fonctionne le mieux. Le fait que je m'y implique biaise sûrement un peu mon regard, mais j'en ai l'impression. Sinon, je crois que le réseau Services publics est quand même très actifs, pour les autres, je ne suis pas sûr.

Pour finir, j'aimerais faire une sorte de bilan-perspectives du réseau. Quels sont les apports globalement du réseau depuis sa constitution ?

D'abord, il a permis de construire un réseau de confiance entre des personnes et des organisations. Il a montré son efficacité dans une contribution forte au programme du Forum Social Européen de Malmö. Il va peut être montrer sa fertilité dans l'idée de la conférence sociale de printemps, qui est liée à un autre apport qui est d'avoir établi des relations plus respectueuses et pas en opposition complète avec la CES.

Est-ce que c'est acquis ?

Oui. A la CES, les gens savent bien qui est Marco Berlinguer et connaissent le réseau. Je ne dis pas que tout le monde est content avec cela, mais bon. Et dans le réseau, les habituels discours un peu radicaux sur la CES comme grosse organisation bureaucratique sont rangées à leur place, c'est-à-dire qu'on n'a pas besoin d'entendre cela. Ceux qui connaissent la CES savent bien dans quelle mesure c'est vrai, et dans quelle mesure c'est faux aussi, et pourquoi c'est comme cela. Et les syndicats de la CES ne sont plus obligés de répliquer de front tout le temps.

Il n'y a vraiment plus personne dans le réseau qui attaque la CES de front ?

Pas dans le réseau, peut être à la maison...Mais dans le réseau, on peut parler des questions sociales européennes en considérant la CES comme un acteur majeur, aussi comme un acteur problématique, parce qu'on sait bien ce que cela peut donner si on met 80 organisations syndicales autour d'une table.

Et du point de vue de la CES, le réseau vous semble utile depuis sa constitution ?

Je crois que la CES, en soutenant l'idée de la conférence sociale de printemps, joue une carte intéressante et peut se montrer comme un allié possible de ce type de mouvements. Je pense qu'il y aura une rentabilité pour la CES au sens où cela peut permettre à des idées et des dynamiques nouvelles de circuler dans la CES, et permettre que cette méfiance soit connue.

Au niveau des perspectives, est-ce que le réseau vous semble amener à perdurer sous cette forme ou sous une autre ?

Je ne sais pas. Je pense qu'on est en train de faire quelque chose à trois niveaux : Forum social, réseaux thématiques et projets structurés. Il n'est pas impossible que les trois niveaux fonctionnent en dynamique les uns avec les autres. Si ce type de projets comme la conférence sociale de printemps ou d'autres réussissent, on va se dire que c'est grâce aux réseaux thématiques, qui eux mêmes respirent et s'agrandissent dans les Forums sociaux, ce qui permettrait de bien fonctionner.

Table des matières

Remerciements	5
Sommaire	7
Liste des sigles	11
Liste des tableaux et figures	13
Introduction générale	15
Intérêt du sujet : mouvement altermondialiste et mobilisations contestataires en Europe	16
<i>Analyses du mouvement altermondialiste en Europe</i>	17
<i>Les mouvements contestataires dans le contexte d'intégration européenne</i>	20
Constitution de notre objet de recherche	22
<i>Saisir le mouvement altermondialiste européen : des Forums Sociaux aux réseaux thématiques</i>	23
<i>De la structuration de l'altermondialisme à l'explication de l'échec des réseaux thématiques</i> 27	
Architecture générale de la thèse	28
Chapitre 1 : Construction du cadre d'analyse	31
Introduction	31
Le concept de réseaux en sciences sociales et en science politique	32
a) L'analyse de réseaux dans les sciences sociales	33
b) L'analyse des réseaux de politiques publiques :	36
c) Les réseaux dans la sociologie de l'action collective	38
Conclusion de la première partie : les limites de ces analyses pour notre questionnement de recherche.....	43
L'hétérogénéité des participants comme frein à l'action collective	44
a) L'hétérogénéité dans le mouvement altermondialiste européen et dans les réseaux thématiques.....	45
<i>L'hétérogénéité au sein du mouvement altermondialiste</i>	46
<i>L'hétérogénéité au sein des réseaux thématiques</i>	48

b) Le problème de l'hétérogénéité dans les organisations et dans les réseaux.....	49
c) Les dimensions de l'hétérogénéité des participants aux réseaux thématiques	53
<i>La diversité des conceptions de la démocratie : des visions diverses de l'organisation interne</i>	
<i>des réseaux thématiques</i>	55
<i>La diversité des stratégies d'action : les activités externes des réseaux thématiques</i>	57
Conclusion de la deuxième partie	61
La prise en compte du contexte de l'action collective : opportunités politiques et cycles	
de mobilisation	62
a) Les insuffisances du concept des opportunités politiques	63
<i>Origine et définition du concept</i>	63
<i>La structure des opportunités politiques à l'échelle européenne</i>	64
<i>Remises en causes du concept des opportunités politiques : l'absence de prise en compte de la</i>	
<i>dynamique interne des mouvements.....</i>	67
b) Des opportunités politiques à la dynamique des mouvements: un usage du concept de cycle	
de protestation dans le cadre européen	68
<i>Le concept de cycle de protestation.....</i>	68
<i>Liens entre les cycles de protestation et notre perspective explicative.....</i>	70
Construction du cadre d'analyse	72
a) Cycle de protestation et mobilisations européennes : notre application du concept	72
<i>Du cycle de contestation italien aux mobilisations altermondialistes européennes : différences</i>	
<i>et similarités.....</i>	73
<i>Le déclin de l'altermondialisme européen : une construction intellectuelle ou une réalité</i>	
<i>perçue par les acteurs ?</i>	76
b) Processus causaux analysés et schéma théorique général	79
Conclusion du Chapitre 1	82
Chapitre 2 : Démarche de l'enquête de terrain et choix méthodologiques	
.....	85
Introduction	85
Construction de la démarche de recherche : de la conception de la causalité à la	
construction de la comparaison entre trois réseaux thématiques.	86
a) Objectifs de la recherche et modalités de confrontation au terrain	86
<i>La mise en évidence des causes d'une situation donnée comme objectif de la recherche</i>	87
<i>Une analyse qualitative et séquentielle du mouvement altermondialiste européen.....</i>	89
b) Construction de la comparaison : du choix de la démarche à la sélection des cas	92

<i>Le choix de la démarche comparative</i>	92
<i>Le mode de confrontation des cas entre eux : une approche par les cas</i>	94
<i>La sélection des cas : une comparaison entre trois réseaux majeurs du Forum Social Européen</i>	96
Conclusion de la première partie	102
Méthodes de l'enquête de terrain	102
a) Préalables à l'enquête empirique : choix méthodologiques et accès au terrain.....	103
<i>Le choix de méthodes qualitatives envisagées de manière complémentaire</i>	103
<i>Les modalités d'entrée sur le terrain : une stratégie adaptée au terrain</i>	105
b) Les méthodes employées : apports et difficultés.....	107
<i>L'analyse documentaire</i>	107
<i>Les entretiens semi-directifs : préparation en amont et analyse de contenu</i>	110
<i>L'observation directe : délimitation du terrain et axes d'observation</i>	114
Conclusion du chapitre 2	117
 Chapitre 3 : La constitution des réseaux thématiques dans une dynamique de déclin des mobilisations de l'altermondialisme européen.....	
Introduction	119
Cycle de mobilisations européennes, fin de mobilisations et la constitution des réseaux thématiques	121
a) Du sommet d'Amsterdam au FSE de Paris : les origines des réseaux thématiques dans un cycle de mobilisations altermondialistes.....	122
<i>Le précédent des Marches européennes contre le chômage : de la question de l'emploi à celle des droits sociaux dans l'Union européenne</i>	122
<i>La succession des épisodes européens de mobilisations et la naissance du Forum Social Européen : le renforcement des liens à l'échelle européenne</i>	125
b) Les réseaux thématiques comme aboutissement de campagnes européennes spécifiques..	127
<i>Contre l'AGCS et contre la directive Bolkestein : les campagnes fondatrices du réseau Services publics</i>	127
<i>Contre le Traité constitutionnel européen : une dimension européenne qui débouche sur la création du réseau de la Charte</i>	131
c) Le réseau Travail et mondialisation : un contexte d'éloignement progressif du syndicalisme européen du processus du Forum Social Européen	134
<i>Des divergences anciennes qui n'empêchent pas des expériences communes entre syndicalisme européen et mouvement altermondialiste</i>	134

<i>Une réaction à la tendance au retrait des grands syndicats des événements de l'altermondialisme : vers la création du réseau Travail et mondialisation</i>	137
d) Retour sur les mécanismes de démobilitation : quels mécanismes pour les mobilisations altermondialistes européennes ?	138
Conclusion de la première partie	141
Conflits internes aux réseaux et retrait de participants dans un contexte de démobilitation.	141
a) Des réseaux comme indice du déclin des mobilisations : une élite militante européenne au sein d'espaces paradoxalement peu hétérogènes.	142
<i>Des réseaux d'organisations conçus comme une infrastructure de mouvement social</i>	142
<i>Un rétrécissement de la participation par rapport aux campagnes européennes précédentes</i>	143
b) Des dimensions de l'hétérogénéité qui pèsent sur la définition de stratégies communes. ...	146
<i>Diversité des conceptions de la démocratie et conflits sur les modes de décision au sein des réseaux thématiques</i>	147
<i>Diversité des répertoires d'action et divergences sur les stratégies collectives des réseaux.</i> .	152
Le cas du réseau de la Charte : réseau de discussion ou réseau de mobilisations ?	153
Les grandes confédérations syndicales dans le mouvement altermondialiste : entre le répertoire d'action promu par la CES et le répertoire d'action altermondialiste	156
Diversité des répertoires d'action dans le réseau Services publics	158
c) Des conflits structurants propres aux réseaux : retour sur les effets du contexte sur le déclenchement de conflits et le retrait de participants.	160
<i>Un conflit central dans chacun des réseaux</i>	161
<i>Hétérogénéité et conflits internes dans un contexte de fin de mobilisations européennes : retour sur notre modèle explicatif</i>	162
Conclusion de la deuxième partie	166
Conclusion du chapitre 3	166
Chapitre 4 : Le maintien de réseaux thématiques actifs dans l'objectif du FSE de Malmö (2007-2008)	169
Introduction	169
Des divergences persistantes dans une dynamique contestataire affaiblie.	171
a) Retour chronologique sur l'apparition des réseaux thématiques : hypothèses sur les effets de l'hétérogénéité après le FSE d'Athènes.....	172
<i>L'apparition du réseau Travail et mondialisation comme explication du déclin des réseaux Charte et Services publics ?</i>	173

<i>Evolution de l'hétérogénéité des participants et probabilité d'éclatement de conflits internes aux réseaux</i>	175
b) Conceptions de la démocratie et modes de décision dans les réseaux : une divergence latente ou un mode de gestion de la diversité.	178
<i>Absence de conflits sur les modes de décision dans les réseaux Travail et mondialisation et Services publics</i>	178
<i>La pratique du consensus comme moyen de gestion de la diversité dans le réseau Charte</i> ...	180
c) Des divergences sur les stratégies collectives au sein du réseau Services publics	184
<i>Divergences stratégiques entre activistes locaux et représentants d'organisations au sein du réseau Services publics</i>	185
<i>Une divergence qui porte sur le rapport entre luttes locales et mobilisations européennes au sein du réseau Services publics</i>	186
<i>L'absence de conflits sur les stratégies dans les réseaux de la Charte et Travail et mondialisation</i>	190
Conclusion de la première partie	190
La préparation du Forum de Malmö : la valorisation du rôle des réseaux comme ressort de leur dynamisme	191
a) Du FSE de Londres à celui de Malmö: un renforcement du rôle des réseaux thématiques....	192
<i>L'émergence des réseaux comme renouvellement du processus du Forum Social Européen : une préparation plus participative et plus européenne</i>	192
<i>Vers le FSE de Malmö : le renforcement du rôle des réseaux dans la préparation et dans le déroulement du Forum</i>	194
b) Les activités des réseaux thématiques avant et pendant le FSE de Malmö : une incitation au maintien d'activités collectives	197
<i>La préparation du Forum de Malmö comme priorité des réseaux thématiques</i>	197
<i>Dynamisme des réseaux Travail et mondialisation et Services publics dans le contexte favorable de la préparation du FSE</i>	199
<i>Des effets limités du contexte préparatoire favorable sur le réseau de la Charte</i>	202
Conclusion de la deuxième partie	204
Au-delà de l'objectif commun comme ressort du dynamisme: le fonctionnement interne des réseaux dans la préparation du FSE de Malmö.	205
a) De l'initiative de la création à l'animation régulière des réseaux : entrepreneurs politiques et acteurs centraux des réseaux	206
<i>L'initiative de la création des réseaux thématiques : le rôle des entrepreneurs de l'action collective</i>	206
<i>Le rôle des animateurs dans la préparation de Malmö : leaders et brokers comme acteurs centraux des réseaux.</i>	208
	423

b) L'absence de dynamique collective : des investissements distanciés dans les activités des réseaux	212
<i>Réseau Charte : une faible diffusion de la Charte parmi les organisations participantes.....</i>	212
<i>Réseau Services publics : le retrait des grandes organisations syndicales et l'engagement en pointillés des activistes locaux</i>	213
<i>Réseau Travail et mondialisation : une participation distancée des grands syndicats de la CES.</i>	216
c) Un fonctionnement peu collectif qui repose sur un petit groupe d'acteurs fortement impliqués dans le processus du FSE	218
<i>La spécificité des réseaux thématiques du FSE : des acteurs majeurs sans dynamique collective</i>	218
<i>Les effets de l'hétérogénéité sur le fonctionnement effectif des réseaux thématiques : des réseaux portés par des acteurs fortement impliqués dans le processus du FSE</i>	220
Conclusion de la troisième partie	222
Conclusion du Chapitre 4	222

**Chapitre 5 : Les réseaux thématiques dans la préparation du FSE
d'Istanbul (2008-2010) : source de conflits ou signe du déclin du processus ?**

.....**225**

Introduction	225
Des évaluations différenciées du rôle des réseaux dans un contexte de déclin du Forum Social Européen.....	227
a) Le Forum comme compromis entre participation et efficacité, source d'évaluations différenciées du Forum de Malmö.	227
<i>Deux objectifs du projet des Forums Sociaux, entre participation et efficacité</i>	228
<i>Des évaluations différenciées du Forum Social Européen de Malmö.....</i>	232
Deux registres d'évaluation du FSE, entre objectif de participation et objectif d'efficacité	233
Un clivage entre militants locaux et représentants d'organisations.....	235
b) Des évaluations divergentes du rôle des réseaux thématiques dans l'explication du déclin du Forum	237
<i>La critique des réseaux du point de vue de la participation : un renforcement de l'élitisme du processus du Forum Social Européen.....</i>	238
<i>La critique des réseaux du point de vue de l'efficacité: l'absence de mobilisations de grande ampleur à partir du Forum.....</i>	242
Conclusion de la première partie	246
De Malmö à Istanbul : vers la fin des réseaux thématiques du FSE ?.....	247

a) Des divergences qui n'entraînent pas de conflit majeur autour du rôle des réseaux thématiques dans la préparation du FSE d'Istanbul.....	248
<i>Le règlement des divergences autour du mode d'organisation de l'Assemblée de clôture du FSE d'Istanbul</i>	248
Le débat concernant la forme de l'Assemblée de clôture du prochain FSE :.....	249
L'Assemblée finale comme moyen de règlement du conflit :.....	252
<i>Un consensus qui repose sur un constat partagé d'affaiblissement des réseaux thématiques</i>	254
b) Vers la fin des réseaux thématiques : une conséquence directe du déclin du Forum Social Européen	258
<i>L'affaiblissement des réseaux thématiques dans la préparation du FSE d'Istanbul : dynamique interne aux réseaux ou reflet de la crise du processus ?</i>	258
<i>Le déroulement du FSE d'Istanbul : vers la fin des réseaux Charte, Services publics et Travail et mondialisation.</i>	264
Conclusion de la deuxième partie	268
Conclusion du chapitre 5	268
Chapitre 6 : Après Malmö, la fin des espaces de coopération au niveau européen?	271
Introduction	271
Des stratégies divergentes dans le contexte de déclin du processus du Forum Social Européen.	273
a) Des analyses divergentes des insuffisances du Forum Social Européen après Malmö	274
<i>Des acteurs peu hétérogènes au regard du processus du Forum Social Européen</i>	274
<i>Trois combinaisons divergentes de la conception verticale de la démocratie et de l'efficacité dans le Forum Social Européen</i>	276
Les problèmes posés par l'informalité et l'ouverture du processus pour les grandes organisations syndicales	277
Un souci d'efficacité subordonné aux problèmes posés par l'informalité du processus.....	279
Les problèmes posés par l'efficacité : deux conceptions de l'action commune à partir du FSE	281
b) Des stratégies divergentes dans un contexte de déclin du Forum Social Européen.....	286
<i>Les dynamiques de retrait des grandes organisations : un Forum Social Européen « inutile »</i>	287
<i>Les stratégies de relance du Forum Social Européen par les acteurs centraux du processus</i> .	290
Conclusion de la première partie	293

Le maintien des espaces communs : de nouvelles initiatives de coopération dans une dynamique de déclin des mouvements sociaux.	294
a) Les apports des réseaux thématiques : la constitution d'un groupe et l'instauration de relations de confiance	295
<i>Les effets des interactions entre acteurs sur la cohésion interne des groupes mobilisés</i>	<i>295</i>
<i>Nouveaux contacts et relations de confiance à partir des réseaux thématiques</i>	<i>297</i>
<i>Une confiance qui permet d'envisager la poursuite du travail en commun</i>	<i>299</i>
b) Des initiatives européennes en dehors du FSE : une volonté de dépasser un espace du Forum en déclin.	302
<i>Un objectif commun de convergence et de renforcement la coordination collective à l'échelle européenne</i>	<i>303</i>
<i>Un mode de fonctionnement qui permet de répondre au problème de l'informalité du Forum Social Européen.....</i>	<i>308</i>
c) Le statut de ces initiatives dans une dynamique contestataire européenne affaiblie	311
<i>Des effets de l'hétérogénéité dans un contexte de faiblesse des mouvements contestataires</i>	<i>311</i>
<i>Une nouvelle forme de cloisonnement entre l'initiative contre la crise et la Conférence sociale conjointe.</i>	<i>314</i>
<i>Des espaces de discussion dans une dynamique de faiblesse des mouvements sociaux à l'échelle européenne.</i>	<i>317</i>
Conclusion de la deuxième partie	321
Conclusion du chapitre 6.....	321
Conclusion générale.....	323
Hétérogénéité et conflits dans un contexte de démobilitation : comment les réseaux thématiques ont échoué ?	323
<i>Fin de campagnes européennes et conflits au sein des réseaux thématiques.....</i>	<i>324</i>
<i>Déclin du Forum Social Européen et conflits sur le rôle des réseaux thématiques</i>	<i>327</i>
<i>Les acteurs majeurs du FSE et le double projet des Forums Sociaux</i>	<i>329</i>
De l'hétérogénéité des acteurs à la dynamique des mouvements sociaux : pourquoi les réseaux ont échoué?	331
La dynamique du mouvement altermondialiste en Europe : état des lieux et perspectives pour un mouvement social européen.....	336
Sources primaires	341
Réseau Charte :	341

Réseau Services publics	342
Réseau Travail et mondialisation	343
Forum Social Européen	344
Conférence sociale conjointe	345
Réunion des réseaux contre la crise	346
<i>Bibliographie</i>	347
Ouvrages et articles scientifiques	347
Ouvrages et articles militants.....	363
<i>Sommaire des annexes</i>	367
<i>Grille d'entretiens</i>	369
<i>Liste des entretiens</i>	371
<i>Entretien, Représentant de Transform ! Italie, Florence, janvier 2010</i>	375
<i>Entretien, Porte-parole de Solidaires, Paris, décembre 2009</i>	391
<i>Entretien, Représentant de la CSC-CNE, Bruxelles, avril 2009</i>	405
<i>Table des matières</i>	419

